



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries novembre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er novembre

CAUSERIE

Les fichiers correspondant aux causeries et aux articles de presse d'octobre seront disponibles au format pdf demain soir. Service minimum pendant quelques jours.

Après la tempête d'hier ou mini cyclone on va être en état de survie pendant quelques jours. Je ne suis pas encore sorti pour voir l'étendue des dégâts en ville. J'utilise le générateur depuis deux heures et je viens de m'apercevoir que j'avais oublié de rebrancher le réfrigérateur, je me suis traité d'abruti, normal. Je dois faire des courses, des provisions, c'est la période des cyclones, il faut penser à tout, je n'ai presque plus rien à manger, j'ai été négligeant, on sera plus tranquille début janvier, en principe...

En chiffres.

247 milliards d'euros

Les investisseurs ont retiré d'Espagne 247 milliards d'euros de capitaux entre janvier et août 2012 : c'est 600 fois plus que durant la même période en 2011. Atlantico.fr 31.10

3,9%

En 2011, Google a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 1,2 milliard d'euros en France, a déclaré 128 millions d'euros au fisc... et payé 5 millions d'euros d'impôt sur les sociétés. Atlantico.fr 31.10

5 millions de 128 millions cela donne 3,9%, c'est le taux d'imposition en France de Google société américaine multimilliardaire, et au même moment le Premier ministre décide que la Sécurité sociale ne prendrait plus en charge à 100% les frais médicaux de 15 millions de citoyens souffrant d'hypertension artérielle sévère pour faire des économies.

Vous vous souvenez de ce qu'on a pu lire ici ou là dans la presse ouvrière qu'il fallait attendre pour voir ce que le gouvernement déciderait, le POI notamment qui en rajoute une couche chaque semaine depuis le 17 juin, parce que voyez-vous il aurait pu être animé de bonnes intentions envers les travailleurs. Quel cynisme Ayrault ! Quel pourriture ce gouvernement des nantis ! Honte à ceux qui le soutiennent ou l'épargnent, cela revient au même, ils doivent tous être bien portants ou avoir les moyens de payer pour se soigner.

Vous ne trouvez pas que les choses deviennent plus claires de jour en jour sur les réelles intentions des uns et des autres, sur leurs réelles capacités à comprendre la situation, sur leur volonté d'aider ou non les travailleurs et militants à comprendre dans quel monde nous vivons ?

Dettes : 16 394 milliards de dollars. La faillite, mais non ! Ouf, s'écrie le torchon de Rothschild

Les Américains bientôt au plafond. Lundi soir, la dette du pays se montait à 16 199 milliards de dollars et son fameux plafonnement, voté en août 2011 par le Congrès à 16 394 milliards de dollars, devrait être atteint fin décembre, soit après l'échéance électorale. Sans nouveau vote pour le relever, le pays serait alors en défaut de paiement... Un nouveau bras de fer en perspective entre démocrates et républicains, même si le Trésor dispose d'un certain nombre de mesures pour donner plus de temps au Congrès. Liberation.fr 31.10

Quand vous ou un Américain, c'est la même chose, quand vous êtes à découvert de 10 euros ou de 10 dollars la banque vous somme d'y remédier, sinon vous êtes déclaré en faillite et elle ferme votre compte, elle peut aussi vous envoyer un huissier, etc., mais pas les grandes entreprises, les banques, les Etats, c'est marrant cela, non ?

Ils ne connaissent pas la honte : « de bon cœur » ils ne méritent pas d'exister !

La haine. Le bras d'honneur de Gérard Longuet sur Public - Sénat

« Il a fait ce geste à la suite d'une anecdote racontée off avec la journaliste, qui n'avait rien à voir avec le mariage gay ou avec l'émission », a commenté Public Sénat, qui a retiré l'extrait. Longuet réagissait en fait à la publication d'une dépêche de l'AFP indiquant que l'Algérie demandait une « reconnaissance franche des crimes perpétrés par le colonialisme français ».

Une version confirmée par le sénateur UMP : tout en regrettant d'avoir été filmé, Gérard Longuet ne renie pas ce qu'il qualifie de « geste populaire », effectué « de bon cœur ». « La France n'a pas à avoir honte de sa présence en Algérie pendant la colonisation, en tout cas, c'est ma conviction, se justifie-t-il, interrogé par L'Express. » LeParisien.fr 31.10

A l'extrême droite avant de rejoindre l'UDR (ex-UMP), on ne se refait pas, Madelin, Devedjian, etc.

Surréaliste

Pôle emploi : les chômeurs classés en trois catégories à partir de janvier - Le Monde.fr

Quels seront les critères qui détermineront l'orientation des chômeurs dans chacune des catégories ?

Le document de la direction avance une analyse basée sur plusieurs compétences telles que "la maîtrise des outils informatiques" ou la "capacité à se déplacer". Mais aussi des critères plus flous comme "la vision objective de sa situation", le "rapport à l'urgence" ou la "capacité à anticiper les gains de ses démarches". Une grande marge de manœuvre devrait être laissée aux conseillers, même s'ils disposeront tous d'un outil de diagnostic automatisé basé sur la situation de chaque demandeur d'emploi. Le Monde.fr 31.10

- Le chômeur qui doit sans être une catégorie particulièrement arriérée, voire tarée de la population, doit avoir "la vision objective de sa situation", parce qu'il n'est pas capable de prendre conscience qu'il est dans une merde noire.

- Le chômeur doit comprendre que sa "capacité à se déplacer" dépendra s'il aura un boulot un jour, peu importe ce que cela lui coûtera en fatigue et en argent, ce qu'il lui restera pour tenter de survivre et dans quelle condition physique et moral, on s'en fout, les statistiques du chômage doivent s'améliorer...

- Voir dans quelle mesure un chômeur serait dans un "rapport à l'urgence" par rapport à d'autres chômeurs, pour lui fournir un boulot, tandis que les autres pourraient toujours attendre. La gestion de la pénurie sans la résorber, un effet d'annonce quoi.

- Le chômeur devrait avoir la "capacité à anticiper les gains de ses démarches", comme il a une chance sur dix de trouver un boulot, il a le droit de rester coucher et d'attendre des jours meilleurs, c'est à l'Etat de lui verser une allocations correspondant à un salaire décent, entre 1.700 et 2.000 euros nets par mois.

ACTUALITE EN TITRES

Deux poids et deux mesures. Gouvernement pro sionite.

- La France expulse un imam tunisien accusé d'antisémitisme et de promotion de la violence - AFP

C'est possible qu'il s'agisse d'un de ces cinglés de prédicateurs d'un islam radical et de haine envers tout ceux qui ne lui ressemblent pas... Apparemment, il n'est pas le seul, Netanyahu en fait partie.

Pendant ce temps-là le chef de file des antisémites reçu à l'Elysée.

- Hollande et Netanyahu en accord sur l'Iran et la paix au Proche-Orient - AFP

Je me disais bien qu'il y avait au moins une bonne raison pour justifier le vote Hollande et PS, à l'adresse de ceux qui ont appelé à voter pour eux en 2012, que dis-je, sans cesse depuis des décennies, 50 ans pour les plus vieux.

- Netanyahu aux juifs de France : "*Venez en Israël !*" - Le Nouvel Observateur avec AFP

Ceux qu'ils n'ont pas réussi à exterminer lors de la Shoah ou leurs descendance, ils leur promettent un avenir radieux dans un pays perpétuellement en guerre contre les sémites et la terre entière en dehors des sionistes... c'est comme s'ils voulaient finir ce sale boulot quoi. A moins qu'ils s'adressent aux sionistes. BHL, Attali, Lévy, Sarkozy, etc. cela ne vous tentent pas de faire partie du voyage ? Dommage !

Tour grotesque d'illusionnistes, au-delà du ridicule.

- France: le gouvernement surprend avec une prévision optimiste de croissance - AFP

C'est 25% des électeurs le 17 juin 2012

- Bel : « *la majorité sénatoriale n'est pas la majorité gouvernementale* » - Public Sénat

- Baylet à propos des communistes du Sénat : « *Ce ne sont pas des comportements politiques normaux* » - Public Sénat

C'est certain, quand le PS et ses satellites votent pour le TSCG et le MES avec l'UMP et l'UDI, c'est un comportement politique "*normal*". C'est ce que nous ne cessons de répéter, en vain...

Faisons table rase du passé...

- La révolution de la grande faucheuse - LePoint.fr

Une nouvelle rassurante et plutôt sordide, cynique d'où elle provient.

- L'industrie du cercueil ne connaît pas la crise - LePoint.fr

- Euthanasie: neuf Français sur 10 favorables - AFP

Soit ils en ont marre à ce point-là, soit les vieux se rendent qu'il arrive un moment où il vaut mieux partir que persister en étant diminués physiquement et intellectuellement au point d'être devenu des légumes. Tenez, je rentrerai peut-être un jour en France rien que pour cela si une loi était votée, je préférerais qu'il y ait une révolution avant bien entendu, je sauterais dans le premier avion...

Le message de "*paix*" de l'UE à tous les peuples.

- Le chômage atteint 11,6% dans la zone euro, un record - Liberation.fr

Ils s'empiffrent. Enfin des bonnes nouvelles.

- Total aidé par les cours du brut et le rebond des marges de raffinage - AFP

- Le bénéfice de Visa en hausse de 89% au 4e trimestre - Reuters

Visa a fait état mercredi d'une hausse de 89% de son bénéfice au quatrième trimestre, dépassant les attentes des analystes, tout en annonçant un programme de rachat d'actions pour un montant de 1,5 milliard de dollars. Reuters 31.10

[Coucou, le Nouvel ordre social a encore frappé.](#)

- 69 % des Français trouvent qu'il y a trop d'échelons politiques - LePoint.fr

Entendez il faut supprimer les départements. Il y en a qui le disent et combattent contre, mais sans nous dire au juste pourquoi, du coup leur discours est inaudible, pire, il ne sert à rien finalement. Le but de la manoeuvre est simple à comprendre : en visant les départements, qui visent-ils ? Les députés. C'est quoi les députés ? L'Assemblée nationale. C'est quoi l'Assemblée nationale ? Les institutions. C'est quoi les institutions ? L'Etat, car c'est l'Etat qu'ils veulent faire disparaître au profit des seules régions qui seraient gouvernées depuis l'UE une fois leur pouvoir élargi...

Des trois entités ou institutions suivantes, l'UE, l'Etat, les régions, seules deux doivent demeurer en place à terme, et laquelle est sans cesse attaquée par la troïka, la Banque mondiale, l'OCDE, Washington ? Seules l'UE et les régions ont un avenir selon le plan de Nouvel ordre mondial qu'ils ont conçu, les Etats qu'ils ont étranglé par la dette doivent disparaître. Facile à expliquer et comprendre, non ?

Mais aussi longtemps que les Etats existent, c'est contre eux qu'il faut mener le combat, ensuite cela s'avèrera impossible. On peut concevoir de remplacer l'Etat des capitalistes par un Etat ouvrier, mais il sera très difficile, voir impossible d'instaurer un Etat ouvrier à partir de rien. De même que l'on peut concevoir le socialisme sur les bases objectives existantes, si celles-ci disparaissaient au profit d'un Nouvel ordre mondial affranchi des contradictions du capitalisme et de la lutte des classes, le socialisme n'aurait été qu'une magnifique utopie.

- Merkel cherche à rassurer la Turquie sur sa candidature à l'UE - Reuters

Washington aussi y est favorable, cela tombe bien, quelle coïncidence !

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Syrie

Hillary Clinton a souhaité, mercredi, une refonte de l'opposition au président Bachar al Assad en Syrie et appelé à une intégration de ceux "*qui combattent en première ligne*" pour empêcher une récupération du conflit par les extrémistes.

(Et qui on trouve en "*première ligne*" ? Les djihadistes recrutés par le Qatar et l'Arabie Saoudite pour le compte de ... l'impérialisme américain et ses alliés européens ! - Ndlr)

La secrétaire d'Etat américaine, en visite dans les Balkans, a émis le souhait que les discussions des différentes factions de l'opposition la semaine prochaine au Qatar débouchent sur une coalition élargie parlant d'une voix unique.

(Tiens, au Qatar, le quartier général de la charia et de la guerre contre tous les Etats laïcs au Moyen et Proche-Orient. - Ndlr)

Les Occidentaux ne cachent plus leur lassitude à l'égard du Congrès national syrien (CNS), constitué principalement d'expatriés vivant à l'étranger, qui ne parvient pas à établir des liens avec les organisations présentes sur le terrain.

"*Nous avons clairement dit que le CNS ne peut plus être considéré comme la figure de l'opposition*", a commenté Clinton. "*Il peut faire partie d'une opposition élargie, mais cette opposition doit intégrer des personnes qui se trouvent en Syrie*".

(Elle a bien dit "*des personnes*", car l'opposition au régime dans cette guerre se limite bien à "*des personnes*" isolées ou quelques groupes manipulés, la majorité de la population soutient le régime qui incarne l'unité et la souveraineté de la Syrie, la vérité révélée de la bouche de madame Clinton en somme. - Ndlr)

"*Nous avons fourni les noms des personnes et des organisations qui selon nous doivent participer à une organisation de gouvernement*", a-t-elle dit. Reuters 31.10

(Des "organisations" qui ne représentent qu'une infime minorité de la population, d'où cette débauche de moyens pour structurer une "opposition" quasi introuvable ou jugée illégitime par la population. - Ndlr)

2- Koweït

Les forces anti-émeutes ont dispersé par la force mercredi à Koweït des milliers de protestataires en colère qui ont marché en direction de la prison où est détenue l'une des principales figures de l'opposition, selon des militants et le ministère de l'Intérieur.

La manifestation faisait suite à la décision du parquet de maintenir en détention pendant 10 jours Musallam Al-Barrak, arrêté lundi pour ses déclarations jugées critiques à l'égard de l'émir, à un mois d'élections anticipées organisées le 1er décembre sur la base d'une loi électorale contestée par l'opposition.

Les manifestants, dont le nombre a été estimé à 10.000 par les organisateurs, se sont rassemblés devant la résidence de M. Barrak à Andalous, à 20 km au sud-ouest de la capitale, avant de marcher en direction de la principale prison du pays, trois kilomètres plus loin.

Arborant des pancartes avec la mention "*La nation veut la libération de la +conscience de la nation+*", et criant "*Libération pour Barrak*", ils ont été dispersés devant la prison par les forces anti-émeutes qui ont fait usage de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogènes, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Selon des témoins, des heurts se poursuivaient en fin de soirée dans des zones résidentielles autour de la prison entre des centaines de manifestants et les forces anti-émeutes. On ignorait dans l'immédiat s'il y avait des victimes.

Des militants ont indiqué que deux autres petits rassemblements en solidarité avec M. Barrak avaient eu lieu dans le sud et le nord de ce petit pays du Golfe où les manifestations se sont multipliées ces derniers mois sur fond de crise politique aiguë.

L'ancien député nationaliste Barrak a été questionné pendant cinq heures mardi au sujet de ses remarques mettant en garde contre une dérive autocratique au Koweït lors d'un rassemblement public le 15 octobre. La Constitution protège l'émir de toute critique.

Le Mouvement civil démocratique, un mouvement de jeunes de l'opposition, a jugé ces élections "illégitimes" lors d'une manifestation symbolique dans la journée. AFP 31.10

SOCIAL

1- France

Renault a confirmé mercredi l'ouverture le 6 novembre prochain d'un cycle de discussions avec les syndicats portant sur l'amélioration de la compétitivité de ses usines françaises.

"*Renault souhaite trouver avec les partenaires sociaux des solutions innovantes permettant de préserver une base industrielle, de recherche et développement et tertiaire en France solide et durable*", a dit le constructeur automobile dans un communiqué.

Confronté comme les autres constructeurs à une chute du marché européen, le groupe souhaite que ses sites français rivalisent en termes de productivité avec ses meilleures usines en Europe.

Des arrêts de production sont prévus en novembre dans plusieurs usines automobiles en France pour faire face à la baisse continue de la demande en Europe. Reuters 31.10

2- Espagne

Espagne: les aéroports vont licencier 1.600 salariés

L'organisme de gestion des aéroports espagnols Aena a annoncé mercredi qu'il avait décidé de procéder à 1.600 licenciements volontaires ce qui pourrait entraîner la réduction de plus d'un dixième de ses effectifs d'ici à la fin de l'année.

L'entreprise publique a indiqué dans un communiqué qu'elle était arrivée à un accord avec les syndicats pour proposer un plan de départ pour 1.600 de ses 15.000 salariés. Les partants ne seraient pas remplacés.

"*Cette mesure est une des différentes actions du plan d'efficacité des aéroports pour garantir l'avenir d'Aena, qui comporte une réduction substantielle des coûts d'exploitation*", a-t-elle déclaré.

Aena, qui gère 47 aéroports en Espagne et 26 à l'étranger, a précisé que sa dette s'élevait à 14 milliards d'euros. Elle affirme qu'elle financera les licenciements sans aide supplémentaire de l'Etat. AFP 31.10

3- Grèce

Grèce : nouvelle grève les 6 et 7 novembre

La centrale des syndicats grecs du privé GSEE a appelé mercredi à une grève de 48 heures les 6 et 7 novembre pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité, qui devraient être débattues au Parlement, selon un communiqué du syndicat.

"*Tous ensemble, on peut empêcher le vote de ces mesures, qui détruisent la société et l'économie*", a indiqué ce texte. "*Il faut annuler les obsessions néolibérales et empêcher les politiques de la troïka (UE-BCE-FMI) et du gouvernement*", poursuit-il.

"*Nous estimons que les nouvelles mesures seront déposées le lundi 5 au Parlement et seront débattues les 6 et 7 novembre avant leur adoption*", a indiqué à l'AFP Stathis Anestis, haut responsable de la GSEE. La centrale du public Adedy devrait aussi participer à cette mobilisation, le conseil d'administration de l'Adedy était en train de se réunir mercredi après-midi pour décider sa participation à ce mouvement, a-t-on appris auprès de ce syndicat. Lepoint.fr 31.10

ECONOMIE

Grèce

La Grèce qui risque une faillite à la mi-novembre a présenté mercredi un projet de budget de très sévère austérité pour 2013 afin de satisfaire ses bailleurs de fonds, mais aucun accord avec eux n'a été conclu sur l'octroi de deux ans supplémentaires pour réaliser son assainissement budgétaire.

La Grèce, qui attend depuis juin le versement d'une tranche de prêt, se trouve donc une nouvelle fois à la merci d'un défaut de paiement à la mi-novembre lors de l'échéance d'un remboursement d'obligation de 5 milliards d'euros alors que la contestation sociale augmente face au nouveau tour de vis de rigueur.

Le projet de budget comporte une série d'économies de 9,4 milliards d'euros, qui a été jaugée en direct par les partenaires et bailleurs de fonds du pays au cours d'une réunion téléphonique des ministres des Finances de la zone euro dans l'après-midi.

Athènes tente de persuader la troïka de ses créanciers qu'elle a progressé suffisamment dans la mise en place des réformes d'assainissement pour que celle-ci débloque la tranche de 31,2 milliards d'euros de prêt dont le pays a besoin pour éviter la faillite.

Dans un climat de grande incertitude, et dans l'attente du rapport de la troïka espéré par les Grecs pour le 12 novembre, aucun verdict définitif n'a été rendu mercredi par les Européens sur l'octroi ou non d'un sursis de deux ans.

Côté économies budgétaires, 7,6 milliards proviennent de coupes dans les retraites, salaires de la fonction publique et aides sociales, les retraités étant les plus gros contributeurs à l'effort (4,68 milliards) tandis qu'un recul de deux ans est envisagé de l'âge de départ en retraite (67 ans au lieu de 65).

Le budget prévoit aussi près de deux milliards de hausse des recettes.

Soit un effort d'économie exactement conforme aux engagements pris par la Grèce, malgré les difficultés de négociation au sein de la coalition gouvernementale entre les conservateurs de la Nouvelle-Démocratie, les socialistes Pasok et la gauche modérée Dimar.

Ce nouvel effort permettra de réduire le déficit budgétaire à 5,2% du PIB au lieu de 6,6% attendu en 2012, mais s'inscrit dans un paysage économique totalement dévasté en Grèce, qui connaîtra l'an prochain sa sixième année consécutive de récession avec un PIB en chute de 4,5%.

Autre sujet d'inquiétude, la dette qui devrait s'envoler l'an prochain à 189,1% du PIB, soit 346,2 milliards d'euros, contre 175,6% attendu en 2012. La dette s'alourdit car le pays reçoit de nouveaux prêts de l'UE et du FMI depuis 2010, tout en peinant à lancer son programme de privatisations censé l'aider à rembourser ses dettes.

Au terme des quatre ans sur lesquels table la Grèce pour assainir ses comptes -s'il obtient le sursis demandé- les estimations de dette sont encore plus inquiétantes, la Grèce voyant son ardoise culminer à 220,4% du PIB en 2016, selon le "cadre de stratégie des finances publiques à moyen terme 2013-2016" introduit parallèlement au parlement mercredi.

Cette explosion semble rendre complètement hors de portée l'objectif de retour d'une dette à 120% du PIB en 2020 fixé l'hiver par ses créanciers, UE et FMI, avant d'ouvrir les cordons de la bourse pour un deuxième prêt au pays.

Et pour l'instant, personne parmi les partenaires du pays ne veut entendre parler officiellement d'une nouvelle restructuration de la dette.

Pour montrer sa bonne volonté à ses créanciers, le parlement grec a adopté mercredi une nouvelle loi de privatisation, permettant à l'Etat de réduire quasiment à néant sa participation dans les sociétés publiques, qui seront cédées totalement ou partiellement.

AFP 31.10

[Haut de page ↗](#)

Le 2 novembre

CAUSERIE

Dans la rubrique *Vidéo* j'ai estimé qu'il était préférable d'ajouter cet avertissement pour les lecteurs.

Avertissement. Dans cette sélection de vidéos, pratiquement tous les intervenants sont idéologiquement antisocialistes ou anticommunistes par ignorance ou parce qu'ils sont eux-mêmes manipulés et/ou ils sont limités intellectuellement au point de ne pouvoir concevoir qu'un monde sans classe, sans Etat, sans frontière et sans argent serait possible. Seuls les faits matériels vérifiables par ailleurs qui y figurent nous intéressent et sont à prendre en considération. A chacun ensuite de faire librement sa propre analyse.

En dehors des vidéos très brèves, je ne suis pas encore parvenu à télécharger entièrement une seule vidéo de plus d'une heure à cause de ma connexion qui est trop lente et qui à un moment donné se bloque.

J'enrage d'ailleurs, car je me rends compte chaque fois que je parviens à lire un nouvel extrait, à quel point j'ai et nous avons été manipulés ou on nous a caché des vérités, qui, si elles étaient parvenues à notre connaissance en temps utile nous auraient permis de porter un autre regard sur certains acteurs de la lutte des classes, de modifier parfois radicalement les intentions qu'on leur avait prêtées par erreur ou qu'on ne parvenait pas à cerner suffisamment pour porter un jugement définitif sur eux.

Nos détracteurs pourraient nous rétorquer qu'on a qu'à s'en prendre qu'à nous-même et qu'on avait qu'à nous informer nous-même. Facile à dire, mais cet argument ne tient pas, car on ne va pas systématiquement vérifier tout ce qu'on nous dit, sinon on ne s'en sort pas, on fait un minimum confiance aux personnes ou militants à moins d'être complètement paranoïaque. Les gens qui s'adressent à nous, c'est généralement leur métier, ils exercent un métier intellectuel ou ils sont permanents dans un parti, un syndicat, une organisation ou ils ont le temps de régir des articles, de se documenter, de lire pendant des heures, etc. ce n'est pas le cas d'un travailleur et qui plus est d'un militant, dont le temps consacré à s'informer, lire et réfléchir sérieusement à des questions précises est très limité.

Ce n'est pas facile de se forger une conviction ou une opinion sur quelqu'un, de savoir à qui on a vraiment affaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je m'épanche volontiers sur moi-même et livre mes réflexions qu'elles soient abouties, justes, erronées ou non de manière à ce que le lecteur ne se demande pas si je ne tricherais pas ou ne chercherais pas à le berner quelque part.

J'ai la chance de disposer (aujourd'hui mais pas il y a 30 ans hélas !) du temps nécessaire pour vérifier sur Internet les infos sur lesquelles je tombe ici ou là, au hasard souvent, la plupart du temps je me fous de leur auteur que je ne connais pas, je sais qu'il n'est pas marxiste, je parle de ces vidéos, je ne prendrais donc jamais pour argent comptant ce que je lis ou entends, sauf s'il fournit ses sources ou maintes éléments que je pourrais reprendre plus tard et comparer avec d'autres sources.

Depuis que j'ai découvert la véritable histoire du sionisme et de l'antisémitisme, j'ai téléchargé dans mon disque dur une douzaine de fichiers sur cette question et plusieurs vidéos, j'ai consulté plein de portails... Là je viens d'entendre quelque chose d'intéressant que j'ignorais sur l'Unesco, je savais juste que c'était une agence de l'ONU à caractère "*culturel*" pour faire bref, et que le POI y était impliquée, je vais le vérifier avant de vous en parler si c'est confirmé, cela a un rapport avec l'établissement

d'un gouvernement mondial, cela mérite donc que j'y consacre un peu de temps.

Comment peut-on reprocher au NPA ou au Front de gauche de s'adresser à l'ONU, l'embryon du gouvernement mondial voulu par le cartel des banquiers internationaux, quand pire encore soi-même on participe à une de ses agences ? C'est leur faire un procès d'intention partant de là, c'est tenir un discours incohérent, pas crédible.

[La haine des sionistes envers les Arabes.](#)

Le Premier ministre israélien a comparé la haine des nazis avec celle de Mohamed Merah, "*la même haine*", "*s'il en avait eu la possibilité, il aurait tué chaque enfant juif, exactement comme les nazis*". Reuters 01.11

Un mois avant la fin du mandat britannique, le 9 avril 1948, la population arabe du village de Dir Yassin près de Jérusalem est totalement massacrée, par l'Irgoun et le Stern (deux organisations sionistes de droite et d'extrême droite) avant de le transmettre à l'Agana (l'autorité du futur Etat israélien), soit 250 hommes, femmes et enfants... Dir Yassin va servir de symbole et d'exemple pour les sionistes qui le reproduiront à travers toute la Palestine forçant la population à fuir au Liban... (Extrait de la vidéo Palestine, histoire d'une terre 1880 -1950 (1/2), à 44 minutes)

[Quand le "**camarade des patrons**" et le "**caniche**" de G. Bush adressent leurs conseils au "**camarade**" Hollande.](#)

La France aura plus de mal à se refinancer, a mis en garde lundi 29 octobre, à Berlin, l'ancien chancelier Gerhard Schröder, lorsque les agences de notation - on les avait presque oubliées - s'apercevront que les décisions de François Hollande vont pénaliser l'économie française et ses PME.

Après quelques semaines de commisération polie, les responsables à Berlin le disent tout haut : l'homme malade de l'Europe, c'est la France. "*Le plus grand problème réside en Espagne, en Italie, mais aussi, je le dis discrètement, en France. Cela pourrait devenir un problème qui ne serait pas mineur*", a poursuivi Gerhard Schröder, lors d'un colloque sur l'Europe organisé par l'institut sur la gouvernance de Nicolas Berggruen, le 29 octobre. Son vieux rival du New Labour Tony Blair a pudiquement refusé de s'épancher sur la France. "*La question est : pourquoi l'Allemagne est-elle en si forte position ? Parce que son économie est forte*", a glissé, un brin perfide, l'ancien premier ministre britannique, renvoyant aux "*réformes structurelles*".

Depuis des semaines, François Hollande et son conseiller économique Emmanuel Macron tentent de rassurer leurs interlocuteurs : ne vous inquiétez pas, le retour de la retraite à 60 ans touche bien peu de salariés, la taxation à 75 % des revenus supérieurs à un million d'euros est provisoire. Les réformes vont venir. Gerhard Schröder, lui, ne se laisse pas endormir. "*On a donné un mauvais signal*", a tranché le social-démocrate. Avec une joie maligne, il a rappelé les sarcasmes des socialistes français lorsqu'il réformait son pays au début des années 2000.

Faites du Schröder ! Ce fut l'exhortation estivale des visiteurs franco-allemands qui rencontraient le président français. Vous avez cinq ans devant vous et tous les pouvoirs. François Hollande est-il aussi peu courageux que Nicolas Sarkozy, qui renonça à sa "*rupture*", à peine élu en 2007 ? Il a déjà inventé une parade : Schröder n'a engagé ses réformes que lors de son deuxième mandat. C'est vrai parce que la libéralisation du marché du travail fut imposée après la réélection du chancelier, sauvé à l'été 2002 par les crues de l'Oder et son opposition à la guerre en Irak. C'est faux, parce que Gerhard Schröder avait commencé à réformer les retraites, tenait un discours d'économie budgétaire. Surtout, il diffusait une rhétorique pro-entreprise, au point qu'il fut surnommé le "*camarade des patrons*".

Peu importent les pensées privées de François Hollande, passé par HEC. La politique, ce sont des paroles et des actes. Pour l'heure, seules les diatribes antientreprises d'Arnaud Montebourg sont audibles outre-Rhin. Angela Merkel se cabre. Elle dit "*nein*" aux propositions françaises pour une Europe de solidarité. La chancelière ne veut pas de l'assurance chômage européenne proposée par Pierre Moscovici, qui aurait conduit les travailleurs allemands à payer pour les chômeurs espagnols et français. Les stabilisateurs automatiques et le pilotage de la conjoncture, ces concepts sont trop sophistiqués pour l'Allemagne. Elle veut des réformes et des contrôles dans toute l'Union.

L'encre du traité budgétaire à peine sèche, l'Allemagne s'est remise à l'ouvrage. Comme les banquiers centraux, elle juge les contraintes européennes bien peu opérantes. Qui a entendu parler du semestre européen, censé contrôler les politiques économiques des Etats de l'eurozone ? Personne. A Bruxelles, rien ne se passe.

Angela Merkel a forgé une nouvelle proposition ; les Etats doivent signer avec la Commission des contrats ayant force de loi, par lesquels ils s'engageraient à des réformes précises : la formation des jeunes en Espagne, le marché du travail en France, l'énergie solaire en Grèce. Ces mutations seraient facilitées par une petite cagnotte, un mini-budget de la zone euro. L'essentiel n'est pas là : les Allemands veulent qu'un ministre européen des finances ou un supercommissaire puisse imposer la mise en oeuvre effective des réformes. lemonde.fr 01.11

[Plantu ambassadeur du Qatar, au service du Nouvel ordre mondial.](#)

Extrait. Lu page 16 du n°224 d'Informations ouvrières.

Le site Mediapart révèle que le 20 décembre 2010, le prix du « cartooning for peace » (« *dessiner pour la paix* ») avait été remis au dessinateur à l'ambassade du Qatar.

D'autres amis bien intentionnés de Monsieur Plantu, Charlie Hebdo en l'occurrence, ont publié un extrait du discours de Monsieur Plantu lors de cette réception : « *Que ce soit au Qatar ou au Moyen-Orient, j'apprends beaucoup sur la liberté d'expression et la liberté de penser.* »

Non, Monsieur Plantu ne s'est pas planté. Monsieur Plantu a la démocratie sélective, comme le journal pour lequel il travaille depuis quarante ans.

Bref, Monsieur Plantu est bien dans l'air du temps, il n'est certainement pas un adepte de la satire. L'ambassadeur du Qatar lui avait remis un chèque de 10 000 euros.

Ça roule pour lui... (IO n°224)

Vous ne saviez pas encore que la charia était compatible, mieux était un modèle du genre en guise de défense de "*liberté d'expression et (de) liberté de penser*".

ACTUALITE EN TITRES

Les "**oubliés**"...

- Haïti et Cuba, les autres victimes de l'ouragan Sandy - LeParisien.fr

... en revanche

- Plus de 700.000 foyers toujours sans électricité à New York - Reuters

- Les dégâts de Sandy pourraient atteindre 50 milliards de dollars aux États-Unis - LePoint.fr

- A New York, les 3 chantiers de l'après-Sandy - Le Nouvel Observateur

Ici à Pondichéry, la situation est redevenue normale. On a juste essuyé un gros coup de vent et de très fortes pluies. L'électricité est revenue hier soir à 18h.

[La République sera sociale ou socialiste ou ne sera plus.](#)

- La République sera laïque ou ne sera plus - LePoint.fr

- Vendée : faut-il être plus républicain que républicain ? - Causeur.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

Le Parlement portugais a adopté mercredi la proposition de budget pour 2013 du gouvernement de centre-droit, tenu d'accentuer la politique d'austérité menée sous la tutelle de ses créanciers et contre laquelle des milliers de manifestants ont aussitôt protesté.

Les seules voix de la coalition gouvernementale ont suffi à approuver le texte en première lecture même si l'ensemble de

l'opposition, des socialistes à l'extrême gauche, a voté contre.

Répondant à des appels de mouvements apolitiques et du principal syndicat portugais, la CGTP, quelque milliers de manifestants, parmi lesquels de nombreux fonctionnaires, se sont rapidement rassemblés devant le parlement pour protester contre le renforcement de l'austérité prévu par le budget 2013.

"*Réveille toi peuple du Portugal*", "*Basta la troika*", pouvait on lire sur les banderoles agitées par les protestataires qui ont pris pour cible privilégiée la "*troika*" (UE-BCE-FMI) représentant les créanciers du Portugal, sous assistance financière.

"*A bas les traîtres!*", "*honte à vous*" ont crié les manifestants lorsque des limousines noires ont quitté le Parlement.

La CGTP, qui souhaite étendre la contestation, a appelé à une grève générale le 14 novembre, des actions similaires étant prévues dans d'autres pays européens, notamment en Espagne.

Afin de ramener le déficit public à 4,5% du PIB en 2013, contre un objectif de 5% cette année, l'exécutif compte appliquer un paquet d'austérité d'un montant de 5,3 milliards d'euros, obtenu à 80% par une hausse généralisée des impôts.

"*Le budget est très exigeant et demande de lourds sacrifices aux Portugais*", a reconnu le Premier ministre Pedro Passos Coelho. Mais "*il sert l'objectif vital de mener à bon port notre programme d'ajustement*", a-t-il assuré lors du débat parlementaire consacré à la loi de finances, dont la version définitive sera votée à la fin novembre.

"*C'est un budget voué à l'échec*", a rétorqué le secrétaire général du Parti socialiste, Antonio José Seguro, dénonçant une "austérité à outrance" et des prévisions économiques trop optimistes.

Ce rejet des socialistes porte un coup dur au consensus qui rassemblait les principales forces politiques autour du plan d'aide international, un atout maintes fois souligné par les bailleurs de fonds du pays.

"*Les risques pesant sur les objectifs du programme se sont nettement accrus*" et "*la résistance politique et sociale à l'ajustement a augmenté*", s'inquiétait le FMI la semaine dernière.

De plus en plus isolé, le gouvernement a subi les critiques de nombreux économistes et éditorialistes, y compris d'importantes personnalités de droite, selon lesquels ce budget est trop axé sur la hausse des impôts et aura des effets dévastateurs sur un plan économique et social.

Le Premier ministre a expliqué que ce déséquilibre du côté des recettes découlait du fait que les réductions des dépenses de l'Etat avaient atteint leur limite. Pour "*éviter au Portugal de demander un second plan d'aide*", M. Passos Coelho a défendu une "*réforme ambitieuse*" des fonctions de l'Etat, censée couper 4 milliards d'euros supplémentaires dans les dépenses d'ici 2014.

"*Seule des mesures d'économie durables éviteront des impôts indésirables*", a abondé son partenaire de coalition et ministre des Affaires étrangères, Paulo Portas, invitant les socialistes à contribuer à cette réforme. AFP31.10

2- Grèce

La justice grecque a acquitté jeudi le journaliste poursuivi pour avoir publié une liste de détenteurs présumés de comptes en Suisse, au terme d'une audience marathon de douze heures, qui s'est transformée en procès de l'évasion fiscale et en défense de la liberté d'expression. Le journaliste Costas Vaxevanis, 46 ans, était accusé de violation des données personnelles et risquait jusqu'à trois ans de prison pour avoir publié une liste de 2.059 noms d'individus, tirée de données provenant selon lui de la banque HSBC en Suisse.

La juge Malia Volika, présidente de la cour, a proclamé "l'innocence" de M. Vaxevanis en rejetant toutes les objections, alors que le procureur avait réclamé sa condamnation.

"*Je vous remercie beaucoup, Madame la juge*", a déclaré le journaliste dans une salve d'applaudissements des personnes présentes à l'audience ouverte depuis 07H30 GMT.

"*J'ai fait ce que tout journaliste aurait dû faire*", a-t-il dit à sa sortie.

"*C'était mon devoir de publier cette liste, même si mon père avait figuré sur cette liste, je l'aurais publiée*", avait-il expliqué devant le tribunal.

"Vous avez ridiculisé publiquement une série de personnes, vous avez livré ces gens à une société assoiffée de sang", avait déclaré auparavant le procureur en demandant la condamnation du journaliste.

"La solution aux problèmes que traverse le pays n'est pas le cannibalisme", avait-il ajouté.

Arrêté brièvement et relâché dimanche par la police, M. Vaxevanis accuse les autorités d'hypocrisie et affirme que le système judiciaire est soumis à un système politique corrompu.

M. Vaxevanis a affirmé avoir obtenu la liste via une lettre anonyme dont l'expéditeur avait indiqué l'avoir reçue d'un homme politique.

La diligence affichée par la police dimanche lors de l'arrestation du journaliste, dans un pays où la lenteur de la justice est proverbiale, a troublé nombre de commentateurs.

Récemment, le gouvernement grec de coalition dirigé par le conservateur Antonis Samaras, sous le feu des critiques pour les nouvelles mesures d'austérité qu'il s'appête à prendre à la demande des créanciers du pays, l'UE et le FMI, a accru ses pressions sur la presse.

Le ministre de l'Ordre public, Nikos Dendias, a ainsi publiquement envisagé en début de semaine de poursuivre le quotidien britannique The Guardian pour avoir publié "sans preuve", selon lui, des allégations de militants antiracistes affirmant qu'ils avaient été victimes de sévices de la part de policiers grecs.

Et deux animateurs de talk shows ont été renvoyés la semaine dernière par la chaîne de télévision publique pour avoir publiquement critiqué M. Dendias dans cette affaire. AFP 01.11

Ne cherchez pas cette info dans le dernier numéro (224) d'*Informations ouvrières*, elle n'y figure pas. Et pour cause, le POI est en train de glisser un peu plus à droite en se faisant le porte-parole de l'illusion du parlementarisme ou de la révolution par les urnes qui en réalité fraie la voie à la dictature, au fascisme en Grèce, parce que cette "révolution" s'inscrit en réalité dans le cadre de l'ordre établi, sans rompre ni avec les institutions nationales, ni avec l'UE, ni avec l'euro, ni évidemment avec le capitalisme, exactement comme le firent le PS (ou les partis de la IIe Internationale dégénérée) et le PCF (ou les partis de l'Internationale communiste stalinisée autrefois) dans les années 30 en France, en Espagne, en Allemagne...

Etant incapable de se situer sur le programme de la révolution socialiste internationale, ils reprennent à leur compte la politique criminelle qui a conduit Pétain, Hitler, Mussolini, Franco au pouvoir et à la Seconde Guerre mondiale.

En page 10, on apprend que Syriza appartiendrait à la "gauche radicale", sans notamment remettre en cause la Constitution ni les institutions en place notez bien, ce qui fait des formations politiques qui les remettent en cause des extrémistes, voire pourquoi pas de dangereux terroristes, on défend l'ordre établi comme l'on peut.

On pouvait lire dans le n° 217 page 8 d'*Informations ouvrières* : "Une camarade arrivant de Grèce, dans le cadre de nos initiatives internationales, nous a appris que la direction du parti Syriza, n'appelait plus à l'abandon du mémorandum", et quelques semaines plus tard, à la page 10 du n° 224 : Syriza "pour un gouvernement du peuple qui annule les mémorandums".

Comprenez, Syriza change sans cesse de position histoire de se faire passer pour un parti de la "gauche radicale", mais en réalité campe sur ses positions quant à l'essentiel, ce que le POI occulte complètement dans cet article, le maintien en place des institutions.

Or, avancer l'abandon des mémorandums ne constitue pas un programme d'actions révolutionnaires, même pas le début de la remise en cause de l'ordre établi, cela ne permet pas d'armer théoriquement les militants et politiquement les masses exploitées, de définir les tâches et les objectifs politiques qui découlent de la situation dans la perspective de la prise du pouvoir qui implique le renversement du régime en place, la liquidation de la Constitution et des institutions, donc ouvre la voie à la pire réaction.

Il est donc normal qu'à la page 14 ils donnent la parole à Mélenchon dans leur "Tribune libre", qui en réalité n'est ouverte qu'à ceux qui partagent leurs convictions ou ne les critiquent pas, une pleine page sur la même ligne que Syriza en Grèce, Mélenchon qui connaît bien la nature du POI ne s'y trompe pas en l'appelant à intégrer le Front de gauche, ainsi la boucle est bouclée.

Le POI nous est sympathique et nous ne nous en sommes jamais caché, mais il fait fausse route selon nous, et puis cela ne suffit pas en politique malheureusement.

Je n'ai pas trouvé le temps d'écrire sur la situation politique actuelle en France, ce qui est pratiquement inutile sauf à se répéter, je l'ai décrite avant les 6 mai et 17 juin dernier. On peut aussi se souvenir de quelle manière se sont passées les choses dans les années 30 dans ce pays.

Copé menace de faire descendre la réaction dans la rue, M. Le Pen vient de lui répondre qu'elle était prête à s'associer à cette initiative... De son côté le patronat a commencé à passer à l'offensive et Schröder vient de confirmer qu'il restait peu de temps avant que les banquiers se déchaînent contre le gouvernement.

De leur côté, les partis ouvriers embourbés dans leurs contradictions sont incapables de tenir un discours cohérents et sérieux capable de mobiliser la classe ouvrière et d'attirer dans son sillage le gros des troupes de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes, qui risquent de se tourner de préférence vers la droite et l'extrême droite. On a décrit tout le cela en détail il y a quelques mois.

Hier soir en visionnant une des vidéos en ligne sur la dépression des années 30 aux Etats-Unis, j'ai retenu la conclusion que les différents intervenants ont tirée du "New Deal" mis en oeuvre par Roosevelt : il a fallu l'entrée en guerre des Etats-Unis pour rétablir le plein emploi qui prévalait avant le crash de 1929, aucune des politiques mise en oeuvres par la suite n'avait réussi à réduire durablement le chômage de masse et faire repartir l'économie. Et qui en a payer le prix ? Les peuples européens. Et qui en a tiré profit ? Les banquiers de la Fed. Ils ajoutaient désabusés, qu'on était en train de revivre exactement la même situation et que ceux qui nous gouvernaient n'avaient tiré aucun leçon de cette expérience, ne comprenant pas que les mêmes causes étaient à l'oeuvre, les contradictions du capitalisme qui conduisent infailliblement à la crise, à son effondrement, à l'appauvrissement de la population et à la guerre, disons accessoirement cette fois-ci, espérons-le !

Il est en train de se produire quelque chose que je ne m'explique pas pour ne pas y avoir encore réfléchi : pourquoi des multinationales américaines sont-elles en train de racheter leurs propres actions à coup de milliards de dollars (IBM, Exxon, Apple, etc.) ? Parce qu'on serait proche d'un effondrement de Wall Steet et elles préfèrent les racheter avant que ces actions ne tombent à un prix dérisoire et atterrisent dans des mains jugées indécates ou ennemies ? Au même moment les banques centrales sont en train d'acheter massivement de l'or sur les marchés. Au même moment toujours, la fuite des capitaux de plusieurs pays (Grèce, Espagne, Italie, etc) de l'UE vers la Suisse ou d'autres paradis fiscaux continue ou s'amplifie. Le taux de chômage atteint des sommets dans près de la moitié des pays européens. Aux Etats-Unis, la désinformation bat son plein que ce soit sur l'emploi ou les prix de l'immobilier où à quelques heures d'intervalle on peut lire des informations contradictoires.

Ajoutons qu'Israël a bombardé le Soudan la semaine dernière en testant apparemment de nouvelles bombes dans l'indifférence générale, tandis qu'ils agitent le spectre d'un renouveau de l'antisémitisme dans le monde qu'ils ont eux-mêmes contribué à monter en épingle, Hollande n'étant pas en reste. Cela ne vous rappelle-t-il rien ?

En Lybie, les milices de Misrata ont attaqué un ancien bastion de Kadhafi. En utilisant des bombes ou missiles (?) d'un type nouveau aussi efficace que des armes nucléaires mais sans présenter leurs inconvénients, ils ont réussi à décimer les résistants au régime en place sans laisser la moindre trace. Cela signifie que les marchands d'armes ont réussi à créer des bombes leur permettant si nécessaire de détruire à grande échelle la population mondiale, pouvant ainsi éradiquer de la surface de la terre des dizaines ou centaines de d'êtres humains jugés inutiles ou superflus par eux, sans tout détruire autour et en pouvant accéder à ces zones ensuite, donc les occuper ou s'en emparer sans risque.

Cela paraît à peine croyable mais c'est pourtant la stricte réalité, plus efficace que des armes chimiques ou bactériologiques, aussi efficace que des armes nucléaires, la contamination ou pollution en moins, les matériaux utilisés se dissolvant ensuite rapidement dans l'air.

Je n'ai pas le temps de rechercher dans quelle vidéo j'ai vu une sorte de stèle géante qui a été érigée aux Etats-Unis, un mur d'une dizaine de mètres de haut sur laquelle il a été gravée en anglais que la population ne devrait pas dépasser 500 millions d'habitants dans le futur pour permettre aux survivants de disposer des ressources de la terre car au-delà leur bien-être serait menacé, j'ai fait un arrêt sur image et je l'ai lu, je n'invente rien hélas, ce sont ceux qui veulent instaurer ce gouvernement mondial qui l'ont fait construire. En recoupant cette info et bien d'autres avec ce qui est en train de se produire, on comprend mieux dans quel monde nous vivons et pourquoi tel événement se produit ou telle mesure est prise par tel gouvernement...

Non, je ne suis pas tombé sur la tête ou en train de basculer dans je ne sais quelle théorie foireuse ou de m'écarter de la théorie de la lutte des classes.

SOCIAL

France

Un guichetier de 55 ans s'est pendu mercredi dans un bureau de poste à La Fère (Aisne), après avoir évoqué dans un mail "*le manque de reconnaissance*" dont il aurait été victime, a-t-on appris jeudi auprès de syndicats de La Poste. "*Un postier s'est suicidé hier (mercredi), il s'est pendu dans le bureau*", a indiqué Régis Blanchot, membre SUD-PTT du conseil d'administration de

La Poste, une information confirmée par Bernard Dupin, administrateur CGT de l'entreprise. Dans un courriel intitulé "Adieu", "envoyé quelques minutes avant son suicide à deux cadres de La Poste et à une collègue", le guichetier aurait évoqué "un manque de reconnaissance très fort", selon M. Blanchot.

"Il a mis en cause la volonté de la direction de lui faire quitter le bureau pour devenir agent volant, et servir de remplaçant dans plusieurs bureaux du département", précise le représentant de SUD. lepoint.fr 01.11

ECONOMIE

Multinationales pétrolières.

1- Exxon Mobil a publié jeudi un bénéfice trimestriel en baisse de 7% mais meilleur qu'attendu, l'augmentation des marges de raffinage ayant compensé le tassement de la production et la baisse des cours des hydrocarbures.

Le premier groupe pétrolier mondial coté a fait état d'un bénéfice de 9,57 milliards de dollars (7,37 milliards d'euros) au troisième trimestre.

Exxon Mobil a parallèlement annoncé avoir procédé au rachat de 58 millions de ses propres titres au troisième trimestre, pour 5,1 milliards de dollars. Reuters 01.11

2- Royal Dutch Shell, la première compagnie pétrolière européenne, numéro deux mondiale, a fait état jeudi d'un bénéfice net à coût courant (CCS) de 6,1 milliards de dollars (4,7 milliards d'euros). Reuters 01.11

[Haut de page ↗](#)

Le 3 novembre

CAUSERIE

Dans la journée j'actualiserai la rubrique *Articles de presse* avec des infos très intéressantes. Je dois arrêter là pour aller faire des courses avant midi, il est 10h40 heure locale en Inde.

[La question qui est posée au mouvement ouvrier en Europe est la suivante :](#)

Qui vote et applique les politiques d'austérité ou de régression sociale sans fin dans tous les pays de l'UE ? Qui a ratifié et applique le TSCG et le MES notamment ?

Les chefs de l'Etat en place ou leurs prédécesseurs, les membres des parlements nationaux, les députés des partis de l'ordre capitaliste, qu'ils soient catalogués à droite (UMP, Nouvel Démocratie, Parti Populaire, etc.) ou à gauche (PS, PASOK, PSOE, etc.) sans distinction, puisqu'ils pratiquent exactement la même politique au profit de l'oligarchie financière qui contrôle l'économie et les multinationales, les grandes entreprises cotées en Bourse.

Qu'est-ce que le chef de l'Etat, qu'est-ce que les députés, que représentent-ils ? Les institutions de ces pays. Et qu'est-ce que les institutions de ces pays ? L'Etat (bourgeois ou capitaliste). Et qu'est-ce qui définit l'existence de ces institutions ? La Constitution de ces pays.

Dès lors de deux choses l'une :

- soit le mouvement ouvrier engage résolument le combat pour dans chaque pays abattre l'Etat des capitalistes et abolir la Constitution qui lui sert juridiquement à légitimer l'existence des institutions, dans la perspective de l'instauration d'un Etat ouvrier ou République sociale,

- soit il s'y refuse et il est condamné à l'impasse politique, à l'opportunisme et il sera broyé...

C'est sur cette base-là seulement que peuvent se construire de véritables partis ouvriers révolutionnaires, sections de l'Internationale ouvrière et aucune autre.

Depuis plus d'un demi-siècle, toutes les tentatives de différents partis en France et en Europe qui se sont écartés de cette voie se sont soldées invariablement par des échecs cuisants. Ils n'ont été capables de construire aucun parti ouvrier dans lesquels la majorité des travailleurs se reconnaîtraient et à même plus tard de conduire les masses exploitées à la victoire lors de l'assaut final pour renverser le régime en place, encore moins de construire une nouvelle Internationale ouvrière.

Il paraîtrait que les prochaines échéances de la lutte de classe seraient les élections municipales et européennes de 2014 !

Mélenchon auquel le POI a accordé une pleine page dans le n°224 d'*Informations ouvrières*. Question : Le POI ne serait-il pas tenté de rejoindre le Front de gauche ? Ainsi la boucle du révisionnisme serait bouclée... A suivre.

Parole d'internaute

- Le Crif dénonce une chanson de Zebda - lepoint.fr 02.11

- *"N'en déplaise au Crif, la liberté d'expression n'est pas permise à certains et refusée à d'autres.*

J'estime pour ma part anormal que dès qu'une personne critique Israël, elle soit soupçonnée, voire même carrément accusée, d'être antisémite.

Le rôle du Crif est de représenter les juifs de France et non pas Israël en France."

Commentaire.

En réalité, il n'y a pas plus antisémites que le Crif et les autorités israéliennes, les sionistes à travers le monde et particulièrement aux Etats-Unis qui défendent l'existence de l'Etat d'Israël.

Le peuple juif n'existe pas plus que le peuple chrétien, le peuple musulman, le peuple hindouiste, le peuple bouddhiste, le peuple parsi, le peuple taoïste, le peuple jaïniste, etc. c'est une pure invention des sionistes ashkenazes qui ne sont pas d'origine sémite mais khazar : *"90% des juifs du monde (qu'on appelle des juifs ashkenazi) ne sont en réalité pas juifs, mais simplement une race asiatique (Khazar) qui s'est converti à la religion juive, tandis qu'ils continuaient à parler le yiddish de khazaria, complètement différent de l'hébreux"* (Andrew Carrington Hitchcock).

Sur Wikipédia vous disposez de toutes les données qui le confirme. Et si cela ne vous suffisait pas, cela a été également confirmé sur France 3 par le journaliste et essayiste belge d'origine juive ashkenaze, Michel Colon, Shlomo Sand, israélien, professeur à l'université de Tel Aviv, des rabbins vivant en France, aux Etats-Unis et en Israël, tous féroceement antisionistes et opposés à l'existence d'Israël.

Il ne s'agit donc pas d'une invention ou d'une manipulation de gens mal intentionnés, mais de données libres d'accès pour ceux qui veulent se donner la peine de s'informer.

Histoire de vases communicants.

1- Bénéfice en hausse pour Berkshire au 3e trimestre - Reuters

Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement du milliardaire Warren Buffett, a fait état vendredi d'un bénéfice en hausse au titre du troisième trimestre.

Le résultat opérationnel s'est élevé à 3,92 milliards de dollars.

Berkshire a terminé le trimestre avec 47,78 milliards de trésorerie et équivalents, soit 10 milliards de dollars de plus qu'en début d'année. Reuters 02.11

Warren Buffett dispose en trésorerie l'équivalent de la charge annuelle de la dette de la France... envers les marchés financiers.

2- Amancio Ortega a vu sa fortune progresser de plus de 50% entre le 1er janvier et le 5 octobre - leparisien.fr

Ainsi, l'Espagnol Amancio Ortega, patron du groupe Inditex (connu notamment pour sa franchise Zara), a vu sa fortune progresser de plus de 50% entre le 1er janvier et le 5 octobre, l'ibère encaissant l'équivalent de 51 millions d'euros par jour ! Le patron

et fondateur d'Inditex se hisse ainsi à la troisième place du classement, avec 41,7 milliards d'euros. Il est le plus riche d'Europe. leparisien.fr 01.11

Le peuple espagnol saigné à blanc par le gouvernement aux ordres de la troïka en est dépouillé d'autant ou plus encore quotidiennement.

Ceci explique cela :

- Espagne: Le lobby des banques pousse à la demande d'aide - 20minutes.fr

Une défaillance qui n'a jamais existé ou comment avouer une fausse vérité pour cacher un vrai mensonge

L'ex-ministre de l'Intérieur Claude Guéant (UMP), interrogé vendredi 2 novembre par Europe 1 sur des défaillances de ses services pendant l'affaire Mohamed Merah, en a reconnu une, non au cours de sa surveillance, mais pendant l'intervention, quand il a pu sortir de chez lui pour aller téléphoner.

"Je reconnais qu'il y a eu une défaillance pendant l'intervention, c'est lorsque Merah est sorti de son domicile pour aller téléphoner, déjouant - en passant semble-t-il, par des sous-sols de l'immeuble qu'il connaissait bien puisqu'il l'habitait - la surveillance de la police". AFP 02.11

Réponse à la question contenue dans le titre que j'ai donné à ce passage : si je ne me trompe pas, c'est le seul "témoignage" dont ils disposent dans lequel Merah reconnaîtrait être l'auteur de ces crimes.

Au moment des faits, moins d'une heure avant qu'ils donnent l'assaut, il y avait sur place 200 militaires et policiers qui entouraient le bâtiment et le quartier était complètement bouclé, on peut y ajouter les dizaines de journalistes sur place, plus d'autres membres des services de sécurité.

Cette version ne tient pas la route une seconde. Il y avait des policiers postés dans l'escalier où se situait l'appartement de M. Merah, dans le hall de l'immeuble, jusque sur le toit ! Ils nous prennent vraiment pour des abrutis.

A ce titre le livre des deux journalistes de l'Express Jean-Marie Pontaut et Eric Pelletier : « *Affaire Merah : l'enquête* » qui se veut un témoignage rendant compte des faits réels qui se seraient produits au cours de cette affaire, est ni plus ni moins qu'un faux.

Ce sera cadeau... et cela fait un moment qu'ils l'ont déjà décidé.

Le ministre du Redressement productif envisagerait une baisse des charges sociales patronales de 20 milliards d'euros. Le journal Les Echos s'est procuré une note de mi-octobre, rédigée par Arnaud Montebourg « *en faveur d'un dispositif de relance productive* ».

Parmi les mesures phares proposées, un allègement de charges patronales pour les salaires entre 2 281 et 3 465 euros bruts par mois. Cette tranche concerne plus de 3 millions de Français, soit un peu plus d'un salarié sur cinq.

Le ministre à la marinière vise ainsi l'Industrie, qui représente pour un tiers ces salaires, et devance le tant attendu rapport Gallois sur la compétitivité qu'il recevra officiellement lundi. La baisse, d'environ 8%, serait réservée aux entreprises de bonne volonté, celles qui investissent. Ainsi, seuls les « *créateurs de nouveaux produits ou processus* » seraient concernées, contrairement aux « *investissements de construction, d'entretien et de maintenance qui n'ont pour but que le maintien du stock de capital* ». Le tout dans un souci de relance de l'emploi. (les entreprises les moins compétitives seront liquidées ou absorbées, c'est le mérite de la crise. - Ndlr)

Bien entendu, ces mesures ne pourraient se faire sans quelques sacrifices. Les 20 milliards ainsi "sucrés", véritable manque à gagner pour la Sécurité Sociale, devront bien être compensés. Et les collectivités locales pourraient être les premières à trinquer puisque Arnaud Montebourg envisagerait une baisse de leurs dotations. Par ailleurs, le ministre du Redressement productif oserait l'impensable: toucher à la niche sacrée des retraités! Mais attention, seulement « *les plus fortunés* », précise la note. Le but étant de supprimer progressivement l'abattement fiscal pour frais professionnels dont ils bénéficient.

Autre point important du fameux memorandum, une « plus grande progressivité des allocations familiales » à travers leur fiscalisation. Ainsi qu'un approfondissement des taxes dites environnementales, notamment avec la création d'une taxe carbone aux frontières.

Enfin, certains secteurs, selon le ministre jusqu'alors « *protégés de l'économie* », devront passer à la caisse du fisc. Sont concernés les banques et l'immobilier mais également la restauration. On imagine les revendications de ces derniers, alors qu'il est déjà question d'une TVA augmentée à 12%. leparisien.fr 02.11

En complément.

Le Haut Conseil du financement de la protection sociale a remis mercredi à Jean-Marc Ayrault son "état des lieux" des "caractéristiques et évolutions" du système français, qui va servir à préparer la réforme annoncée sur la compétitivité.

Présidé par Mireille Elbaum, le Haut Conseil, où siègent des représentants des syndicats, de l'État et des personnalités qualifiées, poursuivra ses travaux après la remise la semaine prochaine du très attendu rapport de Louis Gallois sur la compétitivité et les mesures que présentera dans la foulée Jean-Marc Ayrault pour développer la compétitivité de l'économie française. "Il s'agit de définir les conditions du retour à l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale, d'en préserver le caractère solidaire et soutenable, de favoriser la compétitivité de l'économie française ainsi que le développement de l'emploi", rappelle Matignon. lepoint.fr 02.11

Qu'a à voir le financement de la protection sociale de l'ensemble des travailleurs avec la "compétitivité" qui concerne les entreprises ? Devinez ?

Dépouillez les uns au profit des autres. Faire payer les dizaines de milliards de cadeaux que le gouvernement s'apprête à donner aux patrons et aux actionnaires aux travailleurs actifs et retraités. Ajoutons, le tout légitimé par les syndicats qui participent à ce Haut Conseil du pillage de nos acquis sociaux, c'est leur manière d'être "indépendant" du capital, cherchez l'erreur, ils sont tous corrompus !

ACTUALITE EN TITRES

La pieuvre.

- Le Qatar dépouille Canal+ de la NBA - LePoint.fr

Vous en doutez...

- "La France sera-t-elle la nouvelle Grèce ?" - LePoint.fr

... et ce n'est qu'un début

- Les immatriculations continuent de plonger en France, Renault en tête - AFP

La Bourse d'où, de Paris vous avez dit, en êtes-vous si sûr ?

- La Bourse de Paris termine dans le vert grâce à l'emploi américain - AFP

Pire encore, non, si :

- Aurore Martin remise aux autorités espagnoles: «Ce que Guéant n'avait pas osé faire, le ministre Valls vient de le commettre» - 20minutes.fr

- Lienemann, Rebsamen, Vallini... François Hollande accumule les critiques dans son propre camp - L'Express.fr

- 'Il y a désormais une défiance à l'égard d'Ayrault' - LeMonde.fr

- «Couac, couac, couac... Changez de mot !» - LeFigaro.fr

«Il faut qu'il reste, il est tellement mauvais», s'amuse l'opposition après une semaine à nouveau très difficile pour le premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Une histoire de bras tendu

- Bras d'honneur de Longuet : 'La droite française bête et méchante', pour l'Algérie - LeMonde.fr

- Municipales : le bras de fer entre l'UDI et l'UMP - LeFigaro.fr

- Marine Le Pen n'exclut pas de manifester au côté de Jean-François Copé - 20minutes.fr

Comment ils manipulent les faits. Un exemple

- Les Etats-Unis ont créé 171.000 emplois en octobre - L'Expansion.com

- Le chômage aux Etats-Unis remonte en octobre à 7,9% - 20minutes.fr

Il y a de l'eau dans le gaz et dans le pétrole

- Attaque du consulat américain en Libye : le rôle trouble de la CIA - LePoint.fr

- Syrie : le CNS s'en prend à Washington - LePoint.fr

- Un succès des rebelles en Syrie terni par des soupçons de crimes - Reuters

- Manifestation d'islamistes égyptiens favorables à la charia - Reuters

- Tunisie: un imam appelle à la guerre contre le gouvernement - AFP

... et pendant ce temps-là

- François Hollande renoue avec l'Arabie saoudite - LeFigaro.fr

Les oubliés, suite.

- Sandy: un million de personnes menacées par le manque de nourriture en Haïti - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Les mauvaises nouvelles se multiplient pour le gouvernement grec. Alors que la justice a acquitté le journaliste qui a publié une liste d'évadés fiscaux potentiels que les autorités grecques s'étaient refusées à utiliser, la Cour des comptes grecque a jugé "*anticonstitutionnelles*" les nouvelles mesures de rigueur prévues par le projet de budget grec pour 2013. Une décision prise à l'unanimité des 30 juges de la Cour. Cet avis concerne une nouvelle réduction de la retraite des fonctionnaires, la cinquième consécutive dans la période récente, ainsi que la suppression des 13ème et 14ème mois pour certains salariés ou fonctionnaires).

Sous pression de ses créanciers UE et FMI, le gouvernement grec prévoit une réduction proportionnelle de 5 à 15% des pensions de retraites qui dépassent 1.000 euros par mois et un recul de deux ans de l'âge de départ en retraite (67 ans au lieu de 65) à partir du 1er janvier 2013.

Le ministre grec des Finances Yannis Stournaras insiste sur ces nouvelles mesures de rigueur, qui font partie d'un ensemble de mesures en débat au parlement la semaine prochaine en marge du projet de budget pour 2013. "*Je ne suis pas particulièrement inquiet, je crois que ces mesures seront adoptées*", a-t-il indiqué jeudi à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre Antonis Samaras.

Le projet de budget 2013 comporte une série d'économies de 9,4 milliards d'euros au total, dont 7,6 milliards proviennent de coupes dans les retraites, salaires de certaines catégories des fonctionnaires (juges, universitaires, policiers, pompiers, militaires) et aides sociales, les retraités étant les plus gros contributeurs à l'effort (4,68 milliards).

Les syndicats du privé et du public, GSEE et Adedy, ont appelé à une grève de 48 heures les 6 et 7 novembre tandis que des manifestations de policiers et de militaires, concernés par les baisses de salaire, ont eu lieu de nouveau à Athènes jeudi après-midi. lexpress.fr 02.11

1.2- Le journaliste grec jugé pour avoir publié une liste de plus de 2.000 de ses compatriotes détenteurs de comptes bancaires en Suisse et acquitté jeudi, accuse les élites grecques de la politique et des affaires de tenter de museler la presse pour couvrir la corruption qui ronge le pays.

"Le principal problème de la Grèce est constitué par les gens qui la gouvernent. Il s'agit d'un petit groupe fermé, d'une élite composée de politiques et de personnes liées au monde des affaires", a déclaré Costas Vaxevanis à Reuters.

Les politiques ont d'abord tenté de cacher la liste, dite liste Lagarde, du nom de l'ancienne ministre française de l'Economie qui l'avait remise aux autorités grecques. Et les médias grecs ont tu l'affaire alors que la presse internationale s'en emparait, a-t-il expliqué.

"La liste a été publiée, ils m'ont arrêté, m'ont jugé et rien n'a été dit à la télévision grecque (...). Il s'agit d'une question grave pour la liberté de la presse. Les chaînes grecques n'ont rien montré", a-t-il dit.

Le cas de ce journaliste de 46 ans, père de deux enfants, a fait le tour du monde après son arrestation. Et alors que sa photographie le montrant mal rasé sortant du tribunal s'étalait en une du Financial Times et de l'International Herald Tribune, la couverture de son procès a été reléguée aux dernières pages des journaux grecs, quand ceux-ci l'ont mentionnée.

"Durant la junte, les gens écoutaient la Deutsche Welle et la BBC en secret (...). Désormais ils regardent les médias étrangers (...) nous en sommes au même point", explique-t-il faisant référence à la dictature des colonels qui a dirigé le pays entre 1967 et 1974.

Mais malgré une faible couverture médiatique, le sujet a fait vivement réagir sur la Toile et parmi la population de plus en plus en colère contre des dirigeants se montrant incapables de lutter contre la fraude fiscale et d'inciter une élite bien portante à partager le fardeau de quatre années de crise.

"Nos politiques partent à l'étranger, se moquent de nos bailleurs de fonds et c'est le peuple qui doit payer la facture une fois de plus", a-t-il confié à Reuters, du siège de "Hot Doc", l'hebdomadaire qu'il a fondé il y a six mois avec un budget de 5.000 euros.

Il espère que la décision du tribunal donnera du courage à ses confrères. Il évoque le cas de journalistes l'ayant appelé secrètement pour lui manifester leur soutien plutôt que d'en parler publiquement.

L'ancien présentateur de "La boîte de Pandore", une émission de journalisme d'investigation diffusée sur une chaîne publique, dit ne pas avoir été découragé par cet épisode judiciaire et a déjà en tête son prochain objectif qui consiste à analyser les liens entre les différents noms se trouvant sur cette liste.

Pour Anton Anastasakis, directeur des études européennes à l'université d'Oxford, le silence des médias grecs révèle des conflits d'intérêt.

"Il est très probable, étant donné que cette affaire ne fait pas la une des journaux alors qu'elle très importante (...). (que) la presse fasse l'objet d'intérêts entremêlés avec des intérêts politiques et financiers."

Vendredi, la justice a fait savoir qu'un dossier allait être transmis au Parlement pour que celui-ci puisse ouvrir une enquête contre les anciens ministres des Finances Georges Papaconstantinou et Evángelos Vénizélos, qui ont chacun dit avoir possédé une copie de cette fameuse liste. Reuters 02.11

Saluons le courage de ce journaliste que nous avons soutenu. On attendrait de nos dirigeants qu'ils manifestent le même courage, révèlent au grand jour la vérité sur le Nouvel ordre mondial et ses institutions, le sionisme, etc.

2- Etats-Unis

Près de deux mois après l'attaque du consulat américain de Benghazi (Libye), la polémique sur la réaction de l'administration Obama ne faiblit pas et s'oriente vers l'action de la CIA et son échec à sécuriser le poste diplomatique malgré une présence importante sur place.

Pourtant très impliquée en Libye, la CIA, du fait du caractère secret de sa mission, a été épargnée. Jusqu'à ce que plusieurs journaux américains, *Wall Street Journal* en tête, publient vendredi de nouveaux éléments critiquant l'action de l'agence de renseignement et de son directeur David Petraeus.

La grande majorité de la trentaine d'Américains évacués de Benghazi était des agents de la CIA travaillant sous couverture diplomatique, selon le WSJ.

La CIA disposait même d'une "annexe" dans la ville, où se trouvait une équipe de sécurité d'une dizaine d'hommes, selon le quotidien, qui affirme que la responsabilité de la sécurité entre département d'Etat et CIA n'était pas clairement délimitée.

"Les responsables du département d'Etat et du Pentagone n'étaient pas au courant du rôle de la CIA", selon le WSJ. AFP 02.11

La CIA out of control, hors de contrôle, non ?

3- Russie

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a estimé vendredi que les deux jeunes femmes du groupe Pussy Riot condamnées à deux ans de camp pour une prière anti-Poutine dans une cathédrale ne devraient pas être en prison, selon les agences russes. "Si j'avais été juge, je ne les aurais pas mises en prison. Tout simplement parce que je trouve que ce n'est pas juste qu'elles soient privées de liberté. Elles ont déjà passé assez de temps en prison comme ça, ça suffit", a-t-il déclaré. Lepoint.fr 02.11

Des juges oreilles de Washington ?

SOCIAL

Afrique du Sud

Environ 300 mineurs d'or du groupe sud-africain AngloGold Ashanti refusaient vendredi de remonter à la surface, pour réclamer le paiement d'une prime, contraignant le site de TauTona près de Carletonville (sud-ouest de Johannesburg) à suspendre ses opérations, a indiqué un porte-parole de la société.

"Il y a environ 300 mineurs de l'équipe de nuit qui font un sit-in sous terre à la mine de TauTona. (...) Ils demandent le paiement d'une prime de 1.500 rands prévue la semaine dernière dans le cadre (du règlement) de la fin de la grève", a expliqué Alan Fine, porte-parole du numéro trois mondial de l'or, à l'AFP.

La prime en question devait être versée ultérieurement en fonction de critères tels que la sécurité et la présence au travail, a-t-il précisé, notant que "la direction est en train de discuter avec eux".

Un sit-in similaire a eu lieu jeudi à la mine voisine de Mponeng, où la production ne pourra reprendre qu'à la fin du week-end, le temps de réparer des dégâts, a poursuivi M. Fine.

Le travail avait repris le 26 octobre dans les mines de TauTona et Mponeng --qui emploient respectivement 4.500 et 5.800 personnes-- après une longue grève qui avait paralysé tous les sites sud-africains d'AngloGold Ashanti.

Aucun mineur n'a finalement été licencié "car la grève a pris fin", a relevé Alan Fine. Le groupe avait menacé de congédier 12.000 personnes. AFP 02.11

[Haut de page ↗](#)

Le 4 novembre

CAUSERIE

J'actualiserai les pages du site demain.

Je vais laisser de côté provisoirement la question du sionisme car c'est un sac de noeuds incroyables, il n'y en a pas un qui soit capable de réfléchir sans a priori, y compris parmi les juifs qui dénoncent le sionisme.

Hier soir en me connectant au portail Wikipédia, j'ai ouvert 79 liens se rapportant à l'histoire du judaïsme, de la Genèse jusqu'à nos jours pratiquement, du Moyen et Proche-Orient, etc. j'ai ensuite enregistré tous ces documents au format pdf (Acrobat Reader), cela représente des centaines de pages à lire attentivement, je vais m'y atteler à mes moments perdus (sic!).

Une bonne partie des positions défendues par les uns et les autres reposent sur des textes mythologiques ou des faits ou personnages sur lesquels on a aucune preuve de leur existence. Les uns et les autres mentent ou racontent n'importe quoi, c'est le grand délire quoi. Par contre je crois avoir compris pourquoi ils s'étaient acharnés sur les juifs de Pologne, je pensais acquérir des certitudes en attaquant le problème sous cet angle-là, en vain, malgré tout j'ai un peu avancé.

Ils avaient adopté le yiddish, l'hébreux n'était plus utilisé par les juifs que dans la liturgie depuis deux siècles, en réalité il a été réactivé par les sionistes au milieu du XIXe siècle. Les juifs polonais parlaient le yidhish un mélange d'hébreux largement agrémenté d'allemand, de vieux français et de lituanien et d'autres langues. C'était devenue une langue (parlée et écrite) très développée qu'utilisait également l'élite intellectuel, les artistes et les scientifiques, tout ce que détestait Herzl et les sionistes. De plus, ils étaient fortement impliqués dans le mouvement ouvrier (bund) et étaient parfaitement intégrés dans la société d'où ils avaient emprunté bien des aspects de leur littérature et de leurs gestes quotidiens, le crime suprême qui était la marque de juifs dégénérés qu'il fallait exterminer, d'où l'acharnement à les faire disparaître jusqu'au dernier. Car selon la version du "*peuple élu*" retenue par les promoteurs d'un Etat juif ou Israël, Rothschild et Cie. l'eugénisme devait s'appliquer, pas question que huit ou dix millions de juifs dégénérés, inférieurs, viennent s'installer en Israël, seuls l'élite ou ceux qu'ils auraient choisi eux-mêmes ou qui finalement échapperaient à la Shoah, en sortiraient totalement brisés et facilement manipulables seraient dignes de rejoindre la Terre promise.

Je ne peux pas aller plus loin pour le moment sans prendre le risque de dire de grosses bêtises et j'ai déjà dû en dire, c'était quasiment inévitable et je m'en excuse.

Ce que j'ai compris finalement, c'est que les juifs servent de couverture à l'entreprise criminelle des sionistes, des banquiers de la Fed notamment et l'élite intellectuelle qui leur est dévouée. C'est Attali qui m'a mis sur la voie quand il a affirmé (à plusieurs reprises) qu'il verrait bien Jérusalem comme la capitale du gouvernement mondial. Voyez ce qui s'est passé depuis l'affaire Merah.

Hollande vient de déclarer que la défense des juifs était une cause nationale ou quelque chose comme cela, comme s'ils étaient les seuls à supporter les conséquences dramatiques de la survie du capitalisme, comme si les athées, les chrétiens, les musulmans, etc, ne méritaient pas les mêmes égards ou leur étaient inférieurs, entre nous, au passage il alimente le communautarisme.

En ce qui nous concerne, nous demeurons sur le terrain de la lutte des classes, et seuls les intérêts matériels et moraux de la classe des opprimés et des exploités nous concernent, les rapports entre les classes sont les seuls sur lesquels nous nous basons en dernier ressort pour interpréter la société et définir nos positions, à l'opposé des féministes, écologistes, communautaristes, etc. qui pour refuser ou être incapables de se situer sur ce terrain se retrouvent côte à côte avec des éléments de droite ou d'extrême droite, etc. pour finalement soutenir des thèses réactionnaires, le régime en place, l'UE ou l'ONU, favoriser la mise en oeuvre de leurs politiques tournées contre les peuples et les masses exploitées en priorité.

En agissant de la sorte, implicitement Hollande s'est livré à un chantage, à un amalgame inqualifiable ou insupportable entre l'antisémitisme, l'antisionisme ou l'opposition à la politique d'Israël envers les Palestiniens, Israël qui dorénavant est dirigé par un Premier ministre qui vient de s'allier avec l'extrême droite pour fonder un nouveau parti.

Je n'ai plus le temps d'aborder un autre aspect de cette question, en y réfléchissant à un autre moment hier soir, j'ai cru voir un rapport entre la fréquence des crises du capitalisme au cours des dernières décennies, crises qui interviennent dans un intervalle de plus en plus réduit, on est passé de 10 à 5 ans, et la manière dont ils avaient réanimé ou alimenté à nouveau l'antisémitisme et l'extrême droite en France depuis le milieu des années 70, il se trouve qu'il y aurait une coïncidence troublante entre les deux au point de ne plus en être vraiment une. Et chaque fois qu'ils projetaient de franchir une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial, là c'était le cas avec la ratification du TSCG et la "*règle d'or*", mais aussi la guerre contre la Libye puis la Syrie.

Chaque fois aussi est annoncée une nouvelle pandémie, comme depuis le début du XXe siècle, on a appris depuis qu'ils étaient parfaitement capables de les fabriquer. Cette fois et depuis le début des années 90, il réactive la menace climatique sur l'environnement qui serait due à l'activité humaine, tout est lié en somme et pratiquement personne n'en a véritablement conscience...

On poursuivra une autre fois sur ce sujet, il nous faut faire des recherches dans tous ces domaines pour étayer davantage notre démonstration, car on ne va pas faire comme ceux qui se contentent de balancer une idée et une position en demandant à notre auditoire d'y adhérer les yeux fermés, cette pratique que nous condamnons nous est totalement étrangère.

[Affaire Aurore Martin.](#)

Notre position : soutien inconditionnel à Aurore Martin qui doit être libérée et rentrer en France et continuer d'y vivre librement. Aucun soutien à la cause basque indépendantiste.

Si j'ai bien compris, selon le droit français Aurore Martin n'a violé aucune loi et devrait être libre en France, mais c'est la subordination de la justice française à la Cour européenne de justice, un véritable tribunal d'exception placée au-dessus des Etats qui en a décidé autrement, en faisant valoir que sa condamnation par la justice espagnole avait voix prépondérante pour sa participation en Espagne à des réunions publiques comme membre du parti Batasuna, où ce parti est illégal car considéré comme l'aile politique de l'ETA. (source : AFP 03.11)

En conclusion, le droit des différents pays de l'UE est inférieur aux directives de l'UE que tous les Etats doivent appliquer à la lettre. Ainsi va la marche en avant de la dictature du Nouvel ordre mondial dont la Cour européenne de justice est le bras armé en Europe.

Pour rappelle: "*En juillet 2011, François Hollande en vacances au Pays basque avait demandé la clémence à Claude Guéant concernant Aurore Martin. Que pense-t-il aujourd'hui de son ministre de l'intérieur ?*" (libération.fr et AFP 03.11)

Depuis il a été élu et dispose d'une "*majorité*" à l'Assemblée nationale pour passer sa politique scélérate, anti-ouvrière, antisociale, réactionnaire quoi, pourquoi ne pas appeler les choses par leurs noms.

Cette procédure s'inscrit dans la perspective de la liquidation des Etats-nations au profit de l'Union européenne.

Maintenant sachant que le régionalisme constitue l'autre aspect de la politique mise en oeuvre par l'UE pour détruire les Etats-nations, on pourrait s'étonner que la Cour européenne de justice n'ait pas fait preuve de clémence envers cette militante basque ou en soutenant la cause basque ou pour la création d'une nation basque, processus s'inscrivant en apparence dans celui initié par l'UE.

L'objectif de l'UE n'est pas forcément de parvenir à l'éclatement de nations pour en créer d'autres à côté, c'est envisageable lorsque les conditions politiques ne permettent pas de procéder autrement, comme par exemple dans le cas de l'ex-Yougoslavie, ou ailleurs dans le monde, au Soudan (Soudan du Sud) ou en Indonésie (Timor oriental) par exemple.

Lorsque les maîtres du monde estiment qu'ils ne peuvent pas prendre le contrôle des pays qu'ils convoitent d'une autre manière, ils s'en remettent au pouvoir en place qu'ils soutiennent ou s'il est trop faible ou encore qu'ils estiment qu'il doit être éliminé, il lui déclare la guerre (Serbie, Irak, Libye, Syrie), ensuite ils en disposent à leur guise en mettant en place des régimes croupions ou à leurs bottes. Dans certains cas ensuite, ils peuvent parvenir au même objectif qu'une partition d'un Etat par le biais du fonctionnement autonome des différentes régions qui le composent, au profit de celles où sont concentrées les matières premières qu'ils convoitaient (Irak, Libye et peut-être demain la Syrie).

En tout état de cause, ils doivent avoir le contrôle du processus conduisant à l'éclatement d'un Etat, sinon ils condamnent et répriment (par le biais du gouvernement central) les mouvements autonomistes ou séparatistes. Leur objectif n'est pas qu'une communauté particulière ou ayant une identité propre en rébellion contre un Etat central puisse s'épanouir librement et que ses membres nagent dans le bonheur. En réalité, leur objectif est le même que celui qu'ils ont poursuivi il y a un peu plus d'un demi-siècle en soutenant la perspective de la création d'un Etat réservé aux juifs qui allait devenir Israël tout en participant à l'extermination de la communauté juive ou de religion juive d'Europe et d'Europe central en particulier, conformément à un plan qui avaient été arrêté de longue date et qu'ils mirent minutieusement en application.

Sur le plan tactique, ils peuvent très bien s'adapter aux difficultés que rencontre la mise en oeuvre de leur plan pour en changer ou la modifier dans certains pays, par exemple si c'est le seul moyen pour étrangler un Etat ou servir d'exemple, un peu comme une expérimentation qu'ils auraient tentée pour voir si cela pouvait fonctionner de la sorte. Rien ne dit qu'ils ne soient pas tentés d'en arriver là en Grande-Bretagne ou en Belgique.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'ils poursuivent en permanence et avec une détermination sans faille et un cynisme illimité le même objectif, contrairement au mouvement ouvrier qui a abandonné le sien, le socialisme. Ils peuvent mettre en avant et soutenir le séparatisme à un moment donné et le combattre féroceement un autre jour. Ils peuvent favoriser l'autonomie de l'Ecosse ou de la Flandre, répétons-le par en vue du bien-être futur des populations de ces régions, mais uniquement pour mieux asservir la totalité de la société britannique ou belge à leur Nouvel ordre mondial ou à leur gouvernement mondial.

Faire le jeu des indépendantistes, autonomistes ou séparatistes, c'est marché dans la combine de ceux qui ont pour objectif l'instauration d'un gouvernement mondial, c'est leur rendre un service inespéré, car ils n'en demandaient pas tant, surtout lorsque cela provient d'organisations ou partis du mouvement ouvrier.

Pour ignorer cet objectif politique, pour occulter ou nier l'existence d'institutions internationales (Bilderberg, CFR, Commission Trilatérale, etc.) qui en sont les promoteurs et les ordonnateurs, qui oeuvrent plus ou moins en coulisse, leurs représentants sont exactement les mêmes que l'on voit à la télévision ou dans les journaux ou au sein des institutions

disons officielles, par exemple Draghi, Monti, etc. parce que leur existence est contestée par justement ceux qui sont à leurs ordres ou les représentent dans les médias et les partis institutionnels, consciemment ou non mais c'est une autre histoire, vous savez tous ces gens qui brandissent la théorie du complot dès que quelqu'un ose remettre publiquement en cause la version officielle qui a été donnée d'un fait d'une portée nationale ou internationale ou accusent les autorités d'en être les principaux responsables ou les complices directs, ces groupes, organisations ou partis du mouvement ouvrier omnubilés par la légalité et la parole quasi divine des maîtres du monde en arrivent eux-mêmes à se faire manipuler.

A quand le rétablissement des duchés de Bourgogne, de Bretagne, de Normandie, de Savoie, etc. idem dans tous les pays en Europe, autrement dit l'Ancien régime de type féodal ? Au nom du combat pour le socialisme ? Du Nouvel ordre mondial voulu par le cartel des banquiers internationaux alliés à ceux de la Fed, ainsi que l'élite intellectuelle gagnée à leur idéologie criminelle, eugéniste, le sionisme n'étant qu'une couverture finalement, qu'ils ont sélectionnée pour mener à bien leur plan contre tous les peuples de la planète, assurément, c'est bien de la sorte que Nike Rockefeller le décrivait lui-même en août 2010.

Qui a dit ?

En Décembre 2011, Roger Altman, l'ancien secrétaire d'état aux finances du gouvernement Clinton écrivit un article dans le Financial Times dans lequel il expliquait que les marchés financiers "agissaient de fait comme un supra-gouvernement mondial", notant:

"Ils éliminent des régimes politiques retranchés là où le processus politique normal ne pouvait rien faire. Ils forcent l'austérité, les sauvetages des banques et autres changements de politique majeurs. Leur influence est énorme comparé aux institutions multilatérales comme le FMI. En fait, laissant de côté l'arsenal nucléaire inutilisable, ils sont devenus les forces les plus puissantes sur terre."

Altman continuait son explication en disant que lorsque le pouvoir de ce "supra-gouvernement mondialiste" est en branle "l'impact sur la société est immédiat et peut-être douloureux, par une augmentation fréquente du chômage par exemple et l'échec des gouvernements". Mais bien sûr en tant qu'ancien officiel du ministère des finances, il endossa ce supra-gouvernement mondial, écrivant: "Les effets à long terme peuvent souvent être transformateurs et positifs". Puis il conclut: "Que ce pouvoir soit sain ou pas est à côté de la question. Il est permanent.... Il n'y a pas moyen d'arrêter les marchés financiers de gendarmes le monde." (Liesi 01.11)

ACTUALITE EN TITRES

Du terrorisme économique et politique d'Etat.

Sur le plan politique, avec le 11 septembre 2001, ils ont inventé la lutte contre un ennemi invisible ou qui n'existe pas auquel ils ont donné un nom ou plus précisément qu'ils ont fabriqué eux-même : le terrorisme, justifiant les atteintes aux libertés d'expression fondamentales...

Sur le plan économique en Europe, ils ont créé la crise de l'euro, pour justifier des politiques d'austérité toujours plus brutales conduisant le prolétariat à l'indigence et la classe moyenne à la paupérisation.

- Crise de l'euro: il faut tenir "pendant cinq ans ou plus", selon Merkel - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel a estimé samedi qu'il fallait tenir "pendant cinq ans ou plus" pour surmonter la crise de l'euro, lors d'une réunion de son parti à Sternberg (est). AFP 03.11

La stratégie du "choc". Suite (3).

- Compétitivité, flexibilité... La France souffre d'une absence de chocs - L'Express.fr

Un complément

Du 11 Septembre 2001 à la future guerre contre l'Iran : une ligne conductrice ?

En 1984, l'historien chartiste Jean Lombard écrivait : « Si l'on permet le déclenchement de la Troisième Guerre mondiale, la dévastation sera si considérable que les Internationalistes en arriveront à prétendre que seul un Gouvernement Mondial soutenu par une force de police internationale permettra de résoudre les différents problèmes nationaux et internationaux, rendant

impossible de nouvelles guerres. Cet argument paraîtra logique à de nombreuses personnes... » (J. Lombard, La face cachée de l'histoire moderne, p. 553)

Ces lignes furent écrites il y a 28 ans...

En rapprochant ces écrits de ce que dévoilait W. Guy Carr en 1954 sur le fait que cette Troisième Guerre mondiale serait créée au Moyen-Orient à la suite de divergences générées consciemment « *entre les Sionistes politiques et les dirigeants du Monde Islamique* »... quelle conclusion doit-on tirer ?

La science et la loi du hasard perpétuel.

Cela dit, il faut laisser du temps au temps.

Depuis plusieurs années, la guerre contre l'Iran est annoncée régulièrement comme imminente. L'on voit bien que les grands manitous doivent inscrire cet événement dans un calendrier où les politiciens n'ont pas LA décision. Cela ce décidera au dessus. C'est ainsi que le Premier ministre Netanyahu peut toujours vociférer sa haine de l'Iran, quotidiennement, il y a une ligne rouge qu'il ne franchira qu'à ses risques et périls: celle du timing.

Dans ses écrits, le chartiste Jean Lombard annonçait que cette guerre au Moyen-Orient serait suivie de guerres civiles en Europe. Il se fondait sur une correspondance entre Albert Pike, le fondateur du palladisme luciférien, et Mazzini, le chef des Carbonari (société secrète maçonnique italienne) du XIX^e siècle.

« Nous allons lâcher, libérer les nihilistes et les athéistes et, nous allons provoquer un formidable cataclysme social final qui, dans toutes ses horreurs, démontrera aux nations, l'effet d'un athéisme absolu, (...) »

Ne sommes-nous pas en train de vivre cette époque où les éléments nécessaires à un déclenchement de troubles sociaux indispensables pour introduire l'Ordre du Chaos, s'accumulent dangereusement ?

Conclusion.

« En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un événement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi ».

Franklin Delano Roosevelt, président des EU Liesi 31.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Argentine. L'exemple du Mexique.

L'arrestation cette semaine d'un dirigeant de cartel colombien à 50 km de Buenos Aires vient illustrer, selon plusieurs experts et responsables, que l'Argentine s'est transformée en base arrière pour les trafiquants de drogue sur le continent.

Un état des lieux fermement réfuté par le gouvernement argentin, qui affirme que cette présence accrue est simplement due au fait que les "narcos" de déplacent de plus en plus pour étendre les ramifications de leurs réseaux.

"Toutes les conditions sont réunies pour que les cartels de la drogue s'établissent en Argentine parce qu'il n'y a pas de programmes pour enquêter sur les activités illicites et qu'il y a un haut niveau de corruption politique", expliquait il y a quelques semaines Edgardo Buscaglia, spécialiste de droit international à l'université américaine de Columbia.

L'installation en Argentine de trafiquants est due à *"une certaine proximité géographique et une certaine facilité pour se déplacer non seulement physiquement mais aussi financièrement"*, explique à l'AFP Alejandro Corda, expert en matière de drogues et professeur à l'Université de Buenos Aires.

M. Corda ajoute que le pays *"manque de renseignements pour anticiper non seulement la présence de personnes mais aussi d'organisations"* et ajoute que l'inexpérience sur ce terrain *"est ce qui rend le pays attirant"* pour les activités et le séjour des narcotrafiquants.

A la faveur de cette situation, nombre de trafiquants recherchés en Colombie ou au Mexique auraient choisi d'élire domicile à Buenos Aires et dans sa banlieue pour faire évoluer leur mode d'acheminement de la drogue vers les Etats-Unis et l'Europe.

"Face aux coups portés par le gouvernement colombien au trafic de drogue, (les trafiquants) modifient leur modus operandi, cherchant de nouveaux pôles d'expédition de drogue. Nous en avons détecté certains en Argentine, au Chili, dans le cône sud", confirmait récemment le chef de la police colombienne José Roberto Leon.

Le gouvernement argentin dément toute recrudescence de trafiquants résidents sur son territoire, préférant évoquer des criminels de passage pour des motifs stratégiques.

Mais selon nombre d'observateurs et experts, l'inventaire consistant des arrestations et condamnations de trafiquants colombiens et mexicains enregistrées ces dernières années sur le territoire vient fragiliser cette thèse. AFP 03.11

C'est une manière comme une autre pour les Etats-Unis de déstabiliser les Etats de la région après avoir pourri le Mexique.

Les représentants de l'Etat, députés, ministres, polices, juges, etc. sont corrompus aux Etats-Unis et au Mexique donc laisse proliférer le très juteux trafic de drogue qui vient gonfler les comptes des banquiers, permet au même titre que le terrorisme qu'ils ont eux même institué ou encouragé, de renforcer l'arsenal judiciaire et policier, liberticide à l'encontre finalement de la population toute entière, car tout le monde est soupçonné d'être un terroriste ou un trafiquant de drogue potentiel et doit par conséquent être contrôlé, interrogé, fiché, etc.

SOCIAL

Grèce. Multinationale, monopole et eugénisme

Le groupe pharmaceutique allemand Merck ne livre plus son médicament contre le cancer Erbitux aux hôpitaux publics grecs en raison de factures impayées, déclare son directeur financier dans une interview publiée samedi.

'Cela n'affecte que la Grèce, où nous avons été confrontés à de nombreux problèmes. Cela ne concerne que ce produit', explique Matthias Zachert dans cet entretien au Börsen-Zeitung. Les Grecs pourront toujours se procurer l'Erbitux dans les pharmacies, a précisé un porte-parole à Reuters.

L'anticancéreux Erbitux est le deuxième médicament sur ordonnance de Merck le plus vendu. Il a représenté un chiffre d'affaires de 855 millions d'euros en 2011. lemonde.fr 03.11

ECONOMIE

1- Or et argent

1- 1- Hier, vendredi 2 novembre, l'or a chuté de 2,23% et l'argent, comme toujours, a amplifié le mouvement, chutant de 3,22%. By Jove ! Quel drame !

J'ai cru comprendre que certains avaient besoin d'être rassurés. Ceux-là ne me semblent pas avoir parfaitement intégré le concept de la lente, inéluctable et perfide monétisation des monnaies fiduciaires. Mieux vaudrait qu'ils ne s'intéressent pas à l'Argent métal, car les mouvements y sont toujours exagérés par rapport à l'or. Si on n'a pas les nerfs solides et une foi de charbonnier, on est mûr pour terminer aux urgences.

Même avec l'or, si tranquille et si rassurant, je sens que beaucoup d'entre vous vont faire des ulcères. Il a suffi que je parle de confiscation de l'or et de la nationalisation des mines, pour crouler sous les courriers. Si vous vous intéressiez un tant soit peu à l'Histoire, vous seriez plus réaliste. Sans remonter à Mathusalem, les Américains ont vu leur or confisqué en 1934 et ils ont eu interdiction d'en posséder jusqu'en 1971. Certains d'entre vous n'étaient pas nés, me direz-vous...

Plus récemment, les Chinois avaient l'interdiction de posséder des métaux précieux jusqu'en 2009. Depuis, la Chine a, au contraire, poussé ses ressortissants à investir dans les métaux précieux de toutes les manières possibles. Les plus grandes banques chinoises proposent à leurs clients de conserver leur trésorerie, soit en Yuan, soit sur un ETF Gold, soit sur un ETF Silver. Ces ETF sont sous la garantie de la Banque Centrale. Ce métal ne pourra jamais être livré aux particuliers, s'ils en faisaient la demande. C'est contractuel. En fait, il contribue aux réserves monétaires de la Chine et aux réserves de la Banque de dépôt.

Chez nous, si les ETF avaient pour la plupart mis dans les contrats qu'il était impossible de prendre livraison de son métal, les ETF ont abusé de leurs positions pour jouer contre les intérêts de leurs clients, en vendant à découvert du métal au lieu d'en acheter.

C'est de l'escroquerie. Certains ETF comme ZKB disaient qu'on pouvait prendre livraison, ce n'est plus vrai aujourd'hui. Quant à Bullion Vault, elle a prêté votre métal aux banksters, vous ne le reverrez probablement jamais. Il en est de même des métaux en compte client dans les plus grandes banques. Ils n'existent plus. A un moment, ces ETF et autres BV se retrouveront en défaut et ceux qui en détiennent des parts seront séchés.

Certains vont trouver que je me répète, mais la proportion de lecteurs qui ont encore du métal ou des pièces, ainsi par procuration, me semble très importante. Liesi 03.11

1.2- Les valeurs hypothécaires titrisées par les Banques américaines reposent sur la valeur théorique de ces biens immobiliers. Une bonne proportion de ces titres est adossée à des biens immobiliers situés sur l'une des zones les plus peuplées des Etats-Unis, la Côte Est. Quelle partie de ces titres a été néantisée par l'Ouragan Sandy?

La Reserve Fédérale s'est engagée en septembre à racheter chaque mois 40 Milliards de \$ de ces titres (MBS) pour sauver les banques d'une faillite certaine. A la fin du mois de septembre, il s'est avéré que la Fed avait racheté deux fois plus de MBS qu'annoncé quelques semaines plus tôt. Sandy va sans doute accélérer encore cette tendance. D'ores et déjà, le bilan de la Fed est effrayant. Sur ce graphique daté de début septembre, plus du tiers du bilan est constitué de ces titres hypothécaires sans aucune valeur.

Quant aux bons du trésor (rouge) qui représentent 50% du bilan, ils sont également sans valeur, puisque le Trésor américain n'a pas les moyens de rembourser cette dette, autrement qu'en dévaluant massivement le Dollar, grâce à la complicité de la Fed. L'or n'aura donc aucune difficulté à doubler son prix actuel... avant d'être très probablement nationalisé. Son prix sera alors probablement décuplé pour effacer les dettes.

Votre or ayant été nationalisé, quel sera alors la valeur de l'Argent-métal exprimée en dollars d'aujourd'hui ? Liesi 01.11

1.3- Le 25 octobre dernier, Hugh Hendry, le brillant gérant du fond Eclectica, participait au Congrès des économistes de Buttonwood.

Il se serait montré à la hauteur de sa réputation lors de sa présentation de 15 minutes, aussi percutante que synthétique.

Hugh Hendry joue la hausse de l'or en refusant de jouer les mines d'or, qui pour d'autres analystes vont avoir un effet de levier formidable dans la jambe de hausse à venir. HH considère que plus l'or va monter, plus le risque d'une confiscation des mines sera grand. Il précise que cette possibilité croîtra lorsque l'or dépassera les 3 000\$.

Jim Sinclair s'oppose violemment à toute logique de confiscation de l'or, en prenant l'exemple de 1934. Après la confiscation de l'or par Roosevelt, les mines d'or américaines ont continué à fonctionner, générant des bénéfices croissant pour les actionnaires. L'exemple souvent cité est celui de Homestake Mining, qui avait chuté à 65\$ le 15 novembre 1929, mais n'avait cessé de se valoriser ensuite, atteignant 373\$ en mai 1933, puis 526\$ en 1936, soit un cours multiplié par 8. La mine avait une politique de dividende généreuse. Entre 1929 et 1935, Homestake a reversé un total de 18\$ de dividendes, remboursant ainsi deux fois le prix de l'action achetée en novembre 1929. Sinclair est un très gros propriétaire de mines d'or en Afrique. Il suit donc sa propre logique.

Il y a différentes manières de nationaliser les mines.

En Amérique du Sud, ces derniers mois, la technique consiste à augmenter les royalties versées à l'Etat. De ce fait, les profits des mines diminuent.

On peut concevoir que les mines soient rémunérées comme des prestataires de services, indépendamment de la valeur du minerai qu'elles doivent extraire.

Dans un univers socialo-communiste, direction, ingénieurs et main-d'œuvre ne sont que des fonctionnaires qui travaillent pour remplir d'or les caisses de l'Etat. Le hic de ce système, c'est que les ingénieurs sont moins motivés et moins regardants sur la sécurité, le directeur traficote sans chercher à optimiser l'outil de production et les ouvriers en font le minimum. Au final, l'outil se détériore et la production baisse.

Il est probable que l'or sera acheté par l'état dans chaque pays producteur pour alimenter la banque centrale.

Dans nos pays européens où les mines d'or ont été épuisées il y a plusieurs siècles, l'Etat aura plus vite fait de saisir les comptes métaux, les parts de Bullion banks ou d'ETF des particuliers, que l'on dédommagera en monnaie de singe. Ces particuliers vont avoir alors un sérieux dilemme. Dans quelle valeur de substitution investir ce soudain flux de trésorerie ? Si vous y réfléchissez aujourd'hui, cela vous évitera d'avoir à réagir dans la panique, quand cet événement arrivera. Liesi 01.11

J'ai posté un commentaire à la suite d'un article paru dans ce portail de traders, réaffirmant l'alternative du socialisme au capitalisme, et leur indiquant qu'ils faisaient partie de ces intellectuels incapables d'envisager une société débarrassée du capitalisme... Le tout sur un ton très mesuré et sans polémique car dans leur cas cela ne servirait à rien, je ne me fais aucune illusion...

[Haut de page ↗](#)

Le 5 novembre

CAUSERIE

Je corrigerai les fautes plus tard en mettant les différents articles des causeries des derniers jours au format pdf, maintenant je n'ai plus le temps.

[Nouvel ordre mondial. Ses origines, leurs intentions, leurs moyens, leurs objectifs. \(1\)](#)

Il ne s'agit là que d'une présentation ou d'une première approche de ce vaste sujet.

Récemment on a mis l'accent sur le gouvernement mondial contre tous les peuples que l'oligarchie financière envisageait sérieusement d'instaurer, projet qui est dors et déjà bien avancé à tous les niveaux à l'échelle internationale. Aussi faudrait-il faire le point et essayer de se poser les bonnes questions avant de poursuivre.

Ce qui est important à retenir pour comprendre comment fonctionne leur monde aujourd'hui et quelles sont ses principales tendances, réside dans quelques éléments clés qui servent à la fois à structurer leur plan, et de lignes directrices ou de guides à la réalisation de chaque étape qu'ils ont défini dans l'objectif avoué d'instaurer un Nouvel ordre mondial.

La première chose qu'il faut impérativement avoir en permanence à l'esprit pour comprendre ce qui se passe réellement dans le monde, consiste à reconnaître ou admettre que leurs auteurs et représentants sont animés par une détermination sans faille et d'un cynisme, d'une cruauté illimité. Cela ne souffre de leur part aucune exception.

Tendre une oreille bienveillante à leurs discours démagogiques ou les croire capables de faiblesses humanistes, de compassion ou de bonté envers le genre humain serait commettre une très grave erreur, fatale en dernier ressort. Quant aux traîtres ou éléments douteux qui pourraient exister dans leur rang ou pire qui auraient la mauvaise idée de s'opposer à leur plan, ils sont systématiquement éliminés physiquement, qu'il s'agisse par exemple d'un patron de presse (présent lors des réunions Bilderberg) ou d'un président des Etats-Unis.

La seconde chose qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que ce plan a été conçu de longue date, il a germé dans la tête d'un Rothschild dès la fin du XVIIe siècle, avant d'être conforté et matérialisé au début du XIXe siècle, lorsqu'il mit la main sur le Banque d'Angleterre et devint l'homme le plus riche de Grande-Bretagne et du monde, le moment doit nous interpeller, car il correspond à l'époque où la Grande-Bretagne allait devenir le pays le plus industrialisé et le plus puissant du monde. Ajoutons, le principal colonisateur du "*Nouveau monde*" qui allait donner naissance à l'Etat le plus puissant que l'humanité ait connu à ce jour : les Etats-Unis d'Amérique.

La troisième chose qu'on doit avoir à l'esprit, c'est que pour eux, la religion sert de couverture idéologique pour maintenir la population dans la servitude de l'ignorance, et éventuellement pour dresser les croyants aux différentes religions les uns contre les autres ainsi que les incroyants, tandis qu'ils renforcent leur pouvoir et leur contrôle sur la population, l'un n'allant pas sans l'autre. Elle sert en même temps utilement en s'en revendiquant à couvrir tous leurs crimes. C'est tellement incroyable ou hors de portée de la conscience de la majorité de la population qu'il faut y consacrer un chapitre à part.

La quatrième chose à conserver à l'esprit, c'est qu'ils peuvent être d'origine juive, catholique, protestante, musulmane sunnite ou chiite ou autres et pratiquer ou se réclamer de ces religions ou encore se proclamer athées, tout en planifiant des guerres qui conduiront à l'extermination de millions de juifs, chrétiens, musulmans, etc., ainsi vont leurs principes et leur morale. C'est monstrueux, ce qu'on a du mal à imaginer, c'est que ces sont véritablement des monstres !

Leur objectif sur ce plan précis, consiste à démontrer au monde entier que comme les religions sont davantage une source de conflits ou de guerres que de paix entre les peuples, elles devraient à terme céder la place à une autre religion, universelle, qu'ils concocteront à l'adresse de la population le moment venu.

La cinquième chose qu'il faut savoir, c'est que l'eugénisme, la sélection des êtres humains en fonctions de leurs aptitudes physiques

et mentales, fait partie de la panoplie des moyens qu'ils utilisent pour modeler le monde selon les critères qu'ils ont sélectionnés.

Cette théorie conduisant à l'élimination programmée des êtres les plus faibles et jugés inutiles ou nuisibles au reste de l'humanité, figurait dans les écrits de Théodore Herzl en visant les juifs qu'ils haïssaient et qui devaient être exterminés massivement par la suite par le régime nazi qui n'ont fait que l'appliquer...

On aura remarqué au passage que cette théorie était compatible avec celle du "peuple juif" décrété "peuple élu" et supérieur à tous les autres, notamment les Arabes, en particulier les Palestiniens musulmans qui devaient être chassés de la Palestine pour céder la place à l'Etat d'Israël. Au passage, les chrétiens, en particulier les catholiques étant logés à la même enseigne.

La sixième chose consiste à ne pas oublier, c'est que le pouvoir économique qu'ils ont acquis n'est pas une fin en soi, mais un moyen au service d'un autre objectif, politique : asservir la population mondiale et détenir sans partage le pouvoir politique à la surface de la terre.

La septième et dernière chose à avoir à l'esprit, peut-être la plus importante car elle est le fil conducteur qui sert à comprendre toutes les autres, c'est que ce plan qui a été conçu pour concentrer tous les pouvoirs entre leurs mains, a été défini en réaction aux contradictions du capitalisme qui poussées à l'extrême se traduisent régulièrement par des crises de plus en plus gigantesques et incontrôlables, qui de la sorte menacent leur pouvoir et leurs biens par le biais de la lutte des classes.

Il s'agissait donc de trouver un moyen définitif de remédier à ce danger en s'affranchissant de la lutte des classes, en déposant de tout pouvoir politique les exploités tout en établissant une dictature bureaucratique et policière implacable une fois les rapports entre les classes modifiés de telle sorte que les bases objectives du socialisme soient anéanties pour toujours. Pour y parvenir, cela doit passer par la liquidation de la majeure partie des classes ou couches moyennes condamnées à la paupérisation, tandis que seulement quelques couches indispensables au fonctionnement de leur société et totalement soumises à leur idéologie demeureraient encadrées par l'élite intellectuelle à leur service.

On pourrait ajouter un dernier point.

Ils sont à l'origine des deux guerres qui ont eu lieu au XXe siècle, des crash boursiers, coups d'Etat, etc. qui n'ont fait que renforcer leur pouvoir, davantage encore de nos jours puisqu'ils ont le monopole de la création monétaire et contrôle en grande partie l'économie mondiale, les banques centrales étant des banques privées et non des banques d'Etat, banques privées ou commerciales qui leur appartiennent de fait, le fonctionnement des Etats dépendent ainsi entièrement des marchés financiers, des grandes banques qui leur dictent leur volonté, tout en leur imposant des taux d'intérêt les conduisant à s'endetter sans fin, à la banqueroute.

A l'issue de chaque guerre, détenant l'argent, la planche à billets, ils ont exigé que soient mises en places des institutions internationales sur les plans économique et politique, qui au fil du temps devaient se substituer aux Etats nationaux, à leurs banques centrales, à leurs parlements ou institutions qui ne devaient plus être à terme que des rouages de ces institutions internationales (FMI, Banque mondiale, BRI, ONU et toutes ses agences), tandis qu'ils mettaient en place des structures politiques englobant les différents Etats situés sur un même continent, pour à terme en faire de simples exécutants de la politique décidée par leur gouvernement mondial, qui d'une certaine manière existe déjà sans que ce processus ne soit encore achevé. Les structures telles que l'UE, le NAFTA, l'ASEAN ou APEC, tous les traités signés entre les Etats dans le cadre de ces structures continentales poursuivent l'objectif qui vient d'être énoncé.

Ce gouvernement mondial existe déjà sous la forme de structures plus ou moins informelles ou inconnues des neuf dixièmes de la population. Il se compose des banquiers de la Fed, les plus puissants de la planète, des banquiers des principales banques occidentales, des patrons ou grands actionnaires des multinationales, des médias, de l'élite intellectuelle qu'ils ont gagnée à leur idéologie et que l'on retrouve dans des partis politiques. Ils se réunissent à la face du monde dans le G8 ou le G20 qui n'est en réalité qu'une opération de propagande destinée à tromper les peuples. Les véritables décisions ou les plus importantes sont prises dans d'autres structures internationales qu'ils ont créées à cet effet, le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR, etc.

On affinera tout cela au fur et à mesure. Il y a évidemment des tas de questions qui vont jaillir de ce tableau.

La difficulté réside dans le fait qu'il ne faut oublier aucun facteur, y compris ceux qui n'ont pas été évoqués ici, par exemple la démographie mondiale. Si l'on considère ce facteur particulier, on devrait en déduire que la population ne cessant d'augmenter, il est inconcevable d'imaginer qu'un super Etat comme l'UE pourrait remplacer à lui seul les 27 Etats qui le compose aujourd'hui, ils vont être obligés de conserver les Etats tels qu'ils existent aujourd'hui, même s'ils fonctionnaient selon le principe de subsidiarité, c'est-à-dire sans pouvoir réel ou souveraineté comme simple exécutant de la politique de l'UE. Ils ne parviendront pas à détruire plusieurs siècles d'histoire liée à chaque pays, leurs particularités historiques, faire disparaître leurs particularités politiques, même si dans la pratique ils parvenaient à les annihiler, la mémoire des différents peuples persisterait pendant encore des décennies et des décennies, d'autant plus que la lutte de classe n'aurait pas disparu, même si aujourd'hui le mouvement ouvrier est totalement gangrené.

On continuera plus tard, tout cela pour dire qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres et que nous ne sommes pas encore vaincus, la victoire est encore possible, à condition que l'avant-garde ouvrière adopte une autre orientation politique, afin que le prolétariat se dote d'une nouvelle direction révolutionnaire basée sur les enseignements du marxisme et du léninisme, voir mon article d'avant-hier *La question qui est posée au mouvement ouvrier en Europe*.

A bâtons rompus dans un courriel à un camarade ouvrier à la retraite. Extraits.

A propos du nouvel aéroport près de Nantes qui fait polémique.

Ben oui, chaque fois qu'il faut construire une bretelle d'autoroute, faire passer une ligne du TGV ou agrandir un aéroport, il y a des gens qui sont expropriés (et indemnisés), mais on pourrait aussi revenir un siècle ou même deux en arrière, supprimer les voitures, le train et les avions, j'ajouterai les tracteurs et les machines qui ont volé le travail aux malheureux travailleurs dont ils se foutent bien par ailleurs.

A bas le "*productivisme*", à bas le matérialisme, à bas le progrès technique, technologie, scientifique, vive le moyen-âge ! Tu sais comment les opposants au Nouvel ordre mondial le qualifient aux Etats-Unis ? Un régime néo-féodal, un retour trois ou quatre siècles en arrière.

Tous ces contestataires font leur jeu. Je conseillerai au gouvernement d'installer le nouvel aéroport sous leur fenêtre pour voir leurs gueules et celles non pas des vaches, mais de leurs milliers de voisins...

A propos du féminisme.

Tiens à ce propos, Rockefeller s'est vanté d'en avoir été l'un des initiateurs (de l'avoir financé) dans les années 30 aux États-Unis (les suffragettes). Il a expliqué pourquoi : parce qu'il ne trouvait pas normal que dans un couple un seul soit taxé, en faisant travailler les deux il devenait possible de les taxer tous les deux. Il a même ajouté cyniquement que de la sorte les gosses seraient mis à l'école plus tôt et qu'ainsi ils seraient formatés plus tôt aussi pour faire de bons esclaves plus tard, tout en considérant leurs parents comme des étrangers...

C'est tout à fait ce qui s'est passé, et tous ces abrutis qui ont trouvé que c'était un progrès social n'y ont rien compris, on en subit dorénavant tous les jours les conséquences, les gosses n'ayant aucun repère, les parents aucune autorité sur eux, etc. Les responsables sont ces dirigeants du PS, de l'OCI, de la LCR et Cie. Par bien des côtés, ce sont vraiment de sacrés tarés... Mais vois-tu, tout cela était inévitable, c'était écrit quelque part, je refuse cette interprétation, si les travailleurs (l'homme ou la femme qui travaillait dans un couple avec enfants) avaient été mieux payés, les deux n'auraient pas été obligés d'aller bosser et d'abandonner leurs gosses, sauf que le mouvement ouvrier a été incapable de mener ce combat, il était déjà complètement gangrené par l'idéologie dominante. Je ne veux pas refaire l'histoire, je raconte seulement comment les choses se sont passées de cette manière et pourquoi. C'est un crime, je sais, on s'en fout.

A propos de l'eugénisme, de Ford, la multinationale américaine et sa fondation.

Hier je suis allé vérifier un truc (sur Internet). L'eugénisme, la sélection des êtres humaine en fonction de leurs aptitudes physiques et intellectuels, on conserve les meilleurs et on liquide les autres, les plus faibles, tu te doutes bien qui est visé en premier, les ouvriers évidemment, mais pas seulement.

Et bien c'est vrai que Julian Huxley, biologiste et eugéniste fut le premier président de l'Unesco et du WWF, Unesco auquel a participé Christian Eyschen (POI), j'emploie le passé car je crois que ce n'est plus le cas, je ne peux pas le vérifier. Attends ce n'est pas fini.

Parmi les eugénistes ou les fondations ou sociétés eugénistes créées au cours de la première moitié du XXe siècle qui trouvaient-elles ? Balfour, ex-ministre des Affaires Étrangères britannique qui en 1917 promettait de céder la Palestine aux sionistes dans une lettre adressée à Rothschild, elle est dans le site (vidéo), on trouve aussi Rockefeller, quelle coïncidence, à croire que le "*peuple*" juif était tellement supérieur aux autres... qu'ils ont entrepris de le liquider (Shoah) ainsi que les Palestiniens arabes ou musulmans, mais cela allait de soi, etc. L'eugénisme a inspiré Hitler et les nazis, mais aussi les sionistes qui étaient leurs complices.

J'ai également appris que le portrait de Ford, des usines Ford, trônait dans le bureau de Hitler, Ford était raciste et pro nazi. C'est la fondation Ford qui (notamment) finance chaque année la Forum social mondial auquel participe les altermondialistes dont le NPA. La fondation Ford, de la multinationale Ford, la même que dans les années 20, est une des entreprises privées qui contribue financièrement au fonctionnement de l'Unesco auquel participait le POI. Tu peux le vérifier sur Internet dans le portail de la fondation Ford ou de l'Unesco.

Qu'est-ce que cela signifie alors ? Et bien que tous ces gens-là ont quelque part des intérêts en commun. Et oui, dans le cas contraire leur collaboration serait impossible. Pense à ce que je t'ai écrit au début de ce courriel (j'indiquais que la plupart des gens

de certains portails que j'avais contactés ne m'avaient jamais répondu.) et tu auras compris. Le POI a créé un comité sur la laïcité au sein de l'Assemblée nationale auquel participe des élus du parti de Borloo, le Parti radical qui fait partie de l'UMP, le POI ne s'en cache même pas, je l'ai lu dans *La Raison*. Crois-tu que de véritables communistes ou bolcheviks auraient été acceptés par ces gens-là ? Bien sûr que non. Ils ont fait le ménage depuis pour montrer patte blanche. C'est parce qu'ils ont renié leur idéal et abandonné leur programme, le combat pour le socialiste que c'est possible.

Tu imagines un instant Marx ou Lénine embringué dans de telles histoires ? C'est marrant, à ma connaissance ils ont eu une existence beaucoup moins facile ou agréable que ces bureaucrates vendus, non, dis-moi si je me trompe. Et je n'ai même pas évoqué la franc-maçonnerie. Tu savais que 16 présidents américains au moins en avaient fait partie ? Un pur hasard sans doute. Prends leurs symboles le compas et l'équerre, ils forment un V et un V renversé, ferment les 2 V et tu auras la croix de Judée qui est l'emblème d'Israël, une simple coïncidence encore. Tu sais ce qu'on dit habituellement des coïncidences, à force de se répéter ce n'en est plus vraiment, cela correspond à une volonté ou des actes délibérés.

Une ou deux fois j'ai parlé d'un complot contre la classe ouvrière pour ne pas que les militants me tournent le dos je n'ai pas insisté, mais je le pensais vraiment. Tout ce qui viens d'être dit en constitue des preuves accablantes. Et on ne connaît que le millième de ce qu'ils ont fait, le millième. Cela me fout hors de moi, je me retiens tous les jours de ne pas exploser ou de tout laisser tomber, car je pense franchement que c'est foutu ou qu'on est vraiment très mal barrés, mais je me dis que je n'ai pas le droit de le penser et encore moins de le dire, on ne sait jamais, tu vois, je vais en arriver à croire aux miracles, c'est dingue comme histoire. Je préférerais mille fois me tromper, mille fois ou plus encore.

Quant aux intellectuels qui s'épanchent sur le Nouvel ordre mondial, ils ont leur entrée dans les médias, tu sais pourquoi ? Parce que comme à côté ils délirent complètement, cela discrédite complètement leur discours sur le Nouvel ordre mondial, les auditeurs en les écoutant se diront que cela aussi n'existe pas et la boucle est bouclée, ils sont manipulés et font le jeu de notre ennemi qu'ils croient combattre aussi (pas vraiment pour la même cause que nous), alors qu'ils se ridiculisent.

L'un annonce l'effondrement de l'euro pour la semaine suivante et le monde entier dans la foulée, un an, deux ans plus tard, l'euro est toujours là et rien ne s'est effondré, cela veut dire que l'euro est éternel et que l'effondrement du capitalisme était une blague et le tour est joué.

Un autre, Pierre Hillard, est docteur en science politique, bardé de diplômes, une super tête, il fait le procès de la "*dérive*" libérale du capitalisme, il dénonce à tort et à travers le Nouvel ordre mondial, puis il délire sur l'existence de Dieu, du coup tout son discours perd en crédibilité contre le capitalisme, résultat des courses : rien ne justifie la remise en cause du capitalisme et le Nouvel ordre mondial est une pure invention de ce mégalomane. Et ainsi de suite.

Un autre dénonce le sionisme et dit des choses très vraies, mais ensuite il explique que c'est l'islam qui va sauver le monde, du coup tout ce qu'il a dit sur le sionisme devient douteux et le tour est joué.

Mais un mec comme moi qui tiens le même discours sur le système capitaliste, sur le Nouvel ordre mondial dont 99,99% de la population ignore tout, sur le sionisme, etc. il y en a pas sur Internet ou qui passe à la télé, pire aucun parti ne tient ce discours. J'ai oublié plus haut de te dire que le premier président du WWF était aussi membre du groupe Bilderberg, ainsi que la reine des Pays-Bas et celle d'Angleterre, encore une coïncidence ! Oui, cela signifie que toutes les organisations écologiques internationales sont gangrenées par la pire pourriture du monde. Fin

Plus tard j'ai rédigé cet épilogue.

Chers lecteurs et camarades, si j'ai un conseil à vous donner, chaque fois que vous entendez parler d'une association, d'une Ong, etc. renseignez-vous sur le Net, sur Wikipédia on peut obtenir un tas d'informations ou dans des vidéos que malheureusement je ne peux pas télécharger à cause de ma connexion trop lente. Il faut recouper les informations, les comparer attentivement, faire des recherches, c'est fastidieux et ingrat je sais, sinon on court le risque d'être manipulé et de servir des intérêts contraires aux nôtres.

Moi de mon côté je fais ce que je peux, je le répète encore une fois, je ne suis affilié à absolument aucune organisation ou association, aucun parti, je ne suis même pas abonné à un journal, un magazine ou quoi que ce soit, je n'ai pas d'appareil ou de boutique à défendre, rien à vendre, aucun intérêt personnel ou individuel dans cette histoire, je suis totalement indépendant autant qu'il est possible de l'être dans ces conditions.

A la fin de mon courriel à ce camarade j'ajoutais ces quelques lignes.

Je pense que tu auras compris qu'il n'y a pas une personne, à ma connaissance, qui défend nos intérêts ou parle en notre nom et qui ne soit pas par ailleurs corrompue d'une manière ou d'une autre (ne serait-ce que sur le plan idéologique, inconsciemment ou non). Triste, dramatique constat en vérité.

Tu vois, ce monsieur Aaron Russo, c'était un grand bourgeois, il s'est fait racketter de 600 ou 800.000 dollars par le fisc

américain, cela veut dire qu'il possédait des dizaines de millions de dollars ou plus encore, une vraie fortune, son témoignage vaut de l'or, et bien ce type qui est mort depuis (2007), il valait mieux que tous nos dirigeants réunis.

Quand on lui a dit que c'était un homme "bon", il a répondu non, qu'il avait tout simplement une "conscience", et que c'était parce qu'il avait une conscience qu'il nous a livré ce que Nike Rockefeller lui avait avoué, au risque de sa vie ; est-il mort de mort naturel suite à son cancer 6 mois plus tard, nul ne le sait et ne le saura jamais. J'aurais préféré que ce soit un dirigeant du mouvement ouvrier qui fasse preuve de ce courage, qui ait cette conscience, à croire qu'ils n'en ont plus. Fin

Qui a fait preuve de courage lors du passage en France du Premier ministre israélien allié dorénavant à l'extrême droite (dans le même parti) en disant la vérité sur le sionisme fer de lance de l'antisémitisme ? Qui ? Gluckstein, Besancenot, Artaud, Laurent, Mélenchon ? Pas un, pas un. Après vous avez le droit de les caractériser comme bon vous semblera, ils en porteront la responsabilité, comme ils portent la responsabilité de la situation sociale et politique actuelle...

As-tu lu le dernier IO ou tout du moins l'as-tu parcouru en diagonal ?

L'article sur la Ve République et le bonapartisme tombe encore à côté de la plaque. Depuis Maastricht, l'Etat n'est plus qu'un relais de l'UE, bien que l'Etat existe toujours attention, mais ce n'est pas ce qui le caractérise ou ce qui est l'essentiel maintenant, mais à quoi il sert au juste. C'est marrant, cela aurait dû leur sauter aux yeux, eux qui n'ont que l'UE à la bouche, eh ben non, ils sont passés à côté une fois de plus !

L'Etat se situe au-dessus des classes, bien, tout en représentant les intérêts de la classe dominante à ma connaissance, et après, dans les circonstances présentes cela signifie quoi sinon ce que je viens de relever et qu'ils ont justement oublié de mentionner. Tu sais pourquoi ? Parce qu'ils sont figés dans leur définition à la con, l'Etat est d'une certaine manière plus que jamais au-dessus des classes, il est carrément déconnecté des rapports entre les classes en France (c'est la même chose dans tous les pays de l'UE remarque bien) il n'est plus que la caisse d'enregistrement de la politique dictée à Bruxelles et... Berlin, ce qu'on peut observer lorsque le gouvernement s'engage à mettre en œuvre une politique pour aussitôt (pour ne pas dire la veille !) s'apercevoir qu'il n'en a pas les moyens politiques d'où les couacs à répétition.

En me relisant ce matin, j'ajouterais bien que ce qui définit le mieux l'UE, c'est son caractère bonapartiste, son côté bureaucratique, dictatorial, militaro-financier, impérialiste quoi, non ?

Autre chose très vite plus personnelle.

Mon épouse que je n'ai pas vue depuis 5 mois arrivera mercredi sur les coups de 5 heures du matin, j'ai donc du boulot chez moi et des courses à faire, la maison doit être "paca" comme on dit en tamoul, impeccable, déjà qu'elle a tendance à se laisser aller, alors si je donne le mauvais exemple, c'est foutu ! Comme avec un gosse, ne vous marrez pas, c'est un peu galère et je vais devoir redoubler de patience...

Bonne semaine à tous, bon courage et gardez le moral, c'est difficile parfois, c'est certain, mais il faut tenir, ne pas se laisser distraire, ne pas verser dans le gauchisme, l'individualisme en somme, ne pas mépriser les ignorants, nous le sommes tous un peu ou beaucoup ou nous l'avons été on n'a pas le droit de l'oublier, apprenons à la source du marxisme, c'est la meilleure école avec la vie, pour être souple et ferme sur nos principes, leur application, faire preuve de mesure, éviter le laisser aller en toutes choses, c'est le pire comportement qui soit, posons-nous des questions encore et encore, soyons digne des idées que nous défendons, de notre idéal, le socialisme, le communisme, la liberté.

Hollande en famille.

Après son entretien de deux heures avec le roi Abdallah, le président français s'est félicité d'une grande convergence de vue avec le roi sur le dossier syrien et libanais.

"Avec le roi Abdallah, nous avons mis en garde tous ceux qui aimeraient déstabiliser le pays", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, mettant aussi en exergue les positions très proches des deux pays sur le nucléaire iranien.

"Je ne suis pas venu signer je ne sais quel contrat", a ajouté le chef de l'Etat français, pour qui "c'est une relation personnelle et de confiance qui devait être établie".

Des observateurs estiment que le partenariat entre les deux pays s'est dégradé sous la présidence de Nicolas Sarkozy au profit d'une "lune de miel" avec le Qatar, une vision qui agace des diplomates français.

"Le Qatar est à l'Arabie saoudite ce que Monaco est à la France", explique l'un d'eux pour signifier en quoi les relations avec l'émirat ne peuvent se substituer au partenariat avec l'Arabie saoudite, un pays environ 200 fois plus grand et 15 fois plus peuplé.

Membre du G20, l'Arabie saoudite et ses 27 millions d'habitants est le premier fournisseur de pétrole de la France et représente des opportunités supérieures au Qatar en termes de contrats. [lemonde.fr 04.11](#)

Exceptionnellement, j'ai regardé les infos en bref sur TV5Monde Asie sur les coups de 23h, après avoir regardé un vieux film de Renay avec Lino Ventura, Un papillon posé sur l'épaule. J'ai observé attentivement de quelle manière Hollande a salué le monarque d'Arabie saoudite, à deux reprises il a courbé la tête de bas en haut en guise de soumission devant son interlocuteur, quelle misérable vermine !

Il est comme son prédécesseur, il n'a décidément aucune dignité. Dans mon entourage ouvrier que j'affectionne particulièrement pour sa sincérité, on dirait volontiers histoire de se lâcher un peu, que c'est une merde ce type-là ! On aurait presque honte pour lui ou à sa place, on laissera cela à ceux qui ont appelé à votre pour lui, nous, on ne peut pas puisqu'on ne se reconnaît pas en lui.

[L'islam, comme toutes les religions, est incompatible avec une religion mondiale ou universelle : l'argent.](#)

- L'Arabie Saoudite détruit des vestiges de l'Islam... dans l'indifférence - Slate.fr

Un article du Telegraph explique que l'Arabie Saoudite est en train de détruire dans les deux plus grandes villes saintes de l'Islam, La Mecque et Médine, des vestiges d'une valeur historique inestimable dans l'indifférence la plus totale... notamment du monde musulman.

A Médine, un article de The Independent révèle un plan mégalomane consistant à raser trois mosquées du 7ème siècle.

La grande exposition au British Museum de Londres sur le pèlerinage à La Mecque qui s'est tenue de janvier à avril 2012 ne faisait aucune mention des travaux et des projets immobiliers. [Slate.fr 04.11](#)

Normal, l'Arabie Saoudite fait partie du G20, le gouvernement mondial des banquiers internationaux qui ne sont ni juifs, ni musulmans, ni chrétiens, ni athées mais seulement banquiers, monarques (absolus) de leur état.

Pour eux, la religion sert de couverture idéologique pour maintenir la population dans la servitude de l'ignorance et éventuellement pour dresser les croyants aux différentes religions les uns contre les autres ainsi que les incroyants, tandis qu'ils renforcent leur pouvoir sur la population.

[De ces "artistes" \(et intellectuels\) dégénérés ou psychopathes soutenus par l'Etat, à son image.](#)

- Un "lancer de chats" de l'artiste Jan Fabre émeut les Belges - LePoint.fr

Le plasticien flamand Jan Fabre, adepte de la provocation, est au coeur d'une polémique à la suite d'une performance montrant un "lancer de chats" devant l'hôtel de ville d'Anvers (au nord de la Belgique), qui lui a valu d'être physiquement agressé. C'est la vidéo d'une performance de l'artiste dans laquelle on voit plusieurs personnes en train de lancer des chats en l'air, dont certains retombent lourdement sur les marches de l'hôtel de ville, qui a suscité la polémique, rapportent vendredi des médias belges.

Internationalement reconnu, l'artiste a fait de la provocation son fonds de commerce. Il a déjà créé une performance montrant un concours de masturbation. Il avait acquis une certaine notoriété en France en 2005, au Festival d'Avignon, avec des pièces évoquant le sang et l'urine. Il a depuis été "artiste invité" au Louvre. Il expose actuellement une série d'autoportraits intégrés dans les salles de sculpture classique du musée des Beaux-Arts de Bruxelles. [LePoint.fr 04.11](#)

Une des ex-collègues de mon ex-épouse avait l'habitude de dire que G. Bush avait dû être fini à la pisse, apparemment il n'est pas le seul dans ce cas-là....

Et dire que ce genre d'intellectuel minable a ses entrées au Louvre à Paris ou au musée des Beaux-Arts de Bruxelles, cela en dit long sur le degré de décomposition de leur société et les représentants du capitalisme.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Le Qatar ou le quartier général de la contre-révolution arabe et de la décolonisation.](#)

- L'opposition syrienne réunie à Doha pour s'élargir et s'unir - Reuters

[Un aveu : compétitivité = douleur pour les travailleurs... et douceurs pour les patrons.](#)

- Maillon faible de l'Europe ? La France prise en étau entre les pays du sud qui regagnent leur compétitivité dans la douleur et ceux du nord qui ne l'ont jamais perdue. - Atlantico.fr

Compétitivité = fatalité = consensus droite/gauche

- Pourquoi les solutions au problème de la compétitivité dépassent le clivage droite/gauche - Atlantico.fr

Mais pourquoi, pourquoi enfin ? Mais parce que le capitalisme est indépassable voyons !

[Un paradis fiscal en Europe gravé dans le marbre.](#)

- Le secret bancaire dans la Constitution suisse ? - LePoint.fr

Et pendant ce temps-là, les représentants du G20 expliquent au monde entier qu'ils déploient des efforts gigantesques de chaque instant pour "*réformer*", mieux "*contrôler*", "*encadrer*" les marchés financiers, lutter contre la spéculation, contre l'évasion fiscale, patati patata...

[Le feu qui couve vent devant... ou plutôt derrière.](#)

- L'Eglise catholique enflamme le débat sur le mariage homosexuel - AFP

Il est vrai que selon la Genèse Eve serait sortie du corps d'Adam, mais on ne nous a pas dit par où...

[Créer en permanence de nouveaux besoins pour faies marcher la machine capitaliste...](#)

- Samsung a vendu 30 millions de Galaxy S3, rival de l'iPhone - AFP

Le géant sud-coréen de l'électronique Samsung Electronics a indiqué dimanche avoir vendu plus de 30 millions de son dernier modèle de téléphone multifonctions, le Galaxy S3 (ou Galaxy S III), rival de l'iPhone d'Apple, depuis son lancement fin mai. AFP 04.11

[Histoire belge. Une fois n'est pas coutume.](#)

- Belgique: arrêté avec 4 kg de cocaïne à l'aéroport, relaxé faute d'interprète - AFP

A Pondichéry j'ai eu l'occasion de croiser plusieurs Belges, j'ai apprécié leur sens de l'humour et de la dérision particulièrement répandu chez eux. Chez les Indiens aussi quand on les connaît bien. A côté les Français en manquent particulièrement et sont à mourir d'ennui, ils se prennent très au sérieux, et puis ils sont supérieurs aux autres, bref, tout ce qu'on apprécie chez un individu !

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Portugal

Le Portugal demande l'aide du FMI pour réduire ses dépenses

Le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement portugais ont engagé des discussions afin d'identifier de nouvelles coupes budgétaires capables de contribuer à résorber le déficit, a déclaré le gouvernement à l'agence de presse Lusa.

Les créanciers internationaux du Portugal, Union européenne et FMI doivent démarrer fin novembre le sixième examen du plan d'aide de 78 milliards d'euros octroyé à Lisbonne.

Le gouvernement a sollicité un soutien technique du FMI avant ce nouvel examen afin de trouver le moyen de réduire ses

dépenses publiques de 4 milliards d'euros.

"Le gouvernement a pris l'initiative de demander le soutien et les connaissances techniques du FMI et de la Banque mondiale sur ce problème (...)", a déclaré jeudi le ministère des Finances cité par l'agence de presse Lusa. Reuters 02.11

2- Grèce.

Grèce: l'exécutif ressort la menace de la drachme avant des votes cruciaux.

Le Premier ministre grec Antonis Samaras et son allié socialiste Evángelos Vénizélos ont de nouveau brandi dimanche la menace d'une sortie de l'euro si le parlement ne vote pas la semaine prochaine le train de rigueur réclamé par l'UE et le FMI. AFP 04.11

[Haut de page ↗](#)

Le 6 novembre

CAUSERIE

Je dois stopper net l'actualisation du site car j'ai un gros emmerde sur les bras : le vol de mon épouse prévu de ce matin a été annulé au dernier moment sans la prévenir évidemment, je cherche à savoir ce qui s'est passé et la suite du programme.

Au mois d'octobre le site a reçu 4040 visites et vous avez téléchargé 3767 fichiers, c'est le record ! Bravo à vous !

J'ai mis en ligne quelques causeries des derniers jours après correction de quelques fautes, on écrit obnubilé comme obsédé et non omnubilé, et j'en veux pour connexion au lieu de connexion. Parfois j'oublie des lettres parce que je ne les vois pas.

Si je prenais le temps de faire ce boulot en faisant preuve de plus de rigueur et posément, en m'accordant des pauses toutes les heures, etc. si je travaillais au même rythme qu'un Suisse par exemple, un rythme normal quoi, il me faudrait trois heures de plus au moins par jour, mais bon on n'a pas encore inventé la journée de 27 heures, même l'UE n'y est pas arrivée, la semaine de travail 68 heures ils savent faire par contre, sur le papier pour le moment... D'accord, mais pas pour un patron, et pas sous un régime capitaliste !

Qui a dit ?

- "*La libre union des nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des Républiques socialistes contre les États arriérés.*"

Réponse : V.I. Lénine (Editions sociales, 1960, Tome 21 (août 1914-décembre 1915) des Oeuvres, p 351-355.

Ce qui implique au départ des "*Républiques socialistes*", que le prolétariat ait pris le pouvoir, renversé l'ordre établi au profit d'un Etat ouvrier, commencé à s'attaquer aux fondements du capitalisme, qu'il ait exproprié les principaux capitalistes du pays, etc. et non des "*nations libres*" (POI) demeurées sous le carcan du capitalisme, un discours que de Gaulle aurait pu reprendre à son compte, totalement inacceptable pour nous, seuls les Etats-Unis socialistes d'Europe ou une fédération des Républiques sociales d'Europe constitue une alternative à l'UE.

A propos du rapport Gallois

C'est la solution de la "*dernière chance*", il n'en existe pas d'autres, voilà comment le rapport Gallois est présenté aux travailleurs.

Faire baisser le coût du travail, cela signifie faire baisser le niveau de vie des travailleurs, des ouvriers mais aussi des classes moyennes.

Les cotisations sociales dites ouvrières ou patronales sont en réalité du salaire différé dans la mesure où elles servent à financer les organismes sociaux qui profitent aux travailleurs. C'est une partie de la plus-value produite au cours du procès de production par l'intervention de la force de travail sur le capital mis en oeuvre pour faire bref.

Dès lors que dans le rapport entre le capital variable (salaire) et le capital constant, la part qui revient au capital variable diminue,

le taux de profit diminue, donc sous cet angle diminuer le coût du travail ne peut sauver (durablement) le capitalisme ou constituer un moyen de sortir de la crise dans laquelle il est plongé.

Rappelons au passage que la concentration du capital est le pendant de la diminution du taux de profit, dans la mesure où le secteur industriel ou marchand est de moins en moins rentable en terme de profit, le capital accumulé va s'accroître sans être réinjecté ce secteur et se tournera de préférence vers des secteurs économiques plus profitables, les marchés financiers et la spéculation.

L'augmentation de la TVA frappera en premier lieu la classe ouvrière, mais surtout les classes ou couches qui consomment le plus parce qu'elles ont des revenus supérieurs à la moyenne, la petite-bourgeoisie ou les classes moyennes, les couches supérieures du prolétariat.

La question qui est posée à tous les travailleurs et militants est celle-ci : le capitalisme permet-il à chacun de pouvoir satisfaire ses besoins et ses aspirations élémentaires ou reconnus universellement comme légitimes dans des conditions décentes ?

Si la réponse est oui, on pourrait concevoir que ce système économique continue d'exister, si la réponse est non, il doit disparaître. Entre nous, il n'a jamais rempli ces conditions.

Qu'est-ce que recouvre le vocable de la compétitivité ? Avec qui ? Qui est en compétition avec qui ? Contre qui ? Pour le compte de qui ? Au détriment de qui ou quoi ?

Il appartient au discours patronal que le gouvernement a repris à son compte témoignant ainsi si nécessaire de sa véritable nature.

Il s'agit de la compétitivité auxquelles sont soumises toutes les entreprises capitalistes dans le monde qui se livrent à un apère combat sur le terrain de la concurrence pour conserver, acquérir ou conquérir des parts de marché sur tous les continents.

Depuis trois décennies la division du travail s'est amplifiée en Europe et à l'échelle mondiale, disparition de l'URSS et ses satellites, réintroduction du capitalisme à marche forcée en Chine, le tout couronné par l'intégration de pratiquement tous les pays à l'OMC, et aboutissant à la mise en concurrence des travailleurs du monde entier, dans de très larges secteurs de l'économie, donc conduisant irrémédiablement en Europe les entreprises les moins compétitives à licencier massivement, délocaliser leurs unités de production ou carrément disparaître.

Bien entendu, les entreprises ne bénéficient pas des mêmes conditions économiques et sociales ou encore politiques, selon les pays ou les entreprises sont installées certaines sont avantagées par rapports aux autres.

Les entreprises installées dans des pays où le coût de la main d'oeuvre est bon marché, la législation du travail pratiquement inexistante ou particulièrement favorable au capital, les syndicats faibles, corrompus ou interdits, idem pour les partis ouvriers, où l'impôt sur les bénéfices est faible ou insignifiant, etc. les entreprises installées dans ces pays seront forcément les plus compétitives en terme de plus-value ou profit dégagé au cours du procès de production.

Pour rivaliser avec elles, les entreprises situées dans d'autres pays où les conditions sont moins favorables à l'exploitation des travailleurs, doivent pouvoir adopter une politique qui conduit à réduire les écarts qui existent entre elles dans les domaines évoqués au paragraphe précédent si elles veulent survivre.

En Europe, elles ne peuvent même pas prétendre profiter des nouveaux besoins que le marché a créé artificiellement dans le domaine de la communication par exemple ou des énergies renouvelables et liés aux nouvelles technologies, car ils font déjà l'objectif d'une production massive à un coût imbattable en Asie. Elles commencent même à être concurrencées dans des secteurs comme l'aéronautique, le train à grande vitesse ou le nucléaire par la Chine, le Brésil et la Corée du Sud.

Comme je l'écrivais en 2005, d'ici quelques décennies, il ne restera plus rien à la France à vendre au reste du monde en échange de ses importations, sa balance commerciale deviendra de plus en plus déficitaire, elle devra réduire sa consommation pour réduire ses importations, la population devenant de plus en plus pauvre et la masse des pauvres augmentant sans cesse, ce pays sera finalement ravalé au niveau d'un pays du tiers-monde, ce processus est en cours et s'accélère sur fond de crise rampante du capitalisme mondial. On en est pratiquement qu'au début, ce qu'apparemment personne ne semble comprendre ou ne veut admettre.

De deux choses l'une :

- soit le mouvement ouvrier lie résolument son combat pour maintenir au niveau actuel le niveau de vie des travailleurs ou l'améliorer dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et l'opportunité se présentera de franchir des pas significatifs dans cette direction et finalement de vaincre le capitalisme.

Cela implique l'unité des travailleurs des secteurs privée et public, l'unité sur le plan syndical et politique tendant vers le même objectif, ce qui n'a rien d'extraordinaire ou d'impossible, ne remet pas en cause leur indépendance réciproque puisque l'émancipation du salariat figure au programme des syndicats et des partis ouvriers se réclamant du socialisme (cela ne concerne pas le PS et ses satellites qui ne sont pas des partis ouvriers).

Cela implique évidemment la rupture des syndicats et des partis ouvriers avec les institutions, le gouvernement et le patronat, le rejet définitif du "*dialogue social*" sous ses différents masques, la sortie de la CES, de la CSI et de l'OIT notamment liés au capital, à l'UE ou à l'ONU avec lesquels aucune relation n'est possible.

- soit il continuera de s'y refuser obstinément et le tableau que j'ai brossé à grands traits au-dessus se réalisera, renvoyant le combat pour le socialisme et le socialisme lui-même aux calendes grecques. Dans ces conditions, la collaboration de classes s'amplifierait toujours davantage pour finalement coïncider avec le corporatisme qui est l'antithèse de la lutte des classes, les travailleurs étant rendus à l'état de masse taillable et corvéable à merci, d'esclaves dans une société de type néo-féodal, dictatoriale.

Pourquoi Hollande a-t-il abandonné le "**choc**", puis la "**trajectoire**", pour finalement adopter le "**pacte**" de compétitivité ?

- Louis Gallois souhaite promouvoir une démocratie sociale «à l'allemande» : apaisée, consensuelle, cogérée par les partenaires sociaux. L'ex-grand patron en appelle à un «*pacte social entre tous les partenaires*». Au diapason de Jean-Marc Ayrault, adepte de la négociation tous azimuts. Son rapport propose ainsi d'introduire des représentants du personnel dans les conseils d'administration des entreprises de plus de 5000 salariés, ou d'autoriser que les comités d'entreprise puissent être présidés par un représentant de ces derniers. libération.fr 05.11

Nous sommes évidemment farouchement opposés à la présence de représentants du personnel dans les conseils d'administration des entreprises, comme c'est d'ailleurs le cas de bureaucrates syndicaux dans les entreprises publiques où ils sont grassement rémunérés pour occuper cette fonction, le cas des permanents syndicaux au sein des organismes sociaux est du même type, que l'on retrouve également à la direction de partis ouvriers soit dit au passage, si vous cherchiez un élément à la base de la corruption des syndicats en voilà un, entre nous, ce n'est pas cela qui manque.

Gallois et le patronat comptent donc sur les syndicats jaunes (CFDT, CFTC, UNSA), les syndicats de cadres (CGC) liés au capital pour entraîner les autres (CGT, FO, SUD) à leur suite.

Ce qui va se passer vraisemblablement, le schéma habituel : ils vont se partager les rôles et le tour sera joué. Ceux qui refuseront de collaborer avec le gouvernement et le patronat feront tout pour diviser les travailleurs et refuseront de les organiser dans la perspective d'une mobilisation générale, de la grève générale qui pourrait devenir insurrectionnelle et porter un coup fatal au régime, perspective qu'ils honnissent tous en vérité.

Quel parti va mener le combat politique et organiser les travailleurs dans cette perspective politique, abattre le capitalisme et les institutions qui lui servent de couverture juridique et de légitimité, pour un véritable gouvernement ouvrier, une République sociale ?

Le chroniqueur du Monde et un des fondateurs de Slate.fr, Eric Leboucher, apporte quelques précisions intéressantes.

- La grande difficulté du gouvernement de gauche peut être résumée en termes simples: il doit mener une politique de droite. Du moins une politique que la gauche a toujours considérée comme de droite: la rigueur des comptes publics d'abord et maintenant la «compétitivité».

(mais que la "*gauche*" a toujours soutenu d'une manière ou d'une autre. - Ndlr)

En termes plus économiques, il doit renoncer à son keynésianisme atavique et il doit se convertir à mener une politique de l'offre, favorable aux entreprises. C'est aux yeux de la gauche française un double renoncement.

Le diagnostic porté par l'ancien patron de la Snecma, de la SNCF et d'EADS est direct: la racine du mal, ce sont les marges insuffisantes.

(Entendez salaires et avantages sociaux financés par les cotisations sociales (salaire différé) qui sont trop élevés. - Ndlr)

Surveillée par les marchés financiers, la France n'a pas le choix que d'aller vers l'austérité. Le gouvernement y va. Il n'y va encore qu'insuffisamment puisqu'il maintient un objectif de croissance artificiellement élevé pour s'éviter de franches coupes dans les crédits des ministères, des régions et de la sécu.

(Il agit à juste titre la menace des marchés financiers qui ne vont plus tarder à se manifester bruyamment et violemment, cela ne fait aucun doute.

Le PS va se retrouver d'autre plus en mauvaise posture et acculé qu'il y a des élections municipales (et européennes) en 2014. Plus il attendra pour tailler à la hache dans les budgets sociaux et ceux des régions, plus il va prendre le risque de prendre cette décision à une date rapprochée de ces élections. S'il les perd, du même coup lors des prochaines élections sénatoriales il perdra sa majorité.

Quelque part, paradoxalement cela pourrait l'arranger.

Quand Chirac a dissous l'Assemblée nationale en 1997, il disposait bien d'une majorité au Parlement, mais pas dans le pays pour conduire à bien sa politique de privatisation et d'austérité, avec une majorité dite de gauche, il pouvait nommer un Premier ministre du PS et ainsi réaliser un consensus ou une union nationale au plus haut niveau de l'Etat, ce qui devait lui permettre de gouverner tranquillement, tandis que le gouvernement Jospin-Mélenchon-Voynet ferait le sale boulot à la place du RPR. Ajoutons, pour espérer être réélu lors de la prochaine élection présidentielle et c'est ce qui s'est produit, le PS ayant été sanctionné pour avoir appliqué le programme du RPR et Chirac royalement réélu avec 82% des voix. Vous avouerez que c'était bien joué.

Hollande a déjà fait passer le TSCG et le MES sur la base d'un consensus avec l'UMP, il ne reste plus qu'à trouver le moyen de récidiver sur le "*pacte de compétitivité*" et le tour sera joué. Comment va-t-il s'y prendre ? On le saura dans les semaines à venir. Va-t-il demander un vote de confiance à l'Assemblée nationale sur les propositions qu'il va adopter. L'UMP et l'UDI peuvent estimer qu'il est - Ndlr)

La première heure de vérité arrive maintenant avec le rapport Gallois. Le gouvernement peut craindre qu'une hausse de la CSG pénalise les ménages et brime leur consommation, le seul moteur de la croissance. Cette question est réelle. (slate.fr 05.11)

Quelques réactions.

- UMP : Jean-François Copé, a « *approuvé totalement* » les mesures préconisées par le rapport...

- MoDem : François Bayrou estime que le rapport Gallois sur était « *cohérent* » et méritait « *le soutien* »...

- UDI (Union démocrates et indépendants : pour le député François Sauvadet , « *la remise du rapport tant attendu sur la compétitivité de l'économie française met François Hollande au pied du mur : soit il suit les préconisations de Louis Gallois en baissant drastiquement les dépenses de l'Etat et le coût du travail, (...) soit il les rejette et il condamne notre économie à la récession* ».

- PS : Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, " *ce rapport préconise de nombreuses mesures auxquelles le gouvernement va prêter la plus grande attention.*"

- Medef : Laurence Parisot a estimé qu'il s'agissait d'une « *étape décisive vers un big bang économique salvateur* ». Le communiqué rappelle que la « *plupart des recommandations* » du rapport « *sont issues des réunions de travail entre Louis Gallois et les chefs d'entreprise* ».

"*Il s'agit désormais de savoir quand et comment ses propositions seront mises en oeuvre*", a-t-elle ajouté, estimant que ce "*chantier est vital pour l'économie de notre pays*". "*Le Medef y contribuera dans un esprit constructif.*"

- CGPME (confédération générale des petites et moyennes entreprises), le travail de Louis Gallois a été accueilli les bras ouverts.

- L'UPA, organisation patronale des artisans, a appelé dans un communiqué "*le gouvernement à engager dès 2013 la réforme du financement de la protection sociale*" en "*réduisant à la fois cotisations patronales et salariales*" et en "*les compensant notamment par une hausse de la CSG et par une augmentation limitée du taux normal de TVA*".

- CFTC, Joseph Thouvenel, vice-président : « *Quel que soit le choix fait pour booster les investissements, celui-ci ne doit pas tuer toute velléité de croissance et affaiblir encore plus le pouvoir d'achat des salariés* »

- CFE-CGC. Elle s'est dite "*satisfaite*". "*En mettant en oeuvre rapidement l'ensemble des mesures proposées par le rapport Gallois, le gouvernement fera oeuvre utile*"

- UNSA. Elle estime dans un communiqué que le "*transfert d'une partie significative des charges sociales vers la fiscalité ne pourrait se faire au détriment du pouvoir d'achat des salariés*". "*Sans être, par principe, hostile à ce transfert, il faut être vigilant sur ses conséquences et éviter tout choc aux effets incontrôlables*".

- FO : Jean-Claude Mailly « *il n'y pas de problème de coût de travail en France* ». Dans une interview au Parisien, le leader de FO rejette « *la logique d'un transfert massif des cotisations vers les Français* ». (source :publicsénat.fr et Lepoint.fr 05.11)

ACTUALITE EN TITRES

Une précaution inutile

- La gauche appelée à mener une (soi-disant) politique de droite - Slate.fr

La stratégie du "**choc**". Suite. (4)

- Rapport Gallois : « *Un choc de compétitivité* » de 30 milliards « *qui est un choc de confiance* » - Public Sénat

Cette formule contient un avertissement à peine voilé de l'oligarchie financière à l'adresse de Hollande en évoquant "*un choc de confiance*".

- Rapport Gallois : Copé « *approuve* », « *étape décisive* » pour le Medef, « *rapport de patron pour les patrons* », selon le NPA - Public Sénat

- Le rapport Gallois déjà enterré ? - LePoint.fr

- Le gouvernement ne retiendra pas la proposition Gallois sur les gaz de schiste - Liberation.fr

- Le manque de compétitivité, "*défi majeur*" de l'économie française, selon le FMI - LePoint.fr

- Compétitivité : électrochoc ou méthode douce ? Les experts sont partagés - LeMonde.fr -

Vite, vite !

- GM en retard sur Ford pour se restructurer en Europe - Reuters

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- Espagne

Le nombre de chômeurs a augmenté de 2,7% en Espagne en octobre

Le nombre de personnes sans emploi a augmenté de 2,7% en octobre comparé au mois dernier, selon les chiffres du ministère du Travail publiés lundi, ce qui représente 128.242 personnes supplémentaires, portant ainsi le nombre total de chômeurs à 4,8 millions de personnes en Espagne.

Les chiffres mensuels du chômage prennent en compte les Espagnols inscrits comme étant sans emploi, alors que le taux de chômage, qui a atteint le niveau record de 25% au troisième trimestre, est un sondage officiel qui est considéré comme étant un indicateur plus fiable du marché du travail. Reuters 05.11

Haut de page ↗

Le 7 novembre

CAUSERIE

Les articles de presse d'octobre avec un index sont en ligne au format pdf.

J'ai passé une bonne partie de l'après-midi d'hier sur Internet et au téléphone pour résoudre le problème d'avion de mon épouse, elle arrivera dans deux jours, deux jours de vacances en plus pour moi, je déconne, la pauvre femme, elle est épuisée et bien mal en point.

Au début la compagnie aérienne indienne Jet Airways a reporté la faute sur mon épouse, normal, elle aurait quitté l'aéroport trop rapidement. En réalité ce qui s'est passé, c'est qu'ils avaient bien annulé son vol qui était remplacé par un autre quatre heures plus tard, sauf qu'ils avaient tardé à émettre de nouveaux billets lorsque les voyageurs se sont pointés à l'aéroport personne n'était au courant de ce transfert de passager. Plus tard je les ai menacé de mettre cette histoire sur leur page Facebook et Twitter en faisant référence au patron d'une autre compagnie aérienne indienne (Kingfisher) qui est en prison depuis deux semaines... A la fin, ils m'ont donné du "*cher monsieur*" en s'excusant et en me proposant de choisir moi-même la date et qu'ils suivraient mes instructions... C'est dingue, pour avoir gain de cause, il faut s'emporter (ou feindre de s'emporter sans leur dire) et recourir systématiquement à des menaces !

Quelques petites histoires indiennes, pas vraiment pour changer de registre, hélas !

Je me suis fait arnaquer de 1.000 roupies (13 euros), j'ai tapé un scandale d'enfer en pleine rue dans le quartier le plus fréquenté de Pondichéry, vous imaginez l'attroupement, j'ai de la voix, j'ai failli faire partie des chœurs de l'Opéra de Paris, il y a fort longtemps certes, le mec n'a rien trouvé de mieux que de revenir avec un voyou qui m'a menacé de mort, chose qu'il ne fallait surtout pas faire, cela m'excite encore plus, il ignorait sans doute que je parlais un peu tamoul, et les mots que je connais n'étaient pas vraiment à son avantage, du coup il a pris la fuite, j'ai promis de revenir tous les matins, en fait quand j'irai faire des courses, cela me défoule, ces salopards escroquent tout le monde y compris plus pauvres qu'eux, avec moi il est très mal tombé.

L'autre jour, c'est un flic que j'ai failli me faire, j'avais contourné une place pour ne pas attendre en plein soleil et dans la pollution, ce que des centaines d'Indiens font tous les jours quand ils ne grillent pas les feux rouges sous les yeux des flics, en m'apercevant il a foncé sur la chaussée en tendant le bras, j'ai failli lui rouler sur les pieds, j'ai accéléré en faisant un écart pour l'éviter, après j'ai ralenti en lui disant qu'il était dingue et je suis parti sans attendre sa réponse.

Quand mon épouse s'est fait escroquer d'une somme assez conséquente, j'ai porté plainte contre le voleur, le commissaire qui l'avait reçue avant moi la veille m'a demandé de prouver qu'il nous avait bien volés, elle est bonne celle-là, je l'ai regardé en lui disant qu'ouï j'habitais avant j'avais porté plainte contre la police locale en cheville avec les voyous de mon village, histoire de lui faire comprendre que je considérais qu'il était pareil et je suis parti en lui disant que je réglerai moi-même le problème à ma manière puisqu'ils ne veulent pas faire le boulot, cette affaire est encore en cours, ici on se trimballe un tas d'emmerdes pendant des mois ou des années, c'est un pays vraiment pourri, ce qui vous attend demain en France assurément, comme aux Etats-Unis quoi.

Et moi qui déteste les problèmes, je cherche à les éviter au maximum car je sais ce qui m'attend après. En fait en Inde, et c'est triste d'en arriver à dire cela, d'autant plus que cela ne correspond pas du tout à ma mentalité, on se sent bien quand il ne se passe rien dans notre vie, quand on ne voit personne, quand on n'a pas besoin de sortir.

Je dois retourner chez la dentiste, je crois que la dernière fois elle m'a pris pour un demeuré, j'avais senti que j'avais un trou dans une dent, elle m'a dit que ce n'était rien, deux semaines plus tard j'avais une nouvelle fois une douleur à cette dent-là. Pourquoi agit-elle ainsi ? Pour que ma dent pourrisse et qu'elle me la devitalise, au lieu de payer 100 ou 200 roupies, cela va me coûter 3.000 roupies, vous avez pigé le truc ? C'est dégueulasse. On vit dans un monde épouvantable.

Je dois faire changer les plaquettes de frein à l'avant de la moto et le pneu arrière qui est complètement lisse, j'attends, les semaines, les mois passent, pourquoi, parce que cela me fait chier de savoir que je vais encore me faire voler, ce n'est pas pour le fric mais pour le principe, parce qu'on est impuissant face à ce genre de choses, c'est général, oui on a le droit de généraliser, c'est même fortement conseillé d'en avoir conscience quand on vit ici.

L'autre jour le jardinier de mon propriétaire vient couper l'herbe à ma demande, je n'avais pas le temps de le faire moi-même à cause du site, j'avais encore aperçu deux serpents, donc il y avait urgence pour mon chien. Le soir du premier jour je n'avais pas de monnaie, je lui ai donc payé deux jours de travail. Le lendemain évidemment il n'est pas venu, il est réapparu cinq jours plus tard, à la mi-journée il avait terminé, avant de partir il m'a dit qu'il reviendrait avec la tondeuse pour finir le boulot, je ne l'ai jamais revu.

Mon beau-frère m'apporte du kérosène, je n'ai pas de monnaie, tant pis "uncle", la prochaine fois je t'apporterai 5 litres. Depuis je l'ai revu mais je n'ai pas vu la couleur des 5 litres de kérosène ! Le distributeur de gaz est situé près de chez lui, à une dizaine de kilomètres de chez moi, la journée il stationne sa voiture, plutôt la mienne, bon, passons, à moins de 2 kilomètres de chez moi, je lui demande donc de passer prendre la bouteille vide et je lui remets 500 roupies, la recharge vaut 360 roupies. Il m'a bien amené la bouteille deux jours plus tard, mais j'attends toujours la monnaie, c'est comme si j'avais payé ma bouteille de gaz 50% plus cher.

Il paraît que c'est normal. Cela fait des mois qu'il ne me verse plus une roupie pour la voiture que je lui ai achetée, il devait me rembourser pendant six ans, il a arrêté au bout de trois mois ! Je ne connais pas une seule personne qui ne soit pas ainsi ici, pas une au bout de 18 ans passés en Inde. Vous comprenez pourquoi parfois je suis excédé ou je n'en peux plus.

En Inde, ce qui se passe, c'est que lorsque vous connaissez les gens depuis longtemps, c'est comme si cela leur donnait un droit sur vous, celui de vous escroquer par exemple, c'est le cas avec mon histoire à 1.000 roupies, je connais ce type depuis 16 ans. Alors imaginez ce qu'il en est avec la famille de mon épouse, c'est pire encore, ils ont fini par considérer que mon compte en banque était aussi le leur, du coup j'ai pris mes distances, je ne pouvais pas faire autrement, c'était une question de survie. Ils agissent de même entre eux, dans leur propre famille, même à l'intérieur des couples, du coup tous les rapports sont vraiment pourris, horribles. Pour moi qui est pour idéal le communisme et le bien-être ou le bonheur de l'humanité, cela me rend malade, je peux me rendre compte à quel point on en est éloigné, heureusement qu'on a la lutte de classe pour rattraper le coup, sinon, et bien sinon on détesterait la terre entière ou on pourrait finir par être pourri aussi, on pourrait pour éviter de le devenir décider d'abréger violemment cette souffrance en se disant que la suite ne vaut vraiment pas la peine d'être vécu, mais notre conscience nous l'interdit, ce ne serait pas digne de notre idéal.

En écrivant des idées me viennent spontanément à l'esprit, que je n'ai pas forcément encore explorées ou étudiées. C'est pour moi un moment de détente intellectuelle d'écrire de la sorte. J'étais en train de me dire qu'on passe une partie de notre temps à nous justifier, ce que font aussi les gens fort malhonnêtes ou à l'esprit plutôt tordu pour embobiner leur auditoire, alors que dans mon cas ce serait plutôt pour convaincre que je ne leur ressemble pas, et le comble, c'est que plus on fait d'efforts pour prouver notre honnêteté, plus on passe pour quelqu'un de suspect ou qui aurait quelque chose à cacher, dans mon cas je me demande bien quoi, même pas ma propre ignorance puisque je passe une partie de mon temps à la débusquer là où elle va se nicher, je la traque littéralement.

Mais je crois avoir remarqué un truc qui marche assez bien, c'est d'adopter une attitude inverse, ne jamais se justifier, du coup on vous croit sur parole, si vous paraissez si sûr de vous, c'est que forcément vous savez de quoi vous parlez pour qu'on vous fasse confiance les yeux fermés et le tour est joué. Si en plus vous avez un statut social ou une fonction particulière qui s'y prête, alors là pour un peu vous n'avez pour ainsi dire même plus besoin d'ouvrir la bouche pour que des gens ou des militants manifestent leur accord avec vous. Du coup je comprends que ma démarche n'inspire pas la sympathie, j'ai le traitement que je mérite. Soit, je n'en changerai pas, je dirais même plus, raison de plus pour ne pas en changer, car ce n'est pas pour moi l'essentiel, mais faire avancer nos idées, le reste importe peu même si c'est parfois un peu difficile à vivre.

Quand on vit pour soi, on attend que quelque chose nous revienne des autres, mais quand on vit uniquement pour les autres, on n'attend rien pour soi des autres. Tout au plus, ce qu'on attend des autres, c'est qu'ils pensent aux autres au lieu de ne penser qu'à eux, sans m'inclure dans le lot car à un certain degré de conscience, on n'a plus besoin de cela pour vivre, on trouve notre bonheur ailleurs, dans le bonheur des autres quand il est tourné vers l'extérieur justement. Voilà qu'on philosophe !

La misère intellectuelle et la décadence morale de notre époque ont un aspect effrayant, j'espère sincèrement en être l'antithèse avec mes défauts ou mes faiblesses, j'assume. Il y a un tas de sujets que je n'ai jamais étudiés ou mon ignorance est presque totale, c'est inévitable, ce n'est pas donné à tout le monde d'avoir un savoir encyclopédique. J'ai passé plus de trente ans à lire et étudier un tas de domaines pour en arriver à ce constat qui ne me choque pas.

Par contre ce que je supporte pas, c'est d'avoir acquis des connaissances fausses ou erronées et de n'avoir jamais eu l'idée de me questionner à leur propos. Normal, puisqu'elles paraissaient si vraies et faisaient l'unanimité. Je le sais, mais j'ignorais jusqu'où cela pouvait aller. On est parfois d'une naïveté incroyable. Un constat qu'on peut tempérer en se disant que la vérité est si bien enfouie qu'il est pratiquement impossible de tomber dessus, sauf fortuitement ou par hasard.

On n'est pas porté naturellement à penser qu'on nous cacherait quelque chose, je parle pour moi. L'idée qu'on comploterait quelque chose dans mon dos est quelque chose à laquelle je n'avais jamais vraiment pensé. Maintenant force est de constater que cela existe bel et bien, puisque j'ai réuni suffisamment d'éléments pour le prouver. Dans une vidéo, un intervenant expliquait à juste titre à propos du Nouvel ordre mondial, qu'à la base il n'y avait pas à proprement parler de conspiration, mais que c'était la manière de le mettre en oeuvre en se réunissant secrètement ou en n'informant pas la population de leurs délibérations ou décisions qui constituait une conspiration, car n'en connaissant pas la teneur il devenait difficile ou impossible d'en comprendre la nature et de les combattre par la suite.

Par contre, j'ignore encore jusqu'à quelle profondeur cette machination est ancrée dans la société, quels en sont tous les acteurs, conscients et plus ou moins conscients, parmi ces derniers, qui savent qu'ils sont manipulés sans y trouver à redire parce qu'ils en tirent profit ou par lâcheté. C'est manifestement le cas de la franc-maçonnerie, car lorsqu'on nous dit qu'elle poursuivrait un but humaniste ou qu'elle serait animée par des intentions humanistes, constatant que Hollande et les principaux ministres en font partie tout en se pliant au diktat de la troïka ou de l'oligarchie financière, on est en droit d'en douter, on est bien obligé de se dire que l'image qu'ils veulent donner d'eux-mêmes est truquée, fausse, que les apparences sont trompeuses et qu'ils cachent leurs véritables intentions qui éclatent malgré tout aujourd'hui au grand jour. En m'épandant de la sorte sur moi-même dans cette causerie, je suis également l'exacte antithèse de la franc-maçonnerie qui se veut secrète et mystérieuse, de la même manière que les plus puissants de ce monde du groupe Bilderberg qui se réunissent à huis clos pour décider du sort de l'humanité. Cette idée d'initiés par rapport au reste de la population jugée trop vile ou demeurée pour accéder à

certaines connaissances nous renvoie instantanément des siècles en arrière. Elle a aussi un rapport avec l'eugénisme...

J'ai écrit ces lignes sans savoir pourquoi, comme chaque fois d'ailleurs, je n'avais pas envie de faire quelque chose de particulier ce soir, il est 0h15, ils viennent de couper le courant, je vais quand même aller me coucher car demain, ce matin, il y a du boulot qui m'attend.

Mercredi matin.

N'arrivant pas à m'endormir, j'ai repensé à ma conversation avec Mageswary, elle m'avait rappelé sur les coups de onze heures. Je lui ai raconté une partie de mes déboires, elle s'est exclamée qu'elle détestait le monde entier, car de son côté elle a son lot d'emmerdements, santé, logement, famille, etc.

Je lui ai demandé de comparer le comportement des Indiens et des Français. Elle me dit souvent qu'elle rencontre des gens bien ou désintéressés en France, ce qui n'est pas le cas en Inde. Je lui ai rappelé. Je lui ai demandé de comparer le niveau et le mode de vie entre les deux pays. Elle a admis sans peine que la vie était quand même plus facile ou agréable en France, j'ai évoqué les services publics, les conditions de travail, la justice ou la législation en général, le fait qu'en cas de problème on pouvait toujours trouver quelqu'un pour nous écouter et nous aider à le résoudre ou obtenir réparation en cas de préjudice, disons en règle générale.

Ensuite, je lui ai expliqué que c'était parce que la société était plus développée ou meilleure en France que les rapports entre les gens étaient meilleurs aussi, alors qu'en Inde si ces rapports sont aussi médiocres, c'est parce que les conditions matérielles et économiques de la population sont particulièrement mauvaises. Elle a bien compris.

J'ai alors enchaîné en lui disant qu'il fallait impérativement changer la société pour que les hommes changent eux-mêmes, que sinon cela demeurerait impossible, on en fait l'expérience tous les deux depuis deux décennies en vivant à cheval sur la France et l'Inde, notre témoignage est intéressant pour les gens qui n'ont pas connu pareille expérience. Je lui ai dit de ne pas prêter autant d'importance au comportement des gens puisqu'ils ne changeront pas temps qu'ils vivront dans cette société, et que c'était sur le terrain de la lutte de classe, du combat politique que notre attention devait porter en premier, pour changer la société, sinon elle va finir par détester la terre entière et être encore plus malheureuse.

Elle m'a répondu que cela faisait longtemps que la société était pourrie et que rien n'y faisait, que c'était à désespérer. Je lui ai répondu qu'on ne pouvait pas faire autrement, qu'il n'existait pas d'autre attitude ou alternative possible à adopter, et si comme elle dit les rapports entre les gens sont aussi pourris, c'est parce que justement ils n'en ont pas conscience, notre devoir est aussi de les éveiller à cette conscience, qu'il faut se battre pour changer le monde, le reste suivra.

Il faut donc ajouter comme avantage au combat politique pour le socialisme, outre que cela permet de donner un sens à notre vie, de faire en sorte que la théorie et la pratique se rejoignent ou se concrétisent dans l'organisation, cela permet d'entrevoir tous les rapports dont les rapports humains, sous un autre angle que celui qui consiste à accuser n'importe qui d'être responsable de nos malheurs ou de notre situation, c'est ce que font tous les gouvernements en désignant à la population ignorante des boucs émissaires, les étrangers, les Arabes, les Noirs, les Juifs, les Roms, les Chinois, etc.

Je tiens à préciser que j'ai retranscrit ici en substance la sémantique et la syntaxe très simples que j'ai employées avec Mageswary et que l'on peut, que l'on doit employer avec des travailleurs plutôt arriérés politiquement ou même la plupart des travailleurs dans n'importe quel pays du monde.

L'autre président du "**peuple**" qui n'aime pas les riches.

L'ancien président français Nicolas Sarkozy va participer mi-novembre, avec son épouse Carla Bruni, à une cérémonie de remise de prix récompensant "*les meilleurs investissements en Russie*" organisée par le groupe d'un milliardaire russe, a rapporté mardi le quotidien Izvestia. "*Nicolas Sarkozy a été convié en qualité d'invité d'honneur*", a indiqué Leonid Ignat, un représentant du groupe du milliardaire russe Mikhaïl Fridman Alfa Bank, qui a créé cet événement il y a près de 10 ans en partenariat avec l'université d'Oxford.

Durant la cérémonie, le 13 novembre à Moscou, il est prévu que l'ancien président français fasse un discours et remette un prix. Selon le quotidien russe, la cérémonie sera privée et "*non ouverte à la presse*".

"*C'est une pratique courante que d'anciens dirigeants se rendent à des événements pour de l'argent*", a observé l'expert Alexeï Moukhine du centre d'information politique, cité par le quotidien. D'autres experts interrogés par Izvestia ont affirmé que le milliardaire Mikhaïl Fridman cherchait de son côté à renforcer ses appuis à l'étranger pour y développer ses affaires. Lepoint.fr 06.11

A propos des mesures adoptées par le gouvernement dans le cadre du "**Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi**".

En passant par le crédit d'impôt au lieu d'augmenter massivement la TVA et la CSG pour faire cadeau de 20 milliards d'euros par an aux actionnaires et patrons, le gouvernement prend acte de la difficulté qu'auraient eu autrement les dirigeants syndicaux à faire accepter à leur base les conséquences négatives pour les travailleurs de ces cadeaux, bien que ce seront les travailleurs qui paieront la note, il contourne ainsi un obstacle et les ménage à la fois car il sait qu'ils vont devoir affronter une autre difficulté lors des "*négociations*" avec le patronat sur la flexibilité des conditions de travail et la protection sociale. Ce qui a été annoncé n'est que le hord d'oeuvre, reste le plat de résistance et le dessert à se goinfrer.

En résumé, il donne gain de cause au patronat tout en ménageant ses précieux "*partenaires sociaux*" pour la suite.

Il faut noter que ces 20 milliards d'euros par an viendront s'ajouter aux 20 milliards d'euros par an d'allègements de cotisations sociales décidées par François Fillon, comme il est indiqué plus loin. Donc au total, les patrons et actionnaires vont bénéficier au minimum d'un cadeau de 40 milliards d'euros par an à partir du 1er janvier 2014, soit 160 milliards d'euros d'ici 2017. A ce tarif là, si j'étais un patron, je voterais volontiers Hollande en 2017 !

En contrepartie, il serait prévu entre 300 et 400.000 créations d'emplois d'ici 2017. Si on soustrait les pertes d'emplois inévitables d'un côté, les créations d'emplois disons naturelles ou qui auraient eu lieu sans ces mesures d'un autre côté, ce dispositif ne permettra pas de créer plus de 150 ou 200.000 emplois, en étant optimiste. Hier déjà, un chroniqueur du Monde, que l'on ne soupçonnera pas d'être un farouche ennemi du capital, affirmait qu'une partie de ces 20 milliards d'euros par an pourrait être consacrée aux investissements des entreprises, sans que pour autant elles révisent leur politique généreuse envers leurs actionnaires, seul le gouvernement l'ignore évidemment !

Si vous doutiez encore de la nature des mesures adoptées par le gouvernement, voyons à qui elles conviennent parfaitement.

"*Le gouvernement va dans le bon sens en reprenant nos propositions et celles de Louis Gallois sur la compétitivité hors-coût*", explique Vincent Moulin-Wright, directeur général du Groupe des fédérations industrielles. Même ton positif à l'Institut de l'entreprise sur les intentions du gouvernement. nouvelobs.com 06.11

En quoi consiste le crédit d'impôt ?

L'idée du gouvernement est de proposer une remise sur l'impôt dont s'acquittent les entreprises (impôt sur les sociétés ou impôt sur le revenu pour les entreprises individuelles). Cette remise sera calculée en fonction de la masse salariale (brute) de l'entreprise, mais uniquement sur les salaires allant jusqu'à 2,5 fois le Smic, soit tous les salaires en-dessous 3.500 euros environ. Et pour les entreprises qui ne paient pas d'impôts ? Elles recevront un chèque, explique Matignon. Ce crédit d'impôt s'élèvera environ à 6% de la masse salariale prise en compte. Mais il reste de nombreux paramètres à définir, explique le cabinet de Jean-Marc Ayrault, pour éviter les effets de seuil (qui pénalisent les hausses de salaire), et pour que cette mesure soit complémentaire avec les allègements de charges décidées par François Fillon (qui atteignent presque 20 milliards d'euros cette année).

Concrètement, les entreprises bénéficieront de cet avantage sur les impôts portant sur l'exercice 2013, dont elles s'acquitteront en 2014. Mais Jean-Marc Ayrault insiste : l'effet sera "*immédiat*". Les entreprises pourront inscrire dès 2013 une créance pour l'année suivante, et ainsi prévoir un investissement. De plus, les PME et ETI (entreprises de tailles intermédiaires) qui le demandent (parce qu'elles ont des problèmes de trésorerie) pourront bénéficier d'une avance dès 2013. Le montant de crédit d'impôt versé sera de 10 milliards d'euros la première année et de 5 milliards en plus par an les deux années suivantes, pour atteindre 20 milliards d'euros par an en rythme de croisière. Nouvelobs.com 06.11

Et au printemps prochain, comme chaque année à la même époque, on apprendra que les entreprises du CAC 40 ont engrangé des dizaines de milliards d'euros de bénéfice dont la moitié ou les trois quart partiront dans les poches des riches actionnaires, tandis que la pauvreté et la précarité ne cesseront de s'étendre en France, c'est leur conception du "*donnant-donnant*", tout pour les privilégiés, rien pour leurs sujets. Le jour où nous prendront le pouvoir nous leur rappellerons en appliquant la même règle à la lettre, on leur prendra tout et on ne leur laissera rien, ils n'auront qu'à aller gratter pour survivre.

A propos de la TVA

Le taux à 5,5% pour les produits de première nécessité (produits alimentaires, équipements et services pour handicapés, abonnements gaz et électricité, fourniture de repas dans les cantines scolaires,) passera à 5%, soit un manque à gagner pour Bercy de 800 millions d'euros par an.

En revanche, le taux intermédiaire de 7% atteindra la barre des 10%, générant 3,8 milliards d'euros de recettes par an. Sont visés par ce relèvement: les livres, les tickets de cinéma, les droits d'entrée dans les zoos et les musées, la restauration et la vente de produits alimentaires préparés, les transports de voyageurs, les produits d'origine agricole, les médicaments non remboursables, la rénovation et réparation de logements privés, le transport de personnes, les hébergements en hôtel ou encore la location meublée...

Enfin, la majorité des biens et des prestations de services verra le taux de 19,6% relevé à 20%, moyennant 3,3 milliards d'euros de plus pour l'Etat. 20minutes.fr 06.11

Coté coupes dans les différents budgets de l'Etat

Avec les efforts prévus dans le budget 2013, d'ici 2015, les dépenses auront diminué de 22,5 milliards d'euros par an. 20minutes.fr 06.11

Sans savoir à combien se monteront les recettes supplémentaires attendues ou espérées, on peut d'ores et déjà affirmer que la dette de l'Etat envers les marchés financiers n'est pas près de s'éteindre, ce qui justifiera de nouvelles coupes année après année jusqu'à l'appauvrissement complète ou la disparition de la classe moyenne, comme aux Etats-Unis, c'est leur modèle économique, pendant qu'une masse de prolétaires de plus en plus nombreuse sera vouée à la misère, à l'indigence, à la charité, comme sous l'Ancien régime, là où ils veulent nous conduire. Ceux qui en ont encore un doute feraient bien de se réveiller avant qu'il ne soit trop tard...

Quelques réactions.

- CFDT. Selon Patrick Pierron, secrétaire national de la CFDT, "le crédit d'impôt de 20 milliards est une bonne idée car il dissocie la compétitivité du sujet du financement de la protection sociale". "Les représentants du personnel s'assureront de la traçabilité de l'utilisation de ce crédit. Cela va dans le bon sens, même si on peut regretter qu'il n'y ait pas plus de conditions imposées aux employeurs en échange de ce crédit d'impôt, a-t-il déclaré au Monde. La TVA n'était pas notre solution, nous actons son relèvement, qui reste limité et est en plus associé à une baisse du taux sur les produits de première nécessité." (Si "cela va dans le bon sens" dit le syndicaliste jaune... - Ndlr)

- FO. Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, s'est dit plutôt "satisfait" du plan du gouvernement, estimant que la hausse prévue de TVA pour 2014 restait "dans le domaine du raisonnable". "Je suis satisfait de voir qu'on ne rentre dans ce qu'avait préconisé M. Gallois sur l'aspect coût du travail", c'est-à-dire "une baisse massive des cotisations et un relèvement fort de la TVA ou de la CSG", a affirmé le numéro 1 de FO sur RTL. Le plan gouvernemental "revient à un ballon d'oxygène de la part de l'Etat aux entreprises" et "il n'y pas d'impact pour la sécurité sociale", a estimé M. Mailly. (FO, le syndicat des entrepreneurs, pas des salariés. Quel hypocrite, le rapport à venir du Haut conseil sur le financement de la protection sociale auquel participe FO préconisera une hausse de la CSG et peut-être des cotisations sociales... 160 milliards d'euros de cadeaux aux actionnaires et patrons d'ici 2017, et Mailly est "satisfait" ! - Ndlr)

- PdG. Pour le Parti de gauche, "le gouvernement a choisi son camp". "Décidemment, le Medef parle beaucoup à l'oreille du gouvernement et, hélas, est nettement plus écouté que les syndicats", a regretté Martine Billard, coprésidente du parti au côté de Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier a jugé "lamentables" les annonces de Jean-Marc Ayrault, estimant que c'était "la poursuite de la même politique qui ne fonctionne pas". (Si seulement elle pouvait fonctionner, quel soulagement ce serait, on pourrait le soutenir encore plus ouvertement ! - Ndlr)

- Concernant le "dispositif le plus emblématique", c'est-à-dire 20 milliards d'euros de transfert des cotisations patronales sur la fiscalité qu'il proposait, M. Gallois a souligné qu'il s'agissait d'"une autre technique qui concerne l'impôt sur les sociétés", qui est "au moins aussi favorable, sinon plus, que celle que je proposais". "L'impact des 20 milliards d'euros est peut-être plus important dans la mesure Ayrault que dans la mesure que je proposais pour la raison qu'elle est après impôts alors que la mienne était avant [impôts], les bénéficiaires qu'on réalisait grâce au transfert de charges étaient taxés à 35%", a-t-il observé. Le Monde.fr avec AFP et Reuters 06.11

- "La grande nouvelle, c'est qu'on ne touche pas à la CSG", observe Alain Trannoy, directeur de recherche à l'EHESS. Une manière, selon lui, de ménager les syndicats dans le cadre de la négociation sur le marché du travail.

Il juge en outre "astucieux" le mécanisme de crédits d'impôts choisi par le gouvernement pour aider les entreprises. "Plus la masse salariale sera importante, plus on aura droit à un crédit d'impôt sur l'impôt sur les sociétés", commente-t-il. AFP 06.11

[Encore à propos du rapport Gallois. Double langage. Décryptage, mode d'emploi.](#)

Jean-Luc Mélenchon, co-président du Parti de Gauche, a assuré mardi 6 novembre sur France Info que dans le rapport Gallois, "tout est à jeter, il faut reprendre la copie à zéro". (AFP 06.11)

Mais, car avec Mélenchon comme avec Laurent (PCF) il y a toujours un mais à côté duquel bon nombre de militants, ceux de leurs partis en particulier passent, il a ajouté : "De Louis Gallois, qui a été à la tête des plus grands entreprises du pays, les plus innovantes, on attendait mieux que cette misérable redite de la propagande du Medef" (id), car voyez-vous il aurait fallu attendre "mieux" d'un des serviteurs zélés de l'Etat du CAC40.

Quand on dit qu'ils soutiennent le gouvernement et le régime, on n'invente rien, inutile il suffit d'écouter ou de lire attentivement leurs discours, c'est plus subtile que ce que l'on est tenté de penser au premier abord, plus sournois quelque part, parce qu'ils savent que les militants n'y feront pas attention, ils les trompent sur leurs réelles intentions sans qu'ils s'en aperçoivent. Ces partis comme le régime ne tiennent que grâce à l'ignorance des militants et des travailleurs.

Laurent préfère en rajouter une louche pour camoufler ses véritables intentions, à chacun sa méthode !

Pierre Laurent était l'invité de Preuves par 3, sur Public Sénat, en partenariat avec l'AFP. Interrogé sur la politique du gouvernement, il n'a pas retenu ses critiques. « *Je pense que le cap qui est pris actuellement n'est pas le bon et ne permettra pas de combattre la crise. Donc déçu en ce qui me concerne* », a affirmé le sénateur de Paris.

« *Dès le début, nous savions qu'il allait y avoir un problème sur la politique gouvernementale et que le gouvernement allait buter sur l'ampleur de la crise et sur la faiblesse des moyens qu'il mettait en face* », ajoute Pierre Laurent. Le gouvernement a-t-il sous-estimé la crise ? Réponse : « *Oui, je crois* ». Publicsenat.fr 06.11

Il est "déçu", car les travailleurs auraient dû attendre quelque chose de ce gouvernement, pour ensuite s'en défendre, cela fait partie de la manoeuvre, "dès le début" il savait à quoi s'en tenir, ce qui ne l'a pas empêché de soutenir Hollande le 6 mai et les candidats du PS le 17 juin, il vous répondra que c'était normal, il fallait "chasser Sarkozy", le prétexte ou vote "utile", pour finalement dénoncer "la faiblesse des moyens" mis en oeuvre par le gouvernement contre les travailleurs puisqu'il ne pouvait pas en être autrement, ne soit pas à la hauteur de "l'ampleur de la crise" après avoir dit qu'il savait depuis le début que la politique gouvernementale poserait "problème". En conclusion, ce qu'il regrette c'est que le gouvernement ait "buté" à adopter des "moyens" encore plus violents contre les travailleurs conformément aux vœux du patronat et la boucle est bouclée.

Ils partagent la même préoccupation que le PS, l'UMP, le Medef, etc : comment faire pour que le capitalisme survive à cette crise, par quel moyen y parvenir, peu importe à la limite, on l'a parfaitement compris.

Qui après cela serait encore tenté de rejoindre le Front de gauche ?

ACTUALITE EN TITRES

Hollande à l'écoute des privilégiés...

- L'heure du tournant de la rigueur a sonné pour Hollande - LeFigaro.fr

- Parisot (Medef) estime avoir été entendue sur la compétitivité - AFP

... du coup

- François Hollande enrayer sa chute dans les sondages - Reuters

Quelle heureuse coïncidence !

Convictions à vendre aux plus offrants. Devinez lesquels et à qui ?

- Hausse de la TVA : quand le président désavoue le candidat - LeMonde.fr

Ainsi va le vieux monde

- Un électeur filme une machine à voter qui choisit Romney quand il vote Obama - LeMonde.fr

- Russie: Poutine limoge son ministre de la Défense après un scandale de corruption - AFP

- Corruption à Montréal: soupçonné, le maire démissionne - AFP

- Brésil: nouvelle nuit de violence à Sao Paulo, 33 morts par balles depuis jeudi - AFP

- Israël: Netanyahu est «prêt, s'il le faut» à déclencher une attaque contre l'Iran - 20minutes.fr

- Israël annonce une relance de la colonisation - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Se parer des plumes du paon en guise de camouflage

La crise de succession de Bernard Thibault, qui a ébranlé la CGT pendant dix mois, touche à sa fin: le Comité confédéral national, "*Parlement*" de la CGT, a adoubé mardi l'ex-chaudronnier, Thierry Lepaon, 52 ans, pour prendre en mars la tête du premier syndicat français.

Le "*Parlement*" de la CGT, réuni à huis clos au siège de la centrale à Montreuil, a élu à une large majorité - 119 voix pour et deux abstentions, aucune voix contre - M. Lepaon, chef de file de la CGT au Conseil économique, social et environnemental (Cese), a indiqué la CGT à l'AFP.

Ce vote était sans surprise: M. Lepaon avait déjà eu l'aval de la Commission exécutive (direction de la centrale) le 16 octobre. AFP 06.11

1.2- Archos va supprimer 25% de ses effectifs

Le fabricant de tablettes tactiles Archos a lancé mardi un plan social prévoyant la suppression de 25% de ses effectifs pour faire face à de graves difficultés économiques.

"Le plan vise à adapter les ressources du groupe aux enjeux stratégiques et aux évolutions de son marché", ajoute la société.

Confronté à une rude concurrence et à une conjoncture morose, le fabricant de produits électroniques grand public a vu ses marges chuter au premier semestre.

Au troisième trimestre, le chiffre d'affaires a également reculé de 10% à 30,9 millions d'euros, grevé par une chute des ventes aux Etats-Unis et en Europe. Reuters 06.11

1.3- Gageons que le ministre du Redressement productif prendra à coeur ce dossier.

Le groupe Parisot, l'un des principaux fabricants français de meubles, a été placé en procédure de sauvegarde, mardi 6 novembre, par le tribunal de commerce de Vesoul (Haute-Saône), a-t-on appris de sources concordantes.

L'entreprise, qui emploie 2 200 personnes, avait déjà connu une période difficile en 2010. Sous l'égide des pouvoirs publics, par le biais du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), la dette avait alors été restructurée et un nouvel actionnaire français, Windhurst Industries, avait pris le contrôle du groupe, la famille fondatrice conservant 49 % du capital. Le fonds souverain français, le FSI, avait appuyé l'opération en entrant au capital de Windhurst Industries.

Cette relance n'a cependant pas suffi à redresser le groupe. Cet été, la baisse du marché du meuble a incité les distributeurs comme But ou Conforama à réduire fortement leurs commandes. Le chiffre d'affaires trimestriel de Parisot s'est ainsi replié de plus de 15 %, pesant fortement sur les résultats. Sur l'ensemble de l'année, il devrait retomber à 215 millions d'euros.

Craignant une dégradation durable, les actionnaires et dirigeants de Parisot ont choisi de se placer provisoirement à l'abri de leurs créanciers. Ils ont obtenu que le groupe, ainsi que deux de ses filiales, chargées respectivement des meubles classiques (armoires, lits, etc.) et des panneaux de particules, soient placées en sauvegarde pour six mois. Le temps de renégocier les conditions de financement. lemonde.fr 06.10

2- Grèce

Des dizaines de milliers de Grecs ont répondu mardi à un appel à la grève générale de 48 heures contre un nouveau plan

d'austérité qui, selon les syndicats, menace d'affaiblir encore les plus pauvres et ruiner ce qui reste de l'économie du pays.

Il s'agit du troisième mot d'ordre similaire lancé en deux mois par les deux principales centrales syndicales du pays contre les coupes dans les dépenses et contre les réformes promues par le gouvernement d'Antonis Samaras.

Mardi, les transports en commun étaient fortement perturbés dans tout le pays et de nombreuses écoles, agences bancaires et administrations sont restées fermées tandis que les hôpitaux ne fonctionnaient qu'avec les équipes d'astreinte.

Le gouvernement Samaras défend l'austérité en expliquant qu'elle permettra d'éviter une faillite du pays mais cet argument peine à convaincre une population dont un quart des actifs sont au chômage et au sein de laquelle pauvreté et suicide augmentent dramatiquement, une situation qui nourrit la rancœur contre les dirigeants politiques.

"Qu'ils aillent au diable", déclare ainsi Anais Metaxopoulou, une retraitée de 65 ans. "Ils devraient me demander ce que je ressens quand je suis obligée d'aller à l'église pour demander à manger. Je ne ferais pas de mal à une mouche mais ça me ferait plaisir d'en décapiter un."

(Anais, il ne faut pas te retenir ou te sentir coupable d'avoir une si noble pensée, votre salut en dépend largement ! - Ndlr)

Le nouveau plan prévoit entre autres une baisse des pensions de retraite qui peut atteindre 25% et la suppression des primes de vacances versées aux fonctionnaires.

Son adoption par les députés est une condition sine qua non au versement de 31,5 milliards d'euros d'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI) dont la majeure partie doit servir à recapitaliser les banques du pays.

(Ce sont les députés qui vont voter ces coupes dans les salaires, les retraites, etc. alors il faut se débarrasser de ce parlement, des institutions en place et instaurer une République sociale et démocratique. - Ndlr)

"Nous faisons grève mardi et mercredi pour adresser un message au gouvernement: ces mesures ne doivent pas passer !", a dit Nikos Kioutsoukis, secrétaire général du syndicat GSEE du secteur privé, qui a lancé le mot d'ordre avec l'ADEDY, la principale centrale du secteur public.

(Elle est là la trahison de Kioutsouki, alors que la tâche de l'heure est de liquider les institutions du capital, il adresse un "message au gouvernement" qu'il légitime au passage. Ndlr)

"Il est inacceptable que les gens soient obligés de payer pour les capitaux que les banquiers vont recevoir de l'Etat."

(Vous ne voulez pas vous attaquer à l'Etat des banquiers et ensuite vous dénoncez l'Etat qui dépouille les travailleurs pour servir les banquiers, en fait, vous brassez du vent et vous permettez du même coup que le gouvernement applique sa politique antisociale. - Ndlr)

Le gouvernement semble pouvoir compter sur une étroite majorité pour faire voter son projet mercredi.

A Athènes, trains, bus et métro étaient à l'arrêt mardi matin. De nombreux vols ont été annulés dans les aéroports, les bateaux restaient à quai dans les ports et les taxis ont déserté les rues.

La présence policière a été renforcée dans le centre d'Athènes avant les manifestations prévues à la mi-journée.

Malgré les multiples plans d'austérité qui se sont succédé depuis le début de la crise, la dette publique grecque continue d'enfler: elle devrait atteindre 189% du produit intérieur brut (PIB) l'année prochaine. Et les objectifs fixés à Athènes par le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE) semblent déjà hors d'atteinte.

Mais pour certains Grecs, c'est la cohésion même de la société qui est aujourd'hui menacée.

"Il faut que quelqu'un leur dise qu'il n'y a plus rien à couper !", a déclaré Vassilis Dimosthenous, un ouvrier du bâtiment de 50 ans, au chômage depuis 10 mois. (Vous voyez là à quel point les Grecs sont subordonnés à l'Etat, aux institutions, la faute à qui sinon aux Kioutsouki et Cie.

Je ne sais pas si vous l'avez observé, en Grèce comme en France ou ailleurs, puisque c'est un fait que les travailleurs sont subordonnés à l'Etat, plus particulièrement les fonctionnaires qui en sont le plus proche, c'est leur employeur, tous les partis et syndicats en profitent pour ne pas s'y attaquer, ils couvrent de cette manière leur trahison ou leur propre subordination à l'Etat. Ils

ne combattent pas pour le socialisme ou en finir avec le capitalisme, ils ne combattent plus uniquement que pour mieux vivre en régime capitaliste ou sauver ce qui peut l'être encore, provisoirement, ils ont abandonné la perspective de toute émancipation du capital. - Ndlr)

"Ils ont rendu nos vies insupportables. Si seulement j'avais dix ans de moins, je quitterai ce pays." Reuters 06.11

3- Grande-Bretagne

Le secteur financier londonien va subir 13.000 suppressions de postes en 2013 après une année de ralentissement des affaires, selon les premiers résultats d'une étude publiée mardi par le Centre for Economics and Business Research (CEBR).

Ces réductions de postes porteront le nombre d'employés de la City à son plus bas niveau depuis le début des années 1990.

Les établissements présents dans la première place financière européenne ont déjà licencié plus de 100.000 personnes depuis 2007, qui avait représenté un pic du marché.

Le secteur financier contribue à hauteur d'un peu plus de 10% au produit intérieur brut (PIB) britannique et il est considéré par beaucoup d'analystes comme la locomotive du long cycle de vive croissance économique qui s'est terminé avec la crise de 2008.

Les suppressions de postes à venir concernent les entreprises de petite taille et les banques internationales ayant une partie de leurs effectifs à Londres comme la Deutsche Bank qui a supprimé des postes en 2012, ou la banque suisse UBS, qui devrait réduire de 10.000 ses effectifs dans les années à venir, dont un nombre important à Londres. Reuters 06.11

Il fallait lire: que le secteur financier a été la locomotive du long cycle de la spéculation effrénée qui a conduit à la crise de 2008, au chaos, au cauchemar social pour les travailleurs britanniques...

ECONOMIE

Qatar

Le Qatar, dont les investissements en France font polémique, étudie la possibilité d'injecter 10 milliards d'euros supplémentaires dans de grandes entreprises françaises, a annoncé à l'AFP son ambassadeur en France.

"Les 10 milliards d'euros seront des fonds du Qatar pour prendre des parts dans des grands groupes français, monter des projets ensemble ou faire des partenariats dans des pays tiers", a expliqué Mohamed Jaham Al-Kuwari.

"Ce n'est pas finalisé, c'est une idée qu'on est en train d'étudier", a-t-il précisé.

Un accord doit par ailleurs être signé d'ici à la fin de l'année sur la création d'un fonds franco-qatari à destination des petites et moyennes entreprises, dont le montant pourrait atteindre 300 millions d'euros.

Le Qatar, qui abrite un bureau des talibans et entretient des liens avec les mouvements islamistes Ennahda de Tunisie et le Hamas palestinien, a pour ligne diplomatique de *"parler avec tout le monde"*, a-t-il ajouté.

M. Al-Kuwari a rappelé que son pays investissait dans le monde entier, sans polémique, selon lui. Evoquant une *"exception française"*, il a fait valoir que son pays respectait les lois françaises *"en toute transparence"*.

"Le Qatar investit depuis longtemps en France, comme les autres et n'est pas le plus gros investisseur", a-t-il poursuivi, en interrogeant: *"c'est quoi le problème ?"* AFP 06.11

Dis-moi qui tu fréquentes, qui tu recrutes et qui tu armes pour semer le chaos et la terreur en Libye, en Syrie, et dans d'autres pays de la région, ainsi le Qatar est le quartier général du terrorisme international d'Etat après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Arabie Saoudite et Israël, il est là *"le problème"* !

[Haut de page ↗](#)

Le 8 novembre

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles en ligne en fin de journée (ici).

J'ai commencé à m'intéresser de près aux ONG, j'ai téléchargé une trentaine de fichiers, je recherche (Wikipédia) leurs dates de fondation, leurs fondateurs, leurs présidents, qui les financent, en recoupant toute ces informations on peut vérifier les infos figurant dans des articles ou vidéos, en procédant de la sorte on doit pouvoir éliminer à 80 ou 90% ou plus le risque de manipulation, en cas de doute, il faut poursuivre les recherches.

Dorénavant je procéderai de la sorte avec toute organisation ou association qui figurera dans un article de presse ou d'un parti.

Si on sait que les plus importantes sont financées par Washington (ou d'autres Etats) ou dépendent de l'ONU, de multinationales, faut-il encore étayer nos propos en fournissant des preuves matérielles, des faits concrets. Ensuite on procède par déduction si nécessaire pour rendre cohérent et crédible notre discours. Hier des Grecs se sont faits piéger, j'expliquerai comment demain.

Ne pouvant pas visionner normalement des vidéos, j'ai trouvé la parade en me servant de Wikipédia qui fournit énormément de renseignements, ce n'est pas parfait, mais c'est mieux que rien ou que ce que nous servent les médias aux ordres.

J'ai rectifié le titre de l'article suivant d'hier : A propos des mesures adoptées par le gouvernement dans le cadre du "*Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi*", j'avais oublié la croissance, à moins que ce ne soit mon inconscience qui m'ait joué un tour, ironique somme toute !

Un nouveau courriel reçu :

- "*Félicitations pour votre travail. Je vous suis depuis 4 ans. Je pourrai signer vos causeries tellement elles correspondent à mes convictions. Jean-Yves*"

Merci pour vos encouragements, on en a besoin parfois. N'hésitez pas à m'écrire, je ne juge personne... sauf moi !

Mais ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi vous ne me livrez pas vos propres réflexions, vous savez que si je les mettais en ligne ce serait toujours en conservant votre anonymat, à ma connaissance pas un seul militant depuis 7 ans n'a eu à s'en plaindre. Cela m'aiderait à réfléchir parce qu'on n'aborde pas la situation ou la plupart des questions sous le même angle puisque nous avons connu des expériences différentes. C'est cela qui permet d'enrichir notre réflexion, de la pousser plus loin encore.

C'est comme pour se connaître soi-même, il faut observer le comportement des autres, car on n'est pas différents... Imaginez un instant que vous vous bouchiez les yeux et les oreilles, vous apprendriez quoi de la nature, des hommes ou de la société en vous tournant exclusivement vers vous-même ? Rien. Oui, comme je l'ai dit hier, on doit tout ou presque au monde extérieur, on ne peut pas progresser en s'en détournant ou atteindre un certain niveau de conscience. C'est un peu cela le secret de la connaissance...

Conférence - débat avec Alain ROUX, auteur de : *Le Singe et le Tigre - Mao, un destin chinois*

CERMTRI. Invitation à une Conférence - débat, mercredi 7 novembre 2012 à 16h00, au Centre d'Histoire Sociale : 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul) - Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol

Alain Roux reviendra sur le destin de celui qui fut le principal dirigeant du Parti communiste chinois des années précédant la révolution de 1949 jusqu'à sa mort en 1976.

Alain Roux est l'un des plus éminents spécialistes de l'histoire de la Chine moderne et de l'analyse du régime chinois. Professeur émérite des universités, participant depuis des années à l'équipe de recherche sur la Chine moderne et contemporaine de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : *Le Casse-tête chinois* (1960 - Editions Sociales) – *La Révolution culturelle en Chine* (1976 – Payot) – *Le Shanghai ouvrier des années 30* (1993 - l'Harmattan) – *La Chine au 20ème siècle* (2006 – Armand Colin).

En 2009, il publie chez Larousse une biographie de Mao Zedong intitulée *Le Singe et le Tigre - Mao, un destin chinois*.

Livre imposant, non pas tant par son volume que par le fait que ce sont des années de recherches et de travail qui s'y cristallisent et qu'il utilise d'abondantes sources inédites en français.

S'il s'agit de la biographie la plus complète concernant Mao, c'est aussi plus qu'une biographie. Comme l'écrit l'auteur, il a veillé à « *situer ce destin exceptionnel dans son temps et son espace ;* »

Aussi Le Singe et le Tigre est-il une plongée passionnante dans l'ensemble de révolutions, de guerres et de convulsions qui constituent l'histoire du siècle dans lequel s'inscrit le destin de Mao Zedong.

Nul doute que partant de cet ouvrage et de ses conclusions, Alain Roux sera amené à soulever des questions qui rejoignent et qui éclairent celles posées par la place de la Chine dans le monde actuel, l'avenir du régime en place, la signification des événements sociaux et politiques qui s'y déroulent alors que s'achève la 18ème Congrès du Parti communiste chinois.

[Extrait d'une vidéo sur les paradis fiscaux.](#)

Ramon Baker (77 ans), homme d'affaires prospère américain, diplômé de la Harvard Business School et du Georgia Institute of Technology.

- Les paradis fiscaux, c'est le talon d'Achille du capitalisme.

Il a été inventé par les Suisses et transcrit dans une loi en 1934, le secret bancaire devient une politique d'Etat. Ensuite les Britanniques s'y sont mis fin des années 40, dans les années 60 il existait 5 voire 6 paradis fiscaux dans le monde, aujourd'hui il y en a 72.

On estime qu'ils abritent 11 000 milliards de dollars appartenant à des particuliers, plus l'argent des entreprises soit d'autres milliers de milliards de dollars, c'est une partie colossale des richesses du monde. C'est effrayant car cela a deux terribles conséquences : cela détruit le capitalisme et cela porte un coup fatal au développement économique des pays... (ma connexion Internet a décroché et je n'ai pas entendu la suite, sans doute "en voie de développement"). Fin.

Soit dit en passant monsieur Baker est un farouche défenseur du capitalisme néo libéral à la Milton Friedman, il lui manque apparemment quelques notions sur le fonctionnement réel du capitalisme... On ne tentera pas de le convertir au socialisme !

L'abolition du secret bancaire, de la loi de 1934, devrait être l'une des principales revendications du mouvement ouvrier en Suisse et en Europe, dans le monde avec l'interdiction absolue de posséder un compte bancaire dans un paradis fiscal jugé illégal.

[Messages révélateurs des valets zélés au représentant du Nouvel ordre mondial, à son "excellence" Obama. Le cynisme en prime.](#)

«*Je vous adresse, au nom de tous les Français et en mon nom personnel, mes plus chaleureuses félicitations*»: c'est par ces mots que François Hollande a félicité ce mercredi Barack Obama pour sa réélection à la Maison blanche. Dans une lettre adressée à «*son Excellence Monsieur Barack Obama, Président des Etats-Unis d'Amérique*», le Président a salué un «*moment important pour les Etats-Unis mais aussi pour le monde*».

Le premier secrétaire du PS Harlem Désir a jugé dans un communiqué que la victoire de Barack Obama était «*une grande victoire pour les forces progressistes qui se battent aux Etats-Unis pour plus de justice fiscale, la protection sociale, les réformes de société comme le droit au mariage pour tous, la coopération internationale et la paix face à la droite ultraréactionnaire qui soutenait le Républicain Mitt Romney*».

Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a lui «*salué avec grand plaisir*» la réélection de Barack Obama, jugeant sur RTL que c'est «*une excellente nouvelle pour les États-Unis, pour le monde, pour l'Europe et pour les relations franco-américaines*».

Arnaud Montebourg s'est réjoui à sa façon de la victoire d'Obama, en louant son «*volontarisme politique*» qui a été «*un des déterminants*». «*Nous nous en inspirons à chaque instant pour défendre nos emplois, défendre notre industrie*», a expliqué le ministre du Redressement productif sur BFM TV. 20minutes.fr 07.11

Les plus de 40 millions d'Américains privés de tous droits sociaux apprécieront le cynisme de cette pourriture, ainsi que les millions qui ont perdu leur logement ou maison ou encore les 10 à 18% de travailleurs au chômage, le tout au "*nom de la justice sociale* !

Au moins cela a le mérite d'être clair, ils rivalisent de soumission et de flatteries envers celui qui a poursuivi à la lettre la politique ultra réactionnaire de G. Bush, l'assassin des peuples libyen, syrien, palestinien, afghan, irakien, etc. Et américain ne l'oublions pas.

Lui non plus il n'a pas tenu une de ses promesses de campagne, il y a quatre ans, fermer Guantanamo Peu importe, Hollande vient d'augmenter la TVA après avoir promis il y a six mois à peine qu'il n'y toucherait pas s'il était élu, ils sont tous aussi pourris,

voilà la vérité. A bas le PS, à bas le gouvernement des nantis !

A propos de l'idéologie de la "**gauche**" du PS.

Il y en a qui courent après les élus, les cadres ou militants du PS, qui en ont même recruté des milliers, au POI si l'on en croit une déclaration (vidéo) de Schivardi parlant de 3 à 4 000 adhérents issus du PS au POI. Pourquoi pas, mais sur quelle base politique, plus précis encore peut-être sur quelles base idéologique ?

Les courants du PS qui se disent de gauche ou qui sont étiquetés de la sorte, quelle idéologie ont-ils adoptée, celle du capitalisme ou le socialisme ?

Dans une interview, la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, membre de l'aile gauche du PS, cela ne s'invente pas, répond aux questions de Publicsenat.fr.

Interroger sur la hausse de la TVA, après avoir affirmé qu'elle était injuste parce qu'elle "*pèse sur tout le monde*", voyons de plus près quelle est sa véritable préoccupation, sur quoi repose réellement son raisonnement politique : "*Cela peut paralyser une part de la demande sans laquelle les entreprises n'auront pas de débouchés*", donc la politique de son gouvernement devrait être encore plus tournée vers les entreprises, donc le cadeau de 160 milliards d'euros (exonérations de cotisations sociales + ce pacte) accordés aux patrons et actionnaires par le gouvernement de 2014 à 2017 ne sont pas suffisants à ses yeux. Il s'agit d'une somme énorme, environ la moitié du budget de la France.

A qui va-t-elle faire défaut, dans les poches de qui sera-t-elle ponctionnée? Dans celles des travailleurs évidemment, ce qui se traduira forcément par une baisse de la demande pour reprendre leur langage de boutiquier qu'elle évoque au passage sans s'y arrêter pour consacrer les trois quarts de sa réponse aux besoins des patrons. Ce qui est somme toute normal ou logique, puisque le PS ne combattra jamais réellement au côté de la classe ouvrière pour faire aboutir ses revendications salariales, car si elles aboutissaient le coût du travail augmenterait et les entreprises seraient encore moins compétitive sur le marché mondial

Continuons

Elle a poursuivi dans le même registre.

Si elle exprime son désaccord avec les mesures annoncées par le gouvernement dans son Pacte antisocial, c'est avant tout parce qu'elles auront "*un effet négatif, injuste et anti économique sur la croissance*", entendez par là que le gouvernement aurait dû prendre des mesures qui revigorent le capitalisme, qui lui redonne une nouvelle jeunesse, dévoilant ainsi que sa véritable intention n'était pas et n'avait jamais été de combattre pour en finir avec le capitalisme mais de faire en sorte qu'il soit supportable pour les masses exploitées, ce qui suffit à situer le PS de l'autre côté de la barricade, celui du capital.

Ensuite, prisonnière de sa soumission au capitalisme, elle ne peut que s'enfoncer et le confirmer elle-même : "*le taux intermédiaire* (passage de 7 à 10% de la TVA - Ndlr) *concerne beaucoup de secteurs créateurs d'emploi. Certes, il y a des allègements de cotisation*", qu'elle ne remet pas en cause, signifiant par là qu'elle estime normal de faire 80 milliards d'euros de cadeaux aux patrons de 2014 à 2017 qui viendront s'ajouter à la dette de l'Etat (de l'oligarchie financière) réglée par les travailleurs.

Poursuivons.

Leur méthode consiste à lier les intérêts des travailleurs et des patrons dans le cadre du capitalisme décrété indépassable, éternel, ce qui revient à soutenir ou conduit à systématiquement laisser passer toutes les mesures anti-ouvrières ou antisociales.

Cette politique réactionnaire accommodante envers le capitalisme ou d'accompagnement du capitalisme est basée sur le principe que, travailleurs et patrons seraient liés par des intérêts communs, et que par conséquent il est impossible d'adopter des mesures radicales contre les patrons car cela porterait préjudice aux travailleurs, ce qui se conçoit très bien puisque ce sont eux qui détiennent le pouvoir ; pour qu'il en soit autrement, il faudrait commencer par s'attaquer à leur pouvoir, ce dont le PS est totalement incapable, conformément à sa nature de parti bourgeois ou capitaliste et la boucle est bouclée.

Elle le confirme en disant à propos toujours de la hausse de la TVA : "*Elle n'est pas ciblée sur les vrais secteurs qui en ont besoin. Cette mesure coûte trop cher*", mais si elle avait ciblé "*les vrais secteurs qui en ont besoin*", elle n'aurait rien trouvé à y redire, autrement dit, elle se vend, elle n'est pas vraiment opposée à une hausse de la TVA qu'elle trouvera par ailleurs "*injuste*", elle conteste uniquement l'emploi qui en est fait.

Tout le reste de son discours est à l'avenant, sur les coupes budgétaires, etc.

Plus loin, elle confirme que sa priorité est le "*redressement économique*", précisons du capitalisme tel que ses représentants

le conçoivent où la manière dont ils s'y prennent pour orchestrer la crise du capitalisme qui est par ailleurs bien réelle, ce qui "ne peut se faire sans soutien populaire et syndical", le PS à travers son discours ou sa propagande s'en chargeant de son côté comme chacun l'aura compris.

On n'invente rien, tenez, elle confirme tout ce qui vient d'être dit. Parole, parole, parole...

Question de Public Sénat : Pensez-vous qu'il manquera des voix au Parlement lorsque ces mesures seront examinées ?

Réponse de M-N. Lienemann : Non, on ne va pas traiter chaque désaccord par un vote différent. La solidarité gouvernementale s'imposera à nous. On a dit ce qu'on avait à dire sur le TSCG

Des affairistes, des opposants de salon, de pacotille, des godillots de la Ve République qui les nourrit grassement.

Question de Public Sénat : Globalement, les mesures proposées par Jean-Marc Ayrault vont-elles dans le bon sens ?

Réponse de M-N. Lienemann : Il y a des tas de choses très positives : les mesures hors coût, la politique de soutien des filières, le développement de la Banque publique d'investissement, les mesures bancaires, le Small business act à la française.. Mais des choses manquent : quelle stratégie européenne pour lutter contre l'euro fort et le dumping fiscal ? Et sur la nature de capitalisme français, qui est de moins en moins un capitalisme national, alors que les Allemands ont gardé un capital plus national, notamment via leurs banques des régions. Chez nous, avec les privatisations, la plupart des fleurons de notre industrie sont partis.

On aurait pu se suffire de ce passage où tout y est dit ou presque. Du soutien à l'Union européenne, à l'euro, au capitalisme français, au social-patriotisme ou au nationalisme.

Question : si demain M-N. Lienemann rompait avec le PS tout en sachant sur quelle ligne idéologique elle est, pourrait-on l'accepter dans les rangs d'un parti ouvrier qui combat pour la rupture avec le capitalisme, avec la Ve République, avec l'UE, pour le socialisme, pour la révolution socialiste internationale ? La réponse est sans appel : NON ! Il faudrait au préalable qu'elle annonce publiquement abandonner l'idéologie de la classe dominante et qu'elle s'engage dorénavant à la combattre.

[Bernard Thibault à la manoeuvre.](#)

Au lendemain de la désignation de son successeur Thierry Lepaon, Bernard Thibault a lancé une offensive contre le gouvernement et son pacte de compétitivité.

"La CGT conteste fortement les volets essentiels du dispositif" présenté mardi par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault en soutien à la compétitivité, a lancé le secrétaire général du syndicat, lors d'une conférence de presse au côté de son dauphin désigné.

Selon lui, "au fil des mois, les motifs de déception se multiplient, voire de critiques ou d'incompréhension à l'égard des décisions du gouvernement". (Pourtant les choses étaient déjà parfaitement claires... avant les 6 mai et 17 juin 2012. - Ndlr)

M. Thibault a rejeté à la fois le diagnostic qui sous-tend le plan du gouvernement- "une vaste campagne consistant à culpabiliser les salariés sur le coût du travail" - et sur son financement, via la hausse de la TVA, "un impôt très inégalitaire".

"Je croyais que le gouvernement était contre la hausse de la TVA", a-t-il dit. (Nous, nous ne croyons rien, c'est là toute la différence avec ce lieutenant du capital. -Ndlr)

Par ailleurs, selon lui, les 20 milliards d'euros de crédit d'impôt prévus par le plan, "vont bénéficier à toutes les entreprises y compris à celles qui distribuent des dividendes. C'est inacceptable pour nous".

"Je comprends que Mme Parisot (la patronne du Medef) a dû boire du champagne hier soir", a-t-il ironisé.

Ces 20 milliards "s'ajoutent à 160 mds d'exonérations déjà accordées. Je dis stop", a lancé M. Thibault, qui espère persuader le gouvernement de "revenir sur certaines dispositions" du plan lors d'une rencontre le 22 novembre. (Il dit "stop à 160 milliards d'euros, pas à 100, 150, il vaut mieux en rire, quelle racaille ! - Ndlr)

Le leader cégétiste s'en est pris aussi à "la position expectative du gouvernement", qui s'en remet trop, selon lui, au "dialogue social". "On ne peut pas s'en remettre uniquement à des négociations" entre patronat et syndicats, "le législateur doit prendre la main".

Dans les négociations en cours sur la sécurisation de l'emploi "nous n'arriverons pas à nous mettre d'accord avec le patronat sur

la nature des réformes à mettre en oeuvre pour sortir de la crise", a-t-il notamment estimé.

La CGT entend montrer son insatisfaction lors de la mobilisation organisée le 14 novembre avec d'autres syndicats, dont la CFDT, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats. "87 manifestations et rassemblements sont prévus", a dit M. Thibault. AFP 07.11

Il serait préférable que le " *législateur*" prenne la main en amont, cela soulagerait les dirigeants syndicaux qui feront le sale boulot en aval.

Cette journée d'action sans lendemain du 14 novembre a été prise à l'initiative de la CES, qui n'entend pas rompre avec l'UE, mais la " *réorienter*" dans la perspective d'une " *Europe sociale*", camouflant ainsi que l'UE a justement été fondée pour liquider tous les acquis sociaux des travailleurs en Europe sur le modèle américain, ce qui revient finalement à soutenir l'UE.

Maintenant les syndicalistes et les travailleurs qui y participeront pourront lui donner un autre contenu, sans que cela ne change quoi que ce soit. Il faut bien que la base exédée se défoule pour en conserver le contrôle, tel est l'objet du 14 novembre pour les dirigeants syndicaux inféodés à la CES et à l'UE, au capital.

Le gouvernement n'a pas de majorité.

Le gouvernement a buté mercredi soir - à nouveau -, sur l'obstacle, avec le rejet en séance du projet de loi de programmation budgétaire 2012-2017, avant celui probable du projet de budget de la Sécu, en raison de l'opposition des communistes.

Les sénateurs UMP, centristes et communistes ont uni leurs voix pour retoquer ce projet de loi - par 189 voix contre 152-, comme ils l'avaient fait la semaine dernière sur le texte PS relatif aux tarifs de l'énergie.

Les écologistes et les radicaux de gauche du RDSE ont apporté leur soutien au gouvernement. Le chef de file du groupe écologiste Jean-Vincent Placé a semblé cependant gêné. Il a qualifié de " *précipitée*" la trajectoire du désendettement avec des conséquences " *qui pèsent trop lourd pour être supportées sans séquelles*", mais approuvé le choix du gouvernement car " *la confiance ne se divise pas*". lepoint.fr 07.11

Hold-up sur l'épargne de la population.

Extraits. Six personnalités de tous horizons réclament la mobilisation de l'épargne des Français pour soustraire la dette aux soubresauts de la finance.

(Nathalie Kosciusko-Morizet, députée de l'Essonne (UMP). Nicolas Hulot, président de la Fondation pour la nature et l'homme. Frédéric Salat-Baroux, avocat chez Weil, ancien secrétaire général de l'Elysée. Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économiste, auteur de Mourir pour le yuan. René Ricol, ancien commissaire général à l'investissement, chargé de l'emprunt national. Jean-Pierre Chevènement, sénateur, président d'honneur du MRC.)

...il y a dix ans, la dette française était détenue aux deux tiers par les épargnants français ; elle est désormais dans la même proportion entre les mains de non-résidents.

Cette internationalisation a conduit le Trésor à multiplier les produits et à privilégier les émissions à court et à moyen terme. Au cours des deux prochaines années, nous devons ainsi trouver 400 milliards d'euros pour financer nos déficits, mais aussi et surtout pour faire face aux remboursements. Nous voilà ainsi particulièrement vulnérables à l'égard de la spéculation et des soubresauts des marchés. Or la crise de la zone euro n'est pas finie. Nous sommes toujours à la merci d'une flambée spéculative. Il faut donc profiter de la relative accalmie actuelle, qui permet à notre pays d'emprunter à des taux historiquement bas, pour engager le processus de renationalisation de notre dette.

Renationaliser notre dette, c'est permettre aux particuliers de souscrire directement des OAT, des bons du Trésor et/ou des bons d'épargne. Des titres perpétuels ou de très longue durée (cinquante ans), bien sûr cotés en Bourse afin d'assurer la nécessaire liquidité. Ces titres seraient proposés à travers les réseaux bancaires, à La Banque postale ou même par Internet, ce qui réduirait les coûts d'émission. Leur taux d'intérêt devrait être, peu ou prou, de 2 % hors inflation, soit aujourd'hui un peu plus de 4 %.

(Des " *titres perpétuels (...)* bien sûr cotés en Bourse" qui échapperaient par miracle à la spéculation et aux magouilles de l'oligarchie financière, quel bande de dangereux charlatans ! - Ndlr)

C'est beaucoup plus, dira-t-on, que les taux actuels. Certes, mais l'Etat en récupérerait plus d'un tiers à travers les

prélèvements sociaux et les impôts. Une version défiscalisée de ces bons pourrait être également proposée dès lors que l'épargnant s'engagerait à les détenir plusieurs années. En outre, les intérêts annuels nets perçus seraient réinjectés directement dans l'économie française, et non dans le système financier international.

(Mais "*l'Etat en récupérerait plus d'un tiers*" ah qu'elle est bonne celle-là, non seulement cela ne vous rapporterait finalement pratiquement rien, en plus de prendre le risque que vos titres s'écroulent en Bourse ! Rien ne dit que les nantis qui pourraient en acquérir réinjecteraient les intérêts perçus dans l'économie française, ils extrapolent ou racontent n'importe quoi. C'est une parole de banquier !- Ndlr)

Pour tester l'idée, le Trésor pourrait proposer aux épargnants, sans obligation, au cours de l'année 2013, de financer l'équivalent de notre déficit budgétaire (1 832 milliards d'euros) à travers ces bons perpétuels. Renationaliser ainsi notre dette permettrait d'en allonger peu à peu la durée, de contribuer au financement de la transition écologique et de moins dépendre des marchés. Plus on empruntera auprès des Français, moins on le fera auprès des marchés, et moins on dépendra de ces derniers.

(Ils sont bien obligés d'avouer que la dette de la France continuerait de "*dépendre des marchés*". Admirez le cynisme vaudrait mieux dépendre des "*Français* qui sont ignorants de ce qui se trame dans leur dos, plutôt que des marchés qui savent pertinemment ce qu'ils font et contre lesquels ces privilégiés ne se sont jamais dressés. Tondre les naïfs ou les esprits faibles, voilà ce qu'ils préconisent, un hold-up sur les économies des couches qui ont encore les moyens d'épargner, la petite-bourgeoisie, les couches moyennes. - Ndlr)

Renationaliser notre dette apportera le ballon d'oxygène et le temps nécessaires pour poursuivre l'effort de réduction des déficits, pour redresser nos finances publiques, tout en faisant participer notre épargne à cet effort collectif. Lexpansion.com 07.11

(On a compris "collectivement" on doit payer la dette des banquiers et autres capitalistes, et bien ce sera sans nous. - Ndlr)

[A propos du "*mariage pour tous*".](#)

Le sénateur UMP Serge Dassault a fait un lien entre l'homosexualité et la "*décadence*" de la Grèce antique au micro de France Culture, en posant aussi la question du "*renouveau de la population*", une sortie qui a indigné le porte-parole du PS David Assouline et le PCF.

"*On va avoir un pays d'homos. Et bien alors dans dix ans il n'y a plus personne. C'est stupide*", ajoute l'élu de 87 ans, PDG du groupe Dassault et propriétaire du Figaro.

"*Regardez dans l'histoire, la Grèce, c'est une des raisons de sa décadence, à l'époque*", poursuit Serge Dassault. "*Décadence totale, bien sûr. C'est l'arrêt de la famille, c'est l'arrêt du développement des enfants, c'est l'arrêt de l'éducation. C'est un danger énorme pour l'ensemble de la nation, énorme*", ajoute-t-il.

"*Propos honteux de S.Dassault*", a réagi le porte-parole du PS, David Assouline sur son compte Twitter. "*Que dit l'UMP ? Et Messieurs Copé et Fillon ? La vulgarité homophobe serait-elle plus tolérable que les autres ?*", demande le responsable socialiste, alors que le projet de loi sur le mariage homosexuel a été présenté mercredi en Conseil des ministres.

"*Le prix de l'homophobe du jour revient donc au sénateur Serge Dassault*", écrit le PCF dans un communiqué.

"*N'en déplaise aux réactionnaires de tous poils qui ne cessent de déverser leur haine à l'image de Serge Dassault, le mariage pour tous se fera ! Et le plus tôt sera le mieux*", déclare le parti communiste. AFP 07.11

Je n'ai pas eu le temps de réfléchir à cette question qui sert à distraire la population des questions plus importantes comme le chômage, la précarité ou la pauvreté.

Il faudrait peut-être établir une distinction entre les comportements sexuels de chaque individu et qui ne concerne qu'eux finalement, et l'implication sociale qui peut en découler.

Je crois qu'un amalgame a été établi entre les deux pour qu'une confusion s'installe entre ces deux facteurs qui correspond assez bien à la décadence actuelle de la société, qui consiste à remplacer ou à situer au même niveau la règle et l'exception dans bien des domaines, attitude qui est motivé par des intérêts politique inavoués dont personne ou presque n'a idée évidemment.

Je n'ai lu aucun article sur cette question, je me demande si les adeptes du mariage des homosexuels ont sérieusement étudié toutes les formes d'homosexualité qui pouvaient exister, quelles en étaient réellement les origines, génétique ou biologique, sociale, psychologique, voire économique, quelle est la part qui revient à chacune d'entre elles et si cela méritait vraiment que le législateur s'emmêle.

Si j'ai bien compris, la finalité du mariage des homosexuels serait essentiellement d'ordre financier. Qui y a-t-il le plus d'intérêt sinon les homosexuels des classes supérieures de la société, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie, parmi lesquels les artistes et les intellectuels.

Je n'ai pas de position arrêtée sur cette question, je viens de vous dire ce que j'en pensais en gros.

Un jour j'ai lu par hasard (je précise) dans un article, un sondage sur la sodomie, il y a fort longtemps, 20 ans ou plus, que 37% des femmes interrogées en étaient des adeptes ou s'étaient déjà fait sodomiser, ce qui me fait dire que cela doit être également considéré comme une zone érogène, susceptible de produire une excitation sexuelle.

Si tel est le cas, l'homosexualité chez les hommes n'existe pas à proprement parler, elle ne concernerait que les femmes qui ne disposent pas de sexe extérieur pouvant pénétrer le vagin ou l'anus (d'un homme ou d'une femme), étant entendu que l'homosexualité se rapporte avant tout à des rapports sexuels, à la pénétration d'un organe sexuel dans un autre, ce qui écarte l'onanisme, la masturbation, et les relations sexuelles bucco-génitales, la fellation et le cunnilingus. Je n'ai traité là cette question que de façon sommaire, uniquement sur le plan sexuel.

Bon, je ne vais pas perdre mon temps avec cette question. Dites-moi ce que vous en pensez et j'y réfléchirai plus tard

ACTUALITE EN TITRES

Bénéfice en hausse et suppressions d'emplois

- Bombardier annonce 1.200 suppressions d'emploi et un bénéfice en hausse - AFP
- Le numéro un mondial de l'éolien va supprimer 2000 postes en 2013 - L'Expansion.com
- Ericsson va supprimer 9% des ses effectifs en Suède - Reuters
- ING annonce 2.350 suppressions de postes - Reuters

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir.

- Bénéfice net en hausse de 7,6% sur 9 mois pour Ferrari - Reuters

Il faut sauver les banques...

- BNP Paribas: bénéfice net trimestriel plus que doublé - AFP

Comment la presse de Rothschild vous désinforme.

- Un an de prison contre l'auteur du film anti-islam - Libération.fr
- Etats-Unis: l'auteur du film anti-islam condamné dans une affaire de fraude bancaire - AFP

L'auteur du film anti-islam qui avait déclenché une vague de violences meurtrières dans les pays arabes, a été condamné mercredi à un an de prison pour violation de sa liberté conditionnelle. AFP 07.11

L'UE, une colonie américaine.

- La Bourse de Paris finit en forte baisse après la réélection d'Obama - AFP
- Les marchés européens en baisse face aux futurs défis d'Obama - Reuters
- L'Union européenne félicite Obama et veut affronter avec lui les "défis" - AFP

Ils lâchent le morceau...

- France. La suppression de la taxe professionnelle a été payée par les ménages - L'Expansion.com

- E-U. Barack Obama : '*Nous ne sommes pas si divisés...*' - LeMonde.fr

[Le gouvernement a passé un "**pacte**" avec l'UE, le FMI, les banquiers...](#)

- La Commission européenne "*salue*" le pacte de compétitivité français - Le Nouvel Observateur -

- L'Allemagne soulagée par les réformes économiques en France - LePoint.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

Les députés grecs ont adopté dans la nuit de mercredi à jeudi à une courte majorité le nouveau plan de rigueur pluri-annuel réclamé par les bailleurs internationaux de la Grèce, en dépit de la contestation par plus de 70.000 manifestants massés devant le Parlement.

Se pliant aux exigences de l'UE et du FMI pour reprendre la perfusion financière au pays, plus de 150 députés des partis conservateur et socialiste soutenant l'exécutif de coalition ont avalisé ces mesures prévoyant plus de 18 milliards d'économies d'ici 2016

Les 300 députés grecs étaient sous pression de la rue à Athènes. La tension est montée en flèche tant autour du Parlement, quand quelque 300 fauteurs de trouble ont bombardé la police de projectiles et de cocktails molotov, qu'à l'intérieur de la chambre, où un incident de séance a interrompu le débat houleux.

Plus de trois heures après le début du rassemblement, qui a massé selon la police plus de 70.000 manifestants sur la place centrale de Syntagma, des échauffourées isolées se sont poursuivies dans la soirée entre fauteurs de troubles et forces de l'ordre.

Auparavant, le gros de la foule avait reflué tandis que la police noyait la place sous un nuage de gaz lacrymogène, faisant aussi usage d'un nouveau canon à eau contre les groupes la harcelant.

La police a procédé à une vingtaine d'interpellations, tandis qu'un cameraman a été attaqué par une dizaine d'agresseurs masqués et armés de barres de fer, qui ont brisé son matériel, a indiqué une source policière.

Entretemps, le débat parlementaire connaissait un intermède tragi-comique quand le ministre des Finances, Yannis Stournaras, a annoncé que les coupes prévues des salaires des hauts fonctionnaires concernaient aussi les employés du Parlement, traditionnels favoris du clientélisme local.

Ces derniers ayant menacé de débrayer immédiatement, au risque de compromettre l'adoption de la loi dont UE et FMI font dépendre le maintien du pays sous perfusion, il a retiré la mesure, sous les huées.

Dès l'après-midi, la foule s'était massée autour du bâtiment illuminé, aux accès barrés par un impressionnant déploiement policier, à l'appel des principaux syndicats, de nombreuses unions corporatistes, et de l'opposition de gauche radicale et communiste.

"*A bas la politique de soumission et d'humiliation*", proclamait une des multiples banderoles, une autre appelant à l'"*effacement de la dette, résistance aux mesures de misère*".

La loi pluri-annuelle 2013-2016 d'austérité comportant 400 pages réunies en un seul article, est examinée en procédure d'urgence. Son adoption est présentée par gouvernement et bailleurs internationaux du pays comme déterminante pour le maintien du pays dans la zone euro, après trois ans d'austérité et cinq de récession.

"*Ce projet de loi va plonger le pays dans une récession prolongée et la procédure d'urgence est contre la constitution*", a notamment lancé Alexis Tsipras, chef du principal parti d'opposition, le Syriza de la gauche radicale.

Le plan proroge jusqu'en 2016 la rigueur et la durcit avec des économies budgétaires de plus de 18 milliards d'euros.

Les Grecs devront travailler plus longtemps, jusqu'à 67 ans, avec des retraites, et des prestations sociales et de santé revues à la baisse.

Le plan réduit aussi jusqu'à 27% les salaires des haut-fonctionnaires, ramenés en brut mensuel hors prime à 1.872 euros pour le chef de l'Etat-major de l'armée ou à 1.459 euros pour un professeur d'université. Il prévoit le départ de milliers de fonctionnaires, une dérégulation accrue du marché du travail et des services, et des augmentations de taxes.

L'UE et le FMI ont suspendu à son adoption le versement d'une tranche vitale de 31,2 milliards d'euros des prêts promis au pays, dont les caisses seront vides à la fin du mois.

Le président de l'Eurogroupe a estimé que la Grèce n'avait pas d'autre option que de poursuivre la remise en ordre de ses finances publiques.

"Nos amis grecs n'ont pas d'autre choix", a déclaré Jean-Claude Juncker devant l'Association de la presse étrangère à Singapour.

"Ils doivent le faire. Et mon impression est que les réformes qui sont mises en oeuvre en Grèce sont de mieux en mieux comprises par les citoyens grecs". AFP et Reuters 07.11

ECONOMIE

BCE

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi a déploré mercredi une situation économique faible dans la zone euro, qui devrait encore durer.

"Les chiffres du chômage sont tragiquement élevés. La situation économique d'ensemble est faible et cela ne devrait pas changer dans un délai proche", a dit M. Draghi lors d'une conférence bancaire.

Quant à la masse monétaire et aux crédits, leur croissance est contenue, a-t-il ajouté, s'inquiétant de la dernière enquête sur les crédits bancaires réalisée par son institution qui montre que les banques n'ont pas relâché leurs conditions de crédit.

Cette situation devrait rattraper l'Allemagne, a-t-il mis en garde, alors que les économistes qui conseillent le gouvernement allemand sont arrivés au même constat dans leur rapport d'automne publié mercredi.

Dans leur rapport remis à la chancelière allemande Angela Merkel, les cinq "sages" allemands tiennent le même discours.

"En raison de la crise de la zone euro, l'économie mondiale s'est fortement affaiblie, ce qui a affecté la conjoncture en Allemagne", écrivent-ils, tablant sur une croissance de seulement 0,8% en Allemagne en 2013 après 0,8% prévus pour 2012.

Quant à la Commission européenne, elle a annoncé mercredi tabler sur une croissance au point mort en zone euro en 2013 (+0,1%) et de 0,8% pour l'Allemagne contre +1,7% attendu jusqu'ici.

Pour M. Draghi, les mesures adoptées par la BCE pour combattre la crise sont donc aussi bonnes pour l'Allemagne, contrairement à ce que semblent penser certains dans le pays.

S'exprimant à la veille de la réunion du conseil des gouverneurs de la BCE, M. Draghi a ainsi notamment défendu son nouveau programme de rachat d'obligations (OMT), comme il l'avait fait devant les députés allemands il y a quinze jours.

Les mesures de la BCE, si elles peuvent *"ramener la confiance à court terme"*, ne seront pas suffisantes à long terme. *"Seules des mesures des gouvernements peuvent assurer cette confiance"*, a-t-il dit. AFP 07.11

Multinationale

Le premier groupe mondial de produits de beauté, le français L'Oréal, a inauguré mercredi en Indonésie sa plus grande unité de production au monde, dans l'espoir de profiter de la formidable croissance du marché des cosmétiques en Asie.

L'usine, "*la plus grande de L'Oréal dans le monde*", doit produire 200 millions d'unités en 2013, avec une capacité qui pourra être portée à 300 millions puis à 500 millions à plus long terme, a indiqué le vice-président de L'Oréal pour l'Asie-Pacifique, Joechen Zaumseil.

L'unité aura nécessité "*100 millions d'euros*" d'investissement sur une période de six ans, a-t-il précisé dans un discours prononcé lors de l'inauguration de la nouvelle installation dans la zone industrielle de Jababeka, dans la grande banlieue est de la capitale Jakarta.

L'immense usine de 66.000 m2 est appelée à devenir "*le centre de production pour l'Asie du Sud-Est*", a expliqué le responsable, rappelant que L'Oréal avait pour ambition de doubler dans les dix ans à venir le nombre de ses clients dans le monde, actuellement d'un milliard. Sur le milliard supplémentaire de consommateurs, "*750 millions*" se trouveront en Asie, a-t-il souligné.

La nouvelle usine, qui emploiera 800 personnes environ, exportera 70% de sa production en Asie du Sud-Est, le reste étant consacré au marché indonésien, a indiqué le ministre indonésien des Industries, Mohamad S. Hidayat, avant d'ouvrir officiellement l'installation.

L'Indonésie, quatrième pays le plus peuplé de la planète avec 240 millions d'habitants, bénéficie actuellement d'un véritable boom du marché des produits de beauté, avec une progression de 12,9% cette année par rapport à 2011, a souligné M. Hidayat.

Ce dynamisme est largement attribué à l'expansion de la classe moyenne indonésienne, à la faveur d'une croissance du Produit intérieur brut supérieure à 6% l'an en moyenne.

L'Oréal bénéficie ainsi en Indonésie d'une progression moyenne de 30% de ses ventes "*depuis quatre ans*", soit "*la plus rapide en Asie-Pacifique*", s'est félicité M. Zaumseil.

Le marché des cosmétiques en Indonésie, où L'Oréal produit depuis 1986, représente actuellement 1,5 milliard de dollars, contre 47 mds USD pour l'ensemble de l'Asie, a précisé M. Zaumseil. "*Dans dix ans, l'Indonésie comptera parmi les trois plus importants marchés en Asie-Pacifique*", a-t-il prédit.

"*90 millions de nouveaux consommateurs vont s'ajouter en Indonésie dans les dix à quinze ans*", a précisé M. Zaumseil dans une interview à l'AFP. "*Nous avons pour objectif d'en avoir 60 millions. C'est à peu près l'équivalent de la population de la France*", a-t-il souligné.

L'Indonésie et l'Asie du Sud-Est sont "*les nouvelles frontières de croissance*", estime le groupe dans un communiqué. AFP 07.11

Je ne consomme que des produits *Made in India*, ce sont les moins chers sans être forcément de mauvaises qualités. J'opte pour les shampoings, savons et huiles pour les cheveux à base de produits naturels autant que faire se peut, qui ne sont pas les moins chers mais presque. L'Oréal, Garnier sont des marques en rayon, 30 à 50% plus chères. Je suis un très mauvais consommateur pour les multinationales, j'économise sur tout et je ne suis surtout pas le comportement des couches moyennes auxquelles j'appartiens.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 novembre

CAUSERIE

Mon épouse est arrivée à 4h30 du matin, avant j'ai dormi à peine deux heures, il m'a fallu vider ses valises qui empestaient la charcuterie et le fromage, etc. bref, je me suis reposé entre 9h et 9h30, je suis crevé. Pas le temps d'en faire plus, d'autant plus qu'ils recommencent à nous couper le courant 10 à 12h par jour...

Bon week-end à tous.

[Ils ont un train ou plutôt quelques décennies de retard.](#)

Editorial (IO n°225) de D. Gluckstein : "*Que la classe capitaliste ne voie pas d'autres moyens de rétablir ses marges de profit et d'assurer scrupuleusement le service de la dette (devenu premier budget de l'Etat), c'est dans l'ordre des choses.*"

Alors qu'en réalité la classe des capitalistes dominée par l'oligarchie financière poursuit un autre objectif, politique et non économique qui n'est que le moyen de l'atteindre car ils détiennent la quasi totalité du pouvoir économique, ce qui leur manque c'est le pouvoir politique, total, absolu : établir un Nouvel ordre mondial dans lequel les maîtres du monde s'affranchiront des contradictions du capitalisme une fois les masses exploitées dépouillées de tout droit politique et réduit en esclavage.

La question pour eux réside dans les moyens d'y parvenir le plus rapidement possible, ce qui nécessite un nivellement par le bas des salaires, donc la liquidation des cotisations sociales versées par les employeurs aux organismes sociaux qui constituent une part de la plus-value qu'ils redistribuent aux travailleurs.

Dans leur esprit, la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs ne doit pas provenir de leurs revenus, elle doit dépendre uniquement d'une autorité politique supérieure qui aurait le pouvoir de décider à leur place en quoi consisteraient leurs besoins et la manière de les satisfaire ou non, en fonction de critères qu'elle aurait elle-même définis dans l'arbitraire le plus total sans que personne ne puisse le contester. Dites-moi, c'est bien ainsi que fonctionne déjà la société américaine ou que l'Union européenne entend procéder, non ?

Certes, afin d'accroître leur marge ou leur profit, mais cette notion est de nos jours complètement dépassée si on prend en compte tous les mécanismes qu'on mis en oeuvre les banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux en Europe depuis plusieurs décennies pour repousser l'échéance de l'effondrement du capitalisme dû aux contradictions du capitalisme, c'est refusé de reconnaître qu'ils sont parvenus en grande partie à s'en affranchir.

Jusqu'à quel point, je n'en sais rien au juste, je constate simplement que l'écart entre l'économie réelle et l'économie fictive, virtuelle ou spéculative, de l'inflation monétaire sans pratiquement de limite n'a cessé de croître sans pour autant que le capitalisme ne s'effondre, alors qu'il est miné par une monstrueuse montagne de dettes, très largement supérieure au PIB et à la capitalisation boursière mondiale.

En d'autres temps, il se serait déjà effondré depuis longtemps, on est donc en droit de se demander pourquoi ce n'est pas le cas aujourd'hui, et par quel moyen ils sont parvenus à l'empêcher, quelles sont leurs véritables intentions, puisque ce sont eux qui détiennent la clé ou la solution du problème puisque le mouvement ouvrier est incapable de renouer avec le socialisme révolutionnaire, ils ont le monopole de la création monétaire et ils disposent des plus grands stocks d'or de la planète ainsi que des mines.

D. Gluckstein en est encore à croire les histoires que nous servent les médias et les institutions destinées à la population. Par exemple que tel richissime banquier ou capitaliste américain, mexicain, indien, chinois ou français posséderait quelques dizaines de milliards de dollars ou d'euros et voudrait tout naturellement s'enrichir toujours plus.

Mais quand on a à l'esprit que ce sont des dizaines de milliers de milliards de dollars ou d'euros qui dorment ou fructifient tranquillement dans les coffres des 72 paradis fiscaux répartis à travers le monde, là on se dit qu'on n'est plus vraiment dans la même échelle de grandeur et que nos milliardaires doivent avoir une autre idée derrière la tête que s'enrichir encore plus, et que les mesures qu'ils imposent finalement aux différents gouvernements qui les appliquent avec zèle, correspondent à un autre objectif, un objectif politique.

La Bourse de Paris, c'est-à-dire, les entreprises du CAC 40, les plus grandes sociétés présentes sur le sol français, dont les principales banques, sont passées sous la coupe du NYSE (New York Stock Exchange), ajoutons que les sociétés cotées à Paris réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires et de leurs profits hors de France, qu'elles disposent d'unités de production ou de filières dans le monde entier où sont fabriqués une grande partie des marchandises qui inondent le marché mondial.

Ajoutons que dorénavant les capitalistes n'ont plus besoin de produire quoi que ce soit en Europe occidentale où le coût de la main d'oeuvre est plus cher qu'en Asie ou en Amérique latine où ils peuvent produire dans des conditions plus favorables et beaucoup plus rentables. C'est même un anachronisme qu'il existe encore des usines en Europe occidentale, je crois que D. Gluckstein n'en a pas vraiment pris la mesure ou ne l'a pas du tout réalisé.

Alors pourquoi les capitalistes continuent-ils pour autant de produire en Europe occidentale où ils perdent de l'argent ou n'en gagnent pas autant que s'ils produisaient les mêmes marchandises ailleurs, sinon pour des raisons politiques et accessoirement sociales, car c'est bien là leur dernière préoccupation. Leur problème réside dans l'histoire politique distincte de chaque pays, leurs institutions, les rapports entre les classes qui ont été établis.

Pourtant le garrot de la dette aurait dû le mettre sur la bonne piste, car en s'attaquant à l'Etat que font les banquiers ? Ils s'attaquent à la forme politique de la domination de classe de la bourgeoisie, à l'instrument qui sert à régir les rapports entre les classes au profit de la classe dominante, au sein des institutions. En s'attaquant à l'Etat, en le vidant de sa substance pour n'en garder que le contenu bureaucratique et policier, c'est à ces rapports qu'ils s'attaquent, à ses composantes, les différentes classes, y compris en grande partie à celle des capitalistes, car selon eux un grand nombre d'entre eux doit encore disparaître.

Leur objectif est de faire disparaître les classes au profit d'une masse d'esclaves qui leur seront totalement soumis, ce qui est logique puisque c'est l'existence des différentes classes et les inégalités qui existent entre elles qui est à l'origine de la lutte des classes avec laquelle ils ont décidé d'en finir une bonne fois pour toute, pour qu'ainsi plus personne ne puisse contester leur pouvoir devenu absolu, ce qui nécessitera au préalable d'être parvenu à réaliser un contrôle total sur la population. On est très loin de calculs d'épicier sur la marge ou sur la dette.

Là où D. Gluckstein aurait raison, c'est qu'en cas de difficultés passagères insurmontables, ce processus cèderait le pas devant l'économie réelle qui reprendrait tous ses droits, autrement dit la lutte des classes, faudrait-il encore que le prolétariat et les couches moyennes ne se contentent pas de résister et de journées d'action sans lendemain et trouvent la voie du combat politique contre l'Etat. Depuis déjà trois ans, on a pu observer en Grèce que la seule résistance ou la mobilisation sans direction et orientation politique correcte n'aboutissait à rien, sauf à laisser passer des mesures antisociales toujours plus violentes contre les travailleurs. Et depuis quelques semaines le spectre d'une nouvelle dictature n'est plus à écarter.

Déjà la manière dont fonctionnent les rapports entre exploités et exploités dans les entreprises ne relève plus d'un rapport de forces entre les classes, mais de directives ou de lois rédigées par des technocrates et dictées par l'oligarchie financière, dont Bruxelles sert de relais. C'est d'ailleurs de plus en plus le cas pour l'ensemble des rapports dans la société. Ce sont eux par exemple qui ont imposé les lubies écologiste et Internet, à toutes les classes. Le chef d'entreprise n'est plus le maître des lieux, il ne détient plus aucun pouvoir, c'est son banquier et le marché qui le détiennent. Il n'est plus qu'un pion entre les mains de la finance.

On nous rétorquera qu'il ne faut pas généraliser. Certes, c'est un processus en cours, qui s'accélère, c'est une tendance, la tendance dominante de notre époque, or en politique pour définir une stratégie, on ne se base pas sur des certitudes ou sur des convictions, encore moins sur des principes, mais sur la tendance qui se dégage de l'analyse de la situation à l'échelle mondiale, dans quelle direction s'oriente le capitalisme.

Entre 2008 et 2012, ceux qui détiennent la planche à billets ont démontré qu'ils étaient capables de s'en servir pour éviter un effondrement de l'économie mondiale à coup de milliers de milliards de dollars ou d'euros, ils auraient très bien pu prendre la décision inverse et nous rejouer le coup de 14-18 et 39-45, pour le moment, apparemment ils ont estimé que ce n'était pas nécessaire, c'est qu'ils jugent que leur plan est sur la bonne voie, mais ils peuvent très bien changer d'avis du jour au lendemain, ces gens-là sont très susceptibles et imprévoyants en la manière, seul le résultat compte à leurs yeux, quant aux moyens pour y parvenir, c'est le cadet de leur soucis ou plutôt leurs conséquences désastreuses pour les peuples.

Communiqué de la Libre Pensée sur la "*morale laïque*" enseignée à l'école.

Il faut "*rendre les moyens nécessaires à l'Enseignement public*", alors que la société fonctionne de telle sorte de nos jours que l'acquisition du savoir se fait en grande partie en dehors des établissements scolaires, disons dès lors que l'on sait lire, écrire et compter. C'est comme si pour acquérir de nouvelles connaissances, ils nous conseillaient de nous inscrire aux cours du soir ou de prendre des cours par correspondance avec une université, on se demande dans quel monde ils vivent.

En réalité, l'Enseignement public pour correspondre à la société telle qu'elle existe aujourd'hui, il devrait être refondu entièrement, de fond en comble. Ils vont nous rétorquer qu'on tient le même discours que ceux qui veulent en finir avec l'Enseignement public, or ce n'est pas du tout notre propos. Pour que l'Enseignement public soit à la hauteur des défis que constitue la concurrence des moyens de communications ou d'informations modernes à la disposition de chacun, ses moyens devraient être multiplier par cent.

C'est évidemment impossible sous un régime en crise ou plutôt en pleine décomposition. Une précision. Crise voudrait dire que ce serait des conditions objectives qui seraient à l'origine de la situation actuelle, ce qui est en partie vrai et faux à la fois comme je l'ai relevé plus haut, alors que décomposition met davantage l'accent sur des conditions subjectives qui correspondent à une volonté déterminée de mener le monde vers là où il penche de plus en plus, son pendant étant l'ignorance des masses qui se caractérise par la faiblesse de son niveau d'organisation.

L'existence des classes (sociales) devant être remise en cause, que reste-t-il alors ? Des individus atomisés, des individualités sans défense, l'individualisme qui prime dans tous les rapports. Dès lors qu'il existe des supports individuels pour acquérir un savoir, la tablette avec ses multiples applications qui remplace l'encombrant ordinateur vient à point nommé, tout apprentissage collectif devient obsolète, l'école, la salle de classe, le professeur deviennent inutiles.

Il y en a qui rêvent de refaire la classe comme au début du XXe siècle, c'est pathétique.

Maintenant, il est vrai que les profs se retrouvent confronter à une terrible difficulté, car dans cette histoire-là ils ne maîtrisent absolument rien, ils sont totalement désarmés, sauf à faire preuve de beaucoup d'imagination pour avoir une autorité sur leurs élèves.

C'est possible d'y arriver dans la mesure où leurs élèves n'ont pas le choix non plus, ils doivent suivre attentivement les cours qui leur sont donnés, sinon ils échoueront à leurs examens, car ils ne sont pas encore suffisamment familiarisés et motivés

pour apprendre par eux-mêmes à l'aide d'un ordinateur chez eux. Les profs doivent être des pédagogues accomplis pour affronter avec succès ce défi.

Dans la vie courante, je ne me sers pratiquement plus d'un stylo ou d'une feuille de papier, j'écris très rarement, je n'utilise plus que l'ordinateur. Si demain je devais retourner en arrière, je crois bien que je commencerais par me demander comment je vais procéder, car j'ai perdu cette habitude. J'ai l'écriture que l'on prêtait aux ânes, une belle écriture comme l'on dit, c'est ce qui m'a permis de trouver du boulot facilement autrefois, notamment, ou de travailler au lycée français de Pondichéry plus récemment. J'allais jusqu'à m'acheter des plumes et une bouteille d'encre car je trouvais que l'écriture avec un stylo à plume était trop uniforme.

Quant à la lecture, l'ordinateur permet de naviguer à l'intérieur d'un ouvrage au grè du besoin beaucoup plus facilement qu'avec un livre, par contre je lis plus vite et plus de pages dans un livre qu'à l'écran, je n'ai jamais réussi à m'y faire, je dois être trop vieux ! Et mes yeux sont si fatigués que lire un livre m'épuise au bout de dix minutes, car je dois changer de lunettes, celles que j'utilise pour lire à l'écran ne sont pas assez puissantes.

Pour revenir à notre sujet. (Il est 0h10, Mageswary va atterrir à Chennai dans 30 minutes, elle sera là d'ici 4h environ. Je dois encore balayer et passer la serpillière.)

J'imagine que pour les gosses, il y a quelque chose d'archaïque dans l'école par rapport à ce qu'ils côtoient tous les jours à l'extérieur. A moins que cela leur paraisse exotique ! Je ne plaisante pas, après tout pourquoi pas, il faut trouver la parade à défaut de moyens qui ne viendront pas du ministère, j'essaie de me mettre à la place des profs qui en savent.

PS-PCF : les municipales dans le viseur

«On ne peut pas d'un côté tenir un discours clivant contre l'exécutif quand il met en œuvre le programme et de l'autre vouloir être dans l'unité de la gauche dans les territoires», explique Luc Carvounas, sénateur maire PS d'Alfortville, qui met «en garde les collègues communistes et ceux du Parti de gauche» : «Ils ne pourront pas s'offusquer si le premier tour des municipales sert de primaires, y compris dans les villes dirigées par le PC.» Secrétaire national du PS, Alain Bergounioux manie la menace: «Le PC doit être mis devant ses responsabilités pour les municipales. À trop entrer dans une opposition systématique, il y aura des conséquences dans l'électorat socialiste et une compétition au premier tour. En d'autres termes, le PC a quelques problèmes devant lui.»

Officiellement, le PS ne va pas encore aussi loin. Christophe Borgel, en charge des élections, préfère aborder la question en pacificateur, sans minimiser «les différences et les désaccords» qui peuvent exister entre PS et PC. «Mais nous cherchons à convaincre et à rassembler», explique-t-il. Sans parler de repréailles, le secrétaire national souligne qu'«il n'est pas sûr que l'électorat qui a souhaité le changement comprenne que les communistes en viennent à voter contre le gouvernement avec l'UMP!». lefigaro.fr 08.11

FMI. L'art et la manière de présenter les choses... à son avantage. Décryptage

Le FMI redoute que l'austérité en cours dans certains pays européens ne devienne "politiquement et socialement intenable" à l'heure où la protestation contre les plans d'économies continue en Grèce et au Portugal, selon un rapport publié jeudi.

(Le FMI présente la situation comme s'il y était totalement étranger, alors qu'en réalité il en est à l'origine en tant que porte-parole des banquiers de la Fed et leurs alliés qui harcèlent la Grèce et le Portugal (notamment) depuis des années. - Ndlr)

Il y a "un risque que l'austérité devienne politiquement et socialement intenable dans les pays de la périphérie" de la zone euro (Grèce, Portugal, Espagne), a indiqué le Fonds monétaire international dans une synthèse rédigée à l'occasion du récent sommet du G20 au Mexique.

(On voit poindre la crainte que les peuples se soulèvent et que tout leur plan tombe à l'eau, c'est une hypothèse valable, disons jusqu'à un certain point seulement, cela leur compliquerait les choses. - Ndlr)

"Il faudra encore des années pour mener à bien les réformes budgétaires et structurelles" dans ces pays, prévient le Fonds.

(Là ils se lamentent, tout en avouant leur objectif sur le plan social qui ne sera pas sans conséquences politiques. - Ndlr)

Pointant un autre risque pesant sur la zone euro, le FMI estime dans ce rapport que certains pays pourraient retarder leur recours aux mécanismes d'aide pour des "raisons politiques".

(C'est l'obstacle que j'avais souligné plus haut. - Ndlr)

Début septembre, la Banque centrale européenne (BCE) a mis en place un programme de rachat d'obligations publiques (OMT) pour faire baisser les taux d'emprunts mais aucun pays n'y a jusque là fait appel.

L'Espagne, pressentie pour l'inaugurer, s'y refuse jusqu'à présent, craignant de devoir se plier à de nouvelles mesures d'austérité imposées via le Fonds de secours européen (MES).

Mettant en garde contre ces risques politiques, le FMI affirme qu'une "*nouvelle aggravation des tensions*" dans la zone euro obligerait les gouvernements à accélérer encore leur ajustement budgétaire, avec la possibilité de pertes pour la croissance encore "*plus importantes*".

(Voilà un excellent exemple qui confirme ce que j'ai écrit au début de ma causerie. Si vous prenez tel quel cette mise en garde du FMI, vous avez tout faux et c'est facile de comprendre pourquoi : en réalité, c'est le FMI ou l'oligarchie financière qui est à l'origine d'une "*nouvelle aggravation des tensions*" dans la zone euro, comment, deux exemples tirés de l'actualité d'hier.

Madrid a placé 731 millions d'euros de titres arrivant à échéance en 2032 à un rendement moyen historiquement élevé de 6,328%. (Reuters) A ce prix-là dans les conditions actuelles pour un Etat, c'est le taux de l'usure ! 3,04 milliards, a porté sur un nouvel emprunt à cinq ans réalisé au rendement moyen de 4,68%. (id) C'est encore un taux très élevé.

En fonction de la situation sociale les marchés financiers souffle le chaud et le froid mais ne lâcheront pas le morceau. "*Cela va renforcer le gouvernement dans la conviction qu'il n'a pas besoin de renflouement à ce stade mais avec les besoins de refinancement de 2013 qui s'annoncent, je pense qu'il sera obligé de s'en remettre à la BCE*", a commenté Nick Stamenkovic, responsable de la stratégie taux de Ria Capital Markets. (id) En effet, hier Le Trésor espagnol a placé pour 4,8 milliards d'euros d'obligations à moyen et long terme, en 2013, il faudra ajouter un zéro derrière le quatre... Passons à la Grèce.

Les Européens n'entendent pas relâcher la pression sur la Grèce malgré un nouveau plan d'économies adopté mercredi soir, et salué par la Banque centrale européenne (BCE) qui réunissait jeudi son conseil des gouverneurs à Francfort (ouest).

"*C'est un pas important franchi par le gouvernement grec et les citoyens grecs. Cela représente un réel progrès par rapport à il y a quelques mois*", a déclaré M. Draghi.

Pour autant, la BCE ne peut pas aider la Grèce à sortir de la nasse financière dans laquelle elle se trouve, a-t-il signifié, renvoyant Athènes, qui aimerait bien que l'institution monétaire renonce au remboursement des obligations grecques en sa possession, vers ses partenaires européens.

"*Cela s'apparenterait à du financement monétaire (...) ce que nous ne pouvons pas faire*", a ajouté M. Draghi. (AFP)

Or c'est cette "*nasse financière*" qui étrangle la Grèce et conduit le gouvernement à justifier le recours à de nouveaux "*ajustements budgétaires*", de nouvelles coupes dans tous les ministères. La suite est à l'avenant.

Le gouvernement grec pensait que le vote de son parlement allait lui permettre de toucher enfin la prochaine tranche d'aide promise, d'un montant de 31,2 milliards d'euros, mais gelée depuis juin, afin de pouvoir honorer un remboursement d'emprunt le 16 novembre.

Cependant, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a refroidi ces attentes jeudi, en affirmant qu'il n'attendait pas d'accord entre la Grèce et ses créanciers "*dans les prochaines semaines*".

Le porte-parole de la Commission européenne a lui aussi salué le vote mais a insisté sur le vote dimanche du budget 2013 en Grèce, qui sera selon lui également "*crucial pour permettre à l'Eurogroupe de lundi d'avancer dans les discussions*". (id)

C'est très clair, c'est bien la BCE, l'Eurogroupe, Berlin, Paris, etc. qui soufflent sur la braise et attise l'incendie qu'ils ont eux-mêmes allumé et qui aboutira finalement à une "*nouvelle aggravation des tensions*" dans la zone euro et non l'inverse, car ils l'imputeront à la Grèce. - Ndlr)

Concernant le reste du globe, le Fonds appelle une nouvelle fois les Etats-Unis à s'attaquer à leur "*mur budgétaire*" tout en relevant un "*certain apaisement*" des tensions financières internationales.

(Là bizarrement, le FMI n'impose aucune mesure contraignante aux Etats-Unis, normal. Et puis après tout, tout ne va pas si mal, passant allègrement du coq à l'âne, des quelque 16.500 milliards de dollars de dettes des Etats-Unis à un "*certain apaisement*" sur les marchés financiers, bref, tout va bien. C'est là qu'on est obligé de se poser des questions : comment font-ils, qu'est-ce que cela signifie, la situation est plutôt alarmante, non ? Non, à vrai dire pas tant que cela, mais alors cela signifie que cette comédie peut encore durer longtemps et qu'ils ont une autre idée en tête ? Semble-t-il, il faudrait être naïf pour ne

pas l'envisager et chercher ce que cela recouvre. - Ndlr)

"La conjoncture économique pourrait être en train de se stabiliser", écrit le FMI, tout en assurant que de "nouveaux reculs" ne sont pas à exclure.

Le Fonds, qui continue de prévoir une croissance mondiale de 3,6% en 2013, estime toutefois que le risque que ce taux soit finalement inférieur à 2% a quadruplé, passant de 4% en avril à 17% en septembre.

Selon le FMI, une croissance mondiale sous les 2% pourrait impliquer une "*récession des économies avancées*" et un "*ralentissement important*" des puissances émergentes.

"Les incertitudes sur l'avenir (...) sont encore considérables", écrit le Fonds. AFP 08.11

(Ce que je n'ai pas précisé plus haut, c'est que bien que leurs magouilles puissent durer encore longtemps, ils sont pris dans un étau : soit il laisse l'économie réelle fonctionner selon ses propres lois et l'économie mondiale va rapidement exploser sous le poids de la dette et de l'inflation monétaire, elle va entrer en récession et le chômage de masse va s'accroître ; soit ils interviennent à doses homéopathiques pour la maintenir en survie à la limite de l'effondrement, pendant qu'ils continueront d'avancer sur le plan politique sur la voie qu'ils se sont tracés.

Ce que j'ai voulu dire, c'est qu'ils peuvent privilégier un scénario plutôt qu'un autre et en changer s'ils l'estiment nécessaire, que rien n'est figé en la matière. Le seul facteur qu'ils ne maîtrisent pas, c'est l'attitude des masses exploitées, d'où justement leur plan qui consiste à terme à les neutraliser totalement.

Nous sommes en présence de gens qui savent parfaitement ce qu'ils font et qui ont conscience des conséquences prévisibles qui en découleront, ils manoeuvrent donc en jouant sur tous les rapports, tout en tentant d'en garder le contrôle pour qu'ils évoluent dans la direction qu'ils ont définie.

Evidemment, rien ne dit que les choses se passeront telles qu'ils le souhaitent, d'où notre relatif optimiste pour la suite, rien n'est joué, la partie n'est pas perdue même si on part avec un lourd handicap, tout va dépendre de la capacité du prolétariat à élever son niveau de conscience dans les mois ou années à venir et à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire pour vaincre le capital.

Trotsky nous avait averti : cela sera difficile, beaucoup plus difficile qu'autrefois, et à l'époque où il nous adressait cet avertissement les moyens modernes de communication et de propagande au service de la réaction que nous connaissons aujourd'hui n'existaient pas, il est donc impératif, pas seulement de défendre chaque millimètre carré que l'ennemi veut nous reprendre, d'organiser les travailleurs, il faut tout mettre en oeuvre pour élever leur niveau de conscience du fonctionnement de la société, chacun d'entre nous doit absolument y contribuer, car lorsque l'affrontement direct entre les classes se produira, son issue dépendra largement du niveau de conscience acquis par les masses au début de la révolution.

On nous rétorquera qu'en dire trop ne sert à rien, qu'elles ne vont rien y comprendre ou que tout va s'embrouiller dans leur tête, ce ne sera jamais pire qu'aujourd'hui, semble-t-il non ? De l'audace, bordel, qui ne risque rien n'a rien à l'arrivée. Prenez deux gosses qui ont eu une éducation complètement différente. Dans le premier cas, quand il posait une question à ses parents, ils lui répondaient systématiquement que ce n'était pas de son âge, qu'ils ne connaissaient pas la réponse, etc. Dans le second cas, ses parents prenaient le temps de lui répondre ce qui alimentait sa propre réflexion. D'après vous lequel des deux sera le plus évolué plus tard ? A mon avis le second, j'en veux pour preuve que je me suis retrouvé dans le premier cas et qu'à 20 ans j'étais complètement arriéré, abruti au dernier degré, oui, je vais en porter des séquelles jusqu'à la fin de ma vie, cela fait partie de mes limites ou faiblesses, tandis qu'en procédant comme dans le second cas avec ma fille, elle s'est épanouie, elle est devenue institutrice, elle a développé ses facultés intellectuelles, elle possède un esprit critique et quelque part elle pense librement.

Les masses aussi portent de graves séquelles dues à l'abrutissement, au conditionnement que leur servent les médias et cette société quotidiennement, à nous de les aider à les briser en leur proposant une alternative politique au capitalisme sérieuse et cohérente, si nous savons trouver les mots et la syntaxe qui convient à leur situation, poussées par des conditions objectives de plus en plus insupportables à agir ou à chercher une voie pour en finir avec le cycle infernal de la régression sociale sans fin à laquelle les vouent le capitalisme et ses institutions, ses représentants. - Ndlr)

[L'exception confirme la règle.](#)

- Une Française première femme à la présidence d'Interpol - AFP

Une Française, Mireille Ballestrazzi, a été élue jeudi à Rome présidente d'Interpol, devenant ainsi la première femme à présider cette organisation internationale de coopération policière, a annoncé l'organisation réunie en sommet depuis lundi dans la capitale italienne.

Depuis 2010, elle est le numéro deux de la PJ française.

Lors d'une visite à Rome, le ministre français de l'Intérieur Manuel Valls avait dressé lundi un portrait élogieux de Mme Ballestrazz : "*Elle fait partie de ces femmes qui font honneur à la police française (...) Elle connaît parfaitement les dossiers de la criminalité organisée, les nouvelles formes de violence et comment s'y attaquer. Elle a noué aussi des relations importantes au niveau national et international*". AFP

Mais bizarrement elle a été impuissante à endiguer la violence à Marseille, notamment. Etrange, non ? Pas tant que cela en réalité...

ACTUALITE EN TITRES

Ca baigne pour eux.

- Malgré la crise, BNP et Société Générale font bonne figure - L'Expansion.com
- Profits en hausse pour Disney avec les parcs à thème et ESPN - Reuters
- Hermès va franchir haut la main les 3 milliards d'euros de ventes en 2012 - AFP
- Malgré des résultats en hausse, Sodexo licencie - L'Expansion.com

On comprend, on comprend...

- Les communistes se considèrent "*membres de la majorité*" - LePoint.fr
- PS-PCF : les municipales dans le viseur - LeFigaro.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le gouvernement n'a pas d'argent... sauf pour les banques !

Belgique et France se sont entendus dans la nuit de mercredi à jeudi pour injecter 5,5 milliards d'euros au capital de Dexia, dont la solvabilité était menacée par sa restructuration à marche forcée. La Belgique apportera 53% de ce montant, soit 2,915 milliards d'euros, la France contribuant pour le solde, soit 47% (2,585 milliards).

Contrairement aux garanties apportées par ces mêmes Etats (avec le Luxembourg), cette recapitalisation implique un décaissement, qui influe donc sur la situation budgétaire de ces pays. "*Je crois que c'était absolument indispensable car le prix à payer, sans ça, d'un sinistre ou d'un défaut aurait été considérable*", a expliqué M. Moscovici. AFP 08.11

1.2- Alliance militaro-industrielle entre la France, la Grande-Bretagne et Israël.

La France et la Grande-Bretagne ont lancé l'expérimentation du drone tactique Watchkeeper, fabriqué par Thales UK, filiale du groupe français du même nom et le groupe israélien Elbit à partir de la plate-forme israélienne Hermes 450, a annoncé jeudi le ministère français de la Défense.

Cette expérimentation avait fait l'objet d'un accord signé en juillet dernier par les ministères de la Défense des deux pays.

Prise en charge par la Délégation française de l'armement (DGA) et son homologue britannique DE&S, elle a été lancée le 22 octobre mais commencera vraiment ce mois-ci avec la formation des premiers opérateurs français, précise un communiqué.

Les campagnes de vol seront réalisées à Istres en 2013.

"L'évaluation du système britannique Watchkeeper par l'armée de terre française va permettre à nos forces de définir les conditions d'une coopération opérationnelle étroite", lit-on dans le communiqué du ministère français de la Défense.

Le contrat notifié par la DE&S à Thales UK le 22 octobre couvre, outre la formation des opérateurs, le soutien de l'expérimentation - transport, logistique, maintenance.

Le système Watchkeeper est un système de drones de reconnaissance, d'observation et d'acquisition d'objectifs destiné aux forces terrestres. Cet appareil sans pilote peut voler par tous les temps pendant plus de 16 heures. Reuters 08.11

Entre empires ou colonisateurs, une telle alliance militaire est naturelle, avec l'aval de Washington puisque les banquiers de la Fed et ceux de la Banque d'Angleterre sont les mêmes. Qu'Israël, propriété à 80% des Rothschild et Rockefeller y soit associé via son industrie d'armement confirme que pour les dirigeants du PS le sionisme n'est pas vraiment un problème, le problème, ce sont les Palestiniens.

2- Grèce

Le gouvernement grec est sorti affaibli jeudi après l'adoption au parlement à une courte majorité d'un nouveau train de rigueur réclamé par UE et FMI et fortement contesté dans la rue, les syndicats restant vigileants face, selon eux, aux violations du droit social.

Les économies de 18 milliards d'euros que la Grèce a été contrainte de voter, ont entraîné sept défections de parlementaires opposés aux nouvelles coupes dans les retraites et les salaires, affaiblissant la coalition gouvernementale tri-partite composée de la droite Nouvelle-Démocratie, des socialistes du Pasok et de la Gauche démocratique Dimar.

Un député conservateur et six socialistes récalcitrants ont été immédiatement radiés de leurs groupes parlementaires respectifs.

"Les mesures sont passées mais les difficultés commencent tant pour les citoyens qui doivent faire face à des bouleversements considérables (dans leur vie quotidienne) que pour le gouvernement", commentait le quotidien Ta Néa jeudi.

"Le gouvernement est devant deux enjeux: l'un de s'assurer du versement imminent de la tranche de 31,2 milliards d'euros du prêt UE-FMI et le second de faire redémarrer l'économie. Le gouvernement ne pourrait plus tenir si les créanciers réclament plus d'économies", souligne Ta Nea (centre-gauche).

"Le gouvernement de coalition a atteint son principal objectif de faire passer ces mesures, ce qui est évidemment un test réussi qui prouve la cohésion de la coalition", a renchéri Vassiliki Georgiadou, politologue à l'université de Panteion à Athènes, pour l'AFP

"Le test politique pour le gouvernement sera le vote dimanche du budget 2013, qui est traditionnellement un vote de confiance au gouvernement", a-t-elle dit.

Si la cohésion des alliés gouvernementaux semble assurée dans l'immédiat, la contestation dans la rue, qui a rassemblé à Athènes plus de 70.000 manifestants mercredi soir à l'appel des syndicats du privé GSEE et de l'Adedy, ne semble pas s'atténuer.

Tout en reconnaissant *"la fatigue et le désespoir"* des Grecs après trois ans d'austérité et des dizaines de grèves, le président de la GSEE, Yannis Panagopoulos estime que toutes les mobilisations depuis 2010 ont contribué *"à retarder les mesures et à faire connaître dans le monde les violations du droit social"* en Grèce.

"Outre le recours à la justice grecque et à l'Organisation internationale du Travail (OIT, ILO en anglais), nous allons recourir à la cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) pour violation de la liberté des négociations des conventions collectives et les droits sociaux", souligne à l'AFP M. Panagopoulos.

En coordination avec la Confédération syndicale internationale (CSI, ITUC en anglais), M. Panagopoulos s'apprête à *"une mobilisation internationale contre l'anticonstitutionnalité d'une série de mesures adoptées depuis 2010 compromettant les droits sociaux"*. AFP 08.11

Il va s'adresser à l'Organisation internationale du Travail (ONU), à la cour européenne des droits de l'Homme (UE), pourquoi pas au Pape !

Un complément

Le taux de chômage en Grèce a atteint un nouveau record en août, à 25,4%, marquant ainsi le 39ème mois consécutif de hausse, a annoncé jeudi l'Agence nationale grecque des statistiques (ELSAT).

Le taux de chômage a plus que triplé depuis le début de la crise économique en 2008. Le chômage touche désormais 58% des 15-24 ans, contre 20% en août 2008.

Un nombre record de 1,27 million de Grecs sans emploi a été atteint en août, une hausse de 38% comparée au même mois de l'année précédente.

Selon les prévisions de la Commission européenne, le marché du travail devrait continuer à se dégrader jusqu'en 2013, puis s'améliorer légèrement en 2014. Reuters 08.11

3- Tchéquie

Le Parlement tchèque a approuvé jeudi un plan ambitieux de restitution de biens appartenant aux Eglises, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, qui avaient été confisqués après l'avènement du régime communiste en 1948.

Ce vote, acquis à la Chambre basse par 102 voix sur un total de 200, constitue une victoire pour le Premier ministre, Petr Necas. Le feu vert des députés réduit en effet à néant le veto opposé dans un premier temps par le Sénat.

Le texte prévoit de restituer des terrains et des immeubles appartenant aux Eglises, pour la plupart chrétiennes, et d'accorder une indemnisation financière d'environ sept milliards de dollars sur une période de trente ans.

En vertu de ce plan, les Eglises deviendraient indépendantes de l'Etat et perdraient progressivement leurs subsides publics.

Il a bénéficié du soutien du chef du gouvernement et de ses alliés conservateurs tout en restant très impopulaire dans les rangs de l'opposition de centre gauche et dans l'opinion publique tchèque, majoritairement athée.

Le texte de loi va maintenant être soumis pour approbation au chef de l'Etat, Vaclav Klaus, qui a émis des réserves. Le président peut y opposer son veto après celui des sénateurs mais les 102 voix de députés recueillies jeudi permettront dans ce cas de contourner tout veto présidentiel. Reuters 08.11

4-Argentine

Un juge argentin a ordonné le gel des actifs de la compagnie pétrolière américaine Chevron en Argentine à la demande d'un magistrat équatorien, pays dans lequel l'entreprise a été condamnée à une amende de 19 mds USD pour pollution, a indiqué mercredi un avocat des plaignants.

"Un juge argentin a ordonné le gel d'actifs de Chevron en Argentine en application d'une demande d'un magistrat équatorien", a déclaré lors d'une conférence de presse à Buenos Aires Me Enrique Bruchou, avocat représentant les plaignants en Argentine.

L'avocat a précisé qu'"à cet instant, des auxiliaires de justice notifient plusieurs gels pour un total de 19 milliards de dollars et les gels se mettent en place".

Chevron ne dispose toutefois que de deux milliards de dollars d'actifs en Argentine, selon Me Enrique Bruchou.

Cette version a été contestée par Chevron qui a affirmé que le groupe *"ne détient pas d'actifs en Argentine. Toutes les opérations en Argentine sont assurées par des filiales"*, a déclaré à l'AFP un porte-parole de Chevron, Kent Robertson.

"Les avocats des plaignants n'ont pas le droit de faire saisir des actifs de nos filiales en Argentine et on ne devrait pas leur permettre de perturber" le recours à "nos importantes ressources énergétiques" en Argentine, a-t-il fait valoir.

D'après Enrique Bruchou, le juge Adrian Elcuj Miranda a stipulé que le gel concerne 100% des actions de Chevron Argentine, 100% des dividendes et 100% de sa participation dans l'oléoduc del Valle.

En outre, la décision s'appliquera sur 40% des ventes de la compagnie aux raffineries et 40% de tout compte en banque dont dispose l'entreprise en Argentine, a-t-il poursuivi.

SOCIAL

France

Le groupe coopératif Sodiaal a annoncé jeudi le projet de fermeture de trois sites de conditionnement de lait de consommation de Candia d'ici à 2014, qui impliqueraient la suppression de 313 postes, selon un communiqué du groupe.

Sont concernés les sites de Lude (Sarthe), de Saint-Yorre (Allier) et de Villefranche-sur-Saône (Rhône), détaille-t-il. Le groupe envisage "le regroupement de la production de la société Candia sur cinq sites de conditionnement de lait de consommation à l'horizon 2014, au lieu de huit actuellement" afin "de renforcer" l'entreprise dans le secteur du lait de consommation qui "voit, année après année, sa compétitivité se dégrader face à la concurrence européenne".

La collecte du lait auprès des 12.400 producteurs de la coopérative restera inchangée, tient-il à préciser. Ce projet de fermeture de sites a été présenté jeudi matin aux syndicats au cours d'un comité central d'entreprise et doit faire maintenant "l'objet d'une concertation approfondie", précise-t-il. L'Expansion.com 08.11

[Haut de page ↗](#)

Le 11 novembre

CAUSERIE

Je formaterai demain au format pdf quelques causeries des derniers jours après avoir corrigé les fautes. J'actualiserai aussi les pages d'accueil des différentes rubriques. Je dois consacrer un peu de temps à Magueswary.

[Entendu dans différentes vidéos sur l'économie.](#)

Ce n'est pas ce qui garantit l'argent qui compte, mais qui contrôle sa quantité, autrement dit qui détient le monopole de la création monétaire.

La république romaine 300 ans avant J-C avait créé et distribué de l'argent bon marché (sans intérêt) constitué de pièces en cuivre et en laiton, c'est ce qui fit sa prospérité. Quand avec J. César elle passa aux pièces d'or, l'argent bon marché fut rapidement retiré de la circulation, la population ne cessa de s'appauvrir et finalement l'empire romain déclina et fut anéanti par les wisigoths.

Ils démontraient faits à l'appui que la véritable cause des dépressions consistait en une manipulation délibérée de la masse monétaire en circulation en la contractant, par les banquiers qui avaient le monopole de la création de la monnaie, ajoutant, dans le but d'obtenir ce qu'ils voulaient politiquement. Ce qui est intéressant ici et que nous avons déjà relevé ailleurs, hier notamment, que nous devons marteler, c'est qu'ils agissaient ainsi pas seulement ou forcément dans le but d'être encore plus riche par la suite, mais dans celui de s'accaparer le pouvoir politique afin en dernière analyse qu'il soit définitivement impossible de contester leur pouvoir économique qui repose essentiellement sur le monopole de la création monétaire à la place des Etats ou des gouvernements.

Plusieurs intervenants dans cette vidéo et dans d'autres, y compris des banquiers, des membres d'institutions internationales ou des chefs d'Etat ou encore des membres du congrès ou sénateurs américains avouent que c'est délibérément que les banquiers ont contracté la masse monétaire pour créer une dépression afin de se rendre maître de la situation et pouvoir faire valoir leurs revendications politiques, en ajoutant qu'ils auraient pu procéder autrement, sans nous dire au juste comment puisqu'ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes.

Les banquiers ont affiché cette ambition bien avant le début du XVIIe siècle, en réalité c'est une constante depuis plus de deux mille ans lorsque les prêteurs de l'époque remplissaient le rôle de banquiers.

Dans cette vidéo réalisée en 2009 aux Etats-Unis, il était mentionné également que 40% de la richesse mondiale a été détruite lors des cinq derniers trimestres, rappelant que lors de la dépression de 1866 à 1886 84% des richesses furent détruites, 33% lors de celle de 1929 à 1933 aux Etats-Unis, et 40% lors de celle de 2007 à 2008.

C'est une manière avec la guerre de détruire un maximum des forces productives qui ne peuvent plus être contenues dans le cadre du mode de production capitaliste. Qu'il s'agisse de ce facteur ou de l'objectif politique poursuivi par les banquiers de soumettre le monde à leur contrôle, dans les deux cas les masses en ignorent totalement l'existence. Donc temps qu'on ne s'attaquera pas à leur ignorance, le risque existera que l'un ou l'autre scénario ou les deux se réalisent à nouveau.

Ce qu'on a du mal à saisir et dès lors à prendre en compte sur le plan politique, c'est les rapports et la combinaison entre

les contradictions de l'économie réelle et le pouvoir dont disposent les banquiers qui interfèrent dans l'économie réelle au moyen soit de l'inflation monétaire soit de sa contraction dans un but purement politique, mais également économique puisqu'au bout du compte ce qu'ils visent c'est l'affranchissement de ces contradictions, donc la lutte des classes.

Notre combat politique pour être cohérent devrait se concentrer à la fois contre l'Etat et ses institutions, et contre les banquiers, la banque centrale, la Fed aux Etats-Unis, la BCE dans l'UE.

Contre les institutions politiques nationales dans chaque pays, parce que ce sont elles qui votent la politique d'austérité, toutes les lois anti-ouvrières, antisociales, réactionnaires, qui retranscrivent les directives de l'UE dans le droit national, qui adoptent les traités avec l'UE.

Contre les banquiers parce que l'ensemble de l'économie en dépend de nos jours, l'Etat étranglé par la dette par le biais des intérêts accumulés à leur verser, ce sont également eux qui fixent le niveau des taux d'intérêt des obligations d'Etat, les budgets des différents ministères financés en recourant aux marchés, la Sécurité sociale et les régions qui empruntent aux marchés, les entreprises dont la survie en dépend, la totalité de la population dès lors qu'elle recourt au crédit, on pourrait ajouter que ce sont eux qui font varier les taux de change entre les monnaies, ce sont eux aussi qui fixent le cours de l'or et de la totalité des matières premières, donc qui agissent directement sur les coûts de production, sur le niveau de vie de la population, qui fomentent les famines ou pénuries et financent les guerres...

Dans une autre vidéo sur l'histoire du pétrole.

Il est confirmé que Rockefeller a bien livré du pétrole aux différents belligérants en présence lors des deux guerres mondiales, et cela jusqu'à la fin de ces guerres. C'est en ayant ce fait à l'esprit qu'il faut analyser leur prétention à protéger ou défendre les droits des juifs, leur discours contre l'antisémitisme, etc. alors qu'ils ont collaboré avec les régimes allemands de 1914 et 1918, puis entre 1939 et 1945, révélant ainsi leurs véritables intentions criminelles contre les juifs qu'ils ont sciemment contribué à exterminer.

La mise en avant des juifs et du peuple juif, toute son histoire qui constitue une formidable mystification et manipulation des masses ne servent qu'à camoufler leurs véritables objectifs politiques, l'établissement d'un gouvernement mondial dont la capitale serait Jérusalem selon J. Attali. Tout se tient ou pour reprendre une formule que j'affectionne : tout est dans l'ordre des choses, à sa place quoi.

On pourrait ajouter que le sort qui est réservé aux travailleurs en Israël par les maîtres du sionisme, l'oligarchie financière aux commandes, les formidables inégalités qui y existent constituent à elles seules un cinglant démenti des prétentions affichées par un Rothschild ou un Rockefeller d'oeuvrer au bonheur du peuple juif, dont finalement ils n'ont pas davantage affaire que Théodore Herzl, l'idéologue du sionisme.

Chaque militant devrait connaître par coeur l'histoire de la colonisation du Moyen et Proche Orient pour son pétrole par la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis et de quelle manière les peuples de la région furent spoliés de cette richesse avec l'aide de monarques, émirs ou potentats locaux faibles et corrompus.

Armés de ces connaissances, il est possible de tenir tête au racisme et à l'antisémitisme, mieux que les vociférations ou gesticulations d'un illusionniste destinées en réalité aux médias, Mélenchon par exemple.

Tels qu'ils sont vraiment. Sans le moindre scrupule.

Pour Rocard dans un entretien au journal Le Monde, "*ceux qui produisent*", ce sont "*les entreprises et leurs patrons*", mais pas les salariés qui passent à la trappe, normal, et au cours des six derniers mois ils se sont "*sentis les boucs émissaires de la nouvelle majorité*", les malheureux, par conséquent "*il faut d'urgence signaler au monde de l'entreprise qu'on sait qu'il est là, qu'on veut qu'il tienne le coup et qu'on va l'y aider*", bref que le gouvernement est à leur service, ce qu'il n'a jamais manqué d'être d'ailleurs, merci on avait compris.

Lorsque Rocard était Premier ministre, l'obligation pour l'Etat d'emprunter aux marchés financiers et de leur verser des intérêts, tout comme la réduction des recettes de l'Etat due à des baisses d'impôts et autres subventions déguisées destinées au patronat ne l'a pas vraiment gêné, pour aujourd'hui se plaindre des maux auxquels il a lui-même contribué "*Les gouvernements d'Europe restent trop monétaristes. Ils pensent que les marchés s'auto-équilibrent et que moins l'Etat s'occupe d'économie, mieux l'on se porte*", mais qui était au pouvoir quand l'Etat abandonna le monopole de la création monétaire, sa souveraineté en réalité, au profit d'une banque privée attelée aux marchés financiers, l'euro et la BCE, sinon le PS auquel appartient Rocard.

Qui a ainsi accepté que le financement de l'Etat dépende des gangsters de la finance pour simultanément s'attaquer à nos droits sociaux, privatiser les entreprises et services publics, le PS et ses satellites, tous les partis qui ont participé aux différents gouvernements sous Mitterrand ou sous Chirac à l'époque de la cohabitation. Rocard fait partie des philistins qui n'occupent aucune responsabilité et qui peuvent se permettre de dire le contraire de qu'ils ont fait quand ils en avaient ou de ce

qu'ils feraient si demain ils devaient en avoir.

Rocard est un représentant du Nouvel ordre mondial, et c'est facile de le prouver en le confondant avec ses propres contradictions. Plus loin il dit "*il vaut mieux payer ce que l'on peut de ses dettes*" parlant des Etats de l'UE soumis au diktat de la troïka, tandis que les Etats-Unis non seulement ne sont en état de payer ni leurs gigantesques dettes ni même les intérêts qui résultent de leur soumission à la Fed, passant à côté de ce fait bien réel, et pour cause, en réalité la dette que paient les Etats de l'UE est celle des Etats-Unis via les poches des banquiers de la Fed et des marchés financiers.

Quand on est un fidèle serviteur du capitalisme, on se doit de l'être envers l'Etat qui incarne au plus haut degré son évolution au cours des 40 dernières années, sans le citer de préférence, ainsi les lecteurs n'y verront que du feu et n'y comprendront rien, car finalement si on s'en tient strictement au discours de Rocard, on s'aperçoit qu'il est incohérent et incompréhensible. La méthode consiste à critiquer une politique pour bien montrer qu'on s'en démarque, pour en réalité la justifier par d'autres moyens, le non-dit en est un d'autant plus efficace que peu y pensent. C'est tout l'art de changer de masques sans qu'on découvre qu'en dessous rien n'a changé.

On ne peut comprendre le discours de Rocard qu'à partir du moment où on a à l'esprit qu'il n'est pas vraiment concerné par la crise du capitalisme, c'est ainsi qu'il en vient à dire qu'il "*faudra mener et gagner une deuxième bataille de doctrine économique, sur comment vivre avec la dette sans entrer en récession*", alors que c'est totalement impossible dès lors que le robinet qui permet d'accéder à la création monétaire sans intérêt reste fermé, pas seulement pour l'Etat, mais aussi pour les entreprises et la population. Cela aboutit ou correspond à une contraction de la masse monétaire en circulation pour alimenter l'économie ou le développement (en régime capitaliste), donc à la récession, puis à la dépression ; à moins que la récession sur une longue période aboutisse aux mêmes effets qu'une dépression, chômage de masse, saisie des biens des personnes ne pouvant plus rembourser leurs crédits, baisse du coût du travail, précarité et pauvreté généralisée et étendue à des couches de plus en plus nombreuses de la petite-bourgeoisie, des couches moyennes dont l'épargne a été réduite à néant... Je ne peux pas commenter la suite de cet entretien disponible uniquement pour les abonnés du *Monde* dont je ne fais pas partie. (source : lemonde.fr 10.11)

Je ne peux m'empêcher de reproduire le commentaire d'un internaute, un rappel.

- "*Grand visionnaire Michel Rocard déclarait en 1993 : « Maastricht constitue les trois clefs de l'avenir: la monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité ; la politique étrangère commune, ce sera moins d'impuissance et plus de sécurité ; et la citoyenneté, ce sera moins de bureaucratie et plus de démocratie ».*"

Effectivement, c'est exactement l'inverse qui s'est réalisé, Rocard s'en fout, tout comme Hollande, Ayrault, etc.

En présentant le PS comme un parti ouvrier, un parti de gauche, c'est cela qu'on a couvert en permanence pendant plus de 50 ans, on en a été les complices. Je comprends que cela soit dur à avaler pour certains militants, mais pour avancer il faut impérativement regarder la vérité en face et la dire telle quelle aux travailleurs.

Affaire Merah. Manipulation.

- Le frère aîné de Merah ne croit pas à la thèse de l'indic - Le Nouvel Observateur

C'est vrai que l'on passe du Pakistan en Israël sans problème, selon certains grands voyageurs ou experts en la matière, c'est totalement impensable, sauf autorisation spéciale.

S'il dit qu'il n'y croit, c'est qu'il n'en sait rien, qu'il n'a finalement rien à dire, qu'il avait pris ses distances avec son frère ou l'inverse et qu'il ignorait ce qu'il était réellement devenu, non ?

Du coup, il doit se rabattre vers un élément plus subjectif, à défaut d'élément objectif probant. Ayant à l'esprit qu'on est en présence d'un ignorant, il est facile de le manipuler et de lui faire dire ce qu'on attend de lui.

- Abdelghani Merah: "*Je veux dénoncer la haine dans laquelle on a été élevés*" - L'Express.fr

J'ai cru comprendre qu'une partie de leur famille était juive. Les gens arriérés sont amenés à développer un tas de tares malgré eux, dont le racisme, la xénophobie et la jalousie, bref, la connerie humaine dans toute sa splendeur comme l'on dit communément, qui n'est que le produit de la société.

Moi, j'ai été élevé jusqu'à 20 ans dans la haine du bougnouille, du crouille, du youpin, du jaune, du rouge, du coco, du polack, du yougo, du rital, de l'espinguoin, du portos, du boche, du frisé, du chinotoc, du noiroto, du youd, etc. je ne me souviens pas de la suite. Je ne suis devenu, par chance pourrait-on dire, ni raciste, ni antisémite, ni anticommuniste, ni souverainiste.

C'était plus une façon de parler qu'autre chose chez mes parents, mais cela indiquait qu'on leur avait foutu ces mots dans les oreilles avant qu'ils atterrisent dans leurs bouches. C'était si commun et naturel qu'ils les prononçaient en public n'importe où, sauf un mot, je me souviens encore ma grand-père me dire à l'oreille dans la rue, elle était camelot, elle faisait les marchés : "*lui, tu vois c'est un youpin*", mais comme personne ne m'avait dit ce que cela voulait dire, j'ignorais qu'elle désignait un juif et c'est mieux ainsi sans doute. Je me souviens même ma surprise qu'elle se soit penchée vers mon oreille juste pour me souffler ce mot à voix basse, j'ai dû me dire : c'est tout, comme si elle ne m'avait rien dit. Quand on est gosse, on se fout de tout cela. Elle devait craindre qu'on la traite d'antisémite si quelqu'un l'entendait, à croire que tout le monde devait culpabiliser pour la Shoah... sauf Rothschild et Rockefeller.

J'ai oublié de préciser que mes deux soeurs ne sont pas racistes non plus, l'une vivait avec un Algérien je crois, et l'autre avec un Portugais, donc la haine des étrangers en général distillée par nos parents n'a finalement eu aucune emprise sur nous. Mais peut-être que monsieur Abdelghani Merah tient à cacher celle qu'il entretient envers les juifs en la prêtant volontiers à son frère, au cas où il l'avouerait en la faisant reporter sur ses parents, car lui serait irréprochable. Voilà ce qui intéresse la justice et les médias et non la vérité des faits, normal.

[Symbole et nostalgie.](#)

Depuis plus de deux cents ans, les Parisiens allaient y chercher leur pain. Epoque bientôt révolue : la plus vieille boulangerie de Paris, située au 51, rue de Richelieu (1er), entre la Bibliothèque nationale et la Comédie-Française, fermera ses portes le 31 décembre. Patron de cette vénérable maison depuis 1969, Claude Esnault, 66 ans, s'est résolu à baisser définitivement le rideau de fer.

Yeux bleus, cheveux grisonnants, ce Normand qui vend 200 baguettes par jour aurait préféré céder son affaire à un jeune confrère qui aurait continué à pétrir le pain dans les règles de l'art. Mais l'inflation des baux commerciaux au cœur du 1er arrondissement est telle qu'elle est en train d'asphyxier les artisans du quartier. « *Alors que je payais 18000 € de loyer par an, la société qui a racheté l'immeuble en 2010 exige désormais 35000 €* », se désole le gérant, qui emploie quatre personnes. Bon gré mal gré, Claude Esnault a fini par accepter de négocier son droit d'éviction avec le nouveau propriétaire des murs, la société SNC 5 Versailles, dont le comédien Christophe Lambert est actionnaire à 50%. leparisien.fr 10.11

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Mystification.](#)

- Pourquoi la crise pourrait bien durer 20 ans - Atlantico.fr

Tiens donc, mais pourquoi ?

[La justice du CAC40](#)

- La justice rejette la demande du gel du plan social de Sanofi - Reuters

Normal, Sanofi vient de détrôner Total en terme de capitalisation boursière au CAC 40 !

[Usure prématurée.](#)

- Bernard Debré : "*Il faut tourner la page Sarkozy*" - LePoint.fr

[Quand l'impérialisme américain s'emmêle.](#)

- Les Argentins en ont assez de Cristina Kirchner - LeFigaro.fr

- Argentine. Manifestations monstres contre la présidente Kirchner - Le Nouvel Observateur

- Argentine: Kirchner perd le soutien d'une partie des classes moyennes - AFP

[Encore une qui n'a pas inventé le fil à couper le beurre.](#)

- Najat Vallaud-Belkacem est convaincue que la prostitution "*n'est pas une fatalité*" - L'Express.fr

Dommage qu'elle ne puisse pas se citer en exemple pour le démontrer ! On pourrait peut-être lui passer le message que la prostitution idéologique est la pire de toute !

Hécatombe au sommet

- Le futur DG de Lockheed Martin démissionne suite à une liaison - AFP

- Etats-Unis: démission du chef de la CIA, Petraeus, pour une relation extraconjugale - L'Express.fr

- Le Directeur Général de la BBC démissionne après un vrai dérapage - Rue89

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Sous une pluie battante, un peu moins de 15.000 participants selon la police, plus de 15.000 selon les organisateurs, ont parcouru pendant une heure et demie dans l'après-midi le centre de Bayonne, aux cris de «*Exterat*» («*A la maison*»), «*Amnistie maintenant, prisonniers à la maison*», derrière des parents de détenus arborant leurs portraits, a constaté une correspondante de l'AFP.

La marche sans incidents, à l'appel de l'association Herrira (Au pays), était gonflée par un fort contingent (au moins 70 cars) de manifestants venus du Pays Basque espagnol, qui avaient empli dès la matinée les rues du vieux Bayonne, passant tôt la frontière pour éviter d'éventuels filtrages, ont-ils indiqué.

Mais le rassemblement a pris un relief nouveau avec l'émoi suscité au Pays Basque français, et le malaise dans la gauche française, par l'arrestation à Mauléon (Pyrénées-Atlantiques) et la remise aux autorités espagnoles le 1er novembre d'Aurore Martin.

La militante basque de 33 ans était visée par un mandat d'arrêt européen espagnol, validé par la justice française. Des élus de droite et de gauche ont mis en doute le caractère «*fortuit*» de son arrestation, comme l'affirment les autorités françaises, et dénoncé la remise à Madrid de la membre du parti indépendantiste Batasuna, interdit en Espagne, mais légal en France.

Des élus basques de diverses tendances participaient à la manifestation, mais les personnalités de gauche étaient les plus représentées, notamment par la députée PS Colette Capdevielle, le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles, ou l'ex-candidat à la présidentielle Philippe Poutou (NPA).

Laura Mintegi, élue (EH Bildu) de la gauche nationaliste espagnole, puis Emilie Martin, porte-parole d'Herrira et soeur d'Aurore, ont tour à tour rappelé: «*Nous sommes là pour réclamer que les gouvernements français et espagnol s'impliquent dans le processus de paix comme prévu par les accords d'Aiete*» (octobre 2011). Elles ont ensuite réclamé la "*libération immédiate*" d'Aurore Martin. 20minutes.fr 10.11

Apparemment, pas question de remettre en cause le mandat d'arrêt européen qui est à l'origine de l'extradition d'Aurore Martin, les indépendantistes et les partis (cités plus haut) qui les soutiennent se prosternant devant l'UE.

2-Grèce

Mercredi, au parlement, chacun aurait pu assister à ce qu'on peut appeler un coup d'Etat parlementaire. Rembobinons les événements et tentons de bien cerner le problème.

En début de journée, les députés du Syriza et des Gres Indépendants proposent une motion contre le nouveau texte du mémorandum. Syriza et les Grecs Indépendants avaient une objection sur la compatibilité du projet avec la Constitution. Selon les rapporteurs des deux partis, les paragraphes concernant les coupes des salaires et des pensions étaient anticonstitutionnels, ainsi que la procédure d'urgence par laquelle le projet a été déposé au Parlement, puisque celle-ci ne laisse que 10 heures de discussions, alors que plusieurs membres du Parlement n'avaient reçu le texte que le matin même.

Il faut noter que le parlement était à moitié vide à cet instant précis.

Le Président du Parlement, M. Evangelos Meimarakis, a demandé aux députés présents à ce moment là de se lever pour indiquer s'ils étaient d'accord avec l'objection. Selon son jugement, ceux qui se sont levés étaient moins nombreux et il a donc rejeté l'objection. Les députés de Syriza et des Grecs Indépendants ont fortement insisté disant que l'objection avait été approuvée et ils ont demandé un vote nominatif, ce qui a été accepté par le Président.

Accepté, mais pas de vote nominatif immédiat puisque le président du parlement a arrêté la procédure pour 30 minutes, « *en accord avec le règlement* », comme il l'a mentionné. Sauf que le règlement du parlement ne permet -normalement- que 10 minutes d'interruption.

Au moins 1h15 plus tard, la session a recommencé avec le vote nominatif en point principal. Le parlement à moitié vide s'était entre temps rempli des députés de la majorité. La pause a donc sans doute permis au parlement de rassembler le maximum de force en présence pour pouvoir voter contre la requête de l'opposition.

Le vote nominatif a évidemment confirmé que le mémorandum était jugé compatible avec la Constitution, avec 170 voix pour et 47 contre. Les députés de Syriza avaient décidé de quitter le parlement avant le vote. Sans aucun doute pour avoir un éventuel recours par la suite.

Il est à noter que la Cour Suprême a jugé les coupes sur les salaires des juges comme contraires à la constitution, les salaires des juges étant indexés sur ceux des députés qui eux, n'ont pas bougé. Une autre cour s'est également prononcée contre les coupes additionnelles sur les pensions.

En bref, tout va bien, la Grèce sous troïka continue de piétiner sa constitution et personne ne semble réagir.

En conclusion, petit fait divers d'hier lors des discussions sur le budget 2013. Kyriakos Mitsotakis, député de la Nouvelle Démocratie, frère de Dora Bakoyannis et fils de l'ancien premier ministre Konstantinos Mitsotakis (lui même fils et petit fils de parlementaires, oui on finit par s'y perdre un peu), était présent au parlement et semblait fortement concerné par les discussions puisqu'il a tweeté ceci : (capture d'écran) I just scored 3626 in # MegaJump!!! Beat that ! getsetgames.com/megajump (9/11/12 19:47) Traduction: je viens d'atteindre le score de 3626, battez-moi !

Il faudrait dire aux hommes et femmes politiques grecs que twitter ne dit pas toujours quand il envoie des tweets quand on joue à des jeux depuis son smartphone. Désespérant. okeanews.fr 10.11

Quand ils auront compris que la Constitution et les institutions n'ont pas été élaborées et fondées pour que la démocratie s'impose en Grèce, ils auront fait un grand pas en avant, apparemment il faudra encore attendre, pas trop quand même, car la dictature les guette...

3- Etats-Unis

3.1- Un détachement de l'US Air Force a pris vendredi ses quartiers en Pologne, où il assurera la première présence militaire américaine permanente, conformément au souhait de Varsovie.

"*Il s'agit d'un moment important et symbolique pour nos relations*", s'est félicité le ministre polonais de la Défense, Tomasz Siemoniak lors de la cérémonie organisée pour l'occasion.

Cette présence permanente ne sera pas du goût de la Russie, déjà en conflit avec Washington au sujet du projet de bouclier antimissiles, qui prévoit l'installation d'une batterie d'intercepteurs en Pologne.

"*Le président Obama est absolument déterminé à établir une base à Redzikowo en 2018*", a souligné l'ambassadeur des Etats-Unis en Pologne, Stephen Mull, qui a pris ses fonctions cette semaine à Varsovie. Reuters 09.11

3.2- Il y a des affaires qui tombent à point.

Selon Slate.com, le directeur de la CIA et ancien commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan David Petraeus, qui a annoncé son départ de son poste vendredi 9 novembre dans l'après-midi, a démissionné à cause d'une affaire extramaritale avec Paula Broadwell, l'auteure d'un récent livre «*hagiographique*» sur lui, All In: The Education of General David Petraeus, accordée au magazine Rolling Stone.

Comme l'explique l'AFP, cette démission «*intervient alors qu'il devait être entendu la semaine prochaine par la commission du renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants consacrée à l'attaque du consulat américain de Benghazi (Libye)*

le 11 septembre» et «*constitue une épine dans le pied d'un président tout juste réélu qui doit déjà remplacer plusieurs membres influents de son cabinet comme la secrétaire d'Etat Hillary Clinton et le chef du Pentagone Leon Panetta, donnés partant*». slate.fr 09.11

4- Argentine

Comment il torpille l'Argentine. Ils n'ont pas digéré la nationalisation partielle du pétrole et la saisie des avoirs de Chevron.

La présidente argentine Cristina Kirchner traverse l'un des moments les plus difficiles depuis son arrivée au pouvoir, une nouvelle manifestation massive dans le pays illustrant la perte du soutien d'une partie des classes moyennes.

"*Oui à la démocratie, non à la réélection*", ont lancé jeudi soir des dizaines de milliers de manifestants dans les rues des principales villes du pays, dont Rosario (centre-est), Cordoba (centre), Mendoza ou Bariloche (ouest), dénonçant aussi l'insécurité ou la corruption.

"*La présidente est en train de perdre le soutien d'une partie de la classe moyenne qui a voté pour elle il y a un an*", a estimé la politologue Graciela Romer, interrogée par l'AFP.

"*Il y avait beaucoup de femmes et de jeunes*", a constaté l'analyste Jorge Giacobbe. "*C'est un mouvement hétérogène, dont la base sociale s'est élargie par rapport au 13 septembre*", a-t-il ajouté, rappelant une première manifestation.

Les manifestants ont rejeté la possibilité d'un troisième mandat de Mme Kirchner qui n'est pas prévu par la Constitution argentine. La présidente a été élue pour la première fois en 2007, puis réélue en octobre 2011.

Le gouvernement a la majorité au Congrès, mais pas les deux tiers de voix nécessaires pour réviser la Constitution. Des législatives de mi-mandat auront lieu en octobre 2013 en Argentine.

L'idée d'une deuxième réélection est lancée, selon certains analystes, dans le but de réaffirmer le pouvoir de la présidente qui, autrement, apparaîtrait comme un "*canard boiteux*".

D'autres estiment qu'il y a un noyau dur dans l'entourage de Mme Kirchner qui s'accroche à sa réélection comme seul moyen de rester au pouvoir, la présidente n'ayant pas de dauphin.

Plus de 80% de la population rejette néanmoins cette initiative, selon l'Institut Management & Fit.

"*Le style présidentiel est rejeté*", dit Graciela Romer en référence aux critiques des manifestants sur "*le mépris*" ou "*l'autoritarisme*" dont ferait preuve Mme Kirchner. Mais sont aussi visées les politiques publiques.

Les manifestants ont aussi accusé la présidente de "*mentir*" sur l'inflation.

Le Fonds monétaire international a prévenu en septembre qu'il sortirait un "*carton rouge*" si l'Argentine ne rectifiait pas sa mesure de l'inflation.

En 2011, l'Argentine a déclaré une inflation à 9,5% mais les instituts privés l'évaluent à 23%, voire 25%.

Ces manifestations interviennent alors que la croissance de l'économie argentine est passée de 9% en 2011 - année de la réélection de Mme Kirchner avec 54% des voix - à 2,2% cette année, selon les prévisions de la Banque mondiale.

En outre, le gouvernement a imposé de sévères contrôles sur le marché des changes, limitant la circulation de devises étrangères pour lutter contre la fuite de capitaux et faire face aux échéances de la dette.

Le pays se retrouve contraint de retenir ses devises car il n'a plus accès aux lignes de crédit internationales, suite à son défaut de paiement historique en 2001 sur plus de 100 milliards de dollars de dette.

Ces mesures compliquent la vie des Argentins qui voient dans le dollar une valeur refuge face à l'inflation.

La popularité de Mme Kirchner est en chute, après avoir été élue haut la main il y a seulement un an. "*Son image positive est de 34% contre 60% la semaine de sa réélection*", précise Jorge Giacobbe.

"*Il y a aussi le ras-le-bol d'un cycle de dix ans*", dit-il. Le mari de Mme Kirchner, Nestor Kirchner, décédé en 2010, était arrivé

au pouvoir en 2003.

"*C'est une sonnerie d'alarme*", relève Graciela Romer.

Mais loin de corriger le tir, la présidente ne devrait rien céder, dit à l'AFP l'analyste Rosendo Fraga, expliquant: "*c'est là une caractéristique essentielle de son action politique*". AFP 09.11

SOCIAL

1- France

1.1- Les 123 salariés de l'usine Pilpa de Carcassonne à la rue !

Les 123 salariés de l'usine Pilpa de Carcassonne, filiale du géant américain de la crème glacée R&R, recevront la semaine prochaine leurs lettres de licenciement et pour certains, des offres de reclassement en Europe, selon la CGT.

La fermeture de Pilpa avait été annoncée le 5 juillet, neuf mois après son rachat par le groupe R&R, appartenant à un fonds d'investissement américain. Les salariés envisagent de dénoncer en justice le plan social.

"*L'usine est tout à fait viable avec la crème glacée. Ils nous ont achetés pour prendre la marque, nos licences pour les glaces Oasis et Disney, et se débarrasser d'un concurrent*", proteste Rachid Aït Ouakli, élu CGT au comité d'entreprise.

Lors de la dernière réunion du PSE vendredi, la direction de l'entreprise a proposé une vingtaine de reclassements en Pologne, Allemagne, Italie ou Royaume-Uni.

Pour justifier la fermeture du site, la direction met en avant la détérioration des résultats du groupe R&R, due à une concurrence accrue et à une augmentation importante du coût des matières premières, et la nécessité de "*sauvegarder la compétitivité*" du groupe. Le Nouvel Observateur avec AFP 10.11

1.2- Sud Ouest va supprimer 180 postes

La direction du journal Sud Ouest a annoncé vendredi lors d'un comité d'entreprise son intention de supprimer 180 postes équivalents temps plein, a-t-on appris de source syndicale.

A l'annonce de ce projet, les agences départementales de Sud Ouest se sont spontanément mises en grève, suivies par les rédactions bordelaises, a précisé le syndicat Filpac-CGT dans un communiqué. Reuters 09.11

1.3- Grève chez Candia

Les salariés de deux sites de Candia (Sodiaal), dans la Sarthe et dans l'Allier, concernés par des annonces de suppression d'emploi ont réagi, par des débrayages et en bloquant la collecte du lait, au plan de restructuration annoncé la veille par le groupe coopératif.

Parmi les trois sites menacés, celui du Lude dans la Sarthe, qui emploie quelque 190 salariés est à l'arrêt depuis vendredi matin et les salariés ont bloqué la collecte du lait.

Un Comité d'entreprise, en présence du directeur général Maxime Vandoni, a eu lieu vendredi matin sur le site. Une trentaine de salariés ont occupé l'entrée du site en empêchant la collecte du lait.

Les salariés ont installé un mannequin avec un autocollant Candia sur le T-shirt et l'inscription: "*Vandoni tête de mort*". "*Ici cimetière Candia*" pouvait-on lire aussi sur des cartons.

La direction a confirmé aux salariés la fermeture du site à la mi-2014. A l'issue de la rencontre, plusieurs personnes sont ressorties avec les larmes aux yeux, a constaté un correspondant de l'AFP.

Joint par téléphone, Romain Pottier, délégué syndical du Lude, a rejeté les propositions de reclassement faites par la direction du groupe: "*C'est ce qu'ils disent à chaque fois. Ils espèrent trouver un repreneur pour le site: ce ne sont que des paroles*".

Il a aussi fustigé les propositions de mobilité géographique en expliquant que les salariés seront "*peu à accepter d'aller travailler dans le sud de la France*".

Sur le site de Saint-Yorre, dans l'Allier (106 postes), la nouvelle de la fermeture du site en septembre 2013 a été annoncée vendredi matin aux salariés par le directeur adjoint de Candia, Pierre Ensch, qui a fait le déplacement.

"*On avait quelques doutes depuis septembre, mais on ne s'attendait pas à la fermeture. C'est un coup dur*", a déclaré à l'AFP Maxime Sanvoisin, délégué du personnel. Les salariés ont alors décidé de procéder à des débrayages, a-t-il indiqué avant d'ajouter qu'ils seront "*en grève lundi*".

En revanche, à l'usine Marguerite de Villefranche-sur-Saône (Rhône, fermeture prévue en 2013) où l'annonce a également été faite aux 23 salariés vendredi matin par un responsable de Sodiaal, il n'y a "*pas de débrayage pour l'instant*", selon Rik Deraeve, délégué syndical central FO chez Sodiaal.

"*Je peux comprendre la réaction des gens qui débrayent mais on accuse 26 millions d'euros de pertes (...) et il faut restructurer*", a-t-il concédé. "*Nous avons une vision différente de la CFDT qui refuse que l'on ferme les usines*", a-t-il encore dit. AFP 09.11

Il "*faut restructurer*". Au moins Rik Deraeve est sûr de garder son emploi ! A la place de la direction de FO, je lui retirerais immédiatement son mandat.

1.4- Bricorama

Jeudi, quelque 300 employés de Bricorama se sont rassemblés devant le siège parisien de Force ouvrière pour réclamer l'abandon de l'action en justice intentée par la Confédération à l'encontre du groupe. Le syndicat souhaite notamment que Bricorama renonce à ouvrir ses magasins franciliens le dimanche.

"*FO a saisi le tribunal sans concertation préalable avec les employés*", déplore Shahriar, salarié du magasin Bricorama de Boulogne. "*Travailler le dimanche me rapporte entre 300 et 400 euros de plus par mois*" ajoute-t-il. "*Je travaille deux dimanche par mois, ce qui représente 200 euros. Je suis étudiante et travailler ce jour-là est le seul moyen pour moi de financer mes études*", se plaint pour sa part Stéphanie, employée à Viry-Chatillon. "*On a toujours été volontaires pour travailler, personne ne nous a forcé la main. On nous prive de notre libre-arbitre*", déplore un employé de Bondy.

De son côté, FO justifie son action par la volonté de faire respecter la loi et se défend d'avoir pris l'entreprise pour bouc émissaire. "*Nous attaquons des enseignes qui font illégalement travailler les salariés le dimanche et qui dépendent d'un autre secteur d'activité*", écrit le syndicat dans un communiqué, faisant référence à des plaintes déposées contre Décathlon, Sephora et Autobacs.

En marge de cette manifestations, les négociations qui se déroulaient depuis mercredi entre la direction et le syndicat ont tourné jeudi soir en eau de boudin. FO, qui réclamait, outre la fermeture des magasins le dimanche, l'instauration d'un treizième mois n'a pas obtenu gain de cause. La direction s'est vue en retour refuser l'abandon des poursuites.

Le 6 janvier 2012, le tribunal de commerce de Pontoise saisi en référé par la Confédération FO a interdit à Bricorama l'ouverture dominicale de certains de ses 32 magasins franciliens. Dans la foulée, le groupe a interjeté appel de l'ordonnance et poursuivi l'ouverture de ces points de vente. Six mois plus tard, le tribunal de grande instance de Pontoise a condamné l'entreprise à des dommages et intérêts d'environ 20 millions d'euros (30.000 euros par dimanche ouvert et par magasin). Le 14 septembre, le juge d'exécution des peines, reconnaissant que ces astreintes pouvaient mettre en péril les finances du groupe, a reporté sine die leur versement au syndicat. Le 30 octobre, la cour d'appel de Versailles a confirmé le jugement du TC de Pontoise. Le montant exact de l'amende (qui pourrait s'élever aujourd'hui à 38 millions d'euros) sera fixé le 17 décembre par le juge d'application des peines, alors que le groupe projette de se pourvoir en cassation. 500 emplois menacés?

Bricorama, dont la dette s'élève déjà à près de 140 millions d'euros, a prévenu que le versement des 38 millions d'euros de dommages et intérêts à FO mettrait ses finances en péril. Cela représente en effet plus de deux fois les bénéfices du distributeur. Le PDG du groupe, Jean-Claude Bourrelier, affirme que la fermeture dominicale entraînerait la disparition immédiate de trois magasins, soit 117 emplois. Quelque 500 postes seraient menacés sur le long terme, soit 20% des effectifs français. L'entreprise a par ailleurs ajouté qu'elle serait dans l'incapacité de verser primes et intéressements à ses salariés pour l'exercice 2012.

La loi Maillé votée en 2009 instaure la création de zones appelées "PUCE" (pour : périmètres urbains d'usage de consommation exceptionnelle, ndlr) sur lesquelles les commerces de détail sont autorisés à ouvrir le dimanche. Il existe aujourd'hui une trentaine de ces zones, généralement situées en périphérie des grandes agglomérations. "En dépit de demandes répétées pour être intégré à ces périmètres, Bricorama s'est systématiquement vu refuser l'attribution des dérogations nécessaires par la préfecture, contrairement à ses concurrents directs Ikéa, Leroy Merlin et Conforama", déplore un directeur de magasin.

Parallèlement à son pourvoi en cassation, Bricorama, qui dénonce "*une situation de concurrence déloyale*", a prévenu qu'il entamerait, après tentatives de négociation, des procédures pour que ses concurrents directs ouverts le dimanche soit contraints de fermer. lexpress.fr 09.11

2- Espagne

2.1- Les banquiers sont des "**assassins**"!

Aux cris de "*banquiers assassins*", des centaines de personnes ont manifesté vendredi à Madrid après le suicide d'une femme au Pays Basque qui devait être expulsée, le deuxième en 15 jours en Espagne, tandis que le gouvernement doit présenter lundi des mesures d'urgence.

Des manifestations étaient aussi organisées à Barakaldo, ville du Pays basque où une femme de 53 ans, ancienne élue socialiste, s'est suicidée, selon la police basque, "*alors que les huissiers allaient l'expulser de son logement*".

"*Coupables! coupables!*", "*honte! honte!*" criaient les manifestants à Madrid, dénonçant les banques, comme Bankia, récemment nationalisée et renflouée par les contribuables, qui continuent d'expulser les petits propriétaires frappés par le chômage et la crise.

Rejoints vendredi soir par une centaine de manifestants, des petits propriétaires ruinés et menacés d'expulsion campent depuis le 22 octobre dans le centre de la capitale espagnole devant Caja Madrid, l'une des caisses d'épargne ayant fusionné pour former la banque Bankia.

"*Escroquerie du crédit*", pouvait-on lire sur une banderole accrochée aux barreaux devant la banque.

"*Bankia trompe, escroque et chasse les gens de leur maison*", pouvait-on lire sur les pancartes, agitée par les manifestants qui ont observé une minute de silence.

Avec 350.000 propriétaires surendettés expulsés depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, ce phénomène est l'une des manifestations les plus criantes de la crise économique en Espagne.

Face à cette situation, le gouvernement a annoncé vendredi qu'il présenterait lundi des propositions à l'opposition socialiste afin de s'accorder sur des mesures d'urgence pour freiner les expulsions et afin de protéger les populations les plus vulnérables.

Un récent rapport écrit par plusieurs magistrats a dénoncé "*des procédures juridiques extrêmement agressives*" d'expulsion à l'encontre d'emprunteurs "*sans défense*". AFP 09.11

2.2- Suppression de 4.500 emplois chez Iberia

La compagnie aérienne espagnole Iberia, regroupée au sein d'IAG avec British Airways, a annoncé la suppression de 4.500 emplois, soit près du quart de ses effectifs, un plan dénoncé comme une "*attaque brutale*" et un "*démantèlement*" par les syndicats qui ont brandi la menace d'une grève.

Cette restructuration prévoit la "réduction de 4.500 emplois" sur un total d'environ 20.000 au sein de la première compagnie espagnole, a annoncé vendredi le groupe IAG, né en janvier 2011 de l'alliance entre British Airways et Iberia.

Il prévoit en outre des baisses de salaires de 25 à 35% selon le syndicat UGT.

Mettant la pression sur les syndicats, le groupe a fixé au 31 janvier la date limite pour parvenir à un accord sur ce plan et a mis en garde, faute d'accord, contre "*des suppressions plus lourdes et une réduction plus radicale de la taille des opérations d'Iberia*".

"*Nous n'allons pas négocier du tout sur ce plan. Nous le rejetons totalement!*", a déclaré à l'AFP Manuel Atienza, porte-parole du syndicat UGT, à l'issue d'une réunion avec la direction à Madrid.

"*C'est un plan radical de démantèlement d'Iberia*", a-t-il ajouté, menaçant d'une "*grève de tous les employés*" s'il était maintenu.

Le principal syndicat de pilotes de la compagnie, Sepla, a dénoncé de son côté une "*attaque brutale des Britanniques*" qui veulent la "*mise à mort d'Iberia*" pour financer British Airways. AFP 09.11

3- Portugal

Des milliers de militaires portugais ont manifesté samedi dans les rues de Lisbonne pour protester contre les nouvelles mesures de rigueur budgétaire prévues pour l'an prochain.

Environ 5.000 manifestants, selon les estimations des médias, ont défilé en silence et en civil derrière des banderoles appelant au respect de la "*dignité de la condition militaire*" et de la "*souveraineté nationale*".

Témoignant d'une grogne sociale grandissante, quelques milliers de policiers avaient eux aussi manifesté mardi dernier à Lisbonne et le principal syndicat portugais, la CGTP, a appelé à une grève générale mercredi prochain.

"*On subi coupe après coupe et il n'y a pas de lumière au fond du tunnel*", a expliqué à l'AFP un militaire de 40 ans qui défilait samedi, et n'a pas souhaité être nommé.

"*Ces mesures d'austérité nous touchent beaucoup et la spécificité de notre statut n'est pas sauvegardée*", a affirmé un officier supérieur de la marine, disant avoir perdu quelque 500 euros depuis 2010 sur un salaire mensuel net aujourd'hui réduit à environ 2.000 euros.

Les militaires s'estiment particulièrement lésés par l'augmentation de l'âge de leur passage à la réserve ou la hausse des cotisations pour leur couverture de santé. AFP 10.11

ECONOMIE

1- UE

Les négociations entre les Etats et le Parlement européen sur le budget de l'UE pour 2013 ont échoué vendredi, et une nouvelle réunion est prévue mardi pour tenter de sortir de cette impasse avant le sommet des 22 et 23 novembre sur le budget 2014-2020.

Le projet soumis par la Commission prévoit 138 milliards d'euros de dépenses, soit une hausse de 9 milliards (+6,8%) par rapport à 2012. Sept contributeurs nets --Royaume-Uni, France, Allemagne, Finlande, Suède, Pays-Bas et Autriche-- refusent toute augmentation de leur quote-part et veulent réduire le projet de 5 milliards pour limiter la hausse des dépenses à 2,8%.

La France a calculé qu'elle devrait sinon augmenter sa contribution de 1,6 milliard d'euros. AFP 09.11

2- Grèce

Les bailleurs de fonds internationaux de la Grèce doivent consentir au plus vite un effacement de dette "*massif*" pour combler le trou de financement du pays, a assuré vendredi 9 novembre Arvind Virmani qui vient de quitter ses fonctions de représentant de l'Inde au FMI.

"*La dette grecque ne peut pas être supportable sans un effacement de dette massif, qu'on désigne poliment sous le terme de restructuration, quelles que soient les réformes que le gouvernement grec appliquera*", a indiqué Arvind Virmani.

"*Au sein de la zone euro, les Etats les plus solides ont refusé de reconnaître cette réalité, même après que le FMI a commencé, peut-être un peu tardivement, à l'admettre*", a ajouté Arvind Virmani, qui a siégé au conseil d'administration du Fonds monétaire international entre 2009 et octobre 2012.

Selon lui, c'est aux pays européens dont les établissements financiers ont quitté en urgence la Grèce et d'autres pays frappés par la crise de la dette d'assurer "*la plus grande part*" de cet effacement.

"*Plus on retarde la décision, plus le coût sera grand pour les créanciers et la population grecque*", note Arvind Virmani dans un courriel.

"*C'est lié au fait que dans la situation actuelle en Grèce, les nouveaux fonds apportés au pays servent surtout à rembourser des prêteurs imprudents (et les pays qui souffriraient d'une contagion)*", déplore-t-il, sans donner plus de précisions.

Arvind Virmani reproche par ailleurs au FMI d'avoir privilégié "*la pensée conventionnelle européenne*" en prônant des plans

d'austérité drastiques en Europe, dont le Fonds lui-même commence à douter.

Selon lui, l'institution a négligé les voix "*non-conformistes*" qui mettaient en garde contre l'impact négatif d'une réduction immédiate des dépenses sur la croissance et la dette.

Arvind Virmani assure par ailleurs que le FMI "*risque de perdre sa légitimité*" s'il n'accorde pas plus poids aux pays émergents. nouvelobs.com 09.11

Si les institutions internationales (FMI, BRI, Banque mondiale et ONU) que le cartel des banquiers de la Fed a imposées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale perdaient leur légitimité, ils feraient en sorte qu'elles la retrouvent par n'importe quel moyen.

Au fait, il faut préciser que la guerre avait été le moyen employé par l'impérialisme américain après son refus de participer à la première mouture (Société des Nations, SDN) qui avait vu le jour après la Première Guerre mondiale, pour avancer vers l'instauration d'un gouvernement mondial dont l'oligarchie financière américaine serait le pilier.

3- Etats-Unis.

Les Etats-Unis perdront leur place de première puissance mondiale, dépassés par la Chine en 2016 puis par l'Inde, selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) publié vendredi.

"*L'équilibre de la puissance économique va fortement basculer au cours des 50 prochaines années*", selon l'organisation regroupant les pays les plus riches de la planète.

"*Les Etats-Unis devraient céder leur place de première économie du monde à la Chine, dès 2016*", précise l'organisation.

Puis le PIB de l'Inde devrait à son tour dépasser celui des Etats-Unis "*sur le long terme*".

"*Du fait de leurs forts taux de croissance, le PIB total de la Chine et de l'Inde dépassera celui des sept plus grandes économies mondiales (le G7) d'ici 2025. Il sera 1,5 fois plus important d'ici 2060, alors qu'en 2010, il ne comptait que pour moins de la moitié du PIB du G7*", relate notamment l'OCDE.

Les économies vieillissantes, comme le Japon et celles de la zone euro, devraient, quant à elles, progressivement céder du terrain face aux pays dont la population est plus jeune, tels que l'Indonésie et le Brésil.

De manière générale, "*l'écart existant actuellement entre le niveau de vie des marchés émergents et celui des économies avancées devrait se rétrécir en 2060*," souligne encore l'OCDE. AFP 09.11

Ils ne précisent pas dans quel sens, vaut mieux pas, en observant ce qui se passe en Grèce, on a la réponse.

Ils font des projections sur 50 ans, alors que nous de notre côté on n'a même pas été foutu de prendre en compte l'explosion démographique depuis 1945 qui se déroulait sous nos yeux. La population mondiale est passé de 3 milliards en 1947 à 7 milliards en 2011. On se dit que lorsque nos dirigeants passent à côté d'un détail aussi insignifiant, invisible, impossible à discerner n'est-ce pas, on se dit qu'ils sont forcément passés à côté de l'essentiel, ce qui explique la situation dans laquelle nous nous retrouvons. On peut le nier et estimer que Tardieu délire ou calomnie le mouvement ouvrier, je n'ose pas dire son avant-garde, les faits sont les faits.

4- Inde.

Tout est à vendre.

Diageo a annoncé vendredi l'acquisition d'une participation de 53,4% dans United Spirits, numéro un indien des spiritueux, pour plus de deux milliards de dollars, selon une note. Reuters 09.11

[Haut de page ↗](#)

Le 12 novembre

CAUSERIE

Jour après jour ça continue, on continue systématiquement de cacher la vérité aux travailleurs, c'est scandaleux, ignoble, cynique. Cette fois à propos de la Première Guerre mondiale.

Tous nos livres d'histoire méritent de finir à la poubelle. A l'école (publique ou privée) où à l'université nos professeurs se sont appliqués systématiquement à nous enseigner une interprétation de la société et du monde qui ne correspondait pas à la réalité, mais à la version officielle, celle de la classe dominante. Et après cela, on nous demanderait de défendre quoi, cette oeuvre de désinformation à l'échelle de tout un pays ? Ce sont ceux qui en vivent qui le réclament, qui l'exigent même. On apprend quoi au juste à l'école, sinon à devenir des zombis, des ignorants facilement manipulables. Aujourd'hui si vous voulez savoir la vérité, c'est sur Internet qu'il faut aller et non à l'école, imaginez qu'un gosse vous sorte cela, vous allez lui répondre quoi, qu'il raconte n'importe quoi, qu'il est stupide ? Si tous les gouvernements ont toujours choyé le corps professoral, ce n'est pas un hasard ou parce qu'il le craignait, mais parce qu'il leur était fort utile. On y reviendra.

C'est à qui ?

Le bâtiment qui abrite l'ONU à New York, il est situé où, chez qui ?

Chez John D. Rockefeller, il leur a cédé le terrain, mais en fait il est chez lui, c'est son oeuvre !

Au sein du gouvernement mondial présidé par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux, l'ONU a pour fonction de permettre aux pays membres du conseil de sécurité de mettre la main sur tous les autres pays de la planète ou de faire en sorte que leurs représentants soient leurs auxiliaires chargés de réduire leurs peuples en esclavage.

Vivant en Inde depuis de longues années, je peux témoigner que cela fonctionne assez bien, les masses sont aussi arriérées qu'il y a quelques siècles en arrière, elles travaillent 6j/7, 12 mois/12, sans droit politique confisqué par des partis totalement corrompus, sans aucun avantage social, sans contre-pouvoir, sans défense, sans moyen de résister, que nos yeux pour pleurer, je continue ou j'arrête là ?

Numéro d'illusionnisme en deux temps.

1- Invité du 12/13 Dimanche sur France 3, M. Mélenchon a déclaré "*il y a les contours d'une autre majorité à gauche, avec les socialistes qui ont voté contre le traité européen*", lequel celui de 2005, ils sont au gouvernement, ah non, celui de 2012... qui le soutiennent ! (source : AFP 11.11)

De son côté, Pierre Laurent pour le PCF a rappelé ces derniers jours que son parti faisait partie de la "*majorité gouvernementale*" de l'extérieur (sic !). Quand le PCF ne participe pas directement à un gouvernement dirigé par le PS, il le soutient tout de même, de l'extérieur, ce sont ses dirigeants qui le proclament eux-mêmes, s'ils le disent...

Au PS, la répartition des rôles s'effectue avec une variante, il y a les opposants à la ligne de la direction qui demeurent à l'intérieur de ce parti, c'est le rôle dévolu à son soi-disant courant de gauche, et il y a ceux qui demeurent à l'extérieur de ce parti que représentent le Parti de gauche de Mélenchon.

Mélenchon se tourne vers ses petits camarades du PS et les Verts parce qu'il est incapable de s'adresser à la classe ouvrière.

2- Jean-Luc Mélenchon, a estimé dimanche, au sujet de la guerre de 14, que "*quand on combine une grande crise du capitalisme et l'arrogance d'un gouvernement allemand, ça finit mal*", et que la chancelière Angela Merkel "*ferait bien d'y réfléchir*". AFP 11.11

Le voilà qui donne des conseils à Merkel ! Il se passera bien d'évoquer les tenants et les aboutissants de cette guerre (et la suivante).

Il se passera bien de dire que cette guerre aurait pu être évitée, mais qu'en réalité elle avait été programmée par les Rothschild et Rockefeller qui la financeront, fourniront les matières premières et finalement armeront les deux camps en présence, tirant ainsi de gigantesques profits de cette guerre, pour finalement proposer la création de la Société des Nations, embryon du gouvernement mondial qu'ils voulaient instaurer.

Comme toujours la vérité ne doit pas transpirer, il ne faut pas que les travailleurs et les militants comprennent comment fonctionne au juste le monde. Si on devait retenir la théorie de la conspiration contre tous les peuples, on y associerait tous les partis du mouvement ouvrier sans aucune exception malheureusement.

- 11 novembre: Hollande a rendu hommage "*à tous les morts pour la France*" - L'Express.fr

Parmi eux on y fera figurer la Libre Pensée qui s'est battue pour la réhabilitation des fusillés des deux guerres mondiales sans que jamais la vérité affleure à la surface là non plus.

Que la guerre soit la poursuite de la même politique réactionnaire par d'autres moyens est une formule qui a été reprise par nos valeureux révolutionnaires pour mieux camoufler quels en étaient les véritables protagonistes et à quelle fin réellement.

Ainsi ni la manière dont elles ont été programmées et minutieusement orchestrées, ni leur finalité ne seront jamais mis en lumière, délibérément, se contentant d'en donner une version correspondant à la crise du capitalisme et les présentant de ce fait comme une fatalité, de la même manière que les différents gouvernements qui enverront leur peuple respectif à la boucherie.

L'assassinat perpétré le 28 juin 1914 contre l'archiduc François-Ferdinand par Gavrilo Princip, membre du groupe anarchiste Jeune Bosnie lié à La Main noire, organisation manipulée par les services secrets serbes liés eux-mêmes aux services secrets britannique et français et russe, pays alors alliés contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, allait être officiellement l'élément déclencheur de la Première Guerre mondiale. Il en fallait bien un pour agrémente la version officielle.

Quand après coup on observe de quelle manière les faits se sont déroulés à cette époque, on ne peut pas manquer d'être saisi par la similitude qui existe avec les méthodes utilisées par le gouvernement américain et la CIA aujourd'hui pour infiltrer des organisations et leur permettre de commettre leurs crimes, afin ensuite de justifier sa politique liberticide aux Etats-Unis et mener une propagande frénétique à l'échelle internationale (l'ONU en est le relai indispensable) contre un ennemi invisible ou qu'il a créé lui-même (Al Qaïda) ainsi que des guerres... Les deux derniers en date étant une tentative d'attentat contre Obama et le siège de la Fed à New York, ils datent des deux derniers mois.

Voici ce qu'on peut lire dans Wikipédia à propos de la Main noire. Extrait.

- Le degré d'implication de la Main Noire est contesté. Certains estiment que c'est cette organisation qui fut responsable de l'attaque et que les membres de Jeune Bosnie n'étaient que les exécutants. D'autres considèrent que Jeune Bosnie était idéologiquement très éloignée de la Main Noire et était si peu expérimentée que la Main Noire était persuadée que le complot n'aurait jamais réussi. Cependant, la plupart sont d'accord pour dire que la Main Noire a fourni les armes et le cyanure aux assassins.

Saisissante ressemblance avec les méthodes de la CIA, n'est-ce pas ?

Pourquoi cette guerre au départ entre deux pays qui à l'époque entretenait de bonnes relations. Extrait de Wikipédia :

- Les relations entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie en 1914 étaient bonnes, le Premier ministre serbe, Nikola Pasic tenant particulièrement à ce bon voisinage, ce qui lui était reproché par les partisans d'une ligne plus dure panslave hostile à la présence autrichienne dans les Balkans.

L'Autriche-Hongrie accusa la Serbie de l'assassinat et, au cours du Conseil de la Couronne du 7 juillet 1914, posa un ultimatum. L'un des points de cet ultimatum était particulièrement irréalisable, si bien que la Serbie ne put accepter l'ensemble des conditions. Seul, le comte Tisza s'y opposa.

Le lendemain, 8 juillet 1914, il rédigea une lettre qui prévenait ainsi l'Empereur : « Une attaque contre la Serbie amènerait très vraisemblablement l'intervention de la Russie et une guerre mondiale s'ensuivrait ».

Le 25 juillet 1914, soutenu par la Russie, le gouvernement serbe refuse la participation de policiers autrichiens à l'enquête sur le territoire serbe. Les relations diplomatiques entre les deux États sont rompues.

Le 28 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie déclare une guerre « *préventive* » à la Serbie, ce qui, par le jeu des alliances, mènera à la Première Guerre mondiale. L'Europe s'engage alors dans quatre années de guerre. Fin.

Il suffisait donc que l'Autriche-Hongrie pose en toute connaissance de cause un ultimatum inacceptable pour la Serbie pour que la guerre soit déclenchée, on ne peut même pas parler d'une machination ou d'une manipulation, un jeu d'enfant quoi. L'arrogance d'un Etat vis-à-vis d'un autre est de pure forme, le fin mot de l'histoire est ailleurs et ne doit pas être porté à la connaissance de la population qui doit demeurer dans l'ignorance pour marcher dans la combine ou leur plan cynique.

Demain une guerre « *préventive* » contre l'Iran pourrait aboutir à la Troisième Guerre mondiale.

Mélenchon a ajouté : "*C'est la première fois que le capitalisme atteignait une limite et ça s'est terminé par une guerre. Je demande vraiment qu'on y réfléchisse : à chaque fois qu'on a eu des grandes crises du capitalisme en Europe, ça a mal fini. Cette fois, on pourrait essayer d'en sortir par le haut...*". AFP 11.11

Ce que je remets en cause, ce n'est pas que le capitalisme recourt à la guerre pour détruire massivement les forces productives qui ont atteint un degré de développement tel qu'elles ne peuvent plus être contenues dans le cadre du mode de production capitaliste, mais comment les représentants du capitalisme s'entendent pour créer les conditions d'une guerre et la manière de les présenter, tout en camouflant son objectif plus sur le plan politique que sur le plan économique, car nous apprîmes très tôt qu'il s'agissait de parvenir à un nouveau partage du monde et de ses richesses, par contre l'objectif de parvenir à l'établissement d'un gouvernement mondial est systématiquement absent des discours et des stratégies des partis ouvriers.

En 2004-2005, le TCE a été présenté comme un bonne chose, puis au fil des mois il est apparu que les véritables intentions de ses auteurs correspondaient peut-être à une autre réalité beaucoup moins avouable, en quelque sorte la vérité a commencé à transpirer jusqu'à réunir une majorité contre ce texte. Il en serait de même demain du capitalisme si les masses savaient réellement ce qui se trame dans leurs dos.

Ainsi personne ne se penche sur l'état des finances des différents Etats au début de ces guerres, leur niveau d'endettement, envers qui, comment ils ont ensuite financé leur industrie de guerre, quel était leur niveau d'endettement à la fin de ces guerres, de qui dépendraient-ils financièrement pour reconstruire leur pays, qui s'étaient considérablement enrichis pendant ces guerres, dans quelle proportion, en pratiquant quelle politique, autant de questions sur lesquelles il vaut mieux ne pas s'attarder ou qu'il faut occulter carrément, car les réponses qu'on pourrait y apporter en les mettant en relation avec l'origine de ces guerres pourraient permettre à la population de comprendre comment fonctionne le monde.

Se contenter de dire comme le fait Mélenchon que les deux guerres mondiales du XXe siècle ont été le produit de la crise du capitalisme, ne permet d'en comprendre ni le déclenchement, ni le déroulement et encore moins les conséquences politiques auxquelles elles ont donné lieu, la Société des Nations (SDN) en 1919 et le Concil Foreign Relation (CFR) aux Etats-Unis en 1921, puis l'Organisation des Nations Unies (ONU), agrémentée du FMI, de la Banque Mondiale et de la Commission Trilatérale (dont l'Union européenne), l'ensemble de ces institutions oeuvrant à l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par le cartel des banquiers de la Fed ainsi que leurs alliées internationaux. On pourrait ajouter le groupe Bilderberg créé en 1954 et qui est le coeur du gouvernement mondial, qui dirige de fait les institutions internationales.

Chaque fois la crise du capitalisme aurait pu se terminer autrement que par une guerre, de même que le crash de 1929 aux Etats-Unis aurait pu être évité, au contraire, tous ces événements ont été provoqués, programmés, orchestrés par ceux qui détenaient déjà le monopole de la création monétaire, les banquiers de la Fed et leurs alliés.

Les banquiers auraient pu augmenter la masse monétaire en circulation (au lieu de la contracter volontairement) ou financer l'expansion économique sans réclamer des intérêts histoire de repousser à plus tard l'éclatement de ces crises économiques, ce qu'ils savent parfaitement faire et qu'on peut observer depuis 2008 à coup de milliers de milliards de dollars ou d'euros, en réalité s'ils en ont décidé autrement c'était uniquement pour garder le contrôle de la situation et se présenter à la fin comme les sauveurs du monde pour qu'on leur accorde toujours plus de pouvoir politique. Quoi qu'il en soit, ils n'auraient pas pu mettre fin aux contradictions du capitalisme qui peut conduire à une guerre mondiale.

De deux choses l'une, soit ils estiment qu'ils peuvent avancer dans la réalisation de leur plan d'un Nouvel ordre mondial en procédant à des contre-réformes sociales et politiques, qui va de la liquidation de tous nos droits sociaux à la subordination totale des Etats à l'UE, l'ASEAN ou le NAFTA, soit ils estiment que c'est trop compliqué, trop long ou inefficace et ils décident de recourir à une guerre mondiale, pas n'importe quand évidemment, une fois qu'ils auront préparé les conditions qui leur seront le plus favorable possible, afin qu'à son issue ils apparaissent comme les maîtres incontestés du monde, sans rivaux.

Qui demain serait accusé d'avoir fomenté cette guerre, l'UE, impossible elle vient de recevoir le prix Nobel de la paix, le FMI, la Banque mondiale, impossible ils oeuvrent en chœur contre la pauvreté, l'analphabétisme, etc, au bien-être des peuples exploités par les pays les plus riches, l'ONU, impensable, grâce à elle bien des guerres ont été évitées au XXe siècle, qui alors ? L'Allemagne par exemple comme vient de le dire l'idiot utile Mélenchon, si ce sont les Etats qui sont responsables de cette guerre, raison de plus pour leur oter tout pouvoir et la boucle est bouclée.

On comprend mieux maintenant pourquoi les médias aux ordres permettent à Mélenchon et consorts de s'exprimer dans leurs colonnes, son discours n'est pas en contradiction avec la contre-révolution, il sert même ses plans.

[Le gouvernement français fer de lance de la réaction internationale.](#)

La France a apporté son "*plein soutien*" à la "*coalition nationale*" des forces de l'opposition syrienne qui a été créée dimanche à Doha, a déclaré le chef de la diplomatie française Laurent Fabius qui a qualifié l'accord conclu entre les différentes composantes d'"*étape majeure*".

"*Cet accord constitue une étape majeure dans le processus indispensable d'unification de l'opposition syrienne. La France lui apporte son plein soutien, afin que cette coalition puisse constituer une alternative crédible au régime de Bachar al-Assad*", a affirmé M. Fabius dans sa déclaration. AFP 11.11

Le 14 novembre, une journée noire pour le mouvement ouvrier français.

- Pour la CGT, cette "euromobilisation" est "le moment de faire entendre la voix des salariés. L'enjeu est d'infléchir les choix du gouvernement de façon à ce qu'il réoriente sa politique en faveur des salariés", souligne Philippe Lattaud.

- "Pour la CFDT il ne s'agit pas de faire du 14 novembre une manifestation contre le gouvernement français ou sur la question de la compétitivité en France, ce n'est pas l'enjeu", a souligné auprès de Marcel Grignard, membre de la direction de la CFDT. L'enjeu pour la centrale cédétiste est de "revendiquer une politique qui permette une croissance dans l'ensemble de l'Union européenne" et "des réformes qui réduisent les concurrences sociales".

- Pour Luc Bérille, secrétaire général de l'Unsa, la journée d'action est "d'abord européenne" pour réclamer un "contrat social pour l'Europe, revendication phare de la CES". L'Expansion.com avec AFP 11.11

Vouloir "infléchir les choix du gouvernement", refuser "de faire du 14 novembre une manifestation contre le gouvernement français ou sur la question de la compétitivité", puis "revendiquer une politique qui permette une croissance dans l'ensemble de l'Union européenne" ou réclamer un "contrat social pour l'Europe, revendication phare de la CES", c'est faire allégeance aux bourreaux du prolétariat et ainsi désarmer politiquement les travailleurs afin que le gouvernement et l'Union européenne puisse appliquer leur politique antisociale et réactionnaire.

De son côté Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, qui habituellement ne participe pas aux défilés unitaires, manifesterà à Madrid avec les syndicats espagnols "pour résister à ces rouleaux compresseurs de l'austérité". AFP 11.11

Syndicats espagnols qui sont sur la même longueur d'onde que les syndicats français !

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

La réaction passe à l'offensive, au tour des nantis du corps médical.

Une grève illimitée des chirurgiens libéraux dans les cliniques, doublée d'un mouvement d'internes dans les hôpitaux publics: les blouses blanches ont décidé à partir de lundi d'exprimer leur colère face à un gouvernement qui, selon eux, les stigmatise.

L'accord d'encadrement des dépassements d'honoraires médicaux, signé le 25 octobre sous la pression de la ministre de la Santé Marisol Touraine, et jugé trop contraignant par les protestataires, cristallise le mécontentement.

La grève des chirurgiens libéraux, à l'initiative du syndicat Le Bloc, majoritaire chez les spécialistes de bloc opératoire, va concerner 70% des cliniques privées de France, soit environ 700 établissements selon la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP).

"Et ça augmente d'heure en heure", assurait-on vendredi.

Les chirurgiens ont prévu de manifester mercredi.

Le Bloc, à la pointe du mouvement, a rejeté l'accord signé par les trois premiers syndicats de médecins libéraux, généralistes et spécialistes (CSMF, SML, MG France).

Selon lui, cet accord "ne correspond pas aux spécificités" des activités des chirurgiens, anesthésistes ou obstétriciens. Il réclame un avenant spécifique à ces professions, instaurant un plafond de dépassements plus élevé.

Au total 28 syndicats et organisations professionnelles de médecins participent au mouvement, selon les organisateurs.

Au-delà de la question des dépassements, la colère des médecins libéraux contre le gouvernement s'est répandue sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook, sur le thème "les médecins ne sont pas des pigeons".

Pour fédérer le mouvement, une association a été créée, l'Union française de la médecine libre (UFML), présidée par un

généraliste de Haute-Garonne, le Dr Jérôme Marty de Fronton.

"Le mouvement est immense (...) Cette profession manque de respect mais ça été amplifié par notre ministre qui a oublié que sa fonction est de protéger la profession dont elle a la charge et de ne pas être méprisante vis-à-vis d'elle", a-t-il dit à l'AFP.

Soucieuse de ne pas se laisser déborder, la CSMF, premier syndicat libéral, a affirmé vendredi soir qu'*"il appartient à tout syndicat responsable de travailler aux solutions plutôt que de développer les réflexes corporatistes qui compromettent notre crédibilité et marginalisent notre profession"*, égratignant les *"cartels improvisés sur le net"*. AFP 11.11

Quand on fait médecine pour le fric, on n'est pas digne d'exercer ce métier.

Si demain la réaction descendait dans la rue comme elle le fit en février 1934, nous ne descendrions pas dans la rue pour défendre le gouvernement ou les institutions, car cela voudrait dire qu'ils auraient fait en sorte que les masses demeurent suffisamment ignorantes pour qu'il soit possible de s'attaquer physiquement à la classe ouvrière et à son avant-garde révolutionnaire. Nous appellerions le mouvement ouvrier à s'unir pour combattre la réaction que le gouvernement a finalement armé contre les masses exploitées en refusant de les appeler à se mobiliser pour rompre avec le capital et les institutions, dans la perspective de la constitution d'un gouvernement ouvrier et l'établissement d'une République sociale, seule issue à la crise du capitalisme.

2- Grèce

Le Parlement grec a adopté dans la nuit de dimanche à lundi le budget 2013, prévoyant des économies de 9,4 milliards d'euros, réclamées par l'UE et le FMI, selon un comptage de l'AFP.

Plus de 150 députés sur 300 ont voté *"oui"* au projet de budget, dont les parlementaires des trois partis de la coalition gouvernementale, droite-socialistes-gauche démocratique, ce qui pourrait ouvrir la voie à la poursuite des versements des prêts de l'UE et du FMI à la Grèce.

Le leader du Pasok (parti socialiste) Evángelos Vénizélos, dont le parti n'est plus que l'ombre de lui-même pour avoir fait adopter les plans d'austérité successifs depuis 2010, a lui aussi apporté son appui à ce budget d'austérité.

"Nous soutenons le gouvernement malgré le coût disproportionné pour notre parti", a déclaré M. Vénizélos devant les députés. *"La Grèce est arrivée au bout de ses forces"*, a-t-il dit, appelant à un règlement du problème de la dette à la veille de la réunion à Bruxelles des ministres des Finances de la zone euro.

Le leader de l'opposition Alexis Tsipras, qui dirige le parti de gauche radicale Syriza, a raillé un gouvernement dont la crédibilité *"s'écroulera"* le 16 novembre, quand les bailleurs de fonds internationaux auront laissé tomber la Grèce, selon lui.

Il s'est aussi inquiété de la situation de la dette. *"La dette n'est pas soutenable, seule Mme (Angela) Merkel le croit"*, a-t-il lancé, réitérant sa proposition d'*"un effacement de dettes avec clause de croissance"* comme cela avait été fait pour l'Allemagne en 1953 après la deuxième guerre mondiale.

Dimanche soir, à Athènes, quelques milliers de personnes ont manifesté devant le Parlement sur la place Syntagma, théâtre de manifestations massives depuis 2010 contre les plans successifs d'austérité en échange des prêts UE-FMI.

Selon la police, le plus important rassemblement a été celui du Front de lutte des travailleurs (Pame), proche des communistes, avec 10.000 manifestants.

Les syndicats et les partis d'opposition ont à peine rassemblé 5.000 personnes qui ont manifesté dans le calme. AFP 11.11

[Haut de page ↗](#)

Le 13 novembre

CAUSERIE

Rien de nouveau sous le soleil, ici le temps est radieux.

La situation sociale et politique, désespérante, non ? Quand on ne nous trompe pas délibérément, on nous cache la vérité, et quand un morceau de la vérité pointe son nez, c'est pour camoufler tout le reste sous un amoncellement de mensonges ou de contrevérités de telle sorte qu'à l'arrivée les masses n'y comprendront rien, à croire que c'est voulu.

Sinon le reste du temps, il s'agit d'entretenir des mystifications ou illusions fumeuses, à la pêle, de préférence pour ne pas froisser le corporatisme ou la bonne conscience de certaines couches de la population (réputées progressistes, sic!) qui de fait ne sont pas les plus à plaindre dans la société, ceci explique cela, hypocrisie et cupidité font bon ménage, comme Moscovici et Parisot par exemple qui pourraient leur servir de modèle.

N'en déplaise à nos contradicteurs, on est en droit de se poser un certain nombre de questions, nous allons continuer.

La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction du mouvement ouvrier, n'ayant pas été capable de la résoudre en 70 ans, il est à craindre que l'humanité en soit incapable. A qui la faute ? Pardi, à tous ceux qui parlent au nom des exploités, des travailleurs, de la classe ouvrière, du socialisme ou qui font encore référence au marxisme. Il ne faut pas chercher ailleurs les responsables. On a déjà tout dit à ce sujet, on se lasse de se répéter.

[Le mandat d'arrêt européen. Les bienfaits du 11 septembre 2001 ou l'UE l'appendice de Washington](#)

Le mandat d'arrêt européen a été institué le 13 juin 2002, après avoir été approuvé au niveau politique lors du Conseil européen de Laeken (décembre 2001), peu après les attentats du 11 septembre 2001. Il permet une simplification des procédures d'extradition entre États membres de l'Union européenne, via leur automatisation judiciaire. (source : wikipédia)

Entré en vigueur le 1er janvier 2004, le mandat d'arrêt européen est la première concrétisation du principe de reconnaissance mutuelle des décisions pénales dont le Conseil européen de Tampere des 15 et 16 octobre 2009 a décidé de faire la pierre angulaire de la coopération entre États membres de l'Union européenne. Supprimant la phase administrative de la procédure d'extradition, il facilite et accélère les procédures de remise. (<http://www.presse.justice.gouv.fr>)

Exécution d'un mandat d'arrêt européen par la France (<http://www.presse.justice.gouv.fr>) :

Dans le cas d'une exécution de mandat d'arrêt européen par le parquet général, la personne appréhendée doit être présentée devant le procureur général territorialement compétent dans les 48 heures suivant son arrestation. Celui-ci, après avoir vérifié l'identité de la personne, doit lui notifier le contenu du mandat d'arrêt européen et l'aviser de son droit à être assistée d'un conseil. Depuis la réforme du 14 avril 2011, si le procureur général requiert le placement de la personne sous contrôle judiciaire, sous assignation à résidence sous surveillance électronique ou sous écrou, il doit alors saisir le premier président de la cour d'appel ou tout magistrat du siège désigné par lui. La décision est adressée par le procureur général au Bureau de l'entraide pénale internationale de la Direction des affaires criminelles et des grâces (DACG), avec copie du mandat d'arrêt européen. Le procureur général saisit par ailleurs, dans un délai de cinq jours ouvrables, la chambre de l'instruction. Si la personne consent à sa remise, la Chambre rend son arrêt dans les sept jours sinon elle aura vingt jours pour statuer. Lorsque la personne n'a pas consenti à sa remise, la décision de la chambre de l'instruction est susceptible d'un pourvoi en cassation dans un délai de trois jours.

La remise de la personne visée par un mandat d'arrêt européen doit intervenir dans un délai de 10 jours à compter du moment où la décision de remise est devenue définitive, sauf cas de force majeure (en cas de force majeure, une nouvelle date de remise est fixée en accord avec l'Etat d'émission, et la personne devra être remise au plus tard dans un délai de dix jours à compter de cette nouvelle date) Le procureur général doit alors prendre attache avec le service des transfèrements de la Direction de l'Administration Pénitentiaire qui sera chargé de procéder à la remise.

A noter : la nationalité française de la personne réclamée ne constitue plus un motif de refus. Fin

Arrêtée le 1er novembre 2012 à un contrôle routier à Mauléon (64), Aurore Martin a été extradée le jour même vers l'Espagne.

Apparemment elle a été extradée en violation des dispositions mentionnées ci-dessus, un bon avocat devrait pouvoir le démontrer sans peine. Pourquoi une telle précipitation du parquet alors que le seul fait qui lui est reproché est d'avoir participé à une réunion d'une organisation illégale en Espagne ? Pourquoi apparemment le droit de la défense lui a-t-elle été refusée ?

Messieurs Fabius et Hollande qui ont reçu l'émir terroriste du Qatar qui recrute, entraîne, arme et finance des mercenaires assoiffés de sang djihadistes, adeptes d'Al Qaïda et autres mouvements terroristes internationaux qui terrorisent la population de la Syrie à la Libye en passant par la Tunisie, l'Egypte, etc. ne seraient-ils pas des cas avérés présentant un danger pour la sécurité et la paix des peuples et plus urgents à traiter ?

Rappel.

Notons pour finir que parmi ceux qui aujourd'hui donnent de la voix pour s'élever contre l'extradition arbitraire d'Aurore Martin

figurent Mélenchon et les Verts qui d'une part ont voté pour le traité de Maastricht (1992) intégrant le "troisième pilier" de l'UE consacré à la Coopération policière et judiciaire en matière pénale entre les Etats de l'UE, puis actualisée ou renforcée par le traité d'Amsterdam (1997) dans le cadre officiel d'un « espace de liberté, de sécurité et de justice » commun, et qui d'autre part faisaient partie du gouvernement Chirac-Jospin quand le traité d'Amsterdam fut ratifié, puis lorsque le Conseil européen de Laeken (décembre 2001) pris la décision d'instituer ce mandat d'arrêt européen. (source : Wikipédia)

L'Etat guerrier, terroriste et dictatorial américain "**champion des droits de l'homme**" (H. Clinton).

Les Etats-Unis et l'Allemagne ont été élus lundi au Conseil des droits de l'homme de l'ONU au terme d'une élection âprement disputée, des experts dénonçant un scrutin joué d'avance dans les autres régions.

Le Conseil des droits de l'homme compte 47 membres présentés par régions et élus à la majorité des 193 Etats membres de l'Assemblée générale des Nations unies.

Les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Irlande ont tous les trois été élus dans le groupe des pays de l'Ouest.

"Nous remercions les pays de nous avoir choisis parmi une liste de candidats occidentaux tous autant qualifiés les uns que les autres et tous champions des droits de l'homme", a déclaré la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton dans un communiqué.

"Alors qu'il reste beaucoup de travail, notamment pour mettre fin à l'attention partielle et disproportionnée du Conseil sur Israël, nous avons hâte de travailler avec les autres pays membres pour traiter des problèmes des droits de l'homme et pour nous assurer que le Conseil respecte pleinement ses promesses", a-t-elle ajouté. AFP 12.11

Il y a deux jours, Obama a répété que les Etats-Unis s'opposeraient à la reconnaissance d'un Etat Palestinien à l'ONU...

Racket climatique. Seuls les Européens paieront, normal.

La taxe carbone à laquelle les compagnies aériennes sont assujetties pour les vols à destination et en provenance de l'Union européenne va être suspendue sous condition, a annoncé lundi le Commissaire européen à l'Action pour le climat, Connie Hedegaard.

Bruxelles a fait l'objet d'intenses pressions en faveur de la levée de cette disposition qui risquait de provoquer une guerre commerciale avec les Etats-Unis, la Chine et l'Inde.

Les vols intra-européens resteront soumis à la taxe carbone et les exonérations devront être mises en oeuvre par tous les Etats membres. Connie Hedegaard a dit en avoir informé les 27.

L'exécutif européen refusait de revoir sa législation en l'absence de dispositif alternatif approuvé par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Reuters 12.11

Elle est déjà incluse dans le prix des billets d'avion que paient les voyageurs, tandis que les compagnies aériennes bénéficieront d'exonérations si j'ai bien compris. Pourquoi pour avoir mis en oeuvre ce racket des voyageurs ?

ACTUALITE EN TITRES

La docilité et la duplicité récompensées.

- François Hollande remporte le prix de l'homme politique le plus gentil - L'Express.fr

Pire encore !

- Grève des chirurgiens et des internes: «On est traités de voleurs et de nantis» - 20minutes.fr

Soyons lucide. On fera la distinction avec les internes qui ont un salaire autour de 1.500 euros nets, mais qui se rattraperont sur la bête, les patients, dès qu'ils auront obtenu leur diplôme de médecin ou dans leur spécialité...

A quelques dollars le baril de pétrole, c'est possible.

- Transport aérien: Emirates double son bénéfice net au 1er semestre - AFP

[Il leur sera plus utile en liberté... au nom de la lutte contre le terrorisme.](#)

- Royaume-Uni : l'islamiste Abou Qatada sera libéré mardi - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

L'équipementier automobile français Faurecia a annoncé lundi qu'il supprimerait quelque 1.500 emplois en Europe de l'Ouest en 2013, après la suppression d'un nombre équivalent de postes en 2012, lors d'une présentation devant des investisseurs à Londres.

"Les charges de restructuration pour le groupe atteignent 100 millions d'euros en 2012", a précisé le groupe, qui compte plus de 80.000 employés dans le monde.

"Avec le plan finalisé aujourd'hui, nous prévoyons plus ou moins le même impact financier pour 2013, avec une conséquence semblable sur les effectifs en Europe de l'Ouest", a déclaré son PDG Yann Delabrière, lors de son intervention, retransmise sur le site internet du groupe.

Faurecia, interrogé par l'AFP, n'a pas détaillé quels pays européens étaient concernés par ce plan social. L'équipementier n'a pas précisé non plus quelle proportion de postes a déjà été supprimée jusqu'ici, ni s'il s'agit de départs à la retraite non remplacés.

S'il se dégage d'Europe de l'Ouest, Faurecia a expliqué qu'il était en passe de renforcer simultanément sa présence en Europe de l'Est avec l'implantation de 7 nouvelles usines entre 2012 et 2014, en Roumanie, Pologne et en République tchèque.

En 2016, les ventes réalisées en dehors de l'Europe représenteront presque les deux tiers de ses ventes, l'Asie et l'Amérique du nord représentant les principaux moteurs de croissance.

Faurecia explique ainsi viser un développement soutenu en Chine et en Corée du sud. Les ventes en Asie devraient représenter 20% du chiffre d'affaires en 2016, tandis que la rentabilité y restera nettement supérieure à la moyenne du groupe, indique le communiqué.

Par ailleurs, Faurecia indique avoir quadruplé son chiffre d'affaires en Amérique du nord depuis 2009, où il est devenu le 6e plus grand équipementier automobile. La région représente maintenant plus de 25% de ses ventes. AFP 12.11

Inutile de préciser que l'action de Faurecia a immédiatement grimpé à la Bourse de Paris...

2- Espagne

Le ministre espagnol de l'Économie a promis lundi qu'aucune famille en difficulté ne se retrouverait à la rue à cause d'arriérés d'emprunts immobiliers, après l'émoi suscité par le suicide d'une propriétaire incapable de rembourser son prêt.

"En Espagne, il existe en ce moment près d'un million de logements inoccupés. Dans ces conditions, le gouvernement et le ministère de l'Économie (...) doivent faire en sorte qu'aucune famille de bonne foi ne se retrouve sans logement. C'est notre engagement", a déclaré Luis de Guindos, à Bruxelles.

Les conservateurs au pouvoir en Espagne et l'opposition socialiste se sont réunis lundi pour réfléchir à une réforme de la législation sur les expropriations.

Le choc est tel après la mort vendredi d'Amaia Egana que certains accusent dirigeants politiques et banquiers d'être de facto complices de "meurtre". Ancienne élue socialiste au Pays basque, Amaia Egana a sauté de son appartement situé au quatrième étage d'un immeuble de Barakaldo alors que des huissiers étaient venus l'expulser.

Les responsables des questions économiques au PP et au PSOE, les deux principales formations politiques du pays, devraient examiner l'hypothèse de moratoires dans le remboursement des prêts immobiliers pour les ménages les plus en difficulté.

Ils devraient aussi réfléchir à une réforme de la procédure légale menant à l'expulsion. Aux termes de la loi en Espagne, même les emprunteurs ayant cédé leur logement à leur banque doivent encore rembourser la totalité de leur prêt.

Depuis l'explosion de la bulle immobilière en 2008, près de 400.000 logements ont fait l'objet de saisies à la demande des banques en Espagne, où la récession alimentée par la politique d'austérité a fait grimper le taux de chômage à 25%.

L'attitude des banques paraît d'autant plus insupportable aux yeux de nombreux Espagnols que plusieurs d'entre elles ont été sauvées de la faillite grâce à l'argent du contribuable.

Aux cris de "Assassins", des manifestants se sont rassemblés lundi devant le siège du PP à Madrid avant de marcher en direction du Parlement.

La Fédération des banques espagnoles a annoncé lundi que ses membres étaient convenus la semaine dernière avec le gouvernement de suspendre pour une durée de deux ans les procédures d'expulsion pour les personnes les plus fragiles.

Pour les manifestants, cette mesure est insuffisante.

Avec une chute d'environ 30% des prix de l'immobilier, des centaines de milliers de propriétaires ayant souscrit des emprunts à très long terme doivent désormais rembourser des sommes largement supérieures à la valeur de leur logement.

Des supporters du Rayo Vallecano, club d'un faubourg populaire de Madrid, ont déployé une banderole sur laquelle était écrit : "Ce ne sont pas des suicides. Ce sont des meurtres. Banques et responsables politiques complices. Arrêtez les expulsions".

"Arrêtez les expulsions" est aussi le nom d'un collectif organisant des manifestations devant des immeubles résidentiels pour empêcher les huissiers d'accomplir leur mission.

Sous la pression de cette organisation et d'autres mouvements du même type, le gouvernement a demandé aux banques d'effacer la créance immobilière des foyers dont tous les membres sont au chômage et dont le logement vaut moins de 200.000 euros.

Le malaise s'est même étendu à la police et la justice.

Le principal syndicat de policiers, le SUP, a annoncé dimanche qu'il soutiendrait les agents refusant de participer à des expulsions pour "*problèmes de conscience*".

Dans un rapport écrit en octobre, plusieurs magistrats espagnols ont eux dénoncé "*des procédures juridiques extrêmement agressives*" tandis que des juges sont de plus en plus critiques dans les médias.

Juliane Kokott, avocate générale de la Cour de justice de l'Union européenne, a conclu la semaine dernière dans un avis non contraignant que la législation espagnole en la matière était contraire aux normes européennes de protection des droits des consommateurs. La Cour de justice ne s'est pas prononcée. Reuters et AFP 12.11

3-Scandinavie

SAS a annoncé lundi des suppressions de postes, des baisses de salaires et des cessions d'actifs dans le cadre d'un plan de restructuration présenté comme étant celui de la dernière chance.

En contrepartie de ces mesures, la compagnie aérienne scandinave, détenue à 50% par les Etats danois, norvégien et suédois, a obtenu auprès de ses banques une nouvelle facilité de crédit de quelque 3,5 milliards de couronnes suédoises (408 millions d'euros).

En raison notamment de la concurrence de compagnie aériennes à bas coûts, telles que Ryanair et Norwegian, SAS n'a pas pu dégager de bénéfice annuel depuis 2007.

"Ceci est vraiment notre dernière cartouche pour faire en sorte que SAS continue d'exister", a déclaré le directeur général de la compagnie Rickard Gustafson.

SAS veut améliorer ses bénéfices de trois milliards de couronnes via les mesures de réduction de coûts, dont 800 suppressions de postes, et vendre des actifs pour trois milliards.

La facilité de crédit, fournie par sept banques ainsi que par les Etats danois, norvégien et suédois, est conditionnée par la signature d'accords avec les syndicats sur les suppressions de postes et les baisses de salaires et par le feu vert parlementaire là où c'est nécessaire.

"Je sais que nous demandons beaucoup à nos employés, mais nous ne pouvons faire autrement. J'espère que nos salariés loyaux (...) sont prêts à se battre pour la survie de SAS et de nos emplois", a ajouté Rickard Gustafson. Il a ajouté que le personnel de cabine verrait son salaire baisser de 12% en moyenne et que les effectifs totaux de SAS, du fait des suppressions de postes et des cessions d'actifs, passeraient de 15.000 à environ 9.000.

Le directeur général de la compagnie a déclaré que les nouveaux accords collectifs avec les syndicats devaient être signés d'ici dimanche. Reuters 12.11

Avez-vous remarqué qu'il n'existait pas pire cynisme à travers le monde que les monarchies (tout court ou constitutionnelles) ? Ah ces braves "syndicalistes"... vendus, corporatistes ! Chut !

[Haut de page ↗](#)

Le 14 novembre

CAUSERIE

Je n'ai pas encore formaté quelques causeries depuis le 6 novembre parce que je m'en fous. A quoi bon, entre ce qui figure dans mes causeries et ce qui pourrait faire figure d'avant-garde du mouvement ouvrier il existe un gouffre aussi gigantesque que celui qui existe entre l'ignorance des masses et la réalité, au point de se demander par quel miracle il pourrait un jour être comblé, je préfère être lucide ou réaliste que de faire preuve d'un optimisme qui n'a pas lieu d'être.

Le saviez-vous ?

1- Entendu et vu dans une vidéo.

Benjamin Fulford avait demandé lors d'une interview à l'ex-ministre des Finances du Japon, Heizo Takenado : " *Pourquoi avez-vous abandonné le contrôle du système financier japonais à un groupe d'oligarques américains et européens ?*"

La réponse très surprenante de Takenado : " *Parce que le Japon fut menacé avec une machine à tremblement de terre.*"

Dans cette vidéo il est dit que les Russes avaient mis au point une telle machine et que les Américains leur avaient rachetée à la fin de la "guerre froide". Elle était tellement efficace dès cette époque que les Russes avaient constaté en la testant que non seulement elle pouvait produire un tremblement de terre mais que des répliques imprévisibles s'étaient produites par la suite au point d'être effrayés par la machine infernale qu'ils avaient mises au point, ce qui ne les empêcha pas de la vendre aux Américains, les caisses de l'Etat russe étant vide !

Reposons la question : Le saviez-vous ? Evidemment non. J'ignore si cela a un rapport avec Fukushima ou le tsunami de 2006 en Asie ou d'autres tremblements de terre, notons au passage que là aussi vous n'avez pas pu compter sur les partis du mouvement ouvrier pour vous informer. Ce n'est pas tout, loin de là, vous comme moi, vous ignorez tout ce qu'on peut nous cacher, à croire que délibérément on cherche à nous maintenir dans l'ignorance.

2- HAARP la mélodie de la mort (<http://www.youtube.com/watch?v=mko98UrHVqo&feature=related>)

- Le projet High Frequency Active Auroral Research Program, abrégé en HAARP, est un programme américain à la fois scientifique et militaire de recherche sur l'ionosphère. Ses activités dépendent de la base aérienne de Kirtland AFB et sont financées conjointement par l'armée de l'air et la marine des États-Unis, ses activités scientifiques étant gérées par l'Université d'Alaska et sa mise en oeuvre par le laboratoire Phillips de l'US Air Force et l'Office of Naval Research.

Dans le livre Les anges ne jouent pas de cette HAARP écrit en 1995 par Nick Begich et Jeane Manning, les auteurs prétendent que la capacité d'HAARP à influencer l'ionosphère serait beaucoup plus importante qu'admise officiellement. Selon eux, ces 180 antennes permettraient un jour de faire des recherches pour pouvoir modifier le climat, interrompre toute forme de communication hertzienne, détruire ou détourner avions et missiles transcontinentaux et finalement, influencer les comportements humains, tout cela via des actions sur l'ionosphère. (Wikipédia)

Connaissez-vous les chemtrails ? Ce sont les traces laissées dans le ciel lors de l'épandage dans les nuages aux Etats-Unis mais aussi en Europe fait de baryum, oxyde d'aluminium, de strontium, d'hexafluore d'argent, etc. Bien évidemment une partie de ces substances chimiques atteignent le sol sous forme solide et pas seulement dissoute dans l'air que la population respire s'empoisonnant au passage, c'est le but, la rendre plus fragile, malade, stérile ou mentalement déficitaire. Cela est assimilable à un programme eugéniste pour supprimer une partie de la population. On a aussi l'explication des milliers d'oiseaux ou de poissons trouvés morts soudainement sans cause apparente à travers le monde, soit à cause de Haarp, soit par les chemtrails.

Et qui sort ces énormités ? Des scientifiques, un ex-agent du FBI, de simples citoyens américains, etc. sans doute des désœuvrés. On comprend mieux pourquoi les Américains sont tels qu'ils sont, car y compris leur alimentation et leur boisson bénéficie d'un programme d'empoisonnement programmé, dont les OGM font évidemment partie.

La meilleure est que tout cela est connu, a été rendu public depuis de longues années sans qu'on n'en sache rien ou sans qu'on y fasse référence en évoquant les horreurs, le niveau de monstruosité auquel est parvenu le capitalisme, ce qui le rend encore plus insupportable à nos yeux, ainsi que ceux qui s'en accommodent.

On reviendra plus tard sur cet aspect du capitalisme.

Tous ceux qui soutiennent la commercialisation des OGM, qui prétendent que les Etats-Unis sont une démocratie, qui en appellent à l'ONU sont les complices de l'oligarchie financière qui domine le monde contre tous les peuples, d'infâmes ignares, de dangereux criminels qui agissent sous couvert du socialisme ou osent parler en notre nom.

Vous saviez que Bill Gates était le principal actionnaire de Monsanto et que dans les cantines ou restaurants de Monsanto les OGM étaient proscrits (The Independent 22.12.1999), Bill Gates tout comme Rockefeller ou la reine d'Angleterre est abonné aux produits de l'agriculture biologique ? Maintenant je cerne un peu mieux l'élite qui doit les servir, ceux qui ont accès à ces produits fort coûteux. (A suivre)

C'est pas besef !

Faire Vivre le PCF ! 36ème congrès : Unir les communistes pour un PCF de combat, marxiste, populaire et rassembleur !
407 signatures de 61 départements.

C'est pas besef, avec les militants qui se connectent sur le site on serait peut-être plus nombreux pour construire un véritable parti communiste ! Je plaisante. A croire que la majorité des communistes ne sont pas au PCF, non, ce n'est pas un scoop ! On a le droit de se détendre un peu parfois.

Besef s'écrit également bésef, bezef, bézef, mot arabe maghrébin bezzâf « à foison, beaucoup ». (Le Grand Robert)
Quatre orthographes pour un seul mot, ils font très fort les académiciens. Il est précisé que Courteline l'a écrit beseff et de cinq !
Bref, écrivez-le comme vous voudrez !

Quelle est la bonne version ?

Récapitulons à partir de l'exemple de la Seconde Guerre mondiale qui est un cas d'école.

1- Il y a la version selon laquelle ce serait les affreux Allemands formés ou formatés on dirait de nos jours à l'esprit militaire, bêtes et disciplinés, qui en seraient responsables, plus particulièrement le psychopathe Adolf Hitler, sorte d'Attila des temps modernes. C'est la version des manuels scolaires et ressortie avant-hier par monsieur le professeur Mélenchon, comme quoi il n'a jamais évolué au cours des 30 ou 35 dernières années, il n'est pas le seul dans ce cas-là hélas ! C'est la version la plus communément admise, la plus opaque ou la plus éloignée de la vérité, une véritable falsification de l'histoire adoptée par le corps professoral des écoles et des universités, les médias, tous les partis institutionnels.

2- Ensuite, il y a la version selon laquelle cette guerre serait le produit des contradictions du capitalisme que la Première Guerre mondiale n'avaient pas résolues... Ces contradictions s'exacerbent jusqu'à ce que le capitalisme s'effondre et que la guerre prenne logiquement le relais. Ce serait un processus qui se déroulerait pour ainsi dire mécaniquement selon des lois déterminées, immuables, sans que l'on sache qui les met en oeuvre ou qui est réellement aux manettes, d'ailleurs on ne se pose même pas la question, pour un peu ce serait un enchaînement d'événements imprévisibles qui conduirait inéluctablement à un conflit armé, donc sans qu'on puisse l'éviter, la fatalité en somme. Les pantins qui font office de représentants du capital au sein des institutions seraient les véritables ordonnateurs de cette guerre, ils détiendraient ce pouvoir, c'est la version adoptée par le mouvement ouvrier qui ne reflète qu'une partie seulement de la réalité.

3- Pour finir, il y a la version selon laquelle cette guerre aurait été programmée par d'horribles banquiers pour s'enrichir encore plus, mais surtout pour soumettre tous les Etats et tous les peuples à leur pouvoir et instaurer un gouvernement mondial dont

ils seraient les monarques absolus. Elle aurait été le produit de diverses manipulations auxquelles ces banquiers se seraient livrés plus ou moins secrètement au cours des années ou des décennies précédentes selon un plan bien arrêté qui remonterait à la nuit des temps. C'est la version adoptée par les opposants au mondialisme, notamment américains et canadiens, et qui a été reprise par un petit nombre d'intellectuels en occident, qui estiment qu'il faudrait que la population mondiale prenne conscience de cette conspiration pour la neutraliser ou la renverser, mais qui n'y croyant pas vraiment s'avèrent impuissants à s'y opposer. Cette version reflète également une partie de la réalité.

En résumé.

La première version qui est fantaisiste ou grotesque a été adoptée par l'immense majorité de la population qui demeure encore à l'heure actuelle totalement ignorante des tenants et des aboutissants de la Première et de la Seconde guerre mondiale, donc qui serait prête à s'embarquer aveuglément dans la suivante le cas échéant.

La seconde fait penser à différents organes qu'on aurait disposés sur une table et dont on détaillerait le fonctionnement sans que l'on sache ni à quelle espèce ils appartiennent ni une fois réunis s'ils servent à un animal qui rampe, marche, vole ou nage.

La troisième nous renseigne sur la nature de cet animal, à quelle espèce il appartient, sans qu'on sache véritablement comment fonctionnent ses organes parce qu'on en ignorent certains parmi les plus importants, de telle sorte qu'on est impuissant à agir sur leur fonctionnement pour faire périr la bête immonde.

On voit ici que c'est seulement la combinaison des deux dernières versions qui peut nous permettre de maîtriser totalement notre sujet.

La seconde version sous-estime les conditions subjectives ou l'idée sous-jacente qui accompagne la crise du capitalisme, la manière dont manoeuvre les banquiers de la Fed et leurs alliés dans un but politique bien précis, tandis que la troisième sous-estime les conditions objectives qui forcent les banquiers à recourir à certains stratagèmes ou magouilles financières pour les contourner ou les contenir.

Les faiblesses de la seconde version aboutit à reprendre à son compte l'antienne de la crise que le gouvernement et le patronat mettent en avant pour justifier leur politique antisociale, certes sous des angles diamétralement opposés, mais qui croire quand on n'a pas entre les mains tous les éléments pour se prononcer de manière impartiale sur cette question ?

La crise, produit des contradictions du capitalisme ou fabriquée par l'oligarchie financière qui contrôle l'économie ? Les deux à la fois, donc il faut impérativement l'aborder sous les deux angles cités plus haut si l'on veut mener un combat efficace et vaincre notre ennemi, à terme bien entendu.

La question est encore plus complexe, car l'oligarchie financière agit sur la crise à la fois pour retarder ou empêcher l'effondrement du capitalisme, il serait peut-être plus approprié de dire pour en assurer un effondrement contrôlé, comme les deux tours du World Trade Center par exemple, et pour s'assurer le contrôle politique de tous les Etats de la planète.

L'oligarchie financière agit à la fois sur les bases objectives du capitalisme comme si elle avait l'intention de les préserver, tout en menant un combat pour leur destruction puisqu'elle s'est donnée pour objectif final d'en finir avec la lutte des classes.

[A propos de la conférence de presse d'Hollande](#)

Pour Sarkozy, vous pouviez manifester autant que vous le vouliez, cela ne se voyait pas et ne servirait à rien. Hollande a repris le même discours à sa façon en affirmant qu'il n'en avait rien à faire de "*l'état de l'opinion aujourd'hui*": "*La seule question qui vaille, ce n'est pas l'état de l'opinion aujourd'hui, c'est l'état de la France dans cinq ans*". AFP 13.11

Le reste de son discours ne mérite pas une ligne de plus, sauf sur les conditions de travail et la Syrie et le Mali.

Conditions de travail

On se passera de toute citation totalement inutile puisqu'ils ne font que se répéter, on sait d'avance que les bureaucrates vendus des syndicats vont se partager les rôles, etc. la preuve en est, je laisse la parole au journaliste du Nouvel Observateur - depuis la conférence sociale au début de l'été, le patronat et les syndicats se sont engagés dans des discussions sur quatre sujets : le contrat de travail, les mécanismes d'anticipation dans l'entreprise, l'adaptation à la conjoncture, et enfin le licenciement. Voilà donc sur quoi ils ont accepté de discuter avec le patronat, traduisons :

1 - le contrat de travail qui devra être suffisamment souple pour faciliter les licenciements ;

2- les mécanismes d'anticipation dans l'entreprise, autrement dit annoncer à l'avance les plans de licenciements ou de suppression d'emplois de telle sorte qu'ils soient perçus comme une fatalité puisque les représentants du personnel y seront associés ;

3- l'adaptation à la conjoncture, un euphémisme qui signifie que les besoins de l'entreprise primeront sur tout autre critère, notamment les besoins des salariés qui se verront virés si la conjoncture l'impose ;

4- et enfin le licenciement, normal puisque les trois points précédents y menaient déjà directement et la boucle est bouclée.

Vous voulez ajouter quoi à cela ? Une seule question est dès lors posée : rompre toute discussion avec le patronat et le gouvernement, et en cas de refus dénoncer ces dirigeants syndicaux comme patronaux ou corporatistes, traitres. Au-delà poser la question de la fondation d'un véritable syndicat ouvrier.

Vous préférez faire avec, cela fait plus de 70 ans que cette mystification dure, qui n'a pas compris que les dirigeants des partis ouvriers ont passé un pacte avec les dirigeants pourris des syndicats : on vous critique, mais on ne vous remet pas en cause, on est actif dans votre syndicat, en échange vous nous accordez des postes de permanents dans les instances ou les organismes triparties et nous somme quitte... Comment croyez-vous que les uns et les autres ont tenu le coup jusqu'à présent ?

Syrie et Mali.

- C'est sur les dossiers internationaux qu'il a réservé sa principale annonce, avec la reconnaissance par Paris de "*la coalition nationale syrienne comme la seule représentante du peuple syrien*".

La question de la livraison d'armes à l'opposition syrienne, à laquelle Paris était jusque-là opposée, "*va être nécessairement reposée*", a aussi dit M. Hollande.

Au Mali, la France n'interviendra "*en aucun cas*" elle-même et se contentera de "*soutenir logistiquement*" les pays africains, a confirmé M. Hollande. AFP 13.11

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

[Tel qu'il est, tel qu'il a toujours été : votez Hollande !](#)

- Hollande exhorte les Français à "*faire nation*" face à la crise - Reuters
- Hollande nie tout "*virage*" politique, mais assume des choix discutés à gauche - AFP
- Hollande "*a raison*", la "*situation est grave*", estime Laurence Parisot - AFP
- Bayrou: un président "*convaincant*", une politique "*que nous attendions*" - AFP

[Non mais c'est bien la même information.](#)

- Grande-Bretagne: la libération de l'islamiste Abou Qatada suscite un tollé - AFP
- Paris reconnaît la coalition de l'opposition syrienne - Reuters

[Rien, il faut les exproprier !](#)

- Que peut faire le fisc contre l'optimisation fiscale des multinationales? - L'Expansion.com

[C'est l'objectif !](#)

- Crise grecque: "*La population et la démocratie risquent de ne pas résister*" - L'Express.fr

Ils ont inventé le délinquant permanent.

- Cannabis : "*Des traces repérables pendant trois semaines*" - Le Point.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

1- France

1.1- Entre 200 et 300 membres du personnel de la prison des Baumettes à Marseille manifestaient mardi matin à l'appel des syndicats CGT et Ufap pour demander "*plus d'effectifs*" et dénoncer le "*manque de considération*" dont ils font l'objet, a constaté un photographe de l'AFP.

Quelque 700 personnes travaillent au centre pénitentiaire des Baumettes et "*il nous en manque au moins 70 pour pallier les nouvelles missions et les départs à la retraite*", a estimé M. Gayen. AFP 13.11

1.2- Deux professeurs de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP) ont lancé une pétition pour protester contre le mouvement des chirurgiens libéraux auxquels ils refusent de s'associer, ont-ils annoncé mardi. "*Nous, médecins de toutes spécialités et de tout mode d'exercice attachés à l'égalité d'accès à des soins de qualité sur l'ensemble du territoire, ne participons pas à la grève des soins initiée par certains syndicats*", écrivent les professeurs André Grimaldi et Jean-Paul Vernant dans cette pétition dévoilée par le quotidien Le Parisien/Aujourd'hui en France. Selon eux, cette "*grève corporatiste, au moment où le pays connaît une crise économique et sociale majeure, ne peut pas être comprise par l'opinion publique*". Ils appellent "*les médecins et les internes à ne pas la suivre*".

Le texte avait été signé lundi par 140 médecins selon le Parisien, dont Irène Frachon, la pneumologue qui a dénoncé le scandale du Mediator. Selon les auteurs, les syndicats à l'origine du mouvement de grève "*refusent par principe toute limitation des dépassements d'honoraires. S'il est vrai que certains tarifs notoirement insuffisants de la Sécurité sociale doivent être révisés, rien ne justifie que le montant des dépassements d'honoraires puisse aller du simple au triple voire plus pour la même activité réalisée dans la même ville*", poursuivent-ils.

Des chirurgiens libéraux et des internes ont entamé lundi une grève illimitée, récusant notamment l'accord sur les dépassements d'honoraires. Pour Philippe Cuq, coprésident du syndicat Le Bloc, à l'initiative du mouvement, cette pétition a été lancée par "*des hommes politiques dont les situations à l'hôpital sont très confortables et qui vivent en dehors de la réalité du quotidien de la médecine de terrain*". "*Ils sont contre les dépassements d'honoraires et contre la médecine libérale*", a-t-il déclaré. Le Point.fr avec AFP 13.11

2- Jordanie

La Jordanie a annoncé mardi qu'elle allait augmenter les prix du carburant, notamment jusqu'à 53% pour le gaz domestique, provoquant une manifestation dans la capitale.

"*Le ministère de l'Industrie et du Commerce Hatem Halouani a décidé d'ajuster le prix du carburant, augmentant le coût du gaz domestique de 6,5 dinars à 10 dinars (11 euros) la bonbonne*", soit une augmentation de 53%, a indiqué la télévision.

Environ 200 personnes ont manifesté à Amman contre la hausse des prix, criant "*Nsour dehors*", et arborant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "*la révolution des affamés*". AFP 13.11

3- Afrique du Sud

La police sud-africaine a arrêté 37 travailleurs pour violence mardi après avoir fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants qui avaient bloqué une route menant à la mine de Kroondal, exploitée par Xstrata.

Il s'agissait d'une deuxième journée de violences consécutive à la mine de Kroondal près de Rustenburg, dans la ceinture de platine, à quelque 120 km au nord-ouest de Johannesburg.

Xstrata a licencié 400 mineurs il y a une semaine pour grève illégale.

Le numéro un mondial du platine, Anglo American Platinum est, de son côté, toujours en négociations pour obtenir le retour au travail de 30.000 travailleurs actuellement en grève illégale dans différentes mines sud-africaines.

Ces derniers ont jusqu'à mercredi pour accepter la dernière offre d'Amplats ou être licenciés, ce qui pourrait entraîner un regain de violence. Reuters 13.11

[Haut de page ↗](#)

Le 15 novembre

CAUSERIE

Pourquoi peuvent-ils tenir un tel langage ?

Le Premier ministre portugais, Pedro Passos Coelho, mercredi dans une allocution télévisée : "*Nous nous conformons à un processus d'ajustement très dur, non pas pour prouver notre obéissance mais parce que c'est de cette manière que nous redresserons le pays*". Plus loin figurent d'autres citations qui ont la même valeur, on a que l'embarras du choix !

Tous les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE tiennent exactement le même langage, y compris les représentants des institutions internationales du capital, les banquiers, parce que les masses sont profondément ignorantes de ce qui se passe réellement. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi et cela va continuer.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'on ne leur a pas vraiment dit la vérité d'une part, et qu'on a été incapable de s'adresser aux travailleurs dans un langage compréhensible par eux d'autre part. On en a la preuve sous les yeux quotidiennement. Messieurs les dirigeants des partis ouvriers, accessoirement leurs cadres et militants, vous pouvez le nier, mais vous ne pouvez pas nous empêcher de dresser ce constat accablant dont vous portez la responsabilité.

A l'élite coupée de la classe ouvrière et qui s'exprime en son nom.

Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 - Friedrich Engels

Paragraphe 8. - Au lieu de « *conscients de classes* » (klassen bewusst), abréviation qui dans nos milieux évidemment est facile à comprendre, je dirais, pour que l'expression puisse être comprise par tous et traduite facilement dans les langues étrangères : « *avec les ouvriers parvenus à la conscience de leur situation de classe* », ou quelque chose dans ce genre.

C'était une préoccupation de chaque instant de Marx et Engels de s'adresser à la classe ouvrière dans un langage qui lui soit accessible, tous leurs ouvrages en sont la preuve, clairs, limpides, détaillés, rédigés simplement, où chaque expression ou passage inusité ou avec lesquels les lecteurs n'étaient pas forcément familiarisés faisait l'objet d'une explication, de précisions, le pourquoi du pourquoi y figurant pour que chacun puisse s'y retrouver et réfléchir librement, apprendre par lui-même, progresser... Rien à voir avec la littérature insipide et quasi névrotique que nous servent les différents partis.

Marx et Engels, mais aussi Lénine, avaient réussi la prouesse de trouver les mots justes et simples à la fois pour se faire comprendre du plus grand nombre dans des domaines que allaient de l'économie à l'anthropologie en passant par la politique ou la biologie ou encore la mécanique, ce qu'aucun de nos intellectuels n'a été capable au cours de la seconde moitié du XXe siècle, sauf à les parodier maladroitement.

Quand adolescent je me suis aperçu que j'étais complètement arriéré, j'ai commencé ma formation intellectuelle par la philosophie, sachant que chaque philosophe s'était employé à créer son propre système et à donner sa propre définition à des mots dont j'ignorais jusque là l'existence, je ne risquait pas d'y comprendre grand chose. Malgré tout, je me suis acharné à essayer de progresser, je voulais à tout prix vaincre ma crasse ignorance, j'avais 19 ans.

C'est quand parvenu au bout de la philosophie comme le dira Marx, environ deux ans et demi plus tard, que je fis la connaissance de l'auteur du *Manifeste du parti communiste*, que soudainement tout me sembla plus clair, tellement évident à comprendre que j'en sautai de joie, je m'en souviens parfaitement, car jusque là je me débattais dans les tournures d'esprit abscones et obscures des philosophes et je finissais franchement par désespérer de trouver enfin les réponses aux questions que je me posais, des réponses que je voulais pratique avant tout, j'ignorais évidemment qu'elles me conduiraient à envisager de changer le monde, ce qui faillit bien me plonger dans une profonde dépression parce que je n'étais pas prêt à faire affronter un tel défi...

Autre chose très vite.

Je suis finalement contre la légalisation du cannabis que je consomme depuis plus de 30 ans, plus rarement maintenant. Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas donné à tout le monde de faire la part des choses, surtout pas aux jeunes, qui le consommeraient à toute heure de la journée. Sa consommation est légale aux Pays-Bas depuis de nombreuses décennies. Vous n'avez pas remarqué qu'on n'entend jamais parler de conflits sociaux dans ce pays-là ? A croire que les travailleurs seraient soumis à des conditions de travail et d'existence particulièrement avantageuses. Or ce n'est pas du tout le cas.

Je me souviens, il y a 30 ans, nous étions en vacances près de Vannes en Bretagne, nous faisons du camping, notre fille de deux ou trois ans se fit un petit copain hollandais. Ses parents devaient avoir la trentaine environ, genre "baba cool". Nous discutâmes de nos modes de vie respectif en France et en Hollande. Contrairement à ce nous pensions, nous apprîmes que la vie y était particulièrement dure, plus dure qu'en France et qu'ils n'étaient pas vraiment heureux de vivre dans ce pays, où je dirais après coup que tout était cadencé comme dans les pays scandinaves dont on ne cesse de nous vanter le modèle, consensus droite-gauche-syndicats oblige. Ils le supportaient sans même avoir envie de se révolter, j'en déduis aujourd'hui qu'ils doivent être en partie anesthésiés par les vapeurs de cannabis. Aux Etats-Unis, plusieurs Etats sont en train de le légaliser également...

En faisant le rapprochement avec la théorie eugéniste à laquelle ont adhéré les Rothschild, Rockefeller, Gates (Monsanto et les OGM), Soros, Buffet et Cie que j'ai découverte récemment, je me dis que la légalisation du cannabis et son usage inconsidéré comme toute autre drogue fait partie du même plan pour soumettre la population mondiale en esclavage, briser sa résistance et sa volonté, afin d'établir par un moyen presque invisible ou inoffensif (par rapport à une guerre, la propagation d'un virus, etc.) leur gouvernement mondial.

On reviendra plus tard sur cette question. Le sport, les jeux vidéos, Internet, etc. tout cela participe à des degrés divers au même abrutissement de la population pour la maintenir dans l'ignorance de ce qu'ils trament derrière son dos. Cela marche assez bien apparemment, vous ne l'avez pas encore remarqué, vous vous demandez encore pourquoi, alors lisez (attentivement) la suite de cette causerie et les infos du jour.

[La journée d'action d'hier a fait au moins un heureux : François Hollande !](#)

- François Hollande a estimé mardi que les mots d'ordre de ces manifestations n'étaient pas dirigés contre le gouvernement et soutenaient sa demande d'une politique de croissance.

"*Je considère que les manifestations ne vont pas mettre en cause nos politiques mais plutôt les soutenir*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Reuters 14.11

Il a raison, c'est la vérité. La preuve :

- Le slogan du jour dans le cadre de l'Union européenne : "*Non à l'austérité, oui à l'Europe sociale*".

- Chérèque : "*faisons en sorte que cette relance soit européenne*", plus loin "*Vous ne pouvez pas imposer de la rigueur de ce type, c'est trop dangereux pour l'économie*" sur France Inter, Parisot aura apprécié n'en doutons pas.

- Bernard Thibault a estimé que la politique du gouvernement socialiste n'était "*pas suffisamment en rupture*" avec celle de Nicolas Sarkozy, alors qu'en réalité elle s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy, Hollande aura apprécié la nuance.

Ils vont en faire des cauchemars. "*Que dans tous les pays européens, les syndicats se soient mis d'accord pour un même jour, dans un même mouvement, dénoncer les politiques d'austérité en Europe, c'est un acte fort qui doit être entendu par tous les chefs d'Etat européens*", a déclaré Bernard Thibault, au départ de la manifestation. En réalité cela va les conforter dans leur détermination au regard de la faible mobilisation, merci monsieur Thibault, le complément naturel du jaune Chérèque.

- La palme revient au renégat et capitulard Mélenchon :

"*Pour la première fois, un homme de gauche dit à la télévision que l'Etat dépense trop, qu'il faut contracter la demande et surtout on entend une chose que peut-être seuls les spécialistes suivent vraiment, c'est que désormais la gauche se réclame de la politique de l'offre*", a-t-il dit sur France 2.

A vous dégouter d'être de gauche, n'est-ce pas ? Pour qui roulent-ils tous ceux qui prétendent que Hollande et le PS seraient de gauche ? Pour eux, leurs privilèges, leurs prébendes, les couches qu'ils représentent, leur misérable appareil, mais certainement pas pour la classe ouvrière ou le socialisme.

L'illusionniste ne s'est pas arrêté là : "*Pour ceux qui aiment les idées politiques, qui s'intéressent aux mots, qui vont au-delà des apparences, c'est (une) capitulation sans conditions*". Alors qu'elle était déjà inscrite dans le programme du candidat Hollande pour "*ceux qui aiment les idées politiques, qui s'intéressent aux mots*", qui savent lire quoi, elle était inscrite dans

toute l'histoire de la SFIO puis du PS depuis près d'un siècle.

En matière de "capitulation" il se pose là après avoir milité activement pendant 30 ans au PS, puis en ayant fondé le PG qui refuse de rompre avec l'UE dont il est un des représentants en tant que député européen, il faut bien vivre, qui s'en remet à l'ONU, au gouvernement mondial de l'oligarchie financière, pour ensuite se rallier aux restes du parti stalinien, pour finalement ces derniers jours en appeler à la "gauche" du PS et aux Verts qui ont voté la "règle d'or", le budget de la Sécu, le nouveau CPE, etc.

Maintenant qui dit capitulation dit également illusion pour que la comédie continue.

- Pour le leader du Front de gauche, si François Hollande se rapproche de plus en plus de Nicolas Sarkozy, il ne faut pas pour autant perdre tout espoir.

"Il y a de plus en plus de points communs, mais tout n'est pas dit", a-t-il estimé. Reuters 14.11

Ils sont tous sur la même longueur d'onde, du PS au POI en passant par le FdG, avant-hier c'était le POI qui était en délégation auprès du ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, il ne se passe pas un mois sans qu'il s'adresse à Hollande, ses ministres, ses députés, ses sénateurs, histoire de faire croire que "tout n'est pas dit".

Vous comprenez ainsi pourquoi ils ne vont pas s'attaquer aux institutions de la Ve République, ils sont sans cesse à son chevet, ils les soutiennent. Yan Legoff pose une question dans le n° 226 d'*Informations ouvrières* : "*Combien de temps encore Hollande pourra-t-il tenir ce discours à la population ?*". Réponse : aussi longtemps qu'aucun parti n'axera son combat contre l'Etat, les institutions qui ont ratifié le TSCG, le MES tous les traités avec l'UE depuis plus de 50 ans, qui ont voté tous les budgets d'austérité ou de régression sociale, qui ont approuvé toutes les guerres dans le monde...

La même question se trouve posée au prolétariat de tous les pays de l'UE notamment, la question que tous les partis et leurs satellites sans exception refuse obstinément de poser. Qu'est-ce qui divise et affaiblit le mouvement ouvrier, les exploités, ce n'est pas le jaune Chêrèque et ses complices, c'est l'absence d'un axe politique dans lequel tous pourraient se retrouver, c'est l'absence de toute perspective politique, tous les partis étant subordonnés au capital par le biais des institutions auxquelles ils se refusent de s'attaquer.

Hollande fort de ces allégeances peut avancer tranquillement sur le terrain social-impérialiste en exigeant la chute du régime en Syrie, exactement de la même manière que l'avait fait Sarkozy sur la Libye, d'autant plus que de l'UMP au POI (page 10 IO n° 226, pour qui sait lire) tous ont salué la réélection d'Obama et aucun ne remet en cause la mystification selon laquelle les Etats-Unis seraient une démocratie... et la boucle est bouclée.

Il y en a un autre qui n'a pas un métré de retard, mais désormais plus d'une décennie de retard ou davantage.

Mailly dans son édito du 14 novembre :

- "Ainsi, alors que les vrais problèmes posés à l'industrie sont ceux dits de la compétitivité hors coût, les débats portent surtout sur les questions de coût!"

Ce qu'on appelle la compétitivité hors coût ce sont les questions liées à l'innovation, à la recherche, à la stratégie industrielle de l'État, aux relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants ou entre la banque et l'industrie. "

Qui innove aujourd'hui, qui dispose d'une force de frappe de centaines de milliers d'ingénieurs et chercheurs, qui dispose d'énormes crédits pour financer la recherche et les laboratoires faisant appel aux technologies les plus performantes au monde ? La Chine, la Corée du Sud, le Japon et demain l'Inde, le Brésil, le Mexique, sans oublier l'Allemagne, la Russie et les Etats-Unis évidemment, ou encore la Finlande, le Canada ou l'Australie.

On va vous dire un truc monsieur Mailly parce que vous ne semblez pas vraiment saisir la situation. Airbus et Ariane en collaboration avec d'autres pays européens il faut préciser, demeureront les deux (seules) dernières réalisations industrielles et technologiques de la France dans les années et les quelques décennies à venir tout au plus et rien ne viendra remplacer le reste qui aura foutu le camp pour cause d'accélération de la mondialisation dans tous les secteurs de l'économie et qui sera conçu et fabriqué ailleurs, à moindre coût et avec les mêmes exigences de qualité, c'est ainsi et vous n'y pouvez rien.

Il vous restera le camembert à moins que les Asiatiques s'y mettent aussi car ils en raffolent, même quand il coule et pue, j'entends les Chinois, les Japonais et les Indiens, oui même les Indiens, Mageswary peut en témoigner, et sans ajouter de beurre comme le font certains Français quand il est trop fort, pire encore, sans pain, c'est pour dire qu'ils sont accros, vous avez donc du souci à vous faire pour trouver du "*grain à moudre*" pour alimenter votre moulin à vent qui ressemblera de plus en plus au moulin à prières des Tibétains, c'est déjà un peu le cas apparemment.

Voyez les Grecs, ils n'ont plus que leurs yeux pour pleurer, les Espagnols et les Portugais en sont rendus au même point ou presque, cela ne va pas tarder, demain ce sera votre tour ou plutôt celui des travailleurs en France. Nous ici en Inde à force de pleurer on n'en a même plus la force, quand on sourit vous savez c'est comme les contractions ou les douleurs que ressent un bébé quand il vient de sortir du ventre de sa mère, elle prend ses grimaces pour des sourires alors qu'il souffre.

En Europe.

Des centaines de milliers de personnes, selon des estimations de l'AFP, ont défilé dans la capitale espagnole, à l'appel des syndicats ou rassemblés par la mouvance des "*indignés*" face aux barrages de police qui protègent la Chambre basse du Parlement.

Une mobilisation contrastant avec une participation plus timide dans les autres pays : 5.000 manifestants à Athènes, selon la police, quelques milliers en Italie, à Turin, Rome et Milan, ainsi qu'en France, à Paris notamment.

Au Portugal, qui connaissait aussi une grève générale, la police a chargé à coups de matraques devant le Parlement à Lisbonne, où plusieurs milliers de personnes protestaient.

"*Nous avons la solution, les banquiers en prison*", hurlaient les manifestants au milieu d'une forêt de drapeaux rouges des syndicats.

Depuis le matin, l'Espagne, quatrième économie de la zone euro étranglée par un chômage de 25% et une pauvreté grandissante, vivait au ralenti pour la deuxième grève générale depuis l'arrivée au pouvoir, il y a moins d'un an, du gouvernement Rajoy.

Environ 120 manifestations étaient prévues dans le pays, notamment à Barcelone, la deuxième ville du pays, où des dizaines de milliers de personnes ont défilé.

[Mystification au profit de l'oligarchie financière.](#)

- L'offensive du patronat pour la flexibilité du travail - lepoint.fr 14.11

Les organisations patronales ont enfin dévoilé le texte qu'elles soumettent à la négociation avec les syndicats. Explosif. (lepoint.fr) En voici quelques extraits, l'intégralité du document figure (aussi) dans la rubrique *Social* (format pdf, 9 pages). On le commentera demain si j'ai le temps.

- Réforme du marché du travail. Projet d'accord proposé par le patronat aux syndicats.

Assouplir le CDI

Selon le texte patronal dévoilé par La Tribune.fr, le patronat propose d'échanger un moindre recours au CDD contre un "*assouplissement substantiel des règles du licenciement économique ou personnel*". Mais il ne propose pas, comme le souhaitent les syndicats, de taxer davantage les contrats courts, pour ne pas échauffer la CGPME. L'accent est clairement mis sur la flexibilité du travail. Pour tenter de compenser, le patronat énumère toute une batterie de dispositifs (aide à l'obtention d'un prêt bancaire, facilitation du recours au contrat de sécurisation professionnelle (CSP) pour les anciens titulaire de CDD et d'intérim, renforcement de leur accès à la formation...) afin de favoriser la sécurité du parcours professionnel.

Mais cela reste relativement limité, d'autant qu'il propose également de "*supprimer les freins à l'embauche en CDI (en particulier pour les PME)*". Concrètement, cela revient à assouplir les règles du CDI. Le patronat veut "*sécuriser le motif de rupture du CDI*". Il souhaite également pouvoir recourir plus à l'accès direct au contrat de travail intermittent (CDI), afin de "*pourvoir des emplois permanents comportant, par nature, une alternance de périodes travaillées et non travaillées*".

Mais il ne s'arrête pas là. Il entend réduire l'insécurité juridique en cas de rupture des contrats. Cela passerait par une baisse de cinq ans à un an du délai de prescription pour l'ouverture d'un contentieux aux prud'hommes. Il veut aussi limiter le montant des sommes décidées par le juge pour licenciement sans motif réel et sérieux. De quoi faire bondir les syndicats.

Le retour des accords compétitivité-emploi

Pour mieux permettre aux entreprises de s'adapter aux aléas de la conjoncture, un élément jugé central dans la réussite allemande actuelle, le texte prévoit par ailleurs d'assouplir le recours au chômage partiel en période de vaches maigres. Côté garanties pour le salarié, est mentionné le caractère temporaire du dispositif.

Les accords compétitivité-emploi que Nicolas Sarkozy avait demandés sont repris sous un autre vocable : il s'agit des accords

"de maintien dans l'emploi". Ils visent à ouvrir une négociation globale sur le temps de travail et les salaires afin de maintenir l'emploi en cas de période économique difficile. Aujourd'hui, l'insécurité juridique qui pèse sur ce type d'accord dissuade les entreprises d'y avoir recours, selon le document. Pour y mettre un terme, un salarié qui refuserait de se plier à l'accord serait remercié. Ce licenciement ouvrirait seulement droit "à des dispositifs d'accompagnement adaptés", est-il écrit sans autre précision.

Quelles sont les garanties proposées aux salariés ? "Ces accords ne peuvent être conclus que pour faire face à une difficulté conjoncturelle, à la suite d'une analyse partagée avec les organisations syndicales, si besoin au terme d'une expertise strictement encadrée, notamment en termes de délais et de coûts." Dans les entreprises qui ne disposent pas de délégués syndicaux, "la négociation peut s'engager avec un ou plusieurs élus du personnel" mandatés par les organisations syndicales représentatives dans la branche. Les PME seraient ainsi elles aussi capable de conclure ce type d'accord.

Simplification des licenciements économiques

Autre geste envers les syndicats, le patronat propose l'examen de "clause de retour à meilleure fortune". En clair, les salariés devraient retrouver leur situation antérieure, voire leur salaire réaugmenté en cas d'amélioration de la situation de l'entreprise. Le projet propose aussi de se pencher sur les "conséquences à tirer en cas de non-respect des accords". Il reste donc encore très flou sur ce point.

Dernier chantier très polémique, la limitation du licenciement économique aux opérations conduisant à des suppressions d'emploi. Les simples réorganisations donnant lieu à des changements de postes pour le salarié ne seraient plus concernées. Les procédures de licenciement économique ainsi redéfinies seraient simplifiées.

Mystification au profit de l'oligarchie financière.

- La finance internationale change de discours face à la Grèce en crise - Lemonde.fr

- A Athènes pendant la manif, la charge du banquier Dallara contre l'austérité - AFP

Devant un parterre de banquiers grecs, l'Américain Charles Dallara, qui dirige l'Institut de la Finance Internationale (IIF), un organisme basé à Washington qui représente les 400 plus grandes banques du monde, a lancé un pavé dans la mare en estimant qu'il était "temps de reconnaître que l'austérité seule condamne non seulement la Grèce, mais l'intégralité de l'Europe à la probabilité d'une ère douloureuse".

On ne peut pas laisser dire une énormité pareille, ce sont eux qui contrôlent l'économie mondiale et ont imposé cette monstrueuse dette aux différents Etats avec les conséquences dramatiques qui s'en suivent pour tous les peuples en Europe. En France, l'ex- RPR puis UMP et le PS qui se sont succédés au pouvoir depuis 1981 (ou plus loin depuis 1973).

"C'est à la zone euro et au Fonds monétaire international (FMI) de trouver le bon dosage" entre baisse des taux d'intérêt et extension des maturités, a-t-il déclaré.

Traduction, : endettement sur une plus longue période encore, à vie, qui interdirait à la majorité de la population de revenir au niveau de vie et de prestations sociales antérieurs. Ce qu'il dit ensuite, c'est que l'objectif qu'ils s'étaient fixés est en grande partie atteinte, persister dans cette voie pourrait compromettre ce que l'oligarchie financière a déjà acquis, ce serait dommage franchement.

Selon lui, "la dette n'est plus au coeur du problème" grec. "C'est sur la croissance que l'accent devrait être mis", a-t-il poursuivi, en estimant que le pays avait surtout besoin d'un "assouplissement du rythme" de "son adaptation budgétaire pour lui permettre une bouffée d'oxygène et la relance de son économie."

Traduction : nous avons imposé la liquidation d'un grand nombre de fonctionnaires, la privatisation de pans entiers de l'économie pour des cacahuètes, nous avons obtenu une baisse des salaires et des retraites de 25%, la liquidations d'un tas d'avantages sociaux, c'est suffisant pour le moment, sur cette base on peut relancer l'économie pour que nos créances soient honorées, exactement comme ils le font chaque fois après une dépression ou une après-guerre qu'ils ont déclenchée eux-mêmes. Hier par exemple des millions de Grecs travaillaient sur la base d'un salaire de 1.500 euro, aujourd'hui on peut les faire à nouveau travailler sur la base de 1.000 euros seulement, la différence constitue la plus-value qu'on va encaisser, contentons-nous en... pour le moment, tel est le discours de ce banquier.

Le peuple de gueux ignorant, ces "serfs" comme disait Nick Rockefeller, aujourd'hui réduits au chômage seront heureux de retrouver un emploi à n'importe quel prix et le tour est joué, ils seront plus exploités qu'avant mais ils n'y trouveront rien à redire, c'est cela et survivre ou crever comme des chiens. C'est ainsi que "la probabilité d'une ère douloureuse" leur aura été évitée... Pour un peu il faudrait les remercier.

"Ce n'est pas le moment".

"Je crois qu'un effacement de dette par le secteur officiel, sur le mode de ce que les créanciers privés ont fait, ça mettrait le feu aux poudres en Europe. Ce n'est pas le moment", a déclaré devant des banquiers grecs le chef de l'organisme, basé à Washington, représentant les principales banques de la planète. Lemonde.fr 14.11

Qu'est-ce qui "n'est pas le moment", d'effacer la dette du "secteur officiel" ou de mettre " le feu aux poudres en Europe" ?

Ce sont les mêmes créanciers privés qui rachètent à bas prix tout ce qui est privatisé en Grèce, ce sont eux aussi qui ont monté toute cette opération de l'endettement de l'Etat avec la complicité des partis corrompus Pasok et de Nouvelle démocratie, donc de leur côté ils sont servis. Quant à effacer les créances des Etats envers la Grèce, cela aboutirait à une nouvelle hausse de leurs propres dettes.

[Qu'ils changent de métiers ! A bas la médecine libérale !](#)

Le mouvement de grève des médecins libéraux est soutenu par l'UMP. (AFP 14.11)

Tiens donc ! Cela fait froid dans le dos de devoir s'en remettre à des toubibs animés par la cupidité ou le profit, qui ont choisi cette profession pour uniquement s'enrichir. Les pharmaciens sont dans le même cas. On pourrait ajouter la plupart des chercheurs au service du Nouvel ordre mondial et la presque quasi-totalité des intellectuels qui constituent son élite.

ACTUALITE EN TITRES

[Hollande l'avait bien compris](#)

- Fillon : «Pour gagner, il faut agir à droite, au centre et même sur la gauche» - LeFigaro.fr

Hollande : Pour gagner, il faut agir à gauche, au centre et même sur la droite.

[De la fiabilité des sondages. Comment conditionner les esprits.](#)

- Hollande a convaincu 55% de ceux qui l'ont suivi, selon BVA - Reuters

- Conférence de presse: 39% des sondés convaincus par la prestation de François Hollande - 20minutes.fr

20minutes.fr a dû tirer le "*mauvais* sondage !

[Chantage. Aucune concession : expropriation !](#)

- Renault et les syndicats signent un accord sur la compétitivité en Espagne - L'Expansion.com

- Renault conservera ses usines françaises à condition d'obtenir des concessions syndicales - LeMonde.fr

[Sionistes. Main dans la main.](#)

- Pour Damas, la France "autorise l'assassinat de Syriens" - Le Nouvel Observateur

- Israël: un document propose de "renverser" Abbas si un Etat de Palestine est reconnu - L'Express.fr

[Sénat. La majorité réactionnaire de Hollande.](#)

- Le Sénat adopte l'amendement "Nutella" - AFP

- Sécu: le Sénat vote la taxe de 0,3% pour les retraités - AFP

Une loque.

- Valls fait amende honorable, éloignant la controverse - AFP
- Valls invite à sa table Debré et Copé, mais pas MAM et Guéant - L'Express.fr
- Valls "regrette" d'avoir lancé à la droite "*le retour du terrorisme c'est vous*" - AFP

Il a raison, il pouvait difficilement faire autrement : puisque c'est le PS aussi, Hollande vient d'en donner la preuve avec la Syrie !

Charrettes

- Texas Instruments va supprimer 1.700 postes - Reuters
- Panasonic prêt à supprimer 8000 postes supplémentaires - L'Expansion.com

Quand les gangsters prennent la fuite.

- Inquiété par la justice, Fitch quitte l'Italie - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

En reconnaissant mardi l'opposition syrienne, la France a pris une position "*immorale*", a estimé mercredi le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Mekdad dans un entretien à l'AFP. "*Permettez-moi d'utiliser ce mot, c'est une position immorale, car elle autorise l'assassinat de Syriens. Ils soutiennent les meurtriers, les terroristes et encouragent la destruction de la Syrie*", a-t-il déclaré, réagissant aux déclarations du président français François Hollande.

"*J'annonce que la France reconnaît la coalition nationale syrienne comme la seule représentante du peuple syrien et donc comme le futur gouvernement provisoire de la Syrie démocratique permettant d'en terminer avec le régime de Bachar el-Assad*", a déclaré François Hollande au cours d'une conférence de presse. Par conséquent, la question de la livraison d'armes à l'opposition syrienne, refusée jusqu'à présent par les pays occidentaux, "*va être nécessairement reposée*", a-t-il déclaré. "*Cette question (de livraison d'armes) sera nécessairement reposée, pas simplement à la France, mais à tous les pays qui reconnaîtront ce gouvernement*" provisoire, a poursuivi François Hollande.

Interrogé sur une éventuelle intervention armée internationale, le président Hollande a rappelé que le Conseil de sécurité de l'ONU n'était "*pas dans cette disposition d'esprit*" en raison de l'opposition russe et chinoise. Toutefois, il a estimé que les Nations unies devaient "*faire en sorte de sanctuariser*" les zones libérées en Syrie où se trouvent des déplacés. lepoint.fr 14.11

2- Israël

Le ministère israélien des Affaires étrangères propose de "*renverser*" le président palestinien Mahmoud Abbas en cas de succès de la demande d'élévation du statut de la Palestine à l'ONU à la fin du mois, selon un document d'orientation politique obtenu mercredi par l'AFP.

"*Renverser le régime d'Abou Mazen (Mahmoud Abbas, NDLR) serait la seule option dans ce cas*", affirme ce projet de document qui doit être entériné par le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman avant d'être soumis au gouvernement.

"*Toute autre option (...) signifierait d'agiter un drapeau blanc et de reconnaître l'échec des dirigeants israéliens à relever ce défi*", poursuit le document.

M. Lieberman avait déjà prévenu le 24 octobre, lors d'une rencontre avec la chef de la diplomatie de l'Union européenne Catherine Ashton, que si les Palestiniens "*persistaient dans ce projet, (il) ferait en sorte que l'Autorité palestinienne s'effondre*", selon les médias israéliens.

Le président Abbas a annoncé lundi soir que la demande de rehaussement du statut palestinien serait présentée à l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre au nom de l'OLP.

Les responsables palestiniens ont affirmé être prêts à affronter les conséquences de la démarche à l'ONU. AFP 14.11

SOCIAL

Grande-Bretagne

Le nombre de demandeurs d'emploi en Grande-Bretagne a enregistré sa hausse la plus forte en plus d'un an en octobre, une fois passé le coup de pouce à l'emploi apporté par les Jeux olympiques.

Le nombre de personnes demandant des allocations-chômage a augmenté de 10.100 le mois dernier, sa plus forte hausse depuis septembre 2011 Selon les normes plus larges du Bureau international du travail (BIT), le nombre de personnes sans emploi a diminué de 49.000 lors des trois mois à fin septembre, à 2,514 millions. Le taux de chômage au sens du BIT est ramené à 7,8%.

La résistance du marché du travail britannique surprend les économistes et la Banque d'Angleterre depuis plusieurs mois, qui se demandent comment une économie si faible peut créer des emplois. Mais les dernières enquêtes auprès des directeurs d'achat incitent à la prudence. Reuters 14.11

ECONOMIE

1- Portugal

La récession qui frappe l'économie portugaise s'est aggravée au troisième trimestre sous l'effet conjugué du ralentissement des exportations et de la baisse de la demande intérieure, plombée par l'austérité budgétaire.

Le produit intérieur brut (PIB) du Portugal s'est contracté de 3,4% sur un an durant la période juillet-septembre, montre la première estimation publiée mercredi par l'institut national des statistiques INE.

L'économie du pays affiche ainsi un septième trimestre consécutif de contraction, sa pire récession depuis les années 1970.

Les économistes s'attendent à ce que la demande intérieure continue de baisser jusqu'à la fin de l'année et en 2013 en raison des hausses d'impôts et de taxes prévues par le budget 2013, les plus importantes depuis des décennies.

"Nous nous conformons à un processus d'ajustement très dur, non pas pour prouver notre obéissance mais parce que c'est de cette manière que nous redresserons le pays", a déclaré le Premier ministre, Pedro Passos Coelho, mercredi dans une allocution télévisée.

Son gouvernement prévoit une contraction de 3% du PIB cette année.

"Nous devons abaisser le niveau de nos dépenses à la mesure de nos possibilités", a ajouté le Premier ministre.

L'INE a également fait état d'une nouvelle hausse du taux de chômage au troisième trimestre, à 15,8%, un nouveau record, contre 15% trois mois plus tôt et 12,4% un an auparavant.

Chez les jeunes, l'INE a recensé 39% de sans-emploi sur juillet-septembre.

Cette montée du chômage, plus forte que prévu initialement par les bailleurs de fonds internationaux et le gouvernement, affecte les recettes fiscales et se traduit par une hausse des dépenses d'indemnisations.

Le gouvernement prévoit que le taux de chômage atteindra 16,4% l'année prochaine. Reuters 14.11

A l'abaissement du niveau des dépenses de l'Etat correspond en réalité une baisse du niveau de vie de la population, hors nantis. A la diminution du coût du travail correspond la baisse des besoins des travailleurs, donc de la consommation de marchandises et services.

2- Grèce

"Sur la base des données disponibles non révisées, le PIB a chuté de 7,2% au troisième trimestre 2012 par rapport au même trimestre de 2011", ce qui marque une accélération de la récession après un recul de 6,3% du PIB au deuxième trimestre, a annoncé mercredi l'Autorité des statistiques grecques publiant ses premières estimations pour cette période.

Le pays, qui accuse une chute cumulée du PIB estimée officiellement à 22% depuis 2008, prévoit dans son budget de rigueur 2013, adopté dimanche par le Parlement, une sixième année consécutive de récession, avec un recul de 4,5% par rapport à 6,5% prévu cette année.

La chute du PIB au troisième trimestre s'est aggravée presque d'un point par rapport à celle du deuxième trimestre 2012, après un recul de 6,7% au premier trimestre, selon les données révisées annoncées par l'Ase.

En 2011, la récession a atteint 7,1% du PIB.

L'économie de la Grèce, fondée surtout sur la consommation interne, a été frappée de plein fouet par la brutale chute du pouvoir d'achat provoquée par la cure d'austérité administrée au pays depuis 2010, après l'éclatement de la crise de la dette.
AFP 14.11

[Haut de page ↗](#)

Le 16 novembre

CAUSERIE

Hier j'ai passé plusieurs heures à faire (rapidement) le ménage dans mon disque dur. Demain ou dimanche j'actualiserai les pages d'accueil des différentes rubriques et je mettrai mes causeries au format pdf.

Enfonçons le clou à nouveau : les masses croient que la crise et ses conséquences sont une fatalité, tout comme le terrorisme et tout ce qu'on leur sert quotidiennement via les médias, etc. Elles s'y font, l'acceptent, se font une raison, se résignent, se révoltent silencieusement, elles trouvent cela injuste, dégueulasse tout ce qu'on voudra mais n'y comprennent rien, elles n'ont pas la force de s'y opposer, quelque part il leur manque le petit quelque chose qui les déciderait à se lever, à s'engager, à se mobiliser, à se battre, ce petit quelque chose, c'est ce dont il est question dans ce portail, notamment, la face cachée de la situation, qui si elles la connaissaient les motiveraient à ne plus se laisser faire, car on se fout bien d'eux, on les conditionne, on leur ment effrontément, on les manipule quotidiennement, délibérément, et ce sont les mêmes qui leur demandent de se sacrifier qui en sont les auteurs ou les complices.

Oui, ceux qui détiennent le pouvoir et leurs représentants vous prennent pour des demeurés, des abrutis finis à qui on peut faire croire et faire faire n'importe quoi, je me dis qu'étant pas fait différemment de la plupart de mes contemporains appartenant à la masse des exploités, s'il y a un truc que je ne supporte pas, qui me fout littéralement en rage, c'est bien celui-là, qu'on piétine ma dignité, qu'on m'humilie de la sorte, qu'on me prenne pour une merde, eh bien vous allez voir de quoi elle est capable...

C'est le genre d'arguments qui peut aboutir à la situation où les masses se disent : dorénavant c'est terminé, on ne les croira plus, la page est tournée, la vérité est ailleurs, etc. ce qui peut les aider à rompre avec le capitalisme et les institutions. Briser la confiance dans l'Etat et ses représentants est quelque chose d'irréversible quand vous savez pourquoi, quand vous possédez suffisamment d'éléments pour étayer votre décision. C'est une arme redoutable contre le capital autrement plus efficaces que les balivernes que nous servent les différents partis : Obama c'est mieux que Romney, Hollande c'est mieux que Sarkozy, Thibault c'est mieux que Chérèque, le PS c'est mieux que l'UMP, la IVe République c'est mieux que la Ve et j'en passe et des meilleurs.

Rien ne remplacera la lutte de place, les syndicats, le parti, l'Etat ouvrier, le socialisme, la difficulté c'est d'en convaincre les travailleurs, tous les moyens doivent être utilisés pour y parvenir.

Qui a dit ?

1- Terrorisme

- "*Le terrorisme est la meilleure arme politique, puisque rien ne fait réagir davantage les gens que la peur d'une mort soudaine*"

Réponse : Adolf Hitler, l'inspirateur de George Bush, Donald Rumsfeld, Dick Cheney, etc. Et tous ceux qui leur emboîtent le pas sur le même thème.

2- Vérité.

- "Toute vérité passe par trois stades : En premier lieu on la ridiculise ; en deuxième lieu on s'y oppose violemment ; enfin on l'accepte comme si elle allait de soi."

Réponse : Schopenhauer.

[Deux vidéos à visionner et à télécharger, le seconde absolument.](#)

1- LA CIA a crée Facebook

http://www.youtube.com/watch?v=GtR_IdiXAlg&feature=related

Transcription de cette vidéo (France5).

- Le 26 mai 2005 Facebook a besoin d'argent pour se développer une firme d'Accel Partner lui apporte 12,700 millions de dollars.

James Brooker siège chez NVA avec Gilman Louie. Gilman Louie ex-PDG d'inQtel, société créée en 1999 par la CIA pour investir dans certaines entreprises.

James Brooker a aussi siégé chez BBN en 2004. Anita Jones rejoint le conseil d'administration de BBN tout comme Gilman Louie.

Anita Jones siégeait précédemment chez inQtel avant cela elle avait été directrice du laboratoire de recherche technologique du département américain de la Défense, elle fut aussi conseillère auprès du secrétaire à la Défense pour Darta dont la mission était de centraliser les informations sur chacun d'entre nous depuis le 26 mai 2005 via la prise de participation d' Accel Partners.

2- Eugénisme. Les plans sinistres de Google et les progrès technologiques en matière de séquençage d'ADN et de profilage de la population.

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=VX5C-68_LJc

Savez-vous pourquoi il est criminel de cacher la vérité à la population, aux masses exploitées ?

Parce qu'elle vit dans un confort relatif et ne se révoltera pas tant que ses conditions d'existence ne seront pas devenues insupportables. Mais à ce moment-là, il lui sera sans doute trop tard pour comprendre ce qui se passe réellement et s'y opposer efficacement, cependant cela peut se traduire par des désordres fâcheux, des contretemps inutiles...

Les maîtres du monde l'ont parfaitement assimilé et vont faire en sorte de ne pas en arriver à cette extrémité pour la soumettre ou l'éliminer si possible d'une autre manière qu'en recourant à la force ou par une guerre à l'issue incertaine en profitant de son ignorance.

En manipulant ou conditionnant les masses d'abord par l'intermédiaire des médias, en les maintenant dans un état paranoïaque permanent en brandissant les menaces terroristes, climatiques, économiques, sociales, puis en recourant à des méthodes moins conventionnelles, plus sournoises, pratiquement invisibles ou inconnues de la population, ils peuvent agir sur les plans bio-chimiques et électriques de l'organisme en utilisant des ondes électro-magnétiques par exemple, Haarp ou les téléphones portables, de manière à influencer le comportement des individus, angoisse, dépression, perte de confiance en soi, affaiblissement de la volonté, trouble du sommeil, chizophrénie, etc., mais aussi sur les plans génétiques et hormonaux aux moyens des OGM, d'une alimentation et d'une médecine ou de vaccins frelatées, de virus qu'ils ont créés ou modifiés à cet effet, prise de poids ou l'inverse, maladies inconnues ou pandémies, multiplication des cancers, hausse des cas de diabète, de stérilité, des maladies dégénératives du cerveau, alzheimer, parkinson, etc. le tout aboutissant à une dégénérescence de l'espèce humaine, à la liquidation progressive de la population jugée inutile ou en trop.

Ce qu'on ignore totalement, en tout cas pour ma part, c'est que cette théorie eugéniste figure dans des documents officiels américains, j'ai pu en visionner certains à l'écran, ce n'est donc pas une invention, elle est au programme des universités dans ce pays, et plus de la moitié des chercheurs américains y travailleraient en toute connaissance de cause, sans doute dans tous les pays en Europe occidentale. On dispose également de témoignage de scientifiques ayant travaillé sur ce sujet, d'ex-membres de la CIA ou du ministère de la Défense américaine.

Le saviez-vous ? Ils travaillent sur le génome humain pour le transformer afin de parvenir à produire une nouvelle espèce d'être humain qui présenterait les mêmes avantages qu'un être humain, les inconvénients en moins, qui serait totalement sous

leur contrôle, qui serait programmé de telle sorte qu'il serait totalement incapable de développer une volonté libre.

Si après avoir visionné ces deux vidéos et écouté très attentivement leur contenu, vous n'êtes pas convaincu que ce qu'ils préparent et ce qu'ils sont déjà en train de faire subir à la population est plus monstrueux que tout ce qu'on a pu imaginer, c'est que vous êtes d'indécrottables ignorants, vous êtes déjà devenus des mutants, j'ai peut-être l'air de dire cela à la légère, mais en fait je suis très sérieux, on évoque des faits, uniquement des faits et non des affabulations sorties du cerveau malade d'adeptes du complot ou de la conspiration.

En France(et en Europe), les militants ont apparemment le cerveau déjà ankylosé ou ils ont subi une lobotomie par leurs dirigeants, contrairement à nos amis Canadiens qui sont à la pointe du combat contre le capitalisme et le mondialisme (Nouvel ordre mondial).

Ils ont développé des portails à la fois contre le capitalisme, certains auteurs défendent des points de vue qui se situent sur le terrain du marxisme (Denis Bonneau notamment), et le Nouvel ordre mondial, ses institutions non officielles, tout en dénonçant les théories foireuses qui essaient sur le Net. Ils en existent aussi dans une moindre mesure en Belgique et en Allemagne, en Espagne, mais apparemment pas en France, et quand le Réseau Voltaire tente d'informer la population sur ce qui se trame vraiment, il est ignoré, censuré.

J'ajoute deux articles que j'ai lu hier soir dans un portail canadien, parmi ses auteurs figurent des scientifiques, chercheurs, ingénieurs, technicien dans différents domaines.

Ces deux vidéos et les deux articles suivants sont extraits du portail canadien : <http://agentssanssecret.blogspot.in>

LES ALIGNEMENTS DES PLANÈTES ONT-ILS UN EFFET SUR NOTRE PLANÈTE?

Et oui! Certainement les alignements planétaires nous influencent directement ! Selon certains, les cataclysmes et humeurs du climat de ces dernières semaines sont apparemment les conséquences d'un alignement planétaire avec Saturne...

En vérité, la question est de savoir si les alignements planétaires peuvent véritablement avoir des effets sur notre planète mais la question est débattue du bout des lèvres par les autorités scientifiques. Et pour cause, c'est la clé majeure de la compréhension des cycles cosmiques... Et si jamais le public venait à s'en rendre compte, le plus grand secret de notre temps serait découvert! Ce secret ultime serait que l'on nous cache l'existence de phénomènes célestes en relation avec ce qui se passe sur Terre... Certains prétendent encore que ce secret est que notre soleil possède un compagnon sombre qui lui rend périodiquement visite tous les 3240 ans comme l'atteste les données traditionnelles relatives à la doctrine des yugas et les anciens textes comme le Kolbrin ou l'Oréa Linda.

Selon les défenseur de cette théorie, un astre mystérieux serait responsable de séismes importants comme ceux du 11 Mars 2011 au Japon, du 27 Février 2010 au Chili mais également du tsunami du 26 décembre 2004, curieusement tous espacés de 1 an et 12 jours! (une durée correspondant à l'intervalle de temps entre 2 alignements directs.)

Si le public est maintenu dans l'ignorance, ce n'est pas le cas de certains observateurs qui ont remarqué que lorsque notre planète se trouvait dans le même alignement que des corps massifs tels que Jupiter ou Saturne ou le soleil, elle était secouée par divers bouleversements tels que des séismes, des ouragans ou des éruptions volcaniques.

Certains scientifiques en ont déduit que ces phénomènes servent à dissiper une énergie transmise par les astres à travers le vide spatial. Les astres joueraient alors le rôle des condensateurs électroniques déchargeant un flux énergétique une fois un certain seuil atteint... On peut également se les représenter comme des lentilles optiques concentrant une forme de lumière spectrale. Les anciens appelaient cette onde céleste : "Ether", et selon eux elle inonde le cosmos.

Entre autre, c'est la faute à Albert Einstein si cette notion d'énergie cosmique fut mise aux oubliettes au début du XXème siècle, et si nous sommes contraints de payer une énergie polluante à la place de bénéficier d'une énergie gratuite, écologique, que le génie Tesla avait trouvé le moyen d'exploiter.

Enfin...

Ces derniers jours, Saturne se trouvait alignée à la fois avec le soleil et la Terre (en opposition héliocentrique), voici un bref aperçu des perturbations qui ont eu lieu à cette période : Éruption solaire : Le 23 Octobre, une éruption classée X (la plus forte catégorie) explosait à la surface du soleil, 48 heures plus tard, on enregistrait un sursaut de l'indice Kp qui mesure la magnétosphère terrestre.

Séismes :

20 Octobre, Mag 5,3 Californie
24 Octobre, Mag 6,6 Costa Rica
28 Octobre, Mag 7,7 Colombie Britannique (alerte au tsunami)
29 Octobre, les sismographes du monde entier s'affolent.

Ouragan :

La super tempête Sandy ravage les Bahamas, Cuba, Haïti (26/10) et la côte est (30/10) causant des dizaines de morts et des dizaines de milliards de dégâts. Pour les américains, c'est l'ouragan du siècle.

Phénomènes géologiques :

21 Octobre, une fissure de 1,5 km se forme spontanément dans le sud de l'Espagne.
21 Octobre, le parc de Yellowstone est parcouru par un essaim de séismes (remontée de magma).
26 Octobre, le sinkhole de Louisiane s'agrandit, on enregistre des explosions et un tremblement de terre sur le site.

Est ce un hasard si au moment où culminait cet alignement, on enregistrait autant de cataclysmes ? Et ce n'est pas tout... Il y a chaque année 2 types d'alignements, ceux où la Terre se trouve entre l'astre en question et le soleil (alignement direct) et les alignements indirects où le soleil s'interpose entre l'astre et notre planète. Celui de ces derniers jours entre dans la deuxième catégorie, celle qui est moins dangereuse.

Mais, il y a 6 mois, le 11 Avril, lorsque Saturne était directement alignée avec nous, on enregistrait un séisme de magnitude 8,9 fracturant littéralement la croûte terrestre au niveau de l'océan indien et causant une intense panique parmi la population... Heureusement, dans ce cas précis, la forme de la fracture tectonique fit qu'il n'y eu aucune victime à déplorer.

Fin août, ce fut Neptune, autre géante gazeuse mais plus éloignée, qui causa un nombre record de séismes de magnitude égale ou supérieure à 5.

Tout ceci illustre une fois de plus que certains alignements planétaires entraînent d'importantes répercussions climatiques et géologiques sur notre planète.

Si la communauté scientifique pratique une forme de censure sur ce sujet, cela n'empêche pas les autorités d'anticiper de tels événements et de se préparer en conséquence.

La super tempête Sandy était donc forcément attendue. Après un bref retour en arrière dans le fil des actualités, on sait désormais pourquoi l'armée américaine s'est entraînée à faire face à des situations d'émeutes en milieu urbain justifiant l'emploi d'hélicoptères fin août 2012.

Et on comprend mieux pourquoi ces derniers temps, des organisations telles que la FEMA ou les membres de la francs maçonnerie semblent se préparer à une hécatombe de masse.

On a dit que Sandy a été un des plus puissants ouragans qui ait déferlé sur la côte est des États-Unis, et les dégâts se chiffrent en dizaines de milliards de dollars... Bien heureusement le nombre de victimes a été peu élevé. Le système pourra absorber le choc et d'ici quelques semaines, il ne restera plus de traces de son passage hormis quelques traces dans la mémoire collective.

Cela dit, pour ceux qui croient en la théorie de l'influence des astres sur notre planète, tout danger n'est pas pour autant écarté... Un autre alignement planétaire majeur est inscrit dans la course des astres. À partir du 30 Novembre prochain Jupiter sera sur la même ligne que la Terre et le soleil ! Cette fois, ce sera un alignement direct donc potentiellement plus dangereux que celui qui a causé Sandy et autres bouleversements...

Si cette théorie est valable, il faudra prévoir d'importants risques de séismes et de cataclysmes divers en cette fin du mois de novembre... et ensuite... Il y aura ce prétendu alignement du 21 décembre que nous annoncent prophètes et prêcheurs de mauvaises nouvelles!

LES CHEMTRAILS : LES ÉPANDAGES DE LA MORT

Qu'est-ce qui se tramant derrière les épandages récurrents de produits chimiques et bactériologiques par des avions militaires et civils?

Que sont ces systèmes HAARP et consorts, qui émettent de puissantes ondes électromagnétiques dans l'ionosphère, l'atmosphère et le sol?

La liste des produits rencontrés au fil des analyses comprend :

- le "dibrométhane" : interdit depuis 1984, additif du carburant des avions, insecticide cancérigène, pouvant causer des oedèmes pulmonaires ;
- la bactérie "Pseudomonas aeruginosa", qui peut être à l'état naturel dans le sol, mais est fabriquée par une compagnie au doux nom de "Patho-genesis" ; sur les personnes vulnérables, cette bactérie forme un bio-film qui bloque le système immunitaire ;
- la bactérie "Pseudomonas fluorescens", qui se trouve aussi dans le sol ;
- des "entérobactériacées" : Escherichia coli et salmonelles pour les intoxications alimentaires, Klebsiella pour les infections pulmonaires ;
- la bactérie pathogène "Serratia marcescens", responsable de pneumonies, méningites, endocardites ;
- des streptomycines, composants des antibiotiques ;
- des enzymes restrictives, utilisées en laboratoire pour couper et recombinaison l'ADN ;
- des cellules de sang humaines : globules rouges, globules blancs pris dans des agrégats ;
- d'autres bacilles, bactéries et moisissures pouvant provoquer des maladies cardiaques, des difficultés respiratoires et des maladies gastro-intestinales aiguës ;
- du BCTP huileux, antibiotique, décontaminant (sans doute testé après l'épandage d'une bactérie bénigne) ;
- des stéarates et sulfates de , toxiques pour les mammifères ;
- différentes formes d'aluminium, neurotoxiques à l'origine de démences dégénératives (Alzheimer) ;
- des fibres de polymères, dont certains sont analogues aux additifs polymères utilisés en charcuterie pour uniformiser la cuisson au four à micro-ondes.

SYNDROMES BIOLOGIQUES

Un certain nombre d'atteintes à la santé ont pu être mises en relation avec l'épandage des traînées chimico-bactériologiques. Elles affectent naturellement de façon privilégiée les personnes dont le système immunitaire est le moins résistant, à savoir les jeunes enfants et les personnes âgées. Citons quelques-unes des affections identifiées : saignement de nez et de poumon, asthme et allergies, aspergillose broncho-pulmonaire allergique, grippe, bronchite, bronchiolite des nouveau-nés, pneumonie, syndrome de détresse pulmonaire, mort subite du nourrisson ou d'athlètes, décès dus au fungus noir (moisi noir ou rouge sur les récoltes vivrières), gastro-entérite, fatigue extrême ou chronique, acouphène, vertige, vision embrouillée, mental au ralenti, désordres immunitaires, etc.

LES "PROJETS NOIRS" DE L'ARMÉE DES SERVICES SECRETS DES ÉTATS-UNIS.

La conspiration du silence officielle qui entoure les épandages aériens ne peut que nourrir le soupçon qu'ils cachent des projets inavouables, dont on trouve sur Internet des descriptions assez angoissantes. Elles ne sont pourtant pas si invraisemblables que cela, si on les juge à l'aune des multiples méthodes de chaotisation du monde employées actuellement par ceux qui dirigent secrètement la mise en place du Nouvel Ordre Mondial. Il est conseillé de relire les livres prémonitoires "Le meilleur des mondes" d'Aldous Huxley et "1984" de George Orwell pour se remémorer leur programme, et de consulter aussi des ouvrages plus récents qui décrivent son actualisation.

Il faut savoir que les épandages chimico-bactériologiques peuvent être utilisés de façon autonome, mais qu'ils sont le plus souvent réalisés en conjonction avec l'émission d'ondes électromagnétiques à partir de deux types de sources :

- d'une part les émetteurs américain HAARP en Alaska, en Australie et ailleurs dans le monde, et leurs homologues russe "Pic-vert" au nord de Moscou et en Sibérie, qui envoient vers l'ionosphère diverses ondes de très hautes et/ou très basses fréquences et de très grande puissance (une centrale nucléaire est dédiée à cela en Alaska !),

- d'autre part les tours GWEN (Réseau d'urgence par ondes terrestres, en cas d'explosion nucléaire), de 100 à 170 m de hauteur, espacées de 320 km, qui émettent dans la basse atmosphère et à travers le sol différents type d'onde, dont certaines de haute fréquence qui peuvent être :

- soit continues et porteuses d'une modulation de basse fréquence (modulation en amplitude, ou en fréquence, ou en phase),

- soit discontinues sous forme d'impulsions de durée limitée (on parle d'ondes "pulsées"), avec une "fréquence de récurrence" (nombre d'impulsions par seconde) : les nocives micro-ondes des radars, des téléphones portable et de leurs antennes relais sont de ce type.

Ce sont donc ces trois composantes : traînées chimico-biologiques, émetteurs HAARP et tours GWEN, qui constituent la boîte à outil polyvalente à la disposition des "projets noirs" vraiment démoniaques. En tant que spectateurs moyens, nous pouvons détecter les traînées dans le ciel, à condition de lever le nez de temps en temps, mais nous ne sommes pas du tout conscients de l'arrosage électromagnétique associé, qui peut être simultané ou différé.

L'acronyme poético-musical du programme HAARP (High-frequency Active Auroral Research Project) ne se réfère à l'étude des aurores boréales que pour présenter une "couverture" scientifique plutôt sympathique, qui cache en réalité son intégration dans le plan général de la "Guerre des Etoiles", chère à George Bush et à ses tristes acolytes. Ses installations d'antennes émettrices très puissantes ont entre pour fonction, en liaison avec les traînées chimiques, d'envoyer des ondes se réfléchir sur l'ionosphère en la réchauffant ponctuellement, de créer des ondes stationnaires à l'échelle du globe et de modifier ainsi le parcours des grands courants atmosphériques de vapeur d'eau (les "rivières du ciel" telles que le Jet Stream), de façon à créer à volonté des zones de sécheresse et des zones d'inondation.

De façon plus générale, les catastrophes climatiques que nous avons subies à travers le monde ces dernières années, jusqu'à la grande sécheresse puis les inondations de 2003 en France, et dernièrement, par exemple, le passage de Sandy, ne reflètent en rien les cycles naturels d'anomalies atmosphériques. Elles sont donc dues à des interventions humaines délibérées et sournoises sur le climat, qui malheureusement jouissent de l'entière complicité de nos gouvernants et d'un manque total de curiosité de la part des médias et des agences officielles de météorologie.

Avez-vous entendu, dans les bulletins météo de votre radio ou de votre chaîne de télévision préférée, la moindre allusion à la responsabilité éventuelle de HAARP dans la survenue des catastrophes climatiques récentes ?

Chemtrails, HAARP... les "projets noirs" (de l'armée US) , manipulation du climat, guerre météorologique ou bactériologique secrète, contrôle total des télécommunications, contrôle des émotions et des pensées, aliénation des masses, réduction de la population mondiale , l'empoisonnement de l'air, de l'eau, de la terre, de la vie... etc...

Les Médias se taisent, les blogs s'en lavent les mains...

Les gens ne posent plus de questions...

La politique est nulle... La démocratie est une duperie!

Les gens ne posent plus de questions

Les gens sont dérouté, ennuyés, fatigués, démobilisés..

Bah! Il y en a qui décident du sort de l'humanité...

Les gens ne posent plus de questions, ils se savent impuissants devant le Pouvoir.

Et les gens qui ont le Pouvoir ne peuvent que se réjouir de voir disparaître des populations entières de pauvres gens inutiles, impuissants, apeurés, obèses, névrosés, fatigués...

Les gens qui ne posent pas de questions et qui ne font rien pour changer les choses ne méritent que de disparaître! Ce sont des parasites!

[Les syndicats patronaux à l'oeuvre.](#)

Treize pages d'"*offensive contre le CDI*" qui "*ne parlent que de flexibilisation du travail*", a réagi la négociatrice CGT Agnès Le Bot.

"*Ficelage hâtif et déséquilibré*" pour la CFTC, "*magma incompréhensible*" pour FO, ce texte est "*très précis sur la flexibilité*" mais "*très flou sur la lutte contre la précarité*", a déploré Patrick Pierron (CFDT), ajoutant que son "*seul mérite*" est "*d'ouvrir enfin la négociation*". "*On est très loin d'un équilibre*", jugeait Marie-Françoise Leflon (CFE-CGC). AFP 15.11

Contrairement aux opportunistes qui demandent aux dirigeants syndicaux de rompre avec le patronat, nous affirmons en direction des travailleurs syndiqués ou non, que seuls des jaunes ou des traîtres aux intérêts des travailleurs peuvent participer à la liquidation de leurs droits sociaux au côté du patronat. Cela inclut les dirigeants ou cadres du POI, du NPA et de LO qui participent aux instances dirigeantes des syndicats, etc.

Mélenchon. Populisme. Infantilisme ou sénilité confirmée ?

- Mélenchon: les accords de compétitivité chez Renault sont "écoeurants" - AFP

Alors qu'on lui faisait remarquer qu'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, était "pour", M. Mélenchon a répondu: "*Il cherche à entrer au club des gentils garçons après avoir figuré pendant un temps chez les bad boys. Déjà il a eu des cajoleries de Mme Parisot, mais il est à côté de ce qu'on attendait de lui, c'est une déception supplémentaire*".

Déçu? "*Pour ce qui est de voir les gens courir aux râteliers, j'en ai déjà tellement vus*", a-t-il dit. AFP 15.11

Il ne peut parler que de ce qu'il connaît. En tant qu'élu du Parlement européen, il légitime l'existence de l'Union européenne, un Etat supranationale qui est le bras armé de l'oligarchie financière et une des trois composantes de la Commissions Trilatérales qui a pour objectif de nous réduire en esclavage...

Notons que le Parlement européen un "râtelier" qui n'est pas trop exigeant et permet de vivre confortablement, n'est-ce pas monsieur l'illusionniste ?

L'info suivant est aussi pour lui. Il s'est adressé ces derniers jours au soi-disant courant de "gauche" du PS et aux Verts pour qu'ils le rejoignent, voyons de quoi ils sont capables, à nouveau.

Le Sénat français a rejeté jeudi par 186 voix contre 156 le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2013, les communistes ayant voté contre.

Le groupe PC et apparenté du Sénat avait averti que, comme son homologue de l'Assemblée, il voterait contre ce budget jugé "*insuffisant*". Il a joint ses voix à celles de l'UMP et du groupe UDI (centriste). Seuls le groupe PS, les radicaux de gauche et les écologistes ont voté pour.

Au Sénat, la gauche dispose d'une majorité étroite de quelques voix alors qu'à l'Assemblée le groupe PS et ses alliés radicaux de gauche dispose de la majorité absolue.

Le PLFSS pour 2013 sera toutefois adopté, l'Assemblée nationale ayant constitutionnellement le dernier mot. Reuters 15.11

Il est dit "*seuls le groupe PS (...) et les écologistes ont voté pour*" le saccage continue de la Sécu, vous croyez que cela le dérangerait Mélenchon, il s'en fout, ce qui ne l'empêche pas de dénoncer "*les gens (qui vont) courir aux râteliers*"... dont il fait lui-même la démonstration depuis quand déjà, plus de 30 ans... Ce type-là est un minable, un charlatan, il nous donne la nausée, il méritait bien une pleine page dans *Informations ouvrières* !

Qu'est-ce que cela signifie quand des partis s'adressent aux députés sachant qu'ils tiennent leur légitimité non pas du suffrage universelle, mais de la Constitution de la Ve République ? Réponse : qu'ils soutiennent le régime.

Cela ne coûte absolument rien au PG et au PCF de voter contre la politique réactionnaire du gouvernement au Sénat puisque le PS a la majorité absolue à l'Assemblée nationale, c'est juste pour influencer les ignorants et les naïfs, des militants qui ont un niveau théorique au ras du caniveau.

ACTUALITE EN TITRES

La théorie du "**chic**. Suite (5).

- Stéphane Richard pour un rapport Gallois des télécoms - Liberation.fr

Stéphane Richard a réclamé un «*choc de compétitivité*» dans les télécoms.

[Alors que toutes les banques sont référencées dans les paradis fiscaux.](#)

- La France va interdire à ses banques le trading à haute fréquence - AFP

- La réforme bancaire prend du retard, mais pour le marché, la messe est dite - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie a averti jeudi les pays soutenant la coalition d'opposition syrienne contre le président Bachar el-Assad qu'ils commettraient une "violation grossière" du droit international s'ils fournissaient des armes aux rebelles, comme l'a envisagé la France. "Des promesses sont faites par un certain nombre de capitales pour des livraisons d'armes modernes", a observé le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch, lors d'une conférence de presse.

"Une aide étrangère à l'opposition, qui mène une lutte armée contre le gouvernement légitime, est une violation grossière des normes fondamentales du droit international", a-t-il déclaré. "Dans la déclaration des principes du droit international (...), il est en particulier indiqué que nul État ne doit organiser, aider, financer des actions armées destinées à renverser par la violence le régime d'un autre État", a-t-il ajouté.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a indiqué jeudi que Paris allait saisir l'Union européenne pour lever l'embargo européen sur les livraisons d'"armes défensives" à l'opposition syrienne. Laurent Fabius devait réunir jeudi au ministère des Affaires étrangères ses homologues allemand, polonais, espagnol et italien ainsi que leurs collègues de la Défense. Une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne est par ailleurs prévue en début de semaine prochaine.

Paris et Washington ont reconnu la légitimité de la nouvelle coalition nationale syrienne qui veut faire tomber le régime de Bachar el-Assad. Les États-Unis ont toutefois indiqué considérer cette coalition comme une représentation légitime des aspirations du peuple syrien, mais pas comme "une sorte de gouvernement syrien en exil".

De son côté, "la Russie continue activement à avoir des contacts aussi bien avec le gouvernement de Syrie qu'avec tout le spectre des forces d'opposition ainsi qu'avec les acteurs étrangers et surtout régionaux", a souligné Loukachevitch. Lepoint.fr et AFP 15.11

2- Palestine

L'aviation israélienne a effectué jeudi soir une série de raids dans la bande de Gaza où 25 sites ont été visés coup sur coup, rapportent des correspondants de Reuters sur place.

Les bombardements ont retenti violemment à travers l'enclave palestinienne, dont le ciel était illuminé par les explosions. Ils ont été aussitôt suivis de tirs de roquettes palestiniennes en direction du sud de l'État hébreu.

Dans un communiqué, l'armée israélienne indique avoir pris pour cible quelque 70 sites de lancement de roquettes de moyenne portée.

"Les sites qui ont été visés avec succès ont été identifiés grâce à des informations précises recueillies au fil des mois", indique-t-elle.

Selon des habitants, l'assaut israélien a détruit un générateur électrique qui alimente le domicile du Premier ministre du Hamas à Gaza, Ismail Haniyeh. On ignore si ce dernier se trouvait chez lui au moment de l'attaque.

L'aviation israélienne a également bombardé un poste de police dans le centre de Gaza et des tunnels situés à la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte servant à acheminer des matériaux de construction, de la nourriture et des armes aux militants de l'enclave soumise à un blocus israélien.

Ces raids aériens, menés après deux jours d'affrontements entre l'armée israélienne et les mouvements armés palestiniens, marquent une nouvelle escalade dans le conflit.

Quelques heures plus tôt, le Hamas et le Jihad islamique avaient tiré deux missiles en direction de Tel Aviv. La ville n'avait pas été visée depuis la première guerre du Golfe, en 1991. On ne signale pour le moment ni victimes ni dégâts.

Selon une source de la sécurité israélienne, la roquette est tombée dans la mer. Reuters 15.11

SOCIAL

1- France

1.1- Les déshérités.

Les banlieues sont de loin les premières victimes de la crise, avec un chômage et une pauvreté en hausse, selon un rapport à paraître vendredi 16 novembre attestant du net accroissement des inégalités entre les territoires.

Les 751 zones urbaines sensibles (ZUS) cumulaient déjà les handicaps, mais selon l'Onzuz, la crise a encore aggravé leur situation. Le taux de pauvreté (part des personnes vivant avec moins de 964 euros par mois) y est ainsi passé de 30,5% en 2006 à 36,1% en 2010. Au cours de la même période, il n'a progressé que de 11,9% à 12,6% en dehors de ces quartiers.

Plus jeunes, moins qualifiés, majoritairement d'origine étrangère, les 4,5 millions d'habitants des ZUS peinent d'abord sur le marché du travail. Depuis 2008, la part des habitants de ZUS ayant un emploi ne cesse de diminuer et moins d'une personne âgée de 15 à 64 ans sur deux (47,6%) y est aujourd'hui salariée.

En parallèle, le taux de chômage est encore passé de 21,9% en 2010 à 22,7% en 2011. Or, rapporte l'Onzuz, 'les effets de la crise économique semblent plus prononcés en ZUS car dans le même temps, le taux de chômage dans les autres quartiers des mêmes agglomérations est très stable depuis 2009, autour de 9,5 %'. LeMonde.fr 15.11

1.2- Les salariés se mobilisent chez Conforama.

Les salariés de Conforama se sont mobilisés jeudi, notamment lors d'un rassemblement à Paris, pour protester contre un plan de suppression de 288 postes dans le service après-vente, a constaté une journaliste de l'AFP, la direction indiquant "regretter" ce mouvement. A l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, FO, CGC, quelque 200 salariés se sont rassemblés devant un magasin à proximité des Champs-Élysées, inauguré le jour même.

L'entreprise prévoit de fermer sept centres de service après-vente sur les douze qu'elle possède et de supprimer 288 postes.

Conforama emploie 9.170 personnes en France. L'enseigne a été rachetée l'an dernier au groupe de luxe français PPR par le groupe de distribution sud-africain Steinhoff.

Les syndicats font valoir que le groupe se porte bien, avec un chiffre d'affaires de plus de 3 milliards d'euros en 2011. AFP 15.11

2- Grèce

Des dizaines de manifestants grecs opposés aux mesures d'austérité s'en sont pris à des responsables politiques allemands participant à une conférence jeudi à Thessalonique, la deuxième ville de Grèce, dans le nord du pays. Le consul allemand a reçu un gobelet de café et des chants nazis ont été diffusés.

Des employés municipaux ont bousculé et lancé du café sur le consul allemand, Wolfgang Hölsche-Obermaier, lors de son arrivée à la conférence, qui rassemblait des maires grecs et allemands, également accompagnés du vice-ministre du Travail allemand, Hans-Joachim Fuchtel.

Hans-Joachim Fuchtel provoqué la colère de certains en Grèce en déclarant, mercredi, que le travail effectué par 3.000 employés municipaux grecs pouvait être accompli par 1.000 employés municipaux allemands. Il a ensuite affirmé avoir été mal compris.

«*Ces gens ne viennent pas nous aider, mais pour annoncer notre peine de mort*», a déclaré Themis Balasopoulos, à la tête du syndicat des employés municipaux grecs, présent lors de la manifestation de jeudi. 20minutes.fr et Sipa 15.11

ECONOMIE

Chine

Le constructeur aéronautique chinois AVIC va investir 10 milliards de yuans (1,25 milliard d'euros) dans le développement d'un moteur "de pointe", ont annoncé jeudi les médias officiels chinois lors du salon de Zhuhai (sud).

AVIC (China Aviation Industry Corporation) financera la première phase jusqu'en 2015. D'autres compagnies publiques chinoises s'agrègeront au projet dont le budget total pourrait s'élever à 100 milliard de yuans d'ici 2025, selon le quotidien China Daily et l'agence Chine nouvelle.

AVIC, par ailleurs constructeur du C919 destiné à concurrencer les moyen-courrier d'Airbus et Boeing, produit déjà des moteurs pour petits aéronefs et appareils militaires.

"La Chine est désormais parfaitement capable de changer la donne avec sa croissance vigoureuse", a estimé le vice-président d'AVIC Engine Holding Co., Zhang Jian, cité par Chine nouvelle.

Le C919, premier avion de ligne commercial de construction chinoise, sera en revanche équipé d'un moteur conçu par l'américain GE Aviation et le groupe français Safran. AFP 15.11

Hier j'écrivais "Airbus et Ariane en collaboration avec d'autres pays européens il faut préciser, demeurent les deux (seules) dernières réalisations industrielles et technologiques de la France dans les années et les quelques décennies à venir tout au plus", j'étais encore optimiste pour ne pas trop effrayer les militants qui peinent à saisir et supporter l'inexorable descente aux enfers de l'économie française programmée, en l'absence d'une révolution bien entendu.

[Haut de page ↗](#)

Le 17 novembre

CAUSERIE

Deux vidéos.

Je n'ai pas réussi à les visualiser à cause de ma connexion trop lente.

Money, le film

http://www.youtube.com/watch?v=ykel1D7jpss&feature=player_embedded

L'esclavage moderne

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=_gXsDYN6zWI

Le saviez-vous ?

- Malgré plusieurs années de plaintes et dénonciations par les scientifiques, du fluor continue d'être ajouté à l'eau potable, y compris dans des eaux en bouteille ! Il faut rappeler que la particularité du fluor est d'abaisser les défenses immunitaires (comme n'importe quel autre poison à petite dose, aspartame, triclosan, monoglutamate de sodium, OGM, métaux lourds des vaccins, etc.), mais surtout d'annihiler la volonté et l'esprit de rébellion (testé d'abord par les nazis, puis dans les goulags russes et les prisons américaines sur les populations carcérales). (<http://agentssanssecret.blogspot.in>)

On peut ajouter à cette liste : les drogues, les psychotropes, les antidépresseurs, etc.

Ils ont pour complément pour endormir la (vigilance de) population, qui ne se doute pas de ce qui se trame réellement dans son dos, les activités de loisir abrutissantes qui ont été créées justement à cet effet ou encore, les associations ou Ong financées par l'Etat, l'UE, l'ONU, les multinationales donc les banquiers, qui ont pour objet de vous faire perdre le peu de temps libre dont vous disposez, à votre insu en profitant de votre générosité, pour un résultat insignifiant ou à la marge qui sera remis en cause le lendemain ou vous détourner tout simplement de l'essentiel, vous aurez l'impression que vous participez au bien-être de la société ou d'être utile à ses victimes, alors qu'en réalité vous êtes en train d'accompagner sa destruction, sans vous en rendre compte vous serez enrolé dans une organisation dirigée et contrôlée en sous-main par les maîtres du Nouvel ordre mondial qui

ont pour objectif de liquider une grande partie de la population mondiale et de réduire la masse restante en esclavage, dont évidemment vous faites partie, oui, vous collaborerez avec eux, vous en serez les complices inconscients, cela concerne toutes les grandes organisations à vocation humanitaire, environnementale, quand ces organisations ne sont pas des appendices des partis oeuvrant ou facilitant l'établissement de ce gouvernement mondial, le PCF, le NPA (Forum social mondial) notamment, plus évidemment tous les partis de droites, UMP, UDI, PS, EELV, etc., cela concerne toutes les associations à caractère sociales notamment.

Ils ont réussi de la sorte à détourner des millions de travailleurs des partis ouvriers (et des syndicats), donc de la lutte des classes, pendant que la réaction conserve un fort niveau d'organisation politique pour combattre la classe ouvrière, les partis de droite, UMP et PS comptent 300.000 et 175.000 adhérents.

Argumentation

Commentaire que j'ai voulu insérer dans un blog sans succès, la procédure était trop compliquée ou inappropriée au pays où j'habite ?

Si votre seul recours c'est un bulletin de vote, c'est qu'il y a quelque chose de pas très sérieux ou d'incohérent dans votre démarche. Elle n'est pas scientifique.

La population qui travaille peut agir à différents degrés dans la société, or vous les évacuez ou les occultez comme s'ils n'existaient pas, étrange, non ?

Le premier degré c'est dans l'entreprise ou l'administration qui nous emploie, donc sur le plan économique et social.

Individuellement on n'a aucune chance de faire valoir nos droits, c'est pour cette raison que les syndicats ont été créés. Certes, ils sont corrompus, à nous d'adhérer et de militer dans celui qui nous semble l'être le moins, qui a au moins théoriquement comme objectif la fin du capitalisme.

Le second degré se situe au niveau des institutions, donc politique. Institutions qui légitiment (juridiquement) le pouvoir des banquiers, de la classe des capitalistes. Les renverser, et créer un Etat (République social) et une nouvelle société exclusivement sur la base des besoins de la population dans le respect de notre planète, c'est se donner les moyens politique d'anéantir le pouvoir de nuisance des banquiers, donc résoudre à la fois la question sociale et économique à laquelle nous sommes confrontés.

Mais là encore individuellement on ne peut pas lutter, encore moins changer le cours des choses, seul un parti politique, appelez-le comme vous voudrez, rassemblant tous ceux qui travaillent ou sont exploités peut vaincre l'Etat en place.

C'est notre seul espoir que vous l'admettiez ou non.

Je pense que ce bref commentaire rédigé très simplement est valable dans tous les cas de figure pour tous ceux qui veulent résister et lutter contre la réaction mondiale à l'oeuvre.

Comment 30 ans de libéralisme ont détruit nos sociétés

Un article du 8 mai 2012 publié par un portail canadien.

Les impasses du système capitaliste.

La crise actuelle est partie des "subprimes" mais il s'agit en fait d'une crise systémique qui aurait eu lieu de toute façon car elle est l'aboutissement de 30 ans de déséquilibres profonds créés par le libéralisme, ou plus exactement l'ultralibéralisme, cette idéologie fabriquée sur mesure par les élites économiques pour servir leurs intérêts et satisfaire leur avidité sans limite. (Pourquoi fut-elle fabriquée? Ils ne le disent pas. -Ndlr)

Le libéralisme avait déjà été appliqué dans les années 20, avec notamment une dérèglementation du secteur bancaire. Il en a résulté la crise de 1929 et la grande dépression qui a suivi et dont le monde n'est sorti que "grâce" à la guerre.

Suite au désastre qu'il avait engendré, le libéralisme avait été mis au placard, remplacé par le keynésianisme, c'est à dire une intervention régulatrice et stimulatrice des états dans l'économie. (Ils oublient de dire que c'est parce que le keynésianisme fut un échec que la guerre eut lieu. - Ndlr)

Mais dès la fin de la seconde guerre mondiale, un groupe de personnes inspirées et réunies par Friedrich von Hayek (le pape de l'ultra-libéralisme) ont fondé la "Société du Mont-Pèlerin", un club de réflexion dont le but était de convertir à nouveau les états au libéralisme. ("Inspirées" par qui ? - Ndlr)

36 personnalités étaient présentes lors de la première conférence le 10 avril 1947, dont Hayek bien sûr, Milton Friedman (prix Nobel d'économie et l'un des principaux théoriciens du libéralisme), Karl Popper, Maurice Allais, et Bertrand de Jouvenel (politologue et économiste libéral, controversé pour son passé pendant l'occupation et son interview complaisante d'Adolf Hitler en 1936, il est aussi le fondateur du think tank de prospective "*Futuribles*"). (La remarque sur Bertrand de Jouvenel est futile puisque les banquiers de la Fed ont financé ou approvisionné le IIIe Reich durant toute la guerre et que tous les participants à cette conférence n'étaient pas sans le savoir ! - Ndlr)

Pour promouvoir l'idéologie libérale et la diffuser dans les cercles dirigeants, les membres de la Société du Mont Pélerin ont fondé une centaine d'autres think tanks et réseaux d'influence, comme la Heritage Foundation, le Cato Institute ou le Manhattan Institute.

Leur stratégie a atteint son but dans les années 80 avec l'arrivée au pouvoir de personnalités politiques entièrement acquises au libéralisme, en particulier Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

Dès lors, les états ont progressivement abdiqué de leur pouvoir au bénéfice des multinationales et des banques. Ils ont privatisé et déréglementé massivement l'économie, en faisant disparaître la quasi totalité des contraintes et des contrôles, laissant se développer les paradis fiscaux afin de faciliter l'évasion fiscale, et permettant aux grandes entreprises et aux plus fortunés d'échapper presque totalement à l'impôt. Les états se sont également désengagés de l'économie, abandonnant toute politique industrielle, cessant de préparer le long-terme, et privatisant tout ce qui pouvait devenir une source de profit pour le secteur privé, détruisant ou abandonnant les services publics.

Parmi les mesures inspirées par le libéralisme, il y eut en particulier la dérégulation du système bancaire aux Etats-Unis où l'administration Clinton avait supprimé le garde-fou mis en place par Roosevelt suite à la crise de 1929 pour interdire aux banques de dépôt d'être en même temps des "*banques d'investissement*", c'est à dire de spéculer en bourse avec l'argent des déposants. (Un détail à côté du monopole de la création monétaire laissé aux banquiers de la Fed. - Ndlr)

Mais la mesure clé a été la suppression des barrières douanières et du contrôle des changes. C'est ce qui a rendu possible la "*mondialisation*", c'est à dire la libre circulation des marchandises et des capitaux, permettant aux entreprises de "*délocaliser*" pour exploiter la main d'oeuvre à bas coût dans les pays du tiers-monde, et augmenter ainsi la concurrence sur un marché du travail désormais mondialisé lui aussi. (Ils oublient de citer les institutions internationales ou les protocoles internationaux créés à cet effet. - Ndlr)

Cela a été possible grâce à la complicité des dirigeants de droite et de gauche, du fait de leur liens avec les multinationales et les banques, directement ou à travers les think tanks ou "*clubs de réflexion*" où se retrouvent l'élite des pouvoirs financiers, économiques, politiques et médiatiques.

Les délocalisations massives qui s'en sont suivi ont provoqué la désindustrialisation des pays occidentaux et un appauvrissement sans précédent de la population ordinaire, au point de faire disparaître les classes moyennes par le chômage, la précarité généralisée et la baisse des salaires réels. Dans le même temps, les délocalisations favorisaient l'essor spectaculaire de la Chine et quelques autres "*pays émergents*" où se concentraient les délocalisations, bouleversant au passage les équilibres géopolitiques.

Mais pendant qu'une majorité de la population s'appauvrisait, la minorité bénéficiaire de la mondialisation s'enrichissait, dont une extrême minorité de façon astronomique, ce qui permettait à des statistiques en trompe-l'œil d'afficher une hausse moyenne des revenus de 2% par an.

L'effondrement du pouvoir d'achat des classes moyennes est la véritable cause de la dépression économique actuelle dont la "*crise des subprimes*" n'a été que le déclencheur.

Une hyper inflation masquée

La baisse des salaires réels est aussi le résultat d'une hyper inflation, elle aussi masquée dans des statistiques officielles dont les produits de référence ne sont pas du tout représentatifs des dépenses ordinaires d'un ménage. Cette hyper inflation résulte de la baisse de la valeur intrinsèque de la monnaie, du fait de la monnaie créée en excès par les banques et les marchés financiers. En transformant les variations boursières en profit, les "*investisseurs*" créent de la monnaie sans contrepartie en biens nouveaux dans l'économie réelle. C'est ce qui crée l'inflation, car chaque dollar ou chaque euro correspond à une fraction plus petite des biens disponibles. C'est ainsi que se sont envolés les prix du logement, de l'alimentation et de l'énergie (les 3 biens réels les plus essentiels), une hausse amplifiée par la spéculation immobilière et la spéculation boursière sur les matières premières industrielles et agricoles.

Cette spéculation qui a attisé l'inflation est elle-même le résultat de l'excès d'enrichissement des plus riches. Car ceux qui ont déjà tout placent leurs masses de capitaux en excès sur les marchés financiers et dans l'immobilier, créant des "*oscillations destructrices*" et des bulles spéculatives qui explosent en faisant à chaque fois des dégâts dans l'économie réelle.

Les causes de la crise financière

Conformément aux commandements de l'idéologie libérale, les états avaient laissé se développer sans aucun contrôle le marché des "*produits dérivés*", ces titres financiers complexes qui permettent de démultiplier les variations boursières, à la hausse comme à la baisse, grâce à des "*effets de levier*" cumulés pouvant atteindre 100 (en clair, permettant de jouer 100 millions en bourse avec un capital de seulement 1 million). En seulement 15 ans après leur création au début des années 1990, les produits dérivés ont pu se développer sans aucun contrôle, jusqu'à atteindre le montant astronomique de 683.000 milliards de dollars en 2008. A elles toutes seules, les banques Citigroup et Bank of America détiennent chacune 17.500 milliards en produits dérivés, dont une part importante a perdu toute valeur mais reste inscrite dans les bilans à la valeur d'achat, dissimulant ainsi des pertes abyssales. (Ou figurent hors bilan pour afficher de bons résultats, mais truqués. - Ndlr)

Ce sont les effets de levier des produits dérivés qui expliquent comment les banques ont pu perdre des dizaines de milliards au point de se retrouver en faillite.

Parmi ces produits dérivés, il y avait les fameux "*subprimes*", des emprunts immobiliers titrisés qui transféraient des banques vers les acheteurs de titres le risque de non remboursement. De plus, la collusion entre les banques et les agences de notation chargées d'évaluer les risques a conduit à leur sous-estimation délibérée.

La phase finale de la crise financière

Les banques et les assurances ont joué au casino boursier des sommes colossales qu'elles ne possédaient pas, et elles ont perdu.

Dans un premier temps, les pertes ont été transférées aux états, selon le principe du libéralisme qui consiste à privatiser les bénéfiques et nationaliser les pertes.

Les états ne disposant pas réellement de l'argent qu'ils avaient prêté aux banques, ils l'ont emprunté... aux banques, celles-ci ayant le pouvoir de créer de la monnaie par le simple fait de prêter de l'argent (voir le film "*L'argent-dette*" de Paul Grignon).

Le renflouement des banques ainsi que la baisse des recettes fiscales (du fait de la crise) ont fait exploser la dette publique des pays occidentaux, alors qu'elle avait été préalablement creusée par la désindustrialisation, la baisse des revenus (causée par la stagnation des salaires, le chômage et la précarité), l'effondrement de la consommation, l'évasion fiscale et les allègements d'impôts pour les riches et les grandes entreprises.

La plupart des pays occidentaux sont maintenant au bord de la faillite, avec des niveaux d'endettement de près de 100% du PIB, voire davantage.

Le transfert des pertes des banques sur des états déjà affaiblis n'était pas tenable très longtemps. C'est pourquoi nous en arrivons aujourd'hui à la phase finale du grand hold-up: le transfert des pertes bancaires vers les citoyens de base.

Les uns après les autres, les gouvernements de droite et de gauche sont en train d'adopter des plans "*d'austérité*" qui vont diminuer les revenus et les prestations sociales (retraites, allocations chômage, systèmes d'assurance maladie) tout en augmentant les impôts et les taxes. On peut aussi prévoir que la crise servira de prétexte à finir de privatiser ce qui peut encore l'être, principalement dans les secteurs encore publics et semi-publics (énergie, poste, santé, éducation, justice, police, forces armées...).

Le libéralisme a sapé la démocratie, ruiné les classes moyennes, abandonné les citoyens au bon vouloir des multinationales, et transformé les ex-pays riches en "*pays en voie de sous-développement*". Au final, le libéralisme aura entièrement détruit nos sociétés par l'anéantissement des états-nations et l'explosion des inégalités, nous faisant revenir aux conditions sociales du Moyen-âge avec une minorité de très riches et la misère pour le plus grand nombre. Fin

Une nouvelle fois, voilà des intellectuels qui négligent les fondements du capitalisme et la lutte des classes, du coup ils sont incapables de conclure leur analyse et de proposer quoi que ce soit pour combattre le capitalisme mondial et le renverser. Seuls les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes permettent de proposer une alternative au capitalisme : le socialisme. S'en écarter ou les nier aboutit infailliblement à une impasse.

Il faut s'attaquer à toutes ces théories foireuses. Pourquoi nos dirigeants ne s'y emploient-ils pas ? Pourquoi ne défendent-ils pas le socialisme ?

[Illusionnisme. Infantilisme. Charlatanisme.](#)

"François, tu perds ton temps à les cajoler. Même un social-démocrate, un social-libéralisé jusqu'au trognon comme toi, c'est

toujours trop pour eux", a lancé le co-président du Parti de gauche devant plusieurs centaines de personnes réunies dans le 11ème arrondissement à Paris.

(Mélénchon se trompe Schröder ou Blair "*social-libéralisé jusqu'au trognon*", c'était pas "*trop pour eux*" mais une aubaine ! Comme quoi il dit n'importe quoi. Hollande n'est tout simplement pas suffisamment "social-libéralisé" ou plutôt il n'ose pas encore le montrer. A l'entendre Hollande aurait le choix de la politique qu'il mène, une manière comme une autre d'entretenir l'illusion que le PS est un parti ouvrier, les uns et les autres passent leur temps à cela depuis près d'un siècle. - Ndlr)

"Tu perds ton temps à leur courir derrière parce que, en le faisant, tu dégrades le rapport de forces, et donc tu augmentes la pression qu'il y a sur toi", a-t-il ajouté lors d'un discours de plus d'une heure et demie.

(Chacun a en mémoire les années 30 en France et en Espagne ou encore les années 70 au Chili ou en Argentine qui contredisent Mélénchon. Seul un appel au soulèvement révolutionnaire des masses exploitées pour renverser l'ordre établi peut imposer une politique favorable aux travailleurs, s'y refuser c'est ouvrir la voie à la pire réaction et répression. - Ndlr)

"Il faut que tu retournes à ton propre discours du Bourget et que tu te rappelles qu'il était question d'affronter la finance", a-t-il poursuivi sous les applaudissements. AFP 16.11

Il faudrait dire à Mélénchon que les élections sont terminées ! C'est marrant, le 17 juin, une majorité de travailleurs n'y croyaient déjà plus, n'y ont jamais cru en réalité...

Ils en appellent aux bourreaux des Palestiniens, aux représentants du gouvernement mondial.

Le Parti communiste français (PCF) a réclamé vendredi "*des sanctions contre Israël*", appelant à des rassemblements et des "*initiatives de protestation*" en France, notamment samedi à Paris, "*contre cette nouvelle guerre contre le peuple palestinien*".

"Le PCF appelle à des sanctions françaises et européennes contre Israël jusqu'à ce que cet État accepte de respecter les résolutions de l'ONU", écrit le PCF dans un communiqué, exprimant "*son émotion et sa totale condamnation devant l'agression israélienne à Gaza*".

En particulier, il convie au "*rassemblement unitaire de solidarité à l'initiative du +Collectif national pour une paix juste entre palestiniens et israéliens+ samedi à 15 heures*" à Paris. Selon le PCF, le lieu de rassemblement, prévu à Bastille, est désormais programmé place de l'Opéra.

Dans un communiqué distinct, Europe Ecologie-Les Verts estime que "*les attaques aériennes israéliennes doivent cesser*". "*La société civile de Gaza a été et demeure la première victime des conflits*", souligne-t-il.

Selon le parti, "*la communauté internationale ne peut plus se contenter d'appeler à la +retenue+ et ou de +déplorer+ les affrontements et attaques. Pour EELV, il faut coûte que coûte éviter une nouvelle opération +plomb durci+ comme en 2008/2009*".

"Les Nations Unies et l'Union Européenne doivent exiger la fin des bombardements et des assassinats ciblés", dit-il, de même qu'"*il est crucial de se prononcer favorablement pour que la Palestine soit reconnue comme +Etat non membre+ au sein des Nations Unies le 29 novembre*". AFP 16.11

Propagande. Ils ont de quoi se "*réjouir*"

Subprime: JPMorgan et Credit Suisse paient 400 millions de dollars d'amendes - AFP

"La SEC a accusé JPMorgan Securities et Credit Suisse Securities d'avoir induit en erreur des investisseurs en leur vendant des dérivés de crédits immobiliers (subprime). Ces firmes ont accepté des accords amiables selon lesquels elles vont payer plus de 400 millions de dollars conjointement", détaille un communiqué de l'agence gouvernementale publié vendredi.

JPMorgan, première banque américaine en termes d'actifs, va au total s'acquitter de 296,9 millions de dollars pour mettre fin aux poursuites de la SEC et Credit Suisse de 120,1 millions.

L'accord amiable annoncé vendredi témoigne "*de l'effort de la SEC pour poursuivre les auteurs de malversations liées à la crise financière*", a conclu le directeur des poursuites à la SEC, Robert Khuzami.

Credit Suisse s'est réjoui dans un communiqué que l'accord avec la SEC "*mette fin à ces poursuites*". AFP 16.11

296,9 millions de dollars, cela doit représenter l'équivalent du profit réalisé par JPMorgan en... une demi-journée !

ACTUALITE EN TITRES

On s'en doute et on comprend pourquoi.

- "Intéresser les citoyens à la politique? Ce n'est pas le problème de Jospin" - L'Express.fr

La "**flexibilité du marché du travail**" ... ou le chômage volontaire.

- Veolia prépare "un plan de départs volontaires", selon la presse - AFP

- Air France: 300 pilotes devraient quitter l'entreprise d'ici à 2014 - AFP

Avec l'accord du Comité central d'entreprise est-il précisé par l'AFP.

Ordures. Recyclage.

- Nicolas Hulot ambassadeur de France à l'ONU - LePoint.fr

Le pire est à venir, à moins que ce ne soit une aubaine...

- E-U. Les compromis à trouver sur le budget seront douloureux, prévient Barack Obama - L'Expansion.com

- France. Agroalimentaire: menaces de suppressions d'emplois - AFP

- Le secteur bancaire voué à réduire durablement ses effectifs - Reuters

Ils se sont enrichis grâce au fascisme et au stalinisme.

- Ikea reconnaît que des prisonniers de RDA ont travaillé sur ses meubles - AFP

Radicalisation.

- Plainte pour blasphème contre une pièce de théâtre en Grèce - Reuters

- Deux-tiers des Italiens sont contre un gouvernement Monti II - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Jordanie

Des milliers de Jordaniens sont descendus dans la rue vendredi pour protester contre la hausse des prix de l'énergie et, pour certains, réclamer le départ du roi Abdallah II, une revendication inédite dans le royaume.

"Le peuple veut la réforme du régime. Liberté, à bas Abdallah", ont scandé à Amman quelque 10.000 manifestants, selon une estimation de l'AFP, parmi lesquels des islamistes, des militants de gauche et des mouvements de jeunesse. Les manifestants étaient 25.000 selon les organisateurs, 3.000 selon la police.

Le palais a annoncé que le roi avait reçu un appel de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton: "*Clinton a salué la feuille de route du roi pour les réformes politiques ainsi que les efforts de réforme économique menés par le gouvernement*".

Le département d'Etat a confirmé cet entretien et estimé que les réformes économiques, certes douloureuses, étaient "*un mal nécessaire*". AFP 16.11

[Haut de page ↗](#)

Le 18 novembre

CAUSERIE

Rédigé samedi soir.

Les pages d'accueil des différentes rubriques avec les articles jusqu'au 17 novembre 2012 ont été actualisées. Une page d'accueil *Vidéo* a été créée. Pour tout classer et formater (causeries), cela m'a pris sans me lever une fois : 3h40. Il est 23h37, je vais me servir un verre à votre santé, du sirop d'orange avec de l'eau gazeuse fraîche.

J'avais oublié de télécharger l'article: *Des mauvaises récoltes qui ne remettent pas en question la politique insensée des agrocarburants*. (liesi) (21.10.12)

Maintenant que je suis à jour, je vais regarder quelques vidéos de hard rock pour me changer les idées et me détendre en fumant un stick bien mérité, car Haarp et Cie, c'est à devenir dingue comme dit Mageswary, elle, elle dort déjà depuis trois heures, moi j'ai encore besoin de réfléchir un peu avant, ensuite j'écouterai un peu de musique, oui pour ne plus penser à ce monde pourri. J'ai une dernière pensée pour nos amis Palestiniens qui vont encore passer une sale nuit et des jours sombres, j'enrage !

A croire que je vais encore me coucher à deux plombes du matin, je viens d'avoir une autre idée inspirée de mon expérience, eh oui vaut mieux parler de ce qu'on connaît le mieux, c'est préférable.

Je viens de dire qu'une fois après avoir réfléchi encore un peu, ensuite je me détendrai. Le travailleur lambda procède à l'inverse, il commence par se détendre, ce qui est parfaitement légitime après une journée de boulot, mais de ce fait il ne garde plus de temps ou il oublie de penser à son sort, à la société, etc. Il fait tout à l'envers, inconsciemment. Il est inconscient et ignorant, il cumule les handicaps, et souvent les emmerdes il faut bien le dire. Le soir quand il m'arrive, c'est assez rare, de commencer par me distraire un peu, je ne bosserai pas ensuite, je passerai la soirée à me détendre, éventuellement je penserai un peu, par habitude, mais ce n'est pas le cas de beaucoup de gens, ils disent que cela va gâcher leur soirée.

On peut imaginer qu'il faut battre le fer quand il est chaud, rouge, et que le meilleur moment de penser c'est encore après sa journée de boulot, car souvent après on a des problèmes à régler, des situations à affronter, ne serait-ce que lorsqu'on va ouvrir sa boîte aux lettres et qu'on va récupérer des factures, on pourrait faire le lien entre ces factures et notre journée de boulot, pourquoi on bosse si on ne peut pas satisfaire nos besoins, si on doit sans cesse en baver pour essayer d'avoir une vie à peu près normal toujours émaillée de difficultés qui nous sont imposées par cette société, qu'on n'a pas voulu ainsi ou qu'on déteste quelque part, on pourrait réfléchir à trouver où et ce qui cloche pour la changer.

Dans le site j'ai essayé de développer plusieurs angles sous lesquels on peut amener les travailleurs à briser l'interdit qui frappe leur aspiration à la liberté. Je ne partage pas toutes les idées ou théories qui nous sont proposées de par le monde dans les articles ou vidéos que je mets en ligne, loin de là.

Dimanche matin et après-midi.

J'ai laissé de côté certains articles de presse qui seront traités demain. En Hongrie, le gouvernement cède des écoles à l'Eglise...

[Un courriel reçu que je commente à chaud :](#)

- "*Je suis un lecteur assidu de ton site et je suis toujours impressionné par la quantité de travail qui est nécessaire pour l'alimenter ainsi chaque jour.*

Je sais un peu de quoi je parle : j'ai adhéré à la quatrième internationale à y a presque 40 ans, ou du moins à ce que je croyais être la quatre, mais quand on a 16 ans c'est l'intention qui compte, n'est-ce pas. (ce camarade évoque ensuite son expérience comme webmaster pour un portail politique que j'ometts de citer ici pour qu'on ne puisse pas l'identifier, à sa demande, lire plus loin.) Ca me permet d'évaluer, dans une certaine mesure, ce que tu fais.

Bref, tout cela pour dire que je partage nombre de tes analyses, et elles sont probablement utiles à beaucoup de militants, ici, en France et ailleurs.

Cependant, j'ai observé depuis quelques jours un infléchissement du discours, qui semble arriver en même temps que la mise en ligne des vidéos... des sujets nouveaux (empoisonnements de la population, alignements de planètes, et même... le 21 décembre 2012...). En ce qui concerne l'alignement des planètes, inutile de faire intervenir telle ou telle sorte d'énergie inconnue : les planètes sont couplées par des forces gravitationnelles, elles sont molles, elles dissipent de l'énergie par effet de marée (marées terrestres aussi), et il est effectivement possible que des faibles variations dues à des effets d'alignement provoquent des effets violents sur la croûte terrestre. Je pense que les scientifiques ont encore beaucoup de boulot dans le domaine de la prévision des tremblements de terre... Inutile de brandir Nicolas Tesla dont les idées les plus innovantes n'ont pas été suivies d'effet. Ce n'est pas un complot, je pense que ça ne marche pas, c'est tout."

(Ces articles ne sont pas de la science-fiction, ils partent de faits et proposent des explications ou théories à partir de coïncidences (alignements de planètes, irrptions solaires, etc.), je les ai relevés uniquement pour l'intérêt qu'ils présentaient sur ce plan-là. J'avoue ne pas connaître Nicolas Tesla. Je ferais remarquer que là n'était pas l'essentiel de cet article où son auteur fait référence à ce personnage en donnant une opinion qui n'engage que lui, que je ne retiendrais pas comme nombre de lecteurs qui sont dans le même cas que moi.

L'essentiel était dans l'alignement de planètes qui est un phénomène naturel, et qui peut avoir des effets sur le climat de la terre ou provoquer des séismes, etc. J'ai mis en ligne cet article pour montrer aux lecteurs qu'ils ne devaient pas attribuer systématiquement des phénomènes météorologiques ou climatiques synonymes de catastrophes humaines à Haarp ou à son équivalent russe, à la malveillance du gouvernement américain, qu'ils devaient s'informer et réfléchir avant.

Donc, loin de moi l'idée d'accorder une préférence aux aléas de la nature ou à l'action des hommes lorsque surviennent des phénomènes climatiques extrêmes ou ce qu'on assimile à des désordres géologiques ou physiques à la surface de la terre, ils peuvent être le produit de l'un ou l'autre, sans oublier la troisième version qui existe aussi, à savoir qu'à la suite de l'action de l'homme sur la nature, celle-ci peut à son tour réagir sans que l'on fasse immédiatement le lien entre les deux, pour finalement se tromper dans l'analyse que l'on en fait, à qui on attribue la responsabilité de tel ou tel phénomène, les scientifiques l'attribuant systématiquement à la nature, les complotistes à l'action de l'homme.

L'objet du site dans ce domaine et les autres d'ailleurs, c'est justement de ne pas tomber dans le travers qui consiste à tirer des conclusions hâtives dans un sens ou dans un autre et qui seraient erronées. Je ne suis pas un chercheur ou un scientifique, je me borne aux faits, pour comprendre quelque chose, c'est la matière qui alimente notre réflexion et non les théories ou les extrapolations ou affabulations qui foisonnent sur le Web.)

"Je pense que tu vas un peu vite dans l'adhésion à certaines thèses complotistes (non pas que certaines soient justifiées, je pense que le 11 septembre, est très certainement un "inside job"), mais il faut faire attention à mon avis, il y a aussi des thèses de complot destinées à faire de la désinformation (on cache un complot derrière un autre)."

(Effectivement et j'en ai parfaitement conscience. Je l'ai relevé à plusieurs reprises dans le site. Je n'adhère à aucune thèse complotiste en particulier, je constate simplement que c'est l'attitude des maîtres du monde à nous cacher systématiquement la vérité qui se comportent ainsi, en complotistes.

Vient se greffer là-dessus des esprits parfois brillants, mais qui parce qu'ils sont enfermés dans un raisonnement ou un paradigme, vont s'avérer incapables d'avoir une réflexion au-delà de l'angle sous lequel ils abordent la réalité, jusqu'à la déformer à outrance et là je suis d'accord avec vous, où comme tout idéaliste ils auront tendance à créer leur propre système ou interprétation de la société, du monde ou de l'univers, pour ensuite passer leur temps à le justifier en faisant appel à des arguments artificiels ou purement subjectifs, voir mythologiques ou des faits n'ayant aucun rapport avec la question qu'ils ont soulevée, de telle sorte qu'une partie de leurs analyses s'avèreront correctes, tandis que leurs conclusions seront erronées ou farfelues ou pire, délirantes.

Ce qui est significatif de leur comportement, on peut pratiquement généraliser, c'est qu'ils s'emploient à vouloir démontrer la justesse de leur raisonnement en toutes choses, ils prétendent avoir réponse à tout, alors qu'ils n'en ont pas les moyens évidemment, ils ne s'en rendent pas compte, tandis qu'il suffit de s'appuyer sur un élément étayé par un fait matériel indiscutable pour avoir une réponse définitive sur une question. Par exemple, pourquoi s'acharner sur les avions qui ont percutés les deux tours du WTC, puisque la polémique est possible sur ce point précis, alors qu'on a la preuve qu'aucun avion n'a pu s'écraser sur le Pentagone, cette preuve suffit à démontrer que c'est l'administration américaine qui a orchestré le 11 septembre 2001. J'ai vu des photos des piliers d'une des tours du WTC, on voit nettement qu'ils ont été pour ainsi dire découpés, on devrait dire soufflés par une explosion, ils n'ont pas fondu comme le dit la version officielle, etc. Un autre exemple. Qui a assassiné JFK ? On le sait, on sait parfaitement pourquoi. Il a dénoncé publiquement le danger que représentait le pouvoir d'une poignée de banquiers qui aspirent à contrôler le monde, et sa décision de réintroduire des obligations (bonds en anglais) du gouvernement américain, retirant ainsi de la main des banquiers de la Fed le monopole de la création monétaire. Il a dénoncé leur complot, ils l'ont liquidé, voilà tout. Où est le mystère là-dedans ? Il n'y en a pas. Alors pourquoi s'attarder sur la personnalité du tueur, qui lui-même a été descendu par la CIA, on s'en fout. Seuls les faits nous intéressent.)

"On peut regarder une page : http://www.jp-petit.org/nouv_f/projet_camelot/projet_camelot.htm

De l'excellent site de Jean-Pierre Petit, excellent scientifique à la retraite, avec un avis très pédagogique sur toutes sortes de questions : <http://www.jp-petit.org/>

Ce site est une formidable mine d'information sur pleins de sujets qui pourraient t'intéresser."

(Contrairement à Jean-Pierre Petit, je ne m'intéresse pas du "tout (à) ce qui se situe aux frontières de la science", je ne m'intéresse qu'aux faits réels matériels avérés. Les histoires de reptiliens, sataniques, lucifériennes, illuminatis et Cie, c'est à mon avis pures mystifications, mais, car il y a un mais tout de même, qui ont une raison d'être, une fonction précise, on en parlera une autre fois. C'est comme le sionisme qui cache une entreprise criminelle qui n'a rien à voir avec la religion ou les juifs, mais uniquement avec le pouvoir, le contrôle du pouvoir, ce qu'on retrouve dans la franc-maçonnerie. Je n'ai pas encore trouvé le temps de me pencher sérieusement sur ces sujets.)

"J'ai remarqué aussi que tu avais mis des liens vers le site de Jovanovic. Il a un blog très documenté et très intéressant sur la crise, mais il faut aussi que tu saches qu'il appelle de ses vœux un coup d'état militaire en Espagne pour sortir de cette crise. pas vraiment notre bord..., comme ses amitiés complaisantes avec le FN. Ceci dit, son blog est une vraie source d'informations."

(Dans cette vidéo, je ne sais pas si vous avez fait attention, à un moment donné il dit qu'il a voté Sarkozy, donc qu'on ne peut pas le soupçonner d'être un révolutionnaire, tout en appelant plus loin à la révolution, laquelle, pas prolétarienne ou socialiste puisque ce n'est pas sa tasse de thé, donc nationale, c'était facile de le déduire.

Il dit aussi de grosses conneries qui passeront inaperçues de la plupart des internautes, c'est sans importance d'ailleurs, par exemple quand il dit que Poutine et Medvedev auraient sauvé la Banque de Moscou en injectant 10 milliards d'euros, qu'est-ce que c'est franchement 10 milliards d'euros pour un Etat comme la Russie, que dal, une goutte d'eau dans un océan de dettes !

Très sérieusement, Jovanovic croit aux anges. Il explique dans une autre vidéo, qu'un jour, alors qu'il séjournait aux Etats-Unis, il a vu une balle (de revolver) arrivée au ralenti dans sa direction et que c'est pour cette raison qu'il l'a évitée et qu'il serait encore en vie. Il fait partie de ces charlatans qui ont annoncé la chute de l'économie mondiale il y a déjà plusieurs années, c'était sûr, absolument certain... J'espère que vous n'avez pas cru un instant que je pourrais faire partie des crétins qui le croyaient sur parole ; en tant qu'ex-journaliste économique ayant travaillé de longues années aux Etats-Unis, ce sont les infos qu'il peut donner qui m'intéresse, parfois les pistes de réflexion qu'il soumet, les plus intéressantes seront de préférence celles qu'il n'exploite pas justement, tout le reste je le balance.

Je fais la même chose avec Pierre Hillard et la confrérie des mégalomanes réunis. Ici comme très souvent, l'essentiel en dehors des faits est du domaine du non-dit. Pourquoi ? Parce que les intellectuels fonctionnent en circuit fermé, ils ont le cerveau cloisonné à l'image des cursus universitaires, surtout à un haut niveau. Le pire, c'est quand ils doivent réfléchir à une question qui est du domaine de leur compétence, ils seront prisonniers d'une théorie en particulier et sont incapables de réfléchir au-delà.

J'ai constaté qu'il arrivait en réfléchissant à une question pendant des jours ou des semaines, qu'on atteignait une limite, comme si on avait épuisé notre sujet, comme si la source de notre inspiration s'était tarie, plus aucune question nous venait à l'esprit alors qu'on ne l'avait pas épuisé. Il fallait donc passer à autre chose pour y revenir plus tard, et là je me suis aperçu qu'à nouveau de nouvelles questions jaillissaient spontanément à l'esprit, souvent en me fournissant les réponses que je n'avais pas trouvées précédemment en me cassant la tête !)

"Voilà pour la première question que je voulais te soumettre.

J'en viens au problème principal : tu développes une argumentation pour expliquer qu'un gouvernement mondial est en train de se mettre en place (depuis longtemps...). De mon côté, je dirais plutôt que le monde de 2013 ressemble de plus en plus au monde de 1913, à la veille de la première guerre mondiale. Deux blocs se préparent à s'affronter. On est totalement dans l'époque de l'impérialisme, comme le décrivait Lénine dans le stade suprême... Pour moi, le "gouvernement mondial" est plutôt ressemblant au "superimpérialisme" de Plekhanov lors de la controverse en 1903 (de mémoire) qui a donné lieu à l'ouvrage de Lénine. Pour moi, il n'y a pas de gouvernement mondial parce qu'il n'y a pas de superimpérialisme. les impérialismes vont se combattre, pas s'unir. S'ils s'unissent, cela voudra dire que le capital est capable de se dépasser vers un système nouveau. Alors, notre génération et celle qui vient vont beaucoup souffrir... S'ils ne s'unissent pas aussi d'ailleurs, la différence avec 1914, c'est que l'humanité dispose maintenant des moyens techniques de se détruire."

(Il ne s'agissait pas de Plekhanov mais de Kautsky, peu importe. On y reviendra plus loin.

Mais il n'y a pas de gouvernement mondial, comme il n'y a pas d'Union européenne!

Ils oeuvrent pas à pas à l'instauration d'un gouvernement mondial comme ils oeuvrent pas à pas à la construction de l'Union européenne, pourquoi prendraient-ils le risque de déstabiliser dangereusement des Etats et de déclencher des explosions sociales, de fomenter des guerres forcément impopulaires, pourquoi se donneraient-ils tout ce mal pour camoufler leur véritable intention s'ils existaient déjà ?

Effectivement cela fait fort longtemps qu'ils ont pour objectif l'établissement d'un gouvernement mondial, on n'entrera pas ici dans les détails, sans remonter aussi loin qu'il le faudrait, c'était déjà leur obsession bien des siècles en arrière quand la domination des mers par une nation laissait entrevoir la domination (future) sur le reste du monde d'un cartel d'oligarques les plus fortunés, et c'est bien ce qui est en train de se réaliser, à partir de l'Angleterre, qui depuis s'est étendue aux Etats-Unis d'Amérique... L'Angleterre n'est pas le 51^e états des Etats-Unis d'Amérique, mais le premier, celui qui lui a servi de modèle avant l'heure. Du XVII^e au milieu du XX^e siècle, la première puissance maritime, militaire, agricole, bancaire, puis industrielle, et enfin financière, domine le monde et doit remplir le rôle de modèle pour tous les autres pays, dans tous les domaines.

A la différence du début du XX^e siècle, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale l'oligarchie financière a considérablement accru son pouvoir et son contrôle sur le monde en se dotant d'institutions politique et économique qui lui sont totalement dévouées, sur lesquelles les peuples n'ont absolument aucun pouvoir. Ce qui était encore inconcevable à l'époque où Lénine rédigea *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* est en train de se réaliser sous nos yeux.

Certes non sans difficultés ou aléas, mais on ne peut pas nier que ces institutions (ONU, UE, NAFTA, ASEAN, FMI, Banque mondiale, etc.) aux services des banquiers internationaux et des multinationales existent et qu'elles dictent leur politique à tous les Etats, Etats qui s'y plient ou en sont les complices, des agents au fil du temps, comme tous les partis qui participent aux institutions nationales dans chaque pays, tous les partis issus de la II^e et de la III^e Internationales y sont tous inféodés. Aussi bien au sein de ces institutions que sur le marché mondial, les Etats qui rechignent ou résistent à se plier à leur diktat sont marginalisés et leurs gouvernements tombent les uns après les autres, soit suite à des coups d'Etat, soit parce qu'ils ont été étranglés ou déstabilisés financièrement et socialement.

Comme je l'ai écrit dans une précédente causerie, il ne leur manque plus que l'oligarchie financière soit au pouvoir en Russie et en Chine pour que ce processus soit mené à son terme.

Une fois la Russie acquise ou admise à faire partie du cercle restreint des puissances oligarchiques qui dominent le monde, tous les pays autour (Asie et Europe centrale) tomberont dans son escarcelle (du gouvernement mondial) comme des mouches, idem avec la Chine entraînant derrière elle tous les pays d'Asie du Sud-est, y compris la Corée du Sud ou plutôt la Corée réunifiée.

D'ici là beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts, de quelle manière ils vont s'y prendre pour avancer rapidement dans cette voie, douce ou brutale, en conditionnant la population ou en lui faisant subir de nouvelles guerres, nul ne le sait aujourd'hui. Plus personne ne se fait la guerre pour le pétrole ou le gaz bien que toute les nations en aient absolument besoin pour leur développement futur. La guerre entre Apple et Samsung est peut-être l'une des dernières guerres commerciales d'ampleur mondiale que se livrent différentes multinationales. Cette loi répond aux mêmes lois que précédemment, rien n'a changé sur ce plan-là, tant qu'ils n'ont pas encore constitué leur gouvernement mondial, ils ne connaissent que ce genre de rapport de force, qui déterminera plus tard le niveau de vie de la population dans chaque pays, la part qui leur reviendra des richesses mondiales produites, etc. Ces derniers jours vous n'avez pas remarqué que Rosneft était devenue la première entreprise pétrolière mondiale (Réseau Voltaire) à la barbe d'Exxon, BP ou Shell ? Pas vraiment en fait, Poutine a dû s'entendre avec les Américains en échange il va les laisser agir à leur guise en Syrie par exemple. Depuis sur ce front on dirait que les choses s'accroissent, alors qu'elles étaient bloquées depuis des mois, plus d'un an en fait, vous ne l'avez pas remarqué ? On pourrait croire le contraire si on s'en tient au discours de Poutine, ce que fait d'ailleurs le Réseau Voltaire à ses risques et périls, je ne sais pas si T. Meyssan le mesure vraiment.

Autre réflexion.

Ceux qui détiennent le pouvoir sont ceux qui ont orchestré et financé les deux guerres mondiales au XX^e siècle. Ils ont eu le temps d'en mesurer les dangers, la première s'étant terminée par la prise du pouvoir du parti bolchevik en Russie, la seconde par son extension à l'Europe de l'Est et par la révolution chinoise, ajoutons les concessions qu'ils ont dû faire au prolétariat en Europe occidentale et qui ne faisaient pas vraiment partie de leur programme. Ils mettront ensuite près d'un siècle pour liquider les acquis de la révolution russe et chinoise (encore en cours). On comprendrait qu'ils n'aient pas vraiment envie de revivre cette expérience qui leur a fait perdre un temps précieux.

Comment ne pas y penser quand on observe comment ils s'y sont pris pour créer une récession qui menace de tourner à la dépression en Europe exactement comme dans les années 30, mais cette fois sous couvert de l'Union européenne. Pour les peuples les résultats sont les mêmes, en Grèce plus qu'ailleurs pour le moment, en Espagne la situation sociale empire quotidiennement. Alors que l'économie mondiale aurait dû s'effondrer en 2008 après la faillite de Lehman Brothers, tel ne fut pas le cas. Là encore, ils ont trouvé une parade en injectant dans l'économie des milliers de milliards de dollars à partir de rien, à l'aide de la planche à billets.

Aujourd'hui une nouvelle guerre mondiale pourrait se retourner contre eux, dans la mesure où elle signifierait la faillite de l'ONU et toutes les institutions qu'ils ont créées dans la foulée, la Commission Trilatérale notamment. Tout leur château de carte s'écroulerait d'un seul coup, alors qu'ils ont mis un demi-siècle pour le construire. Comme elle pourrait tourner à leur avantage en désignant une fois de plus les Etats comme responsables de cette guerre, version officielle qui pourrait passer comme une lettre à la poste puisqu'ils contrôlent les médias et que la population est toujours aussi ignorante de la situation.

Lénine écrivait : "*Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial (c'est là, entre autres choses, une des raisons qui fait apparaître l'absurdité de la théorie de l'ultra-impérialisme).*" Mais était-ce toujours valable, l'était-ce encore dans tous les domaines ? Que peut espérer de plus l'oligarchie financière que ce qu'elle possède déjà aujourd'hui, sinon assurer la pérennité de son pouvoir au lieu de le mettre inutilement en danger, de le remettre en jeu ? Cette question n'était pas pertinente quand l'économie mondiale n'était pas développée sur tous les continents, elle l'est peut-être de nos jours, non ? On ne peut plus raisonner avec les mêmes paradigmes qu'au début du XXe siècle.

Lénine écrivait plus loin : "*Si, par point de vue purement économique, on entend une "pure" abstraction, tout ce qu'on peut dire se ramène à la thèse que voici : le développement se fait dans le sens des monopoles et, par conséquent, dans celui d'un monopole universel, d'un trust mondial unique. C'est là un fait incontestable, mais aussi une affirmation absolument vide de contenu, comme celle qui consisterait à dire que "le développement se fait dans le sens" de la production des denrées alimentaires en laboratoire. En ce sens, la "théorie" de l'ultra-impérialisme est une absurdité pareille à ce que pourrait être une "théorie de l'ultra-agriculture".*

Ce qui était "*une affirmation absolument vide de contenu*" il y a un siècle, l'est-elle toujours un siècle plus tard ? Ce qui n'était qu'une tendance à cette époque, n'est-il pas en train de devenir réalité sous nos yeux ?

Pour conclure provisoirement, vous écrivez : "*S'ils s'unissent, cela vaudra dire que le capital est capable de se dépasser vers un système nouveau*" c'est ce vers quoi ils tendent effectivement en employant des moyens inavouables et des moyens traditionnels (dette, inflation, récession, dépression, guerre, UE, etc.).

Le terme "*dépasser*" me semble inapproprié, je dirais plutôt qu'ils cherchent à s'affranchir des contradictions du capitalisme sans pouvoir en éliminer les fondements, les inégalités entre les classes qui sont à l'origine de la lutte des classes (pour les raisons exposées plus haut), ils ne peuvent pas supprimer les classes car cela reviendrait à supprimer la leur, et puis il faut bien des esclaves pour les servir, par contre ils vont essayer d'asservir les masses exploitées en utilisant des moyens qui nous échappent encore apparemment et qui peuvent faire sourire ou sembler grotesques quand on en ignore tout, les asservir socialement par des procédés psychologiques, biologiques, chimiques, génétiques, etc. tout en instituant une dictature mondiale, le gouvernement des Etats-Unis ou l'Union européenne en sont les maillons les plus avancés.

Ce qui est sûr, c'est que sur le terrain de la lutte de classe on peut encore les vaincre, c'est la seule voie possible...)

"*Voilà donc quelques idées à soumettre à la réflexion.*

nb 1 merci de ne pas citer explicitement mon mail sur ton site.

nb 2 pourquoi ne pas mettre en place un compte paypal ? (je sais, je sais, il a des arguments contre...)

Bien cordialement. Bon courage à toi."

Merci pour votre courriel, les encouragements sont si rares !

[PS. Comme seul homme, une seule tête, une seule politique : antisociale et réactionnaire.](#)

La sénatrice Frédérique Espagnac et le sénateur David Assouline ont été nommés samedi porte-parole du Parti socialiste français par le nouveau "*patron*" du PS Harlem Désir, qui a exclu l'aile gauche du parti de la nouvelle équipe.

Le secrétariat national (le gouvernement du parti, ndr) est totalement paritaire et compte 56 secrétaires nationaux, précise l'organigramme présenté au conseil national du PS.

Le n°2 du PS, le député Guillaume Bachelay, est nommé responsable de la coordination tandis qu'Alain Fontanel devient secrétaire aux fédérations et conseiller politique auprès d'Harlem Désir.

Ce dernier, qui a présenté une équipe "*renouvelée, solidaire, diverse, pleine d'énergie et d'idées*", estime que le PS est désormais "*en ordre de marche*" pour "*porter le message*" de François Hollande.

Mais le député Jérôme Guedj, l'un des porte-paroles de l'aile gauche du PS, a déploré qu'aucun membre de cette sensibilité, qui a rassemblé 28,1% des voix sous la conduite d'Emmanuel Maurel au congrès de Toulouse, ne fasse partie du secrétariat national.

"*Harlem Désir n'a pas créé les conditions pour un rassemblement plein et entier*", déplore-t-il au JDD.fr, soulignant que le nouveau dirigeant s'était pourtant engagé à faire une place à Emmanuel Maurel et à ses amis.

Selon Jérôme Guedj, Harlem Désir voulait que les membres de la direction nationale soient dans le soutien "*absolu*" au gouvernement. "*Nous avons alors déclaré ne pas pouvoir lui garantir cette position*", dit-il.

"*Sans mettre en difficulté le président de la République, on peut avoir le droit de s'étonner, de questionner et, idéalement, de s'amender*", estime-t-il. Reuters 17.11

La "*gauche*" du PS existe "*idéalement*" ! Merci pour cette précision, à l'adresse du POI et de Mélenchon.

ACTUALITE EN TITRES

[Cherchez l'erreur.](#)

- Plus de 100.000 manifestants en France contre le mariage des homosexuels - AFP
- Notre-Dame-Des-Landes: Entre 13.500 et 30.000 manifestants contre l'aéroport - 20minutes.fr
- Corse - Deux mille personnes aux obsèques de Jacques Nacer - LePoint.fr
- A Paris des centaines de manifestants dénoncent les raids d'Israël sur Gaza - AFP

[Chômage volontaire. \(suite\)](#)

- Veolia confirme un projet de départs volontaires sur 100 postes de son siège - AFP

[UE. Cesera "**un exercice difficile**"](#)

- Budget européen: Rajoy juge la proposition de Van Rompuy "*inacceptable*" - AFP

Comme plusieurs autres pays européens, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a jugé samedi "*inacceptable*" la proposition de réduction de 75 milliards du budget européen, présentée par le président du Conseil européen Herman van Rompuy. AFP 17.11

- Barroso espère un accord sur le budget européen mais ce sera "*difficile*" - AFP

Le président de la Commission européenne José Manuel Durao Barroso, a dit samedi espérer un accord sur le budget européen 2014-2020 lors du sommet européen extraordinaire des 22-23 novembre, admettant toutefois que ce sera "*un exercice difficile*". AFP 17.11

[L'armée du Nouvel ordre mondial passe à l'offensive.](#)

- Des hélicoptères de l'Onu tirent sur le M23 en RDC - Reuters

Des hélicoptères de la mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) ont ouvert le feu samedi dans l'est du pays sur des positions prises récemment par les rebelles à l'issue d'intenses combats, rapporte l'Onu. Reuters 17.11

[Le paradis fiscal... de la gastronomie mondiale.](#)

- Les stars de la gastronomie mondiale réunies à Monaco - Reuters

Venus de 25 pays et représentant 300 étoiles au Guide Michelin, 240 chefs étoilés célèbrent jusqu'à dimanche les 25 ans de règne d'Alain Ducasse à la tête du célèbre restaurant "Louis XV", au coeur de l'Hôtel de Paris à Monaco. Reuters 17.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Au moins un millier de personnes se sont rassemblées samedi place de l'Opéra à Paris pour dénoncer la nouvelle offensive israélienne à Gaza où 40 Palestiniens ont été tués et où, dénonçait une banderole, *"les doudous perdent leurs enfants"*, selon une journaliste de l'AFP.

Les manifestants, 5.000 selon les organisateurs, un millier selon la police, répondaient à un appel à des rassemblements à Paris et dans plusieurs villes de province de plusieurs associations soutenues notamment par le Parti communiste français (PCF) et Europe Ecologie Les Verts (EELV).

Parmi les organisations présentes, plusieurs associations juives, dont l'Union juive française pour la paix (UJFP).

Interrogé par l'AFP, le président du collectif France-Palestine, Tawfiq Tahni, a demandé au président Hollande de *"ne pas renvoyer dos à dos l'agresseur (Israël) et l'agressé (Palestiniens)"*.

André Rosevègue, de l'Union juive française pour la paix, a dénoncé le *"caractère insupportable de la politique israélienne"*, *"criminelle et suicidaire"* et a fustigé *"la façon invraisemblable dont Israël prétend parler au nom de tous les Juifs de France"*. AFP 17.11

2- Grèce

Plusieurs milliers de Grecs ont manifesté samedi contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par leur gouvernement à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement étudiant de 1973 contre le régime des colonels.

Les commémorations de l'événement sont traditionnellement le rendez-vous des mouvements contestataires. Samedi, les manifestants, parmi lesquels se trouvaient des étudiants, des enseignants et des retraités, ont déposé des gerbes de fleurs devant l'Ecole Polytechnique à la mémoire des dizaines de victimes du 17 novembre 1973.

"Nous devons lancer un avertissement au gouvernement. La situation ne changera que si nous résistons", a déclaré un manifestant venu avec sa fille dans les bras.

Sept mille policiers ont été déployés pour l'occasion dans le centre d'Athènes, dont plusieurs artères ont été fermées avant le début du défilé.

L'Aube dorée, mouvement d'extrême droite qui a fait son entrée cette année au parlement, a affirmé dans la semaine qu'aucun étudiant n'avait été tué en 1973 à l'Ecole Polytechnique, ce qui a exacerbé les tensions.

Les manifestants devaient se diriger vers l'ambassade des Etats-Unis, qu'ils accusent d'avoir soutenu les colonels. Le Parti communiste (KKE) a par ailleurs appelé à un rassemblement devant l'ambassade israélienne pour protester contre l'offensive en cours dans la bande de Gaza. Reuters 17.11

3- Irlande

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi en Irlande pour protester contre la mort d'une Indienne dans un hôpital irlandais où des médecins ont refusé d'interrompre sa grossesse alors qu'elle faisait une fausse couche, au motif que l'avortement est interdit par la loi.

Plus de 10.000 personnes ont défilé à Dublin, selon la police.

La jeune femme, enceinte de 17 semaines, s'était présentée le 21 octobre à l'hôpital en raison d'importantes douleurs dans le dos. Après avoir été informée qu'elle était en train de faire une fausse couche, elle a demandé à plusieurs reprises que l'on mette

un terme à sa grossesse, a rapporté son mari au Irish Times. Mais le médecin a refusé et la jeune femme est morte de septicémie. AFP 17.11

[Haut de page ↗](#)

Le 19 novembre

CAUSERIE

Pas le temps de causer et pas de courant depuis déjà 6 heures !

[Crise dans tous les partis politiques en France.](#)

Les centristes sont incapables de se rassembler, le MoDem refuse de rejoindre l'UDI, l'UMP a pour ainsi dire déjà éclaté avec la création de l'UDI, Fillon et Copé s'écharpe en public. Au MoDem certains prônent le ralliement à l'UDI, d'autres lorgnent vers le PS et se verraient bien entrer au gouvernement.

Au PS, les courants qui incarnent la petite bourgeoisie sont marginalisés au profit de ceux qui regroupent les grands bourgeois des courants sociaux-libéraux. Le PCF se déchire entre ceux qui souhaitent maintenir l'alliance avec le PdG au sein du Front de gauche et ceux qui préfèrent se rapprocher du PS en vue des élections de 2014. Même constat chez EELV. Même constat au FN cette fois en direction de l'UMP. Au PG, c'est la grande désillusion, le retour de bâton des illusions semées par Mélenchon, qui ne savant plus à quels saints se vouer se tournent vers la soi-disant gauche du PS et EELV qui ont voté la "règle d'or", les différents budgets ou projets de budget du gouvernement...

PS. Dans l'entourage du premier secrétaire, on évoque une aile gauche rigide, qui n'était pas prête à faire des concessions sur le nombre de postes. Mais d'autres dirigeants dénoncent un « virage » du PS. Le parti de la rue de Solferino lorgnerait de plus en plus vers le centre, à la remorque de l'exécutif, qui lui aussi aurait entamé un « tournant » avec le pacte de compétitivité. 20minutes. fr 18.11

C'est marrant, on croyait qu'il avait amorcé un « tournant » en 1983, en 1936, en 1914, décidément on ne doit rien comprendre...

UMP. Jean-François Copé a revendiqué dimanche peu après 23H30 sa victoire dans la course à la présidence de l'UMP face à son rival, l'ex-Premier ministre François Fillon, qui a pour sa part estimé qu'il avait gagné avec " 224 voix d'avance ". " Je ne laisserai pas voler la victoire aux militants ", a-t-il ajouté.

Le député UMP de la Mayenne, Yannick Favennec, a annoncé dimanche sa démission de la présidence de la fédération de la Mayenne de son parti, la motion de la " droite forte " menée par les sarkozystes Guillaume Peletier et Geoffroy Didier l'ayant emporté dans ce département.

Outre la présidence de l'UMP, les adhérents du parti avaient à se prononcer dimanche sur les " courants " - une première à droite - en départageant six motions en lice (des " Humanistes " à la " Droite forte " en passant par la *Droite sociale*).

" En Mayenne, la droite forte est arrivée en tête des motions de l'UMP. Je ne me sens pas en phase avec ce choix ", a écrit M. Favennec sur son compte Twitter. AFP 18.11

Je ne me suis pas intéressé à LO qui végète à l'ombre du PCF, au NPA qui a connu une très forte hémorragie de ses adhérents, tiraillé entre une alliance ou non avec le FdG, quant au POI, la direction de ce parti a dû faire face apparemment à la contestation dans ses rangs suite à la parution d'un entretien de Mélenchon dans le numéro 224 d'Informations ouvrières, une pleine page.

La réponse de jésuite de la direction du POI est un chef d'oeuvre d'hypocrisie, mais sera sans doute pour beaucoup de militants du POI une révélation, quand elle écrit " *Informations ouvrières est à la fois l'organe du POI et une tribune libre de la lutte des classes. A ce titre, il ouvre régulièrement ses colonnes à de nombreux militants ouvriers et syndicalistes qui, sans partager les positions du POI, peuvent trouver à s'exprimer librement dans ce journal.* ", ce qui signifie que ce journal n'appartient pas aux militants de ce parti, ce qu'il n'a jamais été d'ailleurs mais c'est une autre question, ou plutôt pour être plus précis, qu'il serait à la fois le journal de ce parti mais pas seulement, sans l'être entièrement. Il y aurait donc dans ce journal, d'un côté " *l'organe du POI* " et de l'autre " *une tribune libre de la lutte des classes* ", ce sont eux qui font cette distinction ou dichotomie qui n'a rien d'anodin quand on lit leur article " *Informations ouvrières et le libre débat* " (IO n°226 page 14)

Pour se justifier, ils sont obligés de rappeler sur quelle base a été fondé le POI par "*des militants et des travailleurs d'origines politiques diverses du mouvement ouvrier et d'élus qui, par leur propre cheminement, sont parvenus à une même conclusion : les travailleurs ne sont plus représentés politiquement.*", comme si c'était une nouveauté datant de 2008 et pouvait constituer la base d'un programme d'un parti ayant pour objectif la prise du pouvoir par la classe ouvrière !

Le POI (depuis l'OCI) se caractérise par la culture des apparences qui tient lieu de réalité à ses dirigeants ou à partir d'un simple constat, en déduire des vérités qui auraient une valeur absolue sans tenir compte des changements intervenus dans les rapports au sein de la société en général, qui plus est à l'intérieur des partis vers lesquels ils lorgent sans cesse. Ce qui leur permet d'écrire que "*Le POI est conscient que plusieurs partis existants se réclament du combat des travailleurs*" qui suffira à en faire des partis ouvriers et des alliés potentiels. C'est un syllogisme déguisé, ils procèdent toujours de la sorte de manière à se justifier.

Ce n'est plus le socialisme ou l'objectif du combat du parti qui détermine sa tactique, mais la situation auquel il doit être subordonné, qui lui dicte ses rapports avec les autres partis. C'est ainsi "*que l'époque actuelle de crise sans précédent du régime capitaliste est marquée par une offensive contre l'existence des partis politiques, dénoncés comme archaïques, au profit de la recherche permanente du « consensus » pour accompagner les contre-réformes*", comme si ce n'était pas la nature même de ces partis qui permettait à ce "*consensus*" d'avoir une emprise sur eux, les épargnant une fois de plus ou déformant la réalité au passage.

Une fois posé le fait que ces "*partis politiques*" et non leur existence étaient menacés, vous aurez remarqué en lisant attentivement, que *dénoncés* figurait au pluriel et donc s'appliquait à ces partis et non à leur existence, qui en réalité n'était en rien menacée par la crise du capitalisme, ils sont bien trop utiles au régime.

Si vous avez suivi, vous remarquerez maintenant que dans la phrase qui figurait à la suite de celle qui a été reproduite, ils vont s'employer à affirmer exactement le contraire : "*Pour notre part, partisans de la lutte de classe, nous pensons que défendre la démocratie politique implique la défense de l'existence de partis et, pour ce qui nous concerne, dans le cadre de la démocratie ouvrière, l'organisation de la libre discussion et de la confrontation des points de vue politiques.*", là ils ne prennent même plus la précaution de préciser des partis ouvriers, à croire qu'ils soutiennent des partis qui ne le sont ou qu'ils recrutent des adhérents de tels partis, le reste est du baratin pour tromper les naïfs, je ne tenterai pas de leur envoyer un article, je rappelle aux lecteurs que depuis 2005 ce parti (ex-PT) refuse même que je m'abonne à leur journal, mon argent est trop sale, celui de l'appareil de FO et de l'Etat l'est beaucoup moins apparemment.

La Tribune libre d'*Informations ouvrières* n'existe pas en réalité, l'appareil du POI, en fonction de ses propres besoins, publie les articles qu'il veut bien publier et qui servent ses intérêts. En aucun cas ces articles ne doivent constituer une confrontation d'idées surtout critiques envers celles de la direction du POI. Plus de 90% des articles publiés dans cette soi-disant Tribune libre sous différentes étiquettes sont en réalité rédigés par des adhérents de leur propre parti, sans que cela soit précisé généralement.

Il est de bon ton de se dire démocrate, de se réclamer de la démocratie pour en réalité camoufler ses réelles intentions ou tout dire et tout faire et son contraire. Par exemple quand le POI affirme qu'il "*se refuse en effet à faire de ses positions une condition ou un préalable à la discussion et à l'action commune avec d'autres forces politiques sur des points précis.*", c'est vrai quand cela l'arrange, faux dans tous les autres cas. Mais l'essentiel est ailleurs, dans le non-dit ici, au nom de ce principe ses dirigeants issus de l'OCI-PCI ont bazaré le socialisme révolutionnaire au profit d'un socialisme s'accommodant du capitalisme auquel sont liés une grande partie, la majorité de leurs adhérents provenant du PS et d'autres partis ou des syndicalistes ou encore les anarcho-syndicalistes.

Pour notre part, nous ne rejetons pas la discussion avec des partis ouvriers, nous ne rejetons pas l'unité ponctuelle avec ces partis, mais et mais seulement à partir du moment où le parti a conservé ses principes, son programme, son drapeau, ceux de la révolution socialiste internationale, ce qui n'est pas le cas du POI.

Quand le parti bolchevik de Lénine s'est allié ponctuellement avec les mencheviks ou les socialistes révolutionnaires ou même avec le parti Cadet contre le tsar, à aucun moment il a estimé nécessaire de changer le nom, les principes, le programme ou le drapeau de son parti. La réalité, c'est que le tournant stratégique entrepris par les dirigeants du PCI au début des années 80 (amorcé dès 1940) consistant à se tourner vers les dirigeants, cadres et élus du PS, du PCF et des Verts et qui a donné lieu à la création du PT, puis du POI, est un échec sur toute la ligne.

Pour que l'on comprenne bien notre démarche et ce qui nous distingue du POI quelques précisions très rapidement.

Nous ne sommes pas contre la République en soi, nous ne sommes pas contre l'Etat en tant que tel comme le sont les anarchistes, nous concevons que l'on puisse mener le combat pour la défense des valeurs ou principes de la République avec d'autres partis, à condition de notre côté de le faire dans la perspective d'une République sociale ou socialiste, de la même manière que l'on peut concevoir la défense de l'existence d'un Etat souverain ou indépendant de l'UE, de l'ONU, mais à condition de mener ce combat dans la perspective d'un Etat ouvrier, les autres partis participant à ce combat étant libre de le mener dans une autre perspective, or ce n'est pas la stratégie qu'ont adopté les Lambert, Gluckstein et compagnie.

A de nombreuses reprises depuis 2005 j'ai appelé les militants à participer aux différents combats initiés par le PT ou le POI parce que j'avais estimé qu'ils étaient justes ou qu'ils correspondaient aux tâches du moment que la classe ouvrière devait accomplir, mais sur une base politique claire, pas question pour nous de mettre dans notre poche nos propres mots d'ordre, notre programme et notre drapeau. Voilà notamment ce qui nous distingue de ce parti.

Procéder autrement, comme ils l'ont fait, en terme d'objectif ou de réalisation, cela a abouti à quoi, à rien, les masses sont toujours aussi ignorantes, aussi peu organisées et le parti n'existe pas, voilà le résultat. Comme ils ont toujours raison et veulent toujours avoir le mot de la fin, ils nous rétorqueront que c'était inévitable, qu'ils n'y sont pour rien...

ACTUALITE EN TITRES

En famille.

- Assouline (PS) "*je ne peux pas me réjouir*" de la situation à l'UMP - AFP

Le porte-parole du PS, David Assouline, a déclaré dimanche soir qu'il ne pouvait "*pas se réjouir*" de la situation à l'UMP dont les deux candidats à la présidence, Jean-François Copé et François Fillon, ont chacun revendiqué la victoire. 20minutes.fr 18.11

Eh bien nous, nous nous en réjouissons, que ces charognards d'étripent entre eux !

Chantage.

- Difficiles négociations salariales de la dernière chance à la compagnie SAS AFP

La compagnie aérienne scandinave SAS menait dimanche de difficiles négociations salariales avec les représentants du personnel, en vue de faire accepter une baisse des salaires censée constituer la dernière chance du groupe.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine

Vingt-neuf Palestiniens, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués dimanche, journée la plus meurtrière de l'offensive israélienne déclenchée contre Gaza il y a cinq jours.

Dimanche, 11 Palestiniens, dont quatre femmes et cinq enfants, et neuf membres d'une même famille, ont été tués dans l'après-midi dans une frappe aérienne qui a détruit un immeuble de trois étages du quartier de Nasser (nord) dans la ville de Gaza.

Une femme de 60 ans a été tuée dans sa maison à Rafah, qui a aussi été bombardée.

"*Israël, qu'ont fait les enfants et les nouveaux-nés?*" s'est indigné un parent, Khalil al-Dallou, fondant en larmes en apprenant la mort de son cousin Mohammad, 35 ans.

Dans la matinée, six Palestiniens, dont quatre enfants, avaient été tués, dont un frère et une soeur de 3 et 1 an dans le nord, ainsi qu'un enfant de 18 mois, dans le centre. Après le siège du gouvernement du Hamas, complètement détruit samedi, l'aviation israélienne a visé deux centres de presse à Gaza, blessant au moins huit journalistes palestiniens. AFP

SOCIAL

1- Espagne

Contre les privatisations et les coupes budgétaires, une "marée blanche" de dizaines de milliers de médecins, infirmières et personnels des hôpitaux a envahi dimanche les rues de Madrid, aux cris de "santé publique", "la santé est un droit, nous allons lutter".

Dans le cadre de sa réforme sanitaire, le gouvernement entend économiser sept milliards d'euros par an, un effort qui se répercute sur les finances des régions, en charges des lourds budgets de l'éducation et de la santé.

"Nous sommes là pour deux raisons, parce que les coupes budgétaires portent préjudice aux services médicaux pour les citoyens et parce que les conditions de travail du personnel empirent", résume Jaime Rodriguez, un jeune médecin de 33 ans, spécialiste en gériatrie, de l'hôpital de Leganes en banlieue de Madrid.

Déjà, la population est lourdement mise à contribution: les retraités, qui jusque là bénéficiaient d'un système de santé totalement gratuit, doivent désormais régler 10% de leurs factures de pharmacie, tandis que la note s'est alourdie aussi pour les actifs.

Et pour les médecins et infirmières, la politique d'économies se fait déjà sentir dans les hôpitaux madrilènes, parfois cruellement: Jaime Rodriguez donne l'exemple "d'un patient de 90 ans qui a dû passer cinq jours aux urgences parce qu'il n'y avait aucun lit de libre" dans un service.

"Les coupes sont visibles dans l'approvisionnement en pharmacie. Certains malades doivent réclamer pour obtenir leur traitement", témoigne aussi Daniel Domingo, gastro-entérologue de 34 ans à l'hôpital de Parla, en banlieue, qui est venu manifester en blouse blanche.

Médecins et infirmières craignent que les privatisations à venir, ajoutées aux coupes budgétaires, ne soient synonymes de licenciements massifs, tout comme d'un appauvrissement de la qualité des soins.

"Dans le public, il y a une infirmière pour 4 à 6 malades, dans le privé il y en a une pour 8 à 10 malades", explique Daniel Domingo.

"En plus des coupes salariales, de la suppression de la prime de Noël (qui frappe cette année tous les fonctionnaires espagnols), nous avons de moins en moins de moyens. Déjà, ils ont fermé des lits", raconte Yolanda Abebes, 48 ans, infirmière depuis 25 à Gregorio Marañon, l'un des grands hôpitaux madrilènes.

"J'ai été infirmière dans un hôpital privé", témoigne-t-elle, "je sais qu'il y a moins de matériel, moins de personnel".

"Les infirmières mettent beaucoup plus de temps à arriver quand un malade les appelle, parce qu'elles sont moins nombreuses", ajoute Montserrat Ribera, 47 ans et 24 ans d'ancienneté.

Infirmières de nuit, Yolanda et Montserrat participent à tour de rôle, avec leurs collègues, à l'occupation des locaux de Gregorio Marañon. "Je ne sais pas pour combien de temps", confie Yolanda. "En principe, c'est pour une durée indéterminée".
AFP 18.11

2- Grèce

Semaine du 11 au 16 novembre. Extraits. okeanews.fr)

Les grèves et les actions syndicales se multiplient :

Les grèves et les actions syndicales se répandent dans le secteur privé ainsi que pour les travailleurs du secteur public en Grèce, principalement à cause des salaires impayés, mais à cause des conditions de travail. Le samedi, la communauté de Radiobubble a rapporté des cas de grèves dans MEVGAL, une entreprise laitière importante en Grèce, ainsi que dans les magasins de vente au détail Fokas à Thessalonique. En outre des grèves parmi les salariés du secteur privé ont été signalées par la communauté cette semaine incluant la station Radio Flash, le service client de Vodafone et les travailleurs des chantiers navals de Skaramanga.

Poursuite des grèves dans la fonction publique

Les fonctionnaires du syndicat ADEDY ont poursuivi leur grève le mardi 13 Novembre et ont organisé une manifestation devant le ministère de la réforme administrative concernant les plans de licenciements issus du vote du troisième mémorandum.

La mobilisation des fonctionnaires et divers types d'action ont été menées par les travailleurs municipaux et s'est ensuite propagée à travers le pays à d'autres secteurs de l'Etat. La communauté Radiobubble a observé toutes les actions de la semaine : d'occupation et de grève dans les universités d'Athènes, de Thessalonique et de la mer Egée, dans les bâtiments municipaux à Athènes, Xanthi, Patras, Macédoine de l'Ouest, et Heraklion, ainsi que dans le palais de justice de Pyrgos (Péloponnèse) et dans

les préfectures de Macédoine et de l'Épire.

La solidarité se développe encore :

Comme l'aiguillon de la crise se fait sentir par une partie de la population de plus en plus importante de la société grecque, divers mouvements de solidarité se développent pour combler les lacunes. Le samedi, le mouvement a été Atenistas collectait des vêtements pour les sans-abri à Athènes et les associations de médecins ont annoncé qu'elles allaient fournir des services gratuits tous les mercredis pour ceux qui n'ont pas d'assurance sociale ainsi que des vaccinations gratuites pour tous les enfants. D'autres actions de solidarité ont été signalés par la communauté Radiobubble cette semaine comme les leçons privées gratuites pour les écoliers et les adultes proposées par les élèves de l'École polytechnique d'Athènes, le groupe anarchiste Nosotros et la plate-forme web # tutorpool.

Un nouveau sondage accablant pour le gouvernement et les institutions

Le même jour (11 novembre), un sondage d'opinion réalisé par Kapa pour le journal To Vima a été publié. Le sondage confirme la tendance récente selon laquelle, si des élections avaient lieu aujourd'hui, SYRIZA recueillerait le plus grand nombre de voix, suivi par la Nouvelle Démocratie, tandis que le parti néo-nazi l'Aube Dorée serait la troisième force politique au Parlement.

Le sondage a cependant confirmé les données accablantes pour le gouvernement et l'opposition, avec plus des deux tiers des personnes sondées qui ont exprimé une opinion négative sur la performance du gouvernement, tandis que plus de la moitié déclarent ne pas faire confiance à SYRIZA pour gouverner le pays si le gouvernement actuel devait échouer.

Aussi accablantes sont les réponses concernant les institutions de l'État et du système politique dans son ensemble. Les personnes sondées ont indiqué que leurs deux sentiments principaux concernant la politique sont la colère et la déception. En outre, sur une liste de 16 institutions clés pour le fonctionnement de la vie publique grecque, aucune n'a rassemblé plus de 50% de réponses positives à la question: « *avez-vous confiance à cette institution pour le progrès et la prospérité dans notre pays?* » Les institutions pour lesquelles les personnes sondées se méfient le moins étant l'armée, les entreprises privées et l'église, tandis que les institutions les médias, les partis politiques et les syndicats font partie des institutions dont les personnes sondées se méfient le plus.

Seulement un peu plus de 10% ont répondu qu'ils faisaient confiance au gouvernement, alors que moins de 10% ont déclaré qu'ils font confiance au parlement. okeanews.fr 18.11

ECONOMIE

Argentine

L'Argentine ne remboursera pas ses créanciers détenteurs de titres sur lesquels le pays a fait défaut, malgré la décision rendue par une juridiction américaine l'enjoignant de le faire, a déclaré le ministre de l'Economie dans un entretien publié dimanche.

Une juridiction d'appel de New York a estimé le mois dernier que Buenos Aires se rendait coupable de discrimination à l'égard des créanciers qui ont refusé de s'impliquer dans deux processus de restructuration lancés par l'Argentine qui cherche toujours à rebondir après avoir fait défaut sur 100 milliards de dollars (78,4 milliards d'euros) de dettes il y a une dizaine d'années.

Le pays d'Amérique latine a décidé de contester la décision de justice américaine, estimant que la juridiction avait outrepassé ses compétences en se prononçant sur la question de remboursements de dette en dehors des Etats-Unis.

"L'Argentine est un pays responsable qui honorera ses obligations à l'égard de ses créanciers (...). Nos créanciers sont tous ceux qui ont participé aux deux plans de restructuration de dette en 2005 et 2010", a déclaré Hernan Lorenzino au journal Pagina 12.

"Nous continuerons à contester toute alternative dépassant ce cadre", a-t-il encore déclaré. Reuters 18.11

[Haut de page ↗](#)

Le 20 novembre

CAUSERIE

Avec quelques heures d'avance. Ce courriel reçu d'un camarade en provenance de Gaza. Les photos mises en ligne proviennent de cet habitant de Gaza.

Bonjour de Gaza

Je vous envoie ce message les larmes aux yeux, moi qui ne pleure jamais, mais cet immeuble détruit se trouve à 500 mètres de chez moi, et les images des enfants tués m'ont bouleversées.

En dehors de l'émotion, je veux vous montrer la réalité quotidienne de Gaza sous bombardements et raids israéliens intensifs.

L'armée la plus morale du monde a commis un nouveau massacre israélien ce dimanche 18 novembre 2012.

L'avion israélienne a bombardé un immeuble de 5 étages dans la ville de Gaza, un immeuble qui héberge 40 personnes, et qui appartient à la famille Dalou.

12 personnes de la famille Dalou sont mortes, parmi eux: 6 enfants, 3 femmes et 2 personnes âgées, il y a eu 25 blessés.

Je suis désolé de ces photos choquantes prises par un ami photographe, qui se trouve dans une situation psychologique difficile après ces images terribles.

Je pense que les organisations de droits de l'homme et de droits des enfants dorment, je ne sais quand elles vont se réveiller ?

Un nouveau crime israélien contre nos enfants et nos civiles, un nouveau massacre contre l'humanité.

Et un nouveau silence complice de ces pays qui prétendent défendre les droits de l'homme. p>Je suis obligé à vous envoyer ces photos à vous, les amis, les gens de bonne volonté, les associations de soutien à notre cause noble pour essayer de calmer ma colère et la colère des Gazaouis p>C'est horrible, terrible, mais la réalité est plus dure à Gaza.

Amitiés de Gaza la résistance, le courage, la dignité, mais surtout Gaza l'humanité.

Ziad Medoukh

Un simple citoyen palestinien de Gaza.

Réaction à chaud. J'ai reçu une douzaine de photos au total. Je vais vous dire un truc : ces organisations des droits de l'homme sont pourris jusqu'à l'os, pourris par le capitalisme, pourris par le sionisme, pourris par la franc-maçonnerie, pourris comme vous ne pouvez pas l'imaginer, on ne peut pas prononcer leur nom sans avoir envie de vomir ou de leur souhaiter le même sort que vos bourreaux vous font subir, nos bourreaux. Tenez, elles sont à l'image du PS en France.

Vous n'êtes pas au bout de vos surprises.

Suite mardi matin

Quelques réflexions.

1- A la question pourquoi les maîtres du monde laissent-ils filtrer sur Internet des documents ou des informations informant la population sur leurs véritables intentions, j'ai relevé deux explications qui me paraissent être plausibles : parce qu'ils estiment être proches de leur objectif final et que rien ni personne ne pourra désormais y faire obstacle, car c'est un processus irréversible dans lequel l'humanité est engagé, c'est une manière de préparer psychologiquement la population au sort inévitable (selon eux) qui l'attend, de témoigner ainsi leur puissance et l'impossibilité de s'y opposer, de telle sorte que ceux qui seraient tentés de résister abandonnent et leur laissent le champ libre.

Ensuite, par le biais des différents moteurs de recherche et des "réseaux sociaux" sur Internet, cela leur permet de mieux ficher la population en vue d'exercer un contrôle total ou absolu sur elle, objectif devant être atteint impérativement pour que leur plan de Nouvel ordre mondial se concrétise ou parvienne à son terme.

2- Le Nouvel ordre mondial peut être mis en échec et ne constitue à ce jour qu'une menace relative sur l'humanité, grave mais relative, parce que les conditions dans lesquelles il a été élaboré et précisé au fil du temps présentent dorénavant

de gigantesques obstacles que ses concepteurs ou partisans n'avaient pas prévus, dont le plus important réside dans l'accroissement exponentiel de la population mondiale. Il est inconcevable qu'ils parviennent d'une façon ou d'une autre à réduire la population de 7 milliards d'habitants à 500 millions ou même à un milliard. Était-ce d'ailleurs vraiment leur objectif ? Ils l'ont affiché ou plutôt gravé dans la pierre, mais on peut en douter fortement. Par contre que par différents moyens ils parviennent à réduire 7 milliards d'habitants à l'état d'esclavage, cela ne semble pas invraisemblable.

En réalité, ces 500 millions pourraient plutôt constituer les différentes couches de privilégiés qui profiteraient du système économique, tandis que le reste de la population leur serait totalement soumis, et pourquoi pas déclinerait lentement dans le futur.

Le Nouvel ordre mondial n'est pas sorti du cerveau de complotistes, auquel cas Bush père et fils, Sarkozy et bien d'autres représentants du vieux monde n'y aurait pas fait référence comme objectif politique à atteindre, n'y accorderaient pas tant d'importance pour le glisser dans des discours officiels qui seront repris ensuite par les médias du monde entier. On peut mesurer quotidiennement l'avancement de ce projet, de cette stratégie à travers le monde.

On sait à quoi il correspond officiellement sur le plan institutionnel, Union européenne, ASEAN, NAFTA, FMI, Banque mondiale, etc., mais comme on continue d'ignorer les institutions moins officielles ou fonctionnant dans le secret qui les pilotent ou leur fournissent leur orientation politique, en agissant de la sorte non seulement on se prive de la possibilité d'informer la population sur la grave menace qui pèse sur son avenir, on se prive d'un puissant moyen ou levier pour lui faire prendre conscience des réelles intentions des représentants du capitalisme et de la nature même du capitalisme lui-même, en se privant ainsi de faits qui mis bout à bout ou en les recoupant avec ceux qui sont portés à la connaissance de la population et qui sont les seuls à même de faire prendre conscience aux masses de la détermination infaillible et du cynisme sans fond de l'oligarchie financière et de l'élite intellectuelle qui lui est soumise à exécuter son plan jusqu'au bout, on interdit aux travailleurs de prendre la décision de rompre avec le capitalisme et ses représentants ou d'envisager cette rupture, puisqu'ils continuent de croire qu'il est impossible de concevoir la société sur d'autres bases que ce système économique qui leur est présenté comme le seul possible, le meilleur, les représentants du vieux monde n'y travaillent-ils pas jour et nuit, sincèrement, et qu'aux jours pénibles qu'ils peuvent être amenés à vivre aujourd'hui et qu'ils vivent comme une fatalité et contre laquelle tout le monde est impuissant, succèdera bien des jours meilleurs dans un avenir indéterminé, ils sont portés à s'en contenter en dehors de toute alternative possible au capitalisme qu'ils sont incapables de saisir.

Porter ces faits à la connaissance des travailleurs, qu'on les manipule à un degré qu'ils n'imaginent pas et dans des domaines qu'ils ignorent totalement, pourrait les conduire à réagir, à prendre leur distance avec les discours des médias qui font partie de cette élite d'intellectuels conquis au Nouvel ordre mondial. On ne peut pas comprendre et agir efficacement quand on ignore les tenants et les aboutissants de quelque chose, tel est le principe d'où part ma réflexion. C'est notamment la raison pour laquelle des millions de travailleurs et jeunes sont embringués dans des Ong ou associations croyant être utiles aux victimes innocentes du capitalisme, pour sauver la planète, etc, alors qu'en réalité elles ont été conçues (financées et orientées) spécialement pour mieux camoufler les réelles intentions des représentants du Nouvel ordre mondiale, pendant que leur projet progresse.

Trotsky disait que l'un de nos principaux défis consisterait à élever considérablement le niveau de conscience des masses si on voulait vaincre un jour le capitalisme, sous-entendant par là que si cette condition n'était pas réunie il serait impossible d'y parvenir. C'est l'autre élément qui détermine ma démarche ou l'intérêt que je porte aux différentes applications conduisant à l'établissement d'un Nouvel ordre mondial, et non je ne sais quelle théorie du complot qui ne m'intéresse pas du tout, ceci dit les complotistes ce sont ceux qui cachent à la population leurs véritables intentions, inavouables car profondément criminelles.

Les démasquer, démasquer leur complot est un devoir pour nous, non pas en en faisant une abstraction comme le font la quasi-totalité des intellectuels qui le dénoncent et affichent leur impuissance à le combattre de ce fait, mais en le reliant à la lutte de classe puisque c'est sur ce terrain que nous devons lutter et que nous vaincrons.

3- J'ai réussi à télécharger la vidéo *Money, le film* qui est un excellent outil pédagogique, même s'il comporte certaines faiblesses ou lacunes. Il est intéressant de constater dans cet exposé, que quel que soit le bout par lequel on prend l'économie ou la sphère considérée, on en revient toujours à l'économie réelle qui est la seule source des richesses produites, l'économie financière ou spéculative n'en créant aucune.

En principe, l'économie mondiale aurait dû s'écrouler à la fin des années 60 ou au début des années 70. C'est au cours des années 80 qu'ils mirent au point la plupart des instruments financiers qui allaient leur permettre de repousser cette échéance jusqu'à nos jours. Notons au passage qu'en France et dans de nombreux pays en Europe, cela coïncida avec l'arrivée au pouvoir des partis dits "*socialistes*" et leurs alliés, qui non seulement ne remirent pas en cause la subordination des États aux marchés financiers pour se financer, mais adoptèrent sans broncher ces nouveaux instruments financiers, ils sont donc responsables de la situation actuelle, dès lors se tourner vers eux 10, 20 ou 30 ans plus tard montre à quel point cette démarche est opportuniste, grotesque. Ajoutons que ce sont vers les adhérents ou élus de ces partis qui ont accepté pendant des décennies d'être ainsi les complices de l'oligarchie financière que le PT (POI), puis le PG plus tard se tourneront, qui forment aujourd'hui le gros des troupes de ces partis.

Je me suis demandé quels rapports pouvaient exister entre l'économie réelle ou productive de richesses et l'économie financière ou spéculative, et s'il existait un moyen de s'affranchir des contradictions de l'économie réelle, du capitalisme, je vous avouerai que

je ne suis pas encore parvenu à trancher cette question de manière satisfaisante, c'est-à-dire incontestable plusieurs fois j'ai cru y être parvenu pour me rétracter peu de temps après, je suis évidemment porté à penser que c'est impossible de faire abstraction des lois de fonctionnement du capitalisme, mais je veux absolument le vérifier à partir des faits et uniquement des faits.

On a beau nous dire que l'économie capitaliste telle qu'elle existe de nos jours serait finalement facile à comprendre, je n'en suis pas si sûr que cela. J'en veux pour preuve les lacunes ou contradictions constatées dans cette vidéo.

J'ai commencé à en visualiser une autre réalisée par Médiapart, qui avait organisé une conférence-débat avec huit "économistes atterrés", mais je ne suis pas parvenu à la télécharger entièrement. Par contre j'ai lu un commentaire intéressant d'un internaute qui précisait qu'aucun intervenant n'avait cité la mesure prise en janvier 1973 par Pompidou (ex-employé de Rothschild) qui avait consisté à subordonner dorénavant l'Etat aux marchés financiers pour se financer et auxquels ils devraient payer des intérêts, ce qui devait constituer le point de départ de l'endettement colossale de l'Etat jusqu'à atteindre quelque 1.700 milliards d'euros 40 ans plus tard, l'essentiel pour ne pas dire la totalité de cette somme gigantesque étant constituée des intérêts cumulés que l'Etat doit aux marchés, sachant que si l'Etat avait continué à battre la monnaie et à se financer sans intérêt, la dette de l'Etat serait aujourd'hui proche de zéro. En passant, je ne suis pas certain que cette dernière affirmation soit juste.

Je voulais juste montrer ici que des économistes bourrés de diplômes et apparemment animés de bonnes intentions, pouvaient être à côté de la plaque. Pourquoi ? Si on se réfère à l'exemple que j'ai pris, je dirais parce qu'ils sont incapables d'envisager de s'attaquer de front à l'oligarchie financière en remettant en cause cette loi ou mesure de 1973. Car la remettre en cause les ramènerait à la situation antérieure que j'ai évoquée plus haut, à la crise du capitalisme de la fin des années 60 ou du début des années 70, crise qui ne pouvait être résolue que de deux manières possibles, soit celle adoptée par les tenants du capitalisme, soit celle conduisant à s'attaquer aux fondements du capitalisme, or ces brillants économistes qui se veulent de gauche en sont incapables voilà tout, d'où le fait que leur discours et leur démonstration aboutissent à une impasse ou à des extrapolations sans fondement.

Si l'économie paraît si compliquée, c'est parce que l'on ne va pas au bout de notre analyse. Cela m'arrive aussi de me fourvoyer parce qu'il y a certains passages que je ne comprends pas ou qui m'échappent encore.

Dans la vidéo *Money, le film*, il est indiqué que la monnaie fiduciaire (papier et pièce) représente à peine 7% de la masse monétaire comparativement à la monnaie scripturale (stylo ou clavier d'ordinateur) créée par les banques commerciale qui en représente 93%. A un autre endroit, il est précisé que l'ensemble de l'économie aujourd'hui repose sur la dette, la demande, le crédit accordé par les banques aux particuliers et aux entreprises, l'argent ainsi créé de toutes pièces à partir de rien, ajoutons la confiance qui repose sur un mythe... Ce mécanisme fonctionne normalement pendant un temps et en cas de problèmes, d'insolvabilité des emprunteurs, il sera toujours temps de trouver la parade.

On pourrait effectivement se dire que tout cela n'a aucune importance, car en cas de besoin les banques centrales feront marcher la planche à billets à coups de centaines ou milliers de milliards de dollars ou d'euros pour boucher les trous et le tour sera joué. C'est ce qui s'est passé depuis 2008. Mais alors, pourquoi ne créent-ils pas autant d'argent qu'ils le désirent pour se remplir les poches à l'infini et jouir tranquillement de la vie ? Pourquoi doivent-ils sans cesse s'attaquer à l'économie réelle, si l'économie financière suffisait à satisfaire leurs besoins ? Autrement dit, pourquoi doivent-ils toujours trouver de nouveaux moyens pour transférer de l'économie réelle vers l'économie financière des sommes toujours plus importantes ?

Tout simplement parce que les richesses produites le sont en quantité limitée et qu'il est impossible qu'elles satisfassent à la fois les besoins de 7 milliards d'êtres humains et ceux de quelques millions de privilégiés animés par une cupidité sans fond, qui en captent une grande partie à leur profit.

On pourrait ajouter que les ressources de la planète n'étant pas illimitées, ils comptent en profiter au détriment de l'immense masse de la population mondiale qui pour cette raison doit se satisfaire du minimum pour survivre, diminuer ou disparaître par millions et millions, les ressources de la terre devant servir avant tout les besoins des nantis dans l'avenir. D'où toute la propagande mise en place sur le réchauffement climatique, les énergies renouvelables, etc. et qui fonctionne à merveille chez la masse ignorante. Laissons ici de côté Haarp et ses répercussions sur le climat. En aparté sur Haarp, allez voir ce qui s'est passé en Australie ces deux ou trois dernières années, et vous aurez une idée assez précise de ce qu'ils sont capables de faire. Je parle officiellement, en se rapportant à des documents officiels, des différents ministères concernés. Vous trouverez cela notamment dans le portail <http://agentssanssecret.blogspot.in.>, c'est édifiant, mais bien réel hélas !

Un autre élément de l'économie réelle doit être pris en compte, les banques, pour comprendre que l'interaction qui existe entre l'économie réelle et l'économie financière ou la place monstrueuse qu'occupe celle-ci dorénavant, ne remet pas en cause la place fondamentale de l'économie réelle dans le système capitaliste.

On a déjà dit que tout partait des banques puisque ce sont elles qui créent l'argent à partir de la dette. En cas de crise, leurs actifs (actions, titres, valeurs immobilières, etc.) se déprécient ou chutent brutalement, la confiance sur laquelle reposait tout le système s'effondre à son tour, cela se traduit par la raréfaction du crédit aux entreprises, la hausse du chômage, la baisse de

la consommation qui à son tour se traduit par une baisse de l'activité économique, des suppressions d'emplois, des licenciements, mais aussi par le refus des banques de se prêter de l'argent entre elles, par la rétraction de la masse monétaire en circulation, le tout aboutit à la paralysie de l'économie, la récession puis la dépression.

C'est un processus inévitable partant du fait que tout leur château de cartes repose sur la confiance, et qu'une fois qu'elle est entamée, brisée, plus personne ne veut s'aventurer à mettre des capitaux dans l'économie réelle devenue trop risquée et peu rentable, il ne reste plus qu'à attendre le jour où elle s'effondrera. Nous devons en être là aujourd'hui. C'est la banque qui est au cœur du séisme qui ébranle l'économie mondiale en rapport direct avec l'économie réelle (biens et services) qui seule produit les richesses. Comme au XVIIe, au XVIIIe, au XIXe et au XXe siècle, rien n'a changé de ce point de vue là.

Vous aurez noté que ce n'est pas la banque qui déclenche tout ce mécanisme, mais la demande, la demande de crédit de la part des travailleurs, encore faut-il qu'ils aient un niveau de rémunération qui leur permette d'y accéder puis d'honorer leurs créances ou dettes. C'est aussi elle qui assure la circulation de l'argent, l'argent que vous allez retirer au distributeur, qui sert de trésorerie au quotidien aux entreprises et administrations, bref, si pour une raison ou une autre elles ne sont plus en mesure d'assurer ces fonctions, c'est tout le système qui s'écroule. Donc à la base on a la demande, le niveau de rémunération de la force de travail, si elle stagne ou diminue, la demande diminuera et le risque d'insolvabilité va augmenter.

La rémunération de la force de travail, c'est le coût du travail, le taux d'exploitation, la part de la plus-value dégagée au cours du procès de production que le capitaliste réserve généreusement aux travailleurs. Essayons de faire simple et concis. Avec notre salaire on peut satisfaire un certain nombre de besoins, si notre salaire stagne ou diminue alors que les prix augmentent, on ne pourra plus satisfaire certains besoins, on consommera moins, et si on est déjà endetté, il nous sera impossible d'épargner le moindre euro, il nous sera impossible de contracter un nouveau crédit, peut-être même que nous ne pourrons plus honorer le ou les crédits en cours. Bref, notre niveau de vie va diminuer. Si en plus notre salaire baisse ou qu'il faut payer le prix fort des services qui auparavant étaient gratuits ou bon marché, on se retrouve pris à la gorge et on devra une nouvelle fois réduire nos besoins. Mais lorsqu'on travaille, on produit toujours la même plus-value, la même richesse, sauf que désormais une part moins importante nous revient, tandis que celle des actionnaires va augmenter, normal, c'est le but de la manoeuvre, souvenons-nous qu'ils n'en ont jamais assez.

Ainsi s'explique très bien pourquoi selon le principe des vases communicants de plus en plus de richesses sont transférées de l'économie réelle ou productive vers l'économie financière ou spéculative, et pourquoi ils nous imposent des politiques d'austérité conduisant à la paupérisation une masse toujours plus importante de la population, ce que Marx et Engels avaient déjà exposé dans le *Manifeste du parti communiste* en 1848, et ce qui prouve du même coup que les fondements du capitalisme, les rapports et les inégalités entre les classes qui en constituent l'origine, ces lois de fonctionnement, sont demeurés inchangés jusqu'à nos jours.

Voilà ce que ces intellectuels ne veulent pas admettre et comprendre, parce qu'ils sont eux-mêmes subordonnés au capitalisme. On poursuivra plus tard en exposant quelles mesures devraient adopter un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour que la société fonctionne sur les décombres du capitalisme, on devra aborder les questions suivantes : de la monnaie sous ses différents aspects (matériel, fiduciaire, scripturale), de la banque, du crédit, de la dette, etc.

[L'UMP tient le cap.](#)

Jean-François Copé a été proclamé lundi soir président de l'UMP.

Jean-François Copé a lancé. "*La droite décomplexée, croyez-moi, désormais, elle est de retour*". Reuters 19.11

De son côté François Fillon s'est dit "*frappé*" par la "*fracture qui traverse*" l'UMP, "*une fracture politique et morale*".

Il a marqué sa volonté de "*réduire*" et "*dépasser*" cette fracture et a annoncé qu'il ferait "*connaître dans les jours qui viennent la forme que prendra pour l'avenir son engagement politique*". Reuters 19.11

A notre époque, leur modèle ne peut être que le parti républicain néo conservateur américain de Bush, qui correspond à la politique ultra libérale définie par et pour satisfaire les besoins de l'oligarchie financière qui domine l'économie capitaliste et le monde depuis les années 70-80. Il n'y a de place pour aucun autre parti dans le camp de la réaction ou alors son clone comme le fut l'UDF au milieu des années 70.

De la même manière que le PS doit s'aligner sur ce parti, adopter la même politique antisociale et réactionnaire, impérialiste, et c'est parce que cette règle ne peut souffrir aucune exception que la direction de ce parti vient de resserrer les boulons en écartant des postes clés de ses instances ceux qui auraient tendance à l'oublier.

La réaction sur toute la ligne doit s'imposer à tous, à tous les partis subordonnés au capital qu'ils se disent de droite, du centre ou de gauche. Donc évidemment la rupture des relations avec tous ces partis, est la condition préalable à toute véritable

indépendance d'un parti ouvrier. Il en va de même pour les syndicats.

Le gouvernement est un agent de l'oligarchie financière.

L'agence d'évaluation Moody's a privé lundi à son tour la France de la note financière d'excellence Aaa, dix mois après Standard and Poor's, une sanction aussitôt prise par le gouvernement comme une incitation à appliquer "rapidement" ses réformes.

La France "est encore bien notée", a réagi auprès de l'AFP le ministre des Finances Pierre Moscovici, en marge d'un déplacement à Grenoble.

Pour justifier sa décision, Moody's, qui menaçait d'abaisser la note française depuis le 13 février, a invoqué un "risque" qui plane sur la croissance économique de la France, et donc sur ses finances publiques, en raison de "multiples défis structurels", dont "une perte de compétitivité graduelle mais continue" et "des rigidités des marchés du travail, des biens et des services".

L'agence salue les réformes récemment annoncées par le gouvernement, et son "fort engagement" à les mettre en oeuvre. Mais elle rappelle que la France a rarement réussi à faire aboutir de telles réformes ces vingt dernières années, et juge que les mesures promises aux entreprises "ne devraient pas, seules, avoir l'ampleur suffisante pour rétablir la compétitivité".

La dégradation "nous incite à mettre en oeuvre rapidement nos réformes" en faveur de la compétitivité et la modernisation du marché du travail, a assuré Pierre Moscovici. AFP 19.11

Ce serait un euphémisme d'affirmer que ce sont les banquiers de la Fed et les agences de notation qui leur sont liées qui déterminent la politique du gouvernement, on en a ici un témoignage impossible à nier.

Notre combat doit s'axer contre le gouvernement, les institutions et l'oligarchie financière, les banquiers en particuliers, ainsi que contre l'UE et l'ONU (et l'OTAN), dans la perspective d'une République sociale, d'un gouvernement des partis ouvriers ou tendances du mouvement ouvrier menant ce combat. Dans chaque déclaration ou à la fin de chaque discours cet axe devrait figurer clairement.

La jeunesse est notre dernier espoir !

Le monde dans lequel les jeunes évoluent ne les satisfait pas. Et c'est sans doute pour cette raison qu'ils sont prêts à le changer. Interrogés lors du sondage, 83 % des 18-23 ans pensent à « s'engager dans une action associative ». Mieux, 44 % d'entre eux indiquent qu'ils ont déjà effectué des dons en faveur d'initiatives associatives malgré le contexte économique difficile. Ils ont même déjà tout un programme.

Si « la lutte contre le chômage » arrive en tête de leurs préoccupations, les plus jeunes citent ensuite « la protection de l'environnement » et « l'aide aux démunis ». 20minutes.fr 19.11

Une bonne nouvelle, on veut y croire ou s'en persuader, reste qu'ils sont encore profondément ignorants du monde dans lequel ils vivent, et je ne suis pas sûr du tout qu'ils envisagent de changer le monde dans le sens où nous l'entendons étant incapable de le concevoir au-delà du capitalisme. Ils sont pas nature insoumis ou révolutionnaires, généreux et rejettent violemment l'injustice, c'est leur point fort. Ils ont le cerveau très maléable parce qu'ils ne possèdent qu'une faible expérience de la vie et de la société, c'est leur point faible. A nous de mettre notre expérience à leur service pour les aider à combler cette faiblesse, encore faut-il trouver le langage ou la formule qui leur convient, et sur ce plan-là on s'est avéré particulièrement nuls jusqu'à présent.

La fraternité entre travailleurs actifs ou retraités, entre travailleurs du public et du privé, entre travailleurs manuels et intellectuels, entre travailleurs des villes et des campagnes, enfin entre générations, devrait être mise sans cesse en avant pour mettre en échec la propagande officielle et le conditionnement dans lequel les représentants du capital veulent les maintenir ou les enfermer en les poussant à s'opposer les uns aux autres, en leur proposant sans cesse des boucs émissaires à la crise du capitalisme, quand ce ne sont pas les travailleurs issus de l'immigration, telle ou telle couche de travailleurs ou de jeunes.

ACTUALITE EN TITRES

Nous n'en doutons pas !

- Belkacem répond à "The Economist" : "Nous sommes crédibles" - Le Nouvel Observateur

Un crime impardonnable !

- Les Français restent les champions des vacances - L'Expansion.com

A la bonne heure !

- Les syndicats de la compagnie SAS disent oui à la baisse des salaires - AFP

Un message de "paix".

- Syrie: l'UE affiche son soutien à la Coalition, l'Otan à la Turquie Jérôme RIVET - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

La Grèce s'est efforcée d'envoyer un signal rassurant à ses créanciers avant la réunion de l'Eurogroupe en adoptant lundi des décrets qui encadrent les objectifs de déficit budgétaire et garantissent que les recettes des privatisations seront affectés à la réduction de la dette.

L'Eurogroupe doit examiner mardi le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide de 30 milliards d'euros dont Athènes a un besoin urgent pour éviter un défaut de paiement.

"*Nous avons tenu les promesses que nous avons faites*", a déclaré à Reuters le porte-parole du gouvernement grec Simos Kedikoglou.

Les décrets gouvernementaux - qui ne nécessitent pas l'aval du Parlement - complètent le plan d'austérité voté par les députés au début du mois pour répondre aux exigences de la troïka des créanciers internationaux.

"*La Grèce est prête pour mardi*", a estimé tard dimanche soir le ministre grec des Finances Yannis Stournaras à l'issue d'un long entretien avec le Premier ministre Antonis Samaras.

Aux termes d'un des deux décrets, les recettes des privatisations seront déposées dans les dix jours sur un compte sous séquestre de la banque centrale, afin de garantir que ces fonds seront bien affectés au remboursement de la dette.

Ce compte a été créé dans le cadre du deuxième plan de sauvetage accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en mars dernier.

Les budgets du secteur public seront par ailleurs contrôlé chaque trimestre et, si les objectifs ne sont pas remplis, des baisses de dépenses ou des hausses d'impôts s'appliqueront automatiquement.

Si les objectifs budgétaires sont manqués de plus de 10% pendant deux trimestres consécutifs et qu'aucune mesure corrective n'est adoptée, le décret prévoit la nomination par le ministre des Finances d'un administrateur qui sera chargé de superviser les dépenses de l'administration concernée. Reuters 19.11

SOCIAL

France

Les Fédérations CGT, FO, CFE/CGC ont lancé un appel à la grève pour jeudi dans les Caisses d'allocations familiales (CAF) pour protester notamment contre les suppressions de poste ou les fermetures de sites, selon un communiqué reçu lundi.

Les CAF "*sont au bord de l'explosion*", affirme le communiqué, citant la suppression de 1.000 postes en trois ans, la "*fermeture de sites d'accueil de proximité*", "*le retard considérable dans le traitement des dossiers des allocataires*", ou la "*dégradation inquiétante des conditions de travail*".

Jeudi et vendredi, les présidents des CAF, les directeurs des CAF sous l'égide du président de la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) et du directeur de la CNAF se réuniront à Marseille pour aborder les futures orientations de la convention d'objectifs et de gestion 2013/2016, souligne le communiqué.

Or les orientations qui vont être discutées "s'inscrivent dans le droit fil de la politique gouvernementale qui prévoit notamment la réduction de 20 milliards de dépenses publiques qui vont impacter aussi les organismes de sécurité sociale dont les CAF", poursuit-il.

Les syndicats lancent aussi un appel à manifester jeudi à 10H30 à Marseille devant le Palais des Congrès "pour exiger l'arrêt de toutes les attaques portées contre la branche famille" de la sécurité sociale. AFP 19.11

ECONOMIE

1- Or

Le directeur général du plus gros producteur d'or au monde Barrick Gold, Jamie Sokalsky, s'est exprimé lors d'une conférence annuelle de la London Bullion Market Association (LBMA) à Hong Kong. Il a passé en revue les difficultés que rencontraient de plus en plus les compagnies minières aurifères. Le taux de découverte de l'or décroît malgré les dépenses records l'an passé de huit milliards de dollars consacrées à la prospection. Il a confirmé devant un public de 700 délégués du monde entier que la découverte de larges dépôts et la mise en production de ceux-ci prenaient beaucoup plus de temps qu'il y a dix ans.

Selon le dernier rapport Gold Demand Trends publié jeudi par le World Gold Council / Conseil mondial de l'or, la demande mondiale pour l'or a baissé de 11% au troisième trimestre 2012. Mais l'investissement sur les ETF or s'est avéré fort au cours de la même période. La demande de l'Inde, le plus grand pays consommateur d'or au monde, était en hausse de 9% par rapport au troisième trimestre 2011. Les chiffres ont montré que la Chine a affiché une baisse dans ce domaine de 8% d'une année sur l'autre, avec la demande pour l'investissement en barres et pièces d'or plongeant de 12%.

Les banques centrales du monde entier ont au total ajouté plus de 97,6 tonnes d'or à leurs réserves au cours du troisième trimestre, selon Gold Demand Trends. liesi 17.11

2- France

Les vingt banques internationales chargées de placer la dette française auprès des investisseurs ont été reconduites pour trois ans dans leur fonction, a annoncé lundi l'Agence France Trésor (AFT) dans un communiqué.

Ces établissements, appelés "*spécialistes en valeurs du Trésor*", doivent participer aux emprunts de la France, placer les titres de dette auprès des investisseurs et assurer la liquidité sur le marché secondaire, où s'échange la dette déjà émise.

L'AFT, chargée de placer la dette française sur le marché, indique que les vingt établissements sélectionnés pendant la période 2009-2012 ont été reconduits.

La liste, approuvée par le ministre de l'Economie Pierre Moscovici, compte au total douze banques européens (dont quatre françaises), sept nord-américaines et une japonaise.

Dans le détail, figurent sur la liste, Bank of America-Merrill Lynch, Barclays Capital, BNP Paribas, Crédit Agricole, Citigroup, Commerzbank, Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JPMorgan, Morgan Stanley, Natixis, Nomura, Royal Bank of Canada, Royal Bank of Scotland, Santander, Scotiabank, Société Générale et UBS.

"*Cette diversité géographique confirme le rôle central et l'attractivité des valeurs du Trésor français sur le marché de la dette en euros*", observe l'AFT, au moment où la France bénéficie de conditions historiquement favorables pour emprunter sur le marché. AFP 19.11

3- Italie

Le fonds d'investissement stratégique italien FSI et Qatar Holding ont signé un accord pour fonder un fonds commun qui investira dans des sociétés italiennes dans les secteurs de l'alimentation, de la mode et du luxe, de l'ameublement et du tourisme, a annoncé lundi FSI dans un communiqué. Reuters 19.11

4- Espagne

Le taux de créances douteuses des banques espagnoles, qui bénéficient d'un plan d'aide européen, a enregistré en septembre un nouveau record historique, avec plus d'un crédit sur dix douteux, selon les chiffres publiés lundi 19 novembre par la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 10,7 % du total des crédits en septembre, avec 182,226 milliards d'euros, atteignant le plus haut niveau depuis le début de la série statistique en 1962.

Avec la crise, le nombre de particuliers ne pouvant plus rembourser leurs prêts immobiliers a explosé et avec eux le nombre d'ordre d'expulsions pour saisir leurs appartements : depuis 2008, environ 350 000 ordres ont été émis, visant particuliers mais aussi promoteurs immobiliers et entreprises. LeMonde.fr 19.11

[Haut de page ↗](#)

Le 21 novembre

CAUSERIE

Dans la rubrique *Economie*, j'ai mis en ligne une étude très détaillée de CCFD-Terre Solidaire, basée sur un rapport de l'OCDE de 2010 sur les multinationales, les paradis fiscaux et la captation des richesses par les nantis de l'oligarchie financière mondiale, les grands capitalistes.

Vous y trouverez une somme de données très intéressantes qui confirment qu'une masse toujours plus importante de profits échappe à l'économie réelle ou productive et à l'impôt, se déverse dans l'économie financière ou spéculative, à l'heure où tout les gouvernements clament que les caisses des Etats sont vides, qu'une crise inexorable nous frappe et que les travailleurs devraient en subir les conséquences et consentir de nouveaux sacrifices. Il s'agit là de faits et de chiffres officiels. Je n'ai pas eu le temps de lire ce document mais je vais m'y atteler ce soir.

Hier dans ma démonstration, j'ai oublié de préciser que la baisse du coût du travail que le capital veut nous imposer, est due à la baisse du taux de profit, à la hausse du coût de tous les autres facteurs qui entrent en ligne de compte dans la production, c'est pour rétablir leur profit qu'ils veulent rogner sur nos salaires ou nous faire travailler plus longtemps, pendant que les privilégiés se dorment tranquillement la pillule sous les cocotiers des paradis fiscaux.

Autre chose.

J'en connais qui vont faire leur choux gras de l'affrontement Fillon-Copé, en cela ils n'ont rien à envier aux commentateurs des médias aux ordres dont la fonction première n'est pas d'informer la population mais de la corrompre, de la maintenir dans l'ignorance. On se posera quand même la question de la crédibilité de tels dirigeants ou partis, car cette pratique ne concerne pas uniquement des faits isolés mais se retrouve dans leurs analyses de la situation qu'ils pervertissent ou les conclusions qu'ils en tirent.

- Les guerres de chefs, héréditaires dans la famille gaulliste, n'ont jamais empêché les réconciliations de circonstance et la dernière "*fracture*" en date entre Jean-François Copé et François Fillon, tant personnelle qu'idéologique, ne devrait pas déroger à la règle, estiment membres du parti et analystes.

C'est une UMP scindée en deux qui a émergé des urnes après l'élection du président du parti, un duel fratricide "*désolant*", de l'avis de plusieurs responsables du mouvement, que les deux camps s'accordent à vouloir faire oublier au plus vite. Reuters 20.11

Le symptôme de la crise du régime, des institutions, patati patata, merci on ne l'avait pas deviné... Les travailleurs sont tellement abrutis que cela ne leur serait pas venu à l'idée. Tout n'a-t-il pas été fait pour présenter cet affrontement comme une rivalité d'ego et pas autre chose. Car voyez-vous les travailleurs continueraient de gober tout ce que les médias leur balancent.

C'est hélas vrai pour l'essentiel, mais aujourd'hui chacun a en tête la crise puisqu'on n'arrête pas de leur rabâcher du matin au soir depuis plus de quatre ans, il leur était facile de faire le rapprochement entre les deux et de déjouer la propagande des médias, qui, faut-il préciser, crise oblige une nouvelle fois, n'ont pas pu faire autrement que d'évoquer l'absence de marge de manoeuvre à l'UMP comme au PS pour y faire face, et l'impossibilité d'envisager une autre voie que l'affronter en sortant l'artillerie lourde, à l'UMP c'est Copé qui l'incarne, au PS c'est Hollande et sa clique, les deux partis ayant finalement le même programme politique tourné vers l'oligarchie financière contre les travailleurs.

On pourrait ajouter un extrait de l'entretien que Jean-Louis Borloo a donné hier au Monde qui confirme ce qui vient d'être dit, à sa manière.

Comment interprétez-vous la crise à l'UMP ?

On pourrait n'y voir qu'une querelle d'hommes, après tout compréhensible compte tenu de l'enjeu, mais c'est beaucoup plus profond que cela. Deux lignes s'affrontent à l'UMP, assez irréductibles. Elles reflètent les tensions qui agitent la société française, soumise à une crise économique et sociale de grande ampleur et à la perte de ses repères. Les gens ne savent pas quel est leur avenir, si bien que les peurs montent à une allure vertigineuse.

Jean-François Copé vient d'être élu président de l'UMP. Qu'est-ce que cela change pour vous ?

Pour moi, la question des hommes n'est pas essentielle. Ce qui m'importe, c'est le cap et la vision de l'avenir que l'UMP va devoir choisir. La société en mutation impose aux forces politiques une réorganisation en profondeur. La gauche est soumise aux mêmes tensions que la droite, avec un courant guidé par le repli sur soi et la peur de l'avenir. Regardez ce qui se passe au Sénat : le gouvernement ne parvient pas à avoir de majorité. Ce n'est pas parce que Jean-Marc Ayrault manque d'autorité, c'est parce que le Front de gauche ne se reconnaît pas dans le discours ni dans la politique que mène le PS.

[Vous n'aurez pas envie de leur ressembler.](#)

- *"Le pire de tous, notre pire adversaire, il ne pourra jamais être ministre des Affaires Etrangère à cause de son "non" au référendum"*. (Le Canard enchaîné de (?) mai 2012)

Réponse : François Hollande à propos de Laurent Fabius.

- *"Franchement, vous imaginez Hollande président ? On rêve !"* (Sud-Ouest du 14 avril 2011)

Réponse : Laurent Fabius.

- *"Arrêtez de dire qu'il travaille. François n'a jamais travaillé. Il ne fout rien."* (JDD du 30 avril 2011)

Réponse : Martine Aubry.

Vous aurez compris que le président *"normal"* ou plus basique, l'homme *"normal"* pour cette vermine, c'est un homme sans principe, sans valeur, sans scrupule, sans morale, en dehors de ce qui peut servir ses intérêts individuels. Médiocre, un parasite, quoi !

[Qui a dit ?](#)

- *"Et toujours ici ce terrible constat, l'absence d'organisation indépendante des travailleurs pour dire "NON" aux boucheries impérialistes. Que le premier feu soit sur la Syrie ou l'Iran nous devons résister ! Pour la Paix, pour l'amitié entre les peuples, guerre à nos propres tyrans."*

Réponse : ce n'est pas un canular, vous allez peut-être tomber sur le cul : un portail royaliste : <http://lyonroyal.over-blog.com>. Par hasard en lisant des articles sur le portail des traders de Liesi, j'ai cliqué sur un lien et j'ai atterri sur le portail de ces royalistes. Heureusement que je ne suis pas un adhérent du POI (CCI), j'aurais été viré sur le champ, clin d'oeil à feu P. Broué (dans lequel je ne me reconnais pas faut-il préciser)

Dans ce portail ils ont même reproduit un tract de la CGT ! Apparemment ils sont moins sectaires que nos dirigeants, cherchez l'erreur.

Tour à tour dans des courriels, j'ai été accusé d'être à la solde de l'UMP, du PCF, du NPA, de LO, du PT puis du POI, d'être un bobo, un nanti, un raciste, sans doute depuis peu un antisémite ou de rouler pour l'extrême droite, là j'extrapole mais il y en a bien qui ont dû le penser, il ne me manquait plus que l'étiquette de royaliste ! J'ai oublié celle de complotiste ou conspirationniste et la boucle est bouclée. Comme disait Prévert, je suis comme je suis, je vous laisse imaginer la suite.

Heureusement que je ne prête aucune attention à ces accusations sans fondement, le ridicule est à mettre au compte de leurs auteurs. On va continuer en restant fixé sur notre objectif.

[Le "**courage**" et la "**justice**" version PS, c'est de faire les poches des travailleurs au profit de l'oligarchie financière.](#)

Les députés français ont adopté mardi par 317 voix contre 217 le projet de loi de finances (PLF) pour 2013 que le Sénat examinera à son tour à partir de jeudi.

Les groupes socialiste, écologiste et des radicaux de gauche ont voté pour. Le groupe du Front de gauche, qui s'était déjà abstenu sur la partie "*recettes*", s'est abstenu sur l'ensemble du projet.

Les groupes UMP et UDI (centriste) ont voté contre.

Pour le socialiste Pierre-Alain Muet, "*c'est un budget marqué par le courage, la justice et l'efficacité économique*".

Ce projet de loi de finances pour 2013 devrait être définitivement adopté vers le 20 décembre par le Parlement quelles que soient les difficultés qu'il va devoir affronter au Sénat, l'Assemblée ayant constitutionnellement le dernier mot. Reuters 20.11

Et le PG ou le POI (notamment) qui rêvent d'une alliance avec la soi-disant gauche du PS qui vient d'adopter ce budget d'austérité... Ainsi ils se décrédibilisent un peu plus aux yeux des militants. J'invite ces derniers, comme je l'ai déjà fait une multitude de fois à se pencher sur la politique qu'ils ont mis en oeuvre depuis des décennies ou plus loin encore, ils pourront ainsi constater que leur incurie politique ne date pas d'hier...

Vous avez dit "*étrange*, comme c'est étrange !

La dégradation de la note de la France par Moody's prive le gouvernement de marge de manoeuvre dans sa politique de redressement des finances publiques et lui sert d'aiguillon pour lancer des réformes structurelles.

Certains économistes s'étonnent toutefois qu'elle ait agi peu après la présentation par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault d'un pacte de compétitivité de 20 milliards d'euros destiné aux entreprises, une première en France.

La conjonction de rapports attendus du FMI et de la Commission européenne sur l'économie française, en plus d'une décision de Moody's qui semblait inévitable, a peut-être poussé le gouvernement à agir sans attendre que les Français digèrent le rapport Gallois, qui pointait le manque criant de compétitivité de l'industrie.

"*Il y a une convergence d'événements qui est un peu étrange*", reconnaît Alexandre Mirlicourtois, "*le gouvernement a peut-être voulu mettre en avant qu'il faisait des choses, qu'il prenait à bras-le-cors le problème*".

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a réclamé de son côté des "*réformes plus profondes encore, des réformes décisives*", pour "*invalider*" la dégradation de la note AAA de la France. Reuters 20.11

Les agences de notation appartiennent au cartel bancaire de la Fed...

A bas l'Etat terroriste sioniste !

Entre 2.800 personnes selon la police et 5 à 7.000 selon les organisateurs, ont manifesté mardi soir à Paris près de l'Ambassade d'Israël en soutien à Israël qui a déclenché depuis sept jours une opération militaire contre le Hamas et les groupes armés à Gaza. Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), la Confédération des juifs de France et les amis d'Israël ont appelé à un rassemblement unitaire de toutes les organisations de la communauté juive et de "*tous ceux qui aiment l'Etat d'Israël et le soutiennent*".

Le grand rabbin de France, Gilles Bernheim, qui participait à la manifestation, a déclaré sa "*profonde et totale solidarité avec l'Etat d'Israël*" au nom de la communauté juive de France "*en ces temps d'épreuves et de douleurs*". Il a également exprimé "*sa sympathie à toutes les victimes de ce nouveau conflit, victimes israéliennes et aussi civiles palestiniennes*".

A la tribune, le président du Crif Richard Prasquier a lu une lettre destinée au Premier ministre Benjamin Netanyahu remise à l'ambassadeur d'Israël pour "*dire son soutien et son amour pour Israël au nom de tous les juifs de France*". "*Nous espérons que la paix existera un jour mais nous savons qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur la situation actuelle*", a-t-il ajouté. De son côté, l'ambassadeur d'Israël en France a rappelé que "*Gaza est un bastion terroriste*" et que "*la bataille dans laquelle nous sommes engagés est celle de la terreur*". lepoint.fr 20.11

Tous les juifs ne se reconnaissent pas dans l'Etat d'Israël, certains appellent même à sa destruction, prétendre parler au nom de tous les juifs sert à présenter les opposants à Israël comme des antisémites.

Le Crif tout comme le grand rabbin de France ne représentent pas les intérêts des juifs dont ils n'ont rien à faire, mais uniquement ceux des banquiers sionistes qui ont fait main basse sur la Palestine en 1947-48 et qui dictent la politique

de l'impérialisme américain à Washington.

Rappelons les propos tenus par le fondateur du sionisme Théodore Herzl :

- " *Il est essentiel que la souffrance des juifs deviennent pire... ce qui nous aidera dans la réalisation de nos plans*".

- Extrait de son journal 1, page 16 : " *En effet, l'antisémitisme qui est une force ancrée dans la conscience des masses, ne fera pas de mal aux juifs. Je pense même qu'il soit bénéfique au caractère juif. C'est l'éducation du groupe par la collectivité, une éducation qui pourrait l'amener à son assimilation. L'éducation se fait uniquement par l'adversité, les juifs vont s'y habituer.*"

- Page 68 : " *J'ai eu une idée formidable : attirer des antisémites honnêtes et les inciter à déduire des propriétés juives.*"

Si les Protocoles des Sages de Sion furent fabriqués à la demande de l'Okhrana (en 1901), la police secrète de l'Empire russe, et destiné à Nicolas II de Russie en vue de favoriser des politiques antisémites (Wikipédia), Hitler y fera référence dans Mein Kampf à défaut de pouvoir citer T. Herzl lié au monde de la finance dominée par Rothschild et Rockefeller qui financèrent la reconstruction de l'Allemagne (BIS) et favoriseront son accession au pouvoir, et continueront d'alimenter l'industrie du III Reich et son armée en pétrole pendant la guerre, alors que le régime nazi avait déjà entrepris la liquidation physique des juifs en Europe... Finalement ils réserveront à Hitler et aux nazis le même sort qui devait attendre Saddam Hussein, Ben Ali, Moubarak ou Kadhafi.

L'Etat d'Israël n'a pas été conçu ou créé pour accueillir les juifs mais uniquement pour constituer un Etat militarisé au coeur des champs de pétrole du Moyen et Proche Orient, une fois les banquiers sionistes devenus maîtres des Etats-Unis (1913, création de la Fed qu'ils contrôlent et qui dispose du monopole de la création monétaire), afin de conserver ou d'acquérir le monopole sur le pétrole dont toutes les nations auraient impérativement besoin dans le futur pour assurer leur développement industriel. C'est la raison pour laquelle on appelle Israël le bras armé de Washington dans la région.

Ainsi le sionisme, tout comme l'intérêt que porte les Rockefeller, Rothschild et Cie. au judaïsme ou à la communauté juive, n'est qu'un mythe, une vaste supercherie qui ne sert qu'à camoufler des intérêts purement économiques à partir desquels une élite d'oligarques et d'intellectuels entend étendre son pouvoir sur le monde entier et pour se faire a planifié d'instaurer un gouvernement mondial, un Nouvel ordre mondial, une sorte de monarchie, leur modèle étant la monarchie britannique ou des Pays-Bas, une dictature mondiale.

A mon avis, il n'y a pas d'autres explications plausibles et cohérentes au sionisme et à la théorie du peuple élu qui n'a aucune valeur historique et n'est qu'une escroquerie. Notons au passage qu'elle est relayée par la franc-maçonnerie qui en réalité en est un des piliers.

Les sionistes présentés comme des bienfaiteurs de l'humanité, cela ne s'invente pas.

- Les Rothschild, banquiers esthètes et philanthropes exposés à Paris - AFP

Extraits. Les Rothschild, c'est d'abord un empire financier ou des grands crus prestigieux, mais une nouvelle exposition qui s'ouvre mardi à la Bibliothèque nationale de France (BnF) révèle une famille passionnée par les arts dont les collections ornent les plus grands musées.

"*C'est une famille très unie qui va créer avec quelques autres la haute finance au XIXe siècle et dont la branche française va contribuer à moderniser la France*", explique Claude Collard, commissaire de l'exposition avec Melanie Aspey, directrice des archives Rothschild à Londres.

Généreux donateurs, les Rothschild légueront notamment au Louvre...

"*Parallèlement aux arts, ils soutiennent la recherche médicale, créent un hôpital, des dispensaires, un sanatorium et une mission pour les brûlés de la Grande Guerre*", poursuit Mme Aspey. AFP 20.11

Alors qu'on sait que les Rothschild et Rockefeller, Warburg et Cie ont profité des deux guerres mondiales pour engranger de gigantesques profits en finançant les deux camps, avant, pendant et après ces deux guerres !

ACTUALITE EN TITRES

Cacosmie à l'UMP.

- Présidence de l'UMP: Copé prend la tête d'un parti lancé à droite toute - L'Express.fr
- UMP: «*La droite forte*» de Guillaume Peltier en tête avec 28% des votes - 20minutes.fr
- Copé récuse toute possibilité d'hémorragie à l'UMP - AFP
- Après la crise interne, l'UMP entre rassemblement et tentations du départ - Public Sénat
- Victoire de Copé - Baroin : "*L'UMP est évidemment coupée en deux*" - LePoint.fr
- Méhaignerie quitte l'UMP pour l'UDI de Borloo - LePoint.fr

La cacosmie se caractérise par un état pathologique où le sujet perçoit une odeur fétide, soit réelle (dans le cas d'une infection, d'une tumeur...), soit inexistante (hallucination olfactive), les deux cas s'appliquent à l'UMP, merde, encore un sujet de mésentente entre eux ! (source : Le Grand Robert)

Le petit justiciable

- Bettencourt : Sarkozy convoqué jeudi en vue d'une mise en examen - Le Nouvel Observateur
- Ouverture d'une enquête sur les sondages de l'Élysée entre 2007 et 2012 - LeMonde.fr

Empoisonnement de la population et lobbying des trusts pharmaceutiques.

- Les Français ne sont pas suffisamment vaccinés, selon les autorités sanitaires - AFP

Sauf en Syrie !

- Hollande: au Mali, pas de discussions avec "*des groupes liés au terrorisme*" - AFP

La propagande fonctionne...

- Les Français s'attendent à une crise durable - Reuters

Parle pour toi !

- Abolition de la prostitution: "*Il faut pénaliser le client*" L'Express.fr

Pas vu, pas pris !

- Le non-lieu confirmé dans l'enquête sur l'impact de Tchernobyl en France - LeMonde.fr

Le IVe Reich.

- Europe: l'Allemagne préfère l'Otan - Lexpress.fr

Soyons à la hauteur : Israël doit disparaître !

- Pour le fils d'Ariel Sharon, «*il faut raser Gaza*» - Slate.fr
- Guerre à Gaza : Hillary Clinton affiche un soutien «*inébranlable*» à Israël - LeParisien.fr

Elle est une erreur à elle toute seule.

- L'Eglise "*s'est trompée*" sur la date de naissance du Christ - Le Nouvel Observateur

Mimétisme.

- Sharp annonce 3.000 départs volontaires, plus que prévu Reuters

Ca baigne !

- Luxe: fort rebond des exportations horlogères suisses - AFP

- EasyJet: bénéfice net annuel en hausse et dividende doublé - AFP -

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La cyberattaque menée contre l'Elysée en mai dernier et révélée par *Le Télégramme* cet été aurait été perpétrée par les Etats-Unis, affirme L'Express à paraître demain. «*C'est l'un des hold-up les plus audacieux réalisés contre l'Etat français*», explique même l'hebdomadaire, qui assure que toutes ces sources convergent vers Washington alors qu'aucune piste n'a été avancée jusque-là.

«*Les intrus*» ont «*pénétré au cœur même du pouvoir français mais ils ont pu fouiller les ordinateurs des proches conseillers de Nicolas Sarkozy, les conseillers les plus influents du gouvernement et du secrétaire général Xavier Musca*», explique l'hebdomadaire. Heureusement, l'ordinateur de Nicolas Sarkozy n'a pas été «*visité*», pour la bonne raison qu'il n'en avait pas, assure le journal. Les pirates ont donc fait main basse sur «*des notes secrètes*» mais aussi «*des plans stratégiques*».

Et le tout avec un procédé très basique, qui a souvent cours sur internet. Les pirates ont en effet repéré sur Facebook le profil de plusieurs personnes qui travaillaient à l'Elysée et ont réussi à devenir ami avec eux. Une fois le lien établi, les pirates ont envoyé un lien via le site communautaire reproduisant une fausse page de l'intranet de l'Elysée. Qui leur réclamait leur login et leur mot de passe. Des informations données par les intéressés et qui ont permis aux assaillants de pénétrer dans le système informatique de l'Elysée sans problème et d'y insérer un logiciel espion.

Une attaque très importante qui a mis sens dessus dessous le système informatique de l'Elysée. A tel point qu'il a fallu trois jours aux services informatiques de la présidence pour les remettre en état. Mais le logiciel espion a laissé des traces et patiemment, les enquêteurs français sont remontés jusqu'à sa source, rapporte L'Express.

L'Elysée, contacté par l'hebdomadaire, n'a pas souhaité faire de commentaires. 20minutes.fr 20.11

La Talonnette n'avait pas et n'a sans doute toujours pas d'ordinateur, à quoi pourrait-il lui servir franchement, toujours aussi perspicace les journalistes de L'Express !

Ce qui est relaté ici est extrêmement grave. Non, car il s'agit de leur maître, Sarkonapoléon l'américain se voulait le clone de Georges. W. Bush, Hollande en est le domestique.

2- Grèce

La Grèce a rejeté une exigence de dernière minute du Fonds monétaire international (FMI), lequel souhaite voir Athènes quasi doubler le nombre de suppressions de postes prévues d'ici 2014 dans le secteur public, a-t-on appris mardi auprès du ministère des Finances.

Selon cette source, le FMI a réclamé lundi soir, à la veille de la réunion cruciale des ministres des Finances à Bruxelles sur le dossier grec, "22.000" suppressions de postes supplémentaires d'ici 2014, qui se seraient ajoutées aux quelque 27.000 déjà prévues à cette échéance.

Le plan d'ajustement budgétaire sur quatre ans, dicté par les créanciers du pays, UE et FMI, et voté récemment par le Parlement grec, prévoit d'ici 2016 de réduire d'environ 125.000 au total le nombre de fonctionnaires.

Pour protester contre ces suppressions de postes, qui doivent débuter cette année dans les mairies, le syndicat des collectivités locales (Poe-Ota) a appelé à un arrêt de travail mardi tandis que de nombreuses mairies sont occupées par

des syndicalistes depuis la semaine dernière.

Plus de deux milliers d'employés des collectivités locales ont manifesté à Athènes pour dénoncer des "licenciements", a constaté un photographe de l'AFP. AFP 20.11

3- Belgique

Après des discussions marathon, le gouvernement belge a conclu mardi un accord prévoyant une nouvelle réduction du déficit en 2013 et la limitation de la hausse des salaires afin d'améliorer la compétitivité du pays.

Au terme de cinq semaines de pourparlers parachevées par 16 heures de négociations ininterrompues, les ministres sont sortis au petit matin de la résidence du chef du gouvernement, Elio Di Rupo, pour annoncer une nouvelle salve d'augmentation des prélèvements obligatoires et d'économies budgétaires censée contenir le déficit à 2,15% du produit intérieur brut (PIB) l'an prochain, contre 2,8% attendu cette année.

Son gouvernement s'était fixé pour objectif de trouver 800 millions d'euros d'économies cette année et 3,7 milliards de plus l'an prochain, en plus du plan de 13 milliards mis en oeuvre ces derniers mois, qui a notamment touché les revenus du capital.

"Nous aurons économisé 18 milliards d'euros en deux ans. C'est le plus gros effort que nous ayons jamais fait sans forte augmentation des impôts, sans hausse de la TVA", a déclaré à la presse le ministre des Pensions, Alexander de Croo.

En revanche, le gouvernement se prépare à réduire les dépenses de protection sociale et à augmenter la fiscalité de l'assurance vie et de certains produits d'épargne, ainsi que celle pesant sur l'alcool et le tabac.

S'il est parvenu à éviter de remettre en cause l'indexation des salaires sur l'inflation dans le public comme dans le privé, le cabinet Di Rupo a en revanche plafonné leur hausse à celle des prix pour les deux ans à venir.

Il va en outre revoir la formule d'indexation qui, en plus d'exclure les tarifs tabac, de l'alcool et des carburants, prendra désormais en compte les baisses de prix en période de soldes.

Les entreprises belges, elles, verront leurs impôts diminuer de 400 millions d'euros, une mesure censée favoriser l'emploi.

Le gouvernement espère ainsi combler d'ici 2018 l'écart de coûts salariaux qui désavantage la Belgique par rapport à certains de ses voisins, comme la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Reuters 20.11

Bienvenu au club à nos amis Belges, une fois... pour commencer !

4- Etats-Unis

4.1- Le président de la banque centrale américaine (Fed), Ben Bernanke, a exhorté mardi les élus des Etats-Unis à éviter le "mur budgétaire" et à relever sans attendre le plafond de la dette publique du pays (aujourd'hui à 16.394 milliards de dollars).

"Le Congrès et le gouvernement vont devoir protéger l'économie en l'empêchant de subir tout le poids du violent assainissement des finances publiques prévu pour le début de l'année prochaine en l'état actuel de la législation, le +mur budgétaire+, ainsi qu'on l'appelle", a déclaré M. Bernanke à New York dans un discours retransmis à la télévision.

M. Bernanke a rappelé qu'un grand nombre d'économistes étaient d'accord pour dire que cette cure de rigueur forcée, faite de hausses d'impôts pour tous les Américains et de baisses généralisées des dépenses publiques, ferait replonger l'économie américaine dans la récession.

La Maison Blanche et les élus démocrates et républicains du Congrès négocient actuellement un moyen de faire disparaître tout ou partie de cette menace.

A l'issue de son discours, M. Bernanke a rappelé que la Fed était prête "à augmenter son concours monétaire destiné à soutenir la reprise" économique, qu'il voit toujours capable de se renforcer dans les trimestres à venir. Il a cependant averti que la banque centrale n'aurait "pas les moyens" d'empêcher une récession si l'économie rentrait de plein fouet dans le "mur budgétaire".

Une fois la menace de ce brusque rééquilibrage budgétaire passée, a-t-il ajouté, "il sera nécessaire, d'approuver rapidement au début de l'année une augmentation de la limite légale de la dette de l'Etat fédéral pour empêcher la moindre possibilité d'un défaut de paiement catastrophique" des Etats-Unis.

Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI), la dette publique américaine devrait atteindre cette année 107,2% du PIB, et ce ratio devrait monter à 114,2% en 2016. AFP 20.11

4.2- Les Etats-Unis ont bloqué mardi au Conseil de sécurité des Nations unies l'adoption d'une déclaration condamnant l'escalade du conflit entre Israël et les Palestiniens dans la bande de Gaza.

Washington s'est opposé à cette déclaration - qui devait impérativement être adoptée par consensus - "*parce qu'elle ne traitait pas de la racine du problème*", les roquettes tirées de Gaza sur Israël, a dit Erin Pelton, porte-parole de la représentation américaine à l'Onu.

"En ne demandant pas l'arrêt total et immédiat des tirs de roquettes de Gaza sur Israël, cette déclaration ne pouvait contribuer de façon constructive" à un règlement de la crise, a-t-elle ajouté.

Le Hamas a ensuite annoncé qu'une trêve entrerait en vigueur mardi soir. Reuters 20.11

Extrait de l'article reproduit dans le portail canadien Mondialisation.ca *Nous accusons ! La sourde oreille des grands médias sur la situation et la gravité des atrocités commises par Israël à Gaza*, du 19 novembre (mis en ligne hier dans le site)

- "De plus, les articles mentionnant les victimes palestiniennes à Gaza rapportent systématiquement que les opérations militaires israéliennes étaient en représailles à des tirs de roquettes et à deux soldats blessés. Cependant, si l'on examine la chronologie des événements, la flambée de violence actuelle a débuté le 5 novembre dernier quand un innocent âgé de 20 ans et souffrant apparemment de troubles mentaux, Ahmad al-Nabaheen, a été tué alors qu'il déambulait près de la frontière.

Les médecins ont dû patienter pendant six heures avant d'être autorisés à le secourir, et ils pensent que son décès est très certainement dû à cette attente. Puis, le 8 novembre, un garçon âgé de 13 ans qui jouait au football devant sa maison a été tué par les Forces d'occupation israéliennes qui avaient fait une incursion dans le territoire de la Bande de Gaza avec des chars d'assaut et des hélicoptères.

Le fait que quatre soldats israéliens aient été blessés à la frontière le 10 novembre faisait donc partie d'une série d'événements incluant la mort de civils de Gaza, et n'en constituait en aucun cas l'élément déclencheur."

ECONOMIE

1- Matières premières.

La méga-fusion du géant du négoce des matières premières Glencore International et du groupe minier Xstrata a été avalisée par les actionnaires des deux groupes, donnant naissance à un mastodonte du secteur.

La fusion a finalement été approuvée avec 90,08% des suffrages, mais les actionnaires ont rejeté massivement le plan de rémunération des dirigeants.

Le projet de fusion semblait acquis depuis que le fonds souverain du Qatar, qui détient 12% des parts, s'était dit "*satisfait des conditions offertes*".

Après plus de neuf mois de rebondissements, l'union des deux groupes va donner naissance à un mastodonte générant un chiffre d'affaires combiné de 209,4 milliards de dollars (164 milliards d'euros) et un résultat brut d'exploitation de 16,2 milliards.

"L'opération devrait augmenter les bénéfices de 20% dès 2013", a déclaré Sir John Bond, le président du conseil d'administration d'Xstrata lors de l'assemblée générale, ajoutant que son groupe tablait sur des synergies de coûts de 500 millions de dollars.

L'opération va permettre à Xstrata, un producteur de cuivre et de zinc, de profiter pleinement de la force de frappe de Glencore dans la distribution des matières premières.

La fusion doit encore recevoir l'aval de la Commission européenne qui s'est donnée jusqu'au 22 novembre pour examiner le projet.

Le projet devra également être approuvé par les autorités de la concurrence en Afrique du Sud et en Chine, deux des principaux marchés pour la production et le commerce des matières premières.

La nouvelle entité sera rebaptisée Glencore Xstrata. Avec une capitalisation boursière cumulée des deux entités de 64 milliards d'euros, le nouveau groupe se classera au quatrième rang mondial du secteur, derrière l'anglo-australien BHP Billiton (137,5 milliards d'euros de capitalisation boursière), le brésilien Vale (71,6 mds EUR) et l'anglo-australien Rio Tinto (68,9 mds EUR). AFP 20.11

2- Actions.

Autrefois, un investisseur achetant une action recevait un certificat nominatif. Le volume des transactions boursières internationales a été amplifié de telle façon par l'ère de l'ordinateur, que désormais les transactions sont toutes électroniques et passent par des sociétés de clearing, en français : chambres de compensation. Ces sociétés détiennent aujourd'hui les actions en nue-propriété, l'investisseur en est usufruitier. La plus importante d'entre elles est la DTCC à NY, qui serait la mère de toutes les sociétés de clearing et détiendrait en son nom la presque totalité des actions boursières : 99% des actions américaines et peut-être même 99% des actions du Monde, selon certaines sources.

Cette société est filiale de la Federal Reserve, elle-même propriété d'une poignée de banquiers privés, comme vous le savez.

Pour vous donner une idée de sa taille, la DTCC travaille sur les Etats Unis et 110 autres pays. En 2008, la DTCC a sécurisé pour 1.880.000.000.000.000 \$ de transactions, 1,88 quadrillions. J'ai peut-être oublié quelques zéros, parce que je ne sais si ces quadrillions sont short scale donc (15 zéros et un chiffre devant) ou long scale (24 zéros)... après tout, on s'en moque.

La DTCC étant une Banking Trust Company, d'après les lois en vigueur, elle n'a pas le droit de posséder des actions. Elle les a donc cédées à une filiale, la CEDE & Co.

Mais, vous, qui croyez posséder quelques actions, des mines d'or par exemple ou des mines d'argent, vous ne possédez rien, si vous n'avez pas demandé un certificat. Cette démarche exaspère les banquiers, qui considèrent cela comme d'un autre âge et terriblement contraignant pour eux. Pourtant c'est le seul moyen de sécuriser votre investissement. Le 11/9 du DTCC

Ceux qui se sont intéressés de près au 11 septembre, savent que toutes les enquêtes relatives aux manipulations de l'or par le FBI et par la branche financière de la CIA, se sont arrêtées le 11 septembre 2001. Tous les documents, tous les comptes-rendus d'enquêtes, tous les témoignages, toutes les preuves ont été néantisées dans la destruction des 3 tours (1+ 2+ 7) du WTC.

Après l'ouragan Sandy, la DTCC a annoncé que ses entrepôts sécurisés en sous-sol ont été inondés et que de très nombreux documents ont été détruits. Ces documents... ce sont les preuves des swaps OTC. OTC signifie Over The Counter, en français on dirait « *de la main à la main* », « confidentiel » ou « *sous la table* ». Ce sont des échanges entre deux entreprises financières (ou non), qui ne passent pas par le marché. Cela concerne de très nombreux types de contrats... mais il y a fort à parier que les swaps OTC concernant les manipulations des cours des métaux précieux auront disparu sous ce prétexte fallacieux d'une inondation de chambre forte.

Vous imaginez bien que la plus grosse société de clearing du monde a des entrepôts sécurisés qui n'ont aucune chance d'être inondés. Pas la moindre. C'est du pipeau à 200%.

L'enquête du CFTC va donc probablement être bloquée sous ce prétexte foireux.

Le CFTC reste encore dans le flou sur ce qui pourrait être endommagé ou détruit. Le NY Post parle des 10.000 M2 de cave blindée où 1,3 million de certificats d'actions ou d'obligations et des titres au porteur, sont en train de fondre dans la boue. On parle de 70 Milliards de \$ de bons au porteur... vous voyez ces papiers anonymes à l'ancienne, tellement commode pour blanchir l'argent sale. Le CFTC, qui comme toutes les sociétés de clearing sont le cœur même du blanchiment d'argent (cf la première et vraie affaire Clearstream) est à la phase « *rinçage* ». Qui va se faire rincer ? Nous ne le saurons jamais. SANDY ne serait-il que la première escarmouche d'une guerre monétaire-climatique ?

C'est ce que laisse entendre le Sheikh Imran Hosein. Il n'hésite pas à dire tout haut que si on diligentait une enquête chez les assureurs, on trouverait des contrats d'assurances suspects, souscrits avant Sandy, qui désigneraient les coupables et tous leurs affidés. Vous imaginez bien que si l'enquête officielle sur le 11 septembre a tourné en eau de boudin, parce qu'il ne fallait pas montrer du doigt les forces intérieures et extérieures responsables de cette catastrophe, aucune enquête ne sera menée contre une banale tempête tropicale, n'est-ce pas ? liesi 20.11

3- Or

D'une manière générale, méfiez-vous. Le Dollar doit dévaluer massivement... l'Euro aussi probablement. Vous l'avez compris, il s'agit de dévaluer les monnaies fiduciaires vis à vis de l'Or.

J'ai été sidéré vendredi après midi d'entendre sur BFM des propos que l'on entend généralement pas sur une radio française.

« *Le Japon fait le maximum pour détruire le Yen aussi vite que possible, mais la compétition est intense avec la Fed cherchant à détruire le Dollar, la BoE détruisant la Livre et la BCE avec l'Euro.* »

C'est comme s'il y avait une course contre la montre. Cela sera bientôt extrêmement visible sur les Métaux Précieux. Ceux qui ont lu mon livre, vont voir le graphe de l'or reproduire le schéma que j'attends. Les autres n'en croiront pas leurs yeux.

Graphiquement, la résistance à 1800\$ devrait être cassée au plus tard le 15 janvier. L'accélération haussière au-delà de 1800 serait alors logiquement fascinante. liesi 19.11

4- Banques. Bâle III

Le 9 novembre, les régulateurs américains ont convenu de retarder l'application des règles de Bâle III pour les grandes institutions bancaires américaines. L'échéance fixée au 1er janvier 2013 est donc repoussée et on ignore quelle sera la prochaine date... traduction de la situation rocambolesque des banques américaines. Selon des personnalités de la banque centrale canadienne, le délai supplémentaire serait de six mois. En septembre 2010, « *le Comité de Bâle a décidé de relever le ratio de solvabilité Core Tier 1 de 2% à 4,5% avec en plus un matelas de protection de 2,5%, d'ici 2019. Autrement dit, les fonds propres « durs », c'est à dire composés uniquement d'actions et de bénéfices mis en réserve, devront représenter 7% des activités de marché ou de crédit des banques. L'augmentation de ce ratio devra contribuer à limiter l'incitation à la prise de risque* ».

Mais cet accord international qui devait donc être mis en place par les institutions bancaires américaines à partir de janvier 2013 ne joue pas pour les banques de Wall Street. Rappelons qu'en juin dernier, la banque centrale américaine avait déclaré que certains établissements avaient un long chemin à parcourir pour satisfaire aux règles de participation. A l'époque, un responsable de la Fed déclarait que les 19 plus grandes sociétés de portefeuilles bancaires américaines auraient un manque à gagner de 50 milliards de \$ de capital si les règles de Bâle III devaient être mises en application. liesi 15.11

C'est intéressant de savoir que Bâle III ne va concerner que les banques de l'UE, pour les renflouer avec l'argent public une nouvelle fois. Et en attendant le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici trouve cela tout à fait normal, cherchez l'erreur. Il n'y en a pas : le PS est un parti du capital, au ordre du capital et qui gouverne pour le capital, tout est dans l'ordre des choses.

Et dire que dans nos rangs il y en a qui appellent à un gouvernement PS-PCF-PG, je ne plaisante pas malheureusement, c'est de la démente à l'état pur.

5- UE. Groupe Bilderberg

L'entrée de la crise de la zone euro dans une nouvelle phase, plus aiguë, devrait susciter de plus en plus de réactions de la part de politiciens britanniques hostiles au projet fédéral d'Union européenne, surtout chez les conservateurs. C'est par exemple le cas du député conservateur britannique Bill Cash. Lui au moins, comme N. Farage, n'hésite pas à parler de « *faillite de l'Union européenne* ». Âgé aujourd'hui de 72 ans, Bill Cash ne cesse de mettre en cause les dérives antidémocratiques des commissaires de Bruxelles et de sa direction dont on sait qu'elle est aux ordres de réseaux supranationaux dont l'objectif est la ruine des nations et la proposition d'un gouvernement mondial pour solutionner les problèmes.

Gestion des étapes de la future dictature européenne et recadrage par les mondialistes...

La semaine dernière, les journaux italiens ont évoqué une réunion d'urgence du Groupe Bilderberg où la télévision italienne montre la présence du technocrate italien Mario Monti. C'est assez rare mais cela témoigne de la nécessité d'harmoniser les politiques sociales au sein de la zone euro dans un contexte plutôt houleux. Ladite réunion fut organisée avec le festival du film international à l'hôtel De Russie. Le nom de l'hôtel est assez significatif à la lumière des commentaires de Poutine sur le devenir de la crise de la zone euro

Voici la liste de quelques participants non italiens : Tom Enders, CEO d'Eads, Marcus Agius de Barclays, Edmund Clark, président du groupe bancaire canadien TD, Kenneth Jacobs chef de de Lazard, Klaus Kleinfeld le président américain de d'Alcoa, Jorma Ollila de Shell. Deux gros poissons David Rockefeller et Jean-Claude Trichet ont abandonné la place, probablement par crainte pour leur sécurité dans le chaos connu de Rome a dit un journal italien. liesi 19.11

6- Russie

Le gouvernement russe envisage une série de grands projets destinés au développement de l'Extrême-Orient, totalisant près de 125 milliards d'euros et incluant la modernisation de la ligne ferroviaire du Transsibérien, rapporte lundi le quotidien Vedomosti.

Selon le journal, le ministère du Développement de l'Extrême-Orient, un nouveau portefeuille créé depuis le retour au Kremlin du président russe Vladimir Poutine en mai, a établi une liste de 92 projets avec l'aide de la banque publique VEB, qui doivent maintenant être examinés par l'ensemble du gouvernement.

Le coût total envisagé "est proche de 5.000 milliards de roubles" (124,4 milliards d'euros), qui ne proviendraient "pas forcément uniquement de fonds publics", a indiqué au quotidien une source du ministère.

Les autorités russes se sont fixé comme nouvelle priorité le développement de cette immense région au potentiel énorme mais qui souffre depuis les années 1990 d'un exode massif de sa population vers la partie européenne du pays.

Parmi ces projets, 35 concernent les infrastructures, le plus coûteux étant la reconstruction de la ligne de chemin de fer Baïkal-Amour (BAM) qui traverse la Sibérie (plus de 25 milliards d'euros).

Le ministère y a aussi inclus une modernisation du mythique Transsibérien et sa connexion à la ligne ferroviaire transcoréenne, à laquelle travaillent déjà les chemins de fer russes.

Quelque 30 projets portent sur l'industrie énergétique et 20 sur l'exploitation de ressources naturelles (or et métaux notamment).
AFP 20.11

[Haut de page ↗](#)

Le 22 novembre

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps d'aborder ce sujet, je vous ai préparé un petit dossier sur la Fondation Bertelsmann. J'ai omis l'article de Wikipédia dont le contenu est vide ou creux au choix, j'ai seulement relevé qu'en 2002, la société avait admis son passé nazi, une de plus !

- The Futur of Transatlantic Relations - date ? (350 pages en anglais) (Fondation Bertelsmann)
- Reinhard Mohn (Wikipédia)
- Rapport sur l'état des relations transatlantiques après les élections qui ont eu lieu aux Etats-Unis. - 02.03.09 (23 pages) (Parlement européen)
- Résolution du Parlement européen sur l'état des relations transatlantique après les élections qui ont eu lieu aux Etats-Unis - 23.03.09 (19 pages) (RV)
- La Fondation Bertelsmann au service d'un marché transatlantique et d'une gouvernance mondiale -26.05.09 (7 pages) (RV)
- L'Europe, une société anonyme transatlantique ? - 26.09.09 (6 pages) (<http://www.econospheres.be>)
- Le Parlement européen favorable à la mise en place rapide du Grand Marché Transatlantique - 24.10.12 (3 pages) (PdG)
- Réaliser le marché transatlantique en 2015 - 25.10.12 (3 pages) (<http://blog.europa-museum.org>)
- Marché transatlantique - 15.11.12 (2 pages) (Wikipédia)
- Vidéo. La Fondation Bertelsmann expliquée par Pierre Hillard-part2 (2009)

Décomposition du régime. Foire d'empoigne à l'UMP.

François Fillon a menacé mercredi de saisir la justice pour contester l'élection de son rival Jean-François Copé à la tête de l'UMP au nom du refus du "mensonge", et annoncé qu'il renonçait à la présidence du principal parti de l'opposition.

Invité du journal de TF1, l'ancien Premier ministre a de nouveau demandé que soit "rectifié" le résultat du scrutin interne de dimanche en y intégrant les suffrages de 1.304 militants d'outre-mer dont son équipe a découvert mardi soir qu'ils avaient été "oubliés".

Il demande à Alain Juppé, président fondateur de l'UMP, d'assumer une direction collégiale transitoire dans l'attente d'"une sortie de crise".

Si cette demande de médiation - que récuse Jean-François Copé - échoue, François Fillon saisira un tribunal car il dit ne pas avoir "confiance" dans les instances de l'UMP, dont Jean-François Copé était le secrétaire général depuis novembre 2010.

"L'UMP ne peut pas vivre sur un mensonge. La présidence de l'UMP ne peut pas reposer sur l'oubli - si c'est un oubli - de trois départements", a justifié le député de Paris, portant ainsi à son paroxysme la crise que vit l'UMP depuis dimanche.

"Imaginez-vous le président de la République française qui serait élu alors que trois départements français n'auraient pas été comptabilisés dans son élection? C'est invraisemblable. C'est une erreur énorme, manifeste", a-t-il expliqué.

Jean-François Copé, qui a été pris de court par ce coup de théâtre, a déclaré qu'il restait président, "garant de l'unité et du respect des statuts de l'UMP".

Alain Juppé s'est dit prêt pour sa part à une médiation "à la condition absolue qu'elle se fasse avec l'accord et la collaboration des deux parties".

"Cette condition n'est à l'évidence pas remplie aujourd'hui", déclare dans un communiqué le maire de Bordeaux, dans une référence implicite à la position des "copéistes".

Appelant à l'apaisement et à la réconciliation, Jean-François Copé a dit à François Fillon sa "disponibilité totale pour le voir, parce qu'en réalité, le problème n'est pas juridique, il est politique".

"J'appelle François Fillon et ceux qui le conseillent à retrouver le sens des responsabilités et de l'intérêt général. La France a besoin d'une UMP solide et rassemblée", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse avant l'intervention de François Fillon sur TF1.

L'ex-plume de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino, qui a voté Copé, a évoqué la perspective d'une scission de l'UMP si la crise perdurait.

"Un certain nombre de gens sont en train de déshonorer ma famille politique. (...) Ce ne sera pas la fin de l'UMP mais si certains veulent partir, moi je ne les retiens pas", a-t-il déclaré à l'adresse des "fillonistes". Reuters 21.11

Fillon incarne davantage le capitalisme français, les élus locaux de l'UMP en relation avec les PME et moyennes entreprises prises à la gorge par la domination de l'oligarchie financière, les notables de province liés au courant gaulliste de l'après-guerre.

Copé, avocat d'affaires, comme Sarkozy ou Borloo, incarne la banque, le néo conservatisme, l'ultra libéralisme ayant pour modèle l'impérialisme américain de M.Friedman à G.W. Bush. C'est le candidat du CAC40 par excellence.

Epilogue de jeudi matin.

Jean-François Copé, dont François Fillon menace de contester en justice l'élection à la présidence de l'UMP, a accusé jeudi l'équipe de l'ancien Premier ministre d'"opérations massives, délibérées, préméditées de fraude" en Nouvelle-Calédonie, l'un des départements d'outre-mer au coeur du litige.

Invité d'Europe 1, le président élu du premier parti d'opposition français a déclaré qu'il allait produire "dans les heures qui viennent les éléments qui mettront fin à toute polémique".

Jean-François Copé a, en outre, de nouveau évoqué le cas de 128 suffrages litigieux dans le bureau de vote de la circonscription d'Eric Ciotti, directeur de campagne de François Fillon, dans les Alpes-Maritimes.

"Le comportement de François Fillon, c'est l'histoire d'un mauvais perdant qui vient donner des leçons de morale sans se les appliquer à lui-même", a dit le député-maire de Meaux.

"Dans tous les cas de figure, à supposer qu'on remette tout ça à plat, je serais une nouvelle fois élu", a affirmé Jean-François Copé.

"On amènera dans les heures qui viennent les éléments qui mettront fin à toute polémique et qui montreront preuves à l'appui des opérations massives, délibérées, préméditées de fraude" en Nouvelle-Calédonie, a-t-il ajouté.

L'ancien Premier ministre, a-t-il poursuivi, "sait pertinemment qu'il y a eu des fraudes. Ces fraudes n'ont pas empêché que je sois élu".

François Fillon, député de Paris, a estimé mercredi soir que l'UMP ne pouvait vivre "sur un mensonge".

"C'est l'hôpital qui se moque de la charité, c'est autobiographique de leur part, de la part de ceux qui sont allés remplir massivement des urnes", a répliqué Jean-François Copé.

Eric Ciotti a jugé "*pour le moins étrange*" sur i>TÉLÉ "*le changement d'argumentation*" du camp Copé.

"*Je note que c'est un nouvel argument*", a-t-il dit à propos de la Nouvelle-Calédonie. "*Personne n'en a jamais parlé, personne n'en a jamais été saisi*".

"*Nous demandons ce matin que l'on publie les résultats*", a dit Eric Ciotti.

Jean-François Copé dénonce un "*leurre*" dans cette requête, portée par l'ensemble des soutiens de François Fillon.

"*C'est un faux débat. Ces résultats sont publics, et en ce qui concerne la Calédonie, ils sont intégrés dans ce qui concerne les résultats de l'outre-mer et des Français de l'étranger*", a-t-il indiqué sur Europe 1.

Jean-François Copé a mis en cause l'entourage de François Fillon qui, "aux abois", tenterait "un coup politique, pour ne pas dire un putsch" afin de signer l'arrêt de mort de l'UMP.

"*Je ne peux pas imaginer qu'il (François Fillon) s'abaisse à cautionner des pratiques pareilles, donc c'est qu'il n'en est pas informé*", a avancé le président élu.

Son équipe, a-t-il affirmé, "*est en train d'instrumentaliser un certain nombre d'amis parlementaires qui l'ont soutenu et qui, en toute bonne foi, sont conduits à être tentés d'aller vers l'implosion de l'UMP*".

Interrogé sur l'éventualité d'un nouveau scrutin, il a estimé que cette décision, si elle apparaissait nécessaire, incombait à un juge. "*On ne décide pas comme ça, sous prétexte que le perdant n'accepte pas d'avoir perdu, de refaire l'élection*". Reuters 22.11

Après de telles déclarations on imagine difficilement qu'ils puissent demeurer dans le même parti, mais cette considération qui vaudrait pour nous ne vaudra pas forcément pour eux, car à l'arrivée ils défendent les mêmes intérêts.

Un complément vous est offert par La Talonnette pour se régaler.

Ayant oeuvré à «*faire monter Copé*» selon Le Canard enchaîné de mercredi, Nicolas Sarkozy aurait considéré que le résultat de François Fillon, à 47,97% des voix, «*l'élimine [pour l'élection présidentielle de 2017 ndr] car quand on a été Premier ministre pendant cinq ans, c'est piteux, c'est terrible pour lui*».

Le lendemain, Nicolas Sarkozy aurait continué devant un petit comité: «*Qui a gagné? Je n'en sais fichtre rien. Mais ces abrutis (Copé et Fillon) sont capables de mettre le parti en l'air (...). S'ils font trop les cons, je vais finir par m'en mêler.*» 20minutes.fr 21.11

Les représentants politiques de l'oligarchie financière sont bien le lumpenprolétariat de la bourgeoisie, Sarkozy en fait ici une nouvelle fois la démonstration à travers son langage et les rapports qu'il entretient avec ceux qui l'ont servi pendant cinq ans ou plus.

[La "**liberté de conscience**" ne fait pas partie des valeurs de Hollande et son gouvernement.](#)

- Mariage pour tous : Hollande revient sur l'expression "*liberté de conscience*"

Le gouvernement français a démenti mercredi 21 novembre tout recul sur le droit au mariage pour les homosexuels malgré les critiques concernant la possibilité, évoquée par François Hollande, pour les maires récalcitrants de ne pas les célébrer eux-mêmes. "*La loi doit s'appliquer partout, dans toutes les communes*", a déclaré mercredi le chef de l'Etat pour tenter de couper court aux polémiques.

"*Il retire l'expression 'liberté de conscience'. Il n'emploie plus l'expression 'liberté de conscience'*", a-t-on déclaré dans l'entourage du chef de l'Etat. "*Le président a utilisé le terme parce qu'il avait été employé à plusieurs reprises par les personnes qui parlaient avant (à la tribune du Congrès) et en particulier par [le président de l'Association des maires de France] Jacques Pélissard. Il répondait à cette interpellation, a-t-on ajouté de même source. Il répondait à une inquiétude de certains maires, qui était qu'on les force par la loi à procéder eux-mêmes aux mariages.*"

"*Il n'y aura pas de liberté de conscience dans le projet de loi sur le mariage pour tous qui sera présenté*", a assuré en fin d'après-midi le porte-parole de l'Inter-LGBT (lesbienne, gay, bi et trans), à l'issue d'un entretien d'une trentaine de minutes avec le président. François Hollande aurait reconnu que le terme de "*liberté de conscience*" n'était pas "*approprié*". Le Monde.fr avec AFP et Reuters 21.11

Toujours aussi bien inspiré Hollande ! Cela vous étonne? Nous, non !

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi ne pas en profiter.

- IKEA baisse les salaires de 10% en Grèce - L'Expansion.com

Une fois le coût du travail diminué...

- Renault va créer 1300 emplois en Espagne - L'Expansion.com

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Attentat à la bombe à la résidence du président de la cour d'appel : que des dégâts matériels.

Une forte explosion s'est produite vers 2 heures du matin ce jeudi, à la résidence du président de la cour d'appel, dans le quartier de Chalandri, dans le nord-est d'Athènes.

D'importants dégâts matériels ont été relevés, mais personne n'a été blessé. Les auteurs auraient placé l'engin explosif à l'entrée du garage. L'explosion, qui a été entendue sur une large zone, a causé de graves dommages à la maison et a brisé les fenêtres des maisons environnantes. okeanews.fr 22.11

2- Arabie Saoudite

Privées du droit de conduire et de voyager sans autorisation, les Saoudiennes sont désormais soumises à une nouvelle mesure de contrôle avec un système électronique mis en place par les autorités avertissant leur famille dès qu'elles quittent le royaume. Depuis la semaine dernière, le "gardien" de la femme saoudienne - père, époux, frère ou tuteur - reçoit sur son téléphone un message SMS l'informant que la femme placée sous sa garde légale a franchi les frontières du royaume, même si elle voyage en sa compagnie.

C'est la militante Manal al-Chérif, icône de la campagne pour obtenir le droit des femmes à conduire, qui a relayé l'information sur Twitter, après avoir été alertée par un couple. L'époux, qui voyageait pourtant en compagnie de sa femme, a reçu un message par SMS des services de l'émigration, l'informant que son épouse "*a[va]it quitté l'aéroport international de Riyad*". "*Les autorités ont recours à la technologie pour surveiller les femmes*", déplore la romancière et éditorialiste Badriya al-Bichr, dénonçant "*l'état d'esclavage dans lequel est maintenue la femme saoudienne*".

Les femmes n'ont pas le droit de quitter le royaume sans une autorisation de leur "*gardien*" - qui peut être son propre fils pour une veuve ou une divorcée - et doivent produire à l'aéroport ou aux frontières du royaume une "*feuille jaune*" signée par ce dernier servant d'autorisation de voyager. Cette nouvelle décision a été violemment dénoncée sur Twitter, rare bulle de liberté dans le royaume. "*Qu'ils nous passent les menottes, tant qu'ils y sont!*", affirme une femme. "*Il ne reste plus qu'à équiper nos femmes d'une puce électronique pour qu'on puisse suivre tous leurs déplacements!*" ironise un homme. lepoint.fr 21.11

"*Il ne reste plus qu'à équiper nos femmes d'une puce électronique*", cela ne vous fait-il pas penser à une autre info du même genre qu'on aura attribuée un peu rapidement aux tenants de la théorie du complot, alors qu'elle provenait de N. Rockefeller et Obama ?

SOCIAL

France

Les charcutiers sont confrontés depuis cet été à une envolée de leurs coûts de production et quatre entreprises ont déjà déposé le bilan depuis septembre, mettant 500 personnes sur la sellette, a-t-on appris auprès du président de la Fédération des industriels charcutiers (FICT).

"A terme, ce sont 1.000 à 1.500 emplois qui sont menacés" dans le secteur, qui emploie 35.000 personnes, met en garde M. Volut, président de la Fédération des industriels charcutiers (FICT).

La charcuterie industrielle, déjà confrontée à une crise de rentabilité, doit faire face depuis cet été à une augmentation de ses coûts d'environ 10%, due à la flambée du prix de la viande porcine, selon M. Volut.

Or, la grande distribution rechigne à répercuter cette hausse des prix, selon lui. La preuve: les prix de la charcuterie vendue aux consommateurs n'avaient progressé fin septembre que de 2,4% sur un an, rapporte le président du FICT.

Dans le panier alimentaire des ménages, sur 100 euros dépensés, 8 reviennent, aujourd'hui, aux agriculteurs, 11 aux industriels et 21 au commerçant, selon l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires.

La charcuterie française emploie 35.000 personnes (soit 8% des effectifs de l'agroalimentaire), au sein de 300 entreprises, des PME en majorité. Elle produit un million de tonnes pour un chiffre d'affaires annuel de 6 milliards d'euros.

En 2011, elle a déjà supprimé 700 emplois. AFP 21.11

Grèce

La franchise grecque du géant suédois Ikea entend procéder à des réductions d'environ 10% des salaires de ses employés dix jours après l'adoption par le pays d'un nouveau train de rigueur, a dénoncé mercredi le syndicat des employés, mobilisé contre cette mesure. "*La direction de l'entreprise a prévenu ses employés de réductions allant de 9% à 11% de leurs salaires dès décembre, ce qui concerne environ 1400 employés travaillant dans les cinq magasins de la franchise à travers le pays*", a indiqué à l'AFP Rafael Gilaris, président du syndicat des employés d'Ikea.

Les 400 employés d'un des deux magasins d'Ikea à Athènes ont entamé mardi des grèves reconductibles qui "*vont durer jusqu'à samedi pour protester contre ces réductions*", a indiqué M. Gilaris. Le récent nouveau plan de rigueur voté par le Parlement grec sous la pression des créanciers UE et FMI, prévoit plus de mesures de flexibilité du marché du travail, facilitant licenciements et contrats individuels.

Selon M. Gilaris, Ikea avait déjà procédé en février, lors de l'adoption d'un précédent train d'austérité, à des réductions des salaires supérieurs à 1.500 euros, concernant 200 salariés de la franchise. L'Expansion.com avec AFP 21.11

ECONOMIE

1- France

Dexia "*risque encore de coûter cher à l'Etat*", a prévenu mercredi le président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts (CDC), Henri Emmanuelli, en référence au stock de prêts aux collectivités de la banque, dont une partie est considérée à risque.

"*Dans Dexma, il reste 70 milliards d'euros de portefeuille*", dont "*à peu près 10 milliards d'euros sur les collectivités sur lesquels on peut avoir quelques inquiétudes, pas sur la totalité mais sur une partie*" et "*aussi 10 milliards de prêts toxiques*", a précisé le député PS.

Selon le montage proposé à la Commission européenne, l'Etat doit devenir actionnaire majoritaire de Dexma, aussi appelé DMA. La Caisse des dépôts prendrait une participation au capital.

M. Emmanuelli a rappelé que l'ensemble du groupe Caisse des dépôts avait perdu, à ce jour, 4 milliards d'euros dans le dossier Dexia, dont elle est le premier actionnaire.

Dans le détail, 2,9 milliards proviennent de la section générale (périmètre strict de la CDC), 1 milliard du Fonds d'épargne (qui centralise 65% du Livret A et du Livret de développement durable) et le solde de CNP Assurances, contrôlé par la CDC.

"La Caisse se trouve à nouveau sollicitée par l'Etat pour prendre une participation (dans DMA, NDLR) que nous avons tendance plutôt à refuser parce que cela nous a déjà coûté très, très cher", a commenté M. Emmanuelli.

"Nous sommes néanmoins l'objet (...) de pressions insistantes parce que si ce n'est pas nous, l'Etat ne sait pas avec qui réaliser le montage", a-t-il ajouté.

"La Caisse des dépôts ne pourrait entrer au capital d'une entité agissant en dehors du marché et porteuse de risques très élevés, notamment en ce qui concerne certains prêts sensibles en France, mais aussi hors de France", a renchéri le directeur général de la CDC, Jean-Pierre Jouyet, lors de la même audition.

"Nous envisageons actuellement un schéma qui permettrait à la Caisse de participer à la reprise de DMA en protégeant son apport de liquidités et son exposition à des recapitalisations futures", a expliqué le dirigeant. AFP 21.11

2- Grèce

2.1- La Banque centrale européenne (BCE) a donné mercredi un satisfecit au plan de recapitalisation des banques grecques, volet essentiel du plan de sauvetage financier de la Grèce.

Athènes avait dévoilé le 12 novembre les détails de ce mécanisme de 50 milliards d'euros destiné à renflouer les caisses de ses banques en difficulté.

En vertu de ce plan, les banques viables émettront des actions et des obligations convertibles. Si la demande d'investisseurs privés porte sur moins d'un dixième des actions ou obligations émises, les banques passeront sous le contrôle du HFSF, un fonds public financé par le plan de sauvetage et qui reprendra les titres émis.

"La BCE fait bon accueil au projet", lit-on dans un avis de la banque centrale. "La BCE considère que le cadre proposé de mise à prix contient des incitations appropriées pour encourager les institutions de crédit grecques à s'affranchir du soutien de l'Etat dès que possible".

Les actions émises seront mises à prix avec une décote de 50% par rapport au prix moyen des 50 jours précédant l'émission.

Le plan s'applique aux quatre principales banques grecques, la Banque nationale de Grèce, Alpha Bank, Eurobank et la Banque du Pirée. Reuters 21.11

2.2- Citi, la dernière grande banque internationale ayant une présence sur tout le territoire grec, va fermer toutes ses agences en dehors d'Athènes et de Thessalonique, soit 16 sur 37. Cette mesure entraînera la perte de 170 emplois, près du dixième de l'effectif de la banque américaine en Grèce.

"L'environnement actuel requiert de s'adapter (...) nous allons porter davantage l'accent sur l'investissement, les produits financiers et les cartes de crédit", a déclaré une porte-parole de la filiale grecque de Citi.

D'autres banques étrangères, notamment le Crédit Agricole et la Société générale, ont vendu leurs filiales grecques acquises pendant les années fastes qui ont suivi l'entrée du pays dans la zone euro.

D'autres groupes étrangers se sont complètement retirés de la Grèce, à l'instar des distributeurs français Carrefour et Fnac, ou de l'allemand Saturn Hansa, filiale d'électronique grand public de Metro.

Pour autant, la baisse du coût du travail, conséquence de l'austérité imposée par les créanciers internationaux de la Grèce, commence à rendre le pays attractif pour d'autres groupes.

Hewlett Packard a signé un accord la semaine dernière pour faire du Pirée son principal port d'attache pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Et Unilever, le géant anglo-néerlandais des produits de grande consommation, compte transférer en Grèce une partie de ses opérations de production. Reuters 21.11

Voilà des bonnes nouvelles qui vont réjouir tous ceux de l'UMP au Front de gauche qui réclament la fin de la crise ! Sur le dos de qui, de quelle manière, dans quelles conditions, quelle question, ils s'en foutent, si le régime est sauvé, c'est l'essentiel !

[Haut de page ↗](#)

Le 23 novembre

CAUSERIE

De nouveau nous devons subir des coupures de courant à répétition jour et nuit, entre 10 et 15 heures par jour. On doit jongler en permanence pour ne pas vider les batteries, j'allume l'ordinateur mais pas le ventilateur, du coup je ruisselle de sueur comme en plein été à 23h !

La vie de tous les Indiens est perturbée du fait qu'ils coupent une heure et remettent le courant pendant une heure, et cela de 18h à 2 ou 3 heures du matin. Avant ils coupaient à heure fixe le matin, maintenant ils coupent n'importe quand pour une durée indéterminée, cela va de 2 à 10 heures ! Impossible de regarder la télévision, de prévoir quoi que ce soit, si vous voulez passer une soirée avec des amis ou en famille, elle sera en partie foutue, non mais ils font vraiment tout pour nous pourrir la vie un peu plus chaque jour. Moi je suis un privilégié avec mon convertisseur de courant et mes deux batteries, 90% des Indiens ne peuvent pas se le permettre. Les gosses doivent faire leurs devoirs ou apprendre leurs leçons à la torche électrique ou à la lampe à huile. Ainsi la plupart des Indiens prennent leur repas du soir dans la pénombre, c'est sympa après une journée de boulot !

Ils ont industrialisé le pays pour que la population consomme plus (s'endette), peu importe dans quelles conditions...

Les Indiens sont profondément arriérés et ne sont pas prêts de changer.

Mon épouse se rend à la clinique ou travaille le cardiologue qui l'avait opérée la première fois en 1986. Il lui a proposé ou plutôt suggéré de venir passer quelques jours dans cette clinique flambant neuve dans laquelle il a des parts - il m'avait proposé d'en prendre lors de sa construction il y a quelques années déjà et je n'avais pas donné suite pour une question de principe, pour faire un bilan de santé et voir ce qui cloche chez elle et que ces "abrutis" de médecins en France n'ont pas trouvé. Dans la tête de mon épouse, cette suggestion a tout de suite pris la valeur d'une obligation, elle s'est mis cela en tête immédiatement comme si cela venait d'elle sans réfléchir puisqu'elle en est incapable ou presque, et ce matin c'est un de ses frères qui l'a emmenée à cette clinique.

Plus fort encore. En arrivant en Inde il y a deux semaines à peine, elle m'a dit qu'à son retour en France elle serait admise à l'hôpital public de la Timone à Marseille, qui à ma connaissance a une bonne réputation, pour une durée prévue de trois mois, justement afin de subir de nouvelles analyses et une rééducation, etc. C'est à croire qu'elle ne se trouve bien que lorsqu'elle est hospitalisée, c'est démentiel ! Je lui ai dit d'attendre son retour en France et que la clinique indienne avait pour seul objectif de lui soutirer du fric, rien à faire, impossible de lui faire entendre raison.

Il n'y a pas qu'en politique qu'ils profitent de l'arriération de la population, pas seulement en Inde, cela vaut pour la France, en premier lieu sur le plan économique, j'ajouterai qu'ils profitent de la même manière de la masse de la population qui se croit supérieure à la masse des arriérés et qui passe son samedi à faire du shopping, à dépenser du fric dans un tas de trucs inutiles ou qui font double, triple emploi ou davantage encore, qui renouvelle des biens d'équipement qui fonctionnent parfaitement bien ou toutes sortes de marchandises encore en bon état en justifiant cette addiction inconsciente à l'économie de marché de mille manières. Oui, quelque part cela confirme que les idées de la classe dominante s'immiscent vraiment partout, dans toutes les têtes, y compris celles des militants.

Hier je suis allé dans un nouveau centre dentaire pour un contrôle car j'ai une douleur à une dent. Après examen et radio complète de la mâchoire, il s'avère que toutes mes dents sont impeccables. Bon, je suis soulagé et je me dis qu'on va en rester là. Pas vraiment, le dentiste m'a expliqué que ma douleur provenait d'une petite infection due au fait qu'avec l'âge la mâchoire se déformait et l'espace entre les dents s'aggrandissait, il faudrait donc nettoyer tout cela puis colmater ces espaces, etc. Résultat : jusque là je n'avais dépensé que 350 roupies, il me présente un devis de 12.800 roupies, précisant que cela correspondrait à trois interventions, deux très courtes de 15 à 20 minutes et une autre un peu plus longue.

Sur le coup j'ai accepté son devis et j'ai pris un rendez-vous pour lundi prochain, alors qu'il voulait intervenir immédiatement. J'ai pensé qu'il s'agissait d'un traitement préventif et que ce n'était pas inutile. Puis une fois rentré chez moi, en réfléchissant au comportement de mon épouse, j'ai décidé de ne pas donner suite à cette proposition digne de vulgaires boutiquiers et d'annuler mon rendez-vous. Ils ont dû me prendre pour un abruti ou quelqu'un qui avait du fric à foutre en l'air, un Blanc en plus, quelle aubaine, mais pas de bol ils sont tombés sur quelqu'un qui réfléchit avant d'agir, c'est préférable, la preuve !

Autre chose

Quand je dis parfois que notre portail intéresse des militants de nombreuses formations politiques dans différents pays, personne n'est obligé de me croire sur parole, heureusement !

Par exemple, cela fait déjà plusieurs années que je reçois régulièrement un courriel d'Italie sans l'avoir jamais mentionné. Je

ne pratique pas l'italien donc je n'y ai jamais prêté attention, par contre j'ai de la famille en Italie, la soeur de mon père était marié à un Italien, Jacomino Torbol, maçon de son état, et j'ai une cousine Nadia qui doit maintenant être un peu plus âgée que moi.

Nuove Resistenti n.430

Jeudi 22 novembre 2012 1h53

De: "posta@resistenze.org"

À: milarepa13@yahoo.fr

Il Centro di cultura e documentazione Popolare, Via Reggio 14 - 10153 Torino, ti invita alla lettura delle notizie pubblicate sul sito www.resistenze.org nell'ultima settimana: Movimento Comunista Internazionale...

Fastoche l'italien, à lire seulement.

Une réflexion.

Comment la finance de l'ombre menace l'économie mondiale titrait L'Express, tiens je ne savais pas que ce magazine atlantiste avaient adhéré à la théorie du complot... Une dérive gauchiste impardonnable...

D'après Wikipédia, la théorie du complot serait le fait de déséquilibrés mentaux pour ainsi dire, car lorsque les puissants du vieux monde se réunissent dans le plus grand secret, ce ne serait pas parce qu'ils auraient quelque chose à nous cacher, mais pour notre plus grand bien, car voyez-vous ils y travaillent d'arrache-pied tout au long de l'année, si, si, puisqu'on vous le dit vous devez les croire, sinon, vous serez catalogué comme complotiste, tant pis pour vous, dans leur bouche cela a la même valeur qu'une maladie honteuse.

Je n'en suis pas sûr, j'ai cru comprendre que Wikipédia était sponsorisé ou était chapeauté par Google ou Yahoo, bref une agence du Nouvel ordre mondial justement, rien d'étonnant à cela.

Autre chose.

C'est désolant tout de même d'être obligé de se fader des vidéos sur l'économie ou la gouvernance mondiale ou d'autres questions qui nous intéressent qui ont été réalisés par des gens aux intentions douteuses (sic!), peu ou pas fréquentables, tous adeptes du capitalisme, fervents catholiques, proches de l'extrême droite ou carrément d'être droite, royalistes, staliniens repentis, etc. Pourquoi le POI, le NPA ou LO ou d'autres formations en ont-ils été incapables ?

Ils en ont mis du temps avant de réaliser qu'Internet était un formidable outil de communication (et de désinformation) et d'investir dans des portails à peu près présentables. Cependant, apparemment aucun n'a encore compris qu'une page d'accueil n'était pas un fourre-tout bordélique, où il faut systématiquement faire défiler l'écran pour accéder aux différents articles ou différentes rubriques, ce qui est peu pratique et laborieux, prend du temps et en décourage plus d'un de la parcourir entièrement. Je suis sympa avec eux, je leur refile un tuyau.

De mon côté, en bon autodidacte que je suis resté, j'ai réalisé seul ce portail, je me suis inspiré du site d'un éditeur ou une librairie sur lequel j'étais tombé un jour et que j'avais trouvé clair et pratique d'accès. J'avais copié les balises permettant de réaliser la colonne de gauche et la partie où figure les différentes rubriques, puis au fil du temps je l'ai amélioré en fonction de l'évolution de mon activité politique. Un informaticien m'a fourni les bases du html, ensuite je me suis formé tout seul à partir de leçons que j'ai trouvées sur le Net.

Depuis longtemps je n'ai plus de temps à consacrer à l'informatique, je le consacre presque exclusivement à l'actualité quotidienne. Je ne sais pas comment fonctionne un blog. Pour actualiser le site je dois formater chaque titre, paragraphe, chaque expression présentant une particularité par rapport au reste du texte (ou de la page), mot en italique ou caractère gras, etc. je dois tout créer quotidiennement et ne pas me planter sinon un paragraphe ou un mot saute, une photo n'est pas disponible ou apparaît n'importe où, l'air de rien cela demande une grande attention. S'il est vrai que la moindre erreur ne pardonne pas, avec l'expérience il devient facile de la repérer rapidement, pourquoi, parce que j'ai déjà dû toutes les faire !

Si nous avons un parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom, notre portail serait inégalé et inégalable, il ne comporterait pas 4.000 articles, documents ou vidéos, mais 40.000 ! Mais comment s'y retrouver alors ? Fastoche, c'est juste une question d'organisation, c'est un truc dont vous avez dû entendre parler un jour, non, l'organisation, l'ordre, la discipline, la rigueur, les principes, la dialectique quoi !

Combien de portails comportent des milliers et milliers de documents, mais s'avèrent carrément inaccessibles tellement leur organisation est merdique, tenez celui de la BNF par exemple. Avant d'accéder au lien qui va vous envoyer vers le document que vous cherchez, vous devez déjà commencer par comprendre comment fonctionne leur portail et passer d'une fenêtre à une autre, suivre de nouvelles instructions, etc. D'ailleurs c'est bien simple, ils vous invitent à consulter le mode d'emploi qu'ils ont réalisé à cet effet ! J'ai pris la BNF comme exemple, mais peut-être que depuis ils ont fait des progrès, je n'en sais rien.

Les syndicats garants de la bonne application du pacte de compétitivité. Ils ont déjà tous capitulé. Les preuves.

Les syndicats français se veulent vigilants sur les contreparties pour les salariés et le contrôle de l'utilisation des 20 milliards d'euros de crédit d'impôt proposés aux entreprises par le pacte de compétitivité du gouvernement.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault a consulté jeudi les syndicats - CFDT, FO, CGT, CFTC, CFE-CGC - sur la mise en oeuvre de ce texte, dont les dispositions seront incluses dans le collectif budgétaire (PLFR) appelé à être voté le mois prochain.

Le PLFR intègrera ainsi la partie dépenses, un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros prévu à partir de 2014 mais mobilisable dès l'an prochain pour les PME, et la partie recettes, des hausses de deux taux de TVA qui entreront en vigueur le 1er janvier 2014.

Les questions de gouvernance, notamment celle du contrôle par les salariés de la bonne utilisation du crédit d'impôt, feront l'objet d'un autre texte "*dans le courant de l'année 2013*", souligne-t-on de source gouvernementale.

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a dit avoir reçu du Premier ministre et du ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, qui assistait à l'entretien, des garanties sur la bonne utilisation de l'argent public.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, et celui qui succédera à ce poste dans une semaine, Laurent Berger, ont dit avoir reçu des garanties en terme de capacité pour les représentants du personnel "*de contrôler et de débattre de l'utilisation*" des 20 milliards pour l'investissement, la recherche, "*mais aussi qualité de l'emploi*".

"*J'entends l'engagement du Premier ministre et nous serons, évidemment, plus que vigilants pour qu'il soit respecté jusqu'au bout, c'est pour nous un élément crucial*", a dit François Chérèque.

Force ouvrière estime pour sa part qu'il ne revient pas aux salariés, mais à l'Etat, de contrôler l'utilisation du crédit d'impôt. "*Les 20 milliards, moi j'appelle ça une aide d'Etat sans condition aux entreprises*", a déclaré son secrétaire général, Jean-Claude Mailly.

"*La contrepartie, c'est pas un mec dans un conseil d'administration*", a-t-il ajouté. "*C'est à l'Etat de contrôler l'utilisation de cet argent public. On veut être informés, mais nous ne participerons pas à un contrôle des fonds*".

L'Etat "*aurait pu dire 'vous aurez des aides à telle ou telle condition'. Ce n'est pas le choix qui est fait*", a-t-il poursuivi. "*J'espère que c'est pas 20 milliards par la fenêtre*".

Bernard Thibault a lui aussi émis des doutes sur un "*mécanisme qui n'est pas assez ciblé*".

"*Les entreprises touchent déjà beaucoup d'argent public au nom de l'emploi, depuis de nombreux gouvernements*", a-t-il fait valoir. "*Il n'est pas vrai que toutes les entreprises aient besoin d'argent pour survivre*". Reuters 22.11

Les réserves de Mailly sont du vent, à aucun moment il n'exprime son opposition aux 20 milliards d'euros de cadeaux aux patrons actionnaires, il "*espère*" qu'ils en feront un usage, ben voyons !

Pourtant comme ses collègues corrompus, il sait parfaitement de quoi il retourne. La preuve.

- Une loi définira début 2013 les contreparties auxquelles seront soumises les entreprises françaises bénéficiant de 20 milliards d'euros de crédit d'impôt censés stimuler leur "compétitivité", a annoncé jeudi le Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Il n'est pas question d'embauches ni d'augmentations de salaires mais seulement d'obligation de discussions. Matignon a fait cette annonce après avoir reçu, en compagnie de plusieurs ministres, les syndicats de salariés et d'employeurs.

"*Le Premier ministre a indiqué qu'il souhaitait que le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) soit mis en oeuvre très rapidement, par amendement dès la loi de finances rectificative pour 2012*", précise le communiqué de Matignon.

"*Une 2e loi viendra en début 2013 définir les contreparties liées à l'utilisation du CICE, et notamment les modalités de dialogue social auxquelles elle donnera lieu au niveau national et dans chaque entreprise*", ajoute-t-il.

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque entend notamment par "*contreparties*" un plus grand "*dialogue dans l'entreprise, la capacité pour les représentants du personnel de contrôler et de débattre de l'utilisation de cet argent dans les entreprises*". Reuters 22.11

C'est clair, non ? La "*contreparties*" : une amplification de la collaboration de classes, il fallait y penser. Cela ne vous suffit pas, alors les patrons du CAC40 en rajoute une couche.

- Il n'y en a jamais assez pour les multinationales du CAC 40. Les dirigeants de l'Association française des entreprises privées (Afed) s'inquiètent que le projet de crédit d'impôt de 20 milliards d'euros du gouvernement, qui fera automatiquement grimper leurs bénéficiaires, profite aussi à leurs salariés, via les mécanismes de participation.

Consultés sur le projet de texte du crédit d'impôt, ces grands patrons français écrivent dans un courrier que s'est procuré Libération : «*Il est [...] impératif que la mesure [le crédit d'impôt, ndr] ne conduise pas automatiquement à une hausse des rémunérations. A cet égard nous nous interrogeons sur les effets de la mesure : il est en effet essentiel que la mesure ne soit pas indirectement annulée par une augmentation de la participation des salariés [...]. Ce point doit être traité soit législativement (changement du code de travail), soit par voie d'instruction avant la mise en œuvre de la mesure.*» liberation.fr 22.11

ACTUALITE EN TITRES

[Inabordables à l'époque de la cupidité sans frein, normal.](#)

- Noël: du luxe plutôt que des jouets dans les vitrines des grands magasins - AFP

[Pendant que des millions parviennent difficilement à survivre](#)

- Une majorité de Français veulent épargner davantage - Reuters

[Consommer à en vomir.](#)

- Thanksgiving sonne le départ du marathon de la consommation - Reuters

[Message d'un média conquis aux paradis fiscaux.](#)

- '*La croissance africaine est dynamique, mais mal partagée*' - LeMonde.fr

[Otan. La dictature militaire mondiale.](#)

- L'Otan va déployer des antimissiles Patriot en Turquie - LeFigaro.fr

[Normal qu'ils protègent leurs mentors.](#)

- Le Parlement européen vote la protection des requins - Reuters

[Psychodrame à l'UMP](#)

- Gattegno : l'UMP est moins au bord de l'implosion qu'au bord du ridicule - LePoint.fr

- UMP: la droite s'enfonce dans une "*tragi-comédie*", estime la presse - AFP

Lors de l'affrontement UDR-UDF dans les années 70, puis Balladur-Chirac en 1995, puis de Villepin-Sarkozy, puis maintenant Copé-Fillon et j'en oublie, chaque fois on nous ressort la même fable : ça y est, c'est pour aujourd'hui, le parti de l'ordre va exploser, disparaître, les institutions de la Ve République vont s'effondrer... et puis, et puis la vie institutionnelle continue comme avant.

Ah ben alors, c'est à rien n'y comprendre s'interroge les esprits crédules qui se laissent bercer ou bernés par ces balivernes. C'était oublié que pendant ce temps-là un troisième larron assurait le service après-vente : le PS toujours fidèle au poste quand il s'est agi de défendre l'intégrité des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République, il en fait la démonstration aujourd'hui une nouvelle fois.

Effectivement, en votant Hollande, pire en appelant à voter pour lui, vous avez assuré la stabilité des institutions, merci pour elles.

Epilogue de dernières minutes.

François Fillon, interrogé sur RTL vendredi matin.

"On ne peut pas avoir confiance en les statuts d'un parti dont le président s'est autoproclamé dimanche soir, alors même que la commission n'avait pas commencé à décompter les voix", a insisté M. Fillon. D'un "parti dont la commission de contrôle nous dit froidement qu'oublier trois départements, ce n'est pas grave". "D'un parti dont un salarié a tenu une conférence de presse invraisemblable, brandissant des documents auxquels il n'a pas accès, auxquels je n'ai pas accès", a-t-il martelé, en allusion aux déclarations de Jérôme Lavrilleux, directeur de cabinet de M. Copé.

"Depuis le début, ce qui a rendu cette élection impossible, c'est le fait que la direction de l'UMP a toujours été partielle", "on est vendredi matin et je n'ai toujours pas pu obtenir la publication des résultats fédération par fédération", explique M. Fillon.

François Fillon, tout en déplorant "le spectacle qu'on offre" et mesurer "tous les dégâts de cette crise", rappelle qu'"un parti politique ce n'est pas une mafia, un endroit où on peut refuser de dire la vérité". "Comment faire respecter les valeurs républicaines si on ne donne pas soi-même l'exemple ?" s'interroge-t-il. lemonde.fr 23.11

Bon, quand c'est un dirigeant du parti de l'ordre qui le compare à la mafia, je ne sais pas ce que vous en pensez, on est naturellement porté à le croire, ajoutons que cela ne date pas d'hier !

D'autres commentateurs se sont interrogés sur le silence assourdissant des dirigeants du PS sur cette affaire.

Ils ne peuvent pas être au four et au moulin, ils assurent le bon fonctionnement des institutions, la seule chose qu'ils savent faire, non ?

En réalité, il ne vaut guère mieux et ils le savent. Et ceux qui y sont restés de longues décennies ? Non, non, ils ne le savaient pas, juré, craché, d'ailleurs des années après avoir quitté ce parti ils sont encore en train de le justifier, comme quoi quelque part ils n'ont pas vraiment changé, on ne donnera pas de noms, vous les avez en tête.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

1- Une méthode mafieuse de gouvernance.

L'ex-ministre UMP de l'Intérieur Brice Hortefeux a été condamné jeudi à Paris à 5.000 euros d'amende avec sursis et 10.000 euros de dommages et intérêts pour avoir menacé Olivier Morice, avocat de familles de victimes de l'attentat de Karachi, en 2002 au Pakistan. Me Morice avait publiquement estimé que Nicolas Sarkozy était "au coeur de la corruption".

Dans un entretien au Nouvel observateur en octobre 2011, Brice Hortefeux, un proche de Nicolas Sarkozy, se disait "écoeuré par la lâcheté des journalistes qui fracassent tous les amis de Nicolas Sarkozy, alors que c'est Me Morice qui devrait être fracassé".

Le tribunal correctionnel de Paris a estimé dans le texte de sa décision que ces propos visaient à "influencer le comportement de l'avocat dans l'exercice de ses fonctions".

"Le propos constitue bien un acte d'intimidation en raison de la violence du terme employé, au surplus par une personne haut placée, ce qui le rend manifestement plus impressionnant", estime le tribunal dans ses attendus. AFP 22.11

2- Comptabilisés mais pas pris en compte, coupable mais pas responsable, etc.

L'Assemblée a approuvé jeudi la reconnaissance du vote blanc, en adoptant à l'unanimité des 90 députés présents une proposition de loi UDI, amendée, pour que les votes blancs aux élections soient comptabilisés séparément des nuls, mais pas pris en compte dans les suffrages exprimés.

Le gouvernement, par la voix d'Alain Vidalies, avait donné un avis favorable à la proposition de loi centriste modifiant l'article L-66 du Code électoral, mais à la condition que les votes blancs ne soient pas pris en compte pour la détermination des suffrages exprimés.

Une prise en compte des bulletins blancs dans les suffrages exprimés aurait entraîné des problèmes "*politiques*" et "*juridiques*" en conduisant notamment à modifier les règles de calcul de la majorité absolue, a objecté le ministre, mais aussi le président de la commission des Lois, Jean-Jacques Urvoas (PS). Cela aurait, entre autres, "*conduit Jacques Chirac en 1995 et François Hollande cette année à accéder au pouvoir suprême sans majorité absolue*", a observé le député PS Pierre-Yves Le Borgne. Le Point.fr 22.11

Hollande serait illégitime, non, qui l'aurait cru franchement !

3- Union nationale... par la bande.

Le Parlement a adopté définitivement jeudi soir le projet de loi instituant la "*règle d'or*" d'équilibre des finances publiques prévue par le traité budgétaire européen, le Sénat l'ayant voté à une très grande majorité quelques jours après l'Assemblée nationale.

Comme en première lecture, le texte a été voté par 320 voix contre 22, dont les 20 membres du groupe Communiste républicain et citoyen (CRC), Jean-Pierre Chevènement et Pierre-Yves Collombat. En revanche la droite UMP et centriste a voté pour, ainsi que la gauche gouvernementale PS, RDSE (à majorité PRG), écologiste.

La loi organique confie aux lois de programmation pluriannuelle des finances publiques le soin de mettre en musique la "*règle d'or*" fixée par le traité budgétaire européen: un déficit budgétaire "*structure*" (hors aléas de la conjoncture) limité à 0,5% du PIB le plus rapidement possible.

Un Haut conseil des finances publiques, présidé par le premier président de la Cour des comptes, veillera au respect de cet objectif.

Ses quatre membres nommés par la Cour des comptes seront deux hommes et deux femmes. Pour les quatre membres nommés par les présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale et des commissions des Finances des deux chambres, un tirage au sort déterminera, qui, parmi ces personnalités, désignera un homme ou une femme. Le genre de la personnalité choisie par le président du Conseil économique social et environnemental sera aussi tiré au sort. Le Haut conseil comprend en outre le directeur de l'Insee. AFP 22.11

Question : qui siègent à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Conseil économique social et environnemental ? Le FN, l'UMP, l'UDI, le MoDem, le PS, le PCF, le PdG... et les syndicats. Chut, ces derniers seraient indépendants des institutions de la Ve République parole d'escrocs, d'aventuriers ou de charlatans ! Quel ommage que de Gaulle ne soit pas encore parmi nous, il tiendrait sa revanche !

SOCIAL

France

1- 2.000 salariés de l'Afpa manifestent à Paris.

Quelque 2.000 salariés de l'Association nationale pour la formation des adultes (Afpa), en proie à de graves difficultés, ont manifesté jeudi à Paris pour réclamer le soutien de l'Etat, afin de retrouver leur "*rôle*" dans la formation des chômeurs, a constaté une journaliste de l'AFP.

Venus de toutes les régions à l'appel des six syndicats de l'organisme (CGT, CFDT, FO, SUD, CFE-CGC, CFTC), les manifestants étaient 1.900 selon la police, 2.000 à 3.000 selon les syndicats.

Au total, quelque 5.000 des 9.150 salariés de l'Afpa ont fait grève toute la journée, selon la direction. AFP 22.11

2- Appel à la grève dans les Caisses d'allocations familiales

Les Fédérations CGT, FO, CFE/CGC ont lancé un appel à la grève pour jeudi dans les Caisses d'allocations familiales pour protester notamment contre les suppressions de poste ou les fermetures de sites, selon un communiqué.

Les CAF "*sont au bord de l'explosion*", affirme le communiqué, citant la suppression de 1.000 postes en trois ans, la "*fermeture de sites d'accueil de proximité*", "*le retard considérable dans le traitement des dossiers des allocataires*", ou la "*dégradation inquiétante des conditions de travail*".

Jeudi et vendredi, les présidents des CAF, les directeurs des CAF sous l'égide du président de la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) et du directeur de la CNAF se réuniront à Marseille pour aborder les futures orientations de la convention d'objectifs et de gestion 2013/2016, souligne le communiqué.

Or les orientations qui vont être discutées "s'inscrivent dans le droit fil de la politique gouvernementale qui prévoit notamment la réduction de 20 milliards de dépenses publiques qui vont impacter aussi les organismes de sécurité sociale dont les CAF", poursuit-il.

Les syndicats lancent aussi un appel à manifester jeudi à 10H30 à Marseille devant le Palais des Congrès "pour exiger l'arrêt de toutes les attaques portées contre la branche famille" de la sécurité sociale. L'Expansion.com 22.11

3- The Phone House. Suppression de 246 postes et la fermeture de 79 magasins.

Dans un marché des télécoms bouleversé depuis l'arrivée de Free Mobile, les petits acteurs peinent de plus en plus à conserver leur clientèle, captée par les grands du secteur. La part de responsabilité de Free fait débat. Mais le dernier à en faire les frais, c'est le spécialiste de la distribution The Phone House, qui a confirmé mercredi la suppression de 246 postes et la fermeture de 79 magasins lors d'une première réunion d'information du comité d'entreprise (CE), a-t-on appris auprès du syndicat Force ouvrière.

"La direction nous a confirmé aujourd'hui (mercredi) la mise en place d'un projet de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) avec la suppression de 246 postes et la fermeture de 79 de ses magasins", a affirmé Gregory Etienne, délégué syndical FO et élu au CE.

Les représentants du personnel ont réclamé à la direction plus d'informations pour "mieux évaluer les motifs économiques du plan social" avec "des précisions sur les difficultés financières de tous les pays dans lesquels The Phone House a des magasins", selon M. Etienne. L'Expansion.com 22.11

4- La Société générale envisage d'externaliser quelque 400 postes.

La Société générale envisage d'externaliser quelque 400 postes de back-office dans le cadre de la réorganisation de ses activités de banque de financement et d'investissement (BFI), selon des documents internes dont Reuters a obtenu une copie.

Dans le cadre de ce projet baptisé Mikado, c'est le groupe américain Accenture qui gèrera et détiendra la nouvelle société créée, est-il précisé dans un document de la Société générale.

Le projet de transfert concerne les fonctions opérationnelles de gestion des titres, ainsi qu'une partie des effectifs transversaux travaillant sur ces produits, y compris également.

En Bourse, l'action Société générale avançait de 0,36% à 26,73 euros à 16h20.

Avec un gain de 55% depuis début janvier, le titre efface presque toutes ses pertes de 2011 (-57,22%), faisant ressortir une capitalisation de près de 20,9 milliards d'euros. Reuters 22.11

5- Albany annonce la suppression de près des deux tiers de ses effectifs en France.

Le groupe américain de textile technique Albany a annoncé la suppression de près des deux tiers de ses effectifs en France, invoquant la "dégradation continue du marché des textiles industriels en Europe", au grand dam des syndicats qui estiment que l'entreprise est rentable.

Le groupe, dont l'emploi en France avait mobilisé les politiques lors de la dernière campagne présidentielle, prévoit de supprimer 200 postes sur ses sites du Bas-Rhin (Sélestat) et de Haute-Vienne (Saint-Junien).

Cette annonce, effectuée lors d'un comité central d'entreprise mercredi en Suisse, intervient une semaine après que le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a demandé une table-ronde entre la direction et les salariés.

Dans le détail, 127 emplois seront supprimés dans l'usine de Sélestat, qui compte 227 salariés et 75 postes à Saint-Junien, sur le site Albany-Cofpa, qui en compte près de 130, selon les délégués syndicaux des deux sites.

"On est sous le choc", a déclaré à l'AFP David Mathieu, délégué CFE-CGC de Sélestat. "Les suppressions concernent plus de la moitié des salariés, quasiment tout le service administratif va disparaître. Il sera rapatrié en Suisse et le reste sera externalisé".

Selon les syndicats, les suppressions d'emplois seront étalées sur deux ans. La direction s'est engagée à "*reclasser un maximum de personnel*" au sein du groupe, assurant que 60 postes sur son nouveau site à Commercy (Meuse) seraient affectés en priorité aux personnes touchées par le plan, a précisé pour sa part à l'AFP Christophe Sardin, délégué CGT au site de Saint-Junien.

Dans un communiqué, Albany explique sa décision de supprimer "*environ 200 emplois*" par la "*dégradation continue du marché des textiles industriels en Europe*", avec une "*détérioration accrue prévue en 2013*".

Vendredi dernier, M. Montebourg s'était engagé à "*provoquer une table-ronde avec la direction de manière à mettre à plat l'ensemble des divergences à l'égard de cet outil de travail de qualité*" au terme d'une réunion avec des salariés d'Albany-Cofpa.

Jeudi, les syndicats ont indiqué qu'ils allaient saisir immédiatement les services de M. Montebourg afin qu'il organise cette-table ronde avant un comité central d'entreprise prévu mardi prochain à Sélestat, a ajouté M. Sardin.

Les syndicats jugent en effet "*nulle et non avenue*" l'annonce de mercredi en Suisse, arguant que le comité central d'entreprise doit se tenir sur le territoire français.

Le maire UMP de Sélestat (Bas-Rhin) Marcel Bauer a appelé jeudi dans un communiqué "*avec gravité*" à l'intervention de M. Montebourg, la municipalité et l'élu témoignant "*de leur incompréhension*" et réclamant "*l'organisation rapide d'une table ronde*".

De leur côté, des élus de Haute-Vienne, dont le maire (DVG) de Saint-Junien Pierre Allard, ont dénoncé le projet de restructuration: "*Ce qui était incompréhensible et injuste il y a 9 mois (au moment du projet de fermeture de Saint-Junien) reste incompréhensible et injuste aujourd'hui*", déclarent-ils dans un communiqué, en appelant à M. Montebourg.

"*Dans la crise que nous traversons, M. le ministre, personne ne comprendrait qu'une entreprise rentable supprime inconsidérément de l'emploi*".

Albany, dont le siège est situé à Rochester dans le New Hampshire (Etats-Unis), emploie quelque 4.300 personnes sur ses sites répartis dans onze pays. Le groupe est leader dans le domaine des composites tissés, des textiles pour habillage des machines industrielles, et tissus techniques pour l'industrie du papier. AFP 22.11

Vous aurez compris que le jeu consistait à faire tourner une table, Montebourg remplissant le rôle de médium et les salariés virés d'ectoplasmes...

[Haut de page ↗](#)

Le 24 novembre

CAUSERIE

J'ai terminé d'actualiser le site en coup de vent, je dois aller rendre visite à mon épouse à la clinique, etc.

Ma démarche et les incompréhensions qui peuvent en résulter.

Je reconnais que ma manière de procéder est anachronique, c'est la faute à Internet ! Il fallait bien que je trouve un coupable pour me justifier, je plaisante bien sûr, car je l'assume entièrement, mieux c'est un choix délibéré.

Il y en a qui doivent encore croire que Marx ou Engels ou encore Lénine sont nés en ayant les réponses à toutes les questions qui allaient se poser à eux tout au long de leur vie particulièrement bien remplie. Du jeune Marx hégélien de gauche et un brin romantique au rédacteur du Capital, si l'on compare ses écrits à différentes époques on trouvera un tas de contradictions (approximations, hésitations, erreurs, etc.) dans sa démarche intellectuelle et c'est bien normal, c'est le contraire qui serait plutôt préoccupant.

Marx a vécu au cours de la période ascendante du capitalisme. Nous, nous vivons à l'époque de sa décomposition ayant atteint le stade de la putréfaction, époque qui d'une certaine manière concentre toutes les phases par lesquels il est passé. Lui, sa difficulté a été de reconnaître à quel stade et dans quelles conditions la société dans les différents pays allait passer du système féodal au système capitalisme, quels rapports sociaux des deux systèmes existaient encore ou non et de quelle manière ils s'articulaient avec les différentes représentations politiques en place ou en devenir...

Il abattit un travail colossale qu'aucun d'entre nous n'est capable d'égaliser, donc la modestie qu'il nous a enseignée devrait être de rigueur pour juger ou apprécier plutôt l'évolution de notre réflexion et de nos analyses.

Bien que nous nous appuyons sur des faits, notre interprétation de leurs rapports peut s'avérer erronée, de la même manière on peut prendre en compte tous les éléments de la situation et être incapable d'évaluer correctement son évolution. Si bien que le seul critère qui est fiable pour caractériser un parti ou un militant, c'est l'orientation générale qui se dégage de ses prises de position, de son discours, de son programme, de la manière dont il le met en oeuvre, et non tel ou tel fait isolé, telle ou telle parole prononcée ici ou là et qu'on extrait de leur contexte.

De la même manière qu'en principe on juge un homme à ses actes, pour autant que cela soit possible, et non aux interprétations qui peuvent en être données et qui pourraient s'avérer contradictoires. C'est aussi ce qui définit et oppose le matérialisme à l'idéalisme. Ensuite, ce qui domine derrière les actes que l'on commet, ce sont les intentions qui les commandent, l'honnêteté veut qu'ils correspondent. Cependant cette interprétation ne s'applique pas à toutes les situations du fait que nous ne sommes pas égaux dans la société face à notre destin.

Si vous prenez un dirigeant de l'UMP ou du PS, leurs actes ne correspondent pas aux intentions qu'ils affichent, l'intérêt général qui guide en parole leur action ne concerne en réalité qu'une minorité de nantis, tandis qu'ils piétinent allègrement les intérêts de la majorité de la population. Dans ce cas précis les choses sont très claires ou facilement saisissables.

Mais si l'on considère la masse des exploités, elles le sont beaucoup moins, parce que des facteurs extérieurs, sans qu'ils en aient conscience, agissent sur eux et de ce fait rend plus difficile ou impossible ou inapproprié tout jugement. Cela nous ramène à notre sujet.

Bien des questions se présentent à nous sous une forme contradictoire sans que cela constitue forcément un problème ou soit une anomalie, tout simplement parce que la vie et la société, le cours des choses se présente à nous de cette manière tout simplement, sans qu'on y soit pour quelque chose. Vous avez pu observer de quelle manière j'ai traité dernièrement des questions en tentant d'éviter de m'enfermer dans un raisonnement qui excluait justement cette contradiction au profit d'un postulat qui aurait valeur de vérité universelle, mais qui en réalité nous écartait de la réalité, que ce soit la question du sionisme ou du Nouvel ordre mondial ou encore de l'économie financière, etc.

Le questionnement fait partie de la réflexion pour essayer de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et de quelle manière il évolue, dans quelle direction, pour le transformer au profit de l'humanité toute entière...

Qui dit questionnement, dit aussi parfois ou forcément à un certain stade de la réflexion, des questions laissées provisoirement sans réponses ou sans réponses satisfaisantes, incomplètes, approximatives. Si à cet instant-là certains en déduisent ceci ou cela, cela n'engagera qu'eux, en réalité ils interprètent ces réponses imparfaites en fonction de leur état d'esprit du moment ou d'autres facteurs qui n'ont rien à voir avec ce qu'a voulu dire l'auteur.

La pensée est quelque chose de vivant.

Je suis absolument certain que bien des lecteurs se sont déjà dits à plusieurs reprises en me lisant, qu'ils ne comprenaient plus rien à ce que j'écrivais pour avoir donné l'impression de soutenir une idée un jour et l'avoir combattue plus tard, quand je n'ai pas fait marche arrière par la suite. Il ne faut pas se fier aux impressions souvent trompeuses, on se leurre soi-même en attribuant la paternité aux autres, c'est si commode. Mais si je n'avais pas procédé de la sorte cela aurait voulu dire que j'avais la science infuse ou que la pensée serait pareille à une ligne droite, n'oubliez pas que je n'ai pas le temps de penser à l'avance à ce que je vais écrire dans le site, en règle générale tout est rédigé spontanément et j'ai à peine le temps de me relire, c'est de la création intellectuelle pure, en direct, sans fillet ni artifice ou trucage, en même temps que moi vous assistez au développement de ma pensée, avec évidemment tous les défauts qui peuvent accompagner ce genre d'exercice très risqué, pour un intellectuel cela va peut-être de soi, trop à mon avis, pour moi cela nécessite un effort de concentration extrême. Maintenant je ne voudrais pas que vous croyiez que j'écrirais n'importe quoi, en réalité je pense à notre affaire 24h/24, il faut donc relativiser ce qui a été dit précédemment.

Je ne sais pas si cette réflexion plairait à Marx, mais je pense qu'il faut laisser vagabonder sa pensée, lui lâcher la bride pour qu'elle trouve les bonnes portes à ouvrir, les bonnes questions à se poser, ce qui ne veut pas dire qu'on trouvera spontanément les bonnes réponses évidemment. Pourquoi d'après vous Marx a-t-il inlassablement étudié un tas de domaines ? Pour trouver les réponses aux questions qu'il se posait dans d'autres domaines ou parce qu'il était à la recherche des questions qui lui manquaient pour avancer dans ses travaux, sans en changer l'objet pour autant il faut préciser. Ce n'est pas par exemple parce que l'on se penche sur les moeurs sexuels des Mélanésiens qu'on en oublie la lutte des classes.

Je dirais que la pensée est tarie lorsque l'on ne se pose pas ou plus de questions, lorsqu'il n'en surgit pas spontanément en observant ce qui se passe autour de nous ou dans le monde, dans l'univers. S'en poser, c'est déjà bien, s'y atteler ensuite, c'est mieux, y trouver des réponses satisfaisantes, relatives ou absolues, les unes n'existant pas sans les autres, on peut relativiser les choses ou nos expériences sans tomber dans l'excès, c'est notre objectif, de plus il procure une satisfaction. Quand j'écris

"sans tomber dans l'excès", cela me refait penser à la voie du milieu du bouddhisme qui nous aide à vivre cette expérience en évitant de tomber dans l'idolâtrie de la religion.

Il faut que je vous raconte immédiatement ce que je viens de vivre au téléphone avec une femme d'origine indienne vivant à Marseille depuis 10 ans. Elle voulait parler à mon épouse qui est dans une clinique. De quoi ? De la Bible ! Dingue, elle me dit ensuite qu'elle est témoin de Jehova et que Magueswary a déjà eu des rapports avec eux. Elle m'a débité son discours pendant 10 minutes, un prêche, dieu c'est la vérité, la guérison, tu vis en paix même dans la détresse, au lieu de te révolter. Comme je commençais à en avoir marre, je lui ai balancé ce que je pensais de la religion et des sectes, je lui ai dit que je ne souhaitais pas qu'elle ait une relation avec mon épouse qui est très faible. Elle va quand même rappeler, j'essaierais d'intercepter l'appel. Là elle a appelé à 0h08 samedi.

Et je venais juste d'écrire le mot religion après avoir fait une distinction avec le bouddhisme. Il est 0h24. Quand il m'arrive ce genre de trucs, je me dis que tout est dans l'ordre des choses, que je suis où je dois être et m'estimer heureux, je ne dois rien changer à mes convictions.

Vous êtes passés à l'heure d'hiver, du coup je gagne une heure le matin pour actualiser le site.

A propos de ne pas lâcher le fil. J'ai préparé un condensé d'un passage du Capital de Marx et Engels, on oublie toujours Engels alors que c'est lui qui a refait le tome II et qui à l'aide des brouillons et des notes de Marx a écrit et termina le tome III.

On va le publier sous forme d'épisodes, commenté ou non car je n'ai pas le temps, je dois aller à la clinique à 20 kilomètres de chez moi. C'est rédigé si simplement et si clairement qu'en lisant lentement et en respectant la ponctuation, on arrive facilement à suivre, nos deux compères partageaient la même méthode, la même écriture, le même style, la même culture, assurément le même idéal humaniste, celui qui nous anime.

Je vais l'adresser aux réalisateurs de la vidéo Monney le film, ainsi qu'un extrait d'une causerie que j'ai consacrée à cette vidéo. Je pourrais en faire de même avec Médiapart et d'autres, mais je crains de perdre mon temps.

Un dernier mot.

Rapport de forces.

La crise qui secoue les différents gouvernements dans le monde et l'UE a directement un rapport avec les lois de fonctionnement du système économique capitaliste, l'économie réelle ou productive. On pourrait ajouter l'inégalité de développement entre les différents pays et les conditions politiques qui prévalent dans chaque pays, ces trois facteurs étant liés dans la crise du capitalisme mondial. La manière d'aborder cette crise par les différents Etats ne sera pas homogène à l'échelle mondiale, d'où des tensions entre eux...

Si les gouvernements des grandes puissances ne remettent pas en cause la perspective d'un gouvernement mondial, il va de soi que chacun entend faire valoir au sein des différents blocs constitués (continentaux ou transcontinentaux), la place qu'il occupe sur le marché mondial et la part qu'il estime devoir lui revenir dans le futur par rapport à son potentiel de développement existant.

Pourquoi ? Parce que ce rapport de forces déterminent pour le futur dans chaque pays à la fois l'importance et le niveau de revenu de son oligarchie financière et de son élite intellectuelle qui lui est liée au sein de ces blocs politiques, la part qui leur reviendra du gâteau, du marché mondial. En cela rien de changer non plus depuis que Lénine a rédigé L'impérialisme stade suprême du capitalisme (1916), n'en déplaise à ceux qui sont obnubilés par le Nouvel ordre mondial et en oublient la réalité tout simplement.

Autre chose.

Une certaine conception de la démocratie et de la Tribune libre.

Informations ouvrières n° 226 page 14

Titre : *La rédaction - Informations ouvrières et le libre débat*

Premier paragraphe de cet article :

- "Un certain nombre de nos lecteurs nous ont interrogés sur la signification de l'interview de Jean-Luc Mélenchon. Informations ouvrières est à la fois l'organe du POI et une tribune libre de la lutte des classes. A ce titre, il ouvre régulièrement ses colonnes à de nombreux militants ouvriers et syndicalistes qui, sans partager les positions du POI, peuvent trouver à s'exprimer librement dans ce journal."

En lisant ces lignes, je me suis dit : tiens des lecteurs pas contents -sans doute, que dis-je, à coup sûr des militants du POI, la ficelle était un peu grosse, qui ne comprennent pas pourquoi leur parti accordait une pleine page à l'illusionniste Mélenchon nourrit par l'Union européenne.

En fait pas du tout, j'étais complètement à côté de la plaque, j'avais lu trop vite, je me suis laissé abuser à la fois par le premier paragraphe de cet article et par la formule du dernier paragraphe qui était également ambiguë, j'avais cru comprendre qu'ils allaient donner la parole à un lecteur qui contestait la présence de cet interview dans ce journal après avoir évoqué "*la signification de l'interview de Jean-Luc Mélenchon*", je n'ai pas imaginé que cela s'appliquait non pas à la présence de cet interview en tant que tel mais à sa signification politique du fait qu'on la connaît sur le bout des doigts, quel militant ne sait pas que Mélenchon se revendique de l'UE et de l'ONU, franchement ?

Voici le dernier et l'avant-dernier paragraphe en question :

- "*C'est dans ce cadre par exemple que Claude Jenet nous a transmis une réaction à l'interview de Jean-Luc Mélenchon, que nous publierons la semaine prochaine.*

La rédaction d'Informations ouvrières entend dans les semaines et les mois qui viennent ouvrir plus encore ses colonnes à tous les militants ouvriers qui cherchent, sans forcément partager notre point de vue, à résister aux plans d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault."

Sachant que Claude Jenet était secrétaire national du POI, j'ai cru qu'il avait servi de boîte aux lettres des lecteurs que cet interview avait suscité, pas du tout, le dernier paragraphe m'a induit en erreur car la rédaction d'Informations ouvrières a fait allusion à des militants ouvriers qui sont extérieurs au POI et qui pouvaient réagir aux articles contenus dans leur journal, ce que n'ai pas Claude Jenet, quant à présenter Mélenchon comme un "*militant ouvrier*" alors qu'il a fait toute sa carrière au PS, au Sénat et au Parlement européen, c'est grotesque.

Bref, je n'avais pas compris cette tournure qui signifiait que ce serait Claude Jenet qui nous ferait part la semaine suivante de sa réaction à l'interview de Mélenchon, ce dont on se fout complètement, surtout pour confirmer que Mélenchon n'entend pas rompre avec l'UE, tout comme son modèle Die Linke, leur clone Syriza, etc. !

Donc pas question de donner la parole à des militants qui ne partagent par leur paradigme pour ou contre la rupture avec l'UE, qui lorsqu'on y regarde de plus près sert d'écran pour évacuer une autre question ou tient de la mystification. Leur "*libre débat*" se réduit à donner la parole à des gens qu'ils ont triés sur le volet sur des sujets qu'ils ont choisis eux-mêmes !

Manifester devant l'Assemblée nationale, quelle drôle d'idée !

Moi, il y a une autre question qui me tarode et que ni les uns ni les autres ne poseront : quand vous déciderez-vous à faire du combat contre les institutions de la Ve République l'axe de votre combat politique puisque toutes les questions économiques, sociales et politiques convergent vers les institutions de la Ve République, y compris la question de l'UE, de l'ONU, de l'Otan, etc. des relations de l'Etat avec les autres nations et institutions internationales ? Pendant combien de temps encore allez-vous épargner, donc soutenir l'Etat des capitalistes ?

Il y en a qui appellent à une manifestation devant l'Assemblée nationale ?

Pour quoi faire, sur quel mot d'ordre, dans quelle perspective politique ? Comme en Grèce depuis trois ans, en Espagne, au Portugal, en Italie ? Pour que les représentants du capital au sein du Parlement se mettent au service des travailleurs alors qu'ils sont inféodés à l'oligarchie financière ? C'est bien cela dites-moi ? Ou s'agit-il d'indiquer aux travailleurs l'obstacle politique qu'ils doivent abattre pour résoudre leurs problèmes, etc. ?

Houlala comme vous y allez, vous allez effrayer ces braves travailleurs au lieu de les rassembler !

Il est vrai qu'en Grèce, au bout de trois ans on a pu observer qu'en procédant pas étapes, par petits pas, en diluant le mot d'ordre axer contre les institutions, le résultat était spectaculaire : le néant en terme de progression de leur conscience politique et d'organisation, avec pour pendant l'extrême droite qui parade ! A la place on leur a servi matin, midi et soir la troïka, ce qui satisfera sans doute un Mélenchon, mais pas nous, désolé.

Mieux encore. Vous vous attaquez à l'Etat, vous faites le jeu des tenants du Nouvel ordre mondial qui veulent les affaiblir, puis les liquider, vous êtes leur complice.

Mais en protégeant l'Etat, en refusant de l'attaquer, vous croyez aboutir à quel résultat ? Vous vous prenez pour qui, pour quoi, vous n'avez aucune emprise sur les institutions, leur fonctionnement et leur orientation politique, vous pouvez peut-être faire croire

le contraire à des crétins ou des ignorants, les faits l'attestent quotidiennement, vous voulez qu'on établisse la liste des trois derniers mois qui le prouve, de la ratification du TSCG au vote des différents budgets 2013. Un peu de sérieux tout de même.

Certes, quand on n'est pas un mégalomane ou dans un horrible dogmatique, bref, qu'on fait preuve d'un minimum de lucidité, on ne peut que constater notre impuissance à freiner, endiguer ou inverser ce processus. Mais rien ne dit qu'on ne pourrait pas profiter de ce délai qui nous est accordé et qui ne durera pas éternellement, les Grecs sont en train d'en prendre plus ou moins conscience dans des conditions difficiles, pour recruter les travailleurs et les militants qui sont en rupture avec le capitalisme et les institutions, à leur manière évidemment, maladroitement ou inconsciemment, en rupture avec cette société qu'ils ne supportent plus, une multitude de faits et de propos rapportés l'attestent quasi-quotidiennement pour ceux qui savent encore observer et écouter la colère qui gronde des profondeurs du prolétariat.

Parfois on hésite sur certaines questions, là les choses sont parfaitement claires, si on continue de se détourner de ces travailleurs, on va droit à la pire défaite qui soit, c'est une certitude.

On se rassure comme l'on peut.

Selon BVA, à la question "*souhaitez-vous que Nicolas Sarkozy fasse son retour dans la vie politique française?*", 34% des sondés répondent oui et 65% non (1% ne se prononcent pas). AFP 23.11

Démenti.

- Affaire Bettencourt: le parquet dément une confusion avec Ingrid Betancourt dans l'agenda de Sarkozy - Lexpress.fr

Le parquet de Bordeaux est sorti de sa réserve habituelle. Ce vendredi soir, il a contesté, à la demande des juges d'instruction de l'affaire Bettencourt, l'anecdote relative à une confusion entre Liliane Bettencourt et Ingrid Betancourt évoquée vendredi par l'avocat de Nicolas Sarkozy.

Déclarant s'exprimer "*à la demande des magistrats instructeurs*", le Parquet de Bordeaux, dont la communication dans cette affaire est réputée pour sa parcimonie, a publié un communiqué contestant cette anecdote vendredi soir.

"*Contrairement à ce qui a pu être publié ce jour dans divers organes de presse à propos d'une confusion entre Mme Ingrid Betancourt et Mme Liliane Bettencourt, la convocation de M. Nicolas Sarkozy ne mentionnait pas un rendez-vous relatif à Mme Ingrid Betancourt, figurant dans son agenda à la date du 5 juin 2007 au palais de l'Élysée, et il n'a pas été interrogé sur ce point*", assure le procureur de la République Claude Laplaud.

Plusieurs spécialistes du dossier s'étaient étonnés vendredi de l'importance donnée par Me Herzog à cette anecdote amusante et aisément mémorable par le public, mais qui portait sur une date du 5 juin 2007 qui semblait n'avoir jamais vraiment été évoquée dans la procédure, contrairement à d'autres rendez-vous de M. Sarkozy avec la vraie Liliane Bettencourt ou avec d'autres protagonistes du dossier. Lexpress.fr 23.11

Ouf, il y en a qui aurait pu y croire!

Le ministre du Travail Michel Sapin a déclaré vendredi sur LCI que l'époque des nationalisations de la sidérurgie était révolue, nuancant les propos d'Arnaud Montebourg qui la veille a menacé à mots couverts de nationaliser, au moins temporairement, le site sidérurgique de Florange (Moselle).

Selon M. Sapin, "*ce que voulait exprimer Arnaud Montebourg, c'est la volonté gouvernementale qu'il y ait une solution pour qu'on continue à faire fonctionner les hauts fourneaux, qu'on continue à fabriquer de l'acier*". AFP 23.11

ACTUALITE EN TITRES

Ce ne sera peut-être pas pour cette fois-ci...

- Les 4300 souhaits exaucés des «Petits Princes» - LeFigaro.fr

... parce qu'il l'a ouvert trop tôt...

- Sarkozy au juge: les Bettencourt "*ne m'ont jamais donné un sou*" - AFP

- Affaire Bettencourt: "*une affaire qui n'existe plus*" pour l'avocat de Nicolas Sarkozy - L'Express.fr

... pas de bol...

- Affaire Bettencourt: le parquet dément une confusion avec Ingrid Betancourt dans l'agenda de Sarkozy - leexpress.fr

[Incroyable.](#)

- Des témoins pourraient manquer au procès des militaires français accusés de meurtre en Côte d'Ivoire - AFP

[Votez Obama !](#)

- Etats-Unis: les impôts au plus bas depuis 20 ans - AFP

Le pire c'est que c'est vrai, Obama a fait plus fort que Bush. On comprend pourquoi il a été réélu...

Cela n'empêche pas certains de donner la parole à des "*syndicalistes*" américains qui ont appelé à voter Obama. Pourquoi ? Pour paraît-il éviter le pire qui viendra tout de même ou que certaines couches d'exploités connaissent déjà.

[La BCE est déjà un paradis fiscal.](#)

- Le Luxembourgeois Yves Mersch nommé au directoire de la BCE - Reuters

[On s'en doutait !](#)

- Les films porno? Pas seulement une affaire d'hommes, assure une étude - AFP

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Egypte

Des manifestants ont mis le feu vendredi aux sièges du Parti de la liberté et de la Justice, issu des Frères musulmans, dans trois villes d'Egypte, a rapporté la télévision publique au lendemain d'un renforcement considérable des pouvoirs du président islamiste Mohamed Morsi.

Les locaux du PLJ ont été incendiés dans les villes de Suez, Ismaïliya et Port Saïd, selon la chaîne. Un responsable du parti islamiste a en outre indiqué que les locaux du parti avaient été pris d'assaut dans la ville d'Alexandrie, où des accrochages ont éclaté entre manifestants pro et anti-Morsi.

Le président Egyptien Mohamed Morsi s'est déclaré vendredi déterminé à assumer ses fonctions renforcées, dénoncées par l'opposition comme dictatoriales.

"Personne ne peut arrêter notre marche en avant. Je remplis mes fonctions au service de Dieu et de la nation et je prends des décisions après avoir consulté tout le monde", a-t-il déclaré. "l'Egypte est sur la voie de "la démocratie"

Les opposants, en majorité des libéraux et des laïques, étaient regroupés place Tahrir. Ce "*coup d'Etat*" remet en cause les acquis de la révolte pour ceux qui ont renversé en 2011 le président autocratique Hosni Moubarak. leexpress.fr 23.11

2- Chine

Le futur Premier ministre chinois, Li Keqiang, qui vient d'être promu numéro deux du régime communiste, a souligné l'impératif de poursuite des réformes économiques pour donner plus de place au marché et redistribuer les richesses, ont rapporté vendredi les médias chinois.

"Il faut donner à la société et au marché ce qui relève de la société et du marché: voilà le sens des réformes", a lancé M. Li lors d'une conférence réunissant les responsables de 11 provinces et municipalités où de nouvelles réformes doivent être expérimentées.

"Il faut aller de l'avant, il n'est pas possible de battre en retraite", a souligné l'actuel vice-Premier ministre, successeur désigné de M. Wen Jiabao.

Le futur chef du gouvernement a prédit une forte augmentation des salaires dans la deuxième économie mondiale, où la population active doit commencer à décliner avant 2020, tout en jugeant que le pays bénéficiera encore longtemps d'un "avantage démographique".

"En 2030, il y aura encore une main d'oeuvre de 900 millions de personnes en Chine, mais le coût du travail aura beaucoup augmenté", selon ses propos rapportés par l'agence officielle.

"Il faut (...) faire évoluer le rôle du gouvernement, bien gérer les relations entre le gouvernement et le marché, pour donner au second un rôle plus fondamental dans la répartition des ressources", a encore déclaré M. Li.

Les entreprises d'Etat occupent encore un rôle dominant dans de nombreux secteurs clés de l'économie comme l'industrie lourde, les transports, l'énergie, les télécommunications ou la finance, mais la plupart des emplois sont créés dans le secteur privé. AFP 23.11

3- Grèce

Grèce : colère des petits porteurs ruinés au siège de la Nouvelle Démocratie.

Des petits porteurs grecs ont envahi les bureaux du quartier général du parti de la Nouvelle démocratie aujourd'hui. En colère suite à la perte d'une partie de leurs économies, ils ont lancé des oeufs sur les affiches des principaux leaders historiques du parti et ont manifesté dans le bâtiment.

Damian Mac Con Uladh, journaliste pour Athens News et contributeur pour le Irish Time rapportait aujourd'hui :

Les propriétaires d'obligations qui ont perdu une grande partie de leur épargne lorsque les obligations grecques ont été réduites de 53,5% en mars ont manifesté au siège de la Nouvelle Démocratie sur l'avenue Syngrou à Athènes.

Un homme (51) à qui j'ai parlé avait investi toutes ses économies – € 170.000 – en obligations en 2010. Il a maintenant perdu la moitié de son argent et ne pourra obtenir le reste, avec un intérêt minime, qu'en 2042 !

Il est maintenant au chômage et sa femme est payée seulement quand son patron a de l'argent. okeanews.fr 23.11

Parmi les infos d'okeanews qui fêtait hier son premier anniversaire, bon vent à vous au passage, je ne peux pas vous dire qu'ici on est tous des Grecs, c'est plutôt vous qui êtes en train de devenir des Indiens ! Je ne vous l'ai pas dit mais ils font partie de nos lecteurs :

Après un an, tout s'est dégradé : chômage, santé, éducation, espoir. La descente infernale continue. Le gouvernement poursuit sa politique d'austérité carabinée.

Les premiers effets du morderandum 3 se font sentir : baisses de salaires chez IKEA, Nova, ForthNet, WindTelecom (d'autres à venir). Les fonctionnaires sont sur des listes (c'est à la mode) de licenciement.

La liberté de la presse et la liberté d'expression sont menacées quand les néonazis de l'Aube Dorée conservent une totale impunité. Et aucune réaction de l'Europe.

Pour la première fois depuis 1950, la mortalité infantile augmente en Grèce, quand l'espérance de vie aurait baissé de 2 à 3 ans depuis le début de la crise. Un travailleur sur 3 du privé aurait perdu son emploi.

L'hôpital qui soigne les séropositifs à Athènes vient d'alerter le ministère : il n'a plus de médicaments rétro-viraux.

Les tentatives de suicide sont en nette progression en Grèce.

Chômage en Grèce :

Année Prévisions de la Troïka en Septembre 2010 : Réalité :

2010 11,80% 14,40%
2011 14,60% 21,20%
2012 14,80% 25,4%*

Croissance économique de la Grèce (PIB) :

Année Prévisions de la Troïka en Septembre 2010 : Réalité :

2010 -4,00% -4,90%
2011 -2,60% -7,10%
2012 +1,10% -7,00%**

(* chiffre à la fin Août 2012

**prévision début novembre 2012)

Depuis (un an - Ndlr), on pourrait dire que rien n'a changé. Il s'est peut être passé beaucoup de choses mais au bout du compte, rien n'a changé. Cela ne signifie pas que les choses en sont au même point, mais que la chute libre a continué durant toute cette année.

Puis arriva le grand événement de l'année : les élections législatives ayant pour but de remplacer le gouvernement de transition non élu de Lucas Papademos. Initialement prévues pour février 2012, elles avaient été repoussées à une date indéterminée. Elles furent enfin annoncées pour le 6 Mai 2012. Le peuple grec qui se sentait dépossédé de son pouvoir démocratique lors de la période Papademos (Novembre 2011- Mai 2012) mit toute son énergie dans ces élections, première occasion d'expression démocratique nationale depuis le début de la crise.

Le feuilleton dura à nouveau deux mois, une deuxième élection ayant dû être organisée le 17 Juin, la première ayant abouti à une impasse où aucun des partis au parlement ne fut capable de créer une coalition pour gouverner. Le duel politique opposa alors le parti conservateur Neo Demokratia (ND) en faveur d'une poursuite des politiques d'austérité à l'union radicale de gauche SYRIZA, favorable à une renégociation totale des conditions de l'aide économique à la Grèce. La question économique était bien sûr centrale dans cette élection, mais on a vu l'irruption violente et malsaine de la question du traitement à réserver aux immigrants illégaux.

L'intention radicale qu'avait SYRIZA de renégocier tous les termes des mécanismes économiques européens en place symbolisait une tentative, réaliste ou non, de remettre en cause les politiques européennes actuelles et de relancer frontalement le débat sur l'austérité à l'échelle européenne. Le parti ND a quant à lui joué sur la peur et l'angoisse d'un cataclysme national si la Grèce osait tenir tête à ses créanciers. Après une campagne extrêmement serrée qui a vu SYRIZA arriver en tête dans la moitié des sondages, le parti ND a fini par l'emporter de peu (29,66% contre 26,89% pour SYRIZA).

Un fait marquant de la campagne fut l'intervention de François Hollande sur la première chaîne de télévision privée de Grèce, trois jours avant le scrutin décisif du 17 Juin. Dans cette interview diffusée en prime time et reprise par une grande partie de la presse, il a appelé les grecs à voter de manière responsable pour un parti respectant les engagements de la Troïka. Il a donc implicitement appelé les grecs à voter pour le parti de droite conservatrice ND et contre le parti de gauche SYRIZA. En connaissant le respect qu'ont beaucoup de Grecs pour les hommes politiques français, on peut supposer que certains électeurs se sont laissés influencer par cette intervention. Cette ingérence politique est la première de ce type depuis la fin de la dictature en 1974.

Après la victoire du parti ND, l'été s'est passé dans une résignation silencieuse. Le nouveau gouvernement a pris ses marques en promettant au peuple de tenir tête autant que possible à la Troïka dans les nouvelles négociations budgétaires. Mais en pratique, en octobre 2012, la préparation du budget 2013 impose une nouvelle série de mesures d'austérité s'ajoutant à la liste sans fin déjà en place. Au cours des derniers mois, on a pourtant entendu un changement de ton dans les déclarations officielles des représentants de la Troïka : de la compassion, de la compréhension, et parfois même l'aveu d'avoir fait des erreurs. Mais en pratique, il ne semble y avoir absolument aucun changement dans la politique menée en Grèce et ailleurs en Europe. De nouvelles baisses des salaires, baisses des allocations, augmentation du temps de travail, augmentation de l'âge de départ à la retraite : l'acceptation de ce nouveau paquet d'austérité ne sera pas facile. La population est maintenant complètement à bout, autant psychologiquement que physiquement. Sans rapide prise de conscience européenne, le « cobaye » grec risque de très mal réagir. okeanews.fr 23.11

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

1.1- Des milliers d'étudiants britanniques ont manifesté ce mercredi dans les rues de Londres pour dénoncer l'augmentation des frais de scolarité, notamment dans l'enseignement supérieur. Ils critiquent plus largement les coupes budgétaires opérées par l'actuel gouvernement.

Le correspondant d'euronews à Londres Ali Sheikholeslami explique que *"les étudiants sont venus de tout le pays"*. Ils réclament donc une baisse des frais de scolarité à l'université, mais aussi, dit-il, *"ils exigent du gouvernement qu'il change sa politique en matière d'éducation et d'emploi."*

"Sans l'aide financière du gouvernement, confie une des manifestantes, je n'aurai pas pu suivre d'études. Or, cette aide n'existe plus. Cela va donc priver les plus modestes de tout accès à l'éducation". euronews.com 21.11

1.2- Le sidérurgiste indien Tata Steel va supprimer 900 emplois et fermer douze sites dans le cadre de la restructuration de ses activités au Royaume-Uni, a annoncé vendredi la filiale européenne du groupe.

"Les propositions que nous formulons aujourd'hui font partie d'une stratégie destinée à nous transformer en producteur d'acier adaptable et capable de réussir dans des conditions économiques difficiles", a déclaré Karl Köhler, le directeur général des opérations européennes.

L'entreprise ajoute qu'elle encouragera les départs volontaires dans la mesure du possible. Les syndicats ont aussitôt demandé une rencontre avec la direction pour s'assurer qu'aucun départ forcé ne soit mis en oeuvre.

Parallèlement à cette annonce, Tata Steel indique son intention de redémarrer au premier trimestre de 2013 l'un des deux hauts fourneaux de Port Talbot, reconstruit dans le cadre d'un plan d'investissement de 250 millions de livres (environ 310 millions d'euros).

Le groupe, très implanté au Royaume-Uni depuis le rachat de la compagnie anglo-néerlandaise Corus pour 13,7 milliards de dollars en 2007, avait déjà annoncé l'an dernier la suppression de 1.500 emplois dans deux sites britanniques pour réduire ses coûts. AFP 23.11

2- Etats-Unis

Des employés du géant américain de la distribution Walmart (1,3 million de salariés) ont organisé ce vendredi des dizaines de grèves et manifestations pour de meilleures conditions de travail, selon les syndicats, le jour des promotions monstres du Black Friday dans les magasins américains.

Selon le site internet d'employés protestataires Our Walmart, qui appellent à manifester sans bloquer l'accès aux magasins, les salariés demandent *"un salaire décent, des heures régulières, une bonne assurance santé et le respect"*, alors que Walmart *"tente de [les] bâillonner"*.

La direction du groupe avait, la semaine dernière, tenté d'empêcher les mouvements. Depuis sa naissance, il y a 50 ans, l'enseigne a toujours lutté contre la constitution de syndicat en son sein. En 2005, elle avait par exemple fermé purement et simplement un de ses magasins au Canada car ses salariés avaient, selon eux, décidé de se syndiquer.

Déjà en octobre, quelques manifestations de salariés avaient eu lieu dans le but d'améliorer les conditions de travail, comme ne pas être obligé de travailler le jour de Thanksgiving. C'était une première pour un groupe qui avait jusque-là toujours su tuer dans l'oeuf le moindre embryon de mouvement social. lepoint.fr

Respectivement, 9e, 10e, 11e et 12e plus riches du monde, Christy Walton avec 30.5 milliards de dollars, Jim Walton avec 29,3 milliards de dollars, Rob Walton avec 28.7 milliards de dollars et pour finir Alice Walton avec 28.2 milliards de dollars, sont les riches actionnaires de Walmart. (source : Les 200 hommes les plus riches du monde <http://www.bloomberg.com> ou dans le site où cet article est reproduit)

3- Indonésie

Des milliers d'ouvriers indonésiens sont descendues dans les rues de Djakarta le 22 novembre 2012 pour protester contre les bas salaires et réclamer un allègement de leurs contributions à la sécurité sociale. Plusieurs milliers de travailleurs se sont rassemblés pacifiquement à proximité du palais présidentiel avant de marcher vers Parlement. euronews.com 22.11

ECONOMIE

1- BCE

La confiance est de retour dans la zone euro et les gouvernements doivent désormais mettre en oeuvre des réformes pour préserver l'avenir de la région, a déclaré vendredi le président de la BCE Mario Draghi dans un discours au Congrès bancaire européen, à Francfort..

Mario Draghi a ajouté qu'il appartenait désormais aux gouvernements de poursuivre les efforts de réformes structurelles et d'approfondir l'union économique et financière.

"C'est cela qui restaurera pleinement la stabilité sur notre continent", a-t-il ajouté, en insistant sur la nécessité d'instituer un superviseur bancaire unique sous l'égide de la BCE.

Sur ce sujet, le président du directoire de Commerzbank, la deuxième banque allemande, s'est exprimé encore plus directement lors de la même conférence.

"Sans une démarche politique audacieuse, la zone euro va éclater", a-t-il dit. *"Il n'y a que deux options : plus d'intégration ou l'éclatement. Et le temps est compté."* Reuters 23.11

2- Allemagne

Volkswagen a provisionné 50,2 milliards d'euros d'investissements sur les trois prochaines années, témoignant de sa volonté de rattraper au plus vite à Toyota la place de numéro un mondial des constructeurs automobiles.

Le groupe allemand cherche à étendre sa présence hors d'Europe en construisant de nouvelles usines en Chine, au Mexique ou en Russie.

Volkswagen accentue également son investissement dans les produits et les technologies afin de consolider l'avance prise sur ses concurrents européens qui traversent une période noire.

Les ventes solides enregistrées par VW hors d'Europe lui ont permis de proposer des remises sur le Vieux Continent et d'alimenter la hausse de son titre de Bourse. Reuters 23.11

[Haut de page ↗](#)

Le 25 novembre

CAUSERIE

J'ai oublié de vous dire qu'il y avait eu 210 connections au site le 14 et 201 le lendemain, un nouveau record.

Ce mois de novembre on va pulvériser le nombre total de connections en un mois établi en octobre avec un peu plus de 4.000 visites une fois soustraites mes propres connexions pour vérifier quotidiennement l'affichage de la page d'accueil.

Qui a dit ?

- « *les Américains sont ébranlés par le comportement irresponsable des politiciens* ».

- « *Pour la première fois en un siècle, les conditions de vie que connaîtra la génération de nos enfants risque d'être pire que celle de leurs parents. Il y aura des privations, mais aussi la fracture d'une société fondée sur la notion d'amélioration continue du niveau de vie qui fait partie du rêve américain* ».

Réponse : Mohamed El-Erian, directeur général de Pimco, le plus gros fonds commun de placements au monde. (Liesi 23.11)

Lu dans un portail. Décryptage.

- *"Une chose ne va cependant pas changer : le racket des contribuables. Cela signifie la destruction de la richesse car il faut consommer pour obtenir de la croissance. L'aspiration des richesses vers des paradis fiscaux ne contribue guère à la croissance et l'injection de monnaies nouvelles sans création de richesses n'arrange rien non plus, bien au contraire."* (Liesi)

Que signifie "consommer pour obtenir de la croissance" ? En quoi consiste la "croissance" ? Qui la produit, d'où vient-elle ? C'est la plus-value créée au cours du procès de production de la transformation de matière première par l'intervention de la force de travail.

Transformation qui correspond à un processus qui se décline en plusieurs étapes, de l'extraction de la matière première à son incorporation dans une marchandise ou produit fini qui nécessite plus ou moins de manipulations.

A l'issue du procès de production, le capital de départ est recréé et additionnée de la plus-value créée par l'intervention des travailleurs manuels et intellectuels. Une partie servira à restituer le capital de départ (matière première, usure des machines, etc.), une autre servira à régler les coûts matériels de production (énergie, transport, etc.), une troisième permettra de régler les coûts humains de production, la force de travail utilisée, les salaires et cotisations sociales, etc., une quatrième sera réservée aux impôts et taxes, et enfin la dernière ira dans la poche du patron et/ou des actionnaires.

Ce qu'ils appellent la croissance concerne la partie du capital qui à l'issue du procès de production excède le capital de départ incluant ce qui est nécessaire à sa mise en valeur. Qu'une partie de plus en plus importante de la plus-value produite aille dans la poche des actionnaires et se retrouve sur les marchés spéculatifs est une partie de l'explication pour expliquer la crise du capitalisme.

La seconde et qui est souvent oubliée ou omise, c'est que la partie qui est réservée au salaire tant à diminuer du fait de la combinaison de différents facteurs, il peut s'agir d'une baisse du salaire brut, de la hausse des prix des marchandises, des taxes et des impôts ou encore la nécessité désormais de payer pour des services qui étaient encore gratuits hier ou bon marché.

Ces deux facteurs conduisent à une baisse de la consommation, leur origine est la dictature du capital qui permet aux rentiers d'empocher des dividendes qui ne se retrouveront pas dans le circuit de la production et qui tire les revenus vers le bas, la part du capital variable diminuant par rapport au capital constant. L'augmentation des coûts de production (incluant les salaires) conduit à une baisse du taux de profit, pour tenter de le maintenir et garantir leurs profits, les patrons ou actionnaires ne peuvent agir que sur le levier des salaires, le cours des matières premières échappant à leur contrôle, de même que celui de l'énergie, des frais de transports, de communication, les autres étant fixés par le marché, marketing et services divers.

Ainsi la part de ce qu'ils appellent la croissance qui se retrouvera dans l'économie réelle tend à diminuer, conséquence de la récession économique en cours, qui aggravée par une contraction de la monnaie en circulation et du crédit se transformera ensuite en dépression.

Quant à la création artificielle de monnaie, elle conduit infailliblement à l'inflation, l'augmentation des prix des matières premières ou de l'immobilier ou encore des actions ou obligations en est la preuve. Elle se traduit par un appauvrissement de la population.

Depuis un moment je réfléchis aux rapports qui existent entre l'économie réelle ou productive et l'économie financière ou spéculative. Ici ou là on peut glaner des articles ou des vidéos intéressantes sur ce sujet, mais aucun ne va au bout des choses.

On a bien compris qu'une partie de plus en plus importantes des richesses produites dans l'économie réelle était détournée au profit de l'économie financière, mais pourquoi, pourquoi puisque quand ils ont besoin d'argent frais ils en créent de toutes pièces à l'aide de la planche à billets.

On commet peut-être là une erreur. Cet argent qui va figurer au bilan des banques par exemple, n'est que le produit d'un jeu d'écriture, de la même manière que lorsque vous vous rendez chez votre banquier pour lui emprunter 200.000 euros pour acheter un appartement. Il va bien vous prêter cet argent mais il ne le possède pas. Il le crée à cet instant-là, dans la colonne actif il va inscrire votre créance de 200.000 euros, et dans la colonne passif il va inscrire ce dépôt de 200.000 euros, ainsi son bilan s'équilibre.

Question : Mais comment peut-il inscrire cette somme alors qu'il ne l'a pas en caisse ? Sur la base de la confiance établie avec son client et de son appartement qu'il saisira, au cas où il ne pourrait plus rembourser son emprunt. Comment cela fonctionne maintenant dans la sphère de l'économie financière ?

La Fed, la BCE ou la Banque d'Angleterre ont déversé des milliers de milliards de dollars ou d'euros dans les banques et autres institutions financières, qui sont venus s'inscrire dans la colonne de leur passif sans qu'elles ne possèdent l'équivalent dans la colonne de leur actif, du jour au lendemain elles ne pouvaient pas inscrire des milliards d'euros correspondant à des actifs ou bien matériels n'existant pas. C'est d'ailleurs l'un des effets de la crise du capitalisme, la faiblesse de leurs actifs ainsi

compensée artificiellement, si tel n'était pas le cas les banques centrales n'auraient pas eu besoin d'intervenir massivement pour les sauver de la faillite.

Continuons.

Mais il va bien falloir que les banques se débrouillent pour mettre quelque chose dans la colonne de leurs actifs en face des sommes qu'elles ont reçues des banques centrales. Elles vont procéder à des suppressions d'emplois, elles vont vendre des actifs qui se retrouveront en monnaie sonnante et trébuchante dans la colonne des passifs histoire d'alléger leur bilan, ou cet argent servira à faire baisser la somme qui figure dans la colonne de leurs passifs ou en déduction de cette somme. Comme cela ne suffira pas, elles vont être tentées d'augmenter leurs taux d'intérêt, augmentant la pression sur les entreprises et les particuliers.

Une autre méthode plus efficace consistera à agir sur le prix des actifs pour les faire grimper bien au-delà de leur valeur réelle, ce qui explique l'envolée du prix de l'immobilier. Pour terminer, les grandes banques étant également actionnaires des grandes entreprises, elles exigeront que leurs dirigeants s'attaquent aux rémunérations de leurs salariés pour récupérer davantage de profits, qu'ils suppriment des milliers et milliers d'emplois, etc

Qu'est-ce que cela signifie ? Nous avons la réponse à notre question. Tôt ou tard, le casino de l'économie financière doit trouver son équivalent dans l'économie réelle, elle-même minée par les contradictions du capitalisme.

On pourrait prendre un exemple plus simple pour expliquer comment cela fonctionne.

Quand un milliardaire s'achète un yacht qui vaut 60 millions de dollars, il ne peut pas le payer en présentant au vendeur des titres de créances ou je ne sais quel morceau de papier, il doit lui verser en argent bien réel. Cet argent, il faut bien qu'il provienne de quelque part, qu'il existe bel et bien, or ce n'est pas la banque qui peut lui fournir, il ne peut l'obtenir que des travailleurs qu'il a exploité d'une manière ou d'une autre et qui seuls produisent la plus-value, les richesses, l'argent qui lui est nécessaire pour acheter son yacht.

Un autre exemple me vient à l'esprit sous forme de métaphore.

C'est comme lorsque vous appuyez sur un interrupteur et que la lumière jaillit. Vous jouissez de l'éclairage que vous fournit une ampoule comme si c'était un phénomène naturel, quelque chose qui allait de soi, en quelque sorte dans votre cerveau l'interrupteur et la lumière ne font plus qu'un, au point de penser inconsciemment que l'éclairage au moyen de l'électricité a toujours existé. Or non seulement c'est faux, et pour parvenir à ce résultat une multitude d'acteurs et d'évènements ont été mis à contribution. Ils sont indispensables et on oublie leur existence.

Ceux qui spéculent frénétiquement aussi, ils oublient qu'un jour ou l'autre en face de leurs titres pourris il faudra bien aligner quelque chose de matériel, une richesse produite.

On pourrait prendre un dernier exemple. On parle souvent de "*bulles*" financières ou spéculatives, l'économie spéculative serait comme un ballon qui se tiendrait en situation stationnaire dans le ciel, par miracle pour ainsi dire, et qui par miracle aussi gonflerait, gonflerait à l'infini ou presque puisqu'il finit toujours par éclater. En réalité, pour se maintenir ainsi, il doit être relié à la terre ferme, l'économie réelle, et pour gonfler il doit encore recourir à cette dernière, quand celle-ci a donné tout ce qu'elle pouvait donner, notre ballon ne se dégonfle pas parce que la spéculation continue de plus belle, il explose. Précision, la spéculation se poursuit de plus belle parce que plus la crise prend de l'ampleur, plus les primes de risques payés par les emprunteurs sont grands, plus les profits des prédateurs de la finance sont importants.

Je ne sais pas si j'ai été assez clair. A ce jour, je n'ai visualisé qu'une dizaine de vidéos sur l'économie en plus des articles que j'ai lus ici ou là qui dénoncent la finance et la spéculation, jamais je n'ai lu ou entendu une analyse qui remontait jusqu'aux fondamentaux du capitalisme.

Nikonoff (M'PEP) qui est l'un de ceux qui a été le plus loin dans cette direction, explique dans une vidéo que le problème se réduirait à l'austérité. Il s'arrête donc en cours de route, il ne va pas au bout de son analyse, du coup il est incapable de mettre en lumière que ce sont les inégalités sur lesquelles reposent les fondements du capitalisme qui sont l'origine de la crise du capitalisme, l'impossibilité à partir des richesses produites à l'échelle mondiale de satisfaire les besoins et la cupidité sans fond de quelques dizaines de millions de millionnaires ou milliardaires en dollars, euros ou yens, et ceux de 7 milliards d'exploités avec leurs familles, ou encore de financer les infrastructures des trois quart des pays toujours en voie de développement ou demeurés à l'état de pays sous-développés, sans parler du millier de milliards de dollars englouis dans l'économie d'armement ou de guerre qui partent en fumée chaque année et bien d'autres forces productives détruites quotidiennement à travers le monde.

D'où son discours sur une meilleure répartition des richesses qui ne pourrait concerner qu'une partie des masses exploitées, au détriment de pans entiers du prolétariat mondial qui continuerait de vivre dans la précarité et la pauvreté, comme hier quoi. Pourquoi ? Parce que les capitalistes ne renonceront jamais à leur profit, il faut donc éradiquer le capitalisme à l'échelle

mondiale et c'est dans cette perspective que doit s'inscrire notre combat politique.

A l'opposé, nous proposons une politique, qui parce qu'elle s'attaque aux fondements mêmes du capitalisme, se donne pour objectif de ne laisser sur le bord de la route du progrès social pas un seul homme ou une seule femme dans le monde. On ne peut pas concevoir un partage des richesses qui se ferait au détriment de travailleurs d'un seul pays dans le monde.

Nous rejetons le protectionnisme, l'autogestion, le souverainisme, le social-patriotisme, le capitalisme d'Etat sous l'égide des capitalistes, la participation à des organismes triparties, la politique dite contractuelle, la division entre les travailleurs du secteur public et privé, les travailleurs manuels et intellectuels, la collaboration de classes et le dialogue social avec le gouvernement, les institutions, le patronat, les appareils pourris des syndicats, le PS ainsi que ses satellites, nous combattons pour en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU et l'Otan, pour une République sociale ou socialiste, pour une fédération des Républiques sociales d'Europe, pour une République sociale universelle .

En cela nous demeurons fidèle au socialisme, à la révolution permanente, c'est cela le véritable internationalisme !

ACTUALITE EN TITRES

Epidémie.

- SFR pourrait annoncer 1.100 départs volontaires, selon un syndicat - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Les élus alsaciens ont adopté samedi à Strasbourg le projet de création d'une "*collectivité territoriale d'Alsace*", qui pourra, selon ses partisans, "*gagner en efficacité et en simplicité*" et "*renforcer le poids politique de la région*". Les 122 membres du conseil régional et des conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont approuvé le projet de fusion des trois assemblées à une large majorité (108 pour, 5 contre, 9 abstentions). Les électeurs alsaciens se prononceront lors d'un référendum qui devrait avoir lieu le 7 avril 2013. Cette collectivité pourrait voir le jour en 2015.

La future collectivité territoriale d'Alsace doit permettre selon ses promoteurs de gagner en efficacité dans des domaines où les compétences des collectivités actuelles s'entremêlent, et d'obtenir de l'État de nouveaux transferts de responsabilité, dans l'éducation, les transports, la culture, le logement ou le développement économique.

Le projet est porté par le président (UMP) de la région, Philippe Richert, qui a reçu le soutien des présidents (également UMP) des conseils généraux du Bas-Rhin, Guy-Dominique Kennel, et du Haut-Rhin, Charles Buttner. Ils pouvaient compter sur les 85 voix de la majorité alsacienne et ses alliés. Côté opposition régionale, les écologistes (10 élus) se sont prononcés pour, avec des réserves sur le mode de scrutin, alors que les socialistes et leurs alliés (22 élus) ont dénoncé un projet "*précipité*". Huit d'entre eux ont voté pour, cinq contre et neuf se sont abstenus. Le Front national (5 élus) a approuvé le texte, en se disant toutefois "*perplexe*". lepoint.fr 24.11

2- Grèce

Retour sur les manifestations du 17 Novembre

Samedi 17 Novembre, des manifestations ont eu lieu dans toute la Grèce pour commémorer le soulèvement de l'Université polytechnique d'Athènes contre la junte en 1973. La communauté Radiobubble a rapporté environ 20.000 manifestants à Athènes, 10.000 à Thessalonique, 2000 à Ioannina, 8000 à Volos et 10.000 à Patras. Les manifestations ont été marquées par des slogans contre le fascisme, mais aussi contre l'austérité et par une forte solidarité avec Gaza.

A Athènes, la manifestation a quitté le bâtiment historique de l'université polytechnique pour marcher vers l'ambassade américaine. Elle a été divisée en trois sections, avec des marches syndicales des étudiants affiliés au PASOK à l'avant, portant le drapeau taché de sang élevé en 1973, suivie par la partie principale de la manifestation, y compris les syndicats

d'étudiants, d'autres mouvements de gauche et les anciens combattants de l'insurrection de 1973, et une marche séparée organisée par le Parti communiste KKE. Cette dernière, en collaboration avec de nombreux autres groupes, s'est ensuite dirigée vers l'ambassade d'Israël.

La présence policière était très importante, la police d'Athènes avait fermé 11 stations de métro et 2 stations de tramway (du jamais vu) pour réduire la taille des manifestations et les rendre plus faciles à gérer. Les routes ont été fermées pour empêcher l'accès au centre-ville, et les policiers anti-émeutes formaient d'une triple rangée en face de l'ambassade américaine. La police a également cherché à bloquer l'accès à l'ambassade d'Israël, mais a finalement ouvert la route après des négociations avec la direction du Parti communiste.

Les manifestations étaient globalement pacifique, à l'exception de Patras où des témoins ont signalé un usage de gaz lacrymogènes par la police anti-émeute. Un étudiant a été grièvement blessé et risque de perdre la vision d'un œil. @VaskoDeGamata également fait état d'affrontements à Volos, où deux personnes ont été arrêtées. A Athènes, des affrontements entre des manifestants et des policiers ont eu lieu dans le quartier d'Exarchia après la fin de la manifestation. Au total, 95 arrestations ont été signalées à travers la ville.

A Thessalonique, les étudiants qui s'étaient regroupés à l'intérieur du campus de l'université après la manifestation pour occuper le bâtiment administratif ont été assiégés par la police anti-émeute. La soirée s'est terminée par des affrontements avec un échange de cocktails Molotov et de gaz lacrymogènes entre étudiants et policiers. 20 étudiants ont été arrêtés.

Comme dans toutes les manifestations en Grèce, on a signalé des détentions préventives par la police. Deux d'entre elles ont été signalées par le squat Sinialo dans Aigaleo près d'Athènes. Le premier témoin raconte qu'il a été suivi par des policiers alors qu'il quittait son domicile et a été détenu pendant cinq heures à la direction générale de la police de l'Attique sous la garde de 20 policiers en uniforme qui ne lui ont pas laissé voir un avocat, avant d'être libéré. Le second indique également avoir été détenu près de son domicile par des policiers en civil et soumis à une fouille corporelle complète alors qu'il était détenu pendant cinq heures dans le bâtiment de la direction de la police, sans accès à un avocat et sans que quiconque ne lui ait posé une seule question, avant d'être libéré.

Entraînement de l'armée dans le contrôle des foules

L'éditeur de journal récemment créé a rapporté la semaine dernière que l'armée grecque mène une formation dans le contrôle des foules civiles et les combats dans des zones civiles. Le but de l'exercice militaire Pырpolitis de Skydra, au nord de la Grèce, une zone durement touchée par la crise, était de neutraliser les forces hostiles dans les régions habitées par des civils et dans la libération d'otages. Les notes des éditeurs du journal indiquent que ce rapport soulève des questions quant à la volonté du gouvernement d'introduire des opérations de l'armée contre les civils en cas de besoin.

Ce rapport est le deuxième concernant l'entraînement de l'armée dans le contrôle des foules depuis le début de la crise, après les exercices militaires Kallimachos qui ont eu lieu à Kilkis en Février 2011 et qui ont été filmés par les médias locaux : www.kilkistoday.gr

L'exercice de Kallimachos a été effectué par la 71ème Brigade aéroportée, qui a d'ailleurs été transférée à Athènes en Octobre de cette année, après une manifestation des travailleurs des chantiers navals de Skaramanga qui avaient fait irruption dans le ministère de la défense.

Le journal rapporte en outre que les services secrets grecs PEJ et l'unité de cybercriminalité ainsi que l'armée participent à un exercice conjoint de l'OTAN ciblant les médias sociaux. okeanews.fr 24.11

3- Turquie

Des examens toxicologiques pratiqués sur la dépouille de l'ancien président de la République turque Turgut Özal, décédé en 1993, ont révélé la présence de quatre différents poisons, a rapporté samedi le quotidien pro-gouvernement Today's Zaman.

Les médecins ont détecté des quantités d'insecticide DDT dix fois supérieures à la normale, ainsi que des traces de cadmium, un métal lourd, de polonium et d'americium, deux substances radioactives, indique le journal en langue anglaise, citant des sources du Conseil de la médecine légale.

Ces sources estiment que M. Özal pourrait avoir succombé à un empoisonnement du fait de ces substances, ajoute Today's Zaman, précisant que le rapport d'autopsie devrait prochainement être transmis à la justice.

L'americium et le polonium auraient affaibli le président, tandis que le DDT, ingéré dans de la nourriture ou de la boisson, aurait accéléré son trépas, selon le quotidien.

Elu en 1989, M. Özal est officiellement décédé d'une crise cardiaque à l'âge de 65 ans au cours de son mandat. Les rumeurs sur les causes de son décès se sont depuis multipliées.

M. Özal, d'origine kurde, est décédé alors qu'il était à la recherche d'une solution négociée au conflit kurde. Depuis 1984. AFP 24.11

SOCIAL

Italie

Des milliers de lycéens, travailleurs précaires, enseignants et syndicalistes ont manifesté samedi à Rome et dans plusieurs villes italiennes *"contre la destruction de l'école publique"*, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Après des années de coupes budgétaires, les lycéens italiens redoutent l'adoption d'un projet de loi en cours d'examen au Parlement, qui permettrait aux établissements de faire appel à des fonds privés plutôt que publics et réduirait le pouvoir des professeurs.

Un autre cortège était organisé au centre de Rome par le syndicat radical Cobas dont le porte-parole national Piero Bernocchi a chiffré à *"plus de 5.000"* le nombre de manifestants rassemblés samedi.

Le cortège a annoncé vouloir défiler sous les fenêtres des *"palais du pouvoir"* et a obtenu l'autorisation de se rendre devant le Sénat, désert en l'absence de sessions parlementaires.

"Non à la destruction de l'école publique", *"Les banques gèrent la politique, le secteur privé veut gérer l'école"*, *"année après année, on nous étouffe"*, criaient les manifestants du Cobas, dont beaucoup d'enseignants.

Des centaines de lycéens ont également manifesté à Naples, où certains ont fait exploser des pétards. A Palerme, ils étaient aussi des centaines derrière un cercueil de carton pour symboliser *"la mort de l'école publique"*.

A Pise, 250 lycéens ont défilé contre la politique gouvernementale d'austérité budgétaire. Une délégation a été autorisée à monter dans le palais municipal d'où elle a déroulé une banderole frappée de la mention: *"nous lycéens ne sommes pas des marchandises"*. A Florence, un groupe d'étudiants a brièvement bloqué la circulation des trains avant de placarder sur un train Eurostar l'inscription: *"les étudiants ont un défaut, ils pensent"*.

"Nous devons changer ce pays et cela commence par des investissements dans les écoles, dans les universités et dans la culture", a dit Michele Orezzi, coordinateur syndical universitaire, selon lequel le système éducatif en Italie *"tombe en ruines"*. AFP et Reuters 24.11

Non, pour *"changer ce pays"*, cela ne commence pas *"par des investissements dans les écoles"*, mais par renverser les institutions, l'Etat au service des capitalistes, du secteur privé que vous dénoncez.

Tout refus de s'attaquer à l'Etat se traduit par un soutien à l'Etat capitaliste, on en a un exemple ici, ils réclament des mesures qui permettraient une meilleure adaptation au capitalisme.

ECONOMIE

1- Or

La Fed va assurer la progression des cours de l'or en 2013

Pour Peter Schiff, directeur général d'Euro Pacific Capital, la politique menée par la banque centrale américaine ne peut que propulser les cours de l'or vers les 5 000 dollars l'once. Il se garde cependant d'établir un calendrier sur le temps des prolongations des monnaies papier, mais ajoute cependant que ce cours peut être bien plus élevé car personne ne peut établir avec certitude le niveau de faiblesse des principales devises papier. On ignore également jusqu'où les banques centrales ont l'intention d'aller dans la politique de la planche à billets. *« Comme Bernanke peut imprimer dans des quantités inimaginables, les cours de l'or peuvent crever des plafonds inimaginables »*.

Plusieurs analystes américains estiment que les cours de l'or devraient performer au cours des prochains trimestres. Ils jugent un prix raisonnable de 1925 dollars l'once pour 2013.

De la manière dont les fonds de l'initié G. Soros se sont gavés de métaux précieux, on peut dire avec prudence que cette cible est extrêmement pessimiste. Comme nous avons eu l'occasion de l'exprimer dans les derniers numéros de la lettre confidentielle, la nomenclature russe joue un scénario beaucoup plus optimiste pour l'or car ils sont très pessimistes pour la zone euro. Liesi 23.11

2- Dollar

Dollar : il baissera mais quand ?

Depuis la crise financière de 2008, la banque centrale américaine pratique une politique monétaire très souple d'assouplissement quantitatif (QE). Cela consiste à faire marcher la planche à billets. Le dollar ne cesse de décliner et les Américains perdent du pouvoir d'achat. Les banquiers centraux de la Fed justifient leur action au motif qu'ils cherchent à relancer l'économie.

Désormais, chaque mois, la Fed achète 40 milliards de dollars de titres hypothécaires détenus par les banques pour améliorer l'économie et le marché du travail. Ce cirque pourrait durer jusqu'à la mi-2014. C'est la troisième fois, sous la présidence de Ben Bernanke, que les banquiers de la Fed recourent à cette politique d'assouplissement quantitatif. Cela se traduit certes par un dollar qui s'affaiblit et des taux d'intérêt au plancher, mais aussi par une hausse des actifs tangibles exprimés en dollar, comme les matières premières et agricoles, sans oublier les métaux précieux.

D'aucuns considèrent aux Etats-Unis que le dollar ne chute pas assez. Pourtant, les autorités n'ont pas caché leur intention de le faire décliner. A ce jour, le dollar bénéficie des incertitudes au Moyen Orient, ainsi que des déboires de la zone euro. Comme l'exprime Rickards Told Yahoo : « *La Fed veut un dollar moins cher, mais cela ne signifie pas qu'ils vont le faire* » tout de suite.

L'index dollar, qui traduit le rendement de la devise américaine par rapport à un panier de six autres grandes monnaies, est en hausse de 3,3 pour cent sur un an, et le taux d'inflation (officiel) demeure largement en ligne avec les attentes. On sait que la statistique de l'inflation est complètement manipulée : il suffit de voir l'évolution du pouvoir d'achat par rapport au salaire indexé sur l'inflation (officielle) pour traduire la véritable évolution de l'inflation. Par conséquent, les financiers de la banque centrale ont 'quasiment' (car il y a aussi le grain de sable possible) le pouvoir de décider du moment où la devise américaine descendra encore d'une marche. Cela viendra, c'est très probable, mais quand ? Liesi 23.11

[Haut de page ↗](#)

Le 26 novembre

CAUSERIE

J'ai encore corrigé *connexion* au lieu de *connection* en anglais, je vais finir par écrire en tamoul !

J'ai rectifié le lien vers le document du groupe CCI-T dans la Tribune libre, j'en ai ajouté un du groupe Bolchevik.

La suite demain, nous sommes dimanche soir, je fais un peu de rangement dans mon ordinateur, j'ai ajouté deux articles sur le Qatar de 2011 dans la rubrique Qatar, je télécharge en même temps des vidéos de Metallica, Michael Angela Batio est un guitariste extraordinaire, bref je bosse en me détendant un peu.

Lundi matin

Du déjà vu.

Dimanche soir, Alain Juppé a rencontré Jean-François Copé et François Fillon à l'Assemblée nationale, après une semaine de crise ouverte entre les deux camps, mais a vite annoncé, un peu avant 20 heures, que les conditions pour une médiation n'étaient «*pas réunies*» et sa mission en conséquence «*achevée*». Peu après, François Fillon a lui fait part de son intention de saisir la justice «*pour rétablir la vérité des résultats et rendre la parole aux militants*», tandis que Jean-François Copé en appelait à la commission des recours.

L'assistant parlementaire Authueil affirme que «*la scission n'est plus une hypothèse d'école*» et y voit «*même des aspects positifs*»: cela permettrait une recomposition de la droite autour d'un schéma proche de celui des années 90, avec l'UMP

copéiste dans le rôle du RPR, l'UDI dans celui de l'UDF et le parti filloniste dans celui de Démocratie libérale, et cette recombinaison aurait lieu suffisamment tôt pour tenir la primaire de 2016 dans une ambiance moins délétère. slate.fr 26.11

Directeur des services informatiques de l'UMP, Christophe Laroche a discrètement démissionné la semaine dernière de ses fonctions. Il a confirmé sa démission au Nouvel Observateur sans vouloir la commenter "*plus avant*". Il aurait déjà retrouvé du travail, preuve qu'il préparait son départ depuis un moment.

Cela fait décidément beaucoup de départs dans les postes sensibles ces temps-ci à l'UMP... Ce départ volontaire s'ajoute à celui de David Biroste, directeur des affaires juridiques, autre poste stratégique, sèchement licencié trois semaines avant le scrutin. nouvelobs.com 25.11

Heureusement que pendant ce temps-là le PS tient la maison en ordre ! Du coup, depuis quelques jours on dirait que les marchés et le Medef se sont calmés, il faut bien qu'il y ait quelqu'un pour tenir la barre du vaisseau de la Ve République qui vogue à la dérive, sans blague !

[Syrie. Quand le NPA prend partie pour l'impérialisme.](#)

Informations ouvrières n°227 page 16.

Le numéro 168 de *Tout est à nous*, l'hebdomadaire du NPA, publie un article consacré à l'appel de Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner à la guerre en Syrie. On peut y lire : « *Tout n'est pas faux dans ce texte, loin de là.* » L'article poursuit à propos de nos trois va-t-en-guerre : « *Ils évoquent à plusieurs reprises l'idée de "livrer des armes à la révolution" en Syrie. On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. Ainsi faudrait-il proposer de livrer avant tout des armes dont les rebelles puissent facilement se servir en toute autonomie, sans tomber dans le besoin d'avoir recours à des "conseillers" (...). Ces conditions étant précisées on pourrait dire : chiche !* » Avec les conditions ainsi précisées, les auteurs de l'article du journal du NPA se retrouvent en accord avec les trois va-t-en-guerre pro-impérialistes.

Leur seule différence avec ces trois personnages, c'est qu'ils écrivent « *qu'une intervention militaire de l'OTAN n'est pas réaliste (...). La comparaison avec la Libye est d'ailleurs (...) fautive (...). Une intervention extérieure en Syrie, pays nettement plus densément peuplé, société multiconfessionnelle et multiethnique, risque de produire des conséquences très différentes.* »

On comprend donc, à la lecture de cet article de *Tout est à nous*, que ce n'est pas en soi que l'intervention impérialiste est condamnable, mais selon son utilité en Libye, ou son inutilité en Syrie. Ça roule pour *Tout est à nous*.

Une intervention de l'OTAN était donc "*réaliste*" en Libye, on savait que le NPA l'avait soutenue....

Si j'ai mis en ligne quelque 400 articles sur la Syrie que j'ai trouvés sur le Net ou qu'on m'a fait parvenir pour comprendre réellement la situation dans ce pays et l'enjeu de cette guerre néo coloniale, j'ai tout lieu de penser que les dirigeants du NPA ont également eu accès à ces articles. Or, en s'en remettant au trio ultra réactionnaire composé de Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner, on en vient à se demander s'ils savent lire, à moins que leur conception de l'internationalisme coïncide avec les besoins de l'impérialisme américano-européen qui est en train de détruire ce pays.

Informations ouvrières a écrit "*Ça roule pour Tout est à nous.*", nous, nous demandons : pour qui roule le NPA, constatant qu'il est prêt à faire cause commune avec trois des pires réactionnaires du pays, Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner. Etonnant qu'ils aient des intérêts communs, non ? Je vous laisse répondre à cette question.

Cet article d'*Informations ouvrières* ne figure pas dans les pages mises en ligne dans la Tribune libre, je ne peux pas reproduire les 16 pages de l'hebdomadaire du POI, ce ne serait pas correct de ma part. Je me limite à 10 ou 12 pages maximum, abonnez-vous à leur journal si vous voulez lire les pages manquantes. Au passage, la page 16 est souvent la meilleure.

Après cela, il y en a qui vont dire que je roule pour le POI, non, je suis objectif ou impartial. Je dis ce que je pense voilà tout.

[Manipulation. Affaire Merah, suite.](#)

Rebondissement. En annonçant avoir déposé plainte contre M6, Souad Merah a révélé de nouveaux éléments d'information à propos de son frère.

S'estimant piégée par l'équipe de M6 qui l'a enregistré à son insu, Souad Merah vient de déposer plainte contre la chaîne du groupe allemand Bertelsmann, le coproducteur Mohamed Sifaoui et son frère Abdelghani. La « *fierté* » déclamée par Souad Merah faisait allusion, selon son avocat, à la « *combativité* » de Mohamed Merah lors de l'assaut du RAID -non aux crimes qui lui sont imputés.

Quoiqu'il en soit, Souad Merah a révélé incidemment, lors de ses entretiens avec I Télé et Le Point, une information inédite à propos de son frère défunt.

Mardi, la chaîne I Télé a diffusé son interview réalisée par l'agence Tony Comiti : à la fin de l'entretien, la sœur de Mohamed Merah affirme (à 2'25) que celui-ci était disposé à « travailler » avec les services de renseignement français. Dans la voiture qui le dépose à son rendez-vous, mi-novembre 2011, avec l'antenne locale de la DCRI, Merah, de retour du Pakistan, révèle à sa sœur qu'il est prêt à collaborer avec la police.

Mercredi, lors de son entretien avec *Le Point*, Souad Merah a également affirmé que leur frère Abdelkader, présenté désormais comme un antisémite forcené, avait tenté, dans le passé, de se convertir au judaïsme. Quant à la DCRI, la sœur confirme au journaliste le désir de Mohamed de travailler secrètement avec les fonctionnaires chargés, entre autres, d'infiltrer les réseaux djihadistes. En outre, la proximité « amicale » de celui-ci avec un officier de police lui aurait été révélée par son ex-épouse.

« Quelques jours après le retour de son second voyage au Pakistan, j'ai reçu un appel d'un homme se présentant comme un officier de police et qui cherchait à joindre Mohamed. Je lui ai répondu qu'il était hospitalisé.

Plus tard, Mohamed l'a rappelé pour prendre rendez-vous avec lui. Quelques jours après cet appel, j'ai déposé mon frère qui était convoqué rue du Rempart-Saint-Étienne (le siège de la Direction régionale du renseignement intérieur, NDLR). Dans la voiture, il m'a dit : "S'ils me proposent de bosser pour eux, je bosse pour eux." Je lui ai dit : "Tu vas devenir une balance ?" Il ne m'a pas répondu. Mais à son retour de l'entretien, il m'a dit qu'on lui avait "seulement posé des questions sur ses voyages".

Après la mort de Mohamed, la jeune femme avec laquelle il s'était marié religieusement m'a raconté avoir surpris plusieurs conversations téléphoniques entre cet officier de police et mon frère. Le ton de leurs conversations était amical. »

Autre élément intrigant : comme l'a révélé *Libération* le 8 novembre, la photo de vidéo-surveillance d'un homme « grand, baraqué, au teint cuivré » aperçu avec Mohamed Merah avant son départ -en août 2011- au Pakistan ne figure pas dans le dossier fourni par la DCRI à la justice. Pourquoi cette rétention ? S'agit-il d'un membre présumé d'une cellule terroriste, d'un indicateur de la police ou de l'officier traitant de la DCRI?

En juillet, Oumma avait déjà souligné, lors de la mise en ligne de notre dossier spécial consacré à l'affaire Merah, que ce policier, dénommé ou surnommé Hassan Loubane, avait été décoré, contre toute attente, de la Légion d'honneur. Le 20 octobre, le quotidien toulousain *La Dépêche* indiquait, sans en donner l'explication, que cet « agent traitant a été muté sur un territoire d'outre-mer ». Une récompense prestigieuse suivie, en l'espace de six mois, d'une sanction : jamais policier n'aura connu publiquement une telle différence de traitement en un temps aussi court. Pourquoi l'Etat, dirigé alors par le clan sarkozyste, voudrait-il honorer le travail d'un fonctionnaire avant de l'éloigner, sitôt arrivée une nouvelle majorité au pouvoir, aux confins de son territoire ?

Selon des sources policières qui se sont entretenues avec l'AFP, le policier aurait été muté « pour des raisons de sécurité ». De quelle « sécurité » s'agit-il là ? Celle relative à son intégrité physique, menacée par d'obscurs djihadistes revanchards et proches de Mohamed Merah ? Ou bien celle désignant un quelconque secret d'Etat, faisant de l'affaire Merah une potentielle menace - à terme- pour les « intérêts fondamentaux de la Nation » ?

Ayant mené son enquête parallèle, Zahia Mokhtari, l'avocate algérienne du père de Mohamed Merah, affirme pour sa part, dans un entretien paru le 21 octobre, que l'officier traitant de Merah, qui s'appellerait en réalité « Hassan Ben Rahou », a été envoyé en « Calédonie sur une décision de la préfecture ».

Et alors que la focalisation médiatique se concentre sur son rôle exact vis-à-vis de Mohamed Merah, une collègue de ce policier traitant est passée totalement inaperçue depuis le début de l'affaire : son nom est Magali Bouclier. Elle aussi a reçu la légion d'Honneur pour son travail en amont : cette policière d'encadrement, basée à Levallois-Perret, était l'une des deux personnes envoyées par la DCRI pour faire un « débriefing » de Mohamed Merah à son retour du Pakistan. C'est donc sous son autorité que la note interne faisant état d'un « intérêt » pour le jeune homme, jugé inoffensif, a été rédigée. Il est impossible de savoir, de source sûre, si Magali Bouclier a été également sanctionnée d'une quelconque manière par la nouvelle direction installée à la tête de la DCRI. Un élément d'information est pourtant intéressant à son sujet : en octobre 2009, la policière qui recommanda, par la suite et contre toute logique, d'abandonner la surveillance de Merah entretenait alors de curieuses ambitions littéraires. Sur le site de l'écrivain Martin Winckler, elle fit paraître un court texte intitulé « *Crime parfait* ». Particulièrement machiavélique, l'histoire, introduite comme un document administratif de la police, est rétrospectivement troublante : en résumé, il s'agit de faire endosser un crime à un innocent « manipulable » à la « personnalité fragile » et à « l'enfance malheureuse ».

Deux ans après la publication de son récit, la fiction commence à prendre chair : Magali Bouclier rencontrera à Toulouse un jeune homme au profil similaire à celui de son coupable idéal et imaginaire. alterinfo.net 24.11

J'ai jeté une vidéo sur l'affaire Merah dans laquelle au journal de TF1 on entendait un journaliste relaté à l'antenne en direct le témoignage d'enfants qui avaient vu de près le tueur et qui avait confirmé un autre témoignage (d'une adulte, dénommée Martine je crois) selon lequel le tueur avait les yeux bleus, or M. Merah n'a jamais eu les yeux bleus.

On admet qu'un témoin puisse se tromper ou avoir mal vu, mais plusieurs... Ce serait intéressant de voir la tête de ce monsieur Hassan Loubane, d'en savoir davantage à son sujet.

ACTUALITE EN TITRES

[Apparition en lisière du bois de Boulogne et du XVIe.](#)

- Paris: le renard roux réapparaît dans les parcs - AFP

- Crise à l'UMP: Sarkozy sort du bois - AFP

[Les puissants sont rassurés, la conscience des masses à l'échelle mondiale progresse... lentement !](#)

- La vidéo "*Gangnam Style*" devient la plus visionnée sur YouTube - Reuters

Le clip "*Gangnam Style*", qui met en avant Psy, un rappeur parodique de Corée du Sud, est passée samedi en tête des vidéos les plus vues du site YouTube, devant "*Baby*" du chanteur canadien Justin Bieber, précédent tenant du titre.

Quelque 809 millions de connexions individuelles ont été enregistrées sur la page où est visible depuis juillet dernier "*Gangnam Style*". YouTube, qui indique que la popularité de la vidéo a progressé selon un rythme "*sans précédent*" et précise que celle de "*Baby*" de Justin Bieber a de son côté été visionnée 803 millions de fois depuis 2010. Reuters

Le clip a été vu par de hauts dirigeants comme le président américain Barack Obama, le secrétaire général des Nations unies et compatriote du rappeur, Ban Ki-moon, l'artiste dissident chinois Ai Weiwei et le maire de Londres Boris Johnson. Psy, de son vrai nom Park Jae-Sang, est quasiment adulé dans son pays pour le succès planétaire de sa prestation et a été décoré en novembre de l'une des plus prestigieuses récompenses, l'ordre du mérite culturel Okgwan. AFP 24.11

Hier soir, pour une fois que je regardais la télé, aux infos de TV5Monde Asie et j'ai eu le droit à quelques images de ce clip débile, c'est un affront à l'intelligence humaine, on comprend que Barack Obama et Ban Ki-moon apprécient ce misérable spectacle.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Les électeurs catalans ont infligé dimanche une claque au chef de file nationaliste Artur Mas, mais ont voté en majorité pour les partis favorables à un référendum sur l'avenir de cette région du nord-est de l'Espagne, agitée par une poussée indépendantiste.

Artur Mas, dont la coalition de droite CiU reste la première force du Parlement régional, a perdu son pari: en organisant ces élections anticipées, il espérait conquérir une majorité absolue pour appuyer son projet de référendum.

Pour gouverner la région et mener à bien son projet, comme il l'a promis aux 7,5 millions de Catalans, il devra nouer de délicates alliances et composer avec la forte présence de la gauche indépendantiste radicale.

CiU (Convergencia i Unio) s'est effondrée avec 50 des 135 députés du Parlement régional, contre 62 actuellement.

En revanche, le parti historique de la gauche indépendantiste catalane, ERC (Esquerra republicana de Catalunya), fait plus que doubler son score, avec 21 sièges contre dix. Les socialistes, en recul, deviennent le troisième parti régional (20 députés), devant le Parti populaire, de droite, au pouvoir à Madrid (19 sièges).

"Les résultats sont surprenants. C'est le signe qu'il y a des gens mécontents parce qu'aucun des hommes politiques n'a présenté de plan clair face aux problèmes de notre pays: la dette, le chômage, les difficultés de financement", soulignait Pedro Nueno, professeur d'économie à l'IESE de Barcelone. AFP 25.11

SOCIAL

1- Suisse

En Suisse les habitants du canton de Neuchâtel disposant d'une fortune de plus d'un million de francs suisses (800.000 euros) n'auront pas à payer un impôt spécial pendant 4 ans, selon les résultats d'une consultation organisée dimanche dans le canton. Les électeurs ont en effet rejeté une initiative en ce sens à une majorité de 60,5%, selon l'agence suisse ATS. La participation au scrutin a été faible, avec un taux de 28,66%. Intitulé "*Pour une participation des grandes fortunes limitée dans le temps*", ce texte, déposé par les milieux de gauche du canton, prévoyait l'introduction d'un impôt spécial destiné à redresser les finances cantonales. Il prévoyait un taux de 0,1% à partir d'un million de CHF, pouvant aller jusqu'à 1% maximum.

Le gouvernement cantonal était opposé au texte, le jugeant "*excessif*", et les électeurs l'ont suivi. Selon les autorités, ce système aurait multiplié par trois l'impôt sur la fortune acquitté par les riches. Le canton de Neuchâtel essaye d'avoir une fiscalité attractive, pour garder ses contribuables aidés. Ces dix dernières années, quelque 500 contribuables des classes moyenne et aisée ont quitté chaque année le canton pour déménager vers d'autres lieux cantonaux fiscalement plus cléments. AFP 25/11/2012

En voilà un bel exemple de démocratie, de "*révolution citoyenne*" ou "*révolution par les urnes*" chère à monsieur Mélenchon : taux de participation de 28,66%, arrondissons à 28% une fois retirés les votes blancs et nuls, 60% de 28% cela donne 16,8%, cela doit correspondre aux nantis intéressés par ce scrutin... qui ont la moi, quoi !

2- Egypte

Le syndicat des journalistes égyptiens a appelé aujourd'hui à une grève générale pour protester contre le manque de liberté de la presse dans la Constitution en cours d'élaboration, dans un contexte de crise déclenchée par un décret élargissant les pouvoirs du président. Les journalistes ont voté pour la grève à l'occasion d'une réunion d'urgence de leur syndicat, mais n'ont pas encore défini de date. AFP 25/11/2012

Une puissante explosion a détruit une partie du bâtiment du renseignement militaire égyptien dans la ville de Rafah, dans la péninsule du Sinaï à la frontière avec la bande de Gaza. C'est ce qu'a déclaré la chaîne de télévision Al Arabiya.

Les forces spéciales ont complètement bloqué l'accès au site de l'explosion. À l'heure actuelle, la cause exacte de l'explosion est inconnue, mais on soupçonne qu'elle a été organisée par les jihadistes du Sinaï. alterinfo.net 25.11

3- Etats-Unis

L'un des plus gros employeurs de Cincinnati, TriHealth, a mis à la porte 150 de ses employés parce qu'ils ont refusé de recevoir le vaccin contre la grippe, offert gratuitement par la compagnie. Les 10 800 employés avaient un mois pour recevoir le vaccin, soit jusqu'au 16 novembre. alterinfo.net 25.11

ECONOMIE

Espagne

Selon le journal espagnol El Pais, les banques espagnoles recevront 35 milliards d'euros d'aide européen le 15 décembre prochain, en échange de suppressions de postes dans les quatre banques nationalisées.

La banque Bankia, qui a reçu 23,5 milliards d'euros de soutien de la part de Madrid, devrait supprimer 6000 emplois sur 20.000, selon le journal qui cite des sources européennes et bancaires. AFP 25/11/2012

Haut de page ↗

Le 27 novembre

CAUSERIE

J'ai bâclé l'actualisation du site aujourd'hui car j'ai dû m'occuper de mon épouse sortie de la clinique. On corrigera les fautes plus tard.

Le Monde fait partie de l'élite du Nouvel ordre mondial. Qui conspire contre qui ?

- Un ancien de Goldman Sachs à la tête de la Banque d'Angleterre - Lemonde.fr 26.11

A la surprise générale, le chancelier de l'Echiquier britannique, Georges Osborne, a annoncé lundi 26 novembre la nomination de Mark Carney, 47 ans, actuel gouverneur de la Banque centrale du Canada, au poste de gouverneur de la Banque d'Angleterre.

... après la série de scandales récents qui ont éclaboussé la City, le gouvernement entendait secouer une institution repliée sur elle-même qui a montré ses failles.

C'est pourquoi les candidatures de trois poids lourds (...) ont été écartées.

(Mark Carney) Très soucieux d'éthique, il a qualifié de mouvement anticapitaliste Occupy de "*constructif*".

... le seul point faible du lauréat. Pendant treize ans il a travaillé chez Goldman Sachs International à Londres. Après Mario Draghi à la tête de la banque centrale européenne, la célèbre banque américaine place un autre ancien à la tête de la vénérable banque d'Angleterre. La désignation d'un ex "*Goldman boy*" à cette position clé ne manquera pas d'apporter des munitions aux très nombreux adeptes de la théorie de la conspiration. Lemonde.fr 26.11

Pour rappel, la Banque d'Angleterre fut la première banque centrale, elle fut fondée en 1694, les Rothschild en prirent le contrôle ainsi que la City en 1815, ce qui leur permit de devenir les plus riches d'Angleterre et du monde.

Il s'agit d'une banque centrale privée, c'est-à-dire que ce sont des banquiers qui la dirigent et disposent du privilège de la création monétaire, de battre monnaie ou de faire marcher la planche à billets, elle servit de modèle à la création de la Fed en 1913 et elle est contrôlée par les mêmes banquiers d'où à plusieurs reprises dans le passé le transfert massif de stock d'or des deux côtés de l'Atlantique.

Comment ne pas voir que les banquiers de la Fed placent des hommes à eux au sein de tous les gouvernements (en Europe: Italie, Grèce, etc.) et institutions, dont les banques centrales (BCE, BoE). Quand les chefs de gouvernements ou ministres ne viennent d'une grande banque internationale (par exemple : le Premier ministre puis Président de la République G. Pompidou, ex-employé de Rothschild ; Robert Rubin ex-dirigeant de Goldman Sachs, ministre des Finances de Bill Clinton, etc.), ils participent au groupe Bilderberg dirigé par l'oligarchie financière américaine ou à des think-tanks ou des fondations, instituts, etc, dans lesquels on retrouve les mêmes banquiers. Par exemple, on a évoqué les derniers jours la Fondation Bertelsmann dans laquelle travaillait un certain Mario Draghi, il a même été un des corédacteurs du document de 350 pages que j'ai mis en ligne.

Goldman Sachs n'aurait rien à voir avec le scandale du Libor selon le Monde, Goldman Sachs serait blanc comme neige, normal, Le Monde appartient à un banquier. La preuve :

1- Arte revendique un record de visionnage du documentaire dévoilant les coulisses peu reluisantes de Goldman Sachs, le documentaire de Jérôme Fritel et Marc Roche diffusé à l'antenne le 4 septembre dernier.

Dans Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde, les auteurs démontrent la duplicité de la banque qui spéculé contre ses clients et s'appuient sur des témoignages d'anciens salariés pour mettre en lumière le cynisme qui anime l'esprit de l'entreprise, dont les dirigeants se reconvertissent dans les institutions politiques du monde. (LePoint.fr 12.09.2012)

2- Goldman Sachs paie 12 millions de dollars pour clore des poursuites de la SEC - (AFP 27.09.2012). Sans doute que la SEC avait dû rêver et que Goldman Sachs a été victime d'une injustice.

3- Goldman Sachs avait accepté de payer la somme record de 550 millions de dollars en juillet 2010 pour mettre fin aux poursuites de la SEC.

Le sénateur Carl Levin a réagi vertement vendredi: "*Que la décision du DoJ soit le résultat de lois ou d'autorités d'application des lois faibles, les actions de Goldman Sachs (liées aux dérivés de crédits immobiliers) étaient trompeuses et immorales*" et "*ont contribué à la crise financière qui nous a presque plongé dans une deuxième Grande Dépression*".

Récemment, Goldman s'est aussi retrouvée montrée du doigt par un juge aux Etats-Unis dénonçant des conflits d'intérêt "dérangeants" dans le cadre du rachat d'une société de transport énergétique américaine, El Paso, par sa concurrente américaine Kinder Morgan l'an dernier.

Jeudi, Goldman Sachs avait par ailleurs indiqué que la SEC avait abandonné une autre enquête liée à des produits adossés à des titres immobiliers, mais la banque fait toujours l'objet de multiples poursuites et enquêtes liées à ses ventes de dérivés de crédits immobiliers avant la crise. (AFP 09.08.2012)

4- Les plaintes d'investisseurs qui s'estiment lésés par l'entrée en Bourse ratée de Facebook se multipliaient mercredi, visant à la fois le réseau social en ligne et les banques qui ont géré l'opération boursière.

La plainte accuse en particulier les trois principales banques ayant organisé l'entrée en Bourse, à savoir Morgan Stanley, Goldman Sachs et JPMorgan Chase (...) (AFP 23.05.2012)

Cet article a également dû échapper au *Monde* :

5- Goldman Sachs veut croître en Europe - (Reuters 05.02.2012)

Goldman Sachs s'en donne les moyens, voilà tout.

Au passage, pour que les Rothschild soient devenus les plus riches d'Angleterre et du monde en 1815, il fallut qu'ils en aient eu la volonté au préalable, que ce fut leur objectif, chacun comprendra aisément qu'il n'est pas donné à tout le monde de revendiquer un tel statut. Ensuite, on concevra très bien qu'une fois acquis cette position, ils n'eurent de cesse de tenter de conserver ce privilège extraordinaire, ce qu'ils réussirent en grande partie en devenant les maîtres de la Fed et du gouvernement des Etats-Unis.

Toutefois, la population et le marché mondial s'accroissant au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et davantage encore au XXe siècle, maintenir seul cette position devait devenir intenable à la longue, il devait donc s'allier à d'autres banquiers et grandes fortunes pour étendre leur pouvoir sur le reste du monde ou tout du moins conserver leur position hégémonique au sein de la finance mondiale. Pour y parvenir il leur fallait disposer du pouvoir politique au-delà des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, intégrer dans leur giron les pays où le capitalisme était le plus développé, dont les pays d'Europe occidentale. C'est ainsi qu'ils conçurent l'Union européenne et plus tard sa banque centrale, pour à l'étape suivante les associer dans un bloc transatlantique américano-européen qu'ils contrôlèrent ainsi que son marché, ce qui permettrait de pérenniser ou d'accroître encore leur pouvoir. Devenus à eux seuls une puissance mondiale sans équivalent, ils devaient modeler les contours d'un futur gouvernement mondial qui leur serait entièrement soumis, objectif qu'ils ne pourraient atteindre pleinement qu'en s'affranchissant des contradictions du capitalisme. Ils y travaillent inlassablement, car c'est le seul et dernier obstacle à leur dictature mondiale, un obstacle dont ils ne pourront sans doute jamais venir à bout...

On poursuivra une autre fois, ce qu'il faut avoir à l'esprit et qui en soi constitue ce qu'on pourrait admettre comme la base d'un complot contre tous les peuples de la planète, c'est que ce plan de Nouvel ordre mondial a été échaffaudé bien avant le début du XIXe siècle et qu'il a servi de toile de fond à de puissantes familles qui se le sont transmis de génération en génération jusqu'à nos jours, ce que la population ignore totalement, il est venu se greffer sur les contradictions du capitalisme dans l'objectif de les contenir, d'où les mesures économiques et politiques qui furent prises par les gouvernements américain et européen depuis 30 ans pour ne pas remonter plus loin.

On constatera que l'orientation politique du capitalisme mondial depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les moyens dont il s'est doté, coïncident avec les différentes étapes qui lui ont permis d'avancer dans la perspective de la réalisation d'un gouvernement mondial qui échappe à tout contrôle de la population. Quand on a conscience des différentes étapes par lesquelles est passé le développement du capitalisme, cette orientation ou tendance nous semblera logique, après en avoir fini avec le stade de la concurrence au profit du monopole, on peut concevoir qu'il soit nécessaire ensuite de mettre fin à l'affrontement entre monopoles pour créer un monopole pour ainsi dire absolu, cette fois débarrassé définitivement de toute concurrence. Certaines conditions qui n'existent pas encore doivent être remplies pour réaliser cet objectif, l'inégalité du développement économique entre pays mais surtout entre continents en est une...

Donc nous n'avons pas besoin de la théorie du complot pour expliquer de quelle manière évolue le capitalisme mondial, cependant on ne la rejettera pas forcément, car les fondements de la crise du capitalisme et de la survie du capitalisme qui sont à la fois objectifs et subjectifs, demeurent hors de la portée des masses. Par contre, on rejettera catégoriquement les conclusions qu'en tirent les partisans de cette théorie, quand ils ne finissent pas dans une impasse ou n'avouent pas leur impuissance à combattre le capitalisme mondial.

Ma démarche a consisté à mettre les choses au point sur cette question précise qui empoisonne la tête de biens des intellectuels et des militants sans doute. J'ai volontiers joué le rôle de provocateur, car c'était le seul moyen que j'ai trouvé pour aller au bout

de notre analyse. Si j'avais pris le parti dès le départ de nier cette théorie pour ensuite l'analyser ou en parler, mon discours n'aurait pas été crédible et personne ne se serait intéressé aux conclusions auxquelles je serais parvenu. Les intentions des banquiers depuis plusieurs siècles n'ont pas changé et tout le monde l'ignore, il est là le complot si on accepte cette définition.

On oublie aussi que si les masses sont ignorantes, les nantis ne le sont pas, ils ont de la suite dans les idées, ils en ont les moyens, alors que pour le pauvre bougre qui a tout juste de quoi survivre avec sa famille, c'est un luxe au-dessus de ces moyens, il vit au jour le jour... On pourrait ajouter qu'ayant une conscience de classe, les nantis les plus puissants ont tout intérêt à s'allier au lieu de se faire la guerre, tandis que l'ouvrier en concurrence avec d'autres ouvriers n'aura tendance qu'à penser à ses propres intérêts, ce sera vraiment en dernier recours, c'est une fois acculé qu'il prendra conscience qu'il appartient à une classe sociale, pas toujours d'ailleurs...

Les banquiers sont les seuls à savoir quels sont les véritables tenants et les aboutissants des décisions qu'ils prennent, la masse de la population demeure dans l'ignorance totale. Ainsi complot pourrait rimer avec ignorance des masses, ignorance voulue, minutieusement entretenue par ceux qui gouvernent pour le compte de l'oligarchie financière. On a donc bien là deux facteurs à l'origine de cette théorie et du comportement des banquiers, la crise du capitalisme ou ses contradictions pour ce qui est du facteur objectif, l'ignorance des masses pour le facteur subjectif, les deux nous ramenant à la lutte des classes, aux fondamentaux du marxisme, du socialisme et la boucle est bouclée.

Commentaire d'internautes

1- "Comment ne pas penser à la théorie de la conspiration? Comment penser alors que ces directeurs de banques centrales ne vont pas tout faire pour favoriser le secteur bancaire? Cela signifie une chose : plus de taxes pour payer les intérêts de la dette! "

2- "Mark Carney peut se prévaloir d'une triple expérience la banque (des "affaires louches?), la politique monétaire (planches à billets? et la réglementation (bidouillée ?), 3 domaines qui correspondent au profil recherché? Serait-il compétent pour avoir fait ses premières armes dans la City. La théorie de la conspiration? C'est possible, mais celle de qui et de quoi? Il paraît en tous cas correspondre au format idoïne, au service des ploutos et des banksters planqués dans leurs paradis fiscaux. "

3- "combien d'ex-G.Sachs (comme du FMI) à des postes clés dans la politique et les affaires ? un système économique pourri qui choisit les "élites" qui le servent ou des "élites" qui prennent en main le système ? ça revient au même ; en tout cas le culot paie, tant que ça passe ..."

4- "Théorie de la conspiration ? non pas vraiment Goldman Sachs tisse sa toile et leur emprise s'étend de plus en plus. Il gagne à tous les coups et ne sont jamais inquiétés. Et après on ne nous prend pas pour des cons. Aucune des causes de la crise n'a été traitées et c'est ceux qui l'ont provoqué qui sont censés la résoudre. Très fort vraiment très très fort."

[Le Monde à l'heure de la reconquête coloniale entretient la haine du communisme ou défend la suprématie occidentale sur le reste du monde.](#)

- La Chine franchit une étape dans le développement de sa puissance navale - Lemonde.fr 26.11

Non, pas possible, des pilotes de l'armée chinoise capables d'atterrir sur un porte-avions, les demeurés, comment ont-ils pu réaliser un tel exploit s'interrogent *Le Monde* et l'ensemble des médias en France. Ces essais ont eu lieu en plein jour, *Le Monde* précise qu'il faudra les confirmer de nuit, nous conseillons à ces "abrutis" de Chinois d'attendre la prochaine pleine lune pour prendre le moins de risque possible, on ne sait jamais...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Hongrie

Le parlement hongrois a adopté lundi une nouvelle loi controversée sur la procédure électorale, taillée sur mesure selon ses détracteurs pour permettre au Premier ministre Viktor Orbán de gagner les prochaines élections en 2014.

Pour l'opposition, ce texte vise à empêcher les nombreux électeurs indécis --parmi eux de nombreux déçus de Viktor Orbán-- d'aller voter à la dernière minute contre le gouvernement.

Aux termes d'un des points les plus controversés de la loi, les Hongrois en âge de voter sont désormais obligés de s'enregistrer

au préalable sur une liste électorale, au plus tard deux semaines avant le scrutin. Auparavant, la carte de résidence était suffisante pour participer le jour du vote.

"L'inscription préalable est une tentative pitoyable et stupide de manipuler les élections d'une manière administrative", a déclaré un député du parti socialiste, Tamas Harangozo, au cours du débat au parlement avant le vote.

Selon le texte de loi, la campagne électorale commencera désormais 50 jours avant le scrutin (contre 90 jours auparavant). Les partis seront autorisés à faire campagne uniquement via les médias publics et la presse, y compris on-line contrairement au projet initial, mais pas sur les chaînes de télévision privées très regardées en Hongrie.

Seuls les Hongrois de l'étranger peuvent s'enregistrer par lettre, mais pas les résidents qui ont le choix entre se déplacer chez le notaire ou s'inscrire par internet via une procédure complexe. Mais l'internet est peu développé hors des grandes villes hongroises.

"Les prochaines élections ne seront ni libres, ni justes. Il y avait une participation de 75% aux dernières élections. Environ 6 millions de Hongrois avaient voté dans le pays. Maintenant, il y a de grandes chances que nous en ayons moins de 4 millions", a estimé l'ancien Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsany.

La loi électorale hongroise a déjà été modifiée par le pouvoir: le nombre des députés a été ramené de 386 à 200, les élections seront désormais à un tour au lieu de deux et les circonscriptions électorales ont été redessinées pour favoriser le Fidesz. AFP 26.11

SOCIAL

1- France

1.1- Survivre : un luxe !

Les Restos du Coeur ont lancé ce lundi 26 novembre leur 28e campagne hivernale. Jusqu'à la fin mars, les 2.040 centres d'accueil des Restos vont offrir, au moins deux fois par semaine, des paniers repas aux plus démunis. L'aide alimentaire apportée par l'association créée par Coluche en 1985 est aujourd'hui plus que jamais devenue indispensable pour de nombreux Français.

Lors de la campagne 2011, 115 millions de repas ont été distribués à 870.000 personnes. Ce seuil sera certainement dépassé cette année: en novembre, les Restos ont enregistré entre 5 à 7% d'inscriptions supplémentaires par rapport au mois de novembre 2011. La hausse atteint plus de 30% sur cinq ans. Les mères seules avec enfants représentent 40% des personnes accueillies, devant les personnes âgées et les jeunes.

"Ce qui nous inquiète le plus, c'est que non seulement le nombre de familles à aider augmente mais qu'en plus leur situation est de plus en plus alarmante", confie à L'Express Olivier Berthe, président de l'association. "Ceux qui ont commencé à connaître le chômage en 2008-2009, au début de la crise, sont au bout de leurs réserves et de la solidarité familiale. D'autant, qu'avec les matières premières alimentaires qui repartent à la hausse, les gens vont avoir de plus en plus de mal à acheter de la nourriture", explique-t-il.

Cela fait également 28 ans que le réseau des banques alimentaires organise des collectes nationales de denrées dans les grandes surfaces. L'opération, qui s'est déroulée les 23 et 24 novembre, a permis de récolter 12.500 tonnes d'aliments, soit l'équivalent de plus de 26 millions de repas. Les produits récoltés au cours de ces deux jours représentent environ 15% de l'approvisionnement des banques. En 2011, environ 750.000 personnes ont bénéficié de l'aide des banques alimentaires, représentant l'équivalent de 178 millions de repas.

Les familles avec enfants, les chômeurs, les travailleurs pauvres, les jeunes et les retraités constituent le gros de la population aidée par le réseau des banques. Pour ces populations, fragilisées par la crise qui perdure, le budget alimentaire est souvent une variable d'ajustement et l'aide alimentaire est essentielle.

Le taux de pauvreté a progressé de 13,5% à 14,1% en France en 2010. 8,6 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire, soit avec moins de 964 euros par mois. L'Expansion.com 26.11

1.2- Quelle aubaine !

À propos de l'envers de la fraude sociale, selon un rapport du CNRS, le non recours, par ceux qui y ont droit, aux prestations sociales s'élève à 5,3 milliards d'euros pour le RSA, 700 millions pour la CMU-C (Couverture Maladie Universelle Complémentaire) et 378 millions pour l'Aide à la Complémentaire Santé. Atlantico.fr 26.11

1.3- La Bourse ou la vie ? La vie c'est mieux !

À propos de ne plus aimer la bourse, selon une enquête TNS Sofres, 8,3 % des Français sont aujourd'hui actionnaires, contre près de 14 % il y a cinq ans. Atlantico.fr 26.11

Tant mieux ! Rompre avec le capitalisme est une nécessité, par n'importe quel bout il faut commencer...

2- Bangladesh

Des milliers d'ouvriers du textile au Bangladesh ont manifesté lundi pour demander que cessent leurs conditions de travail "*flirtant avec la mort*" après le pire incendie qu'ait connu la profession, qui a fait 110 morts.

Les rescapés de cet incendie, survenu samedi soir dans l'usine Tazreen Fashion à la périphérie de Dacca, ont rejoint des milliers de collègues pour bloquer une autoroute et défiler jusqu'à la zone industrielle d'Ashulia, où sont implantées plus de 500 usines de confection pour des marques occidentales.

"Les ouvriers de plusieurs usines ont quitté le travail et rejoint la manifestation. Ils veulent que les propriétaires de Tazreen reçoivent une punition exemplaire", a déclaré le chef de la police de Dacca, Habibur Rahman.

Selon la police, de nombreuses usines travaillant notamment pour Walmart, H&M ou encore C&A, sont restées fermées lundi pour éviter une éruption de violence.

"La plupart des ouvriers sont choqués. Ils veulent voir la sécurité s'améliorer dans leurs usines où on flirt avec la mort", a déclaré à l'AFP un représentant syndical, Babul Akter.

Les manifestants ont scandé des slogans demandant notamment que les patrons de Tazreen soient traduits en justice.

Les pompiers ont circonscrit lundi un nouvel incendie dans une usine de confection. Le feu, qui n'a pas fait de victime, s'est déclaré à Dacca dans un bâtiment de douze étages abritant quatre entreprises de confection.

"La plupart des ouvriers ont défoncé des grilles au dernier étage et ont réussi à se mettre en lieu sûr dans un bâtiment voisin", a déclaré à l'AFP le commissaire adjoint de la police du district de Dacca, Nisharul Arif.

Selon l'inspecteur en chef des usines au Bangladesh, Habibul Islam, l'usine Tazreen de neuf étages, construite en 2009, avait obtenu un permis de construire pour trois étages uniquement.

Selon le site Internet de Tuba Group, la maison-mère de Tazreen Fashion, l'usine employait 1.630 personnes et fabriquait des polos, des T-shirts et des vestes. Le bâtiment comptait 60 détecteurs de fumée, plus de 200 extincteurs et 18 tuyaux pour la lutte contre les incendies, indique le site.

De nombreuses usines textiles tournées vers l'exportation sont dotées d'installations électriques défectueuses et de mesures de sécurité très laxistes.

Selon la Clean Clothes Campaign, une association de défense des travailleurs du textile dont le siège se trouve à Amsterdam, au moins 500 employés du secteur sont morts dans des incendies au Bangladesh depuis 2006.

Les firmes étrangères "*savent depuis des années que nombre des usines avec lesquelles elles choisissent de travailler sont des pièges mortels*", a dénoncé Ineke Zeldenrust, porte-parole de l'association. "*Le fait qu'elles n'agissent pas s'apparente à de la négligence criminelle*", a-t-elle estimé.

Le Bangladesh est un des principaux centres de production textile en Asie, en raison de la modicité des salaires ouvriers et d'une main d'oeuvre abondante.

Le pays est devenu le deuxième exportateur au monde de vêtements, pour un total de 19 milliards de dollars en 2011. AFP 26.11

3- Chine

Une enquête menée par Samsung Electronics auprès de ses fournisseurs en Chine n'a pas trouvé de preuve sur l'emploi d'adolescents dans ses usines, mais a révélé des pratiques "*inappropriées*" qui doivent stopper, a indiqué lundi le géant

sud-coréen.

Samsung a enquêté au sein de ses 105 fournisseurs exclusifs en Chine, après qu'une association américaine de défense des travailleurs a accusé en septembre une des usines chinoises d'employer des adolescents.

China Labour Watch, une ONG basée à New York, avait également accusé des usines de faire travailler leurs employés cinq fois la durée légale des heures supplémentaires et de passer outre plusieurs règles du droit du travail.

Les enquêteurs diligentés par Samsung ont étudié les listes des salariés des 105 fournisseurs et vérifié les âges avec les cartes d'identité. *"Ils n'ont trouvé aucun exemple d'emploi de mineurs"*, a noté le groupe.

Mais ils ont découvert *"plusieurs exemples de pratiques inappropriées"*, dont des heures supplémentaires trop nombreuses et un système d'amendes en cas de retard ou d'absence, une pratique interdite en Chine.

Le groupe sud-coréen doit à présent inspecter d'ici la fin de l'année 144 usines supplémentaires, qui sont elles aussi fournisseurs de Samsung, mais non exclusifs.

A partir de 2013, les conditions de travail des 249 fournisseurs de Samsung en Chine seront surveillées dans le cadre d'un programme d'audit, a ajouté le groupe sud-coréen.

Les violations du code du travail découverts au cours de l'enquête ont été signifiées aux usines, qui doivent y remédier. AFP 26.11

4- Etats-Unis

Tandis que la saison des fêtes bat son plein aux Etats-Unis, les banques alimentaires du pays tirent la sonnette d'alarme. Le filet de sécurité constitué pour nourrir les (presque) 50 millions d'Américains qui ont besoin d'aides alimentaires est mis à mal par les conséquences générées par la pire sécheresse des cinq dernières décennies. La hausse des denrées nécessaires à l'élevage des bovins a entraîné une augmentation importante du prix de la viande.

Les autorités sont confrontées à de plus en plus de personnes fréquentant les soupes populaires et les refuges d'urgence, dernière bouée de sauvetage pour des personnes âgées, des personnes handicapées, ainsi que des familles entières à faible revenu.

Le problème devient d'autant plus crucial que les dons gouvernementaux diminuent avec une quantité de personnes de plus en plus blessées par les affres de la vie.

Constat affligeant de Carrie Calvert, directeur de la politique fiscale et des matières premières chez Feeding America, la plus importante organisation américaine de lutte contre la faim : *« Les gens ont dû faire face à la détresse économique depuis pas mal de temps maintenant... Ils puisent depuis quelques années dans les ressources dont nous disposons et nous commençons à percevoir que nos moyens deviennent très limités »*.

Les témoignages se multiplient chez les dirigeants de grandes banques alimentaires à travers les Etats-Unis. Le même écho revient : on craint être incapable de suivre le rythme de la demande ! En août, un pic fut atteint avec 47 100 000 de coupons alimentaires utilisés. Avec une telle demande, par exemple, la Banque alimentaire régionale de Los Angeles a vu ses réserves alimentaires tomber d'environ 3,3 semaines en 2010 à moins de deux semaines – le plus bas dans l'histoire récente !

Etant donné les difficultés et les dons moins importants des autorités fédérales, *« les caddies sont moins remplis pour les pauvres »*. *« On diminue le nombre de boîtes de conserve mais on essaie de donner au moins quelque chose aux personnes qui se présentent »*.

Il y a donc une vive inquiétude pour 2013 car beaucoup annoncent déjà des prix alimentaires en hausse et que dire de l'ONU qui parle déjà de famine ! Où est leur boule de cristal ?

Malgré les dons privés, toujours importants, les responsables des associations qui s'occupent de nourrir les pauvres craignent que cette générosité ne puisse compenser la baisse de l'aide fédérale. Liesi 26.11

ECONOMIE

1- France

Le distributeur en ligne américain Amazon.com, stimulé par une forte croissance de ses ventes, a confirmé lundi dans un communiqué qu'il allait ouvrir un quatrième centre de distribution en France, devant permettre à terme de créer 2.500 emplois. AFP 26.11

2- Grèce

La zone euro et le Fonds monétaire international se sont mis d'accord dans la nuit de lundi à mardi pour réduire la dette grecque à 124% du PIB d'ici 2020, ont indiqué des sources européennes, une décision qui ouvre la voie au déblocage de l'aide financière pour la Grèce.

Cela représente un allègement de la dette grecque d'environ 40 milliards d'euros d'ici 2020, selon une de ces sources. AFP 26.11

3- Etats-Unis

À propos de Warren Buffett qui, dans le New-York Times, se prononce pour une taxation réévaluée des super-revenus des millionnaires américains (jusqu'à 35%), les 400 personnes les plus riches aux États-Unis ont vu leur fortune plus que quintupler depuis 1992, passant de 300 à 1 700 milliards de dollars. Atlantico.fr 26.11

Il dispose d'une fortune estimée à 46 milliards de dollars (35,5 milliards d'euros) par la revue Forbes.

Warren Buffett bat en brèche l'argument invoqué par les adversaires d'une plus forte taxation selon lequel un taux plus élevé dissuaderait les gens fortunés de dépenser leur argent et affecterait ainsi l'emploi.

"Oublions l'idée que les riches et les ultrariches puissent se mettre en grève et cacher leurs fonds imposants sous leur matelas si - j'en suffoque à l'avance - on augmente les taux sur le capital et le revenu", ironise-t-il.

"Les ultrariches, comme moi, rechercheront toujours les occasions d'investir", ajoute-t-il. Reuters 26.11

Warren Buffett est un plaisantin : combien de milliers de milliards de dollars ont été détournés du fisc et ont atterri dans des paradis fiscaux et ne sont jamais apparus dans les déclarations d'impôts des plus riches ?

4- Paraguay

Le président paraguayen Federico Franco a annoncé lundi la découverte de réserves de pétrole dans la région du Chaco, près de la frontière argentine, qui, selon lui, feront entrer le Paraguay dans le club des producteurs de brut dès 2013.

"Du pétrole de la meilleure qualité a été découvert en quantité abondante dans le bassin (du fleuve) Pirity", a déclaré M. Franco à la presse en marge d'une réunion avec des investisseurs étrangers.

L'exploitation du pétrole dans le département de Boqueron, situé à quelque 500 km au nord-est d'Asuncion, la capitale, a été attribuée par l'Etat paraguayen aux compagnies américaines Pirity Hidrocarburos (filiale de PetroVictory) et Crescent Global Oil Paraguay (filiale de Crescent Oil).

Le Paraguay, petit pays enclavé d'Amérique du sud, est actuellement totalement dépendant de l'étranger pour se fournir en hydrocarbures. Il bénéficie notamment de tarifs préférentiels pour l'achat de pétrole en provenance du Venezuela. AFP 26.11

[Haut de page ↗](#)

Le 28 novembre

CAUSERIE

Je mettrai en ligne demain au format pdf quelques causeries des derniers jours, une fois les fautes corrigées rapidement, comme d'habitude quoi. J'ai mis en ligne 7 nouveaux documents. En guise de programme dans cette page, j'ai ajouté quelques sigles dans la colonne de gauche.

Avez-vous reçu ce genre de message dans votre boîte aux lettres, le troisième en 8 jours : *"Tu as reçu cet e-mail parce que Jean-yves veut entrer en contact avec milarepa13@yahoo.fr sur Twoo"*. De "Jean-yves via Twoo" .

Qu'est-ce que c'est que ce truc "Two", un "réseau social" type Fesse bouc? J'ai encore reçu un message de ce dernier m'informant de sa nouvelle politique de confidentialité patata patati : poubelle ! Bordel, c'est dingue, je n'habite plus en France et je n'ai plus à vider ma boîte aux lettres quotidiennement bourrée de publicités et autres saloperies, et voilà que c'est la même chose sur le Net, quelle monde !

Ici, en Inde, je n'ai même pas de boîte aux lettres, je ne déconne pas c'est la vérité. Ah mais c'est vrai que j'avais oublié que quelque part le bonheur c'est sous les tropiques dans un pays où la misère s'étale à chaque coin de rues ! Je plaisante, nos amis grecs commencent à comprendre ce que nous vivons au quotidien et c'est pas drôle du tout.

Tenez, il me vient une réflexion à l'esprit : vous savez pourquoi on n'a pas de boîte aux lettres ? Oui, d'accord parce que les Indiens n'ont pas de quoi en acheter une, mais encore. Cela ne servirait à rien de les remplir de pubs on ne serait pas plus riches pour autant.

Finalement j'ai récupéré ma belle-mère, un vrai bonheur ! Elle n'est pas chiante, on ne vit pas dans le même monde c'est tout et ce n'est pas toujours facile à vivre, ce n'est pas de sa faute non plus, mais bon, je vais faire un effort, après tout on doit supporter tellement de choses dans une vie qu'un peu plus ou un peu moins... Je vais la faire bosser si elle reste chez nous, il n'y a que cela de vrai le boulot dans la vie, comme cela j'aurai plus de temps pour actualiser le site et tout le monde sera content !

Plus sérieusement.

Un excellent numéro de *Révolution socialiste* des camarades du groupe Bolchevik. Un article sur le mouvement ouvrier et l'Algérie jusqu'en 1935 et un autre sur la Chine riches en enseignements tous les deux. Je considère davantage cette revue comme une revue théorique destinée aux militants aguerris, plutôt qu'un journal destiné aux travailleurs en général ou aux jeunes militants

Pour dire encore un mot sur la théorie du complot qui n'est pas vraiment notre tasse de thé, mais elle ne manque pas d'intérêt et de pertinence, puisqu'elle s'appuie sur des faits réels méconnus des masses et niés ou occultés par les médias qui font partie de l'élite aux ordres du Nouvel ordre mondial.

J'ai critiqué cette théorie sans la condamner, d'ailleurs cela aurait été une erreur dans la situation actuelle où peu d'intellectuels à travers le monde se risquent à remettre en cause l'hégémonie de l'impérialisme américain et de l'oligarchie financière.

Cela aurait été une erreur, car cette théorie avec les faiblesses ou erreurs que nous avons relevées sert de pendant à une autre théorie bien plus nocive ou perverse pour les peuples, celle de la fatalité que l'on nous sert à longueur de temps pour nous faire accepter de vivre toujours plus mal dans le présent comme dans l'avenir.

A l'heure où les partis politiques sont discrédités, où aucun ne parvient à émerger du lot, ce discours permet de donner de la substance à tous ceux qui entendent prendre leur distance avec le capitalisme ou d'alimenter leur critique acerbe envers lui, en attendant des jours meilleurs et de rompre définitivement avec lui. Faible compensation pensez-vous peut-être, certes, c'est toujours mieux que de sombrer dans le désespoir et de se tourner vers l'extrême droite ou de partir à la recherche d'un sauveur suprême, ce qui revient souvent au même.

Au lieu de faire comme tous les partis ouvriers qui se désintéressent de cette théorie ou l'ignorent et ainsi se mettent à dos leurs auteurs ou particulièrement leurs partisans, nous estimons au contraire qu'en l'intégrant dans la politique mise en oeuvre par l'oligarchie financière aux commandes du capitalisme mondial, nous leur donnons la possibilité de prendre connaissance des facteurs objectifs qui déterminent en dernier ressort la crise du capitalisme et le cours du capitalisme mondial tendant vers l'établissement d'un gouvernement mondial, d'intégrer la lutte des classes et le socialisme dans leur analyse. On laissera de côté les affabulations qui accompagnent parfois ou souvent cette théorie, par conviction pour ce qui nous concerne, pour ne pas entamer la crédibilité de notre discours quand on nous interroge sur cette théorie. Pour le moment, nous n'avons rien d'autres à ajouter sur ce sujet.

Nous avons bien avancé sur cette question et celle du sionisme, une vulgaire mystification de mégalomanes ou de dangereux psychopathes postulant au titre de dictateurs universels. Quant aux opposants déclarés au sionisme, ils remplacent la manipulation dont fait l'objet le judaïsme, par l'islam ou la religion catholique, ce qui vaut guère mieux à l'arrivée. On reviendra plus tard sur ces sujets si j'ai d'autres éléments à apporter pour étayer ma position.

Il nous restera à aborder la question de l'eugénisme qui est liée à la dictature mondiale que l'oligarchie financière internationale veut instaurer. Là aussi, ses opposants sont de dangereux apprentis sorciers et se discréditent totalement, dans la mesure où ils nient qu'à terme la planète ne pourra pas supporter 10, 20 ou 30 milliards d'êtres humains ou leurs besoins ne pourront jamais être satisfaits, ce qui paraît une évidence pour tout individu sensé.

Conjointement ou à la suite de cette question, il nous faudra aussi aborder la thèse du réchauffement climatique qui a donné lieu à une débauche de théories plus réactionnaires les unes que les autres, qu'ont abordées les camarades du groupe Bolchevik dans leur dernier numéro de la Révolution socialiste, page 33, démontrant comment l'écocialisme ou l'écologie politique était avant tout réactionnaire, tout en passant en revue les principaux partis du mouvement ouvrier qui dans le monde l'ont adoptée pour mieux s'éloigner ou tourner le dos au marxisme, au socialisme, s'adapter finalement au capitalisme.

Je me suis défoncé aujourd'hui pour décrypter la propagande nauséabonde du gouvernement et de l'OCDE.

Qui a dit ?

- "Aujourd'hui, la SEC (Securities and Exchange Commission, le "gendarme" de Wall Street - Ndlr) est plus forte et notre système financier est plus sûr, et mieux en mesure de servir les Américains". (le Figaro.fr 27.11)

Réponse : Barack Obama, hier. Les 50 millions d'Américains réduits à fréquenter la soupe populaire ou les organisations caritatives pour se nourrir n'en demandaient pas tant ! Il devait vouloir dire : maintenant que le système financier est servi, les Américains seront en mesure de profiter des restes.

ArcelorMittal. Union nationale et un silence assourdissant.

- Hollande évoque une possible nationalisation de Florange - Reuters

Qu'en est-il vraiment ?

-Les discussions au sujet du site sidérurgique de Florange (Moselle), que l'Etat menace de nationaliser, vont se poursuivre jusqu'à la dernière minute, ont déclaré mardi soir l'Elysée et ArcelorMittal après une rencontre entre le président français et le patron du groupe Lakshmi Mittal.

L'hypothèse d'un passage forcé et temporaire dans le giron public du site sidérurgique lorrain pour in fine lui trouver un repreneur privé avait été évoqué la semaine dernière par le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, idée qui a reçu nombre de soutiens politiques.

"Il y a une sorte d'unité nationale qui se construit progressivement autour du projet de nationalisation temporaire", a déclaré M. Montebourg mardi à l'Assemblée nationale, égrenant la liste des soutiens à sa proposition dont le député UMP Henri Guaino, le président du MoDem, François Bayrou, ou le coprésident du Parti de Gauche, Jean-Luc Mélenchon.

Le gouvernement français a assuré ne pas craindre d'éventuels départs d'investisseurs. Le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a reçu mardi des représentants des grands fonds d'investissement anglo-saxons (BlackRock, Morgan Stanley, JPMorgan ou Pioneer). "J'attendais des questions" sur Florange et "la surprise a été qu'il n'y en a pas eu", a-t-il dit. "Chacun peut comprendre que ce dossier est un dossier particulier". AFP 27.11

Comme quoi, entre gens partageant les mêmes intérêts, finalement les mots sont inutiles pour se comprendre, on comprend, on comprend monsieur Moscovici.

Ces prédateurs n'ont pas de souci à se faire, on a dû les instruire sur les nationalisations d'entreprises ou de banques réalisées par Mitterrand qui étaient invendables en l'état au regard de leurs dettes.

Une fois celles-ci épongées par l'Etat et ces entreprises rendues présentables, rentables en y investissant de l'argent public, il les refourguera au privé qui se chargera de les restructurer, de virer une partie du personnel ou de les liquider.

Qu'Henri Guaino, François Bayrou et Jean-Luc Mélenchon partagent les mêmes intérêts n'étonnera personne non plus, non ? C'est marrant, cela ne me donne pas du tout envie de donner la parole à Mélenchon dans notre portail, qu'en pensez-vous ?

Etat palestinien. Le coup de bluff des va-t-en-guerre Hollande-Fabius, inféodés à l'impérialisme américain et son bras armé au Moyen-Orient, Israël.

Du soutien aux deux guerres mondiales du XXe siècle, à la création d'Israël, aux tyrans ou dictateurs africains, au bombardement de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Serbie, de la Libye, de la Côte- d'Ivoire, du Vietnam, de l'Algérie, etc. le PS "travaillerait à la paix" !

- ONU: la France votera "oui" à un nouveau statut de la Palestine - AFP

Décryptage.

Avant d'aborder cet article, une précision s'impose. Un extrait d'un article du *Point* d'hier :

Un statut qui ne change rien

En quoi consiste ce nouveau statut ? *"Cela ne change strictement rien à la situation actuelle"*, assure Philippe Moreau Defarges, grand spécialiste des questions internationales à l'Ifri. *"Cette instance n'émet que des recommandations et n'a aucun pouvoir de décision, ce qui reste l'apanage du Conseil de sécurité. En outre, ajoute le spécialiste, les pays qui n'auront pas voté en faveur de la Palestine ne seront pas liés juridiquement à la décision."* *"Lorsque la Palestine obtiendra le statut d'État non membre, aucun Israélien ne pourra dire que ce sont des territoires disputés"*, souligne pour sa part à l'AFP Saëb Erakat. *"La Palestine deviendra un pays sous occupation (...). Il pourra alors adhérer à toutes les agences internationales"* de l'ONU, insiste-t-il.

Sont ici visées la Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale, deux instances qui pourraient à terme juger l'État hébreu pour ses violations du droit international. *"Il n'est pas du tout évident que ces deux organisations acceptent la Palestine en tant qu'État membre"*, note Philippe Moreau Defarges. *"Elles doivent définir si la Palestine est un véritable État"*, ajoute-t-il. *"Or le Conseil de sécurité de l'ONU ne la reconnaît pas, et la Palestine ne répond pas actuellement à certains critères définissant un État : notamment ses frontières, récusées par les États-Unis et Israël."*

Il n'est donc pas étonnant qu'Américains et Israéliens se soient une nouvelle fois opposés à cette tentative *"unilatérale"*. À Tel-Aviv, le ministre israélien des Renseignements répète que seule la négociation sans condition préalable peut permettre de parvenir à un accord. *"Les Palestiniens ont besoin d'un État, pas d'une résolution de l'ONU"*, martèle Dan Meridor au micro de RFI. *"Pour un État, il faut avoir du courage politique"*, ajoute-t-il. Problème, les négociations sont bloquées depuis deux ans. Pendant ce temps, la colonisation israélienne en Cisjordanie, dont l'Autorité palestinienne réclame le gel avant toute discussion, se poursuit au mépris du droit international. Selon l'ONU, ce sont au total plus d'un demi-million de colons qui habitent désormais les territoires occupés.

Dix-huit ans après leur signature, les accords d'Oslo, qui ont désigné en 1994 un gouvernement palestinien provisoire - l'Autorité palestinienne - et qui étaient censés aboutir après cinq ans à la création d'un État palestinien, demeurent plus que jamais au point mort. Surtout que la Cisjordanie est depuis le début du mois en proie à des manifestations populaires - et parfois violentes - sans précédent. Les contestataires remettent en cause le protocole de Paris, volet économique des accords d'Oslo, qui aligne la TVA palestinienne sur le taux israélien, actuellement de 17 %, ce qui empêche toute baisse rapide des prix en Cisjordanie. Les accords d'Oslo dénoncés

Mais derrière la grogne économique, ils sont de plus en plus nombreux à réclamer une abrogation pure et simple des accords d'Oslo. *"Il existe un fort sentiment de saturation du processus de paix"*, souligne, sur place, une source bien informée. *"Nous sommes tout de même dans la seule occupation au monde financée par l'occupé (les Palestiniens, NDLR) et la communauté internationale. Or, en tant que puissance occupante, ce devoir incombe à Israël"* *"Sans perspective de processus négocié, l'Autorité palestinienne ne sert plus à rien"*, souligne de son côté Julien Salingue (2), enseignant en sciences politiques à l'université Paris VIII. *"Seule l'illusion de négociation lui donnait une certaine légitimité."*

"En obtenant le statut d'État non membre, Mahmoud Abbas souhaite symboliquement montrer à son peuple qu'il a gagné quelque chose", poursuit le spécialiste de la Palestine. *"D'autre part, en se présentant à l'ONU, il continue à s'affirmer à l'international comme le représentant légitime du peuple palestinien."* Conscient de son extrême fragilité, le président de l'Autorité palestinienne vient de proposer à Israël un étonnant compromis, révèle le quotidien israélien Haaretz. Lors d'une rencontre lundi à New York avec des représentants de la communauté juive américaine, parmi lesquels l'influent avocat Alan Dershowitz, Mahmoud Abbas aurait indiqué son intention de reprendre les négociations avec Israël à condition que ce dernier accepte de geler provisoirement la colonisation.

En échange, ajoute le journal, il s'engagerait à établir, dans son discours jeudi à l'Assemblée générale des Nations unies, un *"lien entre Israël et le peuple juif"*, ce qui pourrait impliquer le renoncement au retour des quelque cinq millions de réfugiés palestiniens. Une concession impensable il y a encore un an. lepoint.fr 27.11

Les choses sont claires, un commentaire serait presque superflu : tout comme en France où le Sénat peut voter ce qu'il veut, c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot, à l'ONU, l'Assemblée générale peut voter ce qu'elle veut, en dernier ressort c'est le Conseil de sécurité où siègent les Américains opposés à la création d'un Etat palestinien qui a le dernier mot.

Hollande ou Fabius peuvent déclarer ce qu'ils veulent ou gesticuler, ils n'ont aucun pouvoir, voilà la réalité. Ajoutons au passage, que Mélenchon qui s'en remet régulièrement à l'ONU pour régler des différends entre nations ou internationaux témoigne qu'il est également subordonné à l'impérialisme américain. En cela Mélenchon n'a jamais rompu avec le PS et son idéologie impérialiste, pour ce faire, il devrait rompre avec l'UE et l'ONU.

L'article de l'AFP. Extraits.

- La France votera cette semaine en faveur de l'octroi d'un nouveau statut rehaussé de la Palestine à l'ONU --celui d'Etat observateur--, a annoncé mardi le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

"Ce vote, nous allons le faire avec cohérence et lucidité. Vous savez que depuis des années et des années, la position constante de la France a été de reconnaître l'Etat palestinien. C'est la raison pour laquelle jeudi ou vendredi prochain, quand la question sera posée, la France répondra +oui+ par souci de cohérence", a déclaré Laurent Fabius, devant les députés.

Le ministre a rappelé que cette position constante de Paris en faveur de la reconnaissance d'un Etat palestinien avait été exprimée en 1982 devant la Knesset par l'ex-président socialiste François Mitterrand. Elle avait été réaffirmée l'an dernier sous la présidence de Nicolas Sarkozy (droite) lors de l'admission de la Palestine à l'Unesco et figurait dans le programme de campagne présidentielle du candidat François Hollande.

Les Palestiniens, qui ne sont actuellement à l'ONU qu'une simple "entité observatrice", ont annoncé leur intention de demander jeudi devant l'Assemblée générale de l'ONU un statut d'Etat non-membre.

"Mais, en même temps, il faut faire preuve de beaucoup de lucidité, d'une part parce que le texte (de la demande palestinienne) est actuellement en discussion et d'autre part parce que le moment où cette question va être proposée est très délicat", a poursuivi Laurent Fabius.

Le ministre a évoqué à cet égard le cessez-le-feu "extrêmement fragile" à Gaza, la perspective des élections israéliennes et le changement prochain de l'administration américaine.

"C'est seulement par la négociation --que nous demandons sans conditions et immédiate-- entre les deux parties qu'on pourra aboutir à la concrétisation d'un Etat palestinien. Si l'on est à la fois cohérent et lucide, à ce moment-là, on travaillera pour la paix", a-t-il conclu.

"Cette annonce illustre l'engagement de la France envers la démocratie et les droits de l'Homme et reflète la volonté de la majorité du peuple français, qui soutient la quête de la Palestine pour la liberté et le droit à l'autodétermination", s'est félicité le négociateur palestinien Mohammad Chtayyeh.

"Notre position est bien connue. Cette démarche est en rupture fondamentale avec les accords existants (...), et à ce titre est préjudiciable à la paix. Les chances de reprise des négociations de paix après ce vote (à l'ONU) seront encore plus faibles", a estimé le porte-parole des Affaires étrangères Yigal Palmor.

Fidèle soutien d'Israël, les Etats-Unis, eux, sont catégoriquement opposés à la démarche palestinienne à l'ONU. AFP 27.11

Une bonne intention plutôt suspecte au regard de ceux qui la soutiennent.

Le Sénat a voté la création d'un crédit d'impôt, dont le montant sera égal aux deux tiers des cotisations versées à un syndicat. La mesure sera financée par une taxe supplémentaire sur le tabac. La CFDT salue une mesure d'«équité».

«La vie syndicale est essentielle à notre pays. Les entrepreneurs privés peuvent déduire leurs cotisations à un syndicat. Notre pays compte 3 millions de salariés payés au Smic et à peu près autant de salariés à temps partiel qui gagnent encore moins, a plaidé Éric Bocquet, sénateur du Nord, du groupe Communiste, Républicain, Citoyen (CRC). Notre amendement émet un signal en faveur du dialogue social.» Un avis que partage Jean-Pierre Caffet, vice-président de la commission des finances et du groupe socialiste.

Le coût n'est pas chiffré. Mais pour financer ce crédit d'impôt, le texte prévoit la création d'une taxe additionnelle sur la vente de tabac, dont la fiscalité est prévue par les articles 575 et 575 A du Code général des impôts.

La nouveauté a été applaudie par la CFDT, qui réclamait de longue date un tel dispositif. lefigaro.fr 27.11

Les syndicats sont déjà financés par l'Etat à hauteur d'environ un milliard d'euro par an, officiellement, donc avec les impôts et les taxes que nous payons à l'Etat des capitalistes, ce qui en font des syndicats institutionnels ou liés à l'Etat qu'on le veuille ou non.

Pour notre part, nous rejetons tout financement des syndicats et des partis politiques par l'Etat, seules les cotisations versées par leurs adhérents, l'argent provenant de la vente de leurs publications ou récolté librement auprès des travailleurs doit assurer leur frais de fonctionnement, cette condition étant indispensable à remplir pour garantir leur indépendance de l'Etat. Pour ce qui est de leur indépendance politique et leur volonté à combattre l'Etat, c'est une autre question.

Je suis contre ce nouvel impôt que j'assimile à un nouveau racket de l'Etat.

L'OCDE tiendrait-elle ce discours si elle ne savait pas à quoi s'en tenir à propos du gouvernement ? Décryptage.

La croissance s'annonce plus faible que prévu en France, ce qui l'empêchera d'être dans les clous budgétaires en 2013, mais le gouvernement ne doit pas pour autant prendre de nouvelles mesures de rigueur, estime mardi l'OCDE.

(Si on arrête là notre lecture, on serait tenté d'en conclure que l'OCDE est le porte-parole des intérêts des travailleurs, la preuve, voilà qu'ils sont contre toutes "nouvelles mesures de rigueur". Sauf que la suite va démontrer exactement le contraire. - Ndlr)

Selon les nouvelles prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la croissance devrait être de seulement 0,2% cette année et 0,3% en 2013 en France. C'est moins qu'attendu dans ses précédentes prévisions publiées en mai (0,6% et 1,2%).

(Là le temps commence à se gêner, ils amorcent le poisson. Comment ? En invitant le lecteur à partager leurs prévisions. - Ndlr)

Surtout, c'est moins que la croissance de 0,3% en 2012 et 0,8% l'an prochain escomptée par le gouvernement pour tenir ses engagements budgétaires.

(Les choses se précisent. Le lecteur est invité à prendre en compte les engagements budgétaires du gouvernement qui repose sur un constat ou un diagnostic qui a valeur de vérité incontournable. Le temps de la dramatisation approche. - Ndlr)

La situation est grave aussi sur le front social: alors que le président François Hollande s'est engagé à inverser la courbe du chômage d'ici la fin de 2013, il pourrait en fait continuer à grimper, jusqu'à 10,9% de la population active en 2014 en France métropolitaine (11,3% en incluant l'Outre-Mer).

(On y est ! A quel fin ? Préparer les esprits à l'inévitable hausse vertigineuse du chômage en 2013 et les années suivantes. Et après ? Quoi après ? La question du chômage ? Ils vont l'utiliser pour justifier la mise en oeuvre de nouvelles coupes budgétaires et de nouvelles contre-réformes structurelles. En attendant, provisoirement, ils soutiennent le gouvernement qui est sur la bonne voie selon eux... pour ensuite l'inviter à aller plus loin. L'opération va se faire en deux temps. - Ndlr)

Pour autant, l'OCDE estime que la "crédibilité" du gouvernement en matière budgétaire est "renforcée" par sa "détermination à corriger les déficits" et la création toute récente d'un Haut Conseil des finances publiques adossé à la Cour des comptes.

(L'OCDE salue les bonnes intentions du gouvernement, ainsi que les mesures déjà prises pour se conformer aux besoins de l'oligarchie financière (TSCG, MSE, "règle d'or", Haut Conseil des finances publiques), c'était la moindre des choses. Avant de lui prodiguer de nouvelles recommandations toujours plus exigeantes. - Ndlr)

Elle laisse en outre entendre, de manière à peine voilée, que les engagements budgétaires officiels pour l'an prochain sont trop "ambitieux" et juge donc que "les stabilisateurs automatiques devraient être autorisés à jouer pleinement si la croissance devait être moindre que prévu dans le budget".

(C'est quoi les "les stabilisateurs automatiques", les mesures drastiques contenues dans le TSCG et la "règle d'or" ou le traité de Maastricht réactualisé. C'est précisé plus loin, en attendant ils feignent de ménager la chèvre et le chou, apparemment ne voulant pas mettre le gouvernement en porte-à-faux, ils en ont besoin, on comprend. - Ndlr)

Concrètement, cela signifie que même si la croissance n'est pas au rendez-vous et que le déficit risque de ne pas revenir à 3% en 2013, le gouvernement doit s'abstenir de prendre de nouvelles mesures de rigueur pour atteindre cet objectif à tout prix. Pour l'instant, Paris assure vouloir parvenir à 3% coûte que coûte.

(Si le gouvernement se désavouait en prenant de nouvelles mesures d'austérité, ce ne serait pas faute d'avoir tout tenté pour l'éviter, l'OCDE en est le témoin. Une fois ses précautions prises pour endormir le lecteur, passons aux choses sérieuses : le gouvernement doit profiter de la légitimité dont il bénéficie encore six mois après les élections, en réalité déjà bien entamée mais l'OCDE feint de l'ignorer, pour afficher sa volonté de recourir au même remède de cheval contre les masses qu'en Grèce, en Espagne, en Irlande ou au Portugal, car c'est le signal qu'attendent de lui les marchés financiers (le G8) dont l'impatience n'est pas illimitée. - Ndlr)

Le club des pays riches appelle la France à "saisir l'opportunité de ce début de mandat gouvernemental pour lancer une stratégie globale à moyen terme de consolidation budgétaire, réduction des dépenses et réformes structurelles pour doper la confiance et redresser la compétitivité et la croissance".

(Et si l'OCDE adresse un satisfecit au gouvernement au nom de l'oligarchie financière, c'est immédiatement pour exiger de lui de nouvelles mesures antisociales. - Ndlr)

"Le pacte de compétitivité annoncé récemment est un premier pas important dans cette direction et soutiendra la création d'emplois, l'investissement et les exportations dès 2014", estiment ses experts.

(Mesures que devraient se solder par une brutale régression sociale et sans fin, et qui devraient finalement concerner absolument tous les aspects de la vie des travailleurs, bref la réaction sur toute la ligne permettant d'aboutir à une société qui serait le clone des pays anglo-saxon livrés à l'ultra libéralisme, où l'accroissement des inégalités et des injustices ferait office de démocratie, de dictature en réalité, la réalité que vivent déjà au quotidien les Américains et les Britanniques, on peut ajouter les Allemands, les Hollandais et les Scandinaves.

Si vous avez suivi, l'OCDE a commencé par se présenter contre toutes "nouvelles mesures de rigueur", pour au fil de son discours dévoiler ses véritables intentions, et pour finir exiger la mise en oeuvre d'une politique ultra réactionnaire, ainsi la boucle est bouclée ou tout est dans l'ordre des choses au choix. - Ndlr)

Pour faire mieux, l'organisation demande à la France de couper dans ses dépenses, et voit des marges d'économies "considérables" dans la sécurité sociale et les collectivités locales. De la même manière, elle recommande de réformer en profondeur le système éducatif et les marchés des biens et du travail. AFP 27.11

ACTUALITE EN TITRES

Quelle sale manie !

- Sanofi: les syndicats reçus à l'Elysée réclament une réunion tripartite - AFP
- Petroplus: après l'échec libyen, les syndicats se tournent vers l'Etat - AFP

L'UMP inspire le respect, non mais !

- Laurent Baffie viré de Twitter - LePoint.fr

Personnellement je le trouve pathétique, ce qu'était devenu Coluche sur la fin...

Propagande, manipulation des consciences.

Détestable !

- Deux Américains fans de Twitter appellent leur fille Hashtag - L'Expansion.com

La méthode Coué à l'aide.

- La confiance du consommateur américain à un plus haut - Reuters
- La confiance des ménages se stabilise en novembre - Reuters

C'est trop. Ils ont dû comptabiliser les enfants en bas âge et les vieillards rendus à l'état végétatif, les comateux, les têtards, sans oublier les rentiers

- Les Français dorment 7 heures 47 - LePoint.fr

Pendant qu'il y en a un qui prend ses rêves pour la réalité !

- Hollande: "La résolution de la crise grecque" lève "tous les doutes" sur la zone euro - AFP

Pas de risque qu'il confonde le sapin d'un berceau et celui d'un cercueil !

- Sapin croit à une inversion de la courbe du chômage fin 2013 - AFP

C'est une honte !

- La France, championne d'Europe des dépenses de protection sociale - L'Expansion.com

Le bonheur par procuration ou l'inconscience collective.

- En Irlande, la crise économique favorise la natalité - Reuters

Trop cher ! A moins que les nantis aient une pierre à la place du coeur, c'est ma foi bien possible !

- Les Français n'ont plus le coeur à acheter de la pierre - LeFigaro.fr

Mais non, c'est juste une impression...

- Stress: pourquoi les salariés se sentent-ils surchargés au travail? - L'Express.fr

[Sortis de la poubelle. Mettons-y la manière : de luxe, s'il vous plaît.](#)

Aucune dignité !

- Municipales: DSK de retour à Sarcelles? - L'Express.fr

Il ne devrait pas être en tôle ?

- Didier Schuller repart à la conquête de Clichy - LeParisien.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

C'est sous les huées d'une foule amassée devant l'Assemblée que les parlementaires portugais ont voté mardi le budget 2013. D'une rigueur sans précédent, ce budget doit permettre des économies de 5,3 milliards d'euros financées à plus de 80% par des hausses d'impôts.

Le budget de l'année prochaine prévoit une hausse généralisée des impôts sur les revenus avec un taux de 14,5% pour les plus faibles et de 48% pour les plus élevés. Toutes les tranches d'imposition, dont le nombre a été ramené de 8 à 5, subiront une surtaxe de 3,5% tandis que les allocations chômage et maladie seront réduites respectivement de 5% et 6%.

Ce budget "*est un pas de plus sur le chemin du redressement*", a assuré le ministre des Finances Vitor Gaspar, tout en reconnaissant "les risques et les incertitudes" pour sa réalisation. Le chômage avoisinera 16% de la population active en 2013

L'austérité, prônée par le gouvernement du Premier ministre Pedro Passos Coelho, risque en particulier d'aggraver la récession qui devrait être de 3% cette année alors que le chômage devrait avoisiner les 16% de la population active.

En baisse dans les sondages, le Premier ministre Pedro Passos Coelho, a affirmé, à la veille du vote, n'avoir "*aucun problème pour affronter l'impopularité*". "*Le gouvernement doit savoir aller à contre-courant*", a-t-il dit.

Mais le Premier ministre n'est pas au bout de ses peines. L'extrême-gauche et les syndicats font campagne pour que le budget soit soumis à la Cour constitutionnelle dans l'espoir qu'il soit retoqué. Critiquée dans son pays, la politique du Premier ministre continue de bénéficier de soutiens extérieurs.

En visite officielle il y a deux semaines, la chancelière allemande Angela Merkel, symbole de la rigueur budgétaire, l'a encouragé

sur cette voie. Une semaine après, la "*troïka*" des créanciers (Fonds monétaire international, Union européenne et Banque centrale européenne) lui a accordé un sixième satisfecit pour la mise en oeuvre des réformes exigées (en contrepartie du plan d'aide de 78 milliards d'euros accordé au Portugal en mai 2011 quand le Parti socialiste était au pouvoir -Ndlr). L'Expansion.com avec AFP 27.11

2- Egypte

Des dizaines de milliers d'Égyptiens se sont rassemblés mardi place Tahrir au Caire pour protester contre la décision de Mohamed Morsi de s'octroyer des pouvoirs exceptionnels, la plus forte mobilisation hostile au président islamiste depuis son élection en juin.

Plusieurs cortèges ont convergé sur la célèbre place du centre de la capitale égyptienne pour dénoncer également le puissant mouvement des Frères musulmans, dont est issu le président.

Les manifestations hostiles au président ont touché d'autres villes du pays en proie à une grave crise depuis la décision le 22 novembre de M. Morsi de renforcer provisoirement ses pouvoirs afin, selon lui, de pouvoir engager les réformes. Mais ses détracteurs ont dénoncé un "*nouveau pharaon*".

"*Dégage!*", scandaient les manifestants place Tahrir, reprenant le slogan emblématique de la révolte qui avait chassé du pouvoir le président autocratique Hosni Moubarak en février 2011.

Une banderole déployée à une entrée de la place proclamait: "*Interdit aux Frères musulmans*".

"*Nous ne voulons pas remplacer un dictateur par un autre*", a affirmé un étudiant, Asser Ayoub, 23 ans.

Dans le delta du Nil (nord), à Mahalla, les opposants s'en sont pris, selon un responsable des services de sécurité, au siège du Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ), dont est issu le président. Le parti, issu lui-même des Frères musulmans, a recensé 80 blessés dans ses rangs dans des heurts avec des anti-Morsi.

Les opposants s'en sont aussi pris aux locaux de la confrérie à Mansoura (nord), ainsi qu'à Alexandrie, deuxième ville du pays.

Des milliers de personnes ont protesté contre le président dans cette ville du nord sur une grande place bordant la Méditerranée. En début de soirée, une contre-manifestation de partisans de M. Morsi a aussi attiré plusieurs milliers de personnes.

Une manifestation pro-Morsi au Caire avait été annulée de crainte d'affrontements.

Dans la station balnéaire de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge, ainsi qu'à Tanta (nord), Assiout, Sohag et Minya (centre), des rassemblements anti-Morsi ont également eu lieu.

Après une rencontre avec la hiérarchie judiciaire lundi, M. Morsi a maintenu le décret controversé par lequel il s'est autorisé à prendre toute mesure jugée nécessaire pour "*protéger la révolution*".

Pour ses partisans, ces pouvoirs exceptionnels lui permettront d'engager des réformes indispensables pour la marche vers la démocratie et cesseront avec l'adoption prévue dans quelques mois de la nouvelle Constitution.

Mais en plaçant ses décisions à l'abri de tout recours en justice, ce décret a provoqué la colère d'une grande partie du monde judiciaire et de la classe politique.

Unique inflexion apparente, seuls ses "*pouvoirs souverains*" -dont la définition reste vague- sont hors d'atteinte des juges, a dit la présidence, laissant entendre que les décisions de routine pourraient être soumises aux magistrats.

Le décret empêche aussi la justice d'examiner les recours contre le processus de rédaction de la Constitution, que ses adversaires estiment dominé par les islamistes. AFP 27.11

SOCIAL

France

Le chômage a une nouvelle fois bondi en France au mois d'octobre, augmentant pour le 18e mois consécutif pour atteindre son plus haut niveau depuis 14 ans et demi.

Les travailleurs les plus âgés ont été les plus touchés, les plus jeunes étant un peu plus épargnés que les autres, par la nouvelle hausse du chômage.

Les inscriptions pour licenciements économiques ont fortement progressé, tout comme celles pour fin de mission d'intérim.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 45.400 (+1,5%) en octobre en France métropolitaine, pour atteindre 3.103.300, son niveau le plus élevé depuis avril 1998.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,6%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 1,6%, soit 71.500 personnes de plus, pour atteindre 4.587.000 (+9,4% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.870.800.

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans a ainsi progressé de 1,9% en catégorie A (+17,6% sur un an) et de 1,9% en A, B, C (+16,0% sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a augmenté de 0,5% en catégorie A (+10,5% sur un an) et de 1,2% en A, B, C (+9,7% sur un an), soit moins que celui des personnes âgées de 25 à 49 ans (+1,6% en A et +1,6% en A, B et C)

Le nombre des chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) a progressé de 1,5% en catégories A, B et C (+11,5% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an a augmenté de 1,6% (+8,1% sur un an).

Le nombre d'entrées à Pôle emploi pour licenciements économiques a augmenté de 12,7% le mois dernier, celles pour fins de mission d'intérim progressant de 7,2% et celles pour fins de contrat à durée déterminée de 6,0%. Reuters 27.11

ECONOMIE

Grèce

La Grèce et plusieurs de ses partenaires ont salué mardi comme un nouveau départ le compromis dégagé par l' UE et le FMI afin de verser au pays les prêts déjà promis et prendre les mesures nécessaires pour dompter son énorme dette.

"Nous avons posé les bases pour que la dette grecque, le problème le plus torturant et déstabilisateur pour le pays, redevienne viable", a déclaré en soirée le Premier ministre grec, Antonis Samaras, dans un message télévisé à la nation. La Grèce a ainsi "réussi à assurer sa place dans l'euro", s'est-il félicité.

"Le cadre décidé à l'Eurogroupe est un nouveau départ (...), c'est positif grâce aux sacrifices du peuple grec", a déclaré Evángelos Vénizélos, chef du Pasok socialiste et principal allié du gouvernement de coalition dirigé par le conservateur Antonis Samaras.

Fotis Kouvelis, troisième partenaire de l'exécutif à la tête de la Gauche démocratique Dimar, a salué *"un pas déterminant pour le maintien du pays dans la zone euro"*.

Concernant la dette, FMI et zone euro ont trouvé un compromis sur un panachage de mesures visant à la ramener à 124% du PIB d'ici 2020, contre un objectif initial de 120% défendu par le FMI.

Cela représente un allègement d'environ 40 milliards d'euros d'ici à 2020, selon une source européenne, sans lequel la dette aurait atteint 144% du PIB en 2020.

Cet accord *"ne coûte rien aux contribuables allemands"*, a affirmé le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, à la veille d'un vote des députés allemands sur le versement de la nouvelle tranche de prêts à la Grèce. Le Parlement allemand devrait donner son feu vert, même si l'opposition reproche à la chancelière Angela Merkel d'avoir renvoyé à plus tard un règlement de fond du cas grec par son refus d'un effacement de la dette du pays.

Quelques milliers d'employés municipaux et des universités ont manifesté dans le centre d'Athènes contre des suppressions prévues de postes.

Le Quotidien des rédacteurs (gauche) accusait UE et FMI de condamner la "société grecque à une mort lente tandis que la solution pour la dette est de nouveau renvoyée à l'avenir". AFP 27.11

[Haut de page ↗](#)

Le 29 novembre

[CAUSERIE](#)

Mercredi 28, 21h45 heures locales en Inde, - 4h30 en France.

Avec un peu d'avance sur demain, je viens de mettre en ligne 29 nouveaux documents.

J'ai corrigé le lien vers l'article : Clinton dissout le Conseil national syrien. (RV) (07.11.12)

Il arrive qu'un article ait pour source le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca, parce que son auteur l'a envoyé aux deux portails, je mets en ligne celui qui le met le plus tôt en ligne ou qui me l'envoie avant l'autre. Voilà vous savez tout !

J'ai téléchargé ces 29 nouveaux articles avant 20h en attendant que le courant revienne, c'est plus agréable pour dîner, j'ai ensuite créé les adresses et je les ai mis dans le serveur 1h45 plus tard, donc je n'ai pas eu le temps de les lire évidemment. Parfois je les lis plus tard ou je ne les lis pas si je n'ai pas le temps, je les parcours en diagonale.

Mercredi.

J'ai ajouté un article sur les OGM dans la rubrique Economie : Commentaire sur l'étude à long terme de Séralini sur le maïs transgénique NK603 par Eva-Maria Riestler, biologiste. (Horizons et débats) (26.11.12)

[Qui a dit ?](#)

- « *Je crains que nous ayons mal diagnostiqué les problèmes de la crise financière et que les politiques choisies s'avèrent très mal adaptées. Les partisans de la planche à billets sont incapables de proposer une stratégie de sortie de crise. Il faut cesser de manipuler les taux d'intérêt* ». « *Je pense réellement que la politique des taux d'intérêt à zéro et les plans d'assouplissement quantitatifs sont devenus une bombe à retardement* ». Liesi 27.11

Réponse : Stephen Roach, ancien président de Morgan Stanley en Asie et économiste de Yale, met en garde contre la politique des taux d'intérêt au plancher de la réserve fédérale et l'injection massive de papier dans le circuit bancaire, dont ne profite même pas l'économie réelle. Pour Stephen Roach, les Etats-Unis risquent de voir les investisseurs désertir les bons du Trésor et le risque d'une implosion de la bulle obligataire devient réelle. Liesi 27.11

[Mélénchon. Il a bien été ministre de Chirac-Jospin, il ne dépareillerait pas dans un gouvernement Hollande PS-PRG-EELV-MRC.](#)

- (Mélénchon) Dorénavant, il se veut le nouveau pape de l'écosocialisme. - leparisien.fr 28.11

« L'écosocialisme n'est rien d'autre que la doctrine du mouvement socialiste refondée dans le paradigme de l'écologie politique ». C'est donc avec ce programme qu'il espère convaincre François Hollande de le propulser chef du gouvernement d'ici quelques mois.

Car naturellement, il n' imagine pas le locataire de l'Élysée l'appeler demain matin. Mais la situation pourrait bien être différente dans un futur proche, selon lui. Prochainement, la France sera dans une situation de « *blocage* » et c'est ce moment-là, prophétise-t-il, qu'il sera le recours pour Hollande car ce dernier n'aura d'autre choix que de proposer une politique de gauche « *alternative* ». leparisien.fr 28.11

- Mélénchon : « *Je suis prêt à être Premier ministre* » - Rue89.com 28.11

- "*L'écosocialisme, c'est le socialisme. C'est la nouvelle définition de la démarche socialiste.*"

- "*Les deux grands modèles d'organisation de la pensée et de l'action socialiste se sont effondrés. Le premier, le communisme d'Etat, avec un fracas dont on entend encore l'écho. Le second, la social-démocratie, beaucoup plus suavement, si bien que beaucoup de gens croient que ce n'est toujours pas fini.*"

Il ajoutait ensuite que "*le cycle social-démocrate*" était mort en Grèce quand Papandréou a capitulé devant la finance, il a dû oublier que Blum avait déjà capitulé devant la finance en 36 pour ne pas remonter plus loin, Mélenchon dit ce qui l'arrange en manipulant l'histoire, rien de surprenant.

Il poursuivait en identifiant le stalinisme au socialisme, une pure falsification, inévitable car il doit se démarquer du socialisme avec lequel en réalité il a rompu il y a plus de 30 ans... en rejoignant le PS.

"Le communisme ayant commencé, pour la première fois dans l'histoire, à s'appliquer dans un pays sous-développé, la dimension du développement des forces productives a fini par occuper tout l'espace, au point qu'on a confondu le socialisme avec le développement des forces productives sans aucun regard critique sur le contenu, ni ce qu'on produisait, ni comment on le produisait, ni à quel prix pour le métabolisme homme-nature."

Il est incapable à la fois de définir une politique qui permettrait de satisfaire les besoins de la totalité de la population, il se trahit ici en avouant que ce n'est pas son objectif, et d'envisager que la production reposerait en grande partie sur une exploitation rationnelle des ressources de la planète et le recyclage à grande échelle des marchandises ou biens devenus obsolètes. L'incapacité qu'il prête à la social-démocratie ne sert qu'à camoufler celle contenue dans son programme.

"Quant à la social-démocratie, elle a une incapacité radicale à être écologiste puisque elle se donne comme objectif de partager les fruits de la croissance. Non seulement elle ne compte pas toucher au cœur du gâteau principal mais comme elle propose de partager ce qui va venir, elle ne peut rien faire sans croissance permanente et infinie. Or l'écosystème est limité."

On retrouve ici la thèse réactionnaire de la décroissance à l'heure où des milliards de travailleurs et leurs familles connaissent un niveau de vie tellement bas qu'ils ne peuvent même pas envisager les besoins que nous avons développés dans les pays dits riches.

Il est davantage préoccupé par la préservation des conditions qui permettent à ceux qui ont le privilège de satisfaire leurs besoins, certes dans des proportions différentes selon les classes, de continuer d'en jouir, couches de la population dont il fait partie, sans vraiment se soucier de ceux qui en sont incapable ou encore, sans se demander sur quoi reposent véritablement la part des profits redistribués à ces classes, par exemple à la source, la surexploitation des travailleurs en Afrique (mineurs et agriculteurs) et en Asie (ouvriers) principalement.

Mélenchon est un illusionniste, parce qu'il voudrait faire croire que sans rompre avec le capitalisme qui est justement basé sur une "*croissance permanente et infinie*", il serait possible de satisfaire les besoins croissant de l'ensemble de la population, c'est nous qui le précisons et non Mélenchon, ce qui est une pure vue de l'esprit.

Et bien entendu, tel un sauveur suprême, l'humanité depuis des siècles que le capitalisme ravage notre planète attendait que Mélenchon débarque pour rétablir "*le rapport de l'homme à la nature*" qui avait été "*un impensé du socialisme*", ce qui est totalement faux, un mensonge ou une falsification de plus, qui comme précédemment sert à évacuer les marxistes qui évidemment avaient intégré ce rapport dans leurs analyses et propositions. A moins qu'il ait fait référence au socialisme à propos du PS, dans son discours ce n'est jamais très clair, on ne sait pas qui est qui et qui il est vraiment, ce qu'on s'applique à préciser à sa place ici.

Mais Mélenchon a l'esprit plus tordu qu'on ne le pense au premier abord, car par la suite il va réintégrer le marxisme pour mieux le déformer ou l'avilir, pour lui faire dire ce que Mélenchon a en tête et justifier du même coup sa démarche profondément opportuniste. Une nouvelle fois Mélenchon va se trahir, voyons comment

Il cite Marx en substance "*l'homme et la nature constituent une seule et même entité vis-à-vis de laquelle le capitalisme exerce le même effet d'épuisement*", épuisement en régime capitaliste qui ne concerne que ceux qui ont accès au marché, laissant de côté des milliards qui en sont exclus et qui visiblement n'intéressent par monsieur Mélenchon, il le confirme ici. A moins qu'il agisse de l'homme qui s'épuise sous le joug du capitalisme, lequel, le banquier ou le rentier ou celui qui produit les richesses qui échappent à son contrôle, ce qui serait étonnant, à aucun moment dans ce long interview Mélenchon n'évoquera les rapports sociaux de production, les différentes classes, la lutte des classes, ce qui démontre au passage à quel point il est éloigné ou étranger au marxisme et au socialisme. Il va le confirmer immédiatement

Poursuivons son interview.

"L'écossocialisme n'est rien d'autre que la doctrine du mouvement socialiste refondée dans le paradigme de l'écologie politique. La grande différence avec le passé, c'est qu'on va s'intéresser au contenu : ce qu'on produit, pourquoi on le produit, comment on le produit."

Vous n'avez pas remarqué qu'il a oublié de poser au moins deux questions : qui produit ou selon quels rapports sociaux, et ensuite, pour qui, confirmant pour la troisième fois qu'il se moque de savoir que seule une partie de la population peut consommer les marchandises produites ou accéder à certains services, tandis que la majeure partie n'y ont pas accès. Logique, puisque pour satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité il faudrait non seulement réorienter la production mais encore l'augmenter, ce qu'il refuse d'admettre. Ainsi l'écossocialisme consiste à reproduire les inégalités inhérentes au capitalisme qui ne profitent qu'à certaines classes ou couches de la population.

Il aurait tout retenu de Marx, sauf l'essentiel ! Le "*paradigme de l'écologie politique*" sert uniquement à évacuer la question des rapports sociaux qui sont à la base du système capitaliste dans la mesure où Mélenchon n'a pas l'intention de s'y attaquer. Ne pas y toucher revient à s'adapter au capitalisme, affirmer qu'il est indépassable.

Au point où il en est, il peut balancer des arguments à l'emporte-pièce du genre : "*Une dette souveraine ou privée sont de simples jeux d'écriture. La dette écologique, elle, a une réalité objective*", on se demande alors pourquoi il est opposé à l'annulation pure et simple de la dette de l'Etat, pour ne pas froisser la finance qu'il prétend vouloir mettre au pas, quel charlot ce type-là ! Une loi votée qui oblige l'Etat à emprunter aux marchés financiers et à leur verser des intérêts ne serait pas du domaine de la "*réalité objective*" ?

On n'a même pas abordé le quart de cet interview, qu'on l'a déjà confondu cinq ou six fois avec ses contradictions ou balivernes ou pris en flagrant délit de falsifications ou de mensonges grossiers. Cela suffira, on n'a pas plus de temps à perdre avec ce charlatan.

Il ne serait pas venu à l'esprit de Mélenchon de se demander qui avait mis sur le devant la scène la question environnementale à l'échelon international, ni quand ni pourquoi, dans quel contexte politique et à qui et à quoi devait-elle servir, sinon il se serait aperçu que c'était l'ONU dont il est un des admirateurs qui en était l'initiateur, à Genève en 1979 lorsqu'eut lieu la Première conférence mondiale sur le climat, et qu'ensuite ils enchaînèrent conférences et protocoles jusqu'à la dernière en date au Sommet de la terre dit "Rio + 20", à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012.

On peut comprendre que cette agence internationale du capital se penche sur la question climatique comme tout un chacun, on peut aussi se demander quelles sont ses véritables motivations ou intentions, quelles avantages politiques compte-t-elle en tirer sachant que les principales multinationales en sont partie prenante, parmi lesquelles celles qui sont justement impliquées dans la pollution de l'air, de l'eau, du sol ou du sous-sol, des rivières, des océans, bref dans la destruction de notre environnement.

La question de l'environnement abordée sous l'angle de l'écologie politique consiste à détourner les masses exploitées du socialisme, qui consiste à théoriser l'idée que la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs ne passe pas par la remise en cause des rapports sociaux de production capitalistes, mais par la prise en compte au cours du procès de production de facteurs environnementaux, tour de passe-passe qui revient à dire que ces rapports sociaux de production doivent demeurer inchangés, le capitalisme doit faire peau neuve ou devenir écologiste pour se survivre à lui-même, voilà résumer l'écologie politique ou l'écossocialisme que nous combattons évidemment.

Quand on refuse obstinément de se placer sur le terrain du marxisme, on adopte infailliblement l'idéologie bourgeoise, monsieur Mélenchon vient de nous en fournir une nouvelle fois la preuve.

Monsieur Mélenchon ne veut pas rompre avec l'UE, avec l'euro, avec l'ONU, alors pourquoi voudrait-il rompre avec le capitalisme, franchement ?

Voilà une question élémentaire que devrait commencer par se poser les militants qui sont sensibles à son discours.

Au fait, ce serait une excellente chose qu'il devienne Premier ministre, comme cela on pourrait en finir plus rapidement avec le PdG et le Front de gauche.

Nous mettons ici un lien vers un excellent article du dernier numéro de *Révolution Socialiste* du groupe Bolchevik qui se rapporte à cette question : Note de lecture - *John Bellamy Foster, Marx écologiste*.

Vous pourrez lire comment Marx et Lénine notamment traitaient cette question, rien à voir avec le discours de Mélenchon. ● [cliquez ici](#)

ACTUALITE EN TITRES

Ils ont tort et ça se voit !

- Les Français boivent de moins en moins de vin et carburent au soda 6 AFP

De la naissance à la mort.

- Inégaux face à l'école, dès le plus jeune âge - L'Express.fr

- Les inégalités des Français face à la mort ne diminuent pas - Reuters

Cela dépend pour qui...

- Pierre Moscovici: "*Etre de gauche, ce n'est pas d'emblée redistribuer*" - L'Expansion.com

.... la preuve

- Publicis va progressivement relever la rémunération de ses actionnaires - AFP

Quand on dit qu'il faut abolir le système capitaliste...

- Abolir le système prostitueur pour réaffirmer les droits humains - Slate.fr

C'est le bordel dans la basse-cour !

- UMP : quand la guerre des chefs n'est qu'un combat de coqs - LePoint.fr - il y a 18 heures

- UMP - Xavier Bertrand : "*J'en ai marre de ce foutoir !*" - LePoint.fr

- UMP : Sarkozy «*sidéré*» que sa médiation n'ait pas abouti - LeParisien.fr

- UMP: après la crise restera la haine - L'Express.fr

Une découverte

- Les conditions de travail et de sécurité au Bangladesh scandalisent - LeMonde.fr

Il faudrait préciser dans quel domaine.

- Les femmes en couple plus souvent inactives, mais moins au chômage - L'Express.fr

Autant employer les grands moyens contre les banquiers.

- Un fourgon blindé de convoyeurs de fonds braqué à l'explosif dans les Ardennes - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Le premier budget du quinquennat Hollande, qui prévoit 24 milliards de hausse d'impôts a été mis en échec par les communistes au Sénat avant même la fin de son examen, avec le rejet mercredi de son volet recettes, un signal politique gênant pour l'Elysée.

La première partie du projet de loi de finances pour 2013 a été refusée par 165 voix contre 156, ce qui équivaut au rejet de l'ensemble du texte. La deuxième partie du PLF consacrée aux dépenses n'aura pas lieu au Sénat.

Les communistes ont à nouveau fait bande à part en s'abstenant alors que les trois autres groupes de gauche PS, Ecologistes et RDSE (à majorité PRG) ont voté pour.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a regretté, sur BFMTV, que le parti communiste "*joigne ses voix avec celles de la droite*", rappelant que "*l'Assemblée nationale aura le dernier mot*".

Le rapporteur général François Marc (PS) a toutefois longuement plaidé en faveur de "*l'accompagnement de l'effort indispensable demandé par ce budget*" tandis que le président du groupe PS François Rebsamen se félicitait d'un "*budget de justice*". AFP 28.11

Pour revenir à Mélenchon, c'est avec ces gens-là, les écologistes et la soi-disant gauche du PS qui viennent de voter ce budget d'austérité qu'ils comptent mettre en oeuvre l'écologie politique...

SOCIAL

1- France

1.1- Le pinard : au moins ça conserve !

La consommation de vin des Français a encore baissé au cours de ces cinq dernières années, puisque seuls 17% d'entre-eux en consomment encore régulièrement, selon la dernière étude quinquennale diffusée mardi par le ministère de l'Agriculture.

En moyenne, les Français boivent 57 litres par an en 2010, et par habitant, contre 160 en 1965, une baisse de la consommation que les chargés d'études de FranceAgriMer attribuent à la concomitance de plusieurs facteurs.

Il y a notamment "*une réelle modification des habitudes de consommation: les sodas et jus de fruits ont volontiers remplacé le vin sur les tables françaises*", explique Caroline Plot, chargée d'analyse pour FranceAgriMer.

Ainsi, en 1980, les boissons sans alcool, sans compter l'eau, n'étaient présentes que pour 5% des repas, tandis qu'il y avait du vin à table une fois sur deux.

Trente ans plus tard, les boissons non alcoolisées sont servies à l'occasion de 15% des repas et le vin seulement une fois sur quatre (24%).

"*L'alcool en général et le vin en particulier est désormais plus volontiers consommé les week-ends, dans un cadre festif ou convivial*", a également expliqué Philippe Janvier, chargé d'étude chez FranceAgriMer.

Un découpage par tranche d'âge met par ailleurs en évidence une évolution "*générationnelle*" : d'année en année, l'âge des consommateurs réguliers avance. La moitié d'entre eux (48%) a 65 ans et plus, alors qu'au début des années 1980, les plus de 35 ans constituaient l'essentiel des consommateurs réguliers.

Une source de satisfaction cependant : le même indicateur progresse dans les pays traditionnellement non producteurs. Ainsi, quand un britannique buvait en moyenne 5 litres de vin par an dans les années 1975, il en boit désormais 20.

"*Les producteurs ont bien conscience que l'une des clés de leur avenir est à l'international. Dans ce domaine, le vin français se place très bien, c'est l'un des produits les plus compétitifs*", se félicite Mme Trocard, formatrice à l'école du vin (Conseil Interprofessionnel des vins de Bordeaux). AFP 28.11

1.2- Un pur produit de la bureaucratie syndicale.

Comme prévu depuis plusieurs semaines, Laurent Berger, 44 ans, a été élu secrétaire général de la CFDT ce mercredi soir par le Bureau national de la confédération.

Inconnu du grand public jusqu'à ces dernières semaines, homme de dossiers et de négociations, Laurent Berger (44 ans) a débuté son parcours militant à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) avant d'intégrer l'Union locale CFDT des Pays-de-Loire en

1996. Secrétaire général de l'Union régionale, il intègre en 2003 le bureau national de la CFDT. Remarqué par la direction confédérale, il est élu à la commission exécutive (le parlement du syndicat) en juin 2009 et négocie avec le patronat les accords interprofessionnels sur l'emploi. Il était secrétaire général adjoint de la confédération depuis 2012.

Le nouveau patron de la CFDT entend maintenir la ligne d'un syndicat «réformiste», porteur des attentes des salariés dans toute leur diversité, dans les petites comme les grandes entreprises. «*Il n'y aura pas de changement de ligne à la CFDT*», a-t-il déclaré. «*Tout le monde a compris que j'avais une grande convergence de vue avec François sur les objectifs politiques*», dit celui qui considère que la négociation est «*un élément du rapport de force*», et qu'il faut avoir le «*courage*» de s'engager sur «*un compromis qui nous semble positif pour les salariés*».

Il estime que des réformes permettant d'accompagner les évolutions du marché du travail sont acceptables dès lors qu'elles apportent aussi de nouveaux droits aux salariés. En clair: la flexibilité peut se concevoir pour passer la crise à condition que le salarié soit mieux protégé. 20minutes.fr 28.11

Ils ont adoré Chérèque pour service rendu au capital.

Raymond Soubie, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy

- *"Je n'oublie pas la part qu'il a prise dans tous les accords conclus pendant que j'étais à l'Elysée, notamment sur l'emploi, la représentativité, la formation professionnelle et le chômage partiel."* Sans oublier " *la priorité donnée au dialogue social*".

Michel Sapin, ministre du Travail et du Dialogue social

- *"Au fond, il incarne à la merveille le militantisme qui défend les salariés jusqu'au confit, tout en privilégiant la négociation. (...) il a su être compréhensif et combatif."*

Laurence Parisot, présidente du Medef.

- *"Plus d'une fois, j'ai ressenti une forme d'injustice à certains de ses propos. Mais de la déloyauté, jamais. Il est un leader syndical unique car inattendu. Il refuse les conformismes. Sa pensée chemine en permanence, ouvrant ainsi la voie à la créativité, à la lucidité. C'est probablement ce syndicalisme de la liberté plutôt que du dogme qui nous a permis de réussir des négociations sociales radicalement nouvelles."* nouvelobs.com 28.11

2- Tunisie

Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont repris ce mercredi avec plus d'acuité dans la ville de Siliana, chef-lieu d'une région déshéritée du centre de la Tunisie faisant 177 blessés, a-t-on appris de sources concordantes.

Les violences avaient éclaté la veille lors d'une manifestation qui a mobilisé des milliers d'habitants, en marge d'une grève générale décrétée par l'Union régionale du travail (URT). Les manifestants protestent contre la marginalisation de cette région affectée par un taux élevé du chômage et de la pauvreté. La population réclamait également la libération de 14 activistes emprisonnés.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur Khaled Tarrouch a déclaré que les forces de l'ordre «n'ont fait que riposter aux actes de violence des manifestants qui tentaient d'envahir le siège du gouvernorat (préfecture) et lançaient des pierres sur les agents».

Contacté par l'Associated Press, le secrétaire général de l'URT, Néjib Sebti a réfuté cette thèse. Selon lui, «*les habitants dont le nombre dépassait les 10.000 se sont rassemblés pacifiquement devant le gouvernorat pour exprimer leur frustration et réclamer leur part de développement à l'instar d'autres régions du pays*».

«*Encouragées par les provocations du gouverneur qui refuse le dialogue, les forces de l'ordre ont réagi d'une manière on ne peut plus brutale dépassant le degré de répression de l'ère Ben Ali (l'ancien président dont le régime a chuté en janvier 2011 après un soulèvement populaire)*», s'est-il insurgé.

Le mouvement de protestation s'est étendu à plusieurs villes de la région dont Gaâfour, Makthar et Bouarada.

A Tunis, quelque 200 manifestants dont des syndicalistes et des représentants de la société civile, se sont rassemblés devant le ministère de l'Intérieur pour protester contre "la répression" dont ont été victimes les habitants de Siliana. 20minutes.fr 28.11

3- Bangladesh

Trois responsables d'une usine textile ravagée par un incendie qui a fait 110 morts au Bangladesh ont été arrêtés mercredi à la suite de témoignages d'ouvriers assurant qu'ils avaient reçu l'ordre de ne pas quitter leur poste, tandis que de nouvelles manifestations ont rassemblé des milliers de personnes qui se sont violemment heurtées aux forces de police.

Le propriétaire en fuite de l'usine Tazreen Fashion, Delwar Hossain, a été retrouvé mardi et était interrogé sur les circonstances du sinistre survenu samedi soir dans la zone industrielle d'Ashulia, proche de Dacca.

Il était également entendu au sujet d'une violation présumée des normes de construction en vertu desquelles le bâtiment de neuf étages n'aurait jamais dû en dépasser trois.

Selon le chef de la police de Dacca, Habibur Rahman, les responsables arrêtés dans la nuit de mardi à mercredi avaient ordonné aux ouvriers paniqués de rester à l'intérieur de l'usine, leur assurant qu'ils n'avaient rien à craindre.

"Tous trois sont des cadres intermédiaires de Tazreen. Des rescapés nous ont dit qu'ils n'avaient pas autorisé les ouvriers à fuir le feu, expliquant que c'était un simple exercice d'incendie. Certaines informations les accusent d'avoir verrouillé les portes", a-t-il déclaré à l'AFP.

Pour le troisième jour consécutif, des milliers de manifestants ont défilé dans la zone industrielle d'Ashulia.

Selon la police, au moins 5.000 ouvriers ont quitté leur ateliers et ont défilé en caillassant les façades de plusieurs des 500 usines de confection de la zone.

Une centaine d'entre elles avait fermé afin d'éviter des heurts.

"Une rumeur faisant état d'une alerte au feu a déclenché ces (nouvelles) manifestations", a indiqué à l'AFP un responsable de la police de Dacca, Faruq Ahmed.

"Ils réclament justice pour les victimes et l'arrestation du propriétaire de Tazreen", a-t-il dit.

La police a fait usage de balles en caoutchouc, déployé des canons à eau et projeté de l'eau chaude pour disperser les manifestants qui s'en prenaient aux forces de l'ordre.

Les ouvriers ont vandalisé plusieurs usines et incendié des deux-roues dans des incidents qui ont fait une vingtaine de blessés, selon la version électronique du journal à grand tirage Daily Star. AFP 28.11

ECONOMIE

1- Or

En octobre, les banques centrales du Brésil et du Kazakhstan ont ajouté quelques tonnes d'or à leurs réserves (respectivement 17,17 et 7,5 tonnes), selon les chiffres du FMI publiés cette semaine. L'Allemagne a vendu plus de quatre tonnes (pour produire des pièces commémoratives). Des pressions croissantes ont poussé la Bundesbank à révéler l'état des réserves d'or allemandes (d'un total de 3 396 tonnes) et les lieux de stockage. 69% de ces réserves sont détenus à l'étranger : 45% aux Etats-Unis, 13% au Royaume-Uni et 11% en France. Liesi 26.11

On comprend pourquoi Merkel et Obama parlent d'une seule voix, y compris sur la question palestinienne, Berlin vient de faire savoir que l'Allemagne s'alignait sur Washington et Jérusalem pour refuser la reconnaissance d'un Etat palestinien par l'ONU...

2- BCE

La Banque centrale européenne (BCE) verrait bien la Commission européenne assumer de manière permanente la tâche de liquider les banques mal en point qui survivent surtout en se refinançant auprès d'elle, apprend-on mercredi auprès de responsables au fait du dossier.

En l'absence de mécanisme européen de liquidation des banques en trop grande difficulté, l'oeuvre d'assainissement a été assignée par défaut au commissaire européen à la Concurrence, Joaquín Almunia. Ce dernier a ordonné une restructuration des banques espagnoles mercredi et veut faire de même en Grèce.

La question des "*banques zombies*", qui ne survivent plus que grâce aux prêts de la BCE mais n'ont quasiment plus aucune chance de renouer avec une activité de prêt normale, préoccupe au plus haut point Bruxelles qui pense qu'il faut réduire le nombre des établissements dans un contexte de contraction rapide du crédit.

Il n'existe aucune estimation fiable du nombre de banques en danger en Europe mais Joaquin Almunia a exigé la restructuration d'une cinquantaine d'établissements depuis le début de la crise financière et ordonné la fermeture de quelques autres, dont l'allemand WestLB.

Le nettoyage ne peut être le fait de la BCE, en tant que superviseur, d'autant que cela pourrait la mettre en porte-à-faux vis-à-vis de gouvernements qui, habituellement, règlent l'addition lorsqu'une banque met la clé sous la porte.

La BCE a donc besoin d'avoir recours à un "*liquidateur*" et certains responsables de la banque centrale pensent que la Commission conviendrait très bien.

"Elle a un mandat de stabilité financière", dit une personne au fait des débats de la BCE. *"Suivant le droit de la concurrence, elle a le pouvoir; on peut élaborer un plan dans lequel la Direction général de la concurrence de la Commission disposerait de pouvoirs de liquidation"*.

"Si on créait une institution européenne indépendante, on résoudrait ce problème plus facilement mais on en est très loin car chacun défend son pré carré", dit Paul de Grauwe, économiste de la London School of Economics.

Certains responsables européens sont mal à l'aise à l'idée d'octroyer à la CE un nouveau pouvoir. Ils préféreraient une entité tout à fait indépendante, à la fois de la CE et de la BCE, mais dont le personnel pourrait très bien être prélevé sur les effectifs de la Commission. Reuters 28.11

Pourquoi se gêner quand des partis prétendant être la "*vraie gauche*" refusent de rompre avec la BCE et l'UE, Die Linke, Syriza, le Front de gauche.

3- France

L'accord conclu lundi par l'Union européenne sur la réduction de la dette grecque coûtera au moins 115 millions d'euros par an à la France du fait de la réduction des taux d'intérêt consentie, a déclaré mercredi Pierre Moscovici.

Mais le ministre de l'Economie s'est refusé à chiffrer le manque à gagner, pour les finances publiques, provoqué par le reversement à Athènes des gains enregistrés par les banques centrales de la zone euro sur leurs achats de titres grecs.

"Il faudra qu'on fasse les calculs au sein de l'Eurosystème pour voir ce que ça représente pour chaque banque centrale", a-t-il dit lors d'un point de presse. *"J'ai lu des chiffres ce matin que je ne confirme pas."*

Le Figaro a évoqué ainsi un manque à gagner de 500 millions d'euros pour la Banque de France, dont l'Etat français est l'unique actionnaire.

Dans une note, Eric Dor, directeur de la recherche à l'Isege School of Management, estime pour sa part que le manque à gagner pour la Banque de France, et donc pour l'Etat français, serait de l'ordre de 1,42 milliard d'euros, "*étalés sur plusieurs années*".

Pour Eric Dor, les profits réalisés potentiellement par la BCE et les banques centrales nationales de l'Eurosystème sur leur détention d'obligations grecques sont estimés à sept milliards d'euros.

A supposer que la part de la Banque de France dans ces profits "*soit proportionnelle à la fraction qu'elle détient de la partie du capital de la BCE détenue par des pays de la zone euro, elle aurait reçu quelque 20,32% du total*", soit près de 1,42 milliard d'euros. Reuters 28.11

4- Espagne

La récession devrait se prolonger en Espagne au quatrième trimestre, a estimé mercredi la banque centrale, ce qui serait le sixième trimestre négatif de suite pour le PIB du pays, plongé dans la crise depuis l'éclatement de sa bulle immobilière en 2008.

Le gouvernement espagnol table sur un PIB en diminution de 1,5% sur l'ensemble de l'année 2012, puis sur une baisse de 0,5% en 2013. AFP 28.11

5- Italie

La police financière italienne a ouvert une enquête sur la filiale italienne de Google, soupçonnée d'avoir sous-évalué ses profits et de ne pas s'être acquittée de paiements de TVA, selon un document du ministère de l'Economie cité mercredi.

L'enquête fait suite à des investigations menées en 2007 et qui montraient que, lors de la période 2002-2006, la multinationale américaine avait mis au point un système de transfert de ses profits en Irlande afin d'y bénéficier d'un régime fiscal plus avantageux.

La filiale italienne aurait ainsi omis de déclarer au moins 240 millions d'euros au fisc et devrait plus de 96 millions d'euros de TVA, selon la réponse du ministère à une question posée au Parlement. Reuters 28.11

[Haut de page ↗](#)

Le 30 novembre

CAUSERIE

Syrie.

Anonymous associé aux puissances européennes a choisi le camp de la barbarie impérialisme.

- (Suite au blocage d'Internet dont on ignore encore l'origine exacte.) En réaction, les cyber-militants de Telecomix, relayés par les Anonymous, oeuvrent pour proposer malgré tout aux syriens une connexion internet en passant par des services européens. nouvelobs.com 29.11

Parole d'internaute.

(En réaction aux articles du portail Atlantico.fr intitulés : Ces pays qui sont parvenus à se désendetter : comment ont-ils fait ?)

- *"Encore un effort et l'on va bientôt raconté que le miracle n'existe pas . Les pays où l'on nous cite des références sont des pays ou l'endettement des ménages a explosé (pays nordiques en tête)"* (Atlantico.fr)

C'est bien la raison pour laquelle j'ai mis ces articles en ligne, pour fournir ou rappeler certains faits qui permettent de démystifier le "modèle" scandinave... de collaboration de classes on a le droit d'ajouter, dont se sont inspirés les allemands notamment.

L'UE en crise à hue et à dia.

1- Le marché de la dette en Europe pousse un ouf de soulagement. - L'Expansion.com

Jeudi, le taux à 10 ans de l'Italie a atteint en séance 4,474% (contre 4,591% mercredi à la clôture), sous le seuil des 4,5% pour la première fois depuis décembre 2010.

Il faut rappeler que le taux de l'Espagne était encore à 7,5% et celui de l'Italie à 6,5% en juillet. Par ailleurs, les investisseurs hésitent moins à acheter de la dette de pays fragiles, puisqu'ils savent qu'en cas de difficultés, un pays pourra faire appel à l'aide de la Banque centrale européenne (BCE), comme il en est question pour l'Espagne.

Les analystes sont toutefois d'accord pour dire que la zone euro n'est pas encore sortie d'affaire.

Les pays les plus fragiles vont en outre être confrontés à un lourd programme d'emprunts à partir du début d'année prochaine, tandis que la conjoncture économique reste toujours déprimée. L'Expansion.com avec AFP 29.11

Un répit provisoire quoi puisque la dette des Etats continuent d'augmenter... Et encore, la France et l'Allemagne bénéficient de taux inférieurs de moitié ou des trois quarts. Qui se goinfrent sur le dos de qui ? On a la réponse ici.

2- Crise de l'euro: une solution est "**vitale**" pour l'économie mondiale, selon Clinton - AFP

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a appelé jeudi les dirigeants européens à s'entendre pour régler la crise de l'euro et chercher des moyens pour stimuler la croissance et l'emploi, soulignant que la bonne santé de l'économie mondiale dépendait d'eux. (Mais pas des Etats-Unis. - Ndlr)

"La zone euro glisse de nouveau dans la récession alors que des politiques d'austérité se mettent en place. Donc il est vital pour l'économie mondiale dans son ensemble que les dirigeants européens adoptent des politiques qui mettent en avant une croissance suffisante et créent des emplois", a dit Mme Clinton. (Hollande, Rajoy et Monti s'y activent avec les dirigeants des syndicats... Croissance qui servira à alimenter la sphère financière et spéculative... - Ndlr)

"C'est fondamentalement un problème européen qui requiert des solutions européennes", a-t-elle ajouté. *"Les Etats-Unis ne peuvent et ne doivent pas essayer de proposer une réponse ou une approche".* (Les Européens proposent et les Etats-Unis disposent, merci on avait compris. - Ndlr)

Hillary Clinton, qui se rendra la semaine prochaine à Prague, Bruxelles et Dublin, a aussi souligné l'importance d'avoir une économie américaine en bonne santé. (Au détriment de celle du reste du monde, elle le développe elle-même dans le paragraphe suivant. - Ndlr)

"On fait tellement de choses à travers le monde qui dépendent de la force de notre économie: fournir des moyens de défense, investir sur des marchés émergents ou offrir des aides au développement", a-t-elle dit. (Un programme à la fois guerrier, de soumission et de pillage (inflation + intérêts de la dette) des populations des pays concernés. - Ndlr)

"Et il ne peut y avoir de plus grande menace pour notre sécurité et notre partenariat transatlantique qu'une économie faible sur un ou des deux côtés de l'Atlantique", a-t-elle encore affirmé. (Entendez par là qu'il faut renforcer les institutions oeuvrant à la réalisation d'un grand marché transatlantique à terme. - Ndlr)

"Si nous voulons renforcer nos liens économiques, nous devons chacun construire des fondations solides chez nous. Pour les Etats-Unis cela implique de faire des choix politiques difficiles: il faut investir pour notre compétitivité et il faut régler nos problèmes fiscaux", a-t-elle conclu. (Donc maintenir un coût du travail le plus bas possible et rendre les masses dépendantes du marché pour satisfaire leurs besoins en terme de service (santé, école, etc.), privatiser les organismes sociaux et baisser les impôts des plus riches, ainsi que ceux sur les bénéfices des entreprises. - Ndlr) AFP 29.11

3- Zone euro: des économistes appellent à freiner les restrictions budgétaires - AFP 29.11

Un titre prometteur, ronflant, en fait trompeur. L'enfer est souvent ou toujours pavé de bonnes intentions, on va le vérifier une nouvelle fois. Décryptage.

Trois instituts économiques européens ont appelé jeudi à retarder ou étaler les mesures de restrictions budgétaires adoptées dans la zone euro afin de stimuler la croissance, dans le respect des traités européens. (S'attaquer frontalement à la classe ouvrière présente un sérieux risque de déstabilisation politique, aussi vaut mieux y mettre les formes, procéder par étapes, sans rien lâcher évidemment *"dans le respect des traités européens"*. - Ndlr)

L'observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'allemand IMK et le danois ECLM ont remis mercredi à la Commission européenne et présenté jeudi à la presse un rapport faisant un diagnostic de la situation dans la zone euro et présentant différents scénarios d'assainissement budgétaire. (Une formule sibylline qui sert à couvrir de nouvelles attaques contre les budgets sociaux des Etats. - Ndlr)

"Les économies européennes décident de mener des politiques de contraction budgétaire alors qu'elles sont déjà dans une situation conjoncturelle dégradée et ces politiques ne font que renforcer la dégradation de leur activité", a déclaré pour sa part l'un des coauteurs du rapport Jérôme Creel. (Après les avoir réclamées, soutenues, voilà qu'ils découvrent que ces politiques d'austérité ne font qu'enfoncer les pays de l'UE dans une crise inextricable. - Ndlr)

"L'austérité produit une croissance encore plus faible et elle va même ralentir la capacité des Européens à réduire leurs déficits et leur dette publique: c'est une politique qui est complètement contreproductive", a-t-il affirmé, expliquant que le ralentissement de la croissance induit est plus marqué encore en période de récession. (Mais il n'en existe pas d'autres, sauf à augmenter le fardeau de la dette sous laquelle croule les Etats, etc. c'est une spirale sans fin, disons tant que les peuples les supporteront ou ne trouveront pas la voie pour s'attaquer aux institutions, à l'Etat complice de l'oligarchie financière. - Ndlr)

Le fait que ces politiques restrictives soient synchronisées restreint le commerce entre les pays de la zone euro et *"chacun produit un peu plus de récession chez son voisin",* a-t-il ajouté. (Ils découvrent que les politiques d'austérité adoptées dans chaque pays se répercutent sur tous les pays de l'UE ou de la zone euro, ils sont très forts ces économistes ! - Ndlr)

"Nous sommes dans une situation d'urgence" et il n'est pas question donc de changer les traités européens, a souligné

l'économiste. (Y aurait-il "urgence" face au prolétariat qui se lève dans chaque pays pour refuser de nouveaux sacrifices ? - Ndlr)

Les alternatives proposées par les trois instituts entrent donc dans le cadre des principales exigences européennes: objectif de déficit budgétaire de 3% du produit intérieur brut (PIB) avec un ajustement minimum de 0,5 point de PIB par an du déficit structurel, c'est-à-dire corrigé des effets conjoncturels, et dette de 60% d'ici 2032. "L'horizon temporel c'est 20 années", a-t-il insisté. (Au moins vous êtes prévenus, "L'horizon temporel" de la fin de la crise ce sera au mieux dans 20 ans, pendant ce temps-là des pans entiers de la population et particulièrement de la classe moyenne continueront de s'appauvrir... - Ndlr) AFP 29.11

4- Barroso présente son projet de réforme de l'Eurogroupe - Reuters

Le projet totalitaire de priver les peuples de l'UE de tout droit politique, de pouvoir contester les politiques mises en oeuvre par l'UE, se précise, conformément à la perspective de l'instauration d'un gouvernement mondial dirigé par un cartel de banquiers internationaux.

José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a présenté mercredi un projet de réforme structurel de la zone euro dans lequel il évoque la création à terme d'un budget commun et une mutualisation des dettes.

Dans ce "blueprint", ou document de réflexion de cinq pages qui prône la création d'une union économique et monétaire "profonde et véritable", le chef de l'exécutif communautaire plaide pour l'intégration accélérée des 17 Etats membres de la zone euro, malgré le tabou de l'"Europe à deux vitesses".

"Dans une union économique et monétaire profonde et véritable, toutes les décisions économiques et budgétaires majeures des Etats membres devraient faire l'objet d'une coordination, d'une approbation et d'une surveillance plus étroites au niveau européen", a déclaré José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse. (Ainsi "les décisions économiques et budgétaires majeures des Etats dépendraient uniquement de l'UE. - Ndlr)

"La zone euro doit pouvoir poursuivre son intégration plus rapidement et plus profondément que l'UE dans son ensemble", a-t-il souligné.

Intitulé "Vers une véritable union économique et monétaire", le rapport d'Herman Van Rompuy a été rédigé en collaboration avec José Manuel Barroso, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, et Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe. Ses auteurs y recommandent également la création d'une union bancaire et budgétaire. (Qui dicterait la politique "économique et monétaire" de tous les pays de l'UE à leurs seuls profits, ainsi la dictature de l'oligarchie financière serait officiellement instaurée et supplanterait toutes autres formes d'expression politique, le peuple en étant dépourvu ou dépouillé. - Ndlr)

Ils jugent en outre nécessaire de renforcer en parallèle l'"union politique" et de faire en sorte que les institutions européennes aient davantage de comptes à rendre. (De la même manière qu'en économie, ce n'est pas celui qui contrôle la monnaie qui détient le pouvoir, mais celui qui possède le monopole de la création monétaire, en politique, celui qui détient le pouvoir n'est pas celui qui possède le droit d'exiger des comptes des représentants de l'Etat ou de l'UE, mais celui qui possède le monopole (droit juridique) de définir les lois qui seront adoptées ou les traités qui seront ratifiés. -Ndlr)

S'il s'en écarte peu, le projet présenté mercredi par le président de la Commission se distingue toutefois par quelques ajouts, tel que l'idée d'un "instrument de convergence et de compétitivité", qui permettrait d'aider les Etats-membres à mettre en oeuvre leurs réformes structurelles.

Mais c'est à long terme que les recommandations de José Manuel Barroso sont les plus hardies. Il relance notamment l'idée d'euro-obligations, lancée au plus fort de la crise de la dette et balayée par l'Allemagne.

"Dans le cadre d'une gouvernance économique et budgétaire profondément intégrée, il devrait être possible d'émettre de la dette publique commune, ce qui améliorerait le fonctionnement des marchés et la conduite de la politique monétaire. Il s'agirait du stade ultime de l'UEM (Union économique et monétaire)", dit-il. (L'Allemagne y viendra quand dans chaque pays les contre-réformes sur la Sécu, les retraites, l'école, la santé, etc. auront été menées à leur terme, le plus loin possible. Ainsi, il sera possible de mutualiser les profits sur les services, et la quote-part qui reviendra à chaque Etat sera fonction de son poids économique sur le marché mondial, ce qui favorisera l'Allemagne. - Ndlr)

José Manuel Barroso, qui a donc contribué aux travaux pratiquement identiques d'Herman Van Rompuy, s'est défendu d'avoir produit un document redondant ou concurrent. En vertu des traités européens, c'est à la Commission qu'il revient de prendre l'initiative dans le domaine législatif, a-t-il rappelé. (Autrement dit, c'est à une institution non élue que revient le privilège insupportable de dicter la politique économique et sociale à tous les Etats et peuples de l'UE. D'où la nécessité impérieuse de rompre avec l'UE. - Ndlr) Reuters 29.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

L'ancien archevêque sud-africain Desmond Tutu, prix Nobel de la paix 1984, et deux autres anciens lauréats estiment que l'Union européenne (UE) ne devrait pas recevoir le prix 2012, dans une lettre adressée à la Fondation Nobel et transmise jeudi à l'AFP.

L'UE "*n'est clairement pas 'le champion de la paix' qu'Alfred Nobel avait en tête quand il a rédigé son testament*", ont estimé les trois lauréats dans leur lettre ouverte.

"*Le comité Nobel norvégien a redéfini et remodelé le prix d'une manière qui n'est pas conforme à la loi*", déplorent-ils, arguant que le Comité aurait dû respecter les dernières volontés de l'industriel et philanthrope suédois.

Dans son testament, Alfred Nobel, mort en 1896, estimait que le prix devait récompenser "*celui qui aura agi le plus ou le mieux pour la fraternisation des peuples, l'abolition ou la réduction des armées permanentes ainsi que pour la formation et la diffusion de congrès de la paix*".

Or, l'Union européenne n'oeuvre pas en faveur d'un ordre mondial démilitarisé, considèrent les trois lauréats.

Ils demandent donc à ce que la récompense (8 millions de couronnes suédoises, soit 925.000 euros) ne soit pas versée.

Outre Desmond Tutu, Mairead Maguire, d'Irlande du Nord, prix Nobel de la paix en 1976, l'Argentin Adolfo Pérez Esquivel, lauréat en 1980, des membres d'organisations pour la paix ont signé la lettre.

Le prix Nobel de la Paix a été attribué le 12 octobre à l'UE pour son oeuvre en faveur de "*la paix, la réconciliation, la démocratie et les droits de l'Homme en Europe*".

La récompense doit être remise le 10 décembre, date-anniversaire de la mort d'Alfred Nobel.

Début novembre, le Bureau international de la paix, lui-même lauréat du prix en 1910, avait jugé illégale l'attribution de la prestigieuse récompense à l'UE.

L'Union européenne a annoncé qu'elle verserait le montant du prix Nobel de la Paix à des projets visant à aider les enfants victimes de guerre.

De guerres au pluriel que l'UE soutient, alimente, finance, de l'Afghanistan à la Syrie.

2- Grande-Bretagne

La commission Leveson mise en place dans la foulée d'un scandale d'écoutes a recommandé jeudi au gouvernement britannique, divisé sur le sujet, la création d'un nouvel organe indépendant de surveillance de la presse afin d'éviter le retour aux agissements "*scandaleux*" du passé.

"*La presse doit mettre en place un nouvel organe de surveillance qui soit véritablement indépendant des dirigeants du secteur (des médias), du gouvernement et des hommes politiques*", a affirmé le juge Brian Leveson lors d'une brève conférence de presse. L'intention était de rassurer ceux qui craignent l'instauration d'une forme de censure ou une atteinte à la liberté d'expression, mais le Premier ministre David Cameron a été le premier à faire part de ses réticences.

"*Ce qui est proposé ici est une régulation indépendante de la presse, organisée par la presse, mais inscrite dans un cadre législatif pour s'assurer que les niveaux requis d'indépendance et d'efficacité sont atteints*", a estimé le juge en commentant son rapport-fleuve de 2000 pages dont les conclusions ont été rendues publiques jeudi.

Cet organe "*doit promouvoir un journalisme de bonne qualité et protéger à la fois les intérêts du public, et les droits et libertés des individus. Il doit mettre en place et faire respecter ces critères, traiter les plaintes formulées à l'égard de ses membres et fournir un arbitrage juste, rapide et à peu de frais*", a-t-il insisté.

Le débat s'engage au moment où un sondage ComRes indique que 66% des Britanniques n'ont pas confiance dans leur presse.
AFP 29.11

3- Palestine

La Palestine est devenue jeudi un Etat observateur aux Nations unies, lors d'un vote historique à l'Assemblée générale de l'ONU, malgré l'opposition des Etats-Unis et d'Israël.

Le vote de cette résolution, qui fait de "*l'entité*" palestinienne un "*Etat observateur non membre*", a été acquis à une majorité confortable mais pas écrasante de 138 voix pour, 9 contre et 41 abstentions.

Cette nouvelle stature internationale, qui donne aux Palestiniens accès à des agences de l'ONU et des traités internationaux, constitue une victoire diplomatique majeure. Mais elle expose l'Autorité palestinienne à des représailles financières américaines et israéliennes.

Avant le vote, le président palestinien Mahmoud Abbas a affirmé que l'Assemblée allait signer l'"acte de naissance" d'un Etat de Palestine.

Il a estimé qu'il s'agissait de la "*dernière chance de sauver la solution à deux Etats*" (Israël et un Etat palestinien) et a promis de "*tenter de ranimer les négociations*" de paix avec Israël, au point mort depuis plus de deux ans, sans toutefois prendre d'engagements précis.

Il a fait plusieurs références à "*l'agression israélienne*" à Gaza, une semaine après la conclusion d'un cessez-le-feu entre le Hamas qui contrôle ce territoire et Israël.

Pour l'ambassadeur israélien à l'ONU Ron Prosor par contre, cette initiative "*ne fait pas avancer la paix, elle la fait reculer*". Il a affirmé qu'elle "*ne changera pas la situation sur le terrain*", notamment parce que l'Autorité palestinienne "*ne contrôle pas Gaza*", et qu'elle "*ne donnera pas un statut d'Etat à l'Autorité palestinienne*".

Il a rappelé la position d'Israël, ainsi que des Etats-Unis, selon laquelle des négociations directes "*constituent la seule manière de parvenir à la paix par un accord mis au point par les parties concernées, et non par l'intermédiaire de l'ONU*".

A Jérusalem, Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a qualifié le discours de Mahmoud Abbas d'"*hostile et venimeux*". "*La décision des Nations unies ne changera rien sur le terrain. Elle ne favorisera pas la création d'un Etat palestinien. Elle la reportera encore*", a estimé le Premier ministre israélien.

L'ambassadrice américaine Susan Rice a affirmé que le vote était "*contre-productif*" et créerait des "*obstacles*" à la paix.

A Ramallah (Cisjordanie), le vote à l'ONU a été salué par des tirs en l'air et des acclamations de la foule, selon des journalistes de l'AFP.

Ce vote a coïncidé avec l'anniversaire de l'adoption par l'ONU en 1947 du plan de partage de la Palestine mandataire, qui prévoyait un Etat juif et un Etat arabe.

Devant le Comité sur les droits inaliénables du peuple palestinien qui commémorait cet anniversaire, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a demandé solennellement jeudi aux dirigeants palestiniens et israéliens de "*ranimer le processus de paix*" en reprenant des "*négociations directes*".

La résolution appelle à une reprise des négociations israélo-palestiniennes pour qu'un Etat de Palestine puisse coexister "*aux côtés d'Israël en paix et en sécurité, sur la base des frontières d'avant 1967*".

Elle "*exprime l'espoir que le Conseil de sécurité considèrera de manière favorable*" la candidature de la Palestine comme membre à part entière, déposée en septembre 2011 par M. Abbas mais torpillée au Conseil par une menace de veto américain.

Ce qui inquiète le plus Israéliens et Américains, c'est la possibilité qu'auraient désormais les Palestiniens de rejoindre la Cour pénale internationale et d'y porter plainte contre Israël. Des responsables palestiniens ont évoqué cette hypothèse si Israël poursuit sa politique de colonisation en Cisjordanie.

Israël a brandi la menace de sanctions en cas de vote positif à l'ONU mais a annoncé qu'il n'annulerait aucun accord conclu avec les Palestiniens.

Israël a la possibilité de bloquer les taxes qu'il perçoit pour le compte de l'Autorité palestinienne ou de réduire le nombre de permis de travail pour les Palestiniens.

Le Congrès américain pourrait de son côté refuser de verser 200 millions de dollars d'aide promis aux Palestiniens. En compensation, la Ligue arabe a promis aux Palestiniens un "*filet de sécurité*" de 100 millions de dollars par mois. AFP 29.11

L'AFP en laquais zélé des Etats-Unis et Israël fait pire que Reuters.

Reuters - L'Assemblée générale de l'Onu a reconnu jeudi implicitement l'existence d'un Etat palestinien souverain en lui accordant à une large majorité le statut d'Etat non membre observateur, tandis que l'AFP a écrit "*à une majorité confortable mais pas écrasante*".

4- Qatar

Un tribunal du Qatar a condamné jeudi à la prison à vie un poète poursuivi pour incitation contre le régime et diffamation du prince héritier de cette monarchie du Golfe, qui soutient les soulèvements antigouvernementaux dans les pays du Printemps arabe, a indiqué son avocat. Mohammed al-Ajami, alias Ibn al-Dhib, était jugé sous trois accusations, a précisé à l'AFP Me Néjib al-Naïmi : "*incitation contre le régime, diffamation du prince héritier*", Tamim Ben Hamad Al-Thani, et "*atteinte à la Constitution*".

En vertu des accusations retenues contre lui, le poète était passible d'une peine de cinq ans de prison au maximum, a encore dit Me Naïmi, un ancien ministre de la Justice du Qatar, soulignant que "*la perpétuité ne s'applique qu'en cas de tentative de coup d'État*".

La véritable raison de son arrestation est son "*Poème du jardin*", écrit en 2011 alors qu'avait commencé le Printemps arabe.

Ce poème rend hommage à la révolution tunisienne et exprime l'espoir que le changement touche d'autres pays arabes, affirmant "*nous sommes tous la Tunisie face à une élite répressive*". lepoint.fr 29.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Quand une monarchie s'en prend à un poète c'est le début de la fin. Rien n'est plus dangereux qu'un poète en prison. Ses poèmes vont circuler à la vitesse des réseaux sociaux, d'autres prendront le relais. Il va devenir un symbole. Un symbole ne peut être ni tué, ni enfermé. Il devient immortel. La dictature n'a pas de poison plus délétère.*"

Vous avez entendu Hollande, Fabius, Koucher et la clique des philosophes réactionnaires pro-Israéliens exiger la libération immédiate de monsieur Mohammed al-Ajami ?

SOCIAL

1- France

1.1- La CFDT prête à un dialogue social à l'allemande - Reuters

La CFDT est prête à relever le défi de réformes structurelles et à promouvoir en France un dialogue social inspiré du modèle nord-européen, a fait savoir jeudi son nouveau numéro un, qui s'est démarqué dès son premier discours de la CGT et de FO.

S'il n'a pas cité nommément l'Allemagne, Laurent Berger avait de toute évidence à l'esprit les relations entre les syndicats, les entreprises et les pouvoirs publics outre-Rhin, souvent citées en modèle ces dernières années.

En présence de quatre anciens secrétaires généraux de la CFDT - François Chérèque, Nicole Notat, Jean Kaspar et Edmond Maire - il n'a pas hésité à parler de cogestion, mot tabou en France mais souvent utilisé pour décrire le système allemand.

"*Dans cette période de crise grave (...) nous sommes prêts à prendre nos responsabilités et à relever le défi de réformes structurelles*", a déclaré Laurent Berger.

"*Certains nous reprochent de vouloir cogérer, co-construire. Et pourquoi pas !*" a-t-il ajouté. "*Nous en avons assez de jouer les pompiers quand tout est déjà décidé.*"

La dette publique est un "*lourd handicap*", le modèle français de production et de consommation est "*à bout de souffle*", le déficit de compétitivité de l'économie française est "*réel*" et "*fragilise les entreprises*", a-t-il souligné.

"*Alors oui, des réformes profondes doivent être menées parce que nous ne pouvons pas tricher avec le réel.*"

Il a ainsi marqué d'entrée sa différence avec les deux autres grandes centrales françaises, la CGT et Force ouvrière.

"*Sur fond de course à la représentativité, certains de nos partenaires syndicaux sont hésitants, d'autres repliés sur leur dogmes*", a souligné le nouveau numéro un de la CFDT.

Les salariés français n'attendent pas de leurs représentants des "*discours prometteurs*" ou des "*réquisitoires vengeurs*" mais des solutions concrètes à leurs difficultés, a-t-il dit.

"*Le bord de touche et la fuite en avant des surenchères, nous les laissons à ceux qui préfèrent le refuge du commentaire à l'effort de compréhension, à la rudesse du terrain, à la recherche des compromis possibles.*" Reuters 29.11

1.2- Touche pas à la propriété privée des moyens de production !

La présidente du Medef, Laurence Parisot, s'est insurgée jeudi contre la menace du gouvernement de nationaliser le site sidérurgique d'ArcelorMittal à Florange (Moselle).

Cette menace "*est tout simplement et purement scandaleuse*", a estimé la chef de file du patronat sur RTL.

"*S'il s'agit par de tels propos, tout simplement d'exercer une pression, de faire du chantage, dans le cadre d'une négociation, c'est inadmissible*", a-t-elle affirmé.

Sur le fond, "*toute notre société est construite sur un principe essentiel, celui du droit de propriété (...) Ebranler ce principe, comme ça, à la va-vite, c'est très grave, et en plus, ne l'oublions pas, c'est très coûteux*", a jugé Mme Parisot. Ce n'est pas à l'Etat "*de commencer à dire à chaque entreprise de France: +voilà votre stratégie+*", a-t-elle martelé.

"*Seul l'entrepreneur peut savoir ce qui est rentable ou pas*". AFP 29.12

Mais alors, à quoi rime de vouloir donner plus de "*pouvoir*" aux représentants des salariés dans les entreprises ? Ils se trahissent eux-mêmes.

Madame Parisot a raison de rappeler que la société est basée sur un droit arbitraire et illégitime : "*toute notre société est construite sur un principe essentiel, celui du droit de propriété*" pour une minorité, en réalité la négation de ce droit pour l'immense majorité, les exploités. C'est ce "*droit*" devant lequel Chérèque et Berger se prosternent, c'est cela la base du réforme que nous combattons.

Non, nous ne dirons pas "*chiche*" à la nationalisation d'ArcelorMittal sans condition comme l'affirme D. Gluckstein dans son éditorial "*mais nous n'en faisons pas une condition*", après avoir évoqué une "*réquisition, sans indemnité ni rachat*".

Cette position est totalement inacceptable. Elle sert le gouvernement et les illusions des masses dans le capitalisme. Après avoir renfloué les banques à coup de centaines de milliards d'euros, voilà qu'en plus il faudrait que l'Etat, donc les contribuables, les travailleurs, engraisse Mittal et ces actionnaires, mais qui produit les richesses, qui a bâti Arcelor, les sidérurgistes ou les rentiers ?

Doit-on faire l'affront au POI de rappeler que bien que les sidérurgistes aient un boulot particulièrement éprouvant, ils font partie de l'aristocratie ouvrière que ménage le capital, le gouvernement, et appartiennent au fond de commerce des syndicats corrompus, ces derniers s'en servant pour maintenir dans la servitude l'ensemble de la classe ouvrière, n'hésitant pas à l'abandonner (l'aristocratie ouvrière) quand le capital l'exige.

Une nouvelle fois ce qui prime, ce n'est pas le combat contre le capital pour l'abattre, mais le mouvement spontané des masses bourrées d'illusions dans le capital et les institutions, on ne peut pas dire dans le PS, puisque les syndicats avaient entrepris la même démarche quand Sarkozy était Président de la République. Dans ces conditions, il ne faut pas s'attendre à une progression de la conscience politique des masses. Etait-ce l'objectif du POI (notamment) ? On est en droit de se poser cette question. Nous assimilons cette position opportuniste à une capitulation politique.

1.3- Grèves chez PSA Peugeot Citroën et Renault

Deux usines automobiles, l'une appartenant à PSA Peugeot Citroën et l'autre à Renault, sont perturbées jeudi par des mouvements de grève.

A Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où PSA fermera son site d'assemblage en 2014, les chaînes de production sont perturbées par une grève entamée mardi à l'atelier de ferrage où sont soudés les éléments des carcasses des voitures.

"Les salariés protestent contre la convocation de cinq salariés pour 'insuffisance de production'", a expliqué par téléphone Jean-Pierre Mercier, représentant CGT à l'usine d'Aulnay. "Une réunion de négociation est programmée à 10h30 mais pour l'heure, la production est paralysée."

"Cet atelier étant au début du flux de production, sa perturbation génère logiquement des difficultés de production dans les autres ateliers", avait indiqué mercredi soir un porte-parole du groupe. "Les autres ateliers produisent au ralenti."

Chez Renault, où une nouvelle séance de négociations sur la compétitivité du groupe en France devait se tenir dans la journée, le site de Maubeuge (Nord) est perturbé lui aussi depuis plusieurs jours par des appels à des débrayages.

Peu suivi selon la direction, très suivi d'après les syndicats, le mouvement porte sur l'octroi d'une prime.

"Nous réclamons une prime de 500 euros nets par salarié en raison du surcroît de travail à venir", a expliqué Samuel Beauvois, représentant du syndicat Sud à l'usine. "C'est un ras-le-bol général, on travaille les samedis, les jours fériés dans des conditions qui se dégradent."

Sud entend aussi demander à la communauté d'agglomérations de reverser directement aux salariés une subvention octroyée à la direction du site pour créer des emplois. Reuters 29.11

2- Tunisie

Des affrontements ont opposé protestataires et policiers tunisiens à Siliana et dans sa région.

La police a tiré de grandes quantités de gaz lacrymogènes sur quelques centaines de manifestants qui ont tenté de s'attaquer à un poste de police.

Non loin de là, des milliers d'habitants manifestaient aux abords du gouvernorat (préfecture) pour réclamer encore et toujours le limogeage du gouverneur et désormais aussi le départ de policiers venus en renfort.

"On réclame le départ de tous ces renforts, on n'accepte que les agents de police de Siliana", a déclaré un des manifestants.

Des manifestations ont aussi été émaillées de violences dans des localités proches de Siliana, même si les débordements semblaient moins graves que la veille.

Des manifestants ont incendié un poste des forces de l'ordre tunisiennes et deux de leurs véhicules à Kesra, à 40 km au sud de Siliana, a constaté une journaliste de l'AFP.

La principale centrale syndicale tunisienne, l'UGTT, a par ailleurs appelé à une nouvelle manifestation vendredi pour obtenir le départ du gouverneur régional, Ahmed Ezzine Mahjoubi, un programme de développement économique pour cette région très pauvre, la libération de manifestants arrêtés en avril 2011 et la fin de la répression des manifestations.

"J'appelle tous les habitants de la région à participer à une marche symbolique sur Tunis de deux kilomètres" vendredi, a déclaré à l'AFP, le secrétaire général de la branche régionale du syndicat Nejib Sebti.

"Le peuple ne va pas permettre aux contre-révolutionnaires de revenir"

Un représentant du parti islamiste Ennahda, qui dirige le gouvernement tunisien, a dénoncé ces troubles provoqués, selon lui par les manifestants, y voyant la main de "contre-révolutionnaires".

"Les manifestations se sont transformées en violences et en attaques contre les symboles de l'Etat (...) et les acquis du peuple", a déclaré en conférence de presse à Tunis Ameer Larayedh, qui dirige le bureau politique de ce parti.

"Le peuple ne va pas permettre aux contre-révolutionnaires de revenir" au pouvoir, a-t-il ajouté.

Les revendications des manifestants ne sont pas sans rappeler celles de la révolution de janvier 2011, la misère, le chômage et la dénonciation de l'arbitraire de la police ayant été à l'époque au coeur du soulèvement.

La région de Siliana est affectée par de grandes difficultés économiques. Selon des statistiques officielles, les investissements y ont baissé de 44,5% et les créations d'emplois de 66% sur la période janvier-octobre 2012 par rapport à la même époque de l'année précédente. AFP 29.11

ECONOMIE

1- UE. Ils deviennent fou !

Les négociations sur le budget européen pour la période 2014-2020 montrent une tendance à la "schizophrénie" à la tête des Etats, et sont menées au détriment de l'intérêt européen, déplore le commissaire au Budget, Janusz Lewandowski, dans un entretien à l'AFP.

"La position de plusieurs Etats est schizophrénique, car ils coupent dans des secteurs qu'ils ont présentés comme prioritaires pour la croissance et l'emploi en Europe", souligne-t-il.

"Dans le même temps, ils découvrent les manques dans les réseaux d'infrastructures pour les transports, l'énergie et les communications qui imposent des centaines de millions en investissements si l'on veut créer un véritable réseau européen", ajoute-t-il.

"Il y a encore une majorité de pays qui réclament plus de coupes malgré les cadeaux faits durant la négociation, mais ce n'est pas possible, car nous sommes à la limite de ce qui est faisable", assure M. Lewandowski.

"Je ne suis pas content de la proposition de Herman Van Rompuy", affirme-t-il.

"Avec cette proposition, nous tentons une expérience inédite: essayer de faire plus d'Europe avec moins d'argent. Cela ne s'est jamais produit dans l'histoire européenne", ironise-t-il.

Janusz Lewandowski est très sévère à l'adresse des Etats, dont il fustige les contradictions: *"Tous ceux qui réclament des coupes défendent leurs propres intérêts: la Finlande veut couper mais veut de l'argent pour les zones peu peuplées du nord du pays, l'Allemagne veut des coupes mais veut de l'argent pour l'est du pays, la France veut de l'argent pour augmenter l'enveloppe pour ses aides directes agricoles".*

"Là est le paradoxe: vouloir des coupes tout en augmentant ses propres enveloppes", dit-il.

Un échec des négociations aurait des conséquences. *"Une prolongation avec les plafonds de 2013 signifierait que seul le Royaume-Uni conserverait son rabais",* car il est inscrit dans les traités. *"Tous les autres pays perdraient leurs privilèges",* a-t-il mis en garde.

Le commissaire Lewandowski espère qu'un accord sera trouvé lors du prochain sommet. *"Une nouvelle tentative aura lieu, probablement en février, mais il ne faut pas attendre une amélioration du climat, car les pays de la zone euro sont en récession",* souligne-t-il.

"Février doit déboucher sur un accord. Ce ne peut pas être plus tard", affirme-t-il, car le Parlement européen doit se prononcer sur l'accord. AFP 29.11

2- Etats-Unis. Vite empiffrons-nous !

Un nombre croissant d'entreprises américaines s'empressent actuellement de distribuer des dividendes et la tendance devrait s'accroître jusqu'à la fin de l'année en raison des incertitudes liées au "mur budgétaire"

"Appelez ça une prime de Noël pour les actionnaires", commente Rex Macey, responsable des investissements de Wilmington Trust Investment Management.

Au moins 26 entreprises ont annoncé des mesures touchant à leur dividende depuis le 6 novembre. La dernière en date, le distributeur Costco Wholesale, a annoncé mercredi qu'elle distribuerait le mois prochain un montant total d'environ trois milliards

de dollars à ses actionnaires sous forme d'un dividende exceptionnel de sept dollars par action.

Lundi, l'exploitant de casinos Las Vegas Sands (présidé par Sheldon Adelson, un important donateur du Parti républicain) avait annoncé son intention de reverser 2,7 milliards, là encore par le biais d'un dividende exceptionnel.

Dans d'autres cas, les entreprises se contentent d'avancer la date de la distribution d'un dividende qui aurait dû être payé en 2013.

La raison est simple : l'expiration possible le 1er janvier des allègements d'impôt entrés en vigueur pendant la présidence de George W. Bush risque de se traduire par une forte hausse du taux d'imposition des dividendes.

Sauf compromis d'ici-là, ce taux pourrait passer de 15%, son niveau actuel, à 43,4% en 2013 en incluant la nouvelle contribution de 3,8% au programme d'assurance santé fédéral Medicare à laquelle seront soumis les hauts revenus.

Les analystes prévoient donc que la liste des entreprises qui font le choix d'accélérer ou d'augmenter leur dividende va continuer de s'allonger.

"*Nous nous attendons à en voir de plus en plus et les entreprises n'ont pas beaucoup de temps pour prendre leurs décisions*", explique Howard Silverblatt, de Standard & Poor's. "*Les entreprises ont beaucoup d'argent et les actionnaires veulent du rendement.*"

Novembre est historiquement le mois le plus important de l'année en terme de distribution de dividendes et novembre 2012 pourrait bien inscrire un nouveau record, estime l'analyste.

Sur les cinq dernières années, les sociétés de l'indice S&P 500 ont distribué 28,7 milliards de dollars en moyenne en novembre. Reuters 29.11

3- Argentine

Le spectre d'un nouveau défaut de paiement de l'Argentine s'éloigne après la suspension en appel de l'arrêt d'un juge de New York qui obligeait le pays sud-américain à verser à la mi-décembre 1,33 milliard de dollars à des fonds spéculatifs.

Le gouvernement de la présidente Cristina Kirchner pourra désormais régler d'ici le 15 décembre 3,1 milliards de dollars au titre de la dette renégociée (93% du total) avec ses créanciers, sans risquer de voir cette somme saisie pour payer les fonds spéculatifs NML et Aurelius.

Ces fonds détenteurs de dette publique argentine avaient refusé les offres d'échanges de titres en 2005 et 2010.

La justice de New York a toutefois décidé mercredi en appel que "*tous les jugements relatifs à cette affaire étaient suspendus*" jusqu'à l'audience en appel prévue le 27 février.

"*Ce calendrier garantit le respect de toutes les échéances de la dette de l'Argentine prévues au mois de décembre*", s'est félicité le ministère argentin de l'Economie.

L'Argentine pourra donc faire face le 15 décembre à une échéance de dette renégociée de 3,1 milliards de dollars, sans que viennent s'ajouter 1,33 milliard de dollars dus aux créanciers récalcitrants.

L'Argentine a toujours refusé de payer un centime à ces fonds spéculatifs, qui cherchent à être remboursés à 100%, alors que les investisseurs qui ont souscrit aux échanges ont dû accepter une décote de plus des deux tiers pour certains.

La suspension de l'arrêt du juge de New York intervient alors que le ministre argentin de l'Economie, Hernan Lorenzino, avait laissé entendre mardi que son pays pourrait rouvrir l'offre d'échange de titres afin de montrer qu'il est prêt à payer. AFP 29.11

Ah ben s'il est "*prêt à payer*", tout va bien, on comprend !

[Haut de page ↗](#)